

UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

INCORPORATION ET EXCLUSION
DANS LA
SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

L'échec de la modernisation au Mozambique

Thèse pour le Doctorat
de l'Université de Paris I
(Arrêté du 30 mars 1992)
Présentée par Célia Regina NUNES
Sous la direction de M. Yves GOUSSAULT
Professeur émérite de l'Université de Paris I

SCIENCES SOCIALES, SOCIOLOGIE

PARIS - 1996

AUX EXCLUS

Je remercie:

spécialement M. Yves GOUSSAULT,
professeur et ami, qui m'a orientée dans ce travail,

les amis et les parents
de leur solidarité et de leur compréhension,

Le Centro de Estudos Afro-Asiáticos - CEAA,
du Conjunto Universitário Candido Mendes,
de son appui,

Annie Cambe
pour sa patience et sa traduction compétente

Cette Thèse a été réalisée avec l'appui du CNPp (Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico), auquel je suis infiniment reconnaissante.

Paris - 1996

Célia Regina NUNES

TABLE DE MATIÈRE

INTRODUCTION	9
---------------------	---

CHAPITRE I

RÉVOLUTIONS GAGNÉES, RÉVOLUTIONS PERDUES: UNE QUESTIONS MAL CONÇUE

1.

A. LES CHEMINS DE LA RÉVOLUTIONS

1 La générations 68	26
2 La réflexions en exil	31
3 La pensée révolutionnaire	33
4 Les critères de la transitions socialiste	41
5 De la réflexion à la nouvelle pratique	42
6 La vision du cas mozambicain	43
7 La défaite des projets de développement	48
8. Le caractère général de la crise	51
8.1 Le point de vue néolibéral	53
8.2. Les marxistes rouillés	57

2.

B. LES PIERRES SUR LE CHEMIN

1. La conscience des agents	61
2 La mystifications du Parti	69
3 L' hermétisme face aux critiques	74

CHAPITRE II

LA FIN DU RÊVE DANS LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

A. LE RÊVE DU DÉVELOPPEMENT

1 Introduction	81
2 La gestation de la théorie du sous-développement	83
3 Le rôle de l'État dans les théories du développement	86
4 La politique du développement	89
5 Reflexion sur la politique du développement	96
5.1 La dynamique interne	96
5.2 La "vieille" gauche	99
5.3 La détérioration des termes d'échange	101
5.4 La "nouvelle" gauche	103
6 Conséquences	106
6.1 Le caractère non démocratique	106
6.2 L'économisme de la politique du développement	107
6.3 La barrière technologique	110

B. LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

1. Introduction	116
2. La modernité	121
2.1. La modernité a fait table rase de l'Afrique	124
2.2. La crise	128
2.3. La modernité et le marxisme	129
2.4. "L'ambiguïté" de la modernité	131
2.5. Le sous-développement comme création capitaliste	136
2.6. L'aspect de la modernité qui a été réservé à la périphérie	140

3 Le contrôle du savoir	142
3.1 L'organisation du travail dans le capitalisme	143
3.2 L'histoire	144
3.3 L'origine du taylorisme	147
4 Le travail abstrait	150
5 La théorie de la valeur	156
6 Les cycles du capital et les révolutions technologiques	160

C. LE SOCIALISME COMME SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

1 Introduction	169
2 Le socialisme soviétique	156
3 Les interprétations sur le socialisme soviétique	181
3.1 Les pro-chinois	182
3.2 Le socialisme d'État	188
3.3 Les trotskistes	190
3.4 Le socialisme comme forme spécifique du capitalisme	197
3.5 Conclusion	200
4 Le taylorisme dans le socialisme réel	202
4.1. Toujours l'ambiguïté de la modernité	205
4.2. La Russie soviétique	208
5. Les fondements du socialisme réel	228
5.1. Le socialisme producteur de marchandise	218
5.2. La populations créée par le socialisme réel	224
5.3. Effets de la troisième révolution industrielle sur le socialisme réel	229

CHAPITRE III

MOZAMBIQUE DANS LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

A. INCORPORATION EN TANT QUE PÉRIPHÉRIE

1 Quelques formations sociales périphériques	233
1.1 La communauté domestique	238

1 2 L'esclavage	240
1 3 Articulation de modes de production	242
1 4 La forme d'exploitation paternaliste	248
2 La périphérie de la semi-périphérie	255
2 1 Le Portugal en tant que semi-périphérie	257
2 2 Le "retard" de la colonisation portugaise	259
2 3 L'exemple du coton dans la périphérisation du Mozambique	268
2 4 L'entrée en scène du Mozambique	272
2 5 La fonction des colonies dans l'économie portugaise	278
2 6 La situation de la métropole	281
2 7 Le double subordination du Mozambique	284
3 La question culturelle et l'"univers rural"	290
3 1 La culture occidentale	296
3 2 La population rurale	300

B. LA TENTATIVE D'ÉCHAPPER À LA PÉRIPHÉRIE

1 Le projet du FRELIMO	304
1 1 L'après-indépendance	307
1 2 La conjonctures des années 70	314
1 3 Les bases du projet	316
1 4 Le projet	329
1 5 Quelques critiques	325
1 6 La critique contre le dualisme	333
2 Les raisons de l'échec	339
2 1 Les contraintes	342
2 2 La réaction extérieure	353
3 Les limites du socialisme réel	356
3 1 Marché noir, pénurie et campagne	358
3 2 L'échec de la planification rationnelle	369
3 3 Les coûts élevés	372
3 4 La détermination administrative des prix	377
3 5 Investissement	379
3 6 L'inutile force de travail "libre"	381
3 7 L'inflation	388

CHAPITRE IV

LA MARGINALIZATION RELATIVE DU MOZAMBIQUE

1 Le néo-libéralisme	392
2 La soumission au Reajustement structurel	401
3 Entretiens sur le Programme de redressement économique (PRE)	408
4 La tendance de marginalisation relative du Mozambique	432
5 Les illusions de la solution à l'intérieur du système	443
6 Conclusion	454

BIBLIOGRAPHIE	467
---------------	-----

LES TABLEAUX

Tableau I - Cicle colonial Africain, hégémonies mondiales et cycles Kondratieff	260
Tableau II - Articulation entre la société domestique et capitaliste à l'époque coloniale	289
Tableau III - Transformation socialiste de la société Mozambicaine sous le FRELIMO	324
Tableau IV - Marginalisation relative. Tendance actuelle du Mozambique	438

INTRODUCTION

"L'exigence d'abandonner les illusions sur sa condition est l'exigence d'abandonner une condition qui a besoin d'illusions " (Karl Marx¹)

1. Quelques mots sur l'histoire de ce travail.

Au départ, l'objectif de ce travail était d'analyser l'expérience socialiste dirigée par le FRELIMO² au Mozambique, entre les années 75 et 85, les antécédents en ce qui concerne la période coloniale, pour aboutir à une réflexion sur la politique monétariste à l'époque actuelle. Aucune des trois phases citées n'avait apporté de bénéfices à la population dont les souffrances ne cessaient de s'intensifier en raison de la détérioration de ses conditions de vie.

Ayant vécu au Mozambique durant la période socialiste, en tant qu'économiste auprès du Ministère de l'agriculture, le besoin s'imposait pour moi de repenser la réalité mozambicaine. Mon départ pour le Mozambique avait été déterminé par le désir de participer à un projet de construction d'une nouvelle société et c'est l'échec de ce projet qui m'a incitée à me retirer de la "pratique" afin de mieux pouvoir en comprendre les tenants et les aboutissants.

¹ MARX, Karl, in FROMM, Erich. *Meu encontro com Marx e Freud*, Ed. Zahar, Rio de Janeiro, 1979, p. 1

² Front de Libération du Mozambique, qui a dirigé la lutte d'indépendance nationale victorieuse en 1975. Le III^e Congrès du FRELIMO, réalisé en février 77, a créé le Parti FRELIMO, marxiste-léniniste et a adopté le socialisme scientifique. La République Populaire de Mozambique est née lors de l'indépendance, en 1975. À partir 1985, le FRELIMO prendra des mesures dans le sens de retirer les aspects socialistes.

A cette occasion (1989), je me suis tournée vers l'Université pour y rechercher un appui théorique de réflexion. Dans les années 70, lors de mon exil en France, j'avais préparé un DESS en Développement agricole, dans le souci d'acquérir un maximum de compétence, afin de pouvoir venir en aide aux populations rurales du tiers-monde.

Ma participation au processus mozambicain, durant les premières années, n'obéissait pas aux préoccupations caractéristiques d'une recherche en sciences sociales. L'objectif était de faire en sorte que le travail rende les meilleurs fruits possibles et de trouver des moyens d'appliquer une politique pré-déterminée. Il s'agissait d'une observation visant l'action, l'exécution de tâches s'inscrivant dans le cadre des orientations émanant du III^e Congrès du Parti FRELIMO.

Plus tard, j'ai interrompu mes activités dans les entreprises agricoles et j'ai alors enseigné durant trois ans dans un Centre de formation en gestion d'entreprises, orienté vers la formation de techniciens et de dirigeants. Les années 80 ont marqué un moment charnière dans le processus mozambicain et a représenté, pour moi, un moment de transition dans mes conceptions.

La création du Centre de formation a correspondu à la "conscience" des problèmes causés par le manque de capacité de gestion des responsables de la mise en marche du processus productif. L'objectif était de former des directeurs compétents pour les tâches de planification, les techniques de calcul des coûts et des prix de production, autant de manières d'augmenter la productivité.

Cette expérience a été pour moi l'occasion de pratiquer avec les directeurs un genre de communication différente de celle que j'avais connue lorsque je travaillais en tant qu'exécutante des tâches qui m'étaient confiées.

Dans une salle de cours, la posture des dirigeants, "l'image du chef" n'était plus la même. Ils savaient que "l'autre" vivait les mêmes problèmes. Il leur était impossible de cacher que leurs connaissances sur les techniques de gestion des entreprises étaient pratiquement nulles. La discipline que j'enseignais pénétrait, par besoin didactique, au cœur des entreprises et de l'univers de travail de chacun d'entre eux.

C'est à partir de là aussi que j'ai pris conscience de la contradiction de ma pensée quant à la perspective de construction d'une nouvelle société. Les fondements théoriques sur l'élaboration du coût de production s'étaient appuyés sur la théorie de la valeur. Or, n'était-ce pas justement contre cela que nous luttons? Ou bien est-ce qu'il reviendrait au socialisme d'appliquer la loi de la valeur?

Au cours de cette thèse, j'ai repris cette contradiction que j'avais perçue dans la pratique, ce qui a entraîné un nouveau centrage de la recherche elle-même.

Les œuvres théoriques que j'ai trouvées sur le Mozambique de cette époque-là m'ont prouvé que l'on avait déjà beaucoup écrit sur l'histoire et les conséquences des politiques modernisantes sur la population rurale mais que les explications données à l'échec du socialisme au Mozambique n'étaient toutefois pas satisfaisantes.

2. La problématique

Cette thèse part de l'observation de l'identité des programmes développementistes des pays périphériques, capitalistes et socialistes réels et des limitations imposées au projet modernisant du FRELIMO

Elle analyse ensuite, dans les grandes lignes, les formations sociales domestique et "productrice de marchandises" au Mozambique dans la période coloniale, dans celle du socialisme réel et dans la période actuelle.

La thèse traite des raisons de l'échec du socialisme réel. Malgré la victoire dans la lutte politique, avec la substitution aux postes de commandement des capitalistes privés par le Parti, qui serait le représentant des classes révolutionnaires, le socialisme du XXe siècle n'est pas parvenu à éviter la débâcle économique et sociale. Dans le socialisme réel, la lutte contre la propriété privée des moyens de production, l'État occupant la place du capitaliste privé, n'a pas abouti à un rapport nouveau du travailleur au processus productif, ni au résultat de son travail. Simplement, la soumission de l'homme au travail était dès lors contrôlée par l'État.

Les similitudes entre les pays socialistes sous influence de la pensée marxiste-léniniste permettent, si l'on connaît ceux "qui sont allés le plus loin", de mieux connaître ceux qui, comme le Mozambique, ont été de courte durée.

L'Amérique latine a tenté de s'industrialiser dans le cadre du capitalisme, atteignant une croissance économique relative, quoique perverse sur le plan social. Le socialisme, qui

aurait dû construire une société différente, s'est finalement limité tout au plus à la construction d'une industrialisation chancelante, n'ayant atteint ni ses objectifs économiques d'accumulation (de capital, d'ailleurs) ni ceux de libération sociale

De nombreux travaux ont essayé d'apporter des explications à l'échec du socialisme mozambicain. Certains défendent le modèle adopté, critiquant les erreurs et les difficultés d'implantation (rapports parti/masses) ou les effets externes de la guerre. D'autres critiquent le modèle adopté proprement dit, pour ses caractéristiques stalinistes, ce qui aurait entraîné l'absence de démocratie, l'étatisme, le mépris de la population rurale, etc.

Malgré les apports de ces études, elles ne m'ont pas paru suffisantes. Car toutes s'en tiennent à l'étude d'une meilleure articulation entre la production de marchandises et le bien-être de la population. Sur cette base, certaines justifient les actions autoritaires pour atteindre la productivité et la production nécessaires, remettant à plus tard la création de "l'homme nouveau". D'autres accusent ce même autoritarisme d'avoir entravé l'efficacité. En fait, elles recherchent les raisons des erreurs dans les politiques adoptées pour augmenter la production ou dans les méthodes et les formes d'application de ces politiques, dans l'arrogance et les privilèges des dirigeants, etc.

Bien qu'il existe des modèles socialistes différents, tous se sont caractérisés à la fois par l'absence de démocratie, par l'inscrustation au pouvoir des dirigeants privilégiés et le manque de force des travailleurs pour contrer cette tendance.

L'étatisme sous la forme où l'État a une présence marquante dans l'économie n'a pas été caractéristique du seul socialisme. Il a existé également en Occident, notamment dans la

phase initiale d'accumulation de capital. Le but des pays socialistes étant de jeter les bases de l'industrialisation, la seule forme possible était l'étatisme. Le mécanisme d'accumulation rapide exigeait des changements dans la forme de vie et de production de la population, principalement celle qui n'était pas encore libre de vendre sa force de travail. Il était donc nécessaire de laisser de côté "l'univers rural" et partant, de rompre l'alliance pro-indépendance qui avait été faite avec une partie de ce secteur amplement majoritaire de la population.

Au tout début, désireuse de traiter les raisons de l'échec du socialisme au Mozambique, je m'interrogeais sur les raisons qui avaient poussé la population rurale à s'éloigner du FRELIMO, en raison de la "trahison", résultat de la rupture de l'alliance entre celle-ci et le Parti. Cette rupture s'exprimait par l'absence d'une politique agricole orientée vers la société domestique. Je comprends aujourd'hui que l'absence prétendue de cette politique agricole signifiait de fait une position face au destin qu'il fallait donner à la population rurale. C'est-à-dire qu'il n'y a pas eu de *lapsus* mais l'application d'une politique économique de développement, implicite dans le projet de socialisation du pays.

Voilà pourquoi, j'ai réorienté le travail vers la question du socialisme réel, en général, et, plus particulièrement vers l'expérience du Mozambique, comme une étude de cas.

La modernisation était nécessairement contraire à la société domestique, minant complètement son mode de vie. Et tel était justement l'objectif du nouveau pouvoir, même s'il n'était pas clairement déclaré.

La différence entre démocratie et dictature comme forme de gouvernement est historique. En Occident, la démocratie libérale n'a été atteinte que lorsque l'ensemble du tissu social a eu acquis "l'habitude" de fonctionner selon les mécanismes économiques nécessaires au libre mouvement du capital. La vente libre de la force de travail en tant que marchandise se produit "naturellement", débarrassée des entraves de droits et de devoirs de type féodal. Débarassée également des formes de fonctionnement fondé sur la tradition de la société de type domestique, où le réseau d'obligations familiales et collectives fonctionne selon une logique différente de celle de l'individualisme bourgeois qui transforme les rapports entre les personnes en rapports purement économiques.

Nombre d'analystes reconnurent que le socialisme agissait dans le cadre du schéma capitaliste, mais gageaient que l'État, dans cette phase de transition, pourrait infléchir les intérêts des classes encore divergeantes dans la direction de l'alliance ouvriers-paysans. L'alliance des travailleurs de la ville et de la campagne, sous l'idéologie de la classe ouvrière, seule à pouvoir penser la société comme un tout, exerçant une dictature sur la bourgeoisie, créerait les conditions nécessaires à la construction de la transition vers le communisme. Ce processus était compris comme la victoire du travail sur le capital.

Cette compréhension s'en tenait aux limites de l'instance politique. Le concept de travail lui-même n'était compris que partiellement, comme exploitation et soumission. Mais le travail historiquement créé dans le capitalisme avait été écarté de sa concrétude. Pour fonctionner selon les taux de productivité des pays développés, le socialisme devait également le rendre abstrait.

Ayant à franchir des étapes que les pays avancés avaient déjà dépassées, le socialisme devait, lui aussi, disposer d'une force de travail libre, unique forme d'agir dans le domaine de la production de marchandises

Ceci aboutit à l'inverse de la création d'une conscience communiste, de la formation chez les êtres humains d'une capacité d'auto-gestion qui abolirait la nécessité de l'État et de la création d'un rapport sensible du producteur au produit, sans quoi il est impossible d'éliminer l'aliénation

Dans ce mouvement contraire, l'étatisme s'imposait en tant que nationalisme et modernisation. Il se trouve que cet étatisme ne s'exercerait pas seulement ni principalement contre la bourgeoisie. Il était nécessaire pour encadrer la population elle-même

Economiquement, si le socialisme agissait sur le marché, il devait y produire des marchandises pour lui. Mais le marché comme tel avait quasiment cessé d'exister internement. Voilà caractérisée une formation sociale que j'appelle état d'exception dans le système. La loi de la valeur sape l'état d'exception qui finit, au bout d'un certain temps, par se déliter.

L'état d'exception du système-monde est régi, en dernière instance, quoique sous sa forme négative, par la société productrice de marchandises. Si quelques règles ont été modifiées par la force du pouvoir politique et juridique, les réponses se firent sentir sur l'économie et, par conséquent - les instances d'une formation sociale n'étant pas indépendantes - sur l'ensemble des sphères sociales

Je ne me réfère pas à des États d'exception parce que le socialisme s'est implanté dans des sociétés périphériques. Si tel était le cas, d'autres pays périphériques ou semi-périphériques le seraient aussi. Il ne s'agit pas de cela. La périphérie, avec les fleaux qui lui sont inhérents font partie de la "normalité" du système capitaliste, unique mode de production qui ait subjugué le monde. Il s'est installé en mettant de "l'ordre" dans certaines régions dans l'exacte mesure où il semait le "désordre" dans d'autres régions.

Malgré cette situation, la périphérie du capitalisme dispose de mécanismes tels que le **marché et la concurrence**, c'est-à-dire qu'en principe, elle possède les éléments et les conditions nécessaires pour participer à la course de la compétition. Dans la vision des dominateurs, si ces pays n'arrivaient pas à surmonter leurs difficultés, c'était parce qu'ils avaient commis une erreur quelque part. Ils n'avaient pas su faire les choses "comme il faut". Telle est l'éthique du travail en tant que valeur universelle, valeur fondamentale de l'universalisme de la culture occidentale.

La périphérie des pays centraux possède une réalité "désorganisée". Mais elle a été nécessaire car c'est justement en fonction de sa "désorganisation" que se sont "organisés" les pays centraux. C'est dans ce sens que Latouche qualifie le capitalisme d'entropique. Les "îles de capitalisme" créées à partir de besoins externes dans les pays périphériques y sont les moteurs de la désorganisation générale.

C'est à partir de cette dissonance de quelques-uns que s'instaure l'ordre économique, politique et institutionnel du développement dans les pays qui "ont su" faire comme il faut.

Dans le cas de la formation sociale socialiste réelle, les choses sont, dans une certaine mesure, différentes. En général, cette formation s'est établie à partir d'une lutte politique acharnée. Les leaders de ces luttes défendaient les intérêts des exploités, des humiliés, de ceux qui n'avaient jamais eu accès aux décisions ni au pouvoir.

Ce qui représentait en soi une redoutable menace pour la classe dominante locale et internationale. De fait, dans la pratique, nombreux ont été les capitalistes individuels à perdre leurs biens lorsque les représentants bourgeois de leurs intérêts dans l'État perdirent le pouvoir.

Le socialisme représentait une menace à la stabilité bourgeoise. Des camps adversaires se formèrent. La droite croyait autant à la force du socialisme que la gauche.

Après la victoire politique, de nouvelles lois pourraient être implantées. Elles pouvaient éliminer la propriété privée des moyens de production, le marché et la concurrence. C'est ainsi qu'étaient lancées les bases de la création de l'État d'exception.

A la différence de la périphérie "normale", le socialisme se veut autarchique et il a été, sans aucun doute, plus fermé. Aussi incroyable que cela paraisse, ce repli comme tentative d'échapper au système, était le signe qu'il n'y avait pas eu de critique fondamentale à ce dernier. Ils tentèrent l'exception qui a toujours fini par confirmer la règle.

3. Le champ de la recherche

La pensée socialiste envisageait le développement non seulement du point de vue économique, mais aussi social, sans quoi le développement n'aurait pas servi son objectif suprême, à savoir le bien-être de la population et l'établissement de rapports d'égalité

Dans les discours, le programme de l'avant-garde révolutionnaire envisageait non seulement le développement économique mais aussi la transformation des rapports sociaux. C'était la construction de "l'homme nouveau", d'une société où régneraient de nouvelles formes de rapport entre les personnes. Ceci impliquait la transformation des rapports réels de la société mozambicaine, dans sa pratique économique, politique, sexuelle, éducationnelle, familiale, etc. Dès 1968, la direction du FRELIMO a été dominée par un secteur social influencé par des idées socialistes dont la principale base théorique étaient celles du Parti bolchévique.

La ligne de raisonnement de la gauche a été formée à la même école, ce qui a exigé la mise en place d'un cadre de formation pour pouvoir ensuite passer au cas mozambicain.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas ne pas comparer les voies socialistes aux voies capitalistes de substitution d'importations, en raison des obstacles similaires auxquels elles se sont heurtées.

La nécessité de l'ampleur du champ de recherche n'est pas fondée sur une expectative ambitieuse mais sur les liens qui unissent ces histoires, ce qui nous oblige à aller du général au particulier et, à diverses reprises, à établir des comparaisons entre pays

4. La méthode

ADAM soutient qu'il faudrait écrire pour le Mozambique une "histoire iconoclaste qui capte le 'pays réel'", il divise les historiens en deux camps : ceux qui utilisent une méthodologie scientifique et les idéologues. C'est-à-dire que, indépendamment du régime ou du système politique d'un pays, il affirme qu'il existe deux manières d'aborder l'histoire.

"Celle des historiens, à savoir ceux qui appliquent une méthodologie scientifique dans la collecte d'informations, qui soumettent leurs sources aux critiques internes et externes, qui essaient de réduire l'influence de leurs évaluations, de leur parti pris, de leur rôle social, de la classe à laquelle ils appartiennent, de la structure de pouvoir dans laquelle ils sont insérés, de leur idéologie.

Celle des idéologues, à savoir de ceux qui essaient de justifier leur position politique ou idéologique par le biais des faits qu'ils observent ou auxquels ils participent sans même remettre en question leur propre jugement de valeur. L'histoire est utilisée pour légitimer le projet politique de leur organisation, même lorsque l'évidence montre le contraire."³

Logiquement, il considère que le CEA⁴ a travaillé dans le sens de capter le pays réel, c'est-à-dire a fait une histoire scientifique. Par ailleurs, il considère le FRELIMO comme faisant partie du bloc des idéologues. Ceci est pour le moins curieux si l'on sait que le

³ ADAM, Yussuf, "Historiadores e ideólogos", in JOSE, Alexandrino et MENESES, Paula Maria, Mozambique, 16 anos de historiografia, focos, problemas, metodologias, desafios para a década de 90, Coll. Painel Moçambicano, Maputo, 1991, p. 51

⁴ CEA : Centre d'Etudes Africaines de l'Université Eduardo Mondlane, au Mozambique

CEA a produit des centaines de documents qui corroboraient la politique du FRELIMO. La séparation entre les "vrais" historiens et les idéologues serait-elle moins claire qu'il ne semble?

Je fais allusion au Centre d'Etudes Africaines car c'est ce centre qui a produit des travaux de poids sur la réalité mozambicaine, dont la quasi-totalité appuyait le projet modernisant du FRELIMO. Non que cette attitude soit l'apanage du CEA. C'est en fait une caractéristique de la pensée de gauche formée à partir de la III^e Internationale. Je me situe dans ce camp et je cherche, par ce travail, à montrer une position critique de la pratique des militants engagés dans la transformation sociale anti-capitaliste.

J'ai observé qu'il y avait eu une erreur d'interprétation de la gauche internationale quant à la société socialiste et j'ai constaté que ses idéaux ne correspondaient pas dans la pratique à une construction anti-système. Mais où s'étaient-ils trompés?

Le choix de tout jalon dans les sciences sociales n'est jamais innocent. Il suppose toujours une conception idéologique. Les jalons possibles qui détermineraient la fin du socialisme au Mozambique présentent peu d'intérêt, étant donné que le socialisme lui-même est partie intégrante de la société productrice de marchandises. En tant qu'Etat d'exception, il s'est éteint peu à peu, tout en permettant que le même Parti (et nombre de ses dirigeants) se maintienne au pouvoir.

Nous avons divisé l'histoire mozambicaine en trois étapes. D'abord, l'histoire coloniale, époque de l'incorporation du Mozambique à l'économie-monde comme pays périphérique, principalement par la production de coton. À cette époque-là, marquée par l'articulation de modes de production, la relation entre la société domestique et le capitalisme dominant s'est caractérisée par le transfert de l'excédent social par le biais du maintien relatif des conditions de reproduction de la société traditionnelle, pour effectuer la ponction de la rente et de la plus-value, par l'utilisation de la force de travail.

Ensuite, l'époque socialiste s'est caractérisée par la tentative de sortir de la périphérie. L'objectif principal du projet socialiste était la transformation de la "société traditionnelle" en ouvriers du secteur d'État agricole ou industriel, ou bien en coopérateurs agricoles.

L'intention de faire table rase de la rationalité domestique a provoqué une réaction de la population, ce qui a entraîné de graves problèmes pour l'avant-garde marxiste-léniniste.

La troisième étape, post-socialiste, se caractérise par la marginalisation relative du Mozambique, dans le cadre de la troisième révolution industrielle. En cela que la population ne présente pas d'intérêt pour l'exploitation capitaliste comme élément principal, ce qui se traduit par une abstention relative par rapport à cette formation sociale.

Les entretiens.

J'ai réalisé une série d'entretiens avec des dirigeants de l'Etat et du Parti FRELIMO en cherchant ainsi à faire entendre leurs opinions en tant que personnes liées au pouvoir

Quoique les entretiens aient été réalisés sans questionnaire préalable, ils ont tous suivi un fil conducteur permettant aux personnes interviewées de se prononcer sur la période socialiste et les mesures néo-libérales en cours, dans une optique macro-économique et sociale. Il s'agit de professionnels de l'appareil d'Etat, ayant ou non une formation universitaire, mais ayant tous en commun le fait d'avoir, d'une manière ou d'autre, exercé une forme de pouvoir

Ils étaient ministres, secrétaires d'Etat, directeurs nationaux, directeurs de province, directeurs de projet, techniciens et journalistes. Les autres personnes interviewées étaient des coopérants de nationalité portugaise, chilienne et brésilienne, résidant depuis longtemps au Mozambique. Les entretiens ont été réalisés à diverses étapes, entre 1990 et 1994.

De plus, j'ai eu accès à une vaste documentation: celle que j'avais réunie dans ma bibliothèque personnelle au cours des années que j'avais passées au Mozambique, celle de la bibliothèque du Centre d'Études Afro-Asiatiques, à Rio de Janeiro, celle du Centre d'Études Africaines de l'UEM, outre les innombrables thèses de maîtrise et de doctorat récemment publiées, les contacts directs et constants avec des dirigeants et ex-dirigeants du gouvernement mozambicain et des publications existantes sur le Mozambique

5. Le contenu des chapitres.

Le chapitre I, "Révolutions gagnées et révolutions perdues : une question mal conçue", analyse certains aspects de la pensée de la gauche formée dans la génération 68. Il cherche à saisir le "piège" qui l'a fait s'écarter de la "vérité", malgré la bannière du "socialisme scientifique".

"Le rêve du développement", au chapitre II, montre comment le modèle de substitution d'importations fut une tentative de surmonter le "retard" et le "sous-développement". Il montre le rapport entre la connaissance et le développement, comme le noyau qui, en dernier ressort, explique la ligne de partage entre les pays centraux et les pays périphériques. C'est la même argumentation qui est utilisée pour montrer les mêmes difficultés dans le socialisme et, conséquemment, sa défaite.

La première partie du Chapitre III, "Le Mozambique dans la société du travail", concerne la formation sociale mozambicaine coloniale, dans laquelle s'articulent le mode de production capitaliste et le mode de production non-capitaliste de type domestique.

La seconde partie, "Le projet socialiste du FRELIMO", part des problèmes intrinsèques au socialisme réel comme un tout et les confronte à l'expérience mozambicaine qui, en échouant, entraîne la soumission de la politique économique du pays aux diktats du FMI et de la Banque mondiale.

Finalement, dans le Chapitre IV, "La marginalisation relative du Mozambique", nous analysons les politiques libérales du FMI et de la Banque mondiale, dans le cadre de la troisième révolution industrielle et les conséquences probables au Mozambique

Les quatre chapitres ont été conçus afin de considérer la problématique mozambicaine à trois niveaux. Au premier niveau, la penser comme périphérique au système dont la condition présente des similitudes avec d'autres pays. Au second niveau, la penser comme un pays qui a essayé d'entrer dans la modernité par la voie socialiste, dans le cadre de l'expérience entamée dans le monde en 1917, en Russie. À un troisième et dernier niveau, la penser dans le cadre de région relativement marginalisée où la globalisation relègue un nombre croissant de pays.

CHAPITRE I

RÉVOLUTIONS GAGNÉES, RÉVOLUTIONS PERDUES: UNE QUESTION MAL CONÇUE

A. LES CHEMINS DE LA RÉVOLUTION

- C'est quoi, un communiste?
- C'est un oiseau qui vaut 1 000 cruzeiros
- De quoi s'acheter une bonne mule¹

1. La génération 68

Il convient de situer ce que j'appellerais "ma génération", afin d'expliquer, en partie, la portée et les limites de ce travail

Les années 30 et 40 ont été marquées par un recul du mouvement révolutionnaire sous la montée du fascisme et du stalinisme en Union Soviétique qui ont fait baisser le niveau de la réflexion théorique marxiste. Toutefois, entre les années 50 et 70, les mouvements qui se réclamaient du marxisme reprenaient leur souffle². C'est cette vague qui favorisera l'essor de la participation politique de gauche de notre génération, également appelée "nouvelle gauche"³.

¹ Conversation entre deux paysans dans le film *Lamarca* de Sérgio Rezende, 1994. Traquant Lamarca dans le "sertão" bahiannais, l'armée offrait 1000 cruzeiros de récompense à quiconque fournirait des renseignements sur les communistes. Lamarca, officier dissident, leader d'une organisation de gauche et son compagnon Zequinha ont été assassinés le 17 septembre 1971. A cette époque-là, la gauche révolutionnaire était totalement démantelée.

² Cf. SANTOS, Boaventura de Sousa, *Pela mão de Alice - o social e o político na pós-modernidade*, Edições Afrontamento, Porto, 1994, pp. 19-43.

³ Cf. REIS Filho, Daniel Aarão et SÁ, Jair Ferreira de, *Imagens da Revolução - Documentos políticos das organizações clandestinas de esquerda dos anos 1961-1971*, Ed. Marco Zero, 1985, Rio de Janeiro.

Les années soixante, et plus particulièrement 1968, constituent un jalon historique et ont exercé une influence considérable sur bon nombre de jeunes, d'intellectuels et de deshérités aux quatre coins du monde. Les victoires de Cuba (1959), de la révolution culturelle en Chine (1966), le courage dont faisait preuve le peuple du Viêt-nam, les indépendances de la quasi-totalité des colonies africaines, les progrès de la lutte armée un peu partout dans le monde : tous ces facteurs faisaient souffler le vent à "gauche", et mai 68 en France fut l'un des points forts de cette étape.

L'histoire de chacune de ces victoires fascinait les militants de ces populations colonisées et/ou sous-développées. En effet, ils n'avaient été inclus ni dans les agendas théoriques de la droite qui n'avait aucune raison de rechercher une modification des rapports de soumission de ces populations face aux pays centraux; ni par la gauche, dont la figure théorique la plus importante - Marx - expliquait que la révolution transformatrice qui dépasserait le mode de production capitaliste n'aurait pas lieu à partir de ces pays périphériques mais à partir des pays centraux.

Or, dans les années 60, l'horizon semblait indiquer d'autres chemins. La révolution cubaine fascinait pour avoir été victorieuse "sous le nez de l'impérialisme le plus fort du monde"... la révolution culturelle en Chine remettait à l'ordre du jour les expériences et les "valeurs démocratiques et égalitaires de la guerre révolutionnaire et des expériences de vie, de production et de combat dans les zones libérées" et le tableau était complété

Entre ce que REIS Filho a appelé la "nouvelle" et la "vieille" gauche, s'ouvrait un large éventail de différences et de similitudes sur lesquelles je reviendrai au cours de ce travail. Pour ce qui est des différences, elles se reflétaient dans les tranches d'âge, si bien que les contradictions entre ces deux groupes étaient également teintées de conflit de générations. La moyenne d'âge des militants des organisations clandestines était de 22 ans en 1970.

par l'inspiration prise dans la lutte de libération nationale du Viêt-nam "une petite nation mais une nation unie, qui affrontait victorieusement la grande puissance mondiale"⁴

Au Brésil, ceux qui, dans les mouvements étudiants, culturels, dans la lutte politique et syndicale, refusaient la dictature implantée en 1964, ont franchi le pas vers un engagement plus radical dans le processus de changements. Mouvements et partis politiques alternatifs proliféraient dans l'ensemble de l'Amérique Latine, partis dont le sigle se terminait souvent en "R" (de révolutionnaire), pour marquer la différence d'avec les vieux partis communistes prosoviétiques, considérés bureaucratisés.

Selon Reis Filho, "l'association de la défaite de 1964 aux "erreurs" du Parti communiste brésilien aurait une influence considérable sur la nouvelle gauche, l'amenant ainsi (...) à mépriser et à nier les expériences de lutte antérieures. L'évidence du manque de préparation du P.C.B. lors du coup d'état militaire, a offusqué ceux qui ne voulaient pas le voir comme expression politique d'un mouvement social leurré par la possibilité des réformes décrétées d'en haut"⁵. Une prémisse - fallacieuse mais essentielle - voulait que les conditions objectives au niveau international soient données à partir de la phase monopoliste du capital et que ce qui manquait alors à la réalisation des révolutions à l'échelle planétaire, n'étaient que les conditions subjectives, celles qui concernent les niveaux de conscience du prolétariat -quoique réduit dans les réalités des pays périphériques et d'autres couches exploitées de la population. Les tâches immédiates dont il fallait se charger se limitaient au travail d'organisation, de formation de conscience de classe et de mobilisation, dans le cadre d'un programme qui impliquait la liquidation

⁴ REIS Filho, op.cit., p. 18.

⁵ REIS Filho, op.cit., p. 17.

des latifundiaires, ces "seigneurs de la terre" et du pouvoir des grands entrepreneurs, nationaux ou étrangers, ceci pour un "présent visible, ce que le P C B considérait comme objectifs derniers, pour un avenir indéfini ""

La non-compréhension de la conjoncture dans laquelle se trouvait le système capitaliste comme un tout, n'a pas permis aux militants de mesurer les conséquences ni la force des ennemis, ni même de mesurer les dimensions réelles des conséquences de la clandestinité imposée par l'escalade de la violence militaire.

Ils pensaient alors que la structure agile et dynamique des mouvements convenait bien à une époque où le durcissement de la répression empêchait toute option de lutte ouverte. La principale base idéologique de la vision de travail politique pratique et rapide venait de l'influence de Che Guevara et Debray. Les mots d'ordre cubains résonnaient dans toute l'Amérique: "Le devoir du révolutionnaire est de faire la révolution" et "Pour faire la révolution, pas besoin de demander la permission à personne"⁷. "Le règne de l'empirisme favorisait l'émergence de groupes et d'organisations auto-suffisants (lesquels) argumentaient que la pratique signalerait le chemin du regroupement des gauches (et que) il n'y avait plus de temps à perdre en discussions qui ne menaient nulle part."⁸

REIS Filho considère justement que l'une des bases théoriques responsables de ce courant de pensée réside dans la vision selon laquelle les rythmes de la lutte de classes

⁶ REIS Filho, op. cit., p. 17.

⁷ REIS Filho, op. cit., p. 15.

⁸ REIS Filho, op. cit., p. 15. Ceci ne signifie pas que l'on ait simplement importé une théorie de l'étranger. Cela signifie que ces visions correspondaient à ce que cette nouvelle génération de gauche recherchait.

découlaient mécaniquement de l'évolution du mode de production et de ses crises. En considérant sous un angle catastrophique le capitalisme au bord du gouffre, le socialisme sera la seule solution de substitution qui se présentera. Les crises économiques étaient définitives. En exacerbant l'inévitable explosion, la dictature ne faisait que mûrir les conditions de la lutte révolutionnaire. "C'était un certain fatalisme positif qui prédominait, une confiance irréprouvable dans l'avenir, quoi qu'il arrivât, la bourgeoisie n'avait pas le choix, elle était incapable de sortir de la crise économique qui s'aggravait () c'était une question de temps ""

Quelques années plus tard, en 1973, l'ensemble de ces "regroupements" perdait son espace d'action (même clandestin) et cessait, tragiquement, de représenter l'"alternative" pour les luttes populaires qui devaient se poursuivre dans ces pays.

Parmi les militants politiques et syndicaux, ceci s'est soldé par un grand nombre de victimes, d'emprisonnements, de tortures, de bannissements, d'exils, de blessures physiques ou morales. "L'avant-garde", comme on l'appelait, se voyait forcée à quitter la scène. "L'arrière-garde" demeurait là où elle avait toujours été, opprimée, dans l'anonymat de la misère et de l'abandon. L'immense majorité des Brésiliens, par exemple, n'a jamais pris connaissance de l'existence de cette "avant-garde".

Il est important d'explicitier que le mouvement révolutionnaire n'avait pas su voir, à l'époque, que la transformation sociale en marche un peu partout dans le monde, posait déjà, par la forme qu'elle assumait, des questions nouvelles et essentielles. Que ce fût en Asie, avec la révolution chinoise et le Viêt-nam, en Amérique avec Cuba, ou encore en

“ REIS Filho, op cit . p 19

Afrique, avec la décolonisation et la création de nouveaux pays, ces mouvements posaient tous une même question **Pourquoi les révolutions n'éclataient-elles que dans des pays périphériques?**

Plutôt que de tenter de répondre à cette question, nous allions dans le sens inverse, à savoir si la révolution éclatait dans quelques pays périphériques, pourquoi n'en allait-il pas de même dans d'autres pays, tout aussi "pauvres"?

2. La réflexion en exil.

Le début des années 70 a connu les migrations d'exilés dont une bonne partie a trouvé refuge dans le Chili de l'Unité Populaire. A partir du putsch militaire du 11 septembre 1973, ce courant migratoire s'est tourné vers l'Europe, les pays européens étant les seuls à accorder l'asile aux réfugiés politiques d'Amérique Latine qui se trouvaient au Chili.

A Paris, espace privilégié de réflexion politique, les militants exilés ont tenté d'analyser les défaites. Argentins, Uruguayens et Chiliens, discutaient les raisons de l'échec de la révolution dans leurs pays respectifs et dressaient un bilan méticuleux, une liste exhaustive des erreurs. Que de feuilles de papier noircies, que d'heures consacrées à des réunions dont la question centrale était toujours : comment expliquer la défaite des communistes dans leur tentative de prise de pouvoir?

Les classes dominantes n'étaient pas en mesure de répondre aux aspirations populaires. Seule la révolution socialiste pourrait apporter la réponse adéquate. Comment expliquer, cependant, que dans de nombreux pays, l'avant-garde n'arrivât pas au pouvoir?

Certaines conditions spécifiques n'étaient-elles pas prises en compte? Rien ne semblait indiquer que l'inventaire des erreurs des révolutions victorieuses eût été moins long que celui des réussites des expériences frustrées. Au Chili, par exemple, malgré la fantastique disposition populaire en faveur de l'idée de révolution, celle-ci s'est soldée par un échec tragique. Au Mozambique, en revanche, d'autres facteurs ont aidé à créer ces conditions spécifiques, en dépit d'une participation populaire beaucoup moins importante. Pour expliquer son succès, le Président Samora Machel soutenait que le Frelimo avait respecté le peuple en tant que protagoniste de son propre destin et que ceci aurait rendu la victoire possible et préparé le terrain pour que se manifeste la volonté d'arracher le pays à son état de sous-développement et de dépendance.¹⁰

D'autres citent, dans la longue liste d'erreurs qui auraient conduit à l'échec, la méconnaissance de la propre réalité, de la part de l'avant-garde. "Respect du peuple", "connaissance de la réalité", certes, toutes ces affirmations n'étaient pas dénuées de sens. Toutefois, celles-ci devenaient toute relatives confrontées aux expériences concrètes. L'avant-garde aurait-elle manifesté moins de respect pour le peuple au Chili qu'en Angola ou au Mozambique? L'organisation et la combativité du prolétariat argentin auraient-elles été inférieures à celle des Cubains? La "compréhension de la réalité" de l'avant-garde bolivienne aurait-elle été moins claire qu'en Guinée-Bissau?

Cependant, malgré l'effort, le bilan n'a pas contribué, à l'époque, à la compréhension des échecs. Pas plus qu'il n'allait aider à réorienter la pratique politique. Le hasard et les coïncidences ont eu exactement le même poids dans les succès que dans les échecs.¹¹

¹⁰ Cf. MACHEL, Samora Moisés, O processo revolucionário da guerra popular de libertação, Ed. do Departamento de trabalho ideológico da FRELIMO, Maputo, 1977.

3. La pensée révolutionnaire.

Lors de mon arrivée à Paris, ma compréhension des faits m'amenait à valoriser les instances politiques et idéologiques pour la réalisation de la révolution socialiste. La "croyance" voulait que le parti communiste (le "vrai"), étayé sur une alliance ouvriers-paysans, réaliserait cette révolution et amorcerait une période de transition vers le mode de production communiste.

Contrairement aux modes de production antérieurs qui avaient subi des transformations survenues dans l'économie et n'avaient été validés que plus tard au niveau politique et idéologique, la révolution socialiste devrait débiter par une révolution politique¹².

Cette première étape devant être politique, le prologue en serait la prise de pouvoir. Ainsi, le centre des analyses tournait-il autour des conditions dites subjectives pour la prise de pouvoir (niveau de conscience et d'organisation du mouvement ouvrier et paysan, de combativité des cadres du parti et des travailleurs, etc.) considérant que les conditions objectives (d'exploitation et de misère des travailleurs) étaient données. Les analyses de conjoncture économique visaient surtout à étayer l'action politique de l'organisation.

Ce schéma analytique fondé sur la "volonté politique" entravait une meilleure approche du mouvement social. La lutte des classes comme moteur de l'histoire était la principale catégorie utilisée et l'emportait de loin sur toutes les autres analysées par Marx. Ainsi, la

¹¹ Lire à ce sujet l'œuvre de REIS Filho, Daniel Aarão *A revolução faltou ao encontro*, Ed. Brasiliense, São Paulo, 1990.

¹² MARX, Karl, *Manifeste du Parti Communiste*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1970.

"mission" des partis marxistes était-elle d'agir de manière à modifier la corrélation de forces internes du pays en faveur du prolétariat et des autres secteurs sociaux qui s'étaient alliés à lui et les libérer du pouvoir des classes dominantes

Les réponses quant à l'échec de la révolution en Amérique Latine cernaient surtout le traitement insuffisant accordé à la création des conditions subjectives et, parmi elles, la croissance du niveau de conscience politique des travailleurs, et une bonne politique d'alliances. La remise en question portait sur le système capitaliste, sur les raisons pour lesquelles les sociétés comprises dans ce système n'avaient pas atteint un niveau satisfaisant de développement

Les barrières imposées à l'industrialisation et à la modernisation étaient, en dernier ressort, dues aux compromissions et à la soumission des élites dirigeantes de ces pays face à l'impérialisme. Celui-ci, à son tour, avait conditionné un genre de substitution d'importation - modèle considéré par les adeptes du développement comme une issue pour les pays au capitalisme périphérique - limité aux intérêts expansionnistes du capital des pays centraux. Ainsi, la "coupable", en raison de sa soumission au capital international, était donc la classe capitaliste et ses alliés internes. Pour renverser cette situation, il fallait enlever le pouvoir de ces classes, le remettre aux mains des classes révolutionnaires, afin que toute la potentialité des terres fertiles, du riche sous-sol, des forêts diversifiées, toute cette immense richesse potentielle, enfin, soit destinée à la satisfaction des besoins de la population. Le prolétariat était la seule classe qui, réalisant son destin historique, serait capable de servir l'ensemble de la société et son parti était l'instrument de réalisation de ce "destin". Ce schéma de pensée fondé sur la "volonté politique" s'appliquait également aux pays ayant déjà atteint le stage du socialisme

En URSS, pensait la gauche révolutionnaire, le Parti jouait très mal son rôle. Il avait suffisamment d'informations sur l'URSS et sur les autres pays socialistes de l'Est européen pour considérer qu'ils étaient encore très distants du communisme. La bureaucratie, qui s'était approprié le pouvoir à partir d'un certain moment, enterrait peu à peu le caractère révolutionnaire des premiers temps. Répression contre les dissidents, contrôle de l'information, faible niveau de politisation de la population, institutionnalisation d'un mauvais enseignement du marxisme dans les universités, entraves et censure à la créativité sur le plan culturel : telle était la pratique interne. L'écart creusé entre le parti et les masses ne faisait aucun doute. La défense des privilèges de la bureaucratie d'État ouvrait un fossé entre celle-ci et la population, quant aux formes d'appropriation de l'excédent économique, en faveur de la première. En politique extérieure, l'URSS était devenue "social impérialiste".¹³ Le progrès du socialisme dépendait essentiellement de la volonté politique du parti au pouvoir et de son rapprochement du marxisme.

La pensée critique sur l'action du Parti.

La cause principale de la déviation bureaucratique provenait d'une conception erronée de la fonction du parti (rapport entre parti et classe, signification et fonction de l'idéologie, nature de la conscience révolutionnaire, rapport entre la lutte immédiate et la perspective finale). Le bureaucratisme en venait à remplacer la classe ouvrière par l'appareil du parti, l'action du prolétariat par l'intervention du parti et, culminant le tout, la dictature de la classe par la dictature du parti, toujours au nom de cette même classe.

¹³ Ce concept a été formulé à partir de la révolution culturelle en Chine.

Certes, Lénine¹⁴ était l'objet de critiques mais celles-ci se limitaient à "Que Faire?", adopté jusqu'alors dans l'action militante comme une espèce de manuel

De même que pour l'ensemble de la gauche internationale, le problème résidait dans l'absence d'un découpage d'analyse différent. La société humaine ne se pose jamais de questions qu'elle ne puisse résoudre (Marx), voilà pourquoi on peut comprendre que le stade d'évolution du mode de production capitaliste, à cette époque-là, a conditionné une action théorique et pratique limitée de la gauche internationale. Incapable d'atteindre le cœur de la question, bien que celle-ci fût déjà présente dans l'œuvre de Marx, au lieu de s'opposer au capitalisme comme mode de production, elle se débattait dans une opposition illusoire

Les pays développés n'avaient pas connu de révolutions socialistes, bien que la pensée de gauche y ait eu une force toute particulière, (naissance ou essor de partis communistes ou socialistes et grande influence sur le mouvement étudiant et syndical).

Les révolutions de cette époque, tout comme cela avait été le cas dans la Russie de 1917, se réalisaient dans les pays où le développement du capitalisme était le plus faible. Et c'était là un point crucial dont on n'a pas su tirer les conséquences. Le marxisme en tant que science devait se soumettre à la vérification dans la pratique et les faits n'allaient pas dans le sens de ce que Marx avait prévu.

¹⁴ Voir, par exemple, NUN, José: "Control obrero y organización", in *Revue Pasado y presente*, N° 2/3, Año IV, Juillet/décembre 1973

Dans la critique de "Que faire?", on constatait qu'une pensée centrale devait être revue. Pour Lénine, la conscience ne peut naître que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. La doctrine socialiste naît des représentants instruits des classes dominantes (les intellectuels) de même que la doctrine de la social-démocratie est née en Russie sans aucune interférence du mouvement ouvrier spontané. Lénine concevait la science comme autonome, définie indépendamment de la classe et de sa praxis¹⁵. Le souci venait de la perception que le parti ne pourrait fournir que les instruments de compréhension de la situation du prolétariat comme **classe en soi**. La transformation en **classe pour soi** s'opérerait dans les luttes réelles des classes révolutionnaires.

Dans la troisième thèse de Feuerbach, Marx faisait une critique du matérialisme mécaniciste - qui comprenait l'homme comme produit social et oubliait que la société est, à son tour, produit humain. Cette thèse de Marx alimentait la critique du poids relatif que la théorie de Lénine accordait au parti, en considérant le prolétariat incapable d'acquiescer de lui-même une conscience. C'était un appel à la dialectique, qui n'existerait pas dans l'orientation léniniste quant au besoin de traiter différemment les questions prolétariat/parti, prolétariat/conscience et prolétariat/science. Cette discussion visait le combat qui se livrait sur un autre terrain: celui de l'"avant-garde" et contre l'explication de son isolement de la société, à savoir sa pratique orientée par une conception selon laquelle la classe est prise pour la réalisation d'une théorie, de la science, d'un programme, qui vient de l'extérieur. Non seulement elle est simple réceptrice d'une élaboration venue de l'extérieur, mais encore sa participation se limite à une conscience partielle. Voilà quelles étaient pour un secteur les causes de "l'avant-gardisme", principale pratique des partis en Amérique Latine.

¹⁵ LÉNINE, V. I., Qué Hacer?, in Obras Completas, Tome V, Ed. Cartago, Buenos Aires, 1959, p. 391.

Il n'était pas tout à fait correct de dire que "le parti dirige la lutte du prolétariat". Il s'agirait là d'une simplification. Le problème serait plus correctement posé si l'on disait que, la conquête du pouvoir étant l'un des intérêts du prolétariat en tant que classe pour soi, c'est au parti qu'il revient d'explicitier cet objectif pour la classe, tout en cherchant les alternatives pour y arriver. Mais ce qu'il fallait souligner avant tout c'était l'idée que la classe ouvrière n'est pas seulement le moteur - élément dynamique - de ce processus, mais que, plus largement, c'est elle qui doit définir toutes les options, en réalisant l'application et en synthétisant la théorie dans sa praxis, à savoir en garantissant que ce soit elle qui dirige, en dernier ressort, son propre processus. Le parti devrait assurer une fonction didactique plutôt que directive.

La conscience naîtrait de la lutte quotidienne et de l'accumulation des expériences de la lutte de classes - comprise par contradictions politiques, idéologiques et syndicales entre le prolétariat et les capitalistes. Elle naîtrait également, mais non exclusivement, de l'explicitation par le parti des intérêts stratégiques des classes révolutionnaires pour elles-mêmes. Le souci majeur portait sur le combat aux positions qui amèneraient l'avant-garde à s'éloigner du niveau de conscience atteint par les travailleurs, et chercherait à éviter que ne se répètent les comportements suicidaires des organisations.

La théorie selon laquelle la conscience socialiste ne venait pas des classes ouvrières alimentait la prétention que seuls les secteurs intellectualisés pourraient acquérir une distance suffisante pour réaliser une critique globale du système et rompre avec la domination idéologique bourgeoise.

Il y avait plus grave encore : cette interprétation, prise dans son aspect dogmatique, était liée à la définition de la fonction du parti comme dirigeant du prolétariat pour la conquête du pouvoir. L'interprétation d'une conscience-pour-soi, venue du dehors, externe, justifie l'autre. En d'autres termes : si le prolétariat lui-même n'est pas capable d'arriver à une conscience socialiste, il n'est pas non plus capable de conduire son propre processus révolutionnaire. Dans les deux cas, on retrouve une structure des fonctions de l'avant-garde qui tendent à la substitution de la classe par des groupes éclairés. Ce cadre comprenait les bases de l'avant-gardisme et de l'autoritarisme qui, en dernière instance, étaient les responsables d'une rupture partielle d'avec le dogmatisme et le révisionnisme. Pour toutes ces raisons, il était important que la caractérisation de la conscience socialiste apparût à partir de la vie sociale du prolétariat, liée à l'explicitation de ses intérêts stratégiques et à des expériences antérieures - propres ou venant d'autres pays.

Pour la réalisation des tâches historiques du prolétariat, les rapports de l'avant-garde et des masses serait un élément important : présenter des alternatives, dans le processus de luttes, en visant la synthèse des revendications en mots d'ordre, la mise en rapport des situations conjoncturelles avec les expériences antérieures, les représentations de l'ensemble des luttes au-delà des limites régionales et enfin, l'articulation des luttes en cours avec les objectifs stratégiques révolutionnaires.

Parallèlement, les rapports de l'avant-garde et des masses devraient être marqués par une réceptivité absolue, une contribution créatrice des masses et par un respect total de leurs décisions. En cas de positions conflictuelles, l'avant-garde, sans abdiquer de sa critique ni de sa pratique autonome, devrait accepter les décisions du mouvement de masses sans y faire obstacle. Si l'avant-garde n'est pas à même d'établir un rapport à la fois autonome et

intégrée, critique et subordonnée, elle demeurera toujours limitée à l'avant-gardisme et à l'immobilité. Une pratique avant-gardiste mène toujours à deux chemins différents et complémentaires : soit à l'isolationnisme pur et simple, soit à un rapport de dépendance de la masse vis-à-vis de l'avant-garde. Sur le plan politique, elle mène à l'établissement d'un rapport bureaucratique. S'il était appliqué par l'avant-garde dans sa pratique de relations avec le prolétariat, ce raisonnement - qui cherchait à s'étayer sur la dialectique - éviterait immédiatement après la prise du pouvoir les risques de bureaucratisation, de distanciation, d'autoritarisme, de dictature du parti, comme c'était le cas dans l'Est européen (nous reviendrons plus loin sur l'énorme simplification qu'a représenté cette ligne de pensée).

La conscience qui orientait la praxis de l'avant-garde de cette période ne visait qu'à dépasser les aspects politiques du capitalisme, en tant que domination de classe, plus particulièrement dans le cadre d'une société de travail salarié. La critique faite à Lénine atteignait ce qui était la principale "mauvaise influence" dont la conséquence aurait été le fossé creusé entre le parti et les masses. Ce n'est que plus tard qu'il deviendra évident que la dictature était une nécessité du système productif existant et que Lénine avait légitimé.

Outre cet aspect d'une conception correcte de la fonction du parti, le socialisme dépendrait de l'accomplissement de critères de base sur lesquels on "mesurerait" son approximation du communisme ou, à l'inverse, son retour vers le capitalisme.

4. Les critères de la transition socialiste

Le socialisme était vu comme une formation sociale concrète. Formation dans laquelle se refléterait le caractère contradictoire de la transition socialiste de la révolution, de la lutte entre le mode de production capitaliste (vieux) et le communiste (nouveau). Le degré d'évolution vers le communisme serait mesuré par sa capacité à appliquer les principes de la transition socialiste:

- a. diminution graduelle du rôle repressif de l'État. Fin des systèmes policiers de contrôle de la sécurité. Création de conditions pour l'abolition de l'Etat. Création de mécanismes qui permettent l'autogouvernement des personnes, qui serait possible après l'avènement d'une nouvelle conception du monde, exprimée dans "l'homme nouveau".
- b. contrôle de la population sur ses dirigeants afin que ceux-ci puissent être chassés de leur poste à tout moment, s'ils cessaient de servir les intérêts de ceux qu'ils représentaient au pouvoir. Ce mécanisme de contrôle entraverait la formation de castes bureaucratiques.
- c. contrôle effectif des moyens de production par les travailleurs. Ceci visait, d'une part, la diminution de l'aliénation du travailleur par rapport au processus productif et surtout par le pouvoir de déterminer le partage et le destin des produits créés. D'autre part, le fait que la propriété privée sur les moyens de production cesse d'exister et que soit instaurée la planification centralisée, garantirait la production orientée en fonction des besoins de la population. L'anarchie de la production

reglée par la recherche du profit serait remplacée par la production planifiée des besoins du pays et ceci ne serait possible qu'après la disparition du capitaliste individuel

- d articulation d'alliances avec d'autres classes qui garantiraient un noyau de pouvoir fort, engagé dans les transformations révolutionnaires. Il fallait donc éviter les alliances avec les bourgeoisies qui n'étaient pas effectivement intéressées par les transformations sociales

5. De la réflexion à la nouvelle pratique.

Plus de vingt ans se sont écoulés depuis ce moment de réflexion, à Paris, sur l'échec de la révolution latino-américaine. J'ai vécu une bonne partie de ces années au Mozambique, pays dont l'avant-garde révolutionnaire était arrivée au pouvoir.

Lors de mon arrivée au Mozambique, en février 1977, se tenait le III^e Congrès du Frelimo, au cours duquel celui-ci s'est transformé en "Parti marxiste-léniniste Frelimo" et a pris position en faveur d'un modèle socialiste de développement. A l'aéroport de Maputo, une banderole gigantesque annonçant: "République populaire du Mozambique : zone libérée de l'humanité", donnait le ton de l'enthousiasme qui me fit croire à la victoire de la politique d'indépendance nationale, de combat au sous-développement et à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. A cette époque, le Parti Frelimo était en train de s'organiser sur tout le territoire national, il avait défini des politiques centralisées pour tous les secteurs économiques et sociaux et contrôlait l'armée et la police

L'opposition politique interne était pratiquement inexistante et le pays comptait encore sur une aide étrangère financière et humaine en vue de la réalisation de ses projets. Tout ceci portait à croire que l'exécution d'un projet de développement de l'économie dont bénéficieraient les classes ouvrières et paysannes, n'était qu'une question de "démarche correcte" que le Parti et l'État devraient adopter face aux difficultés.

6. La vision du cas mozambicain.

Au Mozambique, l'expérience a été à la fois riche et difficile, conflictuelle. Il n'est pas aisé de résumer la perception du processus que les mouvements révolutionnaires acquéraient peu à peu car elle ne s'est pas imposée "d'un coup", en bloc. Pour ma part, cette conscience s'est formée au long de nombreuses années de travail dans le secteur agricole, en tant que technicienne au service de l'appareil de l'État, suivant les orientations politico-économiques de l'État Frelimo, quelques fois avec enthousiasme, d'autres à mon corps défendant.

Les appréciations critiques résumées ci-dessous portaient en partie sur les critères de la transition socialiste abordés plus haut. Les divergences qui s'accumulaient au fil des ans touchaient divers aspects:

- a. Le manque de démocratie. Le besoin pour le Frelimo de construire un État en intégrant, à l'intérieur d'un même projet, les différentes ethnies pour faire face aux ennemis de frontière et combattre la petite bourgeoisie nationale n'était pas vu comme contradictoire avec la construction nécessaire d'un "non État" socialiste. Cet État devait être construit et doté d'un pouvoir réel mais il devait aussi être

démocratique, dans la mesure où il assurerait la participation aux décisions des travailleurs de la campagne et des villes. La répression était tolérée comme instrument nécessaire à la création de l'État national mais critiquée car elle frappait ses alliés ouvriers et paysans. La critique était centrée sur le fait que la construction d'un "non État" n'était pas envisagée. La création d'un État national ne devrait pas signifier que son action répressive doive se retourner contre la population. Or, cette pratique s'est étendue dans la mesure où l'on maintenait un centralisme strict, accompagné d'une augmentation graduelle du rôle répressif de l'État sur les travailleurs. On arrivait à une double constatation: la pratique démocratique était absente des instances de décision de la politique nationale et l'abus de pouvoir des dirigeants allait croissant. Malgré l'existence d'un réseau d'information de base sur les grandes questions en débat au niveau national et l'élection de députés par la base, cette participation demeurait limitée. Ensuite, venait tout un système de représentation déléguée, depuis l'élection des cadres des instances locales, provinciale et centrale, jusqu'à l'élection des députés provinciaux et de l'Assemblée Populaire.

- b. **Traitement accordé aux paysans.** Nous étions d'accord sur la politique de regroupement des paysans en Villages communaux, comme espace d'existence du nouveau pouvoir politique, quoique nous divergions sur les méthodes d'implantation trop souvent arbitraires, au détriment du respect de la volonté des populations. Une autre critique centrale tenait à l'absence d'une politique agricole concernant la population rurale qui ne faisait pas partie des coopératives ni du secteur d'État. Enfin, le processus de formation de l'ouvrier agricole aurait dû être

graduel et ne pas destabiliser la production du "secteur familial", comme c'était le cas

- c Les mécanismes de contrôle du processus productif Nous réprouvions la perte graduelle du pouvoir de decision des travailleurs dans les unités productives au profit des dirigeants nommés par le gouvernement. Il y avait là un manque de vision administrative des groupes de gestion, entraînant des dépenses excessives et des pertes financières. Cette difficulté de gestion, outre l'absence de cadres techniques, si souvent déplorée, se basait sur une articulation entre administrateurs et membres du parti qui empêchait une gestion tant soit peu efficace. Le parti était trop présent dans l'administration des entreprises.

Malgré ces critiques, les aspects de la politique présentée par le Frelimo que nous considérons essentiels étaient encore interprétés comme faisant partie du champ socialiste dans la mesure où l'essentiel des moyens de production n'était pas aux mains de capitalistes individuels. Il existait un système de planification centrale qui fonctionnait très mal mais qui aurait pu être corrigé. A l'époque, nous en attribuions les problèmes au manque de formation des cadres et à l'orientation politique de type centraliste.

Il existait une perspective positive de favoriser la majorité des travailleurs par l'éducation, la santé et l'alimentation. L'amélioration des services irait de pair avec la formation des cadres techniques nécessaires et les investissements dans la création d'infrastructures. Ainsi, l'excédent produit par l'ensemble de la société serait distribué vers de nouveaux investissements productifs qui permettraient de mettre sur pied le projet de création de nouvelles coopératives et d'entreprises d'État dans les campagnes et dans les villes pour

le bien-être de la population. Nous avions surtout une grande sympathie pour la position d'indépendance nationale face aux centres socialistes - la Chine et l'URSS.

Bref, notre critique visait fondamentalement les aspects politiques du processus. Malgré la croissance accélérée des actions des "bandes armées" -qui constitueraient plus tard la Renamo- et bien que le Frelimo fit retomber sur la guerre la responsabilité des problèmes auxquels il se heurtait, nous n'avons jamais cessé de percevoir ce que nous considérons comme des problèmes endogènes. Mais si le Frelimo démocratisait le processus, si les rapports avant-garde/masse étaient repensés, l'adhésion de la population serait bien supérieure.

La reconnaissance des failles et l'existence de nombreux points critiques n'ont toutefois pas été suffisants pour que nous cessions de croire à une possible réorientation positive. Nous continuions donc, jusqu'en 1983, à croire à ce changement. Pour l'accomplissement de cette réorientation, deux conditions devaient être remplies:

- que la population réagisse contre les abus de pouvoir des dirigeants, contre la limitation de son pouvoir de participation et contre les déviations du Parti et de l'Etat. Ce qui revenait à dire que la lutte de classes devrait avoir libre cours.
- qu'existe un renversement de la situation militaire en faveur du Frelimo, facteur-clé pour l'exercice de la démocratie des masses, extrêmement difficile dans une situation de guerre.

Un projet qui prenne en compte les intérêts des travailleurs et qui permette le contrôle de la population sur ses dirigeants et sur le processus productif garantirait la croissance graduelle d'une économie réalisée consciemment

Voici un exemple qui illustre l'état d'esprit de l'époque

En 1978, dans la région de Chókwé, 150 moissonneuses-batteuses achetées en Bulgarie n'ont pas pu pénétrer sur le terrain (pour des raisons techniques) pour la récolte de milliers d'hectares de riz. Devant cet "imprévu", le Parti a dû faire appel au travail volontaire de la population pour effectuer une récolte manuelle. Comme la réponse volontaire tardait à se manifester, le Président Samora Machel se rendit dans la région en question et, accompagné de tout le corps ministériel, se mit à effectuer lui-même la récolte, dans le cadre d'une campagne d'encouragement au travail volontaire.

Le Président, charismatique, fit un discours enflammé à la population "pratiquement" forcée à se réunir, dans lequel il expliquait que ce riz signifiait écoles et hôpitaux pour le pays. Il procédait à une "abstraction", en identifiant le travail à faire au résultat, après la commercialisation, lorsqu'il retournerait à la population sous forme de bénéfices sociaux. Dans son discours, comme à son habitude, il alternait explications et provocations. Tel un père, il montrait le chemin et punissait la négligence des enfants. Il menaçait les gens réunis en leur demandant s'ils aimeraient, par hasard, retourner à l'époque où ils étaient traités de "nègres", ou bien encore si le temps du "chibalo"¹⁶ leur manquait. "Espèces de noirs, espèces de singes! Est-ce que c'est ça que vous aimeriez entendre?"¹⁷ A cette époque-là, je n'ai pas pu comprendre quel effet avait eu cette "campagne" sur la population. Dans la pratique, le résultat avait été une adhésion

¹⁶ Travail forcé.

¹⁷ Discours entendu sur Radio Mozambique

massive de la population et la récolte avait pu être faite à temps. A mes yeux, l'effet avait été très positif. Dans mon interprétation, le camarade Président avait tenu un discours extrêmement didactique. Je croyais alors qu'il s'était agi d'une motivation pratique dans le sens de la politisation des travailleurs.

7. La défaite des projets de développement.

Qu'y a-t-il eu de si bouleversant pour que, paradoxalement, près de vingt ans après la victoire du Frelimo, les populations mozambicaines se retrouvent dans la misère la plus extrême et la plus généralisée?

Une fois de plus, je me retrouvais devant la question de l'échec des communistes. A une différence près: contrairement aux années 70, alors que j'étais exilée à Paris, la problématique n'était plus la prise de pouvoir mais son maintien comme projet révolutionnaire et plus particulièrement les raisons de l'échec du projet de construction socialiste de la société. Les barrières étaient maintenant placées au-delà des tentatives de prise de pouvoir à partir de laquelle le développement serait réalisé. Une autre question se posait: que faire du pouvoir quand celui-ci est pris par les avant-gardes révolutionnaires afin d'arriver à mettre en place le modèle d'organisation économique et social auquel on se proposait d'arriver?

L'idée d'approfondir cette réflexion m'est venue peu de temps avant la grande effervescence qu'a représentée la chute symbolique du mur de Berlin, qui démontrait, à qui voulait bien le voir, qu'il ne s'agissait pas d'expliquer les déboires du Mozambique par

la guerre de destabilisation réelle et cruelle que l'Afrique du Sud voisine avait menée des années durant contre le pays

En 1989, la République Populaire de Mozambique était au bord du gouffre, vivant de dons en aliments, soumise aux déterminations du Programme d'Ajustement Structurel imposé par le FMI et abandonnant le socialisme. La plupart des membres du Parti et de l'Etat - encore Frelimo - cédaient à la corruption, corruption voilée par un discours semi-politisé de nécessité de création d'une bourgeoisie nationale, pour freiner "tout au moins" le retour à la situation coloniale, où les nationaux (les Noirs) n'avaient pas accès à l'accumulation.

Ce phénomène n'était pas restreint à un seul continent, ni à un seul pays. De nombreux échecs de projets socialistes n'étaient pas sans points communs: l'attitude des élites qui s'accrochaient à ce qui leur restait de pouvoir, par la corruption, dans la crainte de rejoindre les millions d'êtres anonymes perdus dans les queues interminables en quête de farine de manioc ou de maïs.

Certains disaient que, dans les conditions spécifiques du Mozambique, victime des agressions de ses voisins réactionnaires et racistes (Rodhésie et Afrique du Sud), le socialisme avait échoué car il avait été empêché d'être appliqué correctement. Mais alors, que dire de l'Est européen? Avait-il péché par excès d'application?

Comment approfondir l'analyse? Ma formation ne faisait que renforcer ma confusion. Il était impossible d'avancer des explications satisfaisantes. Pourquoi, dans tous les pays socialistes, l'absence de démocratie a-t-elle été une constante? Pourquoi les avant-gardes

répétaient-elles, pour l'essentiel, les mêmes 'erreurs'? Pourquoi les travailleurs ruraux étaient-ils toujours traités avec le même mépris? Pourquoi la planification centrale retombait-elle dans le même genre de vices, - orientation du haut vers le bas - et pourquoi les objectifs de production n'étaient-ils presque jamais atteints? Pourquoi le genre de problèmes auxquels nous avons affaire était-il si semblable à ceux des autres pays socialistes?

Dans le cas du Mozambique, les problèmes étaient évidemment aggravés par le très faible niveau technique ainsi que par l'héritage colonial et l'agression externe combinés à la guerre interne. Cependant, si la question n'était pas spécifique à un pays mais au projet effectivement mis en pratique dans tous les pays qui s'étaient engagés sur cette voie, il devait donc exister des causes internes au modèle proposé qui renfermaient les éléments de sa propre mort. La seule certitude était que le socialisme avait été un modèle théorisé et mis en pratique dans divers pays et qui, comme tel, avait échoué. On constatait également que le Mozambique était confronté aux mêmes dilemmes que d'autres pays n'ayant pas vécu une situation conjoncturelle similaire. Pour tous, le développement était de plus en plus lointain. Dans la presse internationale, le Mozambique est connu comme le pays détenteur du plus bas revenu par tête du monde.

A un moment où la défaite généralisée du socialisme est consommée, on entend parfois les discours de ceux qui interprètent la tragédie mozambicaine comme le résultat de l'option des communistes qui, incrustés à la tête du Frelimo, ont obligé leur peuple à se soumettre à une aventure influencée par l'étranger. Mais si, par hypothèse, le Mozambique, l'Angola et la Guinée-Bissau avaient adopté ou choisi un autre chemin que celui imprimé par les communistes, en seraient-ils pour autant sur la voie du

développement? On trouve des pays qui, après leur indépendance, ont emprunté des chemins bien au goût de leurs ex-colonisateurs et qui figurent pourtant comme les autres parmi les marginaux du monde

Il est certain que les erreurs de la pratique des partis communistes au pouvoir n'ont jamais été aussi évidentes qu'aujourd'hui. Toutefois, cet échec n'est pas une exclusivité mozambicaine. La question est plus complexe car certains pays n'étant jamais sortis des limites de l'économie de marché et des orientations tenues comme "correctes" par l'idéologie libérale, se voient également empêchés d'entrer dans le clan des pays développés

Quel serait alors le mécanisme interne permettant d'expliquer le phénomène de la pauvreté qui dépasse le sous-ensemble des pays socialistes pour englober des millions d'êtres latino-américains, africains, asiatiques et européens? Quel est ce mécanisme qui rassemble sous une identité unique - la pauvreté - des centaines de langues, de religions, de cultures, d'ethnies, d'expériences historiques et de traits physiques différents?

8. Le caractère général de la crise

Dans les années 80, il devint de plus en plus clair que la situation dramatique du Mozambique était loin d'être sans rapport avec les transformations en marche dans le monde.

En Occident, où se concentrent la plupart des pays centraux du système, la crise qui se dessinait depuis les années 70 s'accroît. Dans ces pays, on commençait à voir apparaître

ce qui était monnaie courante dans les pays périphériques ou sous-développés l'immense contingent d'exclus, de "citoyens monétaires sans argent"¹⁸ qui caractérisent l'inégalité sociale intrinsèque au système capitaliste. En Afrique, dans les années 80, la faim a fait plus de victimes que pendant toutes les autres décennies de ce siècle¹⁹, et ce en raison de la croissance de la dette extérieure impossible à payer, accompagnée de la dévaluation des produits d'exportation. En Amérique Latine, la situation n'était pas plus réconfortante:

"Celui qui chante ou qui siffle dans l'obscurité nie son anxiété, mais n'y voit pas plus clair pour autant. Voilà dix ans que nous sommes tombés dans la stagnation. Nous vivons aujourd'hui au bord de la dépression et de l'hyperinflation. Et nous constatons, à tout moment, mi-effrayés mi-honteux, l'énorme distance qui nous sépare de la civilisation. Il est naturel que la peur et le désespoir aient remplacé notre optimisme habituel. Mais nous pouvons continuer à chanter et à siffler. Croire en des hommes providentiels ou à des recettes miracles fournies par des économistes de génie. Ou encore trouver des coupables. Tout ceci est facile et commode.

Ce qui est difficile, c'est d'y voir plus clair. Il y a des intérêts, des partidarismes, des préjugés idéologiques qui créent des illusions et occultent des réalités désagréables.

Le débat politique ne nous a pas été d'un grand secours. Mais la moindre des choses que l'on puisse exiger des intellectuels c'est qu'ils exposent leurs opinions clairement, sans prétendre dicter la vérité, mais non plus sans peur de déplaire à qui que ce soit."²⁰

Le sentiment "d'étonnement" de cet intellectuel brésilien face aux défis posés par la nouvelle réalité, qui faisait tomber en désuétude nos paradigmes théoriques, étaient semblables à ceux d'autres pays. La perplexité devant la situation particulière du Mozambique a fait naître le besoin de pousser la réflexion au-delà de l'expérience

¹⁸ SCHWARZ, Roberto, "Ainda sobre o livro de KURZ" in Revista Novos Estudos, CEBRAP, n° 37, novembre 1993, pp 133 et suivantes. Les "citoyens monétaires sans argent" ou "ex-prolétaires virtuels" sont les populations qui ont été arrachées à leur ancien cadre pour aller vivre dans les villes, mais qui ne peuvent pas être utilisées dans la production, en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouvent ces pays ou régions de se maintenir dans la compétition. Nous approfondirons cette question au chapitre II.

¹⁹ SANTOS, Pela mão de Alice..., op. cit., p. 19

²⁰ MELLO, João Manoel Cardoso de, Panorama da crise, UNICAMP, polycopié, 1992

mozambicaine, spécifique de pays pauvre, ex-colonie victime de nombreuses années de guerre. Le monde avait été habitué au discours de l'existence de deux systèmes, le capitaliste et le socialiste. C'était le rideau de fer, le conflit est-ouest, c'était le partage entre ces deux blocs. Brusquement, tout ce dispositif s'écroule. Le mur de Berlin est tombé et, plus récemment, Mandela a été élu président de l'Afrique du Sud.

Comme le dit Santos, les changements ont été si nombreux que l'on a eu l'impression qu'ils survenaient d'eux-mêmes sans que les êtres humains y aient eu une quelconque participation, une quelconque responsabilité. "...nous, d'un côté, les transformations de l'autre. Alors qu'en réalité, les transformations ne sont rien sinon nous tous, tous les chercheurs sociaux et tous les non chercheurs sociaux de ce monde en pleine transformation"²¹. Cette sensation que la réalité se transformait plus vite que ce qu'il était possible de le comprendre a donné l'impression que la réalité cheminait indépendamment de la théorie. Il semblait qu'elle eût pris les devants sur la théorie, (devenant hyper-réelle, sans théorisations), tout simplement par le fait d'être. Les principes théoriques étant incapables de servir d'instrument de compréhension de ces transformations extrêmement rapides, la perplexité s'installait. Les instruments d'analyse étaient dépassés. Mais lesquels utiliser? Que fallait-il supprimer, ou encore ajouter? Tout ceci faisait partie d'un jeu d'idées qui semblait ne mener nulle part.

8.1. Le point de vue néolibéral.

Quelques défenseurs du capitalisme, dans leur hâte à se proclamer vainqueurs, ont pris l'histoire pour une conjoncture. La victoire du capital privé sur le socialisme est vue

²¹ SANTOS, *Pela mão de Alice*..... op cit p 20

comme la victoire du marché sur l'État (Elle est prise pour la victoire du système capitaliste qui représenterait les idéaux de la démocratie contre le système socialiste, synonyme de totalitarisme)

Etre conscient de la nécessité de repenser les instruments théoriques d'analyse n'implique pas l'adhésion aux théories néolibérales. Car les dirigeants des pays socialistes n'ont-ils pas eux-mêmes reconnu leur défaite? Et ces mêmes personnes ne se sont-elles pas empressées d'apprendre le fonctionnement de l'économie de marché et de diffuser l'illusion du monétarisme comme si ce dernier fût synonyme de démocratie?

Toutefois, l'émerveillement devant le marché ne sert qu'à rendre évident, selon Schwarz²², le manque de vision de notre "intelligentsia". La gravité de la situation met en évidence l'échec des efforts de développement du Tiers-Monde qui forment, avec les ex-socialistes, l'ensemble des sociétés "post-catastrophiques".

Si le socialisme avait été vaincu parce que le capitalisme avait montré sa supériorité, la situation mondiale serait simple: ce serait la démonstration de ce que le système socialiste est une erreur et le capitaliste le meilleur. Il suffirait donc alors de faire une auto-critique et de changer de cap. Il se trouve qu'il ne sert de rien de "siffler dans le noir".

"La situation de nombreux pays d'Amérique Latine peut se caractériser aujourd'hui comme 'désindustrialisation endettée', avec des populations composées de non-personnes sociales, c'est-à-dire de sujets monétaires dépourvus d'argent. Toutefois, comme il se trouve encore des personnes qui en retirent du profit sur le marché mondial, l'illusion que ce système est 'normal' et mène quelque part demeure, même si les bénéficiaires doivent pour cela vivre derrière des guérites" ²³

²² SCHWARZ, Roberto, dans la préface à l'édition brésilienne du livre de KURZ, Robert, O colapso da modernização. Da derrocada do socialismo de caserna à crise da economia mundial, Editora Paz e Terra, 2e éd., 1993.

L'échec du socialisme renforce le discours libéral. Cette position de vainqueurs dans la "lutte entre systèmes"²⁴ renforce le discours des industriels (au Brésil) dans leur croisade contre l'État comme agent économique. Adoptant les préceptes du FMI, ils préconisent la privatisation totale de l'État comme secteur productif, l'accusant de tous les maux, le tenant pour responsable du retard accumulé face au monde développé. Mais ils oublient que c'est l'État qui, sous sa forme militarisée, est arrivé, au prix de la répression au mouvement étudiant et ouvrier organisé, à faire taire durant des décennies les expressions de revendication populaire pour de meilleures conditions de vie, ce qui a permis à cette industrie d'utiliser l'une des forces de travail les moins chères du monde. Sans la forme étatiste du pouvoir, le Brésil n'aurait pas connu, par exemple, le "miracle économique", cette accumulation rapide de capital par une bourgeoisie dépendante des "mamelles de l'État". Dans ce pays, l'État s'est endetté, assumant la dette des chefs d'entreprises, évitant les faillites.

On a assisté au Brésil à ce que Schumpeter²⁵ appelle la "valorisation de la richesse vieille". Selon ce concept, des mécanismes extra économiques (l'action de l'État dans l'économie), ont retardé la désindustrialisation qui se serait déjà produite si la seule loi en vigueur avait été la loi de marché qui ne pardonne pas ceux qui prennent du retard quant aux conditions de productivité ou de compétitivité. La valorisation de la richesse vieille correspond aux conditions créées pour maintenir en fonctionnement un parc technologique dépassé, datant de la seconde révolution industrielle.

²³ SCHWARZ, in op cit p 13

²⁴ Ibid

²⁵ Selon SAMPAIO, Plinio de Arruda, texte polycopié, São Paulo, 1992

Dans l'esprit des fraîchement convertis au libéralisme économique des pays socialistes, l'exemple de l'Amérique Latine n'est pas perçu comme un signal d'alarme. Ils ne voient pas que dans ces pays, il existe aussi les "avantages comparatifs" d'un énorme marché consommateur potentiel et une légion de force de travail bon marché. Mais pourquoi alors sont-ils en crise? Pourquoi ce potentiel serait-il réalisé dans les ex-pays socialistes s'il ne l'est pas dans d'autres pays au capitalisme périphérique? L'illusion que l'économie de marché serait pour eux la chance de rattraper le train de la société de consommation provoque chez eux une myopie qui les empêche de voir que cette voie, celle du "libre jeu de marché", a déjà été empruntée dans d'autres régions, avec des résultats douteux pour la population.

Les dirigeants des pays socialistes et la gauche orthodoxe ont toujours accusé l'impérialisme des problèmes qui les affligeaient. Tel est le cas des effets pervers causés à Cuba par les embargos perpétrés par les Etats Unis contre la petite île. Ceci s'applique également aux dégâts causés par les gouvernements réactionnaires de la Rhodésie contre le Mozambique et de l'Afrique du Sud contre ce dernier et l'Angola. Il se trouve que la défaite spectaculaire du socialisme réel a surpris même ses ennemis historiques, même les "impérialistes".

Quel est donc cet étrange vainqueur qui est aussi surpris par la défaite de son ennemi que ce dernier? Si les responsables immédiats de l'échec du socialisme n'ont pas été les actions des classes dominantes occidentales, quelle en serait donc l'explication? C'est ici qu'apparaît la nouveauté de l'analyse de Kurz qui a permis d'élargir la vision et de sortir

du cercle vicieux théorique. Nous aborderons ce point de vue en détail dans le second chapitre.

8.2. - Les marxistes rouillés

Comment perdre son temps en fausses polarisations? En voici un autre exemple dans le cadre du bilan des raisons de l'échec du processus révolutionnaire au Mozambique. On perdait beaucoup de temps en discussions sur la priorité à donner aux causes internes (les erreurs du Frelimo) ou aux causes externes (les agressions de la Rodhésie et de l'Afrique du Sud).

La conjugaison des facteurs était évidente, mais certains ont crié à l'hérésie devant l'analyse de la guerre donnée par Geffray dans son livre "A causa das armas"²⁶ où, à partir de son enquête à Nampula²⁷, il explique les conditions de l'adhésion volontaire de la population rurale à la Renamo. Il ouvre un horizon quand il fournit clairement un point de vue différent de celui de l'histoire officielle sur la guerre. Geffray établit un rapport entre le mécontentement des populations déplacées vers les Villages communaux et un appui relatif de celles-ci à la Renamo. Par la suite, beaucoup de thèses et de livres ont été publiés, élargissant les analyses des problèmes internes du processus et aidant à élucider les raisons de l'éloignement de la population vis-à-vis du Frelimo.²⁸

²⁶ GEFFRAY, Christian. A causa das armas. Antropologia da guerra contemporânea em Moçambique. Edições Afrontamento, Porto, 1991.

²⁷ L'une des dix provinces du Mozambique

²⁸ Voir, par exemple, ALMEIDA SERRA, Antonio Manoel. Politica agrícola e desenvolvimento económico e social na R.P.M. 75 - 85. Thèse de doctorat en Economie, Universidade Técnica de Lisboa, Setúbal, 1991.

Dans le langage de la gauche, cette perte d'appui était due à une mauvaise articulation entre le parti et les masses. C'était une tradition léniniste que de donner priorité au politique. On concevait que, dans un travail de politisation et de participation démocratique des populations, aussi bien urbaines que rurales, celles-ci s'engageraient, se feraient entendre et écouterait les propositions du Parti. C'était une question de création de canaux de communication démocratiques qui, dans le cas du Frelimo, aurait été mal faite. Cependant, le Mozambique n'était pas non plus original pour ce qui était des problèmes de "rapports", entendons "autoritarisme", avec la population et, plus particulièrement, avec la population rurale. Pourquoi ce phénomène se répétait-il dans le socialisme réel?

Dans un document de 1992 de O'Laughlin, on retrouve que:

"Pour la gauche en Afrique et sur d'autres continents, l'expérience du Mozambique et d'autres révolutions socialistes doit être analysée de manière critique, afin que la lutte pour le socialisme puisse se poursuivre. Il doit exister un certain consensus quant à l'identification des erreurs et des réussites, pour que nous puissions définir des programmes efficaces pour la révolution, appuyés sur les masses.

Au Mozambique, aucun projet de construction socialiste ne pourra retrouver la crédibilité sans une critique rigoureuse du passé."²⁹ (c'est nous qui soulignons)

A l'époque où nous militions dans les organisations révolutionnaires en Amérique Latine, les désaccords nous amenaient souvent à changer d'organisation. Aujourd'hui, je note beaucoup plus d'identité entre les organisations de gauche, y compris le P.C. prosoviétique que ce que je n'en percevais alors. Dire ceci à cette époque-là aurait été une hérésie. Nous nous affrontions sur des questions tactiques, sur le caractère de la révolution, les stratégies militaires, insurrectionnelle ou de guerre populaire prolongée,

²⁹ O'LAUGHLIN, Bridget "A base social da guerra em Moçambique" Revista Estudos Moçambicanos, no. 10 CEA/UEM 1992, p. 110.

les étapes du processus, etc. Cependant, comme nous avons tous été formés à la même école, si nous avons pris le pouvoir, nous aurions tous agi de la même manière.

Il semble que ce genre de conscience ne se soit pas généralisé car nous trouvons encore ceux qui tentent une réarticulation autour d'un programme, sur les mêmes paradigmes. Cette manière de voir "basés sur les masses", "consensus", "définir des programmes", tout ceci devrait être repensé en profondeur. Voilà pourquoi la dé-construction de la mystification de la pratique socialiste est nécessaire. Mon intention n'est pas de nier les divergences réelles dans ce domaine, comme celles qui existent entre trotskistes, maoïstes et stalinistes, mais je reconnais que cette discussion n'explique pas ou n'explique plus le phénomène de l'échec du socialisme réel.

Tout d'abord, il ne s'agit pas de confronter des "modèles abstraits de société - capitaliste contre socialiste, démocratique contre totalitaire, concurrentiel contre étatique, bourgeois contre prolétaire, etc."³⁰ Il existe une situation de crise générale et celle-ci n'est pas l'apanage du monde socialiste. Bien au contraire, la défaite du socialisme est l'indicateur d'une aggravation de la crise générale qui, d'ailleurs,

"...menace le prétendu vainqueur et indique l'existence de fondements qui pourraient servir de base à une métacritique"³¹

Tant que nous appliquerons la logique précédente de conflits entre systèmes, nous ne sortirons pas du cercle vicieux et nous n'arriverons pas à comprendre les causes des problèmes internes du socialisme mozambicain. Il est des questions de fond qui

³⁰ SCHWARZ, in KURZ, Robert, O colapso da modernização. Da derrocada do socialismo de caserna à crise da economia mundial. Editora Paz e Terra, 2e éd. 1993, Préface, p. 9.

³¹ KURZ, Robert, O colapso da modernização. Da derrocada do socialismo de caserna à crise da economia mundial. Editora Paz e Terra, 2e éd. 1993, p. 19.

permettent de penser à l'existence de mécanismes internes et communs aux sociétés de l'époque de la modernité. C'est sur ces fondements communs que je prendrai position, dans le second chapitre, pour en arriver, plus tard, au cas du Mozambique.

B. LES PIERRES SUR LE CHEMIN

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi, il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production (Marx)³²

1. La conscience des agents

La gauche, par principe, a pris la défense du prolétariat et des classes opprimées dans la société capitaliste contemporaine. Elle a pensé que cet engagement lui confèrait le droit d'être porteuse d'une théorie capable de s'approcher davantage de la vérité que d'autres théories. Au contraire de ce qu'elle prétendait, cette posture l'a fait tomber dans un piège théorique et l'a conduite à un échec dans sa pratique.

Pour analyser un mouvement historique, il faut prendre en considération les objectifs que les agents de ce mouvement espéraient atteindre et comparer cette expectative aux résultats obtenus. Ceci parce que la résultante d'un mouvement peut être différente, voire antagonique de celle qui était visée. Mieux encore, les résultats obtenus ne seront jamais parfaitement identiques aux objectifs prétendus par les agents en jeu, dans la mesure où l'application réelle des politiques passent par le crible de la lutte entre les divers intérêts, ce qui fait du résultat final une résultante des forces en présence.

Quelle est l'approche de la vérité "du point de vue du prolétariat" et, de son porte-parole, le parti? Si nous partons de l'idée de l'existence d'un "piège" dans le système de pensée de

³² MARX, Karl, Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, Editions Sociales, Paris, 1972

la gauche, il nous faut considérer l'existence de mystification et d'illusion qui entraînera la mise en pratique du projet socialiste dans une direction différente de celle prétendue en termes par les idéaux

Pour l'instant, prenons l'exemple du mouvement de mai 68 en France. Tout un enchaînement de circonstances a fait exploser le mouvement étudiant et ouvrier, dans un cadre de créativité et d'enthousiasme dont l'influence sur le mouvement des idées se fera sentir à l'échelle internationale. Toutefois, quel aura été le résultat concret de ce mouvement pour la société française?

Debray³³ propose un schéma interprétatif selon lequel la crise de 68 a représenté une étape de progrès du système capitaliste qui avait besoin, dans sa phase d'expansion industrielle d'alors, du développement de l'individualisme bourgeois.

Il s'est produit une espèce de révolution culturelle nécessaire au développement accéléré de la concentration de capital. En d'autres termes, le degré de développement atteint par les forces productives exigeait la fin d'une France encore fortement marquée de traits ruraux, afin que le capitalisme puisse se réaliser plus complètement. Ce qu'il fallait, c'était enterrer la "France de la pierre et du seigle, du oui-papa, oui-patron, oui-chéri" pour céder la place à un pays du "software et du supermarché, du news et du planning... [afin que] on puisse alors finalement y installer ses bonnes affaires"³⁴.

³³ DEBRAY, Régis, "Modeste contribution aux cérémonies officielles du dixième anniversaire", Maspéro, 1978. Cité dans le livre *O pensamento 68 - Ensaio sobre o anti-humanismo contemporâneo* de Luc Ferry et Alain Renaut, Ed. Ensaio, 1988, São Paulo, pp. 68 et suivantes.

³⁴ DEBRAY, cité par Luc Ferry et alli. in op. cit., p. 68. Ces auteurs placent le point de vue de Debray dans le cadre de l'orthodoxie marxiste.

Bref, les conditions étaient créées pour une plus grande fonctionnalité du système capitaliste et pour "l'extension de la marchandise à tout le champ social". C'était elle le véritable "sujet historique" qui sous-tendait ce mouvement. Selon cette logique interprétative, il s'est produit une résultante contre la volonté de ses agents qui n'avait même pas été imaginée, dont la compréhension "a échappé à ses auteurs", dans ce sens que cette explosion de désir de liberté a finalement eu un sens différent de celui qui existait au départ. Selon Debray, ces agents (ouvriers, étudiants, intellectuels) sont inconscients d'un processus qui les englobe et les dépasse et ont produit exactement le contraire de ce qu'ils visaient"³⁵. Dans le mouvement de 1968 en France, il voit plutôt une révolution des forces productives, "la triste victoire de la raison productiviste sur les déraisons romantiques, la plus tiède démonstration de la thèse marxiste sur la détermination, en dernier ressort, de l'économie"³⁶.

Debray établit une comparaison entre la véritable signification de la révolution française et les événements de mai 68: "de la même manière que la république bourgeoise avait fêté, lors de la prise de la Bastille, sa naissance, elle fêtera un jour sa renaissance par la prise de parole de 1968".³⁷

Les années 60 et 70 ont été une période d'associations, de collectifs, de lutte pour des objectifs sociaux. Mais c'est dans ces luttes des étudiants contre le vieux système d'enseignement, des femmes, des Noirs, des homosexuels contre la discrimination que la société s'est ouverte à un temps nouveau et à de nouvelles règles du jeu du point de vue

³⁵ FERRY, Luc et alli, in op. cit., p. 73

³⁶ DEBRAY, in FERRY et alli, op. cit., p. 68

³⁷ DEBRAY, cité FERRY et alli, in op. cit., p. 67

économique. Les décennies suivantes ont indiqué une tendance à l'individualisme "succédant à un investissement extraordinaire des valeurs publiques/politiques et des projets sociaux/associatifs, les années 1980 paraissent, au contraire, marquées par un reflet sur la sphère privée"³⁸

Il serait intéressant de nous demander actuellement, face au néonarcisisme régnant, avant tout pour maintenir le corps en forme et échapper à la dépression, suivant l'idéologie de la "génération santé" qui transpire dans les académies, ce que sont devenus les mouvements collectifs de 68.

Parler des "événements" des années 60 de manière générale est faire preuve de bien peu de rigueur, si l'on considère que la situation n'était pas la même dans les différentes parties du monde et que la résultante a été différente pour chaque pays. Mais l'on peut parler de "l'esprit" d'une époque, dans laquelle "notre génération" a trouvé un sens dans le collectif, de même que l'on peut parler d'une époque à laquelle les survivants, de concert avec les nouvelles générations, trouvent dans des solutions individuelles, quand ce n'est à l'aide d'antidépresseurs, une vie aux horizons autrement plus limités. Si la France a franchi le pas vers l'expansion du capital, contrariant les agents qui incriminaient la société de consommation, que s'est-il passé en Amérique Latine? Quelle interprétation pouvons-nous donner du résultat de cette période de luttes?

Pour nous en tenir à l'exemple du Brésil, quand, en 1968, l'AI 5³⁹ a été décrété, le "putsch dans le putsch", à savoir une répression encore supérieure à celle qui s'était

³⁸ FERRY, Luc et alli, in op cit., p. 72

³⁹ Acte institutionnel n° 5

produite en 1964, celui-ci fut interprété par la gauche comme une attitude désespérée de la dictature, signe de fragilité et non de force. A l'opposé, ce qui s'est produit c'est que l'état militaire -agissant à la place des classes dominantes- fortement centralisé, a éliminé tous les vestiges de la période populiste et a entamé une étape d'exploitation des travailleurs et de croissance économique qui est entrée dans l'histoire sous le nom de "miracle brésilien". Ainsi, comme résultante de cette période, c'est le caractère étatique du pouvoir qui s'est trouvé renforcé, comme une réponse à la croissance des mouvements de masse revendicatifs. Mais qui est apparu avant tout parce que le capital avait besoin, à ce moment-là, d'assurer une forme d'accumulation rapide et sauvage, impossible dans des conditions de démocratie.

Les forces répressives ont fait leurs armes dans la répression aux partis et aux mouvements d'opposition, en modernisant et en optimisant l'appareil répressif qui fut capable de protéger l'exécution d'une politique économique fortement marquée par le concentrisme et l'exclusion. La gauche s'est retrouvée totalement désorganisée, dans des mouvements de plus en plus clandestins. Ce qu'il restait de "l'avant-garde" s'est trouvé fort surpris. Sa ligne de pensée qui était nettement marquée par une surestimation des aspects politiques, du volontarisme, de l'idéologie du courage, de l'héroïsme, n'a pu lui être d'aucun secours face à la réalité, ni physique, dans les prisons et en exil, ni intellectuel.

En un mot, dans des sociétés différentes, le collectivisme de cette époque-là a été étouffé par les desseins du capital.

Nombreuses sont les critiques à ce que l'on a appelé l'économisme marxiste. La discussion sur le poids relatif des différentes structures d'une formation sociale ne date pas d'hier. Dans sa critique au structuralisme d'Althusser, Bourdieu⁴⁰ avertit ceux qui négligent la dialectique, réduisant les processus historiques à de simples effets mécaniques des structures économiques. Considérées sous cet angle, les pratiques subjectives ne seraient que des "émanations" alors qu'il y a interaction dialectique "entre les structures objectives et les actions historiques, entre les structures économiques et les pratiques"⁴¹.

Ferry et Reanut tournent en dérision ce rappel qu'ils jugent banal. "[celui] de la différence entre détermination mécanique et détermination dialectique est, effectivement, rituel, dans le climat marxiste"⁴². Pour ces derniers, Bourdieu a été prisonnier de ce qu'il dénonce, de même que l'a été Althusser qui, critiquant l'économisme lors de la II^e Internationale, a créé la fameuse "thématique de la surdétermination du social" et qui a continué à être un économiste, seulement "plus subtil, mais non moins décidé que le plus mécaniciste des marxistes"⁴³.

Dans le mode de production capitaliste, l'économique assume un rôle beaucoup plus important que dans les autres modes de production. Dès lors, les catégories servant à analyser l'univers capitaliste sont insuffisantes lorsqu'il s'agit de comprendre des sociétés fondées sur d'autres logiques et d'autres déterminations.

⁴⁰ Selon FERRY et alli. O Pensamento 68, op cit . p. 187

⁴¹ BOURDIEU, Pierre, du livre "Le sens pratique", cité par FERRY, Luc et alli. op cit . p. 187.

⁴² FERRY et alli. op cit., p. 187

⁴³ Id. Ibid

Ainsi, les critiques comme celles de Latouche⁴⁴ sont justifiables. Il affirme que la théorie marxiste peut expliquer le **développement** mais est incompétente à expliquer le **sous-développement**. L'auteur montre que les pays centraux, dans leur action de domination sur ce qui est devenu le monde sous-développé, y ont détruit bien plus que leur économie. Ils y ont détruit la capacité des peuples à trouver leurs propres réponses à leurs besoins. Il définit la culture comme la façon dont les peuples résolvent leurs problèmes de subsistance, y compris l'instance économique. Les problèmes de subsistance impliquent un tout, à savoir les moyens techniques de production, l'organisation sociale, l'organisation familiale, démographique, etc. Quand l'occident domine ces peuples, il anéantit leur capacité de se donner des réponses, en d'autres termes, il anéantit leurs cultures.

Le marxisme parle de l'interdépendance des divers instances constitutives d'un mode de production. Toutefois, malgré ce propos des interdépendances nécessaires, il est, selon Latouche, économisme en ceci qu'il explique tout par les conditions de production de la vie matérielle. Il relègue le culturel à des aspects secondaires liés à la religion, au folklore, etc. Je partage l'avis de Latouche lorsqu'il affirme que la gauche n'a pas su comprendre le sous-développement.

Mais, plus que l'économisme, la gauche n'a pas compris l'économique qu'elle considérait comme un domaine maniable au gré de la volonté politique. Elle croyait qu'en assurant une politique prolétaire - à savoir vaincre la bourgeoisie et installer au pouvoir un parti appuyé par une alliance ouvriers-paysans - les rapports de production se transformeraient.

⁴⁴ LATOUCHE, Serge 'Faut-il refuser le développement?', PUF, Paris, 1986

La critique à l'économisme elle-même, dont la gauche participait également, servait plutôt d'instrument de justification de son caractère politique et idéologique exacerbé. La catégorie "lutte de classes" était manipulée comme si ces dernières avaient été libres, indépendamment de leurs fonctions, de leurs déterminations économiques.

Le décalage qui a pour résultat la priorisation du "politique" est le responsable de la myopie avec laquelle les avant-garde marxistes-léninistes conduisaient les processus de transformation. C'est la conclusion à laquelle nous arrivons lorsque nous constatons par exemple que l'essentiel des programmes des partis se ressemblait dans des sociétés aussi différentes que la brésilienne et la mozambicaine.

Le problème ne se situe pas non plus dans les révolutions. Il réside dans la compréhension de leur signification, de leurs limites et de leurs possibilités. Il réside dans la construction d'une réalité différente et non pas de la réalité que nous condamnons, sous d'autres parures. Derrière l'apparent radicalisme exigé pour l'implantation d'un ordre socialiste, se cachait un processus de développement fondé sur la logique adoptée par les sociétés centrales pour se développer, avec une difficulté supplémentaire: dans des conditions pires. C'est dans ce sens qu'il n'y avait pas de compréhension de l'économie.

Je ne veux pas faire allusion ici à la nécessité d'un cheminement graduel, en accusant les processus soviétique, cubain ou mozambicain de radicalisme. Il ne s'agit pas de revendiquer un gradualisme. La question ne tient pas à la rapidité d'un processus. Elle tient à la logique de fonctionnement, elle tient - pour utiliser l'expression de Santos - au **paradigme sociétal**. C'est dans ce sens que les révolutions se sont caractérisées par un

faux radicalisme, car les paradigmes étaient, en essence, les mêmes que ceux du système producteur de marchandises.

2. La mystification du parti.

"... une analyse élémentaire du réalisme socialiste montrerait qu'il n'y a là rien de populaire, qu'il est, en réalité, un formalisme ou même un académisme, fondé sur une iconographie allégorique très abstraite, LE TRAVAILLEUR. Ce qui est exprimé dans cet art formaliste et petit-bourgeois -qui, loin d'exprimer le peuple, renferme la négation de ce peuple, sous la forme de ce "peuple" au torse nu, musclé, bronzé, regardant optimiste vers l'avenir, etc - c'est la philosophie de l'idéal inconscient d'une petite bourgeoisie d'hommes de l'appareil qui dénonce sa peur réelle du peuple en s'identifiant à un peuple idéalisé. Il s'agit de cas typiques de substitution du sujet..." (Bourdieu)⁴⁵

L'une des graves erreurs de la gauche a été la simplification et la schématisation de sa pensée sur le prolétariat comme "sujet collectif", unique classe capable de conduire le processus de transformation sociale.

Que nous apprend le matérialisme dialectique sur l'objectivité dans les sciences sociales? Selon cette position, en sciences sociales, nul ne peut se présenter comme l'expression d'une vérité scientifique pure car chacun représente directement ou indirectement un point de vue partiel, limité, unilatéral, relatif à certains intérêts. A ce sujet, la vision marxiste est très claire chez Lowy⁴⁶ qui critique le positivisme, en ce qui concerne la question de "l'effort" évoqué par celui-ci afin qu'existe une approche objective du chercheur en sciences sociales. Il illustre son propos par l'histoire du Baron de Münchhausen, personnage d'histoires pour enfants allemandes, qui se vante d'avoir réussi

⁴⁵ BOURDIEU, Pierre. *Cosas ditas*, Editora Brasiliense, São Paulo, 1990, p. 199

⁴⁶ LOWY, Michel. *Ideologias e ciências sociais*, Ed. Cortez, São Paulo, 1989

réussi à sortir des sables mouvants où il était tombé avec son cheval, en se tirant lui-même par les cheveux. La critique implicite dans ce *non sense* contre la pensée positiviste est la forme didactique trouvée par Lowy pour exposer pourquoi cette méthode ne peut être efficace.

Pour un chercheur, il est impossible de se débarrasser de ses préjugés et donc, de sortir des sables mouvants, exactement parce qu'un préjugé, comme le nom l'indique, est une pré-notion dont la caractéristique essentielle est justement la non-reconnaissance en tant que telle. Au lieu d'être formulé explicitement, le préjugé demeure caché "dans les profondeurs de la pensée", de manière que le chercheur lui-même ne se rend pas compte de son existence.

Comment alors arriver à la vérité objective? Ou plutôt, existe-t-il une posture qui ait plus de chance de s'approcher de la vérité? En adoptant et en explicitant le point de vue marxiste, Lowy nous apprend que c'est en termes sociaux qu'est défini le porteur de la connaissance objective et que le prolétariat est la base sociale la plus capable de réaliser cette approche cognitive.

"... ce qui détermine un point de vue plus favorable à la connaissance qu'un autre, c'est la position sociale; les marxistes considèrent que c'est la position sociale du prolétariat, ce à quoi Mannheim rétorque que c'est la position de classe des intellectuels fluctuant librement. Mais tous deux partent de l'idée que c'est en termes sociaux qu'est défini le porteur de la connaissance objective.⁴⁷"

Pour Lowy, Mannheim part d'une problématique marxiste mais donne une réponse anti-marxiste. Dans un autre passage, il explique que Mannheim va trouver une autre solution

¹ LOWY, op cit. p 86

à la question du relativisme qui est la sociologie de la connaissance elle-même et que c'est grâce à elle que l'intellectuel prendrait connaissance de ses limites et pourrait alors,

"se soumettre à une 'analyse auto-critique de ses motivations collectives inconscientes', pouvant ainsi arriver à un auto-contrôle et à une auto-correction et, partant, à une connaissance scientifique pure"⁴⁸

Il s'agit là d'une version sophistiquée du vieux principe du Baron de Münchhausen. Il suffit de se tirer par les cheveux - c'est ce qu'il appelle auto-analyse critique - pour s'arracher aux sables mouvants, ceux-ci étant les motivations inconscientes collectives.

Nous avons donc dressé un cadre approximatif de la vision selon laquelle nous avons été formés, dans la gauche. Ce point de vue paraît transparent, surtout dans l'explication de Lowy. En principe, cette théorie devrait faciliter la production intellectuelle de la gauche. Toutefois, dans la pratique des partis, ce que l'on a vu, c'est quelque chose d'autrement plus complexe et qui ne pouvait être expliqué par ce seul instrument : l'usurpation du droit de représenter le "sujet collectif" en lui ôtant la possibilité d'être sujet.

La légitimité du parti s'étayait sur les aspects suivants:

- a. le point de vue du prolétariat est celui qui détient les meilleures conditions pour réaliser l'approximation relative de la vérité.
- b. le parti, l'avant-garde des masses, est celui qui exprimerait les intérêts du prolétariat.
- c. le socialisme scientifique, comme son nom l'indique, est véritable.

⁴⁸ Ibid

Si le prolétariat est celui qui réunit les meilleures conditions de s'approcher de la vérité et si le parti en est le représentant et la voix, le parti est celui qui réunit les meilleures conditions de s'approcher de la vérité. Nous voici devant une question fort complexe qui exige des réponses sur deux aspects principaux:

- a. Comment, au "nom de la vérité" - et sur l'analyse indiscutablement profonde de Marx sur la société productrice de marchandises - la gauche a-t-elle tenté et/ou concrétisé des sociétés aussi opposées à ce que Marx envisageait comme société capable de dépasser la société capitaliste?
- b. Si le prolétariat était capable de penser une société comme un tout et non seulement à ses intérêts de classe, pourquoi en est-il venu invariablement à déléguer au parti le pouvoir de le représenter, même quand cette représentation allait contre ses intérêts?

La dialectique de la réalité n'est pas allée de pair avec ce simplisme. Quelle était la vérité recherchée, en dernier ressort? C'était celle qui s'exprimerait dans un projet de construction sociale qui conduise à l'idéal de la société communiste. Cela signifiait atteindre une société dont la logique ne fût plus celle du profit et de l'exploitation du travailleur, du fétichisme de l'argent et de la marchandise, de l'aliénation des travailleurs et de la discrimination sous toutes ses formes. Le bilan final de la trajectoire de la gauche dans cette démarche ne peut décidément pas être positif. Ceci parce que, après sa pratique tout au long de ce siècle, ce qu'il en est resté, c'est que les masses de travailleurs des pays où les révolutions ont été victorieuses n'ont pas été le sujet collectif, mais objet de contrôle. Et, également, parce que le parti "est devenu l'incarnation du sujet-classe

métaphysique"⁴⁹ pratiquant la manipulation politique des masses laborieuses, en fonction d'une politique économique contrôlée par un état fortement répressif.

La participation créative initiale des masses qui ont fait la révolution a fait place, sans exception, à l'encadrement impératif monotone dans la production, récompensant le travailleur qui dépassait les objectifs (émulation socialiste) et punissant celui qui n'acceptait pas la logique du pouvoir, ce qui était souvent le cas, surtout en milieu rural.

Pourquoi la pensée marxiste du XXe siècle n'a-t-elle pas levé le voile de l'idéologie bourgeoise qui couvrait la réalité? Pourquoi la gauche n'a-t-elle pas vu qu'elle agissait comme la bourgeoisie?

Nous tâcherons plus loin de montrer, d'une part, que les conditions n'étaient pas réunies pour la concrétisation de l'utopie de Marx car les conditions de la vie matérielle du mode de production capitaliste -s'exprimant dans les conflits entre les forces productives et les rapports de production- n'avaient pas atteint le point de maturation et de décadence qui demande une substitution économique, politique, sociale, culturelle, juridique qui serait construite graduellement. D'autre part, que la gauche a masqué la réalité, en créant des sociétés où elle pourrait exercer le pouvoir. Ce n'est pas un hasard si le prolétariat était fragile dans ces sociétés et n'est pas arrivé à acquérir le pouvoir théorique et pratique de démasquer les partis qui parlaient en son nom.

Bourdieu⁵⁰ explique la complexité contenue dans l'acte de déléguer comme transférence de pouvoir, par lequel le mandant autorise le mandataire à agir à sa place. A partir de cet

⁴⁹ KURZ, Robert. O colapso da modernização. Da derrocada do socialismo de caserna à crise da economia mundial. Editora Paz e Terra, 2^a éd., 1993, p.50

acte, le mandataire passe à avoir pouvoir sur le mandant. L'exemple du Mozambique illustre bien comment, malgré les "bonnes intentions", le distancement de la vérité a miné la pratique théorique et, partant, la pratique politique.

3. L'hermétisme face aux critiques.

La pratique des partis marxistes-léninistes hors du pouvoir et surtout au pouvoir a primé par le manque de respect pour la différence. Le mécanisme de centralisme démocratique a largement été utilisé pour faire taire les voix divergentes, qui n'étaient pas forcément de droite. Des expressions telles que "déviation idéologique", "point de vue bourgeois", classaient les divergeants.

Si le parti était l'expression du point de vue du prolétariat, quiconque s'opposait à ce point de vue était l'agent de l'ennemi. De là à l'exercice d'un terrorisme contre les objections et les critiques, il n'y avait qu'un pas. Ce qui n'est pas réfutable est passible d'exercer un terrorisme. Ceci a freiné - oh combien - la créativité intellectuelle dans tous les sens et le marxisme lui-même s'est figé. Et il s'est figé dans une théorisation prétendument continuatrice du marxisme qui est le léninisme.

Critiquer le marxisme, c'est critiquer la gauche marxiste-léniniste, mais l'inverse n'est pas nécessairement vrai. La compréhension et les actions des marxistes-léninistes, leurs erreurs et leurs positions ne peuvent être créditées immédiatement au marxisme. En quoi est-il important d'effectuer cette séparation?

⁴ BOURDIEU. *Coisas ditas*, op cit., p. 194 et suivantes

Il existe une crise générale de la société humaine que l'on a appelée crise de la modernité. La construction d'une société alternative, c'est-à-dire, d'un nouveau paradigme sociétal et épistémologique (Santos), tel est le grand défi de l'actualité.

Marx fut un grand enthousiaste de la science moderne, du progrès et de la rationalité qu'elle pouvait créer. La crise de la modernité, qui contient en elle la crise épistémologique de la science moderne, ne peut pas ne pas considérer la nécessité d'effectuer un bilan du marxisme.

La construction de l'avenir ne se fera évidemment pas à partir d'une *tabula rasa* mais à partir de la validation de ce que la modernité et d'autres périodes historiques ont produit et qui peut et doit être partie constituante des nouveaux paradigmes; à partir de ce qui peut être attribué au marxisme et de ce que nous pouvons considérer en lui de valable comme instrument de construction de l'avenir. L'un des thèmes les plus polémiques du bilan de la gauche concerne le socialisme réel et ce qu'il a en commun avec la pensée de Marx.

Santos⁵¹ analyse le marxisme en le considérant comme l'un des piliers des sciences sociales de la modernité, de même que Weber et Durkheim qui, contrairement à celui-là, n'ont eux jamais été canonisés. La différence, selon Santos, réside dans le fait que Marx a mis sur le même "plan gnoséologique" la compréhension de la société capitaliste comme telle et sa future transformation. Ceci aurait facilité l'apparition d'un comportement de canonisation et d'orthodoxie qui entraînait l'inversion des processus de vérification, qu'il explique en ces termes:

⁵¹ SANTOS, *Pela mão de Alice*, op. cit., p. 33.

"Au lieu du test de la pratique à la théorie qui, s'il n'est pas concluant, conduit à la falsification de la théorie, le test de la théorie à la pratique qui, s'il n'est pas concluant, conduit à la condamnation et à l'ostracisme de la pratique"⁵²

Marx aurait noté cette vulnérabilité de son vivant car, lorsqu'il fut "confronté à la simplification de ses idées par ses partisans français, il a protesté qu'elle n'était pas marxiste", comme le rapporte Engels dans une lettre à Bernstein.⁵³

Nous souhaitons contester une critique contre le marxisme dont l'origine remonte à la confusion entre le pronostic de société tracé par Marx et la "réalisation" de ce pronostic théorisé par Lénine et d'autres bolchévistes.

Popper⁵⁴ décrit l'argumentation contre le marxisme en affirmant que celui-ci a un discours fondamental non faussable, non susceptible d'être contredit et qui n'obéit qu'à sa propre logique, à laquelle les faits ont été soumis à priori.

"l'objectivité de la science ne dépend pas de la manière ni des conditions dans lesquelles elle est produite; elle dépend des conditions dans lesquelles elle est et peut effectivement être discutée par un sujet qui s'érige en interlocuteur et qui peut être reconnu comme tel"⁵⁵.

Dans cette présentation du marxisme comme non-science, Ferry et Renaut essaient de nier le marxisme par la révolution russe:

"Soit la proposition (...), appartenant au corps des énoncés cardinaux du marxisme, selon laquelle la révolution socialiste se produit quand les

⁵² SANTOS, op cit . p 35

⁵³ SANTOS, op cit . p 34.

⁵⁴ POPPER, Karl, selon FERRY et alli, Pensamento 68, in op cité p 205

⁵⁵ FERRY et alli, op cit . p 204

forces productives atteignent leur plein développement. Dès le début, elle paraît faussable et paraît même faussée par la révolution russe, mais, grâce à l'ingéniosité de Lénine et à son invention de la théorie du chaînon le plus faible, le marxisme s'est immunisé contre le réel et est devenu non faussable: si la révolution se produit au Japon ou au Sahel, là aussi la théorie pourra en rendre compte. Au contraire, Einstein risque toute sa théorie sur une unique expérience - l'expédition d'Eddington - en soulignant explicitement que, si l'expérience venait à contredire ses thèses, il devrait les reconsidérer fondamentalement"⁵⁶ (c'est nous qui soulignons).

Cette vision critique à propos de la gauche marxiste ne peut être simplement reléguée car, comme nous l'avons indiqué dès le début, l'hermétisme face aux critiques a été l'une des caractéristiques de sa pratique. Mais cet exemple est le résultat d'un leurre historique et ne peut donc servir de critique au marxisme, mais seulement de critique à la gauche.

Le caractère socialiste que Lénine et son "ingéniosité" a prétendu donner à la révolution d'octobre 1917, dans le sens de la transition au communisme a été une erreur. La théorie de ce spectre de socialisme fera école et se répètera dans de nombreux pays. Cependant, le fait d'être autre chose que ce qu'il disait être, a donné origine à une énorme confusion, c'est la cause et l'effet d'une grande mystification quant au caractère réel de ce projet de construction sociale. Ce "système" entrera dans une impasse, laissant ses défenseurs désarmés.

Comme nous le verrons, la réponse se cache essentiellement dans le volontarisme politique, légué par le léninisme. Lénine et ses compagnons de révolution, dans leur prétention de transformer radicalement la société russe, ont défiguré, dans des aspects fondamentaux, le marxisme, science dont le léninisme s'est érigé en légataire.

⁵⁶ FERRY et alli. op cit. p 201.

On a construit en Russie et dans d'autres révolutions politiques qui se sont succédées, un socialisme virtuel, car les conditions de transformation exigeant la création d'une nouvelle société n'étaient pas données. Dans la mesure où il se passait dans ces pays quelque chose de très différent de l'utopie de Marx, on a commencé à désigner par socialisme réel celui qu'il était possible de réaliser. Sans comprendre la véritable essence de ces sociétés, la critique se bornait au niveau politique, fondamentalement sur les questions de l'exercice de la démocratie.

La crise du socialisme réel, vaincu pour ne pas être arrivé à suivre les niveaux de productivité requis par le développement actuel des forces productives, s'inscrit dans la crise structurelle du mode de production capitaliste. La "tournure impraticable" prise par le développement des forces productives "conduisant le capitalisme à l'impasse, confirme le pronostic central de Marx"⁵⁷. Nous reviendrons sur ce thème ultérieurement.

L'évaluation faite contre le marxisme de ne pas avoir remis en question, après la révolution russe, la théorie de Marx selon laquelle la révolution socialiste ne se produirait qu'après que les conditions matérielles aient été données, ne correspond pas à la réalité. Cette affirmation retombe dans la mystification produite par Lénine, à savoir que le socialisme réel était le socialisme de transition vers le communisme. La théorie de Marx, sous cet aspect "cardinal", non seulement n'a pas été démentie mais encore les événements dans le socialisme réel ont été la vérification dans la pratique de la théorie d'accumulation primitive. Le gigantesque effort que les travailleurs ont dû déployer pour l'accumulation rapide de capital, Marx l'avait déjà décrit dans les sociétés, comme l'anglaise, qui étaient déjà passées par ce stade.

⁵⁷ SCHWARZ, in KURZ, *O colapso da modernização*, op. cit., Préface, p. 15

Si la critique de non vérification du marxisme quant à l'édification du socialisme est irrecevable, il nous faut cependant admettre un point d'accord avec Ferry et Renaut. Quand la gauche agissait de manière à ne pas permettre que ses positions théoriques soient mises à l'épreuve, et dans la mesure où elle faussait la réalité, elle agissait, sans aucun doute, de manière terroriste. Il est un fait que les divergences internes des partis et des mouvements de gauche étaient prises pour des contradictions difficiles à admettre et que la critique était souvent prise pour une déviation de caractère idéologique. Il est probable que ce mécanisme d'hermétisme de la part de la gauche ait été dû, en partie, au caractère dissimulateur de la proposition du socialisme réel. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que cet hermétisme a été l'une des pierres sur le chemin qui menait à la vérité.

Plus que jamais, la gauche se trouve désarmée. Actuellement, en raison du niveau atteint par le développement des forces productives, il existe une nouvelle révolution technologique. La grande nouveauté de la troisième révolution industrielle consiste à incorporer massivement la science dans le processus productif, créant ainsi un besoin très différent de force de travail dans le processus de création de marchandises, du point de vue quantitatif et qualitatif. L'augmentation du chômage structurel, la croissance des couches marginales à un quelconque rôle dans la production modifie profondément les paradigmes de la lutte politique, de l'organisation des travailleurs, du caractère de la lutte syndicale, de la vision de lutte des classes, enfin.

Ayant été pensée comme alternative critique à la bureaucratie et à la pratique du compromis de classe des partis communistes prosoviétiques, la "nouvelle" gauche n'a toutefois pas réussi à mettre sur pied une pratique, ni surtout une théorie qui arrive aux

racines des fondements pervers du socialisme réel. Cette incapacité dans la formulation théorique conditionne une pratique politique volontariste inopérante face à la proposition de construction d'une société alternative au capitalisme. Voilà pourquoi les révolutions gagnées et les révolutions perdues sont des questions mal conçues.

Dans le second chapitre, nous aborderons le rêve du développement et quelques-unes des formes qu'il a assumées, comme perspective pour les pays dits sous-développés, ainsi que l'agonie de ce rêve.

CHAPITRE II

LA FIN DU RÊVE DANS LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

A - LE RÊVE DU DÉVELOPPEMENT

"Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société " (Marx)¹

1. Introduction

L'univers formé par les pays occupant une position défavorable par rapport au système producteur de marchandises est vaste, hétérogène et complexe. Ces pays sont généralement appelés sous-développés par opposition aux pays développés,² ou périphériques, par opposition aux pays centraux.³

Il est extrêmement délicat d'adopter une terminologie qui satisfasse un univers de pays aussi étendu. Le terme "tiers-monde"⁴, amplement utilisé, ne recouvre pas tout l'ensemble

¹ MARX, Karl, Préface à la Contribution de l'économie politique, Ed. Sociales, Paris, 1972, p. 5.

² GOUSSAULT, Yves et GUICHAOUA, André, Sciences sociales et développement, Armand Collin, Paris, 1993. Les "sciences du développement surgissent dans les années 1960 lorsque la problématique du sous-développement se transforme naturellement en problématique de la modernisation."

³ GOUSSAULT, in op cit., p. 26. La terminologie centre/périphérie a été utilisée à l'origine dans le sens géo-politique en Grande Bretagne, "mais les économistes structuralistes latino-américains ont renouvelé les termes en affinant et en enrichissant l'analyse de leurs apports".

⁴ GOUSSAULT, in op cité, p. 9, nous apprend que l'expression "tiers-monde" a été utilisée "pour la première fois par A. Sauvy dans un article de l'Observateur du 14/8/1952 paraphrasant le propos de l'abbé Sieyès en 1879. Car enfin ce Tiers-Monde ignoré, exploité, méprisé, comme le Tiers-Etat, veut aussi être quelque chose"

car, si les ex-pays socialistes présentent de nombreuses similitudes avec les pays regroupés sous ce terme, ils ne reçoivent pourtant pas la même dénomination, vu que celle-ci désigne des pays qui, d'une manière ou d'une autre, se sont toujours trouvés dans la sphère capitaliste. Dans la mesure où le socialisme réel a été tenu comme une alternative au système capitaliste, nombreux sont ceux qui le désignent par le terme deuxième monde, par opposition au premier monde (les pays centraux) et au tiers-monde.

La dénomination Nord/Sud, d'après la situation géographique, beaucoup plus utilisée actuellement en raison de l'atténuation du conflit Est-Ouest, nous semble encore moins satisfaisante. En effet, aucun de ces regroupements ne rend compte des situations intermédiaires, comme celle du Brésil qui est "Nord" dans le Sud ou encore du Portugal qui est "Sud" dans le Nord. Notons encore le cas de Cuba, deuxième monde, incrusté au sein d'une Amérique latine tiers-mondiste. Pour toutes ces raisons, cette terminologie nous paraît impropre.

Il demeure que, même si l'on considère qu'il existe d'énormes différences à l'intérieur de ce sous-ensemble, ces pays présentent tous quelques caractéristiques communes. Leur réalité est différente de celle qui a vu naître le capitalisme européen et nord-américain des XVIII^e et XIX^e siècles et c'est par rapport à ces pays que surgiront les différences majeures. Il a donc fallu attendre très longtemps pour qu'apparaisse une théorie - économique, culturelle et sociologique - qui rende compte de la spécificité de ces réalités.

2. La gestation de la théorie du sous-développement.

Jusqu'au milieu du XXe siècle, l'économie des pays coloniaux, ou formellement indépendants mais liés par des liens de soumission économique et/ou politique aux pays centraux, dépendait en grande partie de l'exportation de matières premières. Jusqu'alors, l'économie capitaliste mondiale était régie par la tradition néo-classique qui défendait la libre concurrence comme élément-clé de l'équilibre économique. Selon la théorie libérale, le libre commerce et la spécialisation des différents pays dans les activités pour lesquelles ils ont une "vocation naturelle" permettraient la diffusion du progrès technique et du développement à l'échelle mondiale, pour tous les pays.⁵ Toutefois, la loi des avantages comparatifs, selon laquelle les pays exportateurs finiraient par être bénéficiés dans la mesure où ils absorberaient le surplus de productivité des pays centraux, ne s'est pas vérifiée. Dans les années 40, il était évident que le retard des pays fournisseurs de produits primaires s'accroissait et que le transfert du centre vers la périphérie de la productivité obtenue n'avait pas lieu. C'est cette évidence qui a servi de base aux analyses qui ont vu le jour à cette époque-là, inaugurant une nouvelle interprétation du commerce international et du sous-développement.

Les partisans du libéralisme en Amérique Latine, par exemple, répétaient les principes d'autorégulation du marché et la théorie des avantages comparatifs et représentaient les intérêts des anciennes oligarchies latifonduires. Celles-ci, dans le cadre concret de la réalité du Brésil, étaient "compromises avec la bourgeoisie commerciale importatrice et exportatrice et avec l'impérialisme commercial et financier qui défendaient la libre circulation de capitaux et de marchandises, aussi bien étrangers que "brésiliens" et

5 A propos de la théorie néo-classique, voir MURTEIRO, Mario. Lições de economia política do desenvolvimento. Presença, Lisbonne, 1988

désapprouvaient les investissements dans des activités autres que celles concernant l'agriculture d'exportation et son infrastructure."⁶

D'autre part, les groupes sociaux bourgeois, expression de la croissance urbaine industrielle, voulaient occuper une autre place dans le cadre du capitalisme mondial, et prétendaient pour ce faire à une protection contre la concurrence externe, afin de consolider leur croissance industrielle. Certains secteurs des classes moyennes récemment formées et même du prolétariat croissant, séduits par des leaders petits-bourgeois, se sont laissé éblouir par le projet de développement fondé sur l'industrialisation et sur une idéologie économique qui transgressait le vieux libéralisme.

Si nous tenons à évoquer l'Amérique latine, c'est parce que c'est là que l'on a vu naître un courant de pensée qui s'attachait au sous-développement. L'école de la CEPAL va influencer les sciences sociales et le Brésil sera l'un des principaux exemples de la concrétisation la plus achevée de sa proposition, la substitution d'importations. Ce pays est une référence importante de réalisation de projets politico-économiques pour le "développement des pays en retard".⁷

L'étude sur la réalité du sous-développement n'est pas partie, à l'origine, de la théorie marxiste. Bien au contraire, l'analyse marxiste à ce sujet était des plus indigentes, car la

⁶ MANTEGA, Guido. A economia política brasileira. Ed. Poli/Vozes. Rio de Janeiro. 1985. p. 26.

⁷ Selon Yves GOUSSAULT, outre l'école de la CEPAL, deux autres écoles structuralistes se forment à cette époque-là: l'anthropologique (C. Lévi-Strauss) et la marxiste, dont je parlerai dans les prochaines pages. L'essence de la conception structuraliste, à savoir l'usage du concept de "système structuré" devient central pour les divers champs des sciences sociales. De nombreux auteurs établissent un lien entre ce concept et la tradition de la pensée marxiste. En d'autres termes, l'analyse des structures sociales comme moyen de compréhension d'autres variables, économiques ou non: "structures foncières, contrôle des entreprises par des groupes étrangers, exclusion d'une partie de la population de l'économie de marché" GOUSSAULT, op. cit., p. 25.

critique centrale du travail de Marx contre l'économie politique bourgeoise dans "Le capital" portait sur l'étude du capitalisme développé dans les pays dominants du système. Le fait est que dans l'action politique concrète, l'analyse marxiste "a influencé"⁸ la Révolution socialiste d'octobre 1917 en Russie et les répercussions de cet événement se feront sentir dans le monde entier. Répondant aux appels d'intensification de la conscience de lutte et des mouvements sociaux, les partis communistes ont été créés dans de très nombreux pays à partir des années 1920. Mais ce n'est que face au reflux de la révolution souhaitée en Occident et sous la pression concrète des communistes des pays asiatiques, qui "ne pouvaient admettre, en aucune manière, que leur libération dût attendre que les ouvriers de Londres et de Paris eussent pris le pouvoir"⁹ que l'on a observé une valorisation de la place qu'occupait la révolution dans les pays coloniaux et arriérés dans le processus de révolution socialiste mondiale. Cette valorisation ne s'est pourtant traduite ni par un effort d'élaboration théorique et politique, ni au niveau pratique où la posture eurocentriste persistait.¹⁰ Les communistes ont tendu à adopter les analyses faites sur la société russe et à définir, à partir de là, des stratégies de révolution socialiste pour leurs pays.

Fondée sur le courant léniniste du marxisme et sur les thèses de la III^e Internationale Communiste (IC) pour les pays coloniaux ou non, mais sous-développés, c'est une proposition de révolution démocratique bourgeoise qui prend corps, projet anti-féodal et anti-impérialiste comme tactique pour la révolution socialiste. Cette proposition ne

⁸ J'utilise ce terme entre guillemets car je ne pense pas que l'expérience soviétique ait appliqué la théorie de Marx au sujet du fétichisme de la marchandise et de la société du travail. Ce point est une question-clé de ce travail et sera traité dans ce chapitre, dans les parties B et C.

⁹ CLAUDIN, Fernando, La crisis del movimiento comunista - de la Komintern al Kominform, Ed Ruedo Ibérico, Tome I, Paris, 1970, p. 201.

¹⁰ Cf. CLAUDIN, op. cit., p. 187 et suivantes

correspondait pas nécessairement à ces réalités et son adoption par les partis communistes est due fondamentalement à l'inexistence d'un abordage spécifiquement marxiste sur ce thème. Ainsi, en raison de la fragilité des analyses marxistes pour les pays du "tiers-monde", c'est dans l'orbite de l'économie bourgeoise que naîtra, à partir des années 1930, une économie politique des pays périphériques, traitant plus spécifiquement la question du sous-développement.

3. Le rôle de l'État dans les théories du développement.

La crise de 1929 dessina un nouveau panorama théorique dans les pays capitalistes, remettant en question l'efficacité de l'économie libérale et faisant surgir de nouvelles théories qui préconisaient une intervention plus marquante de l'État dans l'économie, en tant que planificateur, voire agent direct de la production. Cet État orienterait la structure économique vers une production plus équilibrée, visant à surmonter l'instabilité causée par ces crises, de même que l'anarchie de la production, les oscillations du marché et d'autres contradictions intrinsèques à l'accumulation de capital.

Ce sont les idées de Keynes qui connurent la plus grande répercussion dans ce domaine et, selon sa théorie, les forces du marché livrées à elles-mêmes seraient la porte ouverte à la sous-utilisation, au gaspillage, au chômage, à une mauvaise allocation des ressources, enfin. Les fondements de l'État social régulateur keynésien caractériseront la période pendant laquelle la société capitaliste occidentale approfondit les fondements de la logique du profit et étendit son pouvoir à la sphère planétaire.

Le fait qu'une position étatisante ait substitué l'orientation libérale, dans une phase donnée de l'histoire du monde capitaliste, ne vient que démontrer qu'il n'y a pas opposition entre état et marché, comme beaucoup le voudraient. D'une manière générale, les critiques à la théorie libérale classique ont cherché à reformuler le rôle de l'État dans le système. Opposer **l'État au marché** est un faux dilemme car tous deux sont des fonctionnements alternatifs du même système capitaliste de production.¹¹

Selon Kurz, la substitution d'une orientation par l'autre fait simplement partie d'un mouvement ondulatoire du capital qui, en soi, ne met pas en péril les mécanismes du système. Les deux formules sont "bonnes". Cependant, le libéralisme n'est possible qu'une fois le capitalisme implanté, lorsque la logique de l'accumulation est passée par des mécanismes presque exclusivement économiques.

L'étatisme keynésien, correspondant à l'époque de la consolidation du capitalisme, est également un étatisme très différent des formes qu'il a assumées à "l'aube de la modernité". La forme étatiste a été amplement utilisée à diverses étapes du processus capitaliste de production et nécessairement dans sa phase initiale d'accumulation. "L'État de l'absolutisme des Lumières, le Comité de Salut Public de Robespierre et le régime bonapartiste d'un empire synthétique ne se distinguent que graduellement dans leur fonction de modernisation, propre au capitalisme primitif."¹²

Si ceci est vrai pour les pays centraux dont l'industrialisation, sous la forme que nous connaissons, a débuté à l'époque de la première révolution industrielle, ce l'est d'autant

¹¹ J'avance ici quelques éléments qui seront utilisés dans la démonstration de la thèse sur le caractère nécessairement étatiste du socialisme

¹² KURZ, Robert, O colapso da modernização... op cit p. 30

plus pour les pays à l'industrialisation tardive. Ceci explique pourquoi le capitalisme, à ses débuts, n'a pas pu cohabiter avec la démocratie. En effet, celle-ci est une forme qui n'est possible que lorsque les structures sociales soumises à la logique du capital sont solidement fixées

La forme étatiste d'implantation du capitalisme fut nécessaire pour s'imposer sur "les reliquats de la division sociale du féodalisme, c'est-à-dire avec des rapports de production de structure agraire, dans la plupart des cas."¹³ L'étatisme mercantiliste se différencie de l'État keynésien, qui suppose un capitalisme déjà structuré où peut être implanté un régime politique de démocratie bourgeoise. Il fut la forme politique initiale de la phase d'accumulation dans les pays dominants. Cependant, ceux-ci y ont encore recours sporadiquement, en fonction du mouvement interne du capital. C'est sur la toile de fond de l'étatisme dans les pays dominants que s'est développée, après épuisement d'une phase libérale, une théorie pour expliquer le sous-développement et les alternatives pour y remédier, parmi les intellectuels des pays périphériques.

Nous faisons référence à l'étatisme de cette période de l'entre-deux-guerres, pour souligner son influence sur le courant de pensée qui se dessinera dans les pays périphériques. Dans les sociétés au "capitalisme tardif", toute accumulation devrait avoir lieu dans le cadre de l'étatisme car il est nécessaire d'encadrer la population des travailleurs pour l'exploitation de la plus-value - si l'on considère que la population peut avoir recours à d'autres options de production que la vente de sa force de travail sur le marché capitaliste. Rappelons que les pays périphériques se caractérisent par le fait de maintenir des secteurs sociaux hors de la discipline capitaliste du travail. L'expansion

¹³ KURZ, Op. cit. p. 31

coloniale et impérialiste au tiers-monde n'a pas détruit toutes les structures traditionnelles. Le capital s'est adapté à la situation et a "satellisé" (Latouche) en quelque sorte les formes non capitalistes pré-existantes.

D'où la nécessité qu'un État développementiste fort puisse réaliser l'encadrement de la force de travail selon le modèle capitaliste, afin d'empêcher que la population en question retourne aux formes de production non contrôlées par le pouvoir. En même temps, cet État fort se justifie parce que, dans ces formations sociales, les classes productrices dominantes sont trop faibles pour exercer ce rôle sans la tutelle de l'État.

La vision du rôle prépondérant de l'État, base des recettes de développement bourgeoises, présente également un point commun avec les analyses marxistes qui réservent à l'État le même rôle central d'agent transformateur. La différence se situe dans la classe sociale qui dirigera cet État (nous approfondirons plus loin cette analyse). Indépendamment des différentes nuances que l'on pourra trouver entre les divers auteurs qui défendent la politique de développement, il existe un sens commun dans ce domaine "alternatif" qui se caractérise par une critique de la théorie libérale classique.

4. La politique du développement

Exprimant le désir de secteurs urbains industriels, la politique dite du développement a vu sa théorie élaborée initialement par la CEPAL, Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, créée vers la fin des années 1940. Cette commission introduisit une nouvelle vision qui se voulait alternative aux centres hégémoniques et créa à cette fin de nouveaux instruments d'analyse permettant de comprendre la question

du retard qui était celui des pays périphériques et mettant sur pied des stratégies alternatives de développement

Brièvement résumées, ses idées tenaient à une vision du sous-développement comme résultat des rapports commerciaux des pays périphériques avec les pays dominants, et leurs corollaires, la chute constante du pouvoir d'achat des biens primaires au profit des biens industriels et l'exportation vers les pays développés de leur augmentation de productivité, pourtant bien modeste. La structure interne des pays périphériques exportateurs de matières premières, où l'intégration entre les divers secteurs productifs était pratiquement inexistante, et accompagnée de chômage structurel, entravaient le dynamisme de leur production et les maintenaient dans la dépendance des marchés consommateurs dominants.

Par sa ligne de pensée, la CEPAL introduisait un élément principal : la démonstration que les causes du sous-développement se trouvaient dans les effets des **transactions internationales** entre le centre et la périphérie, ce qui s'opposait à la théorie des avantages comparatifs. L'issue proposée déterminait la dotation d'un État interventionniste, responsable de la planification du développement industriel tourné vers le marché interne et l'amélioration de l'allocation de ressources, capable de freiner la détérioration des termes d'échange. La place réservée à l'État était celle de principal instigateur du développement économique créant l'infrastructure nécessaire à l'expansion industrielle. Devant la difficulté évidente d'obtention de capital à cette fin, la CEPAL proposait de promouvoir l'accumulation capitaliste sans toutefois s'opposer à la participation du capital étranger. Bien au contraire, car celui-ci représentait la source la

plus probable d'augmentation du taux d'investissement pour implanter l'industrie de biens de capital, d'équipements de base et de biens de consommation.

Pour la CEPAL, "le sous-développement n'était que l'absence de capitalisme et non pas son résultat."¹⁴ Selon elle, on devait imputer les causes du retard à l'existence de latifundia archaïques ou aux activités liées à l'impérialisme commercial.¹⁵ Son influence se concrétisera par l'adoption de stratégies et de plans de développement qui ont été appliqués dans de nombreux pays, spécialement au Brésil, où l'on a apporté le plus grand soin à l'application du projet de substitution d'importations.

Si, pour l'Amérique latine, la question se posait en termes de "manque de capitalisme", cela était d'autant plus vrai en Afrique. En effet, le manque de capitalisme semble être une cause plausible des problèmes dans ces pays, dans la mesure où ils supportent le poids de ce système sans toutefois profiter des ses avantages. Ces avantages qui leur paraissent aujourd'hui possibles, s'ils étaient véritablement développés, c'est-à-dire s'ils concrétisaient ce que les pays qui les ont dominés ont fait dans leurs propres pays. Cette illusion idéologique bourgeoise chez certains dominés est intrinsèquement liée à la croissance du capitalisme sur une grande échelle et c'est grâce à elle que les pays développés continuent à exercer leur domination.

Dans son effort didactique de donner une idée des obstacles qu'il a fallu franchir pour l'élaboration d'une théorie des réalités "périphériques", Goussault nous apprend que la question du **rattrapage du temps perdu** était la base principale de ces théorisations qui

¹⁴ MANTEGA, op. cit., p. 42.

¹⁵ "... pour les structuralistes latino-américains, il s'agissait de transformer celle [structure économique et sociale] qui existait par correction des variables et de leurs rapports." GOUSSAULT, op. cit. p. 26

ont surgi avec une force toute spéciale à partir de la seconde guerre mondiale. Au lendemain des indépendances, les pays qui venaient de se libérer du joug formel et porteurs de potentialités économiques réelles les autorisant à revendiquer de nouveaux espaces, l'ont tenté, comme cela a été le cas en 1955, lors de la Conférence de l'Indonésie.¹⁶ Le climat historique était propice à cette illusion. A la suite de la seconde guerre mondiale, les pays développés -en se donnant les moyens de réparer les dommages de guerre- influencèrent les nouveaux pouvoirs des anciennes colonies.

Les dirigeants de ces nouvelles nations ont cru qu'ils conduiraient leurs pays à se libérer des mécanismes internes en partant des postulats suivants: la nécessité de mener à bien une croissance accélérée des forces productives grâce à la diversification des productions et à l'industrialisation et, pour ce faire, le besoin d'un État fort, chargé de valoriser tout à la fois les ressources matérielles et humaines, dans cet effort de croissance.

Tel fut l'espoir indépendantiste de recherche d'alternatives pour la construction d'un nouveau rapport de forces entre nations, rapport capable de renverser les rôles de dominants/dominés, à l'échelle mondiale, ce qui reviendrait à établir un nouvel ordre mondial. Influencés par les théories de l'époque, le sous-développement et ses conséquences sont tenus pour inhérents, c'est-à-dire **structurels** dans ces sociétés et leur différenciation par rapport aux pays centraux, loin d'être occasionnelle, était le résultat du rapport structurellement conditionné par la soumission et l'exploitation de certains pays par d'autres.

¹⁶ Parmi les grands leaders présents, citons G. A. Nasser et Nkrumah. Voir GOUSSAULT, op. cit., pp 14

Il existait encore une particularité surtout africaine dans la logique des nouveaux dirigeants (et leurs sociologues, économistes, et autres intellectuels) pour lesquels suivre le courant de pensée développementiste signifiait considérer la "société traditionnelle"¹⁷ comme un obstacle au développement car ses valeurs entraient en contradiction avec l'assimilation de comportements favorables à la modernisation. Ces "blocages multiformes" (Latouche) -réalisés par la société traditionnelle- existaient car cette dernière ne réalisait pas l'accumulation et que "la priorité [était] accordée aux investissements non ou faiblement productifs (rites et coutumes sociales, propriété foncière, troupeaux de prestige) et à la faible capacité d'épargne."¹⁸ Ces dirigeants occidentalisés travaillaient à partir d'autres concepts tels que: productivité, innovation technique, organisation rationnelle des ressources humaines et matérielles, institutions bancaires, structures commerciales, comptabilité, etc. Ces rapports obéissent à une hiérarchie fondée sur la compétence, la compétition politique transparente et démocratique, selon les normes bourgeoises. Pour eux, la société traditionnelle représente "des espaces connivents avec le colonialisme" lequel (leur) a légué cet espace pour "régner"¹⁹, c'est-à-dire que les pouvoirs de la société traditionnelle ont été préservés car ils étaient, d'une forme ou d'une autre, complices des métropoles.

Il était nécessaire d'acquérir une nouvelle vision du monde et d'abandonner le "domestique" qui caractérisait encore l'ancienne organisation sociale et familiale, de type

¹⁷ Le terme "société traditionnelle" reflète la pauvreté de la compréhension de ce qu'est, bien plus qu'une société traditionnelle -terminologie qui lui imprime d'ailleurs un caractère ancien, dépassé-, l'expression du mode de production domestique (Meillassoux), à savoir, un système économique et social complexe, en partie détruit par le colonialisme, mais encore capable de se reproduire selon son système, sous divers aspects. Cette société offrira une résistance lorsque la modernisation ira contre ses intérêts.

¹⁸ GOUSSAULT, op. cit., p. 16.

¹⁹ On considère le maintien de ce mode de production comme forme de redoubler l'exploitation. Nous reviendrons sur cet aspect du maintien du système domestique dans l'analyse de l'articulation de modes de production dans le cas du Mozambique

"étendue ou polygame, avec domination des aînés sur les jeunes, soumission féminine, allégeances claniques et tribales. Traits qui se répercutent sur la vie politique où dominent les solidarités ethniques et régionales, l'affirmation des particularismes et les conflits séculaires.²⁰ Ils avaient déjà assimilé l'idée de créer des institutions, résultat typique du capitalisme: dans le domaine de la santé, de l'éducation, du service militaire et, dans leurs pays, tous seraient encadrés et appuyés par l'État

Les théories de l'époque expliquaient qu'en conservant leurs anciens rapports, ces pays reflèteraient toujours les effets de leurs "situations de soumission structurelle". Contrairement à la société traditionnelle, la vision moderne s'appuie sur la critique des résultats néfastes de siècles d'exploitation et tout à la fois - de manière contradictoire, semble-t-il, l'acceptation de leurs paradigmes. Voilà comment naît, dans l'esprit de ces dirigeants, la prétention du rattrapage économique et politique, contestataire aussi bien du pouvoir colonial que du pouvoir traditionnel sur ces pays.

En termes génériques, ces efforts de modernisation ont été mis en oeuvre tantôt en donnant priorité au travail de transformation des mentalités, tantôt en partant de la prémisse qu'il était nécessaire de lutter, coûte que coûte, contre le "retard", par l'implantation de mécanismes tels que l'introduction du salaire, la monétarisation, l'urbanisation et que la transformation des mentalités serait conséquence de cette transformation du mode de vie. Or, à la différence du développement du capitalisme dans les pays centraux, la faible industrialisation de ces pays périphériques empêchera que soit résolu le problème de l'absorption productive de la population ce qui, de même qu'en Amérique latine, les maintiendra structurellement dans des situation similaires. La

²⁰ GOUSSAULT, op. cit., p. 16

révolution agricole européenne a été postérieure à l'industrialisation relative à la première révolution industrielle. Dès lors, la main d'œuvre qui a migré de la campagne vers la ville en conséquence de la modernisation du travail agricole, a pu être absorbée productivement par le secteur industriel. Dans les pays périphériques, en revanche, l'exode rural résultant de l'introduction de la mécanisation des travaux agricoles a poussé vers la ville une population qui est venue s'ajouter au contingent, déjà énorme, de désœuvrés.

Comme l'affirme Latouche, "Pour beaucoup de pays du tiers-monde, la "décennie" du développement s'est traduite par une industrialisation artificielle et une modernisation de l'agriculture qui ont engendré concrètement : exode rural et développement d'immenses bidonvilles, sous-emploi dans les campagnes et clochardisation des agriculteurs, destruction d'emplois urbains et artisanaux"²¹

Ce qui n'entrait pas en ligne de compte, c'était qu'à partir de la soumission de continents entiers au service du développement du capitalisme dans les pays centraux, une certaine condition structurelle était donnée, beaucoup plus structurelle que les structuralistes d'alors ont pu l'observer. C'est la raison pour laquelle il est impossible pour le sous-développement de se développer, les deux étant les deux faces de la même médaille, c'est-à-dire l'un étant condition de l'autre.

Le caractère excluant relève de la logique de ce mode de production et son expansion a lieu suivant les desseins de cette logique. Jamais, en termes capitalistes, ne se renversera ce rapport dominants/dominés, même dans des moments de grande mobilisation

²¹ LATOUCHE, Serge, Faut-il refuser le développement? PUF, Paris, 1986, p. 8.

populaire comme lors des indépendances. L'histoire montrera que le capitalisme, en s'étendant, utilise et marginalise des régions immenses jusqu'à ce que sa propre capacité d'exploitation soit remise en question.

Sans cette compréhension du capitalisme, le développementisme qui a collaboré à la compréhension de la société, n'a toutefois pas atteint son objectif: favoriser un changement radical des structures en vigueur.

5. Réflexion sur la politique du développement.

5.1. La dynamique interne.

Malgré le caractère illusoire de son point de vue - le problème était imputé à l'absence de capitalisme et non pas à son résultat - nous ne pouvons pas ignorer l'importance de la CEPAL pour l'essor de l'analyse de la dynamique interne des pays sous-développés. Voilà pourquoi il convient de commencer la critique par la mise en valeur des aspects positifs de cet effort. Son influence sur l'ensemble de la pensée latino-américaine et africaine a été marquante. Elle s'est fait sentir aussi bien chez ceux qui ont utilisé bon nombre de ses thèses - comme celle de la "détérioration des termes d'échange"- que chez ceux qui la critiquent et en reformulent les idées. Selon certains auteurs marxistes²², la principale critique que mérite la théorie du développement est que celle-ci, en proposant le capitalisme, reléguait au second plan la contradiction capital-travail, et escamotait la situation des classes sociales pour valoriser la lutte entre nations.

²² Nous faisons ici référence aux travaux de Fernando Henrique Cardoso, avant qu'il n'embrasse les idées néo-libérales pour être élu Président de la République (octobre 1994), et qu'il ne nous demande d'oublier tout ce qu'il avait écrit auparavant.

Les pays dépendants et périphériques ne sont pas le simple résultat des diktats des pays dominants. Leur rapport n'est pas un rapport linéaire de cause à effet. Sans nier le rôle dominant des pays capitalistes centraux, ni l'imposition impitoyable du profit, il ne faut pas négliger le jeu de forces internes d'un pays ni sa capacité de résistance. La dynamique interne et l'action des classes sociales a un poids considérable dans la configuration d'un pays. Dans le cas contraire, on ne parlerait pas de la solution cubaine de Fidel, du Chili d'Allende, des dictatures militaires de Medici et de Somoza, du Zaïre de Mobutu ni du Mozambique de Samora Machel. La négation des processus internes empêche la visualisation de situations non prévues par les formulations. Il ne s'agit pas de nier la possibilité d'étapes de croissance, mais d'en **reconnaître le caractère limité, ponctuel et source de déséquilibres majeurs**, suivant une évolution très différente de celle des pays dominants. Ainsi, en Amérique latine, des pays comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Venezuela et d'autres régions n'appartenant pas au monde capitaliste occidental développé, ont connu, dans l'après-guerre, une poussée de croissance industrielle et financière qui a fait naître un prolétariat urbain et une bourgeoisie.²³

Dans divers pays, on a assisté au développement des forces productives, par l'extension et la diversification du parc industriel, ainsi que par les taux de croissance économique élevés. Alors qu'en 1937, les pays capitalistes développés présentaient une production industrielle neuf fois supérieure à la production industrielle de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique, en 1959, cette supériorité n'était plus que de sept. Dans les années 60, la production industrielle du tiers-monde augmentait de 7% par an, tandis que le taux de

²³ Dans son ouvrage Chroniques de la servitude dans amazonie brésilienne (à paraître Karthala, Paris, 1996), Christian GEFFRAY, se réfère à la classe paternaliste qui serait une dénomination plus correcte, dans le cas de formations sociales où la logique capitaliste est empreinte de particularités qui échappent à "la nature du capital".

croissance des pays développés ne dépassait pas les 6^o%, ceci dans une période de croissance considérée exceptionnelle d'après les normes du capitalisme développé. La production manufacturière d'Amérique latine a pratiquement doublé entre 1937 et 1950.²⁴ Par ces données, nous voulons simplement indiquer qu'un certain seuil de développement des forces productives dans les pays dépendants a été atteint, entraînant la croissance des classes sociales liées à ce processus et une complexification de ces sociétés. Cependant, étant donné les caractéristiques de cet **effort d'industrialisation tardive**, la bourgeoisie urbaine s'est développée dans l'étroite dépendance de l'appareil de l'État et des accords avec les latifondistes.

Dans cet univers, le fait le plus choquant est que, de ce secteur de la population attirée de force vers la ville par l'industrialisation, une partie seulement ait été absorbée par la production. Les autres sont restés "en transit", c'est-à-dire à mi-chemin entre leur cadre de vie antérieur, l'univers rural, et une prolétarianisation synonyme de chômage. Sans possibilité de retour, libérées et arrachées à leur ancien cadre de vie, ces personnes sont abandonnées par la politique du développement, en tant que "sujets monétaires sans argent", ou "d'ex-prolétaires virtuels"²⁵.

Plus tard, au Mozambique, j'allais connaître cette réalité de manière beaucoup plus dramatique : des entassements humains dans les périphéries des grandes villes, si l'on considère ce qu'étaient ces gens et ce qu'ils sont devenus à partir du nouveau scénario imposé, d'abord par le colonialisme et ensuite par la politique de développement du Frelimo et de toutes les guerres qui se sont suivies.

²⁴ Données sur l'expansion du capitalisme en Amérique latine, en Asie et en Afrique dans les années 50 et 60, in DAWBOR, Ladislau, Introdução teórica à crise... Editora Brasiliense São Paulo, 1981.

²⁵ KURZ, O colapso da modernização, p. 136.

Le progrès, ce destin vers lequel toute la planète paraissait tendre, avait non seulement arraché les populations à leur ancien cadre de vie pour les livrer ensuite à elles-mêmes, quand il n'avait pas les moyens de les réinsérer, mais encore formé une population urbaine aux goûts "développés". Des besoins avaient été créés qui n'existaient pas auparavant et qu'il serait désormais difficile de satisfaire. Cette croissance a été porteuse d'innombrables limitations et de conflits mais configure une situation qui démontre le simplisme des théories stagnationnistes partagées par certains secteurs de la gauche, selon laquelle la seule alternative laissée à l'industrialisation était la révolution socialiste dans les pays périphériques

5.2. La "vieille" gauche

Bien que la ligne de pensée nationale autour de la politique de développement ne fût pas homogène quant au degré souhaitable d'intervention de l'État dans l'économie, par exemple, ou encore quant à la question de "l'aide extérieure", la nécessité de développer le capitalisme obtint l'adhésion de nombreux secteurs, y compris celle de la gauche traditionnelle.

Comme nous l'avons dit, le modèle démocratique bourgeois adopté par les partis communistes misait sur une alliance avec la bourgeoisie nationale, afin de franchir l'étape préparatoire de la révolution socialiste. Pour ce secteur de la gauche marxiste, le développement capitaliste national constituait l'élément progressiste par excellence. La "vieille" gauche réservait ses flèches à ce qu'elle considérait les grands obstacles : les séquelles du féodalisme et la dépendance face à l'impérialisme. La contradiction

progrès/retard était la pierre de touche²⁶ de sa ligne politique. Le développement du capital correspondrait aux intérêts de tout le peuple qu'il fallait regrouper dans un Front Unique contre les forces du retard

Il se trouve que le processus d'accumulation en Amérique Latine n'a pas eu lieu avec la bourgeoisie démocratique, à preuve l'appui inconditionnel accordé par celle-ci aux coups d'état militaires qui se sont succédés dans la région. Ces bourgeoisies ne se sont pas non plus montrées anti-impérialistes, comme le démontre la manière dont s'est manifestée "l'aide extérieure" à l'essor de l'industrialisation. Les dictatures militaires, à la tête du processus, montrèrent que le progrès de l'accumulation est allé de pair, dans certains pays, avec la détérioration du salaire des travailleurs. "Enfin, plus le capital est valorisé et plus les travailleurs sont exploités, plus on approche de l'apogée du développement capitaliste."²⁷

L'exploitation maximale dans les pays à la technologie avancée est fonction fondamentalement de l'accroissement de productivité du travail, c'est-à-dire de l'extraction de la plus-value relative. Dans les pays au pouvoir étatal fortement coercitif, associé, et pour cause, à une faible organisation du mouvement syndical, l'exploitation est fonction de la plus-value relative et de la plus-value absolue (et encore de la rente²⁸), ce qui fait baisser la valeur de la force de travail à des niveaux qui seraient intolérables dans les démocraties occidentales

²⁶ Voir REIS Filho, Daniel Aarão, A revolução falou ao encontro, Ed. Brasiliense, São Paulo, 1990.

²⁷ MANTEGA, A economia política brasileira op.cit. p. 76.

²⁸ Nous reprendrons cette combinaison lorsque nous aborderons l'articulation des modes de production en Afrique

5.3. La détérioration des termes d'échange.

Mantega et Moraes estiment que les théories de la CEPAL de détérioration des termes d'échange "avaient un certain pouvoir explicatif tant que le transfert de l'excédent vers les pays développés s'effectuait par l'intermédiaire de l'échange de marchandises" (mais qu'ensuite) "leur partialité ne fit plus aucun doute, lors de la redéfinition du rôle de pays comme le Brésil, par la division internationale du travail du monde capitaliste"²⁹. Car au Brésil et dans d'autres pays, à partir du processus de substitution d'importations, les entreprises étrangères produisaient pour le marché interne, remettant leurs profits à l'étranger et reléguant au second plan le transfert d'excédents par l'échange de marchandises. Analyser la dynamique interne des pays coloniaux et dépendants comme un simple reflet de la dynamique métropolitaine, c'est courir le risque de ne pas parvenir à identifier les forces et les contradictions internes.

La thèse de la détérioration des termes d'échange a influencé de très nombreux intellectuels, tels André Gunder Frank et Samir Amin. Cette vision amène à une de prise de position qui remet, d'emblée, le pouvoir de décision des destins du pays aux mains des élites dirigeantes, comme l'indique Meillassoux, à propos d'une critique faite à Samir Amin:

"Les choix qui consistent à écarter du débat le problème de l'exploitation du travail et par conséquent de la lutte des classes, pour n'envisager le sous-développement qu'à travers les échanges n'est pas sans implications idéologiques. Si en effet, le sous-développement trouve sa cause et son explication dans les mécanismes du commerce international, il se réglera entre États, comme les institutions internationales prétendent le régler (GATT, FAO, Conférence internationale sur les matières premières, etc.)... "Si, par contre, le sous-développement provient d'une surexploitation du travail, l'action politique

²⁹ MANTEGA Guido et MORAES Maria. *A economia política brasileira em questão, 1964-1975* Cadernos do Presente. Ed. Apic. São Paulo, 1978, p. 18

retombe aux mains des révolutionnaires de ces pays, débarrassés des tutelles de la coopération bien-pensante. En se situant au plan des échanges internationaux, les thèses d'Amin opposent des États dont les uns seraient les victimes des autres mais non des classes. Ces thèses sont en vérité tout à fait acceptables (et acceptées) par les bureaucraties locales à prétention nationale qui, si elles ne profitent pas à leur gré de l'exploitation coloniale, en sont néanmoins les complices ³⁰

Sur ce même thème, notons encore la critique contre certains secteurs marxistes qui privilégient l'analyse de la circulation plutôt que les conditions de production des marchandises. Car cette analyse prête à confusion lorsqu'elle considère les pays périphériques comme principale source de valorisation du capital, ce qui est en désaccord avec les idées de base de Marx sur le fonctionnement de l'accumulation capitaliste. Pour ce dernier, la forme privilégiée d'expansion de l'accumulation, dans les phases les plus avancées du capitalisme, est le développement de la productivité du travail, des forces productives, enfin, l'expansion de la plus-value relative. Ceci en fonction de l'introduction de machines, de nouvelles méthodes productives, de la baisse du coût de reproduction de la force de travail, etc. Dans ce contexte, la périphérie sous-développée opère comme source auxiliaire de l'accumulation originelle, du début du capitalisme, l'obtention de matières premières bon marché (pour diminuer la valeur du capital fixe et variable), l'élévation de l'échelle productive (avec l'ouverture de nouveaux marchés), l'obtention de ressources stratégiques et finalement, de conditions accordées aux métropoles pour faire face à la concurrence, sans toutefois substituer leur principale source de plus-value qui se situe dans leurs propres pays.

³⁰ MEILLASSOUX, Claude. Femmes, greniers et capitaux, François MASPERO, Paris, 1982, p. 142

5.4. La "nouvelle" gauche

Le développement a été le grand rêve de ce siècle. Principalement après la deuxième guerre mondiale et jusqu'aux années 70, on croyait à l'irréversibilité de l'histoire. La génération qui a été politisée dans les années 60, la "nouvelle gauche", croyait que l'irréversibilité irait de pair avec la victoire du socialisme. Le rêve était le même que celui de la génération de la "vieille" gauche, mais reformulé théoriquement. En d'autres termes, l'on considérait que l'implantation du socialisme n'était pas conditionnée aux accords avec la bourgeoisie ou à l'accomplissement préalable d'un processus démocratique bourgeois.

Nous avons dit plus haut que c'est au sein de l'économie bourgeoise que naît l'économie politique du sous-développement. Or, plus tard, des théoriciens marxistes non orthodoxes ou "néo-marxistes" - selon Goussault, en fonction de leur liberté théorique par rapport à l'orthodoxie des partis communistes pro-soviétiques - apportèrent une nouvelle contribution à ce thème.

Cet auteur explique qu'il y avait une identification relative entre l'école de la CEPAL et les analyses néo-marxistes dans la mesure où toutes deux étaient l'expression de la réaction contre les règles de l'exploitation en vigueur dans les rapports entre nations. Mais, à partir de cette base de départ, les deux grands champs analytiques empruntaient des voies différentes.

Ces élaborations, conçues principalement en Amérique latine mais également en Inde et en Afrique du Sud ³¹, étaient l'expression des mouvements sociaux qui se radicalisaient et qui exigeaient des propositions dépassant le vieux libéralisme et le réformisme de gauche des partis communistes, tel que le réformisme bourgeois de la CEPAL.

L'axe des propositions, en particulier quant à la notion du besoin de substitution d'importations, était le même. Cependant, elles se radicalisaient car elles se rendaient compte qu'il fallait pour ce faire sortir du cadre du contexte capitaliste. Pour la "nouvelle gauche" qui surgit dans ce contexte, l'accomplissement de cette étape ne pourrait arriver que dans le socialisme, donc par une voie différente de celle des pays où l'industrialisation avait eu lieu dans le cadre capitaliste.

Le développement en Amérique latine a été un **effort retardataire** de réencadrement de certains pays au développement tardif dans le système mondial de production de marchandises dans sa phase industrielle. Ce modèle a échoué. Le socialisme était alors la véritable alternative pour atteindre un autre niveau de vie pour les peuples qui ne l'avaient pas encore atteint car ils n'étaient pas parvenus à se dégager de leur place périphérique et dépendante du système capitaliste international. Dans le cas particulier des pays latino-américains, on pensait alors que le développement n'avait pas été conséquent en raison de la seule incompétence et des intérêts mesquins des élites pour financer un projet national, indépendant et progressiste. La "vieille" gauche avait été complice de la bourgeoisie dans la mesure où son projet, dans ce processus, était allé au-devant des événements franchement anti-nationaux, anti-démocratiques et dont la

³¹ Cf. GOUSSAULT, op. cit., p. 29.

résultante avait été une forme "monstrueuse" du point de vue de la configuration des formations sociales où ces efforts tardifs avaient été déployés.

Selon les analyses de la "nouvelle" gauche, la révolution bourgeoise qui n'avait pas encore eu lieu sur le modèle des pays dominants, ne pourrait pas être réalisée par la bourgeoisie de ces pays. Seul le prolétariat pourrait mener à bien ses objectifs dans les pays périphériques. Après avoir réalisé l'étape bourgeoise de transformation, il passerait ensuite sans interruption aux transformations générales, intéressant l'ensemble de la société. Le prolétariat était la seule classe à penser la société comme un tout et, en exerçant sa dictature sur les réactionnaires, il donnerait à la majorité de la population, la chance d'exercer les droits de choix démocratique d'une société qui en finirait une fois pour toutes avec toutes les formes de dictatures, avec toutes les formes d'imposition. Il fallait que le prolétariat fasse ce que la bourgeoisie n'avait pas fait car cette dernière, contrairement à ce qu'espéraient les partis communistes traditionnels, n'était ni nationale ni démocratique. Il fallait que le prolétariat prenne la tête dans cette course vers le progrès pour l'infléchir vers l'intérieur, vers les intérêts nationaux et populaires. Le marxisme-léninisme serait "l'arme-guide" de cette classe pour réussir à vaincre les capitalistes et leurs alliés.

Avant d'aborder l'étude de la pratique et des conséquences de l'action des marxistes-léninistes par rapport à leur projet de développement - le socialisme - je résumerai en trois points principaux le développement comme modèle directeur de la substitution d'importations, dans le cadre de la société capitaliste.

6. Conséquences

6.1. Le caractère non démocratique

Le processus d'industrialisation au Brésil a eu lieu dans le cadre de l'étatisme de la politique de développement, par le biais d'une alliance de la bourgeoisie industrielle avec des secteurs des oligarchies rurales. Cette alliance a permis un transfert d'excédents de la campagne vers la ville, sans entraîner de changements dans la structure agraire, ce qui a aggravé les conditions de vie de la population rurale. Du point de vue politique, on a assisté à un recul, résultat d'une plus grande concentration de l'économie, créant un climat politique qui laissait fort à désirer en matière de démocratie qui pouvait exister même dans la phase étatique des pays développés. Dans de nombreux pays périphériques, il a même fallu avoir recours à des gouvernements militaires clairement dictatoriaux. Autrement dit, l'étatisme dans les pays arriérés a assumé des formes dictatoriales pour garantir une accumulation économique et extra économique d'excédents, incompatible avec le fonctionnement authentique de syndicats libres et l'organisation de la classe ouvrière. Ceci configure une forme semblable aux formes violemment répressives assumées en Occident par le processus d'accumulation primitive de capital (Kurz).

Au Brésil, l'industrialisation a revêtu la forme de la "transformation bourgeoise conservatrice"³² car elle a conservé intactes les institutions politiques du pays, les intérêts économiques des oligarchies exportatrices de denrées d'origine rurale, en cherchant le

³² MANTEGA, Economia Política Brasileira op cit p. 27.

chemin de la conciliation. l'état dit de compromis, maintenu sur les bases autoritaires de la jeune république. En résumé, ce qui s'est passé peut être compris comme une industrialisation réalisée par le biais de la protection tarifaire et sur la base de l'infrastructure fournie par l'État, en conservant l'importance des oligarchies exportatrices de denrées alimentaires, tout ceci orienté et synchronisé par la planification étatale.

6.2. L'économisme de la politique de développement

Le souci des taux d'accumulation n'a pas conduit les pays à se développer dans le but de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'étranger ni de modifier le cadre morbide de la situation sociale de la population. Dès les années 60, Raul Prebisch³³, évaluait le résultat évidemment négatif dans l'aspect social pour la population et suggérait des abordages plus sociaux et politiques, puisque les résultats économiques ne suffisaient pas. Cependant, il ne suffit pas "d'introduire" la "question sociale", il s'agit d'analyser sous un autre angle les contradictions du capitalisme dans les sociétés à la croissance tardive, pour savoir quelle y serait la portée du "développement", si l'on maintenait les liens de dépendance par rapport aux pays hégémoniques.

Le développement a été compris comme la capacité d'atteindre un degré plus élevé en termes d'indicateurs économiques, en prenant comme référence les pays dominants ou développés et a finalement été responsable, tout au plus, d'une croissance de l'économie. Or, toute la population n'a pas profité de cette croissance et, pour la majorité, l'exclusion persistait. C'est à propos de cet échec qu'Edgar Morin dit que "La crise du développement,.... ce n'est pas seulement la crise des deux mythes majeurs de l'occident

³³ Haut fonctionnaire de la Banque Centrale argentine, qui est à l'origine des grandes lignes de pensée de la CEPAL.

moderne, la conquête de la nature (objet) par l'homme (sujet/souverain du monde), le triomphe de l'individu atomisé bourgeois. C'est le pourrissement du paradigme humanistico-rationnel de l'homo sapiens/faber, où science et technique semblaient accomplir l'épanouissement du genre humain".³⁴

Le mot **modernisation** signifiait recherche de l'actuel, du rationnel, du dernier produit développé. Ce sont les mots d'ordre "moderniser" et "développer" qui ont orienté les efforts de centaines de pays au cours de ce siècle. Les sociétés qui ont emprunté ce chemin tentaient de "rattraper" leur retard. Et elles le firent parfois avec un certain succès, pourtant invariablement accompagné de la croissance relative de la pauvreté. C'est la logique du capital elle-même qui fait que la croissance des réalisations économiques et industrielles ait entraîné l'augmentation de l'exclusion sociale, de manière beaucoup plus aiguë que dans les pays dominants.

La question semble faire la boucle sur elle-même. Les faibles résultats de ces efforts développementistes indiquent cependant la nécessité d'un autre point de vue.

La caractérisation du sous-développement comme phénomène essentiellement économique est critiquée par Latouche qui dit, à ce propos, que l'important "dans le raz-de marée provoqué par la pénétration occidentale n'est peut-être pas la destruction économique mais la perte de ce qu'il faut bien appeler 'l'identité culturelle' ".³⁵ Pour cet auteur, les facteurs économiques sont étroitement liés aux autres facteurs.

³⁴ MORIN, Edgar "Développement de la crise du développement", in MENDES, Candido (org) Le mythe du développement, Seuil, Paris, 1977, p. 255.

³⁵ LATOUCHE, op. cité, p. 165.

"Par exemple, si l'introduction du modèle agro-alimentaire des économies industrielles produit la ruine des paysannats du Tiers Monde, engendrant famine, prolétarisation rurale, exode massif et 'clochardisation' urbaine, ceci résulte de la destruction des capacités autonomes de réactions positives, de la perte de la maîtrise de son destin. Dans le drame du sous-développement/développement, la scène économique n'est sans doute qu'un leurre. Les théories économiques ont été aussi impuissantes à fournir une analyse correcte de la situation de sous-développement qu'à proposer des stratégies efficaces pour en sortir. Derrière le masque de la logique économique, une logique culturelle plus profonde serait en travail. En dénonçant l'impérialisme économique et en luttant pour le développement, le Tiers Monde se tromperait d'adversaire. Il travaillerait à son occidentalisation en profondeur".³⁶

De fait, il faut voir les sociétés périphériques avec d'autres yeux, c'est-à-dire, poser d'autres "questions que celles du PNB par tête".³⁷ Dans cette même logique de raisonnement, et devant ce résultat décevant de l'effort de développement, Goussault suggère une conception différente de celle qui a été mise en pratique dans les pays périphériques.

"Le développement doit être compris comme le mouvement par lequel les peuples se constituent sujets historiques de leur avenir, recouvrent avec la diversité de leurs cultures la maîtrise de leurs choix économiques, politiques et idéologiques".³⁸

Cette phrase renferme deux contenus. En premier lieu, elle lance un appel pour que les peuples occupent la place du timonier de ce navire qu'est l'histoire : les peuples comme sujets de leur destin. En second lieu, il cherche à situer, d'une part, le développement de l'économie par rapport au contexte social et, d'autre part, comme un **choix** harmonieusement lié aux spécificités culturelles, politiques et idéologiques des peuples : **le développement holistique de la société humaine**. On y trouve également des

³⁶ Id. Ibid.

³⁷ LATOUCHE, op. cit. p. 164.

³⁸ GOUSSAULT, Yves. "Tiers monde développement" de la socio-économie à la sociologie." *Revue Tiers Monde*, t. XXVIII, n° 112, oct-déc 1987, p. 772

croissance moderniste selon laquelle l'humanité est capable de construire une société où les hommes décident des chemins à prendre.

6.3. La barrière technologique.

Comme résultat de la politique de substitution d'importations, il a été prouvé qu'il était possible d'accumuler du capital dans le cadre de dépendance des pays impérialistes, contrariant en ceci les analyses des adeptes de la stagnation. Mais il a été tout aussi clair que croissance économique n'était pas synonyme de développement. Surtout, il était évident que l'effort modernisateur, à partir d'un certain moment, ne saurait passer outre les barrières technologiques. Le processus de substitution d'importations s'est ajusté à la production de marchandises semblables à celles des pays développés, suivant, entre autres, les prescriptions techniques appropriées à un autre stage de développement : technologies dispensant la main-d'œuvre, comme l'interprète Furtado³⁹ et demandant de gros investissements de capital.

Cette situation était aggravée par les caractéristiques monopolistes des entreprises qui s'installaient, utilisant de grandes sommes de capital en raison de la technologie sophistiquée et opérant une production à grande échelle, en flagrant contraste avec la précarité des marchés sous-développés. Dans son bilan de la phase de la politique de développement, Furtado constate:

"L'expérience a démontré qu'en Amérique latine, ce genre d'industrialisation substitutive tend à perdre de l'élan quand s'épuise la phase des substitutions "faciles", provoquant éventuellement la stagnation."⁴⁰

³⁹ FURTADO, Celso. Dialética do Desenvolvimento. 2a ed. Rio de Janeiro. Fundo de Cultura. 1964.

⁴⁰ FURTADO, Celso. Subdesenvolvimento e Estagnação na América latina. Civilização Brasileira. Rio de Janeiro. 1966. p. 39. in MANTEGA. A economia Política Brasileira. Op. cit. p. 85.

Le principal problème, dans ce genre de développement industriel, est d'être capable de produire de la technologie ou de se l'approprier à l'étranger et de disposer de capitaux propres pour réaliser les investissements; se donner, donc, la possibilité de réaliser un développement durable, sous l'impulsion du marché interne, avec des forces économiques et sociales nationales. La barrière de la technologie est conséquence du cercle vicieux qui existe depuis que ces sociétés "courent après" le mouvement du capital.

La formule développement = bien-être est bien un piège, en ceci qu'elle se fonde sur des modèles d'existence extérieurs. Quelle est donc véritablement cette idée de bien-être? Bien-être du point de vue de quelles habitudes, de quelles coutumes, de quelle société? Le bien-être, est-ce dormir dans un hamac ou acheter un ordinateur de dernière génération?

Latouche a sévèrement critiqué la position illusoire en ce qui concerne la définition du développement assumée par les théoriciens du tiers-monde et qui a abouti à une tentative d'imitation de ce qu'il aurait été dans l'Ouest européen.

Ainsi, pour la périphérie, le développement a été associé au progrès technique et à la croissance de la productivité du travail humain grâce au machinisme comme cela a été le cas dans le capitalisme classique. Comme exemple de cette imitation et dans le but de justifier que l'industrialisation est une condition nécessaire au développement, le gouvernement algérien le définissait ainsi. Il s'agit (le développement) "d'un ensemble de

techniques modernes mettant en oeuvre des machines dont le résultat est de permettre l'accroissement de la production et la baisse du coût humain".⁴¹

Adoptant ce point de vue, le tiers-monde se trouvera dans la position de celui qui court derrière le type d'industrialisation mis en application dans le premier monde sans jamais pouvoir le rattraper. Pire encore, à chaque nouveau réaménagement des conditions de productivité en Occident et à chaque nouvelle étape du développement technologique, il devient de plus en plus difficile pour les pays de la périphérie d'accéder à une position qui leur permette de participer au jeu de la compétitivité dans la production de marchandises. L'introduction de technologie moderne dans une économie périphérique à l'époque de la seconde révolution industrielle était réalisée principalement par le système de copie⁴². Dans certains cas, les industries importaient, outre les produits, des machines et des outils modernes et commençaient alors à en produire des copies; dans d'autres cas, les succursales de firmes étrangères en obtenaient les plans et les dessins auprès du siège social et commençaient à utiliser la technologie la plus moderne en payant des royalties pour l'utilisation de ces éléments.

Dans le monde de la troisième révolution industrielle, comme l'innovation représente le principal enjeu de la compétition capitaliste, la copie est devenue plus difficile. Non seulement les pays industrialisés interdisent l'usage de leurs brevets d'invention, mais encore ils se refusent à vendre certains biens, afin d'en éviter la copie ou le développement de certaines industries dans d'autres pays.

⁴¹ Le choix industriel de l'Algérie, Alger, Ed. SNED, 1975, p. 2, cité par LATOUCHE, op. cit., p. 9.

⁴² Cf. SAMPAIO, Plínio de Arruda, "Equilíbrio nas relações capital/trabalho - um requisito para a modernização", PUC, São Paulo, 1992, Polycopié.

L'exigence de modification de la législation de protection à la propriété intellectuelle des pays du tiers-monde comme condition préalable à l'approbation des accords de GATT et à la négociation de la dette extérieure constitue une autre manifestation de cette restriction à l'innovation technologique. On retrouve une autre forme d'expression de cette tendance, beaucoup plus perverse, dans l'accès à la connaissance scientifique. Comme l'a révélé l'ambassadeur brésilien Pinheiro Guimarães⁴³, le représentant des Etats-Unis a proposé, lors d'un congrès scientifique, que seuls aient accès aux conférences et aux séminaires d'échange d'informations scientifiques, les hommes de science venant de pays qui consacrent certaines quantités de ressources à cette finalité. Si cette proposition vient à être acceptée, les pays pauvres seront mis en marge, y compris de la connaissance de base requise pour avoir accès à la nouvelle technologie.

Le plus grand obstacle au développement est la technologie car, sans accès au savoir, les pays périphériques ne peuvent pas accompagner le progrès de la production et de la concurrence. Le développement de la technique s'opère par le besoin dans lequel se trouvent les entreprises capitalistes de réduire le temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises. Ce faisant, elles améliorent leur compétitivité, accroissent leurs gains d'un profit additionnel, en récompense de leurs meilleures conditions de productivité. L'efficacité atteinte est aussitôt rattrapée par d'autres capitalistes qui socialisent ainsi les techniques qui, dans un premier temps, pour être plus avancées, différaient de la moyenne. Cette socialisation engendre le besoin de créer de meilleures conditions de compétition, ce qui oblige à recommencer le cycle, révolutionnant de plus en plus les techniques, dans un processus qui a pour nom développement des forces productives. C'est la logique de la société productrice de

⁴³ PINHEIRO GUIMARÃES, Samuel "A nova ordem internacional, o Terceiro Mundo e o Brasil" Présentation à la 43^e Réunion de la SBPC, Rio de Janeiro, juil. 1991.

marchandises qui force ce développement, caractérisé par l'interdépendance entre la recherche scientifique et le processus productif.

Après la seconde guerre mondiale, le développement des forces productives a atteint des niveaux de plus en plus élevés. Le marché s'est mondialisé, augmentant la concurrence entre les pays impérialistes. Le tiers-monde adepte du développement a abandonné la course dans les années 70, lorsque sa tentative anachronique de rattraper "le train du développement" a perdu de sa force, devant le nouvel élan de la concurrence qui commençait à naître, caractérisant la nouvelle révolution industrielle. Comme nous l'avons dit, ces tentatives ont permis à certains pays d'atteindre un certain seuil d'industrialisation. Mais elles ont créé, parallèlement au parc industriel, une population de travailleurs sacrifiée et, pour le pays, un endettement très lourd. Tout le passif sur le compte de cette société n'a pourtant pas correspondu à la modernisation rêvée, c'est-à-dire "à sa reproduction cohérente dans le cadre de la concurrence globale"⁴³, aujourd'hui plus distante que jamais.

Pourquoi le gouffre qui sépare les nantis des démunis ne fait-il qu'augmenter, en dépit de toutes les luttes "gagnées"? Quel est donc ce processus si contradictoire, dans lequel la technologie a atteint des niveaux élevés, alors que, dans le même temps, la misère la plus absolue s'abattait sur une partie de plus en plus grande de la planète? Les pays exclus sont, plus que jamais, loin de rattraper le train du développement. Les exigences propres au haut niveau de concurrence rendent nécessaire une masse d'investissement initial impensable pour les coffres déficitaires du tiers-monde appauvri, désindustrialisé et endetté. Désindustrialisé car, dans cette course, les économies qui ont été désaffectées en

⁴³ SCHWARZ, Roberto. "Ainda o livro de Kurz", in Cadernos Novos Estudos, CEBRAP, São Paulo, no 37, novembre 1993, p. 136

raison de leur "incompétence" à suivre le rythme de la productivité, ont tendance à être éliminées de la circulation globale.

Actuellement, à l'époque de la troisième révolution industrielle, l'usage de la micro-électronique, de la robotique, de la biologie nucléaire et de l'informatique devient obligatoire. Voici que s'ouvre une ère où, plus que jamais, la connaissance devient le capital le plus important et la combinaison de la science, de la technologie et des grands volumes d'investissements en infrastructure déterminent la place de chaque pays dans l'ordre des choses.

Dans ce même cadre problématique, nous montrerons plus loin que les pays socialistes ne sont pas sortis de la logique de la production de marchandises et qu'ils ne sont jamais sortis de l'orbite de la compétition du marché mondial. Ce dernier exige, en échange d'une marchandise, une certaine quantité de valeur et moins la production de cette marchandise aura exigé de temps de travail social, plus cette valeur sera avantageuse dans les conditions de compétition. Les échanges entre pays socialistes et capitalistes étaient régis par les mêmes règles. Ceci a amené le monde socialiste sur la même voie que le tiers-monde. Il a "craqué" vingt ans après l'Amérique latine et pour les mêmes raisons : ils ne réunissaient pas les conditions de compétitivité.

Notre intention est d'étudier ce cadre historique afin d'aborder des questions qui se posent actuellement et qui nous renvoient aux chemins à suivre, autres que ceux qui renforcent la tendance destructive qui gagne de plus en plus de terrain.

B - LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL.

De tous les produits du génie humain, la connaissance est probablement le seul qui peut être transféré d'une personne à une autre sans que cet acte signifie une diminution du stock de celui qui l'a transféré. Toutefois, dans tous les domaines de la vie sociale, la connaissance est soumise à un ensemble de mécanismes qui en font le monopole, soigneusement protégé, de personnes ou d'institutions. La raison de cette apparente contradiction avait déjà été dévoilée par Bacon au début de la société capitaliste moderne: savoir est pouvoir. Diffuser le savoir implique le transfert de pouvoir et partant, la modification du poids relatif, du point de vue politique, de celui qui le transmet et de celui qui le reçoit. (BRYAN⁴⁵)

1. Introduction

Nous avons dit que la société actuelle traverse une crise profonde qui anéantit les aspirations à un monde plus juste et plus rationnel et, surtout, celles des pays périphériques à accéder au développement. Le processus de substitution d'importations a été paralysé dans les années 70 et, quelques années plus tard, l'autre modèle de développement, le socialisme réel, échouait également. Ce que ces deux modèles ont en commun, c'est d'avoir été les principales tentatives de réponse au besoin de modernisation. La cause de ces échecs donne lieu à de nombreuses polémiques. Si la plupart reconnaît l'existence d'une crise, nous sommes loin de l'unanimité sur les causes, les proportions, les significations et les implications de cette crise.

"La défaite du socialisme réel a apporté plus de certitudes que de doutes"⁴⁶. Pour beaucoup, elle signifie la preuve de la supériorité du capitalisme sur le socialisme et la

⁴⁵ BRYAN Newton A. Paciulli, Educação, trabalho e tecnologia, thèse de Doctorat en Méthodologie de l'Enseignement, soutenue à l'Unicamp, Campinas, São Paulo, en 1993. Conclusion, p. 1

⁴⁶ SCHWARZ, dans la préface du livre KURZ, "O colapso da modernização", op. cit. p. 9.

réfutation du pronostic historique de Marx ou encore la défaite de l'étatisme devant les sociétés de marché. Cette défaite, loin de représenter la victoire du capitalisme, en expliquerait "les tendances et les impasses"⁴⁷. Le socialisme réel ferait partie du même système mondial producteur de marchandises et son échec ne signifierait pas la victoire du capitalisme mais indiquerait une crise de l'ensemble du système. Cette crise, qui se propage de la périphérie vers le centre, s'est d'abord fait sentir dans le tiers-monde, avant d'atteindre les pays socialistes, et touche aujourd'hui certaines régions des pays riches. L'adoption du concept global de la crise se justifie par les éléments communs qui indiquent une nature semblable pour le socialisme réel et le capitalisme, sans pour autant négliger les spécificités de chacun.

Le rêve du développement est intimement lié à l'idée de la réalisation des promesses de la modernité. Les sociétés capitaliste et socialiste (celle-ci comme forme spécifique de celle-là) sont profondément attachées à leurs valeurs. Dans cette deuxième partie du chapitre II, nous verrons quels sont les éléments qui ont orienté la vision du monde des exécutants des projets de développement tardif au Sud et à l'Est. Pour ce faire, nous analyserons quelques-uns des idéaux de la période de la modernité. Nous expliciterons également le concept utilisé par Kurz de "société du travail", comme synonyme de système capitaliste ou producteur de marchandises et sa conception de crise structurelle actuelle de ce système.

⁴⁷ SCHWARZ, in KURZ, op cit., p. 10

Les critiques

De nombreux théoriciens esquissent, depuis longtemps, une métacritique de l'ensemble des sociétés actuelles. Or, tout au plus sont-ils parvenus à identifier leurs problèmes comme résultat des sociétés industrielles. L'écologisme, par exemple, qui a montré sa force au cours de la dernière décennie, révèle les effets collatéraux destructifs de l'industrialisation à tout prix dans toutes les sociétés. Kurz dénonce le fait que cette vision écologique prend son origine dans la philosophie pratique du pessimisme culturel, ignore la "conditionnalité historique des formations sociales réelles, interprétant les crises dans le sens ontologique...[voilà pourquoi] l'irrationalité du fondamentalisme -écologique et religieux- se fonde sur son impraticabilité, qui le rend capable d'exercer son rôle d'idéologie de légitimation négative".⁴⁸ (c'est nous qui soulignons)

Dans cette même ligne, Latouche analyse avec d'autres postures:

"Une fois reconnu l'échec du développement, si aucune alternative n'est possible, pourquoi bander ses énergies vers une impasse? ... Ce défaitisme dont on peut voir de nombreux signes dans le Tiers Monde n'est pas la cause de l'échec du développement mais bien sa conséquence, n'en déplaie aux docteurs-miracle de la Banque mondiale" ... et il ajoute: "Les politiques de 'retour aux sources' ou d'authenticité' servent le plus souvent de paravent pour masquer l'impuissance de couches dirigeantes en difficulté. Il est incontestable, en effet, que jusqu'à ce jour les politiques 'culturelles', qu'il s'agisse du retour à une identité perdue noire (la négritude) ou arabe (arabisation ou islamisation), ont été des gadgets idéologiques voire de sinistres farces... La perte de l'identité culturelle et la nostalgie de la socialité sont facilement récupérables par des idéologies du type fascistes"⁴⁹.

⁴⁸ KURZ, in op. cit., p. 181.

⁴⁹ LATOUCHE, Serge Faut-il refuser le développement? PUF, Paris, 1986, p. 201

Dans un autre genre de discours critique, nous trouvons ceux qui recourent à une conciliation de l'État et du marché. Cette vision part de l'identification de l'Est à l'État et de l'Ouest au marché et prône la convergence des deux puisque l'on ne peut se passer ni de l'utilisation des mécanismes de marché ni de la réglementation étatale. Ce discours ignore le caractère historique de ces mécanismes, le fait qu'ils soient tous deux "bons", comme nous l'avons dit plus haut, pour le fonctionnement du système. Les formations sociales de l'Est et de l'Ouest s'excluent superficiellement car leurs éléments constitutifs ne sont contradictoires qu'en apparence. La proposition éclectique de combinaison de l'État et du marché est totalement vaine. Il suffit de voir l'exemple de la proposition de Mosca⁵⁰ pour le Mozambique post-socialiste. L'État fort mozambicain est de plus en plus déstructuré en raison de la faillite du projet du FRELIMO et de la sujétion de sa politique économique au réajustement structurel imposé par le F.M.I. Quel genre d'interférence pourrait-il se répéter s'il n'est plus aujourd'hui qu'un État entièrement dépendant du financement et des dons externes, si ses cadres se sont dispersés et corrompus, si au Mozambique, le projet de remise sur pied du socialisme réel frelimiste a échoué? Quel qu'en soit son désir, le Mozambique d'aujourd'hui serait incapable d'avoir un État régulateur. Par ailleurs, les sociétés au capitalisme avancé n'ont pas renoncé à l'action de l'État comme appui du fonctionnement du capital.

La Chine nous offre une autre forme d'expression de cette illusion, avec son "socialisme de marché", comme si le caractère étatique du pouvoir pour soi n'était que synonyme de socialisme, de quelque chose qui s'oppose au capitalisme.

⁵⁰ MOSCA, João. "Papel do Estado no Pós-guerra e num contexto de Ajustamento Estrutural", in *Revue Estudos Moçambicanos*, nos. 11 et 12, CEA, Maputo, 1992.

Ces points de vue (écologiste, rapports d'équilibre État/marché, socialisme de marché et "retour aux sources") pris comme actuels et conclusifs de l'expérience de ce siècle, ne parviennent pas, en réalité, à expliquer les fondements des sociétés créées par la modernité

La proposition écologiste de transformation des sociétés industrielles ou de combat à leurs effets pervers, n'a qu'un effet ponctuel, même si le résultat de ces mouvements ont impliqué l'augmentation des financements que les organismes internationaux consacrent aux travaux liés à la préservation de l'environnement et aux questions écologiques. Ces injections de capitaux ne modifient pas substantiellement le panorama de dégradation environnementale car celle-ci provient de la disparition du caractère sensible du rapport de l'homme moderne avec la nature.

Après avoir exposé sa vision alternative de société, Latouche conclut:

"Quant à ces nouvelles civilisations dont nous pensons l'émergence inéluctable, à partir des décombres des sociétés meurtries, on ne peut qu'en préciser certains aspects négatifs: rompre avec le paradigme du développement, sortir de l'économie-monde, inventer une forme sociale originale en se réappropriant la connaissance des problèmes réels et en y apportant des solutions appropriées".⁵¹

Un tel horizon nous semble souhaitable, mais il demeure encore bien hors de notre portée. La critique que Latouche développe dans son livre porte sur les effets produits par la technique occidentale dans le monde sous-développé, effets contraires à ceux escomptés, lui condamnant ainsi les portes du développement.

⁵¹ LATOUCHE, op cit p 202

Bien évidemment, la science n'est pas neutre, elle existe en tant que rapport de pouvoir. Il est vrai que le processus de modernisation a effectivement entraîné toutes ces conséquences destructives auxquelles font référence les critiques faites à l'industrialisme. Son caractère destructif est encore plus évident dans sa phase actuelle. Il ne s'agit pas de l'escamoter mais, si elle veut être constructive, la critique ne doit pas se borner à dénoncer, elle doit s'attaquer à la pensée critique elle-même et à ses contradictions. Ne disait-on pas que le changement structurel du rapport de l'homme et de la nature passait par la transformation radicale de l'organisation sociale? N'était-ce pas là la prétention du mouvement socialiste international? Or, quelle alternative a-t-il présenté? Pourquoi la même vision d'absoluité scientifique de l'organisation sociale de la production a-t-elle été adoptée aussi bien par le capitalisme que par le socialisme réel? Lénine ignorait-il la non-impartialité de la science? Où est donc la critique et où est donc la pratique alternative de la gauche d'opposition au socialisme soviétique?

2. La modernité

La modernité est la période historique qui a surgi à la Renaissance, révolutionnant la société européenne. Contrariant la ligne de pensée traditionnelle, elle introduisait la notion selon laquelle l'homme est ce qu'il fait. Cette notion avait pour essence le désir que l'homme se libérât de la pensée religieuse. Conscient de sa propre valeur et de son pouvoir de réalisation, il occuperait la place de sujet du mouvement social. La modernité

"... a pour thème central l'identification de l'acteur social avec ses oeuvres, sa production, que ce soit par le triomphe de la raison scientifique et technique ou par les réponses apportées rationnellement par la société aux besoins et aux désirs des individus".⁵²

⁵² TOURAINE, Alain. Crítica da Modernidade. Vozes, Petrópolis, 1994.

Au lieu de la religion, la Révolution française a idolâtré la "Déesse Raison". La notion de l'empire de la raison universelle est apparue avec le siècle des Lumières et a traversé toute cette période historique. Dans les sociétés non capitalistes, anciennes ou actuelles, les hommes sont soumis à d'autres forces qu'ils créent eux-mêmes. Ils sont prisonniers de la tradition, comme dans la société domestique ou de l'idée de Dieu qui, instrumentalisée par l'église et la noblesse à l'époque du féodalisme, fut le centre explicatif de la création et de la société.

La philosophie de la modernité, en revanche, voulait transformer la raison universelle en un noyau autour duquel se dresseraient des sociétés organisées, libres et heureuses. Ce serait le résultat de l'action des hommes, et non pas un titre de noblesse ou l'obligation servile par rapport à un seigneur, qui déterminerait la place occupée dans la société. Tous seraient libres et égaux et le marché serait le terrain où se débattraient ceux qui voudraient y pénétrer.

On a déposé dans la modernité l'espoir de réalisation d'une société ordonnée, ayant à son service la technique⁵³ et la science, libre des préjugés et de la tradition, tout comme de l'arbitraire des gouvernants. Seul le triomphe de la raison pourrait garantir l'existence d'individus libres, reposant sur un ordre fondé sur la culture scientifique. L'horloge mécanique, par exemple, est synonyme de modernité. Comme le dit Marx, l'horloge, "créée par la production artisanale et par la science qui célébraît l'aurore de la société

⁵³ Sur la question de la technologie et du contrôle du savoir dans la modernité, nous avons pris pour base BRYAN, op. cit.

bourgeoise, se fonde sur l'idée de l'automate"⁵⁴ qui devint, plus tard, le fondement de la production industrielle. "Dans une société où "le temps, c'est de l'argent", elle est rapidement devenue un instrument indispensable et d'usage étendu. Pour les philosophes du XVIIIe siècle, l'univers lui-même était une horloge construite par Dieu -l'horloger suprême- et qui pourrait être déchiffrée par les hommes".⁵⁵

L'idée d'une science libératrice des pressions que la nature exerce sur les hommes a été partagée par ceux qui rêvaient à la possibilité pour l'homme d'être soulagé de l'effort que demandait le travail pour la satisfaction de ses besoins. Finalement, il devrait remplacer l'arbitraire et la violence par l'État de droit. L'humanité, agissant selon ses lois, établirait une correspondance entre l'action et l'ordre du monde. La modernité se proposait d'acheminer l'humanité vers l'abondance, la liberté, la fraternité et le bonheur.

L'être humain se distingue des animaux par sa capacité à projeter mentalement la construction qu'il fera pour la transformer en réalité: à savoir, à la fin du processus de travail, apparaît un résultat qui avait été préalablement idéalisé par le travailleur. Voilà ce qui distingue, nous dit Marx, "la meilleure des abeilles du pire architecte".⁵⁶ Cette supériorité de l'être humain devrait lui permettre de concrétiser les espoirs d'une société génératrice de bien-être.

⁵⁴ MARX, Karl, "Capital y tecnología Manuscritos de 1861-1863 al cuidado de Piero Bolchini, Ed. Terra Nova, Mexico, 1980, p. 90, ", cité par BRYAN, op. cit., p. 5.

⁵⁵ BRYAN, op. cit. , p. 6. Le pendule compensateur fut inventé au début du XVIIIe siècle par l'anglais John Harrison.

⁵⁶ MARX, Le capital (I), in BRYAN , op. cit. , p. 202.

Cependant, l'être humain est, comme tout, complexe et contradictoire. Il y a en lui un côté qui cherche à établir un rapport sensible à la nature et un autre qui défigure ce désir de rapport sensible, le transformant en un rapport brutalisé, contre la nature, partant contre lui-même. Il construit lui-même des sociétés dans lesquelles il plaçait la responsabilité des destins de l'humanité hors de portée de son pouvoir: il la confiait à Dieu ou à des objets, comme ce sera justement le cas de l'argent et des marchandises, dans cette période de la modernité.

2.1. La modernité a fait table rase de l'Afrique.

Faire table rase de tout ce qui représentait une entrave à la primauté de la raison en tant que principe d'organisation de la société: cette conception de la modernité est celle qui a eu le plus de répercussion sur d'autres peuples. L'un des textes les plus brillants sur la rencontre de mentalités de formations sociales différentes, en l'occurrence les Européens par rapport aux Noirs d'Afrique, est dû à Hannah Arendt⁵⁷, dans "Origines du totalitarisme".

Selon cet auteur, les mécanismes d'organisation politique et de domination des peuples étrangers "découverts" au cours des premières décennies de l'impérialisme furent au nombre de deux: la race en tant que principe de la structure politique et la bureaucratie en tant que principe de domination à l'étranger. Ces deux découvertes ont eu comme théâtre le continent noir.

⁵⁷ ARENDT, Hannah. Origens do totalitarismo. Anti-semitismo, imperialismo, totalitarismo. Chapitre III. Race et bureaucratie. Companhia das Letras, São Paulo, 1989.

La race a été une tentative d'expliquer l'existence d'êtres humains qui restaient en marge de la compréhension des Européens. Quant à la bureaucratie, découverte par l'intelligentsia européenne, elle repose sur une tradition de discipline militaire et s'est exprimée par l'administrateur qui gouverne "par rapports et décrets, plus sigileux qu'aucun despote oriental". "Massacres administratifs", massacres dans le but d'établir des communautés circonscrites et rationnelles (...) Le racisme et la bureaucratie se développèrent indépendamment, quoique leur combinaison permette une énorme accumulation de pouvoir et de destruction.⁵⁸

Arendt parle de la région sud de l'Afrique, Le Cap, qui servait depuis le XVII^e siècle d'appui logistique au commerce avec l'Inde. Vers la fin du XVIII^e siècle, l'Angleterre obtient le monopole du commerce avec l'Inde et cette victoire est suivie de l'occupation de l'Afrique du Sud. Dans les années 1870 et 1880, les découvertes des mines d'or serviront de catalysateur aux forces impérialistes et cette recherche sera commandée par "des sous-produits de la société civilisée et des aventuriers":

"Ceux-ci, [les Européens] loin de tout contrôle et de l'hypocrisie sociale, n'ayant comme toile de fond que le monde des autochtones, l'homme de bien et le criminel ressentaient non seulement les affinités d'hommes de même couleur et origine, mais également l'impact d'un monde qui offrait des possibilités infinies de crimes au nom du divertissement (...) sans aucune conséquence (...) face à des êtres humains (...) qui leur semblaient aussi incompréhensibles que des fous dans un asile"⁵⁹

Expliqué sous cet angle, celui de la **peur provoquée par l'inconnu**, l'esclavage des Noirs aide à élargir une perception au-delà de la nécessité économique. Vu ainsi,

⁵⁸ ARENDT, op. cit. p. 216

⁵⁹ ARENDT, op. cit. p. 220 et 221

l'esclavage a été une sorte d'ajustement entre le Blanc et le Noir. Les Bores se servirent du racisme comme instrument de domination dans cette société avant que l'impérialisme des Anglais ne l'exploite comme idée politique.

À propos des mécanismes politiques de domination impérialiste, Arendt affirme que la "race" a été découverte en Afrique du Sud et la "bureaucratie" en Algérie, en Egypte et en Inde.

Revenant sur la peur provoquée par l'inconnu, elle commente: "La race fut d'abord une réaction quasi-inconsciente face à des tribus dont l'humanité remplissait de frayeur et de honte l'homme européen..."⁶⁰

Quant à la bureaucratie, ce fut "le résultat de l'application de principes administratifs par le biais desquels les Européens avaient essayé de dominer des peuples étrangers considérés inférieurs et nécessitant de leur protection spéciale". En d'autres termes, "la race représenta la fuite pour l'irresponsabilité dépourvue d'aspect humain et la bureaucratie fut la conséquence de la tentative d'assumer une responsabilité qu'en réalité aucun homme ne peut assumer pour un autre ni aucun peuple pour un autre".⁶¹

Pour en revenir à la question générale et conclure, tout ce qui était considéré comme entrave à la mise en place de la politique de modernisation devait être supprimé. Qu'il

⁶⁰ ARENDT, op. cit p. 238.

⁶¹ Id. Ibid.

s'agisse non seulement des coutumes, des croyances et des sentiments, mais aussi et surtout des rapports sociaux de production traditionnels.

Cette modernisation était considérée comme une victoire de la raison elle-même qui, lorsqu'elle prévalait, ouvrait les portes à la science et à la technologie qui avaient atteint dans le capitalisme leur développement le plus haut et le plus rapide. Il fallait que tout soit détruit pour libérer le chemin, pour que soient garanties aux hommes d'affaires la sécurité et la prévisibilité nécessaires à leurs affaires. Cette pratique ne visait pas simplement l'application d'une idée. Elle reposait sur le développement de l'action du capital qui avait besoin de se libérer de la crainte du jugement du Dieu catholique, de la famille et des engagements politiques (Toussaint), comme nous l'avons signalé plus haut.

"Le génocide qui a si souvent jalonné l'expansion européenne fut également un épistémicide: on élimina des peuples étrangers car ils avaient des formes de connaissance étrangères et on élimina des formes de connaissance étrangères car elles s'étaient appuyées sur des pratiques sociales et des peuples étrangers. Mais l'épistémicide fut largement plus vaste que le génocide car il se produisit chaque fois qu'il fut question de faire des subalternes, de subordonner, de marginaliser ou de condamner à l'illégalité des pratiques et des groupes sociaux qui pouvaient constituer une menace à l'expansion capitaliste ou, durant une bonne partie de notre siècle, à l'expansion communiste (aussi moderne dans ce domaine que la capitaliste); et également parce qu'il eut pour cadre aussi bien l'espace périphérique, extra-européen et extra-nord-américain du système mondial, que l'espace central européen et nord-américain, contre les travailleurs, les Indiens, les Noirs, les femmes en général (ethniques, religieuses, sexuelles)."⁶²

Cet effort d'étendre, au nom de la modernité, l'action du capital partout dans le monde, donna un nouveau visage à la société humaine, résultat de l'imposition et de la domination du capitalisme occidental et de son interaction avec les sociétés non capitalistes pré-existantes.

⁶² SANTOS, *Pela mão de Alice*, op. cit. p. 283

2.2. La crise

Le questionnement de la modernité est apparu dans la mesure où la "foi" dans ses promesses s'est effondrée, la raison principale étant que ses potentialités furent réduites aux ordres du capitalisme. Ce faisant, elle a été confondue avec le développement et l'expansion du mode de production capitaliste. Dans cette promiscuité⁶³, les idéaux ont été adoptés, dans la mesure où ils convenaient aux besoins d'accumulation et d'expansion du capital.

Contrairement aux idées du siècle des Lumières, la raison mise en rapport avec la vision scientifique, est devenue le berceau d'une société qui a été dominée, plus que toute autre, par un autre sujet que l'homme: le sujet réifié. Cette société s'est appropriée la connaissance et la science, comme forces productives pour qu'elles servent l'objectif final du profit.

Les idéaux, créés avant que le capitalisme n'ait atteint sa phase d'industrialisation, n'ont été qu'en partie concrétisés, et uniquement en ce qui facilitait le développement et l'expansion du mode de production capitaliste. Ces idéaux étant opposés à la nature du capital, la modernité ne réaliserait jamais les idéaux d'égalité de fait et de fraternité, car il s'agit d'un système qui gère intrinsèquement l'exclusion de pans de plus en plus larges de population et de régions. La réalisation de l'égalité et de la liberté a permis aux hommes de se voir libres des entraves des sociétés non capitalistes, et ils sont tous devenus

⁶³ Terme utilisé par SANTOS, in *Pela mão de Alice...*, op. cit.

formellement égaux et libres de pouvoir acheter et vendre des marchandises sur le marché et, parmi elles, la plus importante la force de travail.

2.3. La modernité et le marxisme

C'est dans le commerce de la force de travail que réside le fondement du mode de production capitaliste. C'est dans ce rapport que se cache, par la mystification, l'exploitation réelle du travail. Afin de dévoiler le caractère mystifié de ces rapports, qui se fondent sur l'extorsion du travail d'autrui, Marx⁶⁴ a sévèrement critiqué l'économie politique qui a vu le jour dans la société productrice de marchandises.

Dans son oeuvre la plus importante, "Le capital", il développe une analyse des mécanismes de production capitaliste qui est reconnue même par les non marxistes comme "... le noyau nécessaire à toute tentative de comprendre les transformations massives qui ont balayé le monde depuis le XVIIIe siècle."⁶⁵ Il est donc reconnu que la pensée de Marx est l'un des piliers de la modernité. Son principal apport est d'avoir dévoilé le caractère fétichiste⁶⁶ que la marchandise, l'argent et le travail abstrait assument dans le capitalisme.

⁶⁴ Nous reviendrons plus loin sur les apports du marxisme.

⁶⁵ GIDDENS, Anthony, "A contemporary critique of Historical materialism" Berkeley, University of California Press. Cité par SANTOS, op. cit., p. 36

⁶⁶ Concept qui prend son origine dans la critique de la religion du XVIIIe siècle, considéré l'une des caractéristiques essentielles de religions primitives, in KURZ, O colapso da modernidade, op. cit. p. 235.

Outre cette métacritique du capitalisme, Marx a créé une théorie de l'histoire, le matérialisme historique, selon lequel les sociétés se substituaient, dans un processus évolutif qui implique naissance, maturité et mort/dépassement par une autre société. Les rapports que les hommes et les femmes établissent entre eux en vue de la production sont appelés rapports sociaux de production qui, avec les forces productives composent l'instance économique qui détermine en dernier ressort les autres instances du mode de production, à savoir politique, juridique et idéologique. Par forces productives, on entend la capacité sociale d'un certain niveau de productivité atteint, ainsi que l'être humain lui-même, apte à mettre en marche ce niveau technologique exigé par la productivité.

Marx développe les concepts de mode de production, où existe une intégration des forces productives et des rapports de production qui, par un processus de développement contradictoire, transformeraient ce mode de production.⁶⁷ Les contradictions qui s'établissent entre les forces productives et les rapports de production créent les conditions de la future transformation.

Ces concepts furent formulés afin de permettre une analyse globale du capitalisme et de soulever des hypothèses sur sa future direction.⁶⁸ Ainsi, Marx n'est pas seulement un analyste précis de la société de son temps, la société capitaliste, mais encore le diffuseur du communisme comme mode de production qui allait dépasser les limites du

⁶⁷ A ce sujet, on trouve la critique de réductionnisme économique au marxisme que nous aborderons plus loin.

⁶⁸ Il s'agit d'une autre critique importante faite au marxisme, le déterminisme évolutionniste sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

capitalisme, en élevant à son plus haut degré la science et le progrès, la liberté, l'égalité et l'autonomie.

2.4. "L'ambiguïté" de la modernité

Pour Marx, outre un nouveau mode de production, le capitalisme était la manifestation d'un nouveau et bien plus profond processus de civilisation, la modernité et, comme telle, signifiait un changement sociétal global.⁶⁹

Le capitalisme est synonyme de modernité mais celle-ci est beaucoup plus ample que celui-là et sa concrétisation n'arriverait véritablement qu'avec le dépassement de ce mode de production. En d'autres termes, le communisme serait un nouveau mode de production qui pousserait aux ultimes conséquences les aspects révolutionnaires que les capitalistes ont dû freiner lorsque leur propre condition de classe dominante s'est trouvée consolidée.

Ce double sens a fait que, d'une part, dans son caractère révolutionnaire, il défasse dans l'air toute la solidité féodale et crée une nouvelle solidité. "Tout ce qui est solide se défait dans l'air"⁷⁰; Marx voulait exprimer par là le caractère radicalement transformateur du capitalisme. D'autre part, il était vu comme un temps qui appartenait encore à la préhistoire, dans ce sens que la lutte des classes non seulement s'y prolongerait mais encore y atteindrait sa forme la plus explosive et la plus complète.

⁶⁹ SANTOS, op. cit., p. 25.

⁷⁰ MARX, Karl, Manifesto do Partido comunista, 1948, in SANTOS, op. cit., p. 25.

Santos juge contradictoire le fait que Marx soit anti-capitaliste tout en étant moderniste. Selon nous, cette opinion est le résultat de la non compréhension du caractère ambigu qui existe dans la modernité elle-même et qui s'exprimera dans la pensée de Marx. De fait, il célèbre la modernité tout en condamnant le capitalisme. Tel est l'aspect complexe du marxisme ou plutôt du caractère de la modernité que Marx ne fait qu'exprimer.

Latouche critique également la contradiction contenue dans la vision de Marx, cette fois-ci quant au rôle que ce dernier attribue à la concurrence, en ces termes: "Cette force de croissance du capital (fût-ce au détriment du prolétariat) est aussi la source de l'anarchie de la production et de la crise (qui est bien aussi crise d'accumulation). Le rejet du credo libéral devrait entraîner tout de même le rejet du rôle positif attribué à la concurrence".⁷¹ Suivant ce raisonnement, Latouche considère que la pensée de Marx est non pas dialectique mais contradictoire. De même que "la foi inébranlable de Marx dans le caractère dynamique de la bourgeoisie... est plus le cri d'admiration du petit bourgeois libéral rhénan opprimé par le régime cléricalo-féodal prussien que l'analyse du révolutionnaire prolétarien."⁷²

Marx fut un défenseur enthousiaste de la modernité et du caractère révolutionnaire du capitalisme. Or, son analyse cherchait également à montrer le caractère contradictoire de ce mode de production. Alors qu'il avait franchi les barrières du traditionnel, des organisations sociales archaïques, le capitalisme tendait à se transformer, à partir d'un

⁷¹ LATOUCHE, Faut-il refuser le développement?, op. cit. p. 28.

⁷² Ibid.

certain moment, en une barrière à l'essor des forces productives qu'il avait lui-même mises en marche.

La modernité contient en soi cet aspect contradictoire. Elle est "l'accoucheuse" du capital et c'est en ceci qu'elle est révolutionnaire car elle a permis à l'homme d'approfondir la connaissance de la nature, en portant la science et la technique à un niveau de développement jusqu'alors impensable. Elle a créé des conditions matérielles qui étaient innaccessibles dans les sociétés précédentes. Les sociétés non capitalistes traditionnelles n'auraient jamais été incitées à développer les forces productives qui résultent, dans le capitalisme, de la concurrence aveugle entre les producteurs individuels. Cependant, elle est par ailleurs réactionnaire quand elle empêche le contrôle du processus de travail et de connaissance par l'ensemble de la société, les réservant à l'usage de la bourgeoisie. Et elle est incompréhensiblement monstrueuse lorsqu'elle paralyse "d'énormes quantités de ressources humaines et matérielles"⁷³ au moment où celles-ci, lors des crises cycliques, ne peuvent plus remplir l'objectif d'obtenir du profit. Mais c'est justement sur la base de ce processus contradictoire qu'elle a créé "un élargissement énorme des besoins et des possibilités des individus."⁷⁴

Les aspects positifs et négatifs du capitalisme ne peuvent être jugés en termes moraux. L'idée que la concurrence sous la forme destructrice que nous lui connaissons puisse posséder son côté émancipatif est une idée complexe. D'autant plus si l'on considère le côté strictement matériel. Mais c'est précisément sur cette base matérielle, qui a atteint

⁷³ KURZ, O colapso da modernização, op cit., p. 28.

⁷⁴ KURZ, op. cit., p. 29.

son apogée à partir de la troisième révolution industrielle, que se construisent les bases d'une nouvelle époque. Si l'on s'en tient au seul aspect matériel, on ne crée pas "l'homme nouveau". Ce que l'on crée, ce sont les conditions matérielles d'existence de l'homme nouveau. Possibilité, répétons-le, car sous son aspect destructeur, la logique du profit ouvre les portes pour que, au lieu d'un processus nouveau, s'installe la barbarie. Au stade de développement de l'histoire de l'humanité actuelle, nous nous trouvons au moins devant ces deux possibilités.

Confirmant le pronostic central de Marx, le développement des forces productives a conduit la société capitaliste à une impasse. Il existe aujourd'hui une crise structurelle et profonde. Pour Marx les crises cycliques conduiraient à ce que la bourgeoisie soit amenée d'une part, à détruire, de temps à autres, une masse de forces productives, et d'autre part, à rechercher de nouveaux marchés et à parfaire l'exploitation des anciens marchés. Mais ces solutions ne sont pas définitives. "A quoi cela aboutit-il? A préparer une crise plus générale et plus formidable et à diminuer les moyens de la prévenir."⁷⁵ (c'est nous qui soulignons)

Le développement des forces productives et la globalisation du système producteur de marchandises a porté à l'échelle planétaire la concurrence entre pays. Cette logique qui "convainc" de la nécessité d'entrer dans la modernité est aussi celle qui exclut de la concurrence les pays ayant pris le plus de retard, invalidant ainsi les efforts de nombre d'entre eux pour s'intégrer à la modernité. Cette marginalisation à laquelle est confiné un nombre sans cesse croissant de régions est l'expression de la crise globale du capitalisme.

⁷⁵ Kurz, op. cit. p. 40.

Ce phénomène, qui se vérifie aujourd'hui, avait été prévu par Marx. Le noyau dur de sa pensée dont la vérification historique est chaque jour plus indéniable, est le point de départ de la recherche sur l'histoire de l'actualité. Et c'est sur ses bases que j'ai l'intention de créer la toile de fond pour la compréhension de ce que j'appelle le piège dans lequel est tombée la gauche marxiste de notre siècle. Il ne serait pas possible autrement de saisir les mécanismes communs aux sociétés de la modernité. J'emploie ici le pluriel car je fais allusion à la modernité en tant que synonyme du capitalisme et du socialisme (celui-ci en tant que forme non déclarée, non assumée et spécifique de celui-là).

Dans son oeuvre, Marx saluait le début d'un cycle, dans la sienne, Kurz s'inspire de sa fin présumée, nous dit Schwarz, en nous montrant qu'il y a entre eux une même base théorique d'analyse. Ainsi, les formations sociales du capitalisme et du socialisme réel font partie de l'époque moderne et la crise du socialisme réel n'est qu'une expression avancée de la crise globale du capitalisme.

Jusqu'au milieu du XXe siècle, le développement du capitalisme n'avait pas encore assumé un visage qui puisse donner raison à la critique de Marx (Kurz). C'est probablement pour cette raison que sa logique demeurait obscure. Aujourd'hui, l'escalade implacable de la productivité à laquelle oblige la concurrence économique, exige des niveaux de qualification, d'organisation, d'infrastructure, de technologie et de science dont les pays périphériques se distancient de plus en plus (Schwarz). Tel Tantale exposé à la torture dans la mythologie grecque: tout semble à portée de la main, cependant tout est inaccessible.

2.5. Le sous-développement comme création capitaliste.

Quoique ne partageant pas l'avis de Latouche sur le caractère contradictoire de la concurrence, de la bourgeoisie et du capitalisme chez Marx, je considère importante sa contribution à la compréhension du phénomène du sous-développement.

Dans la première partie de ce chapitre, j'ai dressé un bref relevé des principales théories sur le sous-développement pour en conclure qu'aucune d'entre elles n'a permis un abordage d'analyse qui touche véritablement à la problématique de la périphérie.

Le courant le plus radical, pour utiliser le langage de l'époque, était celui de la nouvelle gauche qui, sans toutefois croire à l'existence d'une bourgeoisie nationale démocratique et intéressée à participer à un gouvernement démocratique, postulait que le seul chemin pour sortir du sous-développement était celui de la révolution socialiste suivie de l'installation d'un pouvoir dirigé par les classes opprimées. Cette version est celle qui a orienté les nombreuses tentatives révolutionnaires.

Pour en revenir à ce que nous disions plus haut, tous ces projets de développement au tiers-monde ont échoué. Or, à chaque échec, apparaissaient de nouvelles propositions d'un développement "véritable". L'histoire de notre siècle se résume ainsi: une suite de tentatives, aussi bien de droite que de gauche, arborant toutes la bannière de la recherche du développement comme synonyme de bien-être sur le modèle du style de vie occidental.

Promouvoir une politique d'accessibilité au capital initial nécessaire pour entrer dans la concurrence, c'est-à-dire, franchir les barrières qui séparent les pays du développement, c'est ce que promettent encore tous les futurs dirigeants dans leurs campagnes politiques. Cependant, les gouvernements se succèdent, les coffres publics se vident et il y a de plus en plus de déséconomies. Les projets de développement en Amérique Latine, le socialisme dans les pays de l'Est européen, les tentatives de développement en Afrique sont tombés les uns après les autres comme un château de cartes.

Force nous est de reconnaître que, malgré les efforts et les espoirs, les analyses sur le caractère du sous-développement comportent toutes un vice de forme. Latouche dénonce l'économie politique bourgeoise et le marxisme en ceci qu'ils ne fournissent pas les conditions d'une explication du sous-développement. Ils se bornent à expliquer le développement.

Les préambules de cette affirmation reposent sur le fait que les conditions qui furent celles du développement connu dans le premier monde sont des facteurs historiques, spécifiques et non transmissibles. Le développement est une expérience historique qui s'est déroulée en Europe de l'ouest, s'étendant par la suite à quelques régions très limitées.

Latouche ne croit pas que le capitalisme soit une machine automotrice, mais un accident ou plus exactement une suite d'accidents historiques. Il insiste sur le caractère historique du capital. Ce qui suppose que son existence a dépendu de certaines situations qui ne

peuvent pas se répéter. Cette explication nous semble d'autant plus importante qu'elle était totalement absente de la pensée de la gauche qui militait pour les révolutions socialistes. Il est probable que nous ayons là l'un des chaînons permettant d'expliquer le grand piège qui a entraîné les bonnes intentions du mouvement socialiste de ce siècle à leur perte.

Mais d'où a donc surgi l'illusion quant à la répétition de la modernité dans les pays dominés? D'où a surgi la croyance dans le développement qui serait la meilleure manière de reconstruire ces sociétés?

La réponse se trouve dans le fait que le sous-développement représente justement l'incapacité d'un peuple à se donner ses propres réponses à ses problèmes de subsistance. (Latouche). Son univers culturel a été détruit ou profondément dévoyé et le fait de faire sien la réponse du dominateur est la preuve la plus flagrante du degré de destruction auquel il a été soumis.

Le sous-développement est donc le processus de déculturation engendré par l'occident, c'est "l'occidentalisation du monde". Déculturation et occidentalisation, selon Latouche, sont les deux faces d'un même problème, d'un même phénomène.

La modernisation, qui atteint son degré le plus élevé en Occident, entraîne avec elle la défaite d'autres régions. L'aspect monstrueux du processus de civilisation du capitalisme est qu'il avance selon ses intérêts, organisant et désorganisant à son gré le reste du monde, et se retirant à sa convenance, peu lui important les dégâts occasionnés chez les autres. Ceci est l'un des aspects les plus destructifs de cette culture qui concernent la

pratique moderniste de qualification, d'encadrement, de classification de l'autre selon sa vision du monde, et qui a provoqué l'extermination de peuples et de leurs oeuvres, au nom de la vision idéale du monde. Ceci est lié, d'une certaine manière, à l'idée de la table rase sur laquelle nous reviendrons plus loin, dans le cas concret du Mozambique. Pour l'instant, nous nous en tiendrons au concept de sous-développement que nous employons depuis le début.

Nous caractérisons le sous-développement par le retard des conditions techniques de production, dans une société dont la logique est la productivité pour l'obtention du profit et par l'existence de conditions de vie inhumaines et misérables. Par contre, une société non capitaliste, à la productivité très basse, utilisant des instruments de production rudimentaires, ne peut pas être considérée sous-développée si elle applique une logique de production propre et si on y retrouve les mécanismes internes de reproduction sociale. Pourquoi les indiens d'Amazonie devraient-ils être considérés arriérés, non développés? Pourquoi la société domestique d'Afrique australe serait-elle vue comme sous-développée? Tout simplement, ces sociétés sont ou étaient, ont existé et fonctionné. Ce n'est qu'à partir de la présence capitaliste en leur sein qu'a débuté un phénomène de sous-développement. Dans ce sens, les concepts de développement et de sous-développement ne peuvent être utilisés que dans le cadre de la logique du capitalisme. Ils sont les deux faces d'une même médaille. Tous deux sont des phénomènes de l'histoire moderne, le sous-développement ne signifiant pas une phase précédant le développement. Les pays sous-développés ont mûri dans cette condition qui a débuté au moment où ils sont entrés dans le système producteur de marchandises.

2.6. L'aspect de la modernité qui a été réservé à la périphérie

La vision de Goussault selon laquelle "le développement n'est rien d'autre que le travail des sociétés sur elles-mêmes et donc le contraire d'un volontarisme et d'une évolution linéaire vers une finalité utopique"⁷⁶, est, pour nous, la plus profonde et la mieux étayée à ce sujet. C'est celle qui comprend la croissance harmonieuse des secteurs économiques et sociaux, les bonnes conditions de vie pour la population et l'homogénéisation du pays, afin de réduire les différences régionales. Elle s'oppose aux points de vue de ceux qui traitent l'économie séparément du social et du politique. Comme nous l'avons vu, à l'inverse, le développement de l'Amérique latine a apporté comme conséquence une croissance vertigineuse de la concentration des richesses et des inégalités sociales et l'augmentation des différences régionales.

La question est de savoir si, par hasard, la réalisation du développement dans les termes définis par Goussault serait possible, au sein du capitalisme lui-même. Il semble qu'il serait absolument impraticable en raison des conditionnements propres à la logique du capital, clé de voûte de la modernité. Les illusions sur les aspirations abstraites de la modernité ont amené tous les pays -qui se sont soumis aux intérêts du capital, à partir de la "rencontre" avec l'Occident sous ses formes coloniales et impérialistes- à demeurer prisonniers du mirage du développement.

L'appel à une vision plus ample et plus profonde de développement fait partie du patrimoine que nous devons préserver en fonction de la construction d'une société

⁷⁶ Lettre de GOUSSAULT, Yves du 16 juillet 1994 à l'auteur

différente. Les illusions de développement dans la logique du capitalisme ont été frustrées et à l'opposé de ce que dit Goussault. En Amérique Latine, depuis l'indépendance, la participation à la modernité était un impératif. En Afrique, on tenait un discours semblable, à savoir industrialiser pour rattraper le progrès du monde. En quels points et pour quelles raisons ces pays se sont-ils éloignés de la norme civilisée?

Le sentiment de modernité était un point pacifique car celle-ci semblait accessible et stable. De plus, elle était appliquée dans les pays qui servent de modèle. Au Brésil, "... [si] nous avons déjà remplacé l'esclavagisme par le travail plus ou moins libre, rien n'empêche que l'élite s'auto-réforme et passe du clientélisme à l'attitude rationnelle, du *coronelismo*⁷⁷ à la citoyenneté, de la corruption à l'honnêteté, du protectionnisme à la concurrence".⁷⁸

"Quand il atteste l'historicité de la modernisation, en la considérant comme processus mondial effectif, en voie d'engorgement, et non pas comme collection de normes abstraites, Kurz déstabilise ce cadre de certitudes. S'il est vrai que la modernisation a emprunté un chemin qui n'est pas à la portée de notre bourse et qui, de surcroît, ne crée ni les emplois ni la citoyenneté promis, qu'en sera-t-il de nous? Et si l'aspect de la modernisation qui nous a été réservé, ainsi qu'à d'autres, était cette désintégration actuellement en cours?"⁷⁹ Voilà bien ce qui nous préoccupe.

Grand propriétaire de terre au nord-est du Brésil.

⁷⁸ SCHWARZ, "Ainda o livro de Kurz", op. cit., p. 137

⁷⁹ Ibid.

3. Le contrôle du savoir.

Le rapport de l'homme à la nature est la base de l'accumulation de sa connaissance qui permet, à son tour, la domination de la nature et son utilisation selon ses intérêts. Toutes les sociétés humaines se caractérisent par la manière dont elles créent et diffusent le savoir capable de répondre aux besoins de production et de contrôle. Le mode d'acquisition de cette connaissance est spécifique à chaque époque historique. Ce qui différencie une société d'une autre, ce n'est pas ce qui est produit, mais la manière dont on produit (Marx). Le paradigme sociétal est lié au paradigme épistémologique.⁸⁰

Le coton a été le résultat de rapports de production esclavagistes, féodaux, domestiques et capitalistes. La vision et le traitement donné à la connaissance et à sa diffusion par l'éducation vont de pair avec l'organisation de la société. Dans la société domestique mozambicaine, par exemple, le savoir est détenu principalement par les guérisseurs, les sorciers et par les vieux qui, pour cette raison, conservent leur domination sur les plus jeunes.

Or, dans aucune autre société, le savoir n'a été si séparé du producteur que dans la société capitaliste. Dans les sociétés domestiques et féodales, le travailleur est détenteur d'une connaissance relative, tout au moins d'un savoir-faire nécessaire à la production de biens. Le système producteur de marchandises va bouleverser la manière d'être des sociétés qui lui ont succédé, et démolir tout ce qui était considéré archaïque et obstacle à l'expansion de la nouvelle société.

⁸⁰ Cf SANTOS, *As mãos de Alice...* Op cit

3.1. L'organisation du travail dans le capitalisme

L'un de nos objectifs étant de parler des grandes difficultés qui ont entravé les projets de développement des pays périphériques, le coeur de la question nous semble tenir à l'impossibilité d'accès au savoir de ces pays et les conséquences au niveau de la production et de la concurrence. Pour rendre compte des faits concernant cette question, nous avons eu recours principalement au travail de Bryan,⁸¹ qui retrace l'histoire du savoir et de sa transformation, à l'époque moderne.

Les théoriciens qui ont mené à bien une étude critique du système capitaliste ont vu dans le contrôle du savoir sous la logique de la production de marchandises fétichisées, le fondement de la manière d'être de l'exploitation de ce système. Ils en ont donc conclu que, pour le dépasser et construire une société démocratique et égalitaire, il fallait qu'existe un autre système de création et de diffusion du savoir.

Comme rapport de lutte pour le contrôle du pouvoir, le savoir a été utilisé par la bourgeoisie, aussi bien pour dominer que pour essayer d'empêcher la domination par les travailleurs. Ce qui nous intéresse ici c'est de mettre en lumière le mode capitaliste d'organisation du processus de travail selon la science moderne, et son application postérieure dans la société soviétique. Comme nous le verrons, les dirigeants soviétiques croyaient au taylorisme comme moyen de socialiser le savoir technique et de réaliser la proposition d'enseignement technologique formulée par Marx (Bryan).

⁸¹ Bryan, Newton A. Paciulli, "Educação, trabalho e tecnologia", thèse de doctorat en Méthodologie de l'Enseignement, soutenue à l'UNICAMP, 1993, Campinas, São Paulo.

Le taylorisme étant un produit purement capitaliste, son application ne pourrait gérer autre chose que le capitalisme et c'est ce qui s'est produit dans le socialisme réel, même s'il a assumé une forme "différente" de celle du capitalisme occidental. Voilà un argument de poids pour considérer le socialisme réel comme forme spécifique du système producteur de marchandises.

3.2. L'histoire.

"A l'aube de l'âge moderne, au moment où une nouvelle science fondée sur la méthode expérimentale était en construction, Francis Bacon déclare que le savoir engendre le pouvoir et propose que l'on organise des moyens pour unir la science à la technique en vue de la promotion du développement économique. Quelques décennies avant de déclencher la révolution dans l'économie et dans les techniques qui ont assuré plus d'un siècle durant son incontestable puissance industrielle, l'Angleterre promulguait en 1719, la première loi interdisant l'émigration de ses travailleurs qualifiés... et empêchait ainsi que ses concurrents utilisent le génie de ses travailleurs en reconnaissant, par cet acte, que son pouvoir économique était étayé sur le savoir technique de ses artisans-ingénieurs. Elle ratifiait ainsi, dans la pratique, la thèse baconniene."⁸²

La question de la connaissance et de son appropriation dans l'histoire des sociétés humaines est la clé qui permet de comprendre le genre d'organisation que les hommes adoptent pour produire et pour distribuer, de même que la lutte autour du pouvoir dirigeant.

Les transformations techniques et organisationnelles subies par le processus de travail dans le capitalisme ont révolutionné le système d'apprentissage caractéristique de l'époque féodale. Le capitalisme, lui faisant suite, a été obligé de détruire les formes de

⁸² BRYAN, op cit. p 1

connaissance propres à ce mode de production. Ce en raison du contrôle que les corporations de type artisanal exerçaient sur l'apprentissage, interdisant la diffusion de la connaissance du métier, contrôle incompatible avec les nouveaux rapports sociaux de production qui se développaient.

Ce qui se caractérisait, à l'époque des corporations, par la division entre les divers métiers, comme les charpentiers, les joailliers, les fondeurs, s'est peu à peu intégré aux figures des artisans-ingénieurs qui ont alors travaillé ensemble dans les ateliers de construction de machines-outils. Le résultat de la coopération de ces artisans, horlogers, producteurs d'instruments optiques et de moulins, qui sera la base de la création des machines-outils modernes, indique un profil du contrôle du savoir différent de celui de la corporation, quoique très différent encore de ce qui se développerait plus tard dans le capitalisme plus avancé.

C'est la croissance de ce genre de production elle-même qui provoquera la crise et exigera un autre genre d'organisation du processus productif et du mode d'acquisition et de diffusion du savoir. En effet, il était de plus en plus difficile d'assurer la formation des artisans-ingénieurs selon les modèles antérieurs qui exigeaient l'exercice du travail coordonné à celui d'autres artisans et avec les scientifiques des communautés académiques. Avec la mécanisation de la production, les travailleurs qualifiés se voyaient peu à peu remplacés par de simples ouvriers. Cette période de la première révolution industrielle s'est caractérisée par la croissance du prolétariat urbain, accompagnée de conditions de travail extrêmement dures dans les fabriques.

En temps de crise, le besoin du capital de se libérer des artisans -travailleurs qualifiés détenteurs d'un pouvoir de négociation- qui arrivait à s'opposer aux intérêts des capitalistes, propriétaires des moyens de production, se faisait sentir. Voilà pourquoi il leur fallait assujettir totalement les travailleurs, ce qui ne serait possible qu'en parvenant à isoler complètement le producteur de la connaissance.

Du point de vue de l'organisation du travail, le capitalisme n'a atteint un niveau d'expansion que lorsque le travailleur, dans le processus historique, a perdu le rapport avec la propriété de la terre, des instruments de travail et des moyens de subsistance au cours du processus productif et finalement, celui de la détention du savoir. C'est dans le taylorisme que le travailleur est mis à l'écart du savoir. Il y est réduit à une pièce de machine. L'aliénation du travailleur y atteint son point culminant et le travail abstrait, sa forme la plus parfaite.

Dans son analyse de la naissance et du développement du capitalisme, Marx démontre que le capital est égal au travail accumulé. Partant, le travail doit être utilisé dans le processus de valorisation. Pour ce faire, il ne suffit pas que le capitaliste soit propriétaire des moyens de production, il devient nécessaire que les producteurs ne soient plus détenteurs d'aucun moyen de production, ce qui implique que la connaissance du processus productif lui soit également retiré.

Ainsi, la figure de l'artisan disparaissait dans la mesure où celui-ci détenait une forme de pouvoir : la connaissance du processus productif. Afin de briser le pouvoir, "étayé sur la possession du savoir technique, détenu par les artisans, l'ingénieur F.W. Taylor élabore un système de gestion fondé sur un paradigme administratif calqué sur celui de l'école -

son objectif était d'organiser le processus de travail sous forme de tâches abstraites permettant ainsi l'enseignement du mode de réalisation du travail (One Best-Way), rapidement, à tout travailleur doté d'attributs correspondants à la moyenne sociale et établissant une séparation radicale entre planification et exécution."⁸³

L'application du taylorisme implique la généralisation de la transformation des travailleurs concrets en travailleurs abstraits. Ceci est une exigence de la logique de la société productrice de marchandises. En utilisant la science dans la production, le capital a procédé à la séparation du savoir et du travailleur, ne dépendant plus de la connaissance de ce dernier, ce qui n'était pas le cas dans le travail artisanal et dans la manufacture.

3.3. L'origine du taylorisme.

Si, d'une part, il est vrai que l'humanité ne se pose que les questions auxquelles elle peut répondre, d'autre part, il est tout aussi vrai qu'une solution donnée doit être vue comme réponse à des questions de l'humanité comme un tout, et non pas dans la particularité d'une formation sociale spécifique, où aurait été créée une prétendue "réponse". A ce propos, il est particulièrement intéressant de comprendre les racines du taylorisme/fordisme comme un produit typique de "la solution américaine" à partir d'une création russe, n'ayant pas trouvé, dans son pays d'origine, les conditions nécessaires à sa diffusion, en raison du faible niveau de développement du capital.

⁸³ BRYAN, op. cit., Abstracts.

La méthode élaborée par le russe Della-Voz fut connue du grand public dans les Expositions Mondiales et très bien accueillie aux Etats-Unis. A la fin du XIXe siècle, le capitalisme traversait une crise profonde qui s'exprimait par l'affrontement des grandes entreprises capitalistes et des syndicats ouvriers. L'oeuvre de Taylor qui part de la base créée par Della-Voz représentera la réponse aux impasses du développement capitaliste à cette époque-là. Son application marquera une rupture radicale "...avec les pratiques artisanales en dissociant le temps de l'enseignement du temps du travail productif et en organisant l'enseignement sur les bases de TÂCHES organisées en série, selon un ordre croissant de complexité."⁸⁴

Il me paraît important de souligner que la méthode d'enseignement professionnel, élaborée et mise en pratique par le russe Victor Della-Voz⁸⁵, qui bouleversera les règles d'apprentissage et les vieilles valeurs (les principes fondamentaux de tous les métiers y étaient enseignés, sans que l'accent soit mis sur aucun en particulier), ne sera transformée en réalité dans le processus productif qu'aux Etats-Unis, appliquée par Taylor. C'est donc dans un autre pays que la Russie que seront réunies les conditions de pleine application et de développement de cette méthode.

⁸⁴ BRYAN, op. cit., Abstract.

⁸⁵ Au milieu du XIXe siècle, la Russie avait accumulé un retard intellectuel et économique par rapport à l'Europe occidentale. La main-d'oeuvre la plus qualifiée employée dans les industries naissantes qui possédaient une technologie moderne venait de l'immigration belge et allemande.

Devant la nécessité de nationaliser les cadres techniques, à la fin du XIXe siècle, c'est l'ingénieur russe Victor Della-Voz qui, "au lieu d'imiter la structure des écoles polytechniques des pays les plus développés, les soumet à une critique sévère et élabore une systématique d'enseignement pour la formation de techniciens à tous les niveaux" (BRYAN, op.cit. p. 257) Son but était de créer un système de diffusion de la connaissance qui répondit aux besoins des transformations techniques. Pour ce faire, il fallait que l'on forme rapidement et systématiquement, des artisans et des techniciens.

"La principale caractéristique de la méthode (...) est l'absence d'utilité des objets manufacturés par les apprentis (qui visent) à développer des habiletés et des techniques qui ne s'appliquent à aucun objet en particulier. Ils aspirent, au contraire, à la généralité des objets qui pourraient, potentiellement, être produits à l'aide d'outils et de matières premières donnés, synthétisés dans la tâche: ensemble de gestes stylisés qui, alliés à des outils normalisés, permettent l'exécution, par un travailleur moyen, d'un travail sans caractéristiques déterminées, un travail abstrait." (BRYAN, op cit p 267)

Ce n'est que lorsque la Russie sera devenue Russie soviétique qu'elle réunira les conditions d'application de la méthode créée par un russe sous la forme de nouvelles forces productives typiquement américaines, typiquement capitalistes. Pour que Della-Voz approfondi, recréé, amplifié, appliqué en termes de taylorisme/fordisme retourne en Russie, il a fallu que se produise une "révolution socialiste", en raison du trop grand retard accumulé par les classes dominantes.

"La dissociation croissante entre la création de valeurs et le travail est le produit de ce processus historique où le capital soumet formellement les anciennes formes de production à son contrôle et où il crée les bases techniques du mode spécifiquement capitaliste de production... Avec la subsumption réelle du travail au capital, la production pour la production, la production totalement tournée vers l'obtention de valeurs d'échange élimine systématiquement tous les aspects concrets du travail, toutes les caractéristiques qui lient le processus de travail aux qualités du produit et du travailleur."⁸⁶

La société productrice de marchandises se développe en éloignant le travailleur de la connaissance, en le transformant en travailleur abstrait. Cette conception du travail, dans les termes selon lesquels elle a été développée par la seconde révolution industrielle, atteint son point culminant dans le taylorisme.

"... outre les moyens impersonnels de contrôle, l'organisation tayloriste du travail dote le capital de deux mécanismes puissants pour devenir autonome par rapport à la force de travail: la possibilité de former, d'utiliser et de maintenir, à un coût moindre, le travailleur transformé en "machine vivante", ou de remplacer le travail vivant par la machinerie automatisée."⁸⁷

Bryan parle d'innombrables autres influences du taylorisme qui le situent d'ailleurs comme pré-condition à la programmation de la production par le biais d'ordinateurs. Il parle du rapport existant entre cette doctrine et l'automation, comme extension de sa

⁸⁶ BRYAN, op. cit., p. 64.

⁸⁷ BRYAN, op. cit. p. 440.

logique d'organisation scientifique. Il démontre que la division et le parcellement du travail précède et rend possible le machinisme.⁸⁸ Il "déborde les murs de l'usine" pour être utilisé dans la gestion d'organismes d'État, comme les hôpitaux ou l'armée.

4. Le travail abstrait.

"La société du travail comme concept ontologique serait une tautologie, car dans l'histoire écoulée jusqu'à présent, la vie sociale, quelle que soit sa forme, ne pouvait être qu'une vie incluant le travail. L'illusion d'une société sans travail appartenait au domaine des idées ingénues du paradis et du conte du pays des merveilles." (Kurz⁸⁹)

Le travail est le résultat d'une coercition de la nature sur l'être humain. Le travail en tant que LABOR, au sens ancien, en tant que fatigue, souffrance, surmenage, est toujours une réalité dans les formations sociales où le développement des forces productives est encore faible, dans le "métabolisme entre les hommes et la nature", selon l'expression de Marx. Dans ce sens, le travail ne revêt pas le caractère d'une activité sociale qui renferme sa propre finalité, ni une dépense de force de travail abstrait. Avant le capitalisme, le travail était synonyme de réponse à des besoins. Dans ce sens, il avait pour finalité l'acquisition d'une valeur d'usage, même s'il avait été produit dans l'objectif d'être échangé contre un autre produit dont on avait besoin. Il existait encore un rapport sensible avec le résultat du travail.

La marchandise pré-moderne ne constituait pas une forme de reproduction sociale. Elle n'était qu'une forme marginale, encore comprise dans "l'horizon social" de la valeur

⁸⁸ Pour ces affirmations, Bryan se fonde sur David Dichson "Tecnologia alternativa" et sur B. Coriat "Ciencia, tecnica y capital".

⁸⁹ KURZ, O calapso da modernização... op. cit., p. 26.

d'usage: production destinée à l'échange de produits concrets. Elle se limitait à la valeur d'usage, même si elle passait par les abstractions du processus d'échange du marché. C'est ce que Kurz appelle une "première nature" du travail qui, dans la période historique de la modernité, sera complètement inversée. Depuis la Renaissance, la connexion naturelle entre surmenage et richesse de produits a été rompue par l'argent.

Une société s'est constituée dans laquelle toute production est tournée vers la production de valeurs d'échange, qui prive le travail de tous ses aspects concrets. En tant que processus de création de valeur, ce qui importe pour elle, c'est le travail abstrait, d'une qualité moyenne en vigueur dans la société.

La valeur capitaliste a créé une société dont la valeur est l'inverse de ce que prétendait et promettait la modernité. Il ne s'agit pas d'une boutade. Le concept de valeur a un double sens. D'un côté, il désigne ce qui est bon, souhaitable, valable enfin, quelque chose de positif dans le sens éthique et culturel.

Dans son anatomie du mode de production capitaliste, Marx analyse le concept économique de la valeur d'une marchandise, en faisant tomber le voile idéologique bourgeois qui en cachait le véritable caractère et les conséquences. Le sens économique que le terme valeur a acquis est celui de valeur comme résultat du travail en général, abstrait, indiscriminé, et qui ne peut être transformé en argent que comme tel. En tant que valeur économique, les produits ont peu à peu perdu leur qualité sensible pour ne devenir que de simples représentants matériels de leur forme-valeur abstraite exprimée par le prix en argent. Voilà quelle est "l'absurdité sociale" selon laquelle "le processus

vivant d'appropriation de la nature par l'homme et des rapports sociaux mesurés par celle-ci assument la forme de propriétés d'objets morts."⁹⁰

Le paradigme créé par la modernité est l'accumulation du capital, et s'exprime par le profit. Le profit est expliqué comme ce qui revient de l'effort dans la production de marchandises, sous la forme d'une somme d'argent supérieure à celle qui avait été employée au départ. L'argent devenu fétiche, dieu ou totem, a occupé la place du véritable sujet dans le capitalisme. L'argent prend un autre sens que celui utilisé dans d'autres formations sociales, car il renferme la catégorie économique de VALEUR qui n'existe que dans le capitalisme : celle qui ouvre toutes les portes et qui détermine la place et la "valeur" de chaque être, de chaque pays ou région. Pour l'obtenir, la seule éthique est celle de son appropriation qui se justifie par elle-même. "L'activité vivante des hommes est absorbée, pour ainsi dire, par leurs propres produits qui, par le biais de ce mécanisme absurde, sont promus à la condition de quasi-sujets de la société, tandis que les hommes, leurs créateurs, sont relégués à celle de simples accessoires."⁹¹

Dans la critique de l'économie politique élaborée par Marx, cette valeur économique "est déterminée de manière purement négative, comme forme objectivée, fétichiste, dépourvue de tout contenu concret, sensible, abstraite et morte, où le travail social présent dans les produits appartient au domaine du passé, phénomène qui se développe, dans un mouvement immanent aux rapports d'échange, jusqu'à atteindre la forme argent, la

⁹⁰ KURZ, op. cit., p. 241.

⁹¹ Ibid.

'chose abstraite'. Cette valeur est la qualité distinctive d'une société qui n'est pas maîtresse d'elle-même.'⁹² (c'est nous qui soulignons)

Aujourd'hui, il semble évident que le travail vivant se transforme en travail mort "représenté" sous la forme argent (Marx). Nous y sommes tellement habitués que cette forme d'expression du produit paraît ne pas être historique. La théorie bourgeoise ne prend pas en compte la substitution de la "première nature" du travail en tant que besoin, par sa "seconde nature" en tant qu'exigence sociale de reproduction de capital, qui est le fondement de toutes les sociétés modernes.

Le travail abstrait est une création spécifique de la modernité. C'est dans cette création qu'apparaît l'inversion du sens du travail comme effort humain visant la satisfaction des besoins, et cette inversion est la base de l'échec de l'idéal, tout aussi moderne, de placer l'homme comme sujet de l'histoire. La notion de raison est devenue de plus en plus fétichisée et c'est en son nom qu'a été déclenché le processus de la "socialisation mondiale capitaliste (qui est) précisément le contraire de la conscience humaine de sa propre valeur."⁹³

Le mode de production capitaliste qui se développe donne un caractère historique différent du rôle du travail dans la société. Bien que l'argent ait été utilisé par de nombreuses sociétés qui ont précédé la société capitaliste, jamais auparavant il n'avait joué le rôle qui lui a été réservé dans ce mode de production.

⁹² KURZ, op. cit. p. 26.

⁹³ KURZ, op. cit., p. 239.

Kurz part de la critique faite par Marx à la mystification que représente le sens du travail quand celui-ci est pris comme catégorie supra-historique. Son ingéniosité consiste à reprendre cette critique, et ce faisant, dénoncer la mystification qui fut le fait de la gauche du XXe siècle, comme l'avait fait Marx par rapport à la pensée bourgeoise.

Le travail était le terme selon lequel la gauche identifiait, à juste titre, ce qui s'opposait au capital. La lutte du travail contre le capital exprimait la vision de la lutte des classes antagoniques par rapport au pouvoir. La lutte du travail, pris génériquement, se situait dans ce qui est l'exploitation sous forme d'extraction de la plus-value des producteurs. Le problème se situait donc dans le caractère privé de l'appropriation des moyens de production par les capitalistes qui, pour cette raison, s'approprièrent la plus-value. Or, s'en tenir à ce niveau de critique n'est pas suffisant car il ne suffit pas d'éliminer l'individu qui s'approprie la plus-value. Pour que surgisse un nouveau mode de production, il fallait réinventer le rapport de l'homme au travail.

Marx avait développé la notion que le travail abstrait est condition de production de marchandise, comme catégorie également générique. C'est-à-dire que la fonction qu'exerce tel ou tel travailleur dans la production d'un produit spécifique importe peu. La croissance de la productivité forcée par la concurrence exige un déploiement de force de travail plus grand et plus intense, "au-delà des besoins concrets subjectivement perceptibles."⁹⁴

⁹⁴ KURZ. op. cit., p.22.

L'autre notion importante est celle qui considère le travail sous cette étrange forme abstraite comme une activité qui renferme en soi sa propre finalité. La logique du travail effectué pour répondre aux besoins n'est plus la même. Lorsque les forces productives brisent le caractère coercitif de la "première nature" que celle-ci exerçait sur le travail, avec l'industrialisation et l'essor de la science, la logique du besoin s'inverse et se trouve soumise à une "seconde nature". Elle paraît, aux yeux des individus, aussi exigeante que l'autre, à cette différence près qu'elle a maintenant une origine purement sociale.

La forme d'existence de l'argent comme capital amène à la reproduction élargie de celui-ci, c'est-à-dire qu'il sert toujours à l'accumulation supplémentaire de capital. Les ressources humaines et matérielles cessent d'être de simples "composantes du métabolisme entre l'homme et la nature", qui servent à répondre aux besoins, pour servir "l'auto-réflexion tautologique de l'argent comme plus d'argent."⁹⁵ Ainsi, ce qui est sensible ne peut être satisfait que par la production non sensible de plus-value. L'échange sur le marché cesse d'être médiation entre biens d'usage pour devenir le lieu où l'on réalise un profit, en transformant le travail mort en argent. La médiation de biens est devenue un phénomène secondaire de ce processus essentiel qui se réalise dans la sphère monétaire.⁹⁶ Telle est l'économie moderne dont le caractère monstrueux consiste à avoir soumis les individus et la société à la "banalité de l'argent".

⁹⁵ KURZ, op cit . p 28

⁹⁶ Ibid

5. La théorie de la valeur de Marx

Il existe un lien très étroit entre le travail abstrait et la concurrence et entre celle-ci, par la croissance de la norme de productivité, et la détention du savoir, comme l'a démontré Marx dans sa théorie de la valeur.

La théorie de la valeur établit un concept qui utilise une unité de mesure permettant de comparer la valeur de produits dont l'utilité pour l'être humain peut être complètement différente. Tout bien (objet ou service) produit et qui peut être reproduit, dans l'objectif d'être vendu, est appelé marchandise. Chaque marchandise possède une valeur d'usage, à savoir une qualité qui la distingue des autres marchandises. Cette qualité est son utilité.

La seule propriété commune à toutes les marchandises et qui permet de les comparer entre elles, est le fait qu'elles aient été produites par le travail humain dont la différenciation et la complémentarité provient de la division sociale du travail. La quantité de travail contenue dans une marchandise est donc la mesure de sa valeur d'échange ou simplement valeur. La détermination de la valeur d'une marchandise n'est autre que la détermination de la quantité de travail qui existe en elle. Cette quantité de travail tient compte non seulement du travail vivant ou direct des ouvriers durant le processus productif mais inclut également le travail indirect ou mort, incorporé aux matières premières, aux machines et aux installations qui transfèrent leur valeur au produit final.

Quoiqu'il existe des différences entre les divers types de travail concret, l'important pour la mesure de la valeur d'échange d'une marchandise, c'est le travail homogène, abstrait. Dans la société, on compte des entreprises qui mettent plus de temps que d'autres pour produire la même marchandise, en utilisant des technologies différentes. Les entreprises les plus modernes (où la composition organique du capital est supérieure) présentent une plus grande productivité du travail. Ceci signifie que leurs marchandises auront une valeur unitaire moins élevée. La productivité du travail est mesurée par le rapport quantité produite/unité de temps. Ainsi, son augmentation signifie une production accrue de marchandises dans un même espace de temps, avec la même quantité de travail, ce qui réduit la valeur unitaire du produit. Ce qui compte sur le marché (où la marchandise se réalise), ce n'est que la valeur moyenne, sociale, entre les différentes entreprises. Si les produits étaient vendus à leur valeur propre, les entreprises à technologie inférieure (moins bien équipées techniquement) obtiendraient un profit supérieur à celui des entreprises modernes.

Lorsqu'il s'agit de la formation de prix dans l'ensemble de la société, ce que l'on constate pourtant, c'est que, bien que les secteurs économiques obtiennent des taux de profit différents, il se forme, au niveau social, un taux de profit moyen. Et c'est ce taux que les capitaux qui recherchent des investissements, essaient d'obtenir.

Le taux de profit varie selon le taux de plus-value et la composition organique du capital. C'est-à-dire que son évolution est directement proportionnelle au taux de plus-value mais indirectement proportionnelle à la composition organique du capital, à savoir à celui de la modernisation du secteur productif, ce qui entraîne la "tendance tendante du taux de profit" dans les mêmes conditions d'exploitation.

Quant à la tendance de chute du taux de profit, les capitaux investis dans le secteur le plus moderne obtiennent des avantages sur les autres car celui qui a réalisé le taux de bénéfice individuel le plus bas est celui qui aura le plus de bénéfice dans la mesure où le bénéfice moyen existe comme moyenne pondérée entre les divers taux individuels, quand, en réalité, il existe un transfert de valeur sociale des secteurs les plus arriérés vers les secteurs les plus modernes.

Ce n'est que socialement, c'est-à-dire lorsque l'on considère toute la production d'un secteur, que les prix accompagnent les valeurs produites. La valeur demeure ainsi la source de référence pour le calcul du prix. Les marchandises ne sont pas étiquetées pour être lancées sur le marché sur la base de leur valeur mais sur celles des prix de production calculés à partir du coût de production accru du taux moyen de bénéfice. Sur le marché, ces prix souffrent encore les effets de divers facteurs externes à la formation de valeur, comme l'offre et la demande, ceci ayant pour résultat la fixation d'un prix de marché connu des consommateurs.

Dans les secteurs de l'économie qui obtiennent les plus gros profits, on note une tendance à une course des capitaux, ce qui entraîne une diminution des avantages, c'est-à-dire qu'il y a une réduction du surprofit que celui-ci produit, et un alignement sur le profit moyen.

La concurrence permet que les entreprises se modernisent pour obtenir des avantages individuels sur le marché, mécanisme qui conduit, socialement, à la "tendance tendancielle du taux de profit". Il existe une course de capitaux pour les secteurs de l'économie qui

connaissent les plus gros profits, ce qui entraîne une diminution des avantages de ces secteurs, à savoir une réduction graduelle du surprofit qu'ils obtenaient, et un alignement par rapport au profit moyen.

Ce qui nous intéresse en premier lieu, c'est de montrer simplement comment la production de marchandises a besoin de la concurrence pour réduire les coûts de production, dans un processus qui développe les forces productives mais dont l'objectif est l'accumulation de capital. Il nous semble également intéressant de souligner la nécessité de la concurrence si l'on veut rester sur le marché et participer à la dispute pour l'obtention du profit, c'est-à-dire, souligner la connexion entre la concurrence et la compétence.

Nous avons recours à la théorie de la valeur car elle est nécessaire à l'argumentation sur l'échec du socialisme comme projet de développement. Évidemment, dans le socialisme, on ne parlait pas de recherche du profit mais de satisfaction des besoins concrets. Or, indépendamment du discours, c'est la même logique que celle de la société productrice de marchandises qu'il a fallu adopter⁹⁷, sur le terrain de la production, entraînant ainsi toutes les conséquences politiques et sociales que cette expérience a connues.

Sans travail abstrait, il n'y a pas de valeur, sans valeur, pas de marchandise, sans marchandises, pas de concurrence. Pour l'emporter sur la concurrence, il faut posséder des technologies de plus en plus modernes et de plus en plus nouvelles. Nous

⁹⁷ Cet impératif était inhérent aux besoins typiques de l'accumulation rapide, calé sur le modèle occidental, dominant quant au mode de production.

reviendrons plus loin et plus longuement sur la manière dont le socialisme réel a résolu cette équation.

Nous résumerons enfin les bases explicatives des révolutions industrielles. L'objectif final de ce travail étant l'analyse des causes de l'échec de l'expérience socialiste réelle au Mozambique, ces éléments théoriques faciliteront la localisation du processus mozambicain dans le "temps historique", depuis sa soumission au capitalisme jusqu'à "l'abandon relatif" du pays dans le cadre de la troisième révolution industrielle, en passant par la tentative d'indépendance du Frelimo devant le système.

6. Les cycles du capital et les révolutions technologiques

Il y a, dans le capitalisme, séparation entre production et circulation et entre production et appropriation de la plus-value. Cette dernière, sous forme d'argent, sera appropriée en fonction du succès dans la sphère de la circulation. Différemment, donc, des formes primitives de la production mercantile, époque où les artisans produisaient des chaussures et des vêtements pour les échanger contre d'autres biens de consommation, sur un marché pratiquement garanti. La recherche du marché est une contingence du capital en expansion. Ainsi, l'obtention de plus-value relative, imposée par la concurrence, exige de nouveaux marchés et de nouvelles technologies tout en réduisant le taux de profit, ce qui entraîne des crises qui révolutionnent les moyens de production, initiant un nouveau processus d'accumulation.

Il n'est pas dans notre objectif d'exposer les théories des cycles du capital. Nous ferons cependant référence aux cycles longs de base technologique, selon certains auteurs.

La course vers de nouvelles technologies, comme nous le disions, entraîne une augmentation de la productivité du travail et la conséquente augmentation de la composition organique du capital, réduisant le taux de profit. Même avec l'augmentation du taux de plus-value afin de compenser la hausse de la composition organique, il existe un point où le capital ne peut plus fonctionner, si ce n'est avec un taux d'intérêt extrêmement bas, caractérisant une crise de sur-accumulation de capital.⁹⁸ Dans une époque de crise, on assiste à une stagnation de l'économie qui se poursuivra jusqu'à ce que l'excédent de capital soit détruit, le capital constant déprécié et le capital technique réorganisé sur de nouvelles bases. C'est dans ces conditions que commence une phase d'expansion avec de nouvelles forces productives, moyen adopté par le capitalisme pour sortir de ses crises.

"Le florissement se trouve au début et au terme de la dépression, après le passage du temps qui soit s'écouler avant que les produits des nouvelles entreprises apparaissent sur le marché. Et un nouveau florissement succède à la dépression lorsque termine le processus de réabsorption des innovations"⁹⁹

Lorsque s'ouvre une nouvelle période expansive, les mêmes limitations réapparaissent, mais à plus grande échelle. Schumpeter¹⁰⁰ affirme que c'est en ceci que le capitalisme a un **développement spasmodique**, chaque dépression cyclique périodique étant plus profonde que la précédente. En d'autres termes, ce caractère augmenté et cumulatif

⁹⁸ Crise de sur-accumulation ou surproduction: ceci n'implique pas que les besoins matériels de la société soient satisfaits. Ce qui est en jeu, c'est l'impossibilité de réaliser de nouveaux investissements à des taux de profit au moins égaux à ceux pratiqués antérieurement.

⁹⁹ SCHUMPETER, A. Joseph. A Teoria do desenvolvimento econômica Editora Fundo de Cultura, Rio de Janeiro, traduction de Laura Schacpfer, 1961, p. 281.

¹⁰⁰ SCHUMPETER, op. cit. p. 19.

indique qu'il ne s'agit pas d'un cercle vicieux mais d'un processus d'accumulation de contradictions qui provoquent des chocs de plus en plus profonds.

Le capital se reproduit différemment, sous certains aspects, selon la période. C'est-à-dire que chacune de ces périodes représente un modèle de production différent, permettant ainsi que le capital continue de se reproduire. Ainsi conçu, ce mouvement spasmodique agit sur la préservation du mode de production, ce qui ne se limite pas à la sphère économique, mais s'étend à toutes les instances de ce système.

Wallerstein affirme également que l'économie du monde capitaliste, "comme peut-être tous les autres systèmes historiques", fonctionne selon des rythmes cycliques. "Le plus évident et probablement le plus important de ces rythmes est un processus apparemment régulier d'expansion et de contraction de l'économie mondiale comme un tout. D'après ce que nous constatons actuellement, ce cycle tend à durer de 50 à 60 ans, les deux phases comprises."¹⁰¹

Ces rythmes, "appelés parfois 'ondes longues', parfois cycles de Kondratieff"¹⁰², recouvrent les périodes d'expansion correspondant à des prises de position libérales, de repli de l'État, en contraste avec les phases étatistes qui sont étayées par des politiques et des idéologies nationalistes, protectionnistes et néo-mercantilistes, auxquelles correspondent les périodes de rétraction.

¹⁰¹ WALLERSTEIN, Immanuel, *A cultura como campo de batalha ideológico do sistema mundial moderno*, in Cultura global. Nacionalismo, globalização, modernidade, Featherstone, Mike et alli, Editora Vozes, Petrópolis, 1994, p.46

¹⁰² *ibid*

Le concept de **cycle long** s'applique au modèle de reproduction, son début correspondant à l'expansion du modèle de reproduction et terminant avec sa décadence. Il renferme plusieurs cycles courts.¹⁰³ À chaque phase de ces cycles - expansion ou dépression - correspondent des comportements et des rapports différenciés entre les pays qui y participent. Ces changements dans les formes de concurrence entre les États sont liés aux rythmes cycliques du fonctionnement de l'économie-monde¹⁰⁴ qui exigent des modifications dans les pratiques des États nationaux "dans le but de maximiser les bénéfices ou de minimiser les pertes liés à chacune de ces phases".¹⁰⁵

Pour les révolutions technologiques, nous partirons du même raisonnement selon lequel pour que le capital sorte d'une crise, de nouvelles forces productives sont mises en action et que, ce faisant, le "côté progressiste" du capitalisme s'exprime sous forme de nouvelle technologie. Tel est le fondement de l'existence des révolutions technologiques qui ont lieu lorsqu'il existe des moments où se concentrent ces innovations, provoquant de profondes transformations dans la société.

D'une manière générale, les étapes historiques se présentent en deux catégories. L'une évolutive, où les transformations sont plus lentes et se caractérisent par des accumulations quantitatives. L'autre qui s'exprime par son caractère radical de rupture et caractérisée par des transformations qualitatives et rapides.

¹⁰³ Cf. ARAUJO DE SOUZA, Nilson. Teoria marxista das crises. Global/UFMS. São Paulo. 1992.

¹⁰⁴ Concept de Wallerstein, sur lequel nous reviendrons au chapitre III.

¹⁰⁵ FORTUNA, Carlos. O fio da meada. O algodão em Moçambique, Portugal e a economia-mundo (1860-1960). Edições Afrontamento, Porto. 1993, p. 25.

Le concept de technologie, de même que celui de révolution, est un concept-clé pour comprendre les transformations.

"Schumpeter donne de la technologie la définition suivante: diffusion d'un 'cluster' d'innovations techniques répercutant sur l'ensemble des structures industrielles de manière à modifier le paradigme technologique de l'économie. 'Cluster' est un mot anglais qui désigne un ensemble de choses groupées et qui se développent en même temps. Par l'utilisation de ce terme, Schumpeter veut indiquer que la révolution technologique ne consiste pas en une mais en diverses innovations technologiques qui apparaissent quasi simultanément et qui ont un rapport entre elles, provoquant des transformations substantielles dans le système de production de biens et de services".¹⁰⁶

Les historiens ont identifié deux révolutions industrielles avant 1970. La première, ayant débuté principalement en Angleterre, vers 1780, et qui établit le paradigme technologique des économies les plus avancées jusqu'aux années 1870/1880. Elle était fondée sur la prééminence de la technique de l'usage de la vapeur d'eau comme source d'énergie qui déclenche une révolution dans les transports, l'exploitation des mines, la production mécanique dans les usines et dans les normes de production et dans le commerce international. La technologie de cette révolution n'est pas très complexe, si l'on considère celles qui l'ont suivie, raison pour laquelle elle s'est rapidement propagée en Europe et aux Etats-Unis.

Le rapport capital/travail et capital/produit sera beaucoup plus dense dans la seconde révolution industrielle qui débute dans les années 1870-1890 et qui s'étend à l'Europe de l'ouest, aux Etats-Unis et au Japon. C'est la révolution de l'électricité, de l'acier, de la chimie, du pétrole, des biens de capital électro-mécaniques et du moteur à combustion interne. La nécessité de capital pour financer ce niveau technologique était infiniment

¹⁰⁶ SAMPAIO, Plinio de Arruda. Repercussões das transformações mundiais no Brasil. 1992. texte polycopié. PUC. São Paulo. p. 1

plus pressante qu'avant. La nécessité de la recherche qui fournit la base scientifique en chimie et en physique rend ce savoir beaucoup plus inaccessible à ceux qui étaient en retard lors de la première révolution ou qui n'avaient même pas commencé.

La complexité du modèle exige une production à grande échelle et un capital bancaire important. Cet ensemble requiert la conclusion de la période de la libre concurrence, du temps du "laisser-faire" qui a caractérisé l'ascension de la bourgeoisie européenne à partir de la révolution française. L'État assume un rôle beaucoup plus actif, une "fonction structurante de développement économique"¹⁰⁷ La rupture du modèle de libre concurrence due aux nouveaux besoins de développement du capital entraîne la formation de trusts, de cartels et d'oligopoles. On assiste à l'apparition de l'État-providence (santé et prévoyance sociale) et de l'État régulateur "règlement des voies ferrées, loi anti-trust, loi des assurances, nationalisation des compagnies d'énergie électrique".¹⁰⁸ C'est le monde du "welfare state" dont on assistera à la fin dans les rebellions de 1968, par la fluctuation du dollar en 1971 et par le choc pétrolier en 1973.

La troisième révolution industrielle s'exprime par des transformations encore plus profondes que les précédentes. Les principaux changements technologiques se sont traduits par les nouveaux matériaux produits par l'industrie chimique, telles les fibres optiques, les supraconducteurs, les nouveaux plastiques et adhésifs de haute qualité; par les techniques de manipulation génétique (biotechnologie) qui sont à l'origine de produits nouveaux et d'êtres vivants différents de ceux existant jusqu'à alors et de changements

¹⁰⁷ SAMPAIO. *op. cit.*, p. 4.

¹⁰⁸ *Idem.*

dans les processus de production industrielle. Ces changements affectent les processus de production isolés, par le biais de l'automation intégrée flexible, à savoir les mécanismes digitalisés, commandés par ordinateur qui programment le processus d'automation, remplaçant l'électro-mécanique et l'automation répétitive.

Tandis que l'administration passe par toute la chaîne économique et non par le seul processus de production, les méthodes de travail connaissent de profonds changements, ce qui entraîne une plus grande participation des ouvriers à la production et la conséquente réduction de la distance hiérarchique, de même que la modification des rapports entre la direction, les cadres et les ouvriers.

Le rapport entre la production industrielle et le volume de la force de travail employée a subi des modifications, diminuant substantiellement le nombre de travailleurs nécessaires.

Le domaine de la connaissance et de l'information est devenu le facteur le plus important de la concurrence capitaliste et, ... "la connaissance est la principale ressource pour les individus et pour l'économie en général. Terre, main-d'oeuvre et capital - traditionnels facteurs de production des économistes - ne disparaissent pas mais passent au second plan. L'accès en est facile, pourvu qu'il y ait connaissance spécialisée".¹⁰⁹

Les critères de localisation des investissements en ont été profondément modifiés. Les critères de marché et de matières premières ont été substitués par des stratégies globales.

¹⁰⁹ DRUCKER, Peter. Administrando em tempos de grandes mudanças. Pioneira, São Paulo, 1995. pp. 43 et 44.

aussi les centres de recherches peuvent-ils se situer en un pays donné alors que la fabrication est dispersée sur plusieurs pays.

L'économie monétaire s'écarte de l'économie réelle. Les flux d'argent des transactions substituent les investissements en portefeuille et, outre le fait d'être très supérieurs en volume, ils se démarquent également de l'économie réelle. Les marchés inter-bancaires des principaux centres financiers brassent des sommes d'argent beaucoup plus importantes que celles qui seraient nécessaires au commerce et à l'investissement de l'économie mondiale. Par ailleurs, ils sont autonomes et incontrôlables, quelle que soit l'agence ou la politique nationale.

Les investissements basés sur des partenariats pour l'augmentation de capital deviennent secondaires par rapport aux alliances entre groupes, comme les *joint-ventures* ou encore les accords de recherches où l'important est de partager des connaissances.

La concurrence capitaliste s'étend à l'échelle globale et devient plus serrée, puisqu'elle peut signifier non seulement la perte de marchés mais la disparition de toute l'industrie d'un pays.

Les flux d'informations augmentent plus rapidement que d'autres facteurs économiques et tendent à imposer leur présence partout, inondant le monde entier de nouvelles informations, ce qui exige une innovation constante de la part des unités si elles veulent l'emporter sur la concurrence.

L'économie mondiale devient une réalité en soi. Elle se distingue de la période précédente où le commerce et l'investissement avec l'étranger tournaient autour de l'économie domestique.

En cette époque de changements, les théoriciens du capitalisme eux-mêmes, tels que Drucker¹¹⁰, reconnaissent que les paradigmes qui expliquaient et contrôlaient l'économie durant la seconde révolution industrielle sont devenus obsolètes. L'État perd peu à peu de son pouvoir face aux blocs économiques, aux flux monétaires et de son crédit face aux institutions transnationales. Il devient difficile aux gouvernements de contrôler les cycles d'expansion et de récession ou les taux de chômage, d'épargne et de consommation car les outils classiques keynésiens et monétaristes ont perdu de leur efficacité.

¹¹⁰ Voir DRUCKER, Administrando em tempos de grandes mudanças, op. cit.

C - LE SOCIALISME COMME SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

1. Introduction.

L'existence d'une crise générale et structurelle de la société productrice de marchandises s'étend à la quasi-totalité des sociétés actuelles, à savoir celles qui, d'une manière ou d'une autre, sont liées au monde capitaliste.

Nous avons dit plus haut que la remise en question de la modernité a lieu à un moment où les bases qui étayaient sa "foi" ont été sapées. Y compris le socialisme en tant qu'utopie de dépassement de la modernité elle-même. Cependant, l'utopie n'est pas morte. On peut et on doit penser et souhaiter réaliser des utopies; toutefois, celles-ci ne nous appartiennent pas. L'utopie sociétale appartient à l'humanité et non pas à l'homme en particulier¹¹¹. Les grands idéaux sont pareils à des lumières au bout d'un tunnel. Nous savons que nous devons aller dans leur direction mais nous ne sommes pas sûrs de les atteindre dans la courte période que représente notre vie personnelle. En outre, la ligne d'arrivée est la résultante du désir personnel et de l'action collective.

Marx emploie le concept de modes de production et, à partir de l'étude du mode de production capitaliste, fait un pronostic de son développement, de sa mort et de son dépassement par un mode de production supérieur. Le mode de production est une

¹¹¹ KURZ, in *O Colapso da modernização*, op. cit. affirme que soixante-dix ans représentent beaucoup par rapport à l'existence d'un être humain mais très peu de chose par rapport à un processus historique, la vie d'un mode de production, par exemple. Ainsi, il est possible que le socialisme réel se résume d'ici peu à une note de pied de page dans un livre sur l'histoire du mode de production capitaliste

totalité idéale qui délimite le mouvement de ses instances constitutives, dans une relation contradictoire exprimée par la résultante qu'est le mouvement historique.

Il a analysé en profondeur le système producteur de marchandises, a étudié la conjoncture de la société de son temps et a soutenu les luttes concrètes des travailleurs. Néanmoins, ses écrits sur ce qu'il a vécu, dans sa conjoncture historique, ne doivent pas être confondus avec son pronostic d'une société supérieure et structurellement alternative au capitalisme. Comme toute tentative de parler de l'avenir, ce que Marx a dit était une référence. Sur la base des données dont il disposait à l'époque, et sur celle de la compréhension des lois par le truchement desquelles évoluait le mode de production capitaliste, Marx établit une direction future possible, mais pour que celle-ci se concrétise, il fallait développer un travail de compréhension théorique, de vérification et de continuité créative. Pour ceux qui poursuivaient cette utopie, la continuité d'un travail d'élaboration théorique s'imposait. Il s'agissait, me semble-t-il, de réaliser une continuité théorique analytique de la société dans toutes ses instances. Marx n'a pas abordé ou approfondi tous les problèmes. Il avait, par exemple, laissé en suspens une définition de la notion concrète de la dictature du prolétariat, comme phase transitoire entre le capitalisme et le communisme. Il y avait là un champ de réflexion ouvert et nécessaire. La gauche pensait qu'en principe cela avait été la tâche de Lénine et de ses coreligionnaires.

Pourquoi cette réflexion a-t-elle été réduite à un fantôme du marxisme, en tant qu'analyse scientifique? Que s'est-il passé réellement dans ce processus d'élaboration? Pourquoi le socialisme réel figure-t-il sur la liste des grandes espérances frustrées des temps modernes?

En pensant à la réalisation de ce modèle social, il aurait fallu prendre en compte les propos de Marx lorsqu'il disait qu'aucune société ne disparaît avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités de développement.

On a assisté à la prise du pouvoir par la gauche dans divers pays. Il s'agissait de révolutions victorieuses et l'on pensait que toutes les conditions politiques étaient réunies pour que s'installent au pouvoir de l'État des partis qui représentent les secteurs les plus avancés et les plus conscients de la population qui avaient participé au mouvement révolutionnaire vers une nouvelle société. Or, que ce soit par la voie insurrectionnelle, par la voie de la guerre populaire prolongée ou encore par celle d'accords diplomatiques, les socialismes qui se sont constitués ont donné naissance, comme élément commun, à une société qui n'a pas été démocratique, qui n'a pas diminué l'aliénation du travailleur et qui, loin de réduire l'action répressive de l'État, l'a accentuée. A aucun moment, ces sociétés n'ont été des phases transitoires vers le communisme, vers la société du non-État, des non-classes sociales, de la non-aliénation.

La complexité de la question exige une réflexion sur la pratique réelle de la société socialiste de même que sur ses bases théoriques. Elle exige surtout qu'on ne perde pas de vue que le problème ne résidait pas dans l'application des principes de la transition socialiste que nous avons mentionnés au chapitre I, comme ceux de la nécessité du **contrôle des travailleurs sur le processus productif** et de la population sur ses dirigeants. La question principale tenait aux raisons qui **empêchaient l'application de ces principes** dans ces sociétés, ou bien, dans le cas où cette application avait lieu, aux raisons qui donnaient des résultats différents de ceux attendus.

La difficulté de réaliser cette analyse est due au fait que les outils pour critiquer la praxis d'intervention sociale qui se voulait transformatrice, sont souvent les mêmes que ceux liés au paradigme épistémologique de la société qu'elle prétendait combattre. Le présent travail, par exemple, n'échappe sans doute pas, par moments, à cette limitation. Il rapporte quelques-unes des réflexions sur la question de la modernité qui se termine et le point de vue autocritique d'un personnage appartenant à un groupe de militants pour le socialisme. La portée de cette vision critique est toutefois limitée car si, d'une part, ce personnage envisageait l'avenir, le communisme, d'autre part, il ne perdait pas de vue les valeurs, les connaissances, ni l'appropriation de la connaissance, historiquement marquée par le processus de type occidental, capitaliste.

La pratique d'intervention de la gauche, a été empreinte d'une culture politique créée selon les normes du système producteur de marchandises. La gauche s'est écartée de la pensée de Marx qui réside dans la critique du caractère fétichiste de la société productrice de marchandises. Il était fondamental de comprendre ceci et le lien avec le travail abstrait, de même que l'insensibilité qui en résulte chez le travailleur, avant de procéder à des changements dans la manière même de comprendre la lutte politique. La gauche s'est battue sur des aspects secondaires du système, voilà pourquoi elle n'a pas pu arriver aux racines du problème (quand il s'agissait de critiquer) du socialisme réel. Dans l'impossibilité de comprendre la critique du capitalisme, il lui était également impossible d'adopter une attitude critique par rapport à la construction socialiste réelle.

En raison de l'étendue et de la nature de la crise du système, il est plus aisé aujourd'hui de détecter les problèmes centraux de la modernité, en ce qui concerne sa manière d'être

sociale et économique. Mais il est encore très difficile de se prononcer sur ce qui va naître. Afin de mener à bien cette analyse, nous avons adopté deux paramètres.

D'abord, nous avons rejeté le discours des fausses polarisations qui ont marqué les sciences sociales du XXe siècle et touchent à des thèmes tels que la lutte entre le capitalisme et le socialisme, la révolution et la réforme et entre les modèles de développement pour les pays où il n'avait pas été implanté.

Actuellement, on ne parle pratiquement plus de modèles d'intervention de l'État dans l'économie, ni du genre dictature du prolétariat, ni du genre keynésien "développementiste". Il semble y avoir consensus sur la nécessité de la démocratie en tant qu'opposition aux politiques étatistes interventionnistes. On se félicite de constater que, depuis les dix dernières années, la quasi-totalité des pays dictatoriaux, aussi bien africains qu'européens, sont devenus démocratiques, même si cette option cache l'imposition de la Banque mondiale qui conditionne l'octroi de crédits à ces pays en faillite à l'existence du jeu démocratique sur la base d'un discours qui associe démocratie et stabilisation. Cependant, plus le discours officiel insiste sur la démocratie, moins on note de participation populaire car la population semble de plus en plus abstentionniste et apathique et la distance qui sépare les électeurs des élus ne cesse d'augmenter.¹¹²

Pour compliquer les choses, comme nous l'avons déjà mentionné, le conflit du Sud - pauvreté, chômage, marginalisation - tend à se propager vers le Nord, entraînant une espèce de périphérisation du centre. La fin de la modernité semble montrer un monde en

¹¹² SANTOS, op. cit., p. 23

régession. Comment expliquer la faillite de l'État-providence au sein du plus haut développement des forces productives du capitalisme? Les fausses polarisations rendent stériles les débats sur la société actuelle et son évolution.

Ne pas faire table rase de l'expérience historique pratique et théorique: tel est le second paramètre qui a guidé notre analyse. Pourquoi, les constructions socialistes n'ont-elles pas été réussies? Qu'est-il resté de ces expériences qui puisse servir de leçon et que devons-nous préserver? "Le programme des Lumières, en partie appliqué seulement, subit aujourd'hui les attaques combinées de différentes vagues d'irrationnalisme postmoderne (...) Reprendre et actualiser ce programme ne peut signifier une quelconque nostalgie à l'égard de la norme évolutionniste scientifique contemporaine".¹¹³

Reprendre ce qui est solide, sans nostalgie du passé: voici la tâche de ceux qui ont encore l'intention de maintenir vive la flamme de l'utopie. Tâche difficile, alors que ceux qui sont encore marxistes se voient dans l'obligation, s'ils exposent leurs idées, d'expliquer la raison d'une "adhésion si anachronique". On note une certaine "honte" dans l'air, un sentiment de culpabilité, tout comme sur le T-shirt du jeune, arborant le visage de Marx et la phrase: "Désolé, les gars! Ce n'était qu'une idée..."

Reis Filho répond affirmativement quant au caractère terminal du socialisme et des socialistes. C'est avec créativité qu'il déclare la nécessité de réinvention de ce qu'il appelle une "troisième marge du fleuve"¹¹⁴, le fleuve qui doit justement déboucher sur la

¹¹³ REIS Filho, Daniel Aarão. Le déclin des utopies socialistes au XXe siècle: une crise terminale?. Polycopié, sans numéro de page.

¹¹⁴ Id. ibid.

formation d'une nouvelle culture politique. Il propose une réflexion qui ne se limite pas à la surface des phénomènes, aux erreurs de partis ou de leaders en particulier, mais qui procède à une réévaluation des bases historiques des projets socialistes contemporains. La crise du socialisme et des socialistes est une crise terminale, nous l'admettons, sous la forme dont elle a été conçue et appliquée par la gauche. Néanmoins, le marxisme, n'est pas mort et le communisme est encore une possibilité à concrétiser. Kurz considère que le moment présent est celui de la possibilité du dépassement du système capitaliste qui peut, dans l'hypothèse la plus optimiste, être remplacé par le communisme ou, dans une vision moins optimiste, ouvrir la voie à la barbarie.

Pour aider à la réflexion sur le socialisme réel, nous allons puiser quelques références dans l'expérience de la Russie de 1917.

2. Le socialisme soviétique

Si nous parlons de la révolution d'octobre avant de parler de la révolution mozambicaine, ce n'est pas parce qu'elle représente un jalon historique dans les luttes de l'humanité. D'autres luttes importantes pour le processus d'émancipation de l'humanité se sont déroulées et nous n'y ferons pas pour autant référence explicitement. Notre travail est centré sur le socialisme réel et la révolution russe marque le début de cette expérience. Lénine et Trotski, ainsi que d'autres marxistes, ont appliqué leurs connaissances et leur vision du monde à une réalité concrète. La production théorique en Russie et la fabrication de la formation sociale en question seront les bases de toutes les autres constructions postrévolutionnaires qui se suivront, y compris la mozambicaine.

En dépit de l'extrême hétérogénéité de l'univers socialiste et de son éparpillement sur divers continents, langues et cultures, toutes ces expériences avaient un point commun fondamental. Il s'agissait de pays qui tous, d'une certaine manière, appartenaient déjà au "monde capitaliste" et y occupaient une position de pays périphériques. Nous pouvons donc dire que, dans ces conditions, ils étaient tous des pays en retard quant au développement des forces productives du capital.

Ce que l'on théorisait comme socialisme, comme étape transitoire vers le mode de production communiste et que nous avons convenu d'accepter sous le terme de socialisme réel, n'a été qu'un fantôme du socialisme proposé par Marx. Ce fantôme est né dans la Russie soviétique.

Une révolution est victorieuse quand il y a renversement des groupes dominants au contrôle de l'appareil de l'État. Ce renversement confère le pouvoir à un groupe opposant victorieux, comme résultante du jeu de forces en présence. Nous disions au chapitre I que le hasard a fini par avoir plus d'importance dans ces mouvements de prise du pouvoir d'État que nous ne pouvions le penser. C'est la première guerre mondiale qui a favorisé l'élan révolutionnaire en Russie. La population était prête à tout pour en finir avec la guerre. À ce désir sont venues s'ajouter d'autres revendications telles que la lutte pour la suppression du système féodal, la lutte contre la classe dominante parasite et des revendications de terre, de justice, de pain et de paix. Ces facteurs conjugués garantirent la victoire dans la lutte pour la prise du pouvoir.

La Russie tsariste vivait un processus d'industrialisation depuis le milieu du XIXe siècle, sous l'égide du capital étranger, mais la bourgeoisie nationale était trop faible pour

s'imposer comme classe dominante, tiraillée qu'elle était entre les intérêts impérialistes et, internement, l'énorme pouvoir des structures féodales rémanentes. Ainsi, le prolétariat encore faible, s'allia-t-il à la grande majorité des paysans pour renverser l'autocratie tsariste, ce qui correspondait également aux intérêts d'autres groupes sociaux comme la bourgeoisie rurale et la bourgeoisie industrielle.

La révolution conduite par une avant-garde de gauche, avec l'appui des travailleurs urbains et ruraux, des soldats et des marins, liquida la Russie tsariste en 1917. Cette Russie était un pays aux caractéristiques de nation impérialiste en termes régionaux, tout en ayant du retard par rapport au développement capitaliste. L'élément déterminant de sa future histoire sera lié au fait d'avoir été un pays où la modernisation a démarré beaucoup plus tard que dans le reste de l'Europe occidentale, cherchant à rattraper le temps perdu.

"Notre révolution est le prologue de la révolution mondiale, un pas vers cette révolution. Le prolétariat russe ne peut pas, par ses seules forces, conclure victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner à sa révolution une extension qui crée de meilleures conditions pour la révolution socialiste, et jusqu'à un certain point, en être l'instigateur. Il peut rendre la situation plus favorable à l'entrée en scène, dans les batailles décisives, de son principal et plus sûr collaborateur, le prolétariat socialiste européen et nord-américain."¹¹⁵ (c'est nous qui soulignons)

La Russie était-elle en train de construire le socialisme en créant des situations pour favoriser les révolutions européennes et nord-américaines?

Dans cette analyse critique, nous ne pouvons pas négliger l'effort de la grande majorité de cette société et encore moins sous-estimer les énormes problèmes auxquels ce peuple

¹¹⁵ Lénine, V.I., cité par COGGIOLA, Osvaldo, "O colapso da União soviética e os Prognósticos do marxismo", in COGGIOLA, Osvaldo (org) et alli in História e Crise contemporânea. Ed. Pulsar, São Paulo, 1994 p.23. Il s'agit d'un symposium organisé par l'U S P et publié dans ce livre dont le titre reprend le nom de ces journées.

a été confronté, durant soixante-dix ans. Car c'est une histoire faite de sueur et de sang. De 1917 à la fin de la Seconde guerre mondiale, soixante à soixante-dix millions de personnes sont mortes. Les nazis ont sans nul doute été les principaux responsables. Selon des études récentes, les historiens ont dénombré trente millions de Soviétiques morts durant la Seconde guerre mondiale, au moins treize millions au cours de la collectivisation de 1929 à 1932 et cinq millions au cours de la guerre civile entre 1918 et 1921, les autres ayant été éliminés durant les "purgés".¹¹⁶

Quelles sont donc les causes de cet échec accompagné d'une telle souffrance? Quelles sont les interprétations proposées? Le processus soviétique demandera certainement très longtemps pour être compris.

Un journaliste brésilien était présent à une manifestation de soutien à Eltsine le 23 mars 1988. Durant la concentration devant la mairie de Moscou, l'un des sympathisants de Eltsine s'est aperçu que la caméra était braquée sur lui. Il s'est tourné vers la caméra, s'est identifié, tout en disant savoir qu'il était contrôlé par le KGB. Il a déclaré également que l'URSS disait adieu à la peur et que c'était pour cette raison qu'elle critiquait la bureaucratie. Il s'agissait d'une manifestation, en 1988. Une manifestation de soutien à un "restaurateur du capitalisme" - Eltsine - et cependant, devant le courage de cet homme qui s'expose dans un discours et qui, ensuite, pensant être filmé par le KGB, a montré sa foi en la fin de l'oppression, a reçu une manifestation d'appui

¹¹⁶ Selon les données de ARBEX. José. in "Da perestroika ao colapso da URSS", in COGGIOLA et alli in História e crise contemporânea, op. cit., pp. 85 à 96

de la population qui répondit en scandant: "A bas la bureaucratie, tout le pouvoir aux soviets!"¹¹⁷ (c'est nous qui soulignons).

Il semble que cette phrase n'ait pas perdu de sa force: "Tout le pouvoir aux soviets!" Elle nous renvoie à Trotski et lui donne raison lorsqu'il faisait remarquer que la révolution socialiste avait mobilisé la population en 1917 et que ses idéaux étaient toujours aussi vivants dans la conscience des travailleurs. Les organes d'exercice du pouvoir par les bases que l'on a voulu implanter et qui ont perdu en substance au cours des années suivantes, étaient encore vivants dans la mémoire du peuple. Sans doute avait-il raison. Autrement, il n'aurait pas été possible, en 1988, de reprendre le cri inoubliable d'une lutte qui a sensibilisé et influencé le monde et dont la centralité révolutionnaire s'exprimait dans le mot d'ordre: "TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS"

Plus d'un demi-siècle s'était écoulé quand, en juillet 1988, lors d'une conférence du parti communiste, dans un climat caractérisé par le "dégel" de la perestroïka, Gorbatchev parle de pluralité socialiste, à savoir de la possibilité de manifestation de diverses tendances au sein du parti communiste, ce qui avait été - provisoirement au départ - interdit en 1921, à l'époque de Lénine et de Trotski. A cette même époque "les marins qui avaient pris certaines libertés démocratiques alors incompatibles avec l'Etat socialiste avaient été massacrés"¹¹⁸ En avril 1986, explose le quatrième réacteur de l'usine nucléaire de Tchernobyl. Pour la première fois, l'Académie des Sciences porte à la connaissance du public la question de la sécurité des usines, de leur construction et de leur administration.

¹¹⁷ ARBEX, in COGGIOLA et alli. op. cit., p. 90.

¹¹⁸ ARBEX, in COGGIOLA et alli. op. cit., p. 90.

On en parle à la télévision et dans les journaux. La bâillonnement de la liberté d'expression touchait à son terme, disait-on. En 1987, après les critiques de Boris Eltsine à Gorbatchev et à son équipe, l'unanimité de la presse autour du Parti n'était plus la même. La presse, et ceci était un fait nouveau, manifestait ses divergences.

En 1988, alors que l'URSS se retirait de l'Afghanistan, les programmes de radio et de télévision lançaient déjà ouvertement le débat de questions qui marquaient de longue date la vie quotidienne, comme la prostitution, les drogues et le sida. Dans le même temps, en Estonie - l'une des quinze républiques de l'URSS - on discutait les effets produits sur l'agriculture de la région par l'industrie soviétique, entraînant de graves problèmes écologiques qui pourraient aboutir à la destruction de la nappe phréatique de l'Estonie. La situation était dramatique: dans peu de temps, toute la récolte serait perdue et c'en serait fini de l'agriculture dans cette région, le sol étant devenu définitivement inutilisable. Ces discussions ont donné naissance au premier Front populaire, du type mouvement nationaliste pour l'indépendance. Gorbatchev lui a fait bon accueil. Il acceptait que la responsabilité retombât sur la direction soviétique, c'est-à-dire sur la bureaucratie qui se souciait peu des questions environnementales. Dès lors, l'écologie se fit présente dans ses discours. A la suite de cette série d'événements, le monde entier prendra connaissance, non sans stupeur, de la chute en série, non seulement de Gorbatchev mais de l'Union Soviétique et de tout le monde socialiste européen.

Que s'était-il donc passé? Des décennies durant, on avait dénoncé l'absence de démocratie et au moment où celle-ci, comme nous l'avons montré par les exemples ci-dessus, semble essayer de s'imposer dans le nouveau mouvement de la perestroïka mené par Gorbatchev, c'est l'ensemble du système qui se délite. Comment analyser cette

réalité? Quelles ont été parmi la gauche les principales interprétations du caractère de ces sociétés?

3. Les interprétations sur le socialisme soviétique

Nous regroupons ici dans un large éventail qualitatif, les groupes, les organisations et les partis, des tendances les plus variées: marxistes-léninistes, trotskistes, castristes ou maoïstes. Or, si toutes ces tendances se rejoignent quant à ce que nous considérons le volontarisme politique, chacune d'elles élabore une interprétation différente à propos du caractère du socialisme réel et de l'URSS en particulier.

Certains auteurs, tel Charles Bettelheim ont été les tenants de la thèse du capitalisme d'État, d'autres, tel Gorender¹¹⁹, ont caractérisé cette expérience comme celle du socialisme d'état et les trotskistes¹²⁰ ont soutenu la thèse de l'état ouvrier dégénéré. Pour Kurz, enfin, le socialisme réel est une forme spécifique du système producteur de marchandises. Son analyse va à contre-courant et apporte une autre compréhension des causes de la défaite des politiques modernisantes, y compris celle réalisée par les pays socialistes.

¹¹⁹ Cf. GORENDER, Jacob. "A dissolução da URSS: causas e consequências", in COGGIOLA et alli. História e crise contemporânea, op. cit., p. 77.

¹²⁰ Id. Ibid.

3.1. Les pro-chinois.

Je prendrai comme point de départ la position de la "nouvelle gauche" pro-chinoise, qui comprenait de nombreux partis et organisations. Toutefois, je voudrais renvoyer à "Il Manifesto", dont la position était la plus élaborée. Dans son travail "Thèses", il fait preuve d'une sensibilité à l'égard de la critique de l'utilisation du travail, dans le concept de "travail abstrait", dans la société socialiste. Ses principaux postulats étaient les suivants:

- "La conquête du pouvoir par un bloc de forces déjà constitué dans une perspective communiste -dans une société ayant déjà résolu internement les problèmes de l'accumulation primitive et où existe une organisation unitaire de la production et de l'Etat- peut permettre l'exercice du pouvoir de manière profondément démocratique et une participation pleine et active des masses"¹²¹
- "Dans les pays avancés, l'Etat révolutionnaire peut et doit être, dès le départ, véritablement, un État "sui generis", d'un genre nouveau, à savoir un État qui, sitôt instauré, commence à se désagréger".¹²²

Selon "Il Manifesto", ces postulats ne voulaient pas dire que le principe marxiste-léniniste de la dictature du prolétariat fût dépassé.

¹²¹ "Le socialisme critique d'aujourd'hui". Thèses de " Il Manifesto". Il s'agit d'une plateforme de discussion et de travail politique du groupe de la revue italienne "Il Manifesto".

¹²² Il manifesto, op. cit. p. 70.

- "Tant que la société communiste ne sera pas construite et qu'une gestion directe exercée par les masses ne sera pas possible, les éléments de centralisation et de délégation (...) devraient se désagréger progressivement tout en prévalant encore dans la constitution politique"¹²³
- "Le pouvoir doit demeurer aux mains de ceux dont l'intérêt matériel représente la fin de toute forme d'exploitation."
- "La constitution d'un État socialiste doit être inégale, elle ne doit pas être rédigée au nom d'une égalité que l'on retrouve dans toutes les constitutions bourgeoises, fondées sur l'abstraction du citoyen et de son droit au vote. Une constitution inégale, doit être l'expression de l'inégalité réelle, politique et économique, qui garantisse le pouvoir politique à ceux qui n'ont pas les 'diplômes' pour diriger. C'est cette inégalité dans la constitution qui permettra à une certaine élite, l'accession au pouvoir, au nom du prolétariat."¹²⁴
- Avec l'essor [dans les années soixante-dix] du communisme, "on peut donner au mouvement de masse un caractère directement anti-capitaliste, lui permettant ainsi d'assumer des formes autonomes et unitaires d'organisation et de direction des conseils. Une rupture révolutionnaire opérée à ce niveau et à l'aide de ces instruments peut donner origine à un État de type réellement nouveau, réellement 'en voie d'extinction'. [Ils poursuivent, sans en analyser les causes] (...) Comme le pensait Lénine, bien qu'il n'ait pas réalisé son projet, les conditions de la révolution russe ne l'ayant pas permis, la structure portante d'un État prolétaire sont les CONSEILS, comme forme spécifique de

¹²³ Id. p. 71.

¹²⁴ Il manifesto, op. cit. p. 71.

la société de transition et de dépassement, et non pas complément de l'État bourgeois" ¹²⁵
(c'est nous qui soulignons).

Le pouvoir d'État serait fondé sur les conseils et le Parti. Les conseils au niveau de l'usine, de l'école, du quartier, et dans toutes les articulations décisives de la société, auraient comme fonctions de:

- organiser le pouvoir et le suffrage par rapport à ses contenus concrets; dépouiller la "délégation", qui subsiste encore dans toute forme d'État, de son caractère abstrait et générique;
- la rendre (cette délégation) réellement révocable et assurer par là l'exercice permanent du pouvoir des masses;
- être un obstacle à la dégénérescence du parti et à l'auto-conservation de l'État.

Après cette description des fonctions, "Il Manifesto" en considère les limites probables, vu que celles-ci sont déterminées par le processus encore caractérisé comme une transition:

"Il faut considérer que, dans une société de transition, les rapports entre les hommes sont caractérisés par l'échange et que la gestion sociale de la production n'est pas encore possible non plus. Nous voulons dire par là que, dans cette phase de transition, les conseils ne pourront pas encore être totalement auto-gestionnaires des diverses activités productives (...) La production doit être coordonnée par un plan et le comportement des individus et des groupes (doit être) conditionné par des éléments encore partiellement coercitifs." ¹²⁶

¹²⁵ Il Manifesto, op. cit. p. 72.

¹²⁶ Il Manifesto, op. cit., p. 73

Enfin, on trouverait la présence du Parti, celui qui établit une force subjective unifiante et qui complète l'action de la structure des Conseils. Il est l'expression de la conscience révolutionnaire et obstacle à l'introversion corporative des masses et des conseils.

La critique:

Cette analyse renferme des questions à considérer:

- Ils retiennent le concept de CONSEILS en tant qu'instrument du peuple contre la dégénérescence du parti et l'autoconservation de l'État.
- Ils les reconnaissent comme un projet développé par Lénine qui n'a pas été appliqué en Russie car "les conditions ne l'ont pas permis", mais n'expliquent pas les causes de cet échec. A aucun moment, la question de savoir pourquoi les conditions russes n'ont pas conduit au développement de la démocratie populaire n'est prise en considération.
- L'incompréhension du caractère totalitaire du socialisme réel devient encore plus évident quand ils comparent les erreurs qui auraient éliminé le caractère socialiste de la révolution russe, à ce qu'ils considèrent les "réussites" de la révolution chinoise.
- Ils ne sont pas loin d'établir le rapport entre les conditions matérielles et les conditions subjectives, de conscience, lorsqu'ils déclarent: "dans une société qui a déjà résolu internement les problèmes de l'accumulation primitive et où existe une organisation unitaire de la production et de l'Etat", la révolution peut avoir lieu, à partir de la conquête de l'Etat par un bloc de forces déjà constitué dans une perspective communiste.

Cette condition nécessaire n'est cependant plus envisagée quand il s'agit de critiquer le processus russe. Ils ne se posent pas la question de savoir de quel niveau d'accumulation la Russie était partie en termes économiques ni ses implications. Ils n'établissent pas de

rapport entre le niveau d'organisation de la production et de l'État - dans un pays où les rapports de type féodal pèsent encore - et les tâches qu'exigeait le socialisme en tant que projet de développement. On retrouve cette même omission dans l'analyse du projet chinois. Cependant, ils sont enthousiastes devant la réaction populaire au cours de la révolution culturelle. De fait, celle-ci a exercé une forte influence auprès de secteurs de la "nouvelle gauche" et d'intellectuels à l'échelle internationale. Toutefois, le recul politique et le maintien de la structure de pouvoir dictatorial finirent par s'imposer encore une fois. Le résultat frustrant devient évident, dans l'opinion d'un intellectuel qui était l'un de ses plus fervents défenseurs. Charles Bettelheim nous livre ses réflexions sur la Chine:

"Expresso: Dans le livre où vous avez dénoncé la politique de Deng Xiaoping, vous dressiez un bilan global positif de la révolution culturelle. Par la suite, on a beaucoup écrit sur ce thème et Daubier, par exemple, dans "Les nouveaux maîtres de la Chine", reconnaît que la vision de la révolution culturelle était également faussée. Qu'en pensez-vous aujourd'hui?

C.B. Bien, je pense qu'à certains moments de la révolution culturelle, quelques problèmes cruciaux ont été effleurés de manière confuse. La lutte contre le contrôle monolithique du parti sur la société, l'économie, la culture, l'information, etc., tout ceci a été très important pour démystifier le socialisme de parti unique. Mais je reconnais que, dans la pratique, ce n'est pas ce chemin que l'on a suivi. Le mouvement a rapidement été approprié et réduit à une confrontation de factions au sein d'un unique parti - alors qu'il y avait une aspiration effective à la libéralisation et au pluripartidarisme. La vente libre de divers journaux n'a duré que quelques mois et la direction centrale de la révolution culturelle s'est transformée en un nouveau centre de pouvoir à qui il revenait de définir ce qui était correct ou incorrect. Il y a eu des tâtonnements dans le sens d'une démocratie de masses qui n'a pourtant pas eu le temps de se développer. La grande illusion dont j'ai moi-même été victime était de penser que le pouvoir s'acheminait aussi vers une démocratie de masses."¹²⁷

Pour Bettelheim, donc, la raison de l'échec se dilue dans la constatation que la démocratie n'a pas été implantée par manque de temps. Pourquoi aucun processus menant à la démocratie de masses n'a-t-il pu être mené à bien dans le socialisme réel?

¹²⁷ Interview accordée par Charles Bettelheim au journal *Expresso*, à Lisbonne, le 21 janvier 1984.

Il y a une omission fondamentale dans ces visions formulées par la gauche qui combattait les "erreurs" du socialisme réel. Ces courants de pensée argumentent du point de vue du caractère subjectif des choses. Ils prennent les situations concrètes pour le résultat de la lutte entre des volontés. S'en tenant au champ de la volonté politique, ils s'appliquent à élaborer une bonne formule. Si l'on articulait Conseils et Partis, appuyés par une forte détermination, la révolution ne pourrait pas échouer. Même si l'on considère que ces organismes étaient vides de sens en URSS, ils insistent encore une fois sur leur importance, sans chercher à savoir pourquoi elles s'étaient vidées de leur sens. Comme si, cette fois-là, effectivement mis en place, ils auraient pu garantir la construction de la nouvelle société. En prenant la Chine comme modèle, contre-vérité découverte par la suite, ils perdent l'occasion de se donner comme tâche l'étude du socialisme réel en l'identifiant au totalitarisme. comme résultat des conditions matérielles de départ de ces pays au capitalisme "arrière".

En résumé, cette vision soulève la question de l'existence au sein du socialisme réel d'une organisation du travail de genre capitaliste, mais conclut que la transformation, l'inversion, doit être la résultante d'une plus grande organisation populaire, d'une plus grande autonomie, d'un plus grand contrôle des travailleurs et de l'élévation du niveau de conscience politique. La question déambule ainsi dans le domaine d'une lutte entre mentalités.

3.2. Le socialisme d'État

Selon l'un des défenseurs de cette thèse, Jacob Gorender¹²⁸, il y a bien eu, entre 1917 et 1928, une tentative de construction du socialisme en Russie, bien que dans des conditions d'extrême difficulté, en raison de son isolement à partir de 1921. Cette année-là, Lénine inaugure la NEP qui s'étend jusqu'en 1929. La NEP a été assumée comme un recul. Toutefois, la contre-révolution aurait eu lieu en 1928 avec la montée au pouvoir de Staline. Staline l'emporte sur Boukharine, expulse Trotski et consolide sa dictature autocratique et absolue dans les années 30.

Pour Gorender, ce qui caractérise l'URSS comme socialiste et non comme capitaliste est le fait que son existence ait provoqué une fracture dans le camp capitaliste. S'il s'était agi d'un capitalisme d'État, il n'aurait pas provoqué de fracture, vu que celui-ci ne se différencie pas substantiellement du capitalisme privé, conclut-il. Gorender avance un autre argument pour justifier sa position de socialisme d'État. Il se serait caractérisé

... "par l'étatisation totale de l'économie, que ce soit sous la forme de propriété d'État ou de contrôle strict de la planification, la soumettant à une centralisation extrêmement rigoureuse et bureaucratique, et en la murant sous le commandement du parti communiste et du gouvernement de Moscou. Du point de vue politique, la fusion et la confusion du parti communiste et de l'État dominait dans l'Est européen, faisant du premier le cerveau et la colonne vertébrale du système, alimenté par une bureaucratie calculée à 8 millions de personnes, principaux bénéficiaires du système".¹²⁹

¹²⁸ GORENDER, "A dissolução..." in COGGIOLA et alli. op. cit., p. 77 à 96.

¹²⁹ GORENDER, in op. cit., p. 79.

Gorender dit de la bureaucratie qu'elle ne constituait pas une classe mais une "strate supérieure de la société" responsable de la spoliation des travailleurs. Toutefois, elle n'était pas une classe sociale car elle ne pouvait pas s'approprier les moyens de production ni appliquer le fruit de la spoliation directement dans l'économie. Ceci n'est possible qu'aujourd'hui avec la législation de l'entreprise capitaliste permettant que les bureaucrates ayant accumulé des fortunes en bijoux et autres applications, puissent procéder au "blanchiment", en investissant sur le marché et en montant des entreprises.¹³⁰

La critique

La fracture entre blocs capitaliste et socialiste, camouflée en affrontement entre intérêts de classes opposés, était en fait une lutte entre des niveaux d'industrialisation différents. Qu'il y ait eu ou non fracture, disputes ou contradictions entre pays ou régions, ne permet pas en soi la caractérisation d'aucun des États comme ouvrier, bourgeois ou paysan, ni aucune autre dénomination ayant un quelconque rapport avec le caractère de classe de ces pouvoirs. Prenons l'exemple du panorama de la seconde guerre mondiale, avec les alliés et la Triple entente. Le nazisme n'est absolument pas étranger au capitalisme, bien au contraire, c'est une forme d'organisation politique étatiste dans le système capitaliste lui-même. Cependant, ses projets expansionnistes ont non seulement provoqué des fractures dans le champ politique européen, mais encore ces fractures ont pris l'ampleur d'une guerre aux proportions terrestres.

¹³⁰ Id Ibid

Gorender donne une description critique et réaliste des événements mais n'en tire pas les conclusions qu'il faudrait. Voyons plutôt. "au lieu de débiter son mouvement de contraction, de régression et de réduction de ses zones de contrôle par le socialisme, c'est exactement le contraire qui s'est produit, son gigantisme, son extraordinaire expansion, l'étatisation de toute la société, la soumission totale de la société civile à l'État"¹³¹

Il reconnaît qu'il y a eu exploitation des travailleurs par l'État mais souligne que celle-ci n'a pas été le fait du capital international et que c'est en ceci qu'elle se distingue du capitalisme quant à sa nature.

3.3. Les trotskistes

Gorender défend la thèse du socialisme d'État, à la différence de quelques tendances trotskistes qui caractérisent l'URSS comme un État ouvrier dégénéré. Cependant, les deux positions considèrent la montée de la bureaucratie au pouvoir, qui marque le début de la période staliniste, comme le point d'inversion de la courbe.

Pour les trotskistes, le processus soviétique, révolutionnaire au départ, a commencé à se dégenerer au bout d'un certain temps. Le triomphe de la dégénérescence a entraîné la restauration capitaliste qui s'est soldée par la dissolution de l'URSS. Sur ce chemin de la victoire de la bureaucratie sur la classe ouvrière, la population a été soumise à un "nouveau" processus d'exploitation.

¹³¹ GORENDER, Jacob. "Da revolução russa à crise mundial", in COGGIOLA et alli. História e crise contemporânea. op.cit. p. 152.

Cette lutte entre la bureaucratie et les masses, à partir de l'usurpation du pouvoir par la première, a duré un certain temps. Cette période a été marquée, dans le domaine politique, par une lutte entre deux tendances, ou un caractère d'alternative, sur laquelle Trotski prévoyait: "...ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans les États Ouvriers détruit les nouvelles formes de propriété et lance le pays sur la voie du capitalisme, ou la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre la voie au socialisme."¹³² Ils considèrent¹³³ que la fin du socialisme réel survient lorsque les possibilités pour la bureaucratie de jouer un rôle d'intermédiation entre l'impérialisme et les masses sont épuisées.

Quant à la dégénération de l'État ouvrier, les trotskistes l'attribuent à la prédominance de la position de construction socialiste autarchique, c'est-à-dire dans un seul pays. Ce fait, associé à la pression de l'impérialisme sur la Russie, serait la cause de la victoire des bureaucrates sur les révolutionnaires, aboutissant à la dégénération graduelle de l'État ouvrier. Les mesures "progressistes" d'expropriation de la propriété privée agraire et la centralisation des forces productives par le biais de la planification économique, ont été prises dans le but de consolider le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie. Ce qui signifie que ces mesures portaient en elles le germe de leur propre dissolution et du ressurgissement de la contre-révolution.

¹³² TROTSKY, Léon. "Programme de transition". Causa Operária. São Paulo, s.d.p., cité par Coggiola, in op. cit., p. 23.

¹³³ Cf. ALTAMIRA, Jorge. "A crise mundial", in COGGIOLA et alii. História e crise contemporânea, op. cit., pp. 5 à 22.

Dans son analyse de la nature de l'URSS, Trotski considérait la production comme socialiste et la distribution comme capitaliste. Voyons ce qu'il nous dit:

"Deux tendances opposées croissent au sein du régime: en développant les forces productives - au contraire du capitalisme stagnant - on crée les fondements économiques du socialisme; et en exacerbant, par complaisance envers les dirigeants, les normes bourgeoises de répartition, on prépare une restauration capitaliste. La contradiction entre les formes de propriété et les normes de répartition ne peut s'accroître indéfiniment. Ou bien les normes bourgeoises s'étendront, d'une manière ou d'une autre, aux moyens de production, ou bien les normes socialistes (dans la distribution) devront être concédées à la propriété socialiste."(c'est nous qui soulignons)¹³⁴

En 1936, Trotski considère que cette société est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle:

"a) les forces productives sont encore insuffisantes pour conférer à la propriété d'Etat un caractère socialiste; b) la propension à l'accumulation primitive, née de la nécessité, se manifeste par tous les pores de l'économie planifiée; c) les normes de distribution, de nature bourgeoise, se trouvent à la base de la différenciation sociale; d) le développement économique, améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à la formation accélérée d'une couche de privilégiés; e) la bourgeoisie, explorant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlable, étrangère au socialisme; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, est encore vivante dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs; g) l'évolution des contradictions accumulées peut conduire au socialisme ou faire reculer la société vers le capitalisme; h) la contre-révolution, en marche vers le capitalisme, devra saper la résistance des ouvriers; i) les ouvriers, en marche vers le socialisme, devront renverser la bureaucratie. La question sera définitivement résolue par la lutte des deux forces vives dans l'arène nationale et internationale".¹³⁵

Trotski oppose le dynamisme du socialisme en train de développer les forces productives à une stagnation du capitalisme. Certes, la Russie a connu un développement des forces productives dans les premiers temps de la révolution mais il a été de courte durée et n'est

¹³⁴ TROTSKY, Leon. A revolução traida. Antidoto, Lisboa, 1977, p. 244, cité par COGGIOLA, in COGGIOLA et alli. op. cit., p. 36.

¹³⁵ TROTSKI, Léon. La révolution trahie, cité par Coggiola, op. cit., p. 27.

jamais parvenu à dépasser le "capitalisme stagnant" dont parle Trotski. Bien au contraire, au XXe siècle, le capitalisme a créé de nouvelles forces productives plus puissantes jusqu'à arriver, dans les années soixante-dix, à la troisième révolution industrielle qui surpasse d'ailleurs, et de loin, l'ensemble du socialisme réel, en raison de son incompétence dans ce domaine.

La seconde erreur qu'il commet est d'opposer la production qui serait socialiste et la distribution, qui serait capitaliste. C'est la raison pour laquelle il considère cette société comme intermédiaire entre le socialisme et le capitalisme. David Treece¹³⁶ montre comment Charles Bettelheim et d'autres qui partagent la thèse du capitalisme d'État, avaient déjà critiqué cette position, en démontrant comment elle découlait d'une erreur de Trotski qui confondait la propriété juridique, légale, des moyens de production par l'État et le contrôle social et démocratique par les travailleurs. La propriété juridique de l'État sur les moyens de production ne lui confère pas un caractère socialiste.

Trotski lui-même reconnaît la "propension à l'accumulation primitive", née de la nécessité, qui se manifeste par tous les pores de l'économie planifiée", c'est-à-dire que le caractère capitaliste d'accumulation existait. Or, s'il reconnaît qu'il y a accumulation, cela ne peut évidemment être qu'une accumulation de capital. Son affirmation selon laquelle, après la montée au pouvoir de la bureaucratie, les travailleurs ont été soumis à une "nouvelle forme d'exploitation" est donc dénuée de sens. En quoi cette forme serait-elle nouvelle si elle existait déjà en fonction du type d'accumulation adoptée depuis Lénine?

¹³⁶ Cf. TREECE, David. "La fin du capitalisme d'État en Russie". in COGGIOLA et alli História e crise contemporânea, op. cit.

Ce n'est pas tout: en contradiction avec la définition qu'il donnait du caractère socialiste de la révolution, Trotski exigeait que les entreprises soient dotées d'initiative d'autonomie pour tester leur efficacité sur le marché. Il devrait donc y avoir un marché, qui comprenne des moyens de production. Il affirme que, sans marché, il n'y aurait pas de calcul économique et que le socialisme ne pourrait pas s'en passer. Tant que les objets auront une valeur, disait-il, en tant que produits du travail humain, et tant que l'argent sera l'unité de mesure de comptabilité, il y aura marché.¹³⁷

Comme nous le verrons plus loin, les entreprises d'État n'avaient pas l'occasion de tester leur efficacité sur le marché, pour la simple raison que le système de planification centralisée fixait administrativement les valeurs des marchandises, c'est-à-dire les prix. Comment le socialisme aurait-il pu avoir un marché en l'absence de concurrence entre les propriétaires privés des moyens de production? L'État était-il son propre concurrent?

Quant au fait que les marchandises possèdent une valeur car elles sont produits du travail humain, Marx pensait qu'un objet, sous sa forme marchandise, possède une valeur non pas parce qu'il est produit du travail mais parce qu'il est produit du travail abstrait. Dans ces conditions, tout objet produit est une marchandise. Le travail abstrait est historiquement créé dans et pour le capitalisme, et il s'éteindra avec lui.

Enfin, c'est une contradiction que de croire que la classe ouvrière a engendré le processus de transformation d'un mode de production en un autre, comme le disait Marx, tout en caractérisant comme ouvrier l'État qui imprime une politique économique où

¹³⁷ Id p 160

l'exploitation de la plus-value atteint des niveaux très élevés. Pire encore, certaines propositions, comme celle de Gorender, acceptent l'analyse de Trotski sur la nécessité du marché dans le socialisme tout en soutenant que cette concurrence sur le marché devrait se faire de manière non capitaliste. Il serait intéressant s'il expliquait comment pourrait bien exister une concurrence sur le marché qui ne soit pas capitaliste.

La politisation et l'idéologisation de ces analyses finissent par découper une réalité et exiger que ses parties écartelées agissent indépendamment de leur logique globale, ce qui va contre leur propre nature. Très tôt, Trotski a eu une vision claire du caractère capitaliste de "l'accumulation" qui ne pourrait être qu'une accumulation de capital.

En conséquence des politiques adoptées, le besoin se fera sentir (pour la manutention du système), des années plus tard, de surenchère de l'extorsion de la plus-value des travailleurs, dans une période considérée "noire" de l'histoire de l'URSS: le stalinisme. L'économie politique du stalinisme n'a pas été différente des étapes antérieures ou postérieures. A partir de l'analyse que Trotski lui-même faisait de l'économie soviétique en 1936, il est permis de conclure que sa conception du développement n'était pas fondamentalement différente de celle des stalinistes:

"Les résultats spectaculaires obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture, l'extraordinaire croissance des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles villes, l'augmentation rapide du nombre d'ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, sont les résultats irréfutables de la révolution d'Octobre, où les prophètes du vieux monde prétendaient voir la sépulture de la civilisation. Nul besoin désormais de discuter avec messieurs les économistes bourgeois: le socialisme a démontré son droit à la victoire, non seulement dans les pages du Capital, mais dans une arène qui recouvre un sixième de la superficie du globe, en utilisant non pas le langage de la dialectique, mais celui du fer, du ciment et de l'électricité. Même si l'URSS succombait sous les coups de l'extérieur et sous les erreurs de ses dirigeants - ce qui, nous le souhaitons vivement, nous sera épargné - il resterait comme preuve pour l'avenir, le fait indestructible que seule la révolution

prolétaire a permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédents dans l'histoire".¹³⁸

C'est pour cette raison que Trotski considérait l'URSS comme un "État ouvrier", bien que dégénéré. Pour lui, l'étatisation des moyens de production contenait en soi l'élément socialiste. Le problème résidait dans le fait que le pouvoir ait été usurpé par les bureaucrates. Mais comment la bureaucratie surgit-elle?

La bureaucratie se forme dans les conditions où le genre de développement de la société a besoin d'un appareil d'État très fort qui joue le rôle de moteur et de régulateur de l'économie. Sa force est directement proportionnelle à la faiblesse d'une classe capitaliste qui mette directement en action le capital fixe du pays. Son autorité repose sur l'usage qu'elle en fait afin de soulager les tensions provoquées par la pénurie de biens dans la société et la lutte que les travailleurs entreprennent pour répondre à leurs besoins. Elle se propage par cooptation et sa position de direction lui permet l'usufruit de privilèges rares dans une société arriérée.

État fort et bureaucratie sont des combinaisons indissolubles dans les socialismes réels. La bureaucratie soviétique surgit donc dans un cadre de pénurie, de même que les bureaucraties roumaine, bulgare, chinoise, mozambicaine et toutes les autres. La bureaucratie, contrairement à quelques analyses, ne surgit pas parce que le mal a occupé la place du bien. Elle s'installe exactement dans les conditions socio-économiques des pays arriérés où a eu lieu une révolution politique de type émancipatoire.

¹³⁸ TROTSKI, Léon, A revolução traída, p. 57, cité par Coggiola, in COGGIOLA et alii, op. cit., p. 35

Toutes ces autres analyses ne prennent pas en considération qu'il n'y avait pas de conduite politique distincte, indépendante, parallèle aux impositions objectives de la politique économique d'accumulation rapide que l'on avait entreprise. Ces analyses n'échappent pas au travers politique et n'expliquent pas, en fin de compte, les raisons essentielles pour lesquelles l'État socialiste réel est nécessairement et invariablement autoritaire et centralisateur.

3.4. Le socialisme comme forme spécifique du capitalisme.

L'interprétation du socialisme réel qui m'a semblé la plus correcte est celle qui part non pas de la recherche des différences entre le socialisme et le capitalisme mais de leurs ressemblances. Contrariant l'analyse bipolaire de compétition entre l'Est et l'Ouest, cette interprétation amène à une conclusion très différente des premières.

La plupart de ces analyses, sans vouloir diminuer la contribution que, d'une manière ou d'une autre, elles ont apportée, tombent toutes dans le même parti pris politique. La révolution allemande frustrée de 1918, par exemple, est vue comme une trahison de la social-démocratie qui ne tire pas profit du pouvoir que le prolétariat lui avait confié pour mener à bien la révolution socialiste. En sauvant le capitalisme, elle trahit le prolétariat et la révolution socialiste ne s'étend pas au reste de l'Europe. A propos de cette trahison, Trotski note, en prenant l'URSS comme exemple positif, qu'il ne serait pas difficile de concevoir ce qu'il en serait de l'invincible pouvoir économique de "l'Europe centrale et orientale et d'une partie considérable de l'Asie" et il conclut que "les peuples du monde

devront encore payer par de nouvelles guerres et de nouvelles révolutions les crimes historiques du réformisme."¹³⁹

Loin de croire que les trahisons ont été absentes de l'histoire de luttes des peuples pour la justice, il nous semble cependant nécessaire de pondérer ce point de vue qui s'attache exclusivement à la question politique, étant donné que les conditions de développement du capitalisme à partir des années vingt n'ont pas facilité la propagation souhaitée de la révolution dans les pays les plus développés d'Europe. Cet isolement de la révolution a entraîné le besoin de construire un socialisme pris comme transition vers le communisme, dans un seul pays et dans des conditions extrêmement difficiles.

D'un côté, c'est l'une des raisons qui ont amené l'URSS à une politique d'alliances avec l'occident capitaliste. D'un autre côté, ces situations politiques sont le résultat des profonds changements dans le système producteur de marchandises à partir des années vingt. Dans cette période, le capitalisme a connu des changements importants, dont le fascisme. Mais le plus important a été lié à l'expansion du capitalisme de masse et aux réformes du New Deal aux Etats-Unis.¹⁴⁰ Cette nouvelle phase du capitalisme s'étendra et se consolidera plus tard dans tout l'occident.

Bien que le monde ait vécu des situations politiquement très difficiles comme la montée du fascisme, la principale barrière au déclenchement des révolutions européennes a été

¹³⁹ TROTSKY, A revolução traída, p. 57, cité par COGGIOLA, p. 35.

¹⁴⁰ Cf., Il Manifesto, op. cit.

dressée par les transformations économiques de l'époque. L'avancée du capitalisme est directement liée à l'affaiblissement de la gauche dans les pays centraux.

Dans les années soixante-dix, le nouvel élan de transformation du système producteur de marchandises provoque la crise de ces deux hypothèses principales sur lesquelles toute la gauche occidentale s'est formée historiquement, à partir des années vingt: la réformiste, soutenue principalement par la social-démocratie d'Europe et la politique de front soutenue par les partis communistes. La seconde hypothèse repose surtout sur la question du retard de développement du capitalisme dans certains pays, ce qui amènerait à arborer la bannière du "développement économique national" et des "libertés démocratiques".

Considérant le moment présent, Kurz conclut que la crise actuelle, plutôt que de représenter la fin du socialisme d'État, du capitalisme d'État ou de l'État ouvrier dégénéré, représente le début de la fin du capitalisme tout court. Cette analyse englobe une période beaucoup plus étendue que les soixante-dix ans à partir du début de l'expérience soviétique, elle recouvre les deux-cents ans de la modernité. Il est intéressant de remarquer que les événements marquant la fin du socialisme réel aient pratiquement coïncidé avec la date de la fête du bicentenaire de la révolution française, indiquant l'achèvement d'un cycle. Les tentatives nationales, fondées sur le protectionisme et marquées par une forte présence de l'État, ont connu un succès relatif durant quelques temps, puis sont entrées en déclin. Il y a deux cents ans, le capital initial nécessaire pour investir était infiniment moindre que celui qui est nécessaire aujourd'hui. L'application de la technologie à la production, à partir des années soixante-dix principalement, a éliminé, une fois pour toutes, l'idée de développement dans les pays périphériques. En outre, ces

modèles de développement s'appliquaient aux économies nationales. Aujourd'hui, le développement des forces productives ont exigé la création de nouvelles structures d'économie internationale.

En résumé, l'occident n'a pas connu un système meilleur que le socialisme. Il a occupé une meilleure place, il a obtenu un avantage historique au sein de ce même système.

3.5. Conclusion.

L'expérience du socialisme réel est une forme inédite de recherche de modernisation, comprise comme modèle "sociétal" qui permettrait l'accès au développement, orienté d'après l'expérience des pays centraux. La modernité a été prise comme paradigme à accepter et à réaliser partout où le capital lançait ses tentacules. Car c'est bien d'une pieuvre qu'il s'agit mais une pieuvre qui ne se contente pas "d'êtreindre", il lui faut empoisonner ses victimes en leur faisant souhaiter le système dominant, celui de l'emprisonneur. Pire que le pillage des richesses réalisé à coups de génocides, la pensée que cette pieuvre aux innombrables tentacules a étreint notre planète et en a transformé les habitants en "légionnaires", en "soldats" et en "hommes de peine" à son service. Elle a créé des "acheteurs de vote", des armées de "tueurs à gage", elle a créé les "gendarmes" et tous les "intermédiaires" qui exerçaient la répression, à la place du plus fort pour que sa raison s'impose.

Le côté destructif du capitalisme fait partie de sa nature, de sorte qu'on ne peut pas échapper à moitié à sa logique, le rendant plus acceptable, ne conservant que son côté progressiste. Nous ne voulons faire ici aucune défense de ce système, mais ce mode de

production est une réalité qui doit être affrontée comme telle. C'est au moment où l'on analyse le socialisme réel comme la mise en pratique du "pronostic marxiste" d'une société capable de dépasser le capitalisme, que surgissent les difficultés. Dans cette confusion, il devient difficile de séparer "le bon grain de l'ivraie".

Au chapitre I, nous avons abordé la subjectivité des sciences sociales, partant de l'impossibilité d'y réaliser un travail de recherche comparable à celui des sciences naturelles. La vérité est un but et une recherche. Cependant, la construction d'une formation sociale, ayant le marxisme comme théorisation, même si celui-ci ne "s'emboîte" pas à cette réalité, selon nous, n'a rien à voir avec la pensée, la théorie ou la croyance de Marx. La grande erreur, dirions-nous, vient de ce que les pratiques étaient si éloignées de la doctrine marxiste qu'il ne nous semble pas correct de permettre la persistance de cette confusion, qui n'intéresse que la droite.

Nous avons parlé, au début, de la sensibilité du groupe "Il Manifesto" au caractère du travail abstrait dans le socialisme réel. Toutefois, cette sensibilité disparaît quand nous passons du domaine théorique aux analyses concrètes. Si les organismes comme les conseils et le parti n'ont pas conduit à la démocratie prolétaire, ni en URSS, ni en Chine, ni dans aucun autre pays, ne serait-ce pas le cas de se demander pourquoi?

Pour certains, le modèle à suivre était la Chine, pour d'autres, Cuba ou le Viêt-nam. Or, toutes ces expériences, sans exception, ont eu comme expression des formations sociales caractérisées par un État fort, centralisateur, et dont l'exigence d'accumulation consistait à retirer le maximum du résultat du travail de l'ensemble de la population. Tous ces modèles ont été des modèles modernisants.

Par cette présentation des différences de quelques interprétations de l'expérience du socialisme réel, de l'URSS en particulier, nous avons voulu caractériser la distance qui sépare, au sein de ces analyses, les différentes instances qui façonnent une formation sociale. Elles utilisent toutes le champ d'analyse de la politique, dépouillée de son rapport intime avec les conditions matérielles d'existence, c'est-à-dire l'instance économique.

Avant d'approfondir le point de vue sur le socialisme réel comme manière d'être spécifique de la société productrice de marchandises, il est indispensable de se reporter aux premières années de la révolution russe soviétique, où l'on a adopté le taylorisme comme organisation du travail, expression du besoin éprouvé par la direction révolutionnaire, de commander la modernisation.

L'accumulation de conditions matérielles correspond aux conditions objectives nécessaires aux transformations exigées par la substitution d'un mode de production par un autre. Un changement de mode de production est autrement plus complexe que le simple désir de le réaliser.

4. Le taylorisme dans le socialisme réel.

Plusieurs raisons sont à l'origine de l'acceptation et de la mise en place du système taylor comme forme souhaitable d'organisation du travail dans la Russie soviétique naissante. L'une des raisons de sa défense et de son adoption provient de la conjoncture économique difficile à laquelle il fallait faire face après la guerre, pour répondre rapidement aux grandes nécessités matérielles de la population.

Néanmoins, indépendamment de ce facteur, il y a chez Lénine une cohérence entre la défense du taylorisme et ses prises de position sur la construction socialiste, ainsi que sa lecture de Marx, quant aux transformations du processus de travail (Bryan). Marx considérait l'accumulation de savoir et de savoir-faire comme une condition essentielle à la production et il "montre que le capital cherche à dépasser la condition où le travailleur est le support vivant de ce savoir en développant une machinerie par l'usage intentionnel de la science". (c'est nous qui soulignons)¹⁴¹

La science, produit du travail universel, (Marx) devient un moyen de produire de la richesse. La production capitaliste pose ses problèmes pratiques aux scientifiques pour qu'ils les résolvent, tout en leur fournissant les moyens de la "conquête théorique de la nature"¹⁴².

Selon Bryan, Marx comprenait "...la technologie comme une branche de la connaissance scientifique (qui) naît... d'un double propos: utiliser la science comme force productive et systématiser le processus de transmission du savoir technique, en rompant avec les pratiques artisanales conservatrices".¹⁴³

"La définition de la technologie élaborée par Marx dans Le capital incorpore l'aspect de systématisation du savoir dirigé vers la réalisation d'objectifs pratiques (...) et également l'idée que l'ensemble des techniques productives peuvent être réduites à quelques

¹⁴¹ BRYAN, Educação, trabalho e tecnologia, op. cit. p. 62.

¹⁴² Id. *ibid.*

¹⁴³ Id. p. 79.

principes généraux." (...) S'appuyant sur cette conceptualisation de la *technologie*, quand il propose que l'enseignement soit combiné au travail productif, Marx vise à former non pas le polytechnicien, dans le sens de connaisseur des techniques de divers métiers (...) mais l'ouvrier qui domine les principes généraux sous-jacents à toute production"¹⁴⁴ (c'est nous qui soulignons)

Comme les analyses de Marx sur l'enseignement visaient à formuler les programmes du parti social-démocrate allemand, des associations et du mouvement ouvrier, en recommandant la place que l'ouvrier devrait occuper dans le cadre du système capitaliste, ses propositions allaient "dans le sens d'obliger (ce système) à développer pleinement les forces qu'il a lui-même déclenchées mais qu'il tend à freiner."¹⁴⁵

Sa proposition politique envisage l'utilisation des contradictions du capitalisme dans l'intérêt du prolétariat. Marx conclut que "le développement des contradictions d'une forme historique de production est le seul chemin vers sa dissolution et l'établissement d'une nouvelle forme."¹⁴⁶

4.1. Toujours l'ambiguïté de la modernité.

Au cours du débat avec l'anarchisme qui défendait l'idée de la concentration de toutes les forces du prolétariat pour la destruction immédiate de l'État bourgeois, Marx répond par un programme de lutte à appliquer et à mettre en place au sein du capitalisme (1866).

¹⁴⁴ BRYAN, op. cit. pp. 80-81.

¹⁴⁵ Id p. 81.

¹⁴⁶ Le Capital I, p. 559, cité in BRYAN, p. 67.

Pour le marxisme, il est absolument clair que le capitalisme encourage la séparation du savoir et du travailleur, vidant ainsi le travail de son sens, pour ceux qui sont devenus des travailleurs abstraits. La spécialisation crée "l'idiotisme de la profession" (Marx), lui retire l'assurance, car s'il est privé de sa "fonction partielle"(Marx) à partir du moment où on lui retire l'instrumental de travail, "il devient superflu" (Marx) et perd ainsi l'accès aux moyens de subsistance.

Pour en arriver là, ce système a dû détruire d'abord tout type de rapport de pouvoir du travailleur en tant que propriétaire de ses moyens de production. En l'aliénant de ses moyens matériels, il réussit à l'aliéner également du savoir nécessaire à une quelconque forme de contrôle sur le processus de travail.

En dépit de ceci, le savoir s'est développé plus que jamais et son application dans la production a fourni les conditions matérielles au dépassement de l'aliénation que le capitalisme avait créé.

Ces conditions matérielles sont plus visibles aujourd'hui, à partir des grandes transformations survenues après les années soixante-dix. Ce que l'on constate, c'est qu'en socialisant le processus de travail "en collectivisant le travailleur" au sein du processus de production et en socialisant les branches de la production à des niveaux planétaires, en favorisant l'entrecroisement, synonyme du passage de la socialisation indirecte à la socialisation directe des forces productives, ce mode de production permet d'entrevoir de nouvelles formes de sociabilité.

En tant que dépassement du système de production de marchandises, les possibilités ont été créées exactement à partir de cette formidable croissance des forces sociales productives, rendue possible grâce à l'augmentation de la productivité du travail, ce qui a permis de diminuer la journée de travail et d'allier éducation et travail productif.

Le savoir technique sous la forme de *technologie* a pu commencer à être socialisé par le biais de l'école. Ce qui est étrange dans ce mouvement, c'est que la tendance du capitaliste individuel, tenant au maintien des secrets professionnels, est d'agir contre la socialisation. Mais, pour le capital pris dans son ensemble, la socialisation est bénéfique.

Le capitalisme individuel agit dans le sens de la déqualification du travail par son parcellement et la machinisation. Car tel est son intérêt immédiat, qui va lui permettre d'embourser des dividendes immédiats. Cependant, la "socialisation du savoir" finit par être un moyen de *dépréciation salariale* qui, en dernier ressort, finit par bénéficier le capitaliste individuel, sans qu'il en ait nécessairement eu conscience antérieurement ou sans qu'il ait investi monétairement à cette fin.

En général, les capitalistes profitent des investissements de l'État, c'est-à-dire qu'ils bénéficient du résultat de l'éducation publique efficace en ceci qu'elle fournit à la force de travail la qualification initiale dont leurs entreprises ont besoin. Ceci entraîne une diminution du coût de la formation de leur force de travail nécessaire à la production. En d'autres termes, on fournit à l'ensemble du capital un apport de force de travail dotée des qualités initiales nécessaires, diminuant ainsi le temps socialement nécessaire à la formation des travailleurs afin que ceux-ci deviennent compétents pour vendre leur force

de travail, à un niveau moyen

Or, à l'intérieur de ce mouvement, le capitaliste lui-même poursuit un gain technologique supplémentaire qui entraîne une autre déqualification de la connaissance, dont l'accès sera "jalousement" gardé, jusqu'à ce qu'il devienne un attribut du travailleur moyen.

C'est ainsi que se présente la contradiction du système: le capital constitue une barrière à ce que la propre modernité préconise.

La vision incorrecte dans la lecture de Marx par Lénine, Trotski et autres, soutenue par Bryan¹⁴⁷, réside en ce que les conditions créées par le capitalisme, où le produit est le résultat d'un travail collectif, le dépassement de l'aliénation du travail passe par l'acquisition du savoir nécessaire à l'organisation de l'ensemble du travail productif sur de nouvelles bases et non de la connaissance d'un ou de plusieurs métiers spécifiques. La croissance de la productivité ouvre la voie à la diminution de la journée de travail et à l'association de l'éducation et du travail productif. La question est posée à deux niveaux indiquant des moments différents et que l'on peut "confondre" comme cela s'est produit concrètement.

A un niveau, on trouve la lutte des travailleurs au sein du capitalisme. Or, Marx n'ignorait pas que l'amélioration de l'enseignement, comme il proposait que le prolétariat l'exigeât, finit par bénéficier le capitaliste, dans la mesure où la diffusion de la connaissance par l'école publique contribue à la diminution du temps de travail socialement nécessaire à l'apprentissage, ce qui réduit le coût général de la force de

¹⁴⁷ BRYAN, op. cit. p. 82.

travail. Cependant, on ne peut pas renoncer à cette lutte avec cette excuse. Encore moins si l'on sait que ces luttes collaborent à une aggravation des contradictions de ce système.

A un autre niveau, on trouve la perspective que le système comme tel disparaisse apportant de nouvelles formes d'acquisition et de diffusion du savoir. Ces nouvelles formes caractériseront la société qui surpassera le capitalisme.

4.2. La Russie soviétique

Durant les premières années du pouvoir bolchévique, il a souvent été question de l'introduction du taylorisme sur l'ensemble du pays. La Russie possédait une certaine expérience localisée dans quelques-unes de ses industries modernes, au capital national ou étranger, depuis la première décennie du siècle. Mais, après la révolution d'octobre, la question de l'application généralisée du taylorisme comme politique d'État se posait.

Lénine sera l'un de ses défenseurs bien qu'il l'ait critiquée (1913) en tant que manière d'augmenter l'exploitation du travailleur par les capitalistes¹⁴⁸. La défense du taylorisme par Lénine, après la prise de pouvoir, peut représenter un changement de position par rapport au document de 1913. Or, ce qui est le plus important c'est qu'elle est parfaitement compatible avec sa vision de construction socialiste et, comme le montre Bryan, avec sa lecture incorrecte de la position de Marx sur l'enseignement.

¹⁴⁸ LENIN, V.I., Obras completas, vol. 23, dans l'article "Méthode scientifique pour extraire la sucr", du 13 mars 1913, Ed. citée par BRYAN, p. 449

La question du taylorisme est l'un des fondements du système de production de marchandises et sa défense fait donc partie du piège théorique du léninisme ou du trotskisme, c'est-à-dire des deux principales têtes pensantes des mouvements socialistes de ce siècle.

L'argumentation contraire à l'application du taylorisme a pour principal tenant Bogdanov¹⁴⁹ qui propose que le prolétariat revoie, de son point de vue, "la création d'une nouvelle organisation aussi bien pour élaborer que pour diffuser (la science) auprès des masses de travailleurs."¹⁵⁰

Il affirme que la science a été créée sous le signe de la séparation du travail intellectuel et du travail physique, ce qui en réduit la base. La science ne travaille qu'à partir des données disponibles aux intellectuels bourgeois. Son objet est limité aux horizons de l'expérience possible selon le schéma de pensée bourgeois.

Une autre question se pose quand Lénine prend position sur l'adoption du taylorisme du même point de vue qu'il s'était manifesté sur le rôle du parti.

L'instance économique, celle qui implique une réponse concrète en termes de production, exigeait que l'on appliquât les conquêtes techniques au processus de travail pour permettre à la Russie soviétique d'atteindre le même niveau de vie que la population des pays centraux. Pour ce faire, il était nécessaire de poursuivre l'introduction du taylorisme

¹⁴⁹ Selon BRYAN op. cit. op. 49

¹⁵⁰ BRYAN, op. cit. p. 460.

que la Russie tsariste avait commencé et même de l'intensifier. En d'autres termes, la science appliquée à l'organisation du travail vient de l'extérieur, vient de ce qui a été produit en Occident, pour être introduit dans le corps de cette nation arriérée, par rapport à la modernisation occidentale.

Le schéma de pensée de "Que faire?" se fonde sur l'idée de la nécessité d'un parti de cadres, bien organisés et disciplinés, professionnalisés, possédant une bonne formation scientifique et politique, dirigeants d'un parti centralisé qui agisse sur la classe laborieuse pour en élever le niveau. Ce même schéma se répète dans la construction de la société socialiste, dans laquelle le prolétariat a déjà pris le pouvoir par le truchement de son parti. Afin de rattraper son retard par rapport aux autres pays capitalistes, cette société doit se laisser "pénétrer" par la science et par la technique développée dans la société bourgeoise. La science, la conscience, la politique: tout vient de l'extérieur.

Pour Bogdanov¹⁵¹ la science, partant de la base bourgeoise, était incapable de travailler sur des catégories telles que la "collaboration fraternelle ou collectiviste". La science a toujours un caractère instrumental et porte toujours la marque de l'expérience de celui qui l'a élaborée.

Produit de l'intelligentsia bourgeoise, la science est à la fois un instrument de la structuration de la vie sociale et de domination des travailleurs. La science bourgeoise, ombilicalement liée à la classe qui la soutient est vouée, comme celle-ci, à être dépassée par des formes supérieures.

¹⁵¹ BOGDANOV, A., Méthodes de travail et méthodes de connaissance (publié in *Cultura proletaria*, août 1918) loc. cit. p. 115, cité par BRYAN, op cit. p. 459.

"Reflétant l'individualisme existant dans la société, la science a étendu son champ d'action par la prolifération des spécialités, chacune possédant son langage caractéristique aux savants d'autres domaines et inaccessible aux masses"¹⁵². Il proposait que soit fourni un enseignement qui permette l'amélioration du niveau général de qualification de la classe laborieuse, au lieu d'envisager un projet éducatif qui vise le parcellement et la fragmentation qui conduisent à diminuer sa qualification et à entraver sa créativité, comme l'ont proposé et réalisé les défenseurs du taylorisme.

Trotsky reconnaît avec Bogdanov que "toute science reflète plus ou moins la tendance de la classe dominante" mais le conteste quant à la possibilité d'une culture ou d'une science prolétaire, la tâche de cette classe étant, selon lui, "d'assimiler rapidement la culture bourgeoise". La culture bourgeoise est déjà "intégrée au patrimoine intellectuel de l'humanité". En tant que classe sociale, le prolétariat serait condamné à disparaître dans la nouvelle société et la culture deviendrait, dans ce processus, socialiste et non prolétaire.

Notre réflexion à ce sujet nous porte à croire que si l'on se donnait comme tâche de rattraper en peu de temps les pays développés, la vision de Trotsky était effectivement plus pratique car il n'y avait pas de temps à perdre en révision critique du point de vue prolétaire d'une science qui avait été construite sur des siècles. De fait, les nouveaux savants "dont beaucoup en culottes courtes" (Trotsky) ne pourraient pas être formés et la science bourgeoise revue, tandis que le socialisme attendrait cette révision.

¹⁵² BOGDANOV, A., "La science et la classe ouvrière" (avril 1918) cit. BOGDANOV, A., La science, l'art et la classe ouvrière, op. cit. "loc. citée p. 99. BRYAN, op. cit. p. 459

Dans l'optique de Lénine, de Trotski et d'autres théoriciens par la suite, la société concrète devait être construite concrètement et les politiques directrices devaient être rapidement formulées. Il fallait combattre la faim, et re-crée un pays.

L'avenir commençait à se construire et l'avenir était le communisme. Pour y arriver, il fallait passer par la période transitoire, jusqu'à ce que soient créées les conditions matérielles et subjectives. Cette période transitoire était celle de l'accumulation rapide et intensive car il n'y avait pas de temps à perdre. A propos de l'influence bourgeoise sur la science, Trotski propose une solution conciliatoire: au lieu d'une critique préalable inviable, l'évaluation et le "nettoyage de l'immeuble" devraient être concomitants à l'usage productif de la science et de la technique.

Evidemment, cette "épuration" n'a pas eu lieu, en partie parce que la classe qui devait donner son "point de vue" à la science et à la technique, à partir de la prise du pouvoir, en a été écartée, déléguant son pouvoir au parti.

Le parti bolchévique, Lénine en tête, s'est prononcé immédiatement après le Traité de Brest-Litovsk, "en des termes rappelant ceux utilisés par les chefs d'État russes après les revers de la guerre de Crimée, de la guerre contre la Turquie et contre le Japon:

*'La guerre nous a beaucoup appris, non seulement que le peuple souffre mais surtout que les pays qui se détachent des autres sont ceux qui possèdent la meilleure technologie, la meilleure organisation, la meilleure discipline et la meilleure machinerie la plus développée; voilà ce que la guerre nous a appris. Il est essentiel d'apprendre que, sans les machines et sans discipline, il est impossible de vivre dans la société moderne. Il est nécessaire de dominer la technologie la plus avancée si l'on ne veut pas être écrasé'*¹⁵³ (c'est nous qui soulignons).

¹⁵³ BRYAN, op cit p. 463.

Beaucoup plus tard, nous entendrions d'un autre dirigeant soviétique l'expression suivante. "L'histoire ne pardonne pas ceux qui prennent du retard". Par cette déclaration, Gorbachev donnait raison aux préoccupations de Lénine et de Trotski, suivis plus tard par Staline.

En 1919, Lénine déclarait son "hostilité implacable... contre toutes les cultures prolétaires"¹⁵⁴ et en 1920, il établissait que "nous ne pouvons édifier le socialisme que sur la base de la somme totale des connaissances d'organisations et d'institutions, avec leur réserve de ressources et de pouvoirs humains que la vieille société nous a transmis".¹⁵⁵

Les mots d'ordre synthétisant la proposition léniniste de construction sociale étaient: "pouvoir soviétique + ordre prussien des voies ferrées + technique et organisation nord-américaines des trusts + instruction publique nord-américaine, etc., etc., ++ = socialisme."¹⁵⁶ Le système Taylor exprimait ce point de vue modernisateur de Lénine et ceci n'était pas une coïncidence. Ce que l'on prétendait, c'était remplacer une société encore fortement marquée par la manière d'être paysanne, où le temps avait une base saisonnière, par un nouveau concept de temps, le temps "abstrait", qui peut être divisé et concentré afin d'être mieux contrôlé par des moyens "objectifs"¹⁵⁷.

¹⁵⁴ Id. pp. 549-463.

¹⁵⁵ Id. pp. 550-463.

¹⁵⁶ LENINE, Les tâches... Selon BRYAN, op. cit. p. 552.

¹⁵⁷ BRYAN, op. cit. p. 464.

A ceci s'ajoute le fait que Lénine devient enthousiaste du taylorisme lorsqu'il s'aperçoit que celui-ci servait à organiser le travail moyen, non pas celui aux qualités supérieures à la moyenne sociale. On avait finalement trouvé la formule pour se débarrasser de "l'aristocratie du travail", de l'artisan qui monopolisait la connaissance du travail. De fait, le taylorisme représentait un temps où toutes les déficiences de la connaissance ségréguée par un individu avaient été détruites par le parcellement de la connaissance, par l'abstraction dans un ensemble de forces de travail disponibles et à concentrer sous la baguette des maestros de cet orchestre sans visages qui produit quotidiennement cette chose tout aussi abstraite appelée marchandise.

De même que Lénine, Trotski défend la modernisation "tout court". Il était "occidentaliste" et, pour lui, les produits de cette civilisation devaient être incorporés pour que la Russie récupère le temps perdu. Ce que Lénine, Trotski et leurs camarades constructeurs du socialisme réel recherchaient, c'était une manière de reproduire ce que la modernité avait mis des siècles à construire en occident: le travailleur abstrait.

Si le socialisme soutenu par Lénine avait été une **alternative au capitalisme**, il n'aurait pu être la reconstruction concentrée d'une histoire séculaire vécue par le capitalisme.

Or, la modernité ne s'est pas construite sur la seule base d'idéaux et de rêves. Elle s'est construite sur la base de l'exploitation de millions de travailleurs des quatre coins du monde, des pays centraux, coloniaux ou périphériques. La voie que Lénine et Trotski défendaient prévoyait sans aucun doute "el estrujar del sudor y sangre" (le pressage de la sueur et du sang) de la classe prolétaire qui serait créée à cette fin. Si elle était encore peu nombreuse en octobre 1917, elle le serait immensément plus à partir du moment où

l'on retirerait leurs terres aux paysans, lorsque, plus tard, des millions d'entre eux seraient assassinés pour ne pas accepter les règles de la modernisation d'un parti dirigé par Staline. Celui qui deviendra le bouc émissaire d'un processus dont plus personne à l'avenir ne voudra être tenu pour responsable. Cependant, qu'a donc fait Staline si ce n'est donner suite, exécuter les directives que le Parti et l'État soviétiques avaient décidées à l'époque de Lénine et de Trotski?

Qu'est-ce enfin que la modernisation si ce n'est ce temps historique dont l'ambiguïté nous laissent perplexes aujourd'hui encore mais qui, en vérité, porte en elle inévitablement la transformation radicale de la vie des peuples qui la précéderent... et depuis quand la transformation n'est-elle pas douloureuse?

Y aurait-il eu moyen de ne pas être "occidentaliste", s'il s'agissait de moderniser le pays, de l'arracher à son retard?

Si nous ne pensons ces formations sociales qu'en termes des forces productives arriérées, il est donc logique de penser que le chemin à prendre est celui de la tentative de rattrapper ce retard. Il était nécessaire, s'il s'agissait de moderniser, d'emprunter le chemin historique parcouru par le capitalisme, même si cette manière d'agir n'était pas explicite dans le discours, ou plutôt, même si l'on s'en défendait. C'est-à-dire qu'il fallait rendre la Russie, et postérieurement l'Union soviétique, assez compétente du point de vue de la productivité pour pouvoir entrer en compétition avec le monde capitaliste. La création d'une société moderne passait par le besoin d'accumulation rapide et concentrée de l'excédent social, d'où l'obligation d'utiliser également une technologie moderne. Le

seul moyen d'y avoir accès étant le commerce international, il fallait donc atteindre un seuil de productivité qui permette des prix assez compétitifs pour y entrer.

Or, l'idée était de profiter de la technologie utilisée par le capitalisme tout en créant de nouveaux rapports sociaux de production ce qui, selon ces dirigeants, serait le cas à partir du moment où il y aurait un pouvoir d'État garanti par les travailleurs et la fin de la propriété privée des capitalistes individuels. L'idéologie politique de ces dirigeants se fondait sur l'illusion qui voulait qu'il fût possible de tirer profit des aspects positifs de la modernité, comme si la propre technologie ne contenait pas en soi les contours fondamentaux du mode de production dans lequel elle a été conçue.

Si ce qui a été réalisé par les bolchéviques, l'aurait été tout aussi bien par les capitalistes, pourquoi donc a-t-on vu éclater le conflit entre le monde socialiste et le monde capitaliste? La bourgeoisie partageait la croyance des bolchéviques en l'apparition d'une société alternative. Tout comme les bolchéviques, la bourgeoisie a cru assister à la construction de quelque chose de différent du système producteur de marchandises. De fait, individuellement, le bourgeois a été dépouillé de ses moyens de production. Un pouvoir qui parle au nom des travailleurs effraie et la bourgeoisie mesquine a souvent beaucoup de mal à y voir plus loin que le bout de son nez. Ajoutons à cela qu'une dispute acharnée a débuté entre l'URSS et les Etats-Unis, en particulier quant au contrôle des régions de la planète, une lutte géo-politique pour la domination de zones stratégiques qui viendraient renforcer chacun de ces deux empires mondiaux.

C'est ainsi qu'ils ont leurré des millions de démunis qui, pleins d'espoir, leur ont emboîté le pas dans les décennies suivantes jusqu'à ce que soit dénoncée la mascarade de leurs

desseins de "démocratie populaire", de "pouvoir populaire", "d'homme nouveau", de "vision du point de vue du prolétariat", et tant d'autres bannières pour lesquelles des milliers d'êtres humains ont donné leur vie.

On disait que le taylorisme allait libérer, contre ses auteurs, le potentiel démocratique et socialisant qui se trouvait entravé dans la société capitaliste. Cependant, dans le socialisme réel, c'est une nouvelle caste de privilégiés qui s'est installée au pouvoir, non pas par une étrange bureaucratie **surgie du néant**, mais comme conséquence de l'option économique développée par le léninisme.

Pour Lénine, le taylorisme serait la science de la technologie et, selon cette interprétation, les dirigeants soviétiques y ont vu une formule pour mettre en pratique la proposition "d'éducation polytechnique". Il se trouve que ce système prive intentionnellement le travailleur de l'initiative, en lui présentant une activité vide de toute signification intrinsèque, un "travail abstrait", organisé à partir de temps et de mouvements normalisés. Il ne s'agit pas de donner un usage socialiste au système, en l'épurant de la rhétorique qui ne sert qu'à escamoter l'exploitation du travailleur et en ne retenant que la "science de la technologie". Ce qui se cachait derrière, c'est qu'en étant effectivement caractéristique de l'industrie moderne, il fut copié par ceux qui proposèrent la modernisation du pays par l'industrialisation. L'idée du pouvoir prolétaire est totalement vidée de son contenu face à l'organisation technologique aliénante. Telle est la contradiction centrale entre le discours et la pratique bolchévique. De même que le Baron de Münchhausen s'arrachait aux sables mouvants par les cheveux, les bochéviques pensaient pouvoir établir de nouveaux rapports sociaux par leur seule volonté politique.

5. Les fondements du socialisme réel

5.1. Le socialisme producteur de marchandise

L'application du taylorisme en Russie soviétique signifiait que ce pays optait pour la modernisation, en adoptant une organisation du travail créée scientifiquement pour répondre aux exigences de la seconde révolution industrielle. Voilà pourquoi la défaite du socialisme a eu lieu sur le terrain de la rentabilité et de la concurrence (Kurz), éléments propres au capitalisme et qui n'étaient pas étrangers au socialisme.

L'opposition capital/travail est une opposition capitaliste, donc historiquement déterminée. Elle prend pour référence les événements de l'univers socio-économique capitaliste et dans ces termes inclut une vision de lutte: la lutte entre classes sociales qui s'opposent antagoniquement.

La contradiction capital-travail n'est valable que si l'on prend comme toile de fond le capitalisme. Or, si c'est du dépassement du capitalisme qu'il s'agit, s'en tenir à la contradiction capital/travail est une erreur. Le travail, sous sa forme productrice de marchandises, est toujours un travail conçu et réalisé abstraitement, c'est-à-dire sous forme de travail producteur de marchandise. L'idéologie bourgeoise du mouvement ouvrier s'est limité à ces catégories dont "l'incarnation sociale" est le socialisme réel.

Le travail abstrait, créé dans le système producteur de marchandises implique, par nature, les rapports capitalistes de production. Ainsi, l'exaltation du travail telle qu'elle est faite par la gauche (le travail symbole du bien et le capital symbole du mal), particulièrement

dans le socialisme réel, loin de représenter le "nouveau", exalte ce qu'il y a de plus caractéristique dans le capitalisme: le travailleur sous sa forme abstraite. Et, en corollaire, tout l'engrenage de ce système. Lorsque la gauche critique les capitalistes et non le capital dans son essence fétichiste, elle exprime une vision "ingénue et aveugle", face à la logique de ce mode de production. La notion de travail historiquement déterminée, illustrée sous sa forme capitaliste, implique un rapport social précis. Toutes les sociétés ont connu des formes différentes de travail, travail compris comme intermédiaire entre les êtres humains et la nature. Les sociétés non capitalistes, au contraire, ont établi un rapport plus sensible entre le producteur et le produit. Le capitalisme, utilisant la concurrence comme élément de contrainte, transforme le travailleur en un moyen de rendre la marchandise toujours plus concurrentielle face aux autres. En d'autres termes, en offrant à son propriétaire un avantage toujours plus grand sur les autres propriétaires. Sur le marché, les produits sont comparés, et donc assimilés aux autres, dans la catégorie de produits mis à la vente, c'est-à-dire de marchandises. L'important dans cette concurrence, c'est de l'emporter sur les autres, à savoir rapporter au propriétaire de la marchandise le plus gros gain possible face aux autres dans la même situation.

Dans le capitalisme, la forme abstraite du travail correspond à un rapport abstrait avec les "choses". Ce n'est qu'avec le système capitaliste que le produit du travail humain a acquis ces catégories. Ainsi, nous ne pouvons parler du travail abstrait que d'une manière historiquement donnée.

La notion de capital, de même que celle de travail, est elle aussi historiquement donnée. Donc, le rapport capital/travail n'est rien d'un point de vue non capitaliste, c'est-à-dire hors de son cadre socio-historique. C'est ainsi que nous pouvons comprendre la critique

contre le "mouvement ouvrier de ce siècle" faite par Kurz, lorsqu'il lui reproche d'avoir limité son analyse au rapport travail/capital, comme si celui-ci était un concept permettant d'expliquer la contradiction fondamentale qui déboucherait sur la question de la lutte pour le socialisme, simplement à partir de ce genre de contradiction.

Le travail pris hors de sa détermination historique et sociale, était la raison d'être du socialisme. N'étant pas perçu comme forme du capital, les autres catégories du capital se sont montrées tout aussi incompréhensibles. Avec la disparition des exploiters, la classe laborieuse retournerait à son état "naturel".

Pourquoi des cerveaux aussi brillants que ceux de Lénine et de Trotski semblent-ils avoir falsifié à ce point la réalité qu'ils dirigeaient?

Les conditions de compréhension du mode de production capitaliste au début du siècle étaient encore particulièrement embryonnaires. La suppression du système producteur de marchandises n'étaient pas à l'ordre du jour, ce qui ne signifie pas que la lutte contre l'exploitation capitaliste ne le fût pas.

Lors des premières tentatives d'implantation du socialisme, les circonstances - du point de vue de la socialisation mondiale capitaliste - étaient très peu développées. Dans l'analyse d'aujourd'hui, plutôt que de considérer cette expérience comme une "erreur", il importe de dresser un bilan de l'ensemble historique de ce système capitaliste, dans le cadre duquel la formation sociale socialiste réelle a exprimé une effort suprême - en raison des circonstances - pour accomplir dans les limites du possible la logique globale du capital. Ce "possible" concerne les niveaux de développement des forces productives

atteints, dans les conditions spéciales de ce projet de développement. Il ne concerne pas le niveau d'élaboration théorique au sujet du socialisme réel qui, à nos yeux, est mystificatrice et fallacieuse.

De fait, nous ne pouvons pas dire que les participants du mouvement révolutionnaire qui a donné naissance à la Russie soviétique n'étaient pas partagés quant à cette conscience du caractère capitaliste qui, par exemple, représentait l'adoption du taylorisme comme méthode d'organisation du travail. Mais ce qui a finalement prévalu, ce sont les opinions qui allaient dans le sens de la construction d'une société productrice de marchandises, dans la lutte pour la compétitivité dans la production.

On conservait la même logique car, dans le socialisme réel, si la concurrence a été éliminée, le principe de la nécessité de produire à un coût le plus bas possible, suivant le principe économique de la théorie de la valeur, ne l'a pas été. C'est précisément le besoin de réduire les coûts pour se maintenir dans la concurrence extérieure avec les pays développés de l'Occident, qui explique l'énorme pression qui devra être exercée internement sur les producteurs de plus-value.

Cette situation singulière explique le caractère "étrange" du fonctionnement de l'économie socialiste. A l'extérieur, elle participe de la concurrence mais elle l'abolit à l'intérieur. Cependant, quel est le mécanisme qui a permis au capitalisme de développer à des niveaux élevés les forces productives? C'est justement la dispute entre les divers concurrents pour des profits augmentant en raison directe de la productivité des entreprises les plus modernes.

Comment créer ce mécanisme économique qui pousse à la modernisation du capital dans une société dépourvue de la pression exercée par la concurrence? Nous touchons là au point central de la question.

Ce qui est un mécanisme de l'économie sera remplacé par la politique et par l'idéologie.

Dans les formations sociales du socialisme réel, plus que dans aucun autre type de société, l'idéologie occupe une place "excessive". En général, ces sociétés ont été construites à partir d'une grande mobilisation autour de la volonté politique de construire un monde juste. Tout l'effort de ces sociétés s'est concentré sur l'indépendance nationale, dans le but de ne pas être absorbées par les économies développées et de ne pas être reléguées aux positions périphériques ou marginales de l'économie mondiale.

Il y eut un temps où ceci semblait pouvoir être concrétisé. En URSS, dans une première étape, l'expansion accélérée du système producteur a permis d'atteindre des taux de croissance élevés. L'utilisation des excédents a été réorientée et certains secteurs qui jusqu'alors produisaient à un seuil très proche de la subsistance ont été incorporés.

L'enthousiasme de cette époque s'est exprimé dans la "littérature socialiste édifiante" et la confiance que l'URSS atteindrait les niveaux de développement des économies occidentales s'est propagée.

Rappelons que, à partir de 1929, l'Occident a traversé l'une de ses pires crises économiques. Celle-ci a renforcé la forme étatiste du pouvoir politique dans ces sociétés, en raison y compris de la nécessité de préserver les structures des économies de guerre.

Dans l'après-guerre, l'Occident a connu un nouvel essor de développement des forces productives et les Etats-Unis se sont sacrés les grands leaders dans la lutte concurrentielle capitaliste. Les exigences de la concurrence ont alors forcé une pénétration des sciences dans le processus productif qui s'automatisait de plus en plus. La production de la plus-value relative atteignait des niveaux élevés, creusant la distance entre les sociétés du socialisme réel et l'Occident capitaliste. Le tiers-monde subira les mêmes pressions et abandonnera son projet de développement avant ses "frères de l'Est".

Dans le socialisme réel, la pression pour l'augmentation de la productivité du travail est extérieure à l'économie elle-même. C'est-à-dire que le parti et l'État, sur la base du discours politico-idéologique (campagne, propagande, blâme et récompense, émulation socialiste) s'efforcent d'être le substitut de l'élément contraignant qu'est la concurrence. En dépit de tout ceci, et malgré l'emploi y compris de la violence physique, le socialisme réel s'éloignait de plus en plus des normes occidentales de productivité. L'étatisme socialiste se pétrifie, car dans une société où l'idéologie et le contrôle politique sont les seuls moteurs de l'économie, la direction non centralisée est impossible.

Dans ce sens, les propositions de "Il Manifesto" et d'autres groupements communistes de la "nouvelle gauche", principalement ceux qui s'appuient sur l'expérience de la révolution culturelle chinoise n'ont pas pu, même de loin, comprendre le phénomène nécessairement dictatorial des socialismes réels, qui explique d'ailleurs la frustration du mouvement.

Dans les pays occidentaux, le mouvement ondulatoire du capital dans les formes de l'étatisme/monétarisme ou protectionnisme/ouverture pouvait être fait au gré des conjonctures, des crises ou des solutions surgies au sein du système.

Toutefois, dans le socialisme réel, qui était un mode d'organisation de la société visant le rattrapage du retard par rapport au capitalisme occidental, l'étatisme omniprésent ne pouvait être remplacé par aucune autre forme au risque de mettre en péril le contrôle politique de ce pouvoir. Car le danger rôdait. Celui de l'impérialisme dans sa dispute stratégique et géographique avec les pays de "derrière le mur", et celui, particulièrement inquiétant, des populations de ces pays, dans leurs désirs, parfois endormis, mais jamais morts, de liberté.

5.2. La population créée par le socialisme réel.

Nous nous interrogeons, il y a peu, sur les raisons de la débâcle dans l'Est européen, au moment même où s'ouvrait la perspective de l'ouverture politique que représentait la perestroïka. Gorbatchev est un démocrate, au sens bourgeois du terme, qui pensait pouvoir instituer les libertés démocratiques bourgeoises, dans la région soumise à l'administration des Républiques Socialistes Soviétiques.

Ce "bon bourgeois", contrairement au cas des pays centraux, ne pourrait prétendre à un avenir comme dirigeant politique dans une société qui contenait des tensions sous pression, des idéaux détruits, des droits bafoués, à tel point que ses désirs réprimés se manifestaient par des explosions qui représentaient un danger incontrôlable "contre l'ordre". Dans cette véritable machine infernale, on n'avait pas trouvé d'espace pour permettre à l'énergie accumulée de se libérer.

D'un côté, le point de départ, le retard séculaire jamais surmonté par rapport à l'Occident capitaliste. De l'autre, l'énorme complexité de deux aspects de l'histoire des sociétés modernes: d'abord, clameur démocratique bourgeoise, produit de la trajectoire de la modernité occidentale à laquelle Gorbatchev appartient. L'URSS était l'absence de démocratie bourgeoise. Ensuite, réalité du pays des "soviets" qui ne rappelait en rien le jeu démocratique bourgeois. La trajectoire de lutte révolutionnaire est arrivée au point de dévoiler le caractère cynique et douteux de la démocratie que prônait la bourgeoisie. C'est-à-dire que, dans un certain sens, le processus soviétique avait permis un pas en avant vers la conscience et le désir de construction d'une forme de pouvoir plus démocratique et populaire.

Mais, dans un sens comme dans l'autre, la démocratie demeurait absente. Aussi bien au sens bourgeois qu'au sens prolétaire, sous forme de dictature du prolétariat. Comment la population a-t-elle supporté cette situation si longtemps?

La construction du socialisme réel s'est faite au nom du prolétariat par le parti et la classe des travailleurs "a permis" que l'on parlât et que l'on dirigeât en son nom. Pourquoi - pour utiliser les concepts trotskistes - les masses révolutionnaires n'ont-elles pas mis le holà à la "trahison de la bureaucratie" au pouvoir? Trotski le justifie ainsi:

"Il ne fait aucun doute que l'immense majorité des ouvriers soviétiques est mécontente de la bureaucratie et du fait qu'un secteur considérable, certainement pas le pire, la hait. Toutefois, on ne doit pas attribuer à la seule répression le fait que cette insatisfaction assume des formes massives violentes; les ouvriers craignent de préparer le terrain pour que l'ennemi de classe renverse la bureaucratie. Les rapports entre les ouvriers et la bureaucratie sont beaucoup plus complexes que ne le supposent les 'démocrates' superficiels. Les ouvriers soviétiques auraient déjà réglé les comptes avec le despotisme de l'appareil si les perspectives qui s'ouvrent devant eux étaient autres - si l'horizon occidental au lieu de la couleur marron du fascisme, s'incendiait du rouge de la révolution. Tant que ce ne sera pas le cas, le prolétariat, grinçant des dents, supportera la bureaucratie et, dans ce sens, la reconnaîtra comme le porte-parole de la dictature du prolétariat. Dans une conversation personnelle,

aucun ouvrier soviétique n'épargnera les insultes pour qualifier la bureaucratie. Mais aucun n'admettra que la contre-révolution est déjà en marche."¹⁵⁸

Dans la réalité mozambicaine, on a assisté à un phénomène semblable. La victoire de Chissano aux élections de 1994, est d'ailleurs beaucoup moins une démonstration d'adhésion et de confiance au Frelimo que d'absence d'une meilleure perspective.

Dans le cas de la révolution russe, il faut considérer que, les premières années, la génération engagée dans le mouvement révolutionnaire, dans la chaleur des luttes et en proie à d'énormes difficultés, a répondu positivement à l'appel du parti en faveur d'un rapport producteur/produit sensible. Ce qui laisse supposer que lorsque l'État exigeait du travailleur qu'il s'intéresse activement au produit comme valeur d'usage, à sa qualité, il était encore écouté. Tout le sacrifice était orienté vers les changements proposés, même si leurs fruits ne devaient profiter qu'aux générations futures. Dix ans plus tard, les travailleurs seraient victimes de pressions exercées par la terreur de l'appareil répressif du stalinisme.

Plus tard, la guerre contre le fascisme et son caractère destructeur, s'impose également aux travailleurs, à qui l'on demande encore une fois de se dévouer au processus productif, considéré comme un terrain de bataille, une barricade contre les ennemis du communisme, comme une autre barricade quelconque. A cette époque, l'Occident vivait également sous une économie de commandement, contraignante et militarisée, comme l'imposaient les conditions de guerre.

¹⁵⁸ TROTSKI, Léon. *A natureza de classe na URSS. A revolução russa*. São Paulo, Informação, 1989, p. 53, cité par COGGIOLA, p. 36.

Les contradictions insolubles qui apparaissaient au sein du socialisme réel, ont mis, comme toute chose, un certain temps pour arriver à maturation, jusqu'à ce qu'elles se présentent sous la forme d'une crise structurelle, à un moment incontournable.

Au fil des ans, les gens ont assisté à la décadence des infrastructures, des machines et des constructions, de l'économie en général. A partir d'un certain moment, la défaite était de plus en plus transparente dans la ruine et l'abandon des parcs de machines, des bâtiments et, finalement, des personnes.

L'expérience d'Eugenio, coopérant roumain, et ses réflexions sur le travail et le sens du travail dans le socialisme nous ont marqué. Le ton est amer lorsqu'il fait une rétrospective de sa vie:

“Ma femme et moi, nous étions jeunes pendant la guerre. Nous avons mûri, nous nous sommes connus au travail et nous avons vécu pour le travail, sans horaire et sans attendre de récompense. Trente ans après, quand je vois ma fille qui va bientôt entrer à l'université, je me demande: quel présent est-ce que lui ai construit?

L'une de nos principales revendications était l'accès à l'université gratuite pour tous et la stabilité de l'emploi. A quoi est-ce que ça nous a conduits? Tout simplement, au lieu de la concurrence entre les jeunes que le capitalisme exigeait, avant, pour entrer à l'université, aujourd'hui la majorité des jeunes qui veulent continuer leurs études, en ont la possibilité.

Dès lors, presque tous ont un emploi garanti à la fin de leurs études, que ces emplois soient productifs ou non. Qu'est-ce que ça a donné? La baisse de l'intérêt pour la

recherche, la chute du niveau scientifique de l'université et les conséquences évidentes sur la vie intellectuelle et productive de notre pays.

Après toute une vie consacrée à l'effort de construction du socialisme, vous trouvez normal que je souhaite que ma fille affronte des "adversaires", des "concurrents" pour se consacrer vraiment et non pas comme "fonctionnaire", dans la culture et dans la science?"

Peu à peu, "la discipline angoissée" (Kurz) a cédé la place au sarcasme, à l'inconséquence. Car ceci n'est évidemment pas arrivé du jour au lendemain. Longtemps, l'habitude, l'adaptation - attitude pour laquelle l'être humain montre une capacité particulière - s'est installée, si bien qu'il était possible de survivre (de moins en moins bien, certes) et d'accepter l'absence de créativité, la dépolitisation et la dégradation du niveau culturel. En somme, la maturité, en toutes circonstances, exige son temps. L'habitude, l'usage, la paralysation intellectuelle et politique, auraient peut-être pu s'étendre plus longtemps, sans les tragiques effets sur le système qui se feraient sentir à partir des années quatre-vingt, à partir des rapports extérieurs.

5.3. Effets de la troisième révolution industrielle sur le socialisme réel

La chute en série des socialismes réels est liée aux transformations économiques découlant des nouveaux seuils technologiques atteints par la troisième révolution industrielle. Mais en quoi celle-ci les a-t-elle atteints si profondément? Comment une société comme l'URSS, relativement isolée durant si longtemps, pouvait-elle être si sensible aux événements extérieurs?

Les socialismes réels tendirent à l'autarcie dans la mesure où les économies dirigées se justifiaient d'ailleurs par leur apparente marginalisation. Mais en réalité, bien que les marchés internationaux soient des espaces du capitalisme, les économies dirigées avaient besoin de ces rapports avec le capitalisme. Il était nécessaire d'exporter et d'importer, y compris parce que la connaissance de certains produits pouvait fournir un savoir-faire dont l'application aurait été financée par l'extérieur, c'est-à-dire que l'on aurait eu recours à la copie.

Tout n'allait pas si mal jusqu'à l'explosion de croissance qui caractérisera le début de la troisième révolution industrielle en cours. Comment aurait-elle donc pu les atteindre au point d'être déterminante dans les causes de leurs défaites. La réponse se trouve dans le processus lui-même qui, même s'il ne le paraît pas, est très simple en contenu: toute marchandise dans le commerce est une marchandise. Sur le marché national ou mondial, ce sont les mêmes fondements qui valent. Au moment de la "réalisation" d'une marchandise, aucun consommateur ne veut savoir si elle est originaire de Bochum ou de Kiev.

Sur le marché mondial, c'est la condition démocratiquement déterminée qui s'impose (peut-être la seule démocratie que permette le capitalisme): le droit de se présenter comme le meilleur sur le marché, peu importe comment. La différence est peut-être que, contrairement aux marchés nationaux, c'est non pas la productivité moyenne mais la marchandise au coût le plus bas qui s'impose.

Le socialisme réel n'était pas apte à suivre le changement des normes de reproduction qui caractérise le tournant entre les années soixante-dix et les années quatre-vingt. Or, il

lui fallait continuer à exporter, même si ses coûts de production s'éloignaient de plus en plus - à la hausse - de ceux de ses concurrents.

Dans une économie d'État, la seule option était de faire supporter à l'État la différence entre les deux réalités, en subventionnant les exportations, de même qu'il subventionnait déjà les prix internes, et pour la même raison: la fragilité de ses taux de productivité.

Ce processus s'assimile de plus en plus à ce que l'Amérique latine avait connu dans les années soixante-dix. L'égalité se reflète dans les mêmes causes de la dette extérieure, contractée au départ dans le but de combler les déficits internes. A partir d'un certain moment, la dette extérieure occupe de plus en plus d'espace, jusqu'au point où les exportations ne servent plus qu'à couvrir les obligations de la dette.

La croissance de la socialisation des forces productives se traduit par l'augmentation de l'entrecroisement de la production industrielle, ce qui est démontré au niveau de la tertiarisation. Ce degré d'entrecroisement¹⁵⁹ indique la création des conditions matérielles - la condition préalable - pour la suppression de la production de marchandises. Dans le socialisme réel,¹⁶⁰ ce degré d'entrecroisement se fige justement parce que les entreprises individuelles ont été maintenues isolées, dans la sphère matérielle et technique.¹⁶¹

¹⁵⁹ Selon KURZ, op. cit. p. 88.

¹⁶⁰ En analysant les fondements de la formation socialiste réelle, nous verrons que, face aux difficultés d'approvisionnement, de nombreuses entreprises se voyaient dans l'obligation de fabriquer elles-mêmes l'outillage ou les matériaux nécessaires à la production. L'accumulation de fonctions dans une seule entreprise - ce qui est tertiarisé en Occident - revient à établir un fonctionnement contraire à la socialisation des forces productives, et ceci par besoin de pallier les failles du système.

¹⁶¹ KURZ, op. cit. p. 89.

Beaucoup de nouveaux convertis au libéralisme ont misé sur le fait que le retour des ex-pays socialistes à l'économie capitaliste leur permettrait de retrouver le chemin de l'Occident. Cette illusion ne tient pas compte du fait que la propre construction du socialisme était déjà le résultat du déphasage entre les pays capitalistes. Elle ne tient pas compte non plus de l'expérience de la substitution d'importations en Amérique latine. La défaite du socialisme réel a lieu au moment même où commence à croître la socialisation mondiale capitaliste. En outre, la socialisation de la base matérielle capitaliste est le fruit de l'exercice de la concurrence, elle a tellement bien "marché" qu'elle remet en question le mode de production capitaliste lui-même.

Les pays qui ont été exclus de la concurrence, l'ont été non parce qu'ils "se sont trompés" dans la lutte anti-capitaliste, mais parce que le capitalisme, lorsqu'il "réussit", expulse d'abord ses éléments les plus faibles qui seront bientôt suivis par d'autres dans cette débâcle non seulement des tentatives de développement des pays en retard mais de l'ensemble du système producteur de marchandises.

Il faut mettre un terme aux formulations qui recherchent les causes des phénomènes dans les attitudes personnelles, dans le "don" démocratique ou dictatorial des dirigeants, dans la compréhension ou le mépris des intérêts populaires. Toutes ces "manières d'être" existent, mais le socialisme réel, tel qu'il a été implanté, n'a pas été le résultat exclusif des impositions de quelques leaders anti-démocratiques. Que Staline fût personnellement doué pour être dictateur, nul n'en doute. La question est de savoir pourquoi ce genre de formation sociale a eu besoin de dictateurs comme dirigeants.

L'effort pour la création d'une économie nationale indépendante au XXe siècle n'aurait effectivement pu exister que sur la base de "l'application absolue de l'élément étatique". Les économies de commandement, expression de Marx utilisée par Kurz, à savoir les commandements étatiques centraux, utilisant le pouvoir que la révolution victorieuse leur confèrait, réalisèrent le "détournement stratégiquement planifié" de la plus-value vers l'industrie de base et vers l'infrastructure. C'était la manière de récupérer le "temps perdu" par rapport aux économies des pays centraux.

Ceci explique, de manière plus satisfaisante, ce qui a eu lieu en URSS et dans d'autres pays, dont le Mozambique. Dans l'analyse de la situation concrète du processus socialiste mozambicain, nous pensons que figurent les problèmes auxquels ont été confrontés tous les pays de formation sociale socialiste réel. Certes, dès le départ, le Mozambique était plus en retard que ses collègues de l'Est européen, quant aux forces productives et au temps historique de la révolution, mais les causes de l'échec sont identiques.

Dans l'étude de cas, nous entendons l'idée d'échec comme un processus qui n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés, à savoir le développement du pays sur le plan agricole aussi bien que sur le plan industriel, mais qui, au contraire, a souvent aggravé la situation économique et sociale objective - de la majorité de la population - par rapport à ce qu'elle était à l'époque coloniale.

CHAPITRE III

LE MOZAMBIQUE DANS LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

A. INCORPORATION EN TANT QUE PÉRIPHÉRIE

1. Quelques formations sociales périphériques

L'incorporation du Mozambique (et d'autres régions) au capitalisme a tissé des relations complexes entre ce système et les modes de production antérieurs.

Ne s'agissant pas de régions où le capitalisme s'est structuré dès le début, elles ont vu leur évolution interne interrompue par la quasi-destruction de leur population et de leur mode de vie, comme cela a été le cas des indigènes d'Amérique, ou encore dévoyée, comme dans le cas de la société domestique en Afrique noire.

Les intérêts capitalistes imposés économiquement ou extra-économiquement à une région produisirent des effets différents selon les objectifs, le type de société trouvée et le moment historique. Les rapports qui s'y établirent ont pu créer, dissoudre, conserver ou restructurer des formations non capitalistes.

Le capitalisme s'étant transformé en un système intégrateur de la (quasi) totalité des pays, l'étude de toute formation sociale dans son cadre implique l'analyse du type d'insertion qui y a été adopté. A savoir, s'il s'agit d'une insertion de type central, périphérique ou dépendant et encore le caractère de cette dépendance. Enfin, il convient

également de prendre en considération le rôle que telle formation sociale joue dans la chaîne mondiale et la façon dont a eu lieu son incorporation.

Nous avons dit plus haut qu'il a fallu attendre longtemps une théorie qui tienne compte de la réalité des pays sous-développés qui demeure aujourd'hui encore une question dont la compréhension n'est que partielle. Même les études classiques sur l'impérialisme faites par des marxistes l'analysaient sous l'angle des pays développés, se fixant sur les mécanismes y existant, mécanismes qui les avaient poussés à s'étendre à d'autres régions. Voilà pourquoi cette théorie n'est pas axée sur les rapports qui s'y établirent par la suite, dans les deux parties, ce qui explique qu'une étude des effets en termes de rapports de production dans les économies périphériques fasse toujours défaut aujourd'hui. Plus que les seuls effets, ce qui importe, c'est la façon dont les rapports sociaux de production se sont structurés internement car ils caractériseront ces formations sociales subjuguées.

La rencontre du capitalisme et des modes de production non capitalistes a donné lieu à des formations sociales diversifiées. Cependant, rares sont les régions "découvertes" par le capitalisme dans ses phases coloniale et impérialiste à ne pas partager aujourd'hui le sous-développement, exception faite de l'Amérique du Nord.

L'Afrique, l'Asie et l'Amérique ont connu le capitalisme par le biais de "l'Occident" et les rapports particuliers qui s'y établirent ont eu pour résultat la construction de nouvelles formations sociales, le capitalisme s'étant généralement imposé comme force dominante.

Même parmi les pays européens, les chemins empruntés dès le tout début du développement de ce système, dans la phase mercantiliste, ont été différents. Si nous

prenons comme exemple l'évolution de l'Angleterre et des pays de la péninsule ibérique, nous constatons que le Portugal et l'Espagne accumulèrent l'or pour le dépenser en importations de produits manufacturés pour la consommation ou afin de développer le commerce avec les Indes. En Angleterre ainsi que dans d'autres pays de l'ouest, cependant, le succès de l'expansion du commerce a entraîné des transformations profondes telles que la consolidation de l'État, l'augmentation de la production et le passage de l'artisanat dispersé à la production semi-manufacturée, jetant ainsi les bases de l'étape de l'industrialisation.

Ce sont également des réalités différentes que celles des trois régions d'expansion européenne, en fonction des intérêts des pays centraux, lesquels organisèrent les ressources de chaque région de manière à rentabiliser leur capital au maximum.

En Asie,¹ le fait que le commerce international ait été monopolisé par un État centralisé et non par les commerçants ou artisans locaux eut des conséquences importantes. L'aristocratie privilégiée par le commerce lointain s'est ingéniée à déprécier l'artisanat et la semi-manufacture locaux afin d'ouvrir les portes aux importations de manufactures étrangères, réalisant un processus inverse à celui de la substitution d'importations. Ainsi, ce commerce avec l'Europe produisit dans l'aristocratie asiatique un effet opposé à celui produit dans l'aristocratie féodale européenne: tandis que celle-ci s'est endettée et est entrée en décadence, celle-là a prospéré. En Europe, alors que les domaines seigneuriaux étaient engloutis par les nouvelles nations, on assistait à l'élargissement des marchés internes et la satisfaction de la demande amenait le capitalisme commercial à entamer la marche vers le développement des manufactures. Bien au contraire, le renforcement de

¹ Cf. DOWBOR, Ladislau. A formação do 3o mundo. Editora Brasiliense, 12e édition. São Paulo, 1990.

l'aristocratie asiatique a entraîné un recul des activités économiques modernisatrices. Dawbor considère que cette analyse a été sous-estimée au profit de celle de l'agression militaire européenne, alors qu'elle est d'une importance vitale car c'est elle qui indique le chemin emprunté pour la réorientation des structures économiques de ces pays.

En Afrique,² l'idée première de la domination européenne ne visait pas le développement de l'exploitation de la région par la mise en valeur. Dans la première étape, la principale activité économique fut le commerce, pour lequel les routes océaniques étaient d'une importance primordiale. L'océan indien était d'ailleurs déjà utilisé commercialement par les Arabes depuis le IXe siècle et, à partir du XVIe siècle, il le fut également par les Européens (Portugais, tout d'abord), servant de liaison entre l'Europe et l'Afrique et les côtes de l'Arabie, de la Perse, de l'Inde, de l'Extrême Orient et de l'ouest de l'Afrique. La circulation de l'or et des esclaves constituait la plus importante des marchandises commercialisées, outre l'ivoire, la corne de rhinocéros, les dents d'hippopotame, le poisson séché, le miel, l'arachide et le caoutchouc. L'Afrique importait des tissus, des perles et, plus tard, des mousquets, du fer, du cuivre et de la poudre.

Mais comme nous le disions plus haut, le commerce des esclaves était l'un des principaux intérêts des Européens en Afrique. Avec l'ouverture des frontières agricoles au Brésil, aux Caraïbes et dans le sud des États-Unis, il atteignit des proportions gigantesques grâce aux alliances entre ces "étrangers" et les élites locales africaines. La saignée de ce continent répercute aujourd'hui encore. Esclavage, racisme et mépris de la culture de l'autre. L'Européen imbu de sa supériorité a pratiqué les crimes les plus odieux en défense de cette supériorité.

² Cf. OLIVER, Roland. A experiência africana - da pré-história aos dias atuais. Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro, 1991.

La violence directe du pillage et ce qui pouvait être obtenu par le biais d'accords avec les chefs de tribus étaient les moyens de captation des richesses et de la main-d'oeuvre esclave qui, expédiées à l'étranger, allaient arrondir la fortune des commerçants.

A ce stade d'internationalisation du capital, l'économie africaine du trafic était utilisée dans le processus d'accumulation de capital, dans la production dans les colonies américaines de marchandises (coton, tabac, canne à sucre, etc.) produites dans des conditions non capitalistes.

La triangulation entre continents s'opérait dans ce sens: la main d'oeuvre esclave des colonies africaines produisait des marchandises dans les colonies américaines, marchandises qui étaient finalement réalisées dans le commerce européen, en partie comme matière première d'un processus productif capitaliste, avec une main-d'oeuvre "libre".

La possibilité d'utiliser la population africaine comme esclave repose sur le fait qu'il existait en Afrique une société constituée et organisée sur une logique productive et reproductive où était présente la soumission, inexistante chez les populations autochtones d'Amérique.³

³ GEFFRAY, Christian. "Production et reproduction sociales chez les Indiens d'Amazonie." Contribution au livre d'hommage à oeuvre de Claude Meillassoux. Belém, 1993. (polycopié)

1.1. La communauté domestique

Avant le colonialisme, l'Afrique avait certes connu des États forts mais, dans l'ensemble, elle s'était constituée en petits États ou même en organisations qui en restaient au niveau de la famille lignagère. Les grands États eux-mêmes adoptaient comme cellule de base la famille, la **société domestique**.⁴ Dans ces communautés, le principal moyen de production, la terre, était un bien appartenant aux membres de la collectivité, la propriété privée telle que nous la connaissons aujourd'hui n'existant pas.

La production dépendait de l'accès à la force de travail puisque l'accès à la terre était organisé collectivement et les instruments de travail individuels, de fabrication aisée. Les connaissances techniques agricoles et artisanales étaient suffisantes à la satisfaction des besoins alimentaires, à l'entretien et à la reproduction des membres de ces communautés ainsi qu'à la répétition du cycle agricole.

La femme était un élément important de cette structure sociale car elle était, par nature, la responsable de la production de la force de travail. Pour leurs potentialités de procréation, le contrôle sur les femmes était négocié et fondamental pour la détention du pouvoir. Le mariage et la reproduction sociale sont les raisons prioritaires des rapports extérieures de cette société et l'une de ses principales entreprises politiques.

Ces sociétés étaient gérontocratiques dans la mesure où la gestion des biens et de la reproduction du groupe incombait aux aînés, par le truchement de la réglementation d'alliances pacifiques entre communautés de mobilité de femmes pubères. Ce type de

⁴ Cf. MEILLASSOUX, Claude. Femmes, greniers et capitaux. François Maspéro. Paris, 1982. Nous nous sommes appuyés sur cet ouvrage et sur celui de Geffray, op. cit.

pouvoir reposait non pas sur les moyens de production matériels mais sur le contrôle des moyens de reproduction humains : la subsistance et les femmes. Contrairement aux hordes, s'établissaient ici des rapports matrimoniaux plus stables et durables, l'accent étant mis sur les institutions de filiation, les cultes de la fécondité, les représentations liées à la maternité, ce qui atteste le souci dominant quant à la reproduction.

Cette reproduction des individus ainsi que les soins prodigués tout au long de leur existence depuis la naissance deviennent l'objet d'un contrôle social rigoureux. Le processus de reproduction est organisé à très long terme par le biais d'institutions telles que promesses, contrats de mariage, dots, etc. La notion de filiation se développe, ce qui signifie succession, laquelle est sanctionnée lors des cérémonies les plus importantes, funérailles ou mariages. De telles formations sociales font apparaître la condition de la femme comme source régulatrice, productrice et reproductrice du modèle social, d'où la "nécessité" de sa soumission, déterminée par ces exigences. Le nombre de membres de la famille est proportionnel à la possibilité d'une plus grande "accumulation" de richesses : dot/femme. Le facteur biologique féminin de reproduction étant source de richesse, sa stérilité représentait son inutilité.

Cette société étant essentiellement agricole, son organisation politique et sociale était permanente et durable, en adéquation avec la réalité technique de production et le stockage des produits. Elle était fondée sur une économie d'auto-subsistance (quoiqu'elle pût entretenir des rapports mercantiles avec l'extérieur), en ce sens que la communauté était en condition de produire les vivres nécessaires à sa perpétuation.

1.2. L'esclavage

Nous disions plus haut que la solution coloniale à "l'impossibilité" de soumettre la main d'oeuvre indigène avait été de soumettre les paysans africains au travail esclave. Ce car les traits sociaux familiaux et, en conséquence, les dispositifs politiques et organisationnels des indigènes sont totalement différents de ceux des sociétés africaines, comme nous venons de le décrire.

Selon Geffray,⁵ contrairement à ces sociétés domestiques d'Afrique, la parenté joue un rôle secondaire dans la vie politique indigène et leur vie sociale n'est pas réglementée par le contrôle de l'accès à la femme en âge fertile et à sa progéniture.

"Les indiens 'aiment beaucoup leurs enfants', sans doute, mais le contrôle de leur destin - et du ventre des femmes qui leur donnent naissance - ne polarisent pas toute la vie et les institutions sociales".⁶

La communauté domestique est exogamique tandis que l'organisation indigène est endogamique, ce qui explique pourquoi la circulation des femmes a lieu au sein de chaque groupe de production.

"Tous les traits distinctifs et structurels du dispositif lignager sont d'ailleurs simultanément absents: pas d'autorité gérontocratique, pas de stockage du produit, pas de fonction redistributive au principe d'une soumission au travail..."⁷

On constate l'absence de soumission sociale à la métaphore paternelle et

"Il semble que celle-ci soit requise dans une société, chaque fois que le pouvoir qui y fonde sa légitimité symbolique s'autorise par ailleurs, dans l'imaginaire,

⁵ GEFFRAY, Christian. "Production et reproduction sociales chez les Indiens d'Amazonie." Contribution au livre d'hommage à oeuvre de Claude Meillassoux. Belém, 1993. (polycopié)

⁶ Id. p. 10.

⁷ Id. p. 15.

d'une fonction redistributive. Celle-ci n'existe pas en effet dans la vie sociale indienne".⁸

Dans la société domestique ou de lignage, le contrôle du mariage par les aînés leur confère en même temps le pouvoir de la fonction redistributive, ce qui leur permet d'effectuer la soumission du travail de leurs dépendants. Au Brésil, nous dit Geffray, les colonisateurs n'ont pas trouvé d'interlocuteurs, comme cela avait été le cas en Afrique, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas trouvé d'éléments qui jouent le rôle de détenteurs stables d'un pouvoir centralisé. La soumission n'y était pas possible en raison de l'organisation sociale de sa population autochtone et de la nature du pouvoir qui ne conférait pas aux autorités ce droit de soumettre le travail d'autrui. Les sociétés de lignage, elles, peuvent avoir des chefs capables de réaliser des alliances ou d'autres formes de rapports d'échange.

Cette étude est importante car elle renvoie à la question de l'aspect de la colonisation portugaise au Brésil et en Afrique, plus particulièrement au Mozambique, et permet de comparer d'autres résultantes de la colonisation en Amérique latine elle-même, comme le Mexique, le Pérou, etc., quant à la question de la soumission au travail des populations autochtones, ce qui n'est pas l'objectif de ce travail.

Le capitalisme utilisant la main d'oeuvre esclave pour la production de marchandises marque le début d'un bouleversement dans le mode de vie domestique, entraînant la corrosion de la capacité productive et reproductive de cette société.

⁸ GEFFRAY, *op. cit.* p. 21.

1.3. Articulation de modes de production

"La première condition de la production capitaliste, c'est que la propriété du sol soit déjà arrachée d'entre les mains de la masse" (Marx).⁹

Le capitalisme colonial s'est imposé en Afrique sur des sociétés structurées, y établissant des rapports d'exploitation spécifiques. Diverses conceptions rendent compte de cette réalité. Nous ferons référence à deux d'entre elles, la "dualiste" et celle qui soutient que le paysan africain est un "prolétaire déguisé", lorsque nous traiterons le cas spécifique du Mozambique. Pour l'instant, nous nous attacherons à celle qui caractérise cette formation sociale par l'articulation de divers modes de production préservant, dans une certaine mesure, les conditions de production et de reproduction de la société domestique.

Si le capitalisme a substitué l'organisation du travail féodal dans l'Europe de l'ouest, il n'en est pas allé de même dans les colonies africaines. Ici, la colonisation n'a pas totalement éliminé l'accès à la terre, non plus qu'elle n'a structuré la discipline du travail capitaliste comme dans les pays centraux. D'importants éléments de la société non capitaliste y ont été conservés et/ou adaptés, afin de servir les intérêts du développement du capitalisme occidental. C'est à partir de l'articulation entre modes de production que Meillassoux explique le sous-développement, comme résultat de l'action impérialiste et de la reproduction de la force de travail bon marché.

"On sait que dans les pays sous-développés, l'agriculture vivrière demeure presque entièrement en dehors de la sphère de production du capitalisme, tout en étant directement ou indirectement en relation avec l'économie de marché par la fourniture de main-d'oeuvre nourrie dans le secteur domestique, ou par celle de denrées d'exportation produites par des cultivateurs nourris sur leurs propres récoltes. Cette économie vivrière appartient donc à la sphère de la

⁹ MARX, Karl, Le Capital, livre I, chap. 33, Ed. Pléiade, p. 1228.

circulation du capitalisme, dans la mesure où elle l'approvisionne en force de travail et en denrées, alors qu'elle demeure en dehors de la sphère de production capitaliste puisque le capital ne s'y investit pas et que les rapports de production y sont de type domestique et non capitaliste."¹⁰

À la différence des auteurs qui mettent l'accent sur la question de l'échange inégal, il insiste sur les conditions dans lesquelles sont réalisées les valeurs et sur les mécanismes d'usage de la force de travail selon les formules les plus rentables pour ses "acheteurs".

Les rapports entre les secteurs capitaliste et domestique

"ne peuvent pas être considérés comme des relations entre deux branches du capitalisme comme il est suffisant de le faire pour expliquer l'échange inégal: le rapport est entre secteurs où dominent des rapports de production différents. C'est par les rapports organiques qu'il établit entre économies capitalistes et domestiques que l'impérialisme met en jeu les moyens de reproduction d'une force de travail bon marché au profit du capital; procès de reproduction qui est, dans sa phase actuelle, la cause essentielle du sous-développement en même temps que la prospérité du secteur capitaliste."¹¹

L'obtention de la force de travail bon marché signifie que le capitalisme a trouvé, dans le maintien de la société domestique, la forme de réaliser l'extraction du sur-travail, moyennant un salaire inférieur à sa valeur. Ceci s'explique par le fait que la force de travail, lorsque qu'elle n'est pas mise en "usage productif" par le capitalisme reste à la charge de la société domestique. Le coût de sa formation jusqu'à l'âge productif, de sa prise en charge en cas d'incapacité (vieillesse, maladie, ou encore dans les périodes d'excédent de main-d'oeuvre, etc.) n'est pas compris dans les salaires. Du temps de travail socialement nécessaire qui constitue la valeur du salaire, on déduit les coûts produits dans la société domestique. Il semble donc que pour les capitalistes la seule "société" soit la société capitaliste, et qu'ils ne considèrent "socialement nécessaire" que ce qu'elle produit. C'est ainsi que l'on fausse "l'égalité" de la théorie de la valeur.

¹⁰ MEILLASSOUX, op. cit. p. 147.

¹¹ Ibid.

Dans la société capitaliste développée, la formation de la force de travail jusqu'à l'âge productif peut ne pas être payée non plus. Celle-ci est réalisée en partie ou dans sa totalité par la famille, cette institution étant une réminiscence de mode de production domestique. Toutefois, l'essor de l'exploitation dans les pays développés dépend fondamentalement de la productivité du travail pour l'obtention d'une plus-value relative.

Les conditions d'articulation de modes de production, cause du sous-développement de ces formations sociales, offrent, par le biais de la sur-exploitation, la possibilité d'obtenir un profit supérieur à celui que l'on obtiendrait dans les conditions "normales" d'extraction de la plus-value.¹² Dans la période coloniale particulièrement, la rente, catégorie pré-capitaliste, est reprise par le capitalisme pour l'exploitation de la communauté domestique. Celui-là s'est servi des structures de celle-ci, par le recours à des impositions extra-économiques (généralement violentes), pour extraire la rente partiel ou total du travail des paysans. Ainsi, le travail dans l'agriculture commerciale ou dans des activités non agricoles, telles que les mines et le bâtiment, a pu compter sur l'avantage additionnel d'exploiter, outre le travailleur individuel, le collectif: la communauté domestique.

L'exemple extrême d'extraction de la rente est celui du travailleur qui, à la morte saison de son procès productif, lorsqu'il est devenu superflu dans la production domestique, est forcé de sortir de son "univers" pour travailler dans le secteur capitaliste, mais ne se nourrit même pas aux frais du patron. Dans ces cas, le patron ne fournit que le capital constant, n'obtient pas de plus-value puisqu'il ne verse pas de salaire et son profit se

¹² Selon MEILLASSOUX, Femmes, grenier et capitaux op cit

limite à la rente. Dans d'autres conditions, il y a combinaison de la plus-value et de la rente pour la composition du profit.

Dans cette combinaison, le revenu du capitaliste sera d'autant plus élevé que la communauté domestique sera grevée, au-delà de la plus-value obtenue en contrepartie du salaire. Les combinaisons sont les plus variées et une série de contraintes entrent en jeu, telles que le type de pouvoir d'État et sa force relative par rapport aux autres (colonial ou néo-colonial), et le niveau de la lutte des classes dans la région et à l'époque en question.

En Afrique du Sud¹³, par exemple, le capitalisme a connu une croissance économique bien supérieure à celle de ses voisins, croissance reposant sur l'exploitation du travail migrant lié à l'existence d'un système de réserve interne et au recours à la main-d'oeuvre étrangère pour le travail dans les mines. La plupart des auteurs reconnaissent que le système de réserves a été créé comme source de main-d'oeuvre bon marché pour les mines d'abord, pour l'industrie ensuite. Aujourd'hui, si le pays possède des secteurs de haute technologie, un grand pourcentage de la population produit encore dans des conditions archaïques. Son P.N.B. masque d'énormes différences quant à la distribution des revenus et à la nature des forces productives. De plus, outre les avantages économiques provenant du maintien de ce système, existait la contrainte politique dans la mesure où "le maintien du système des réserves, fut aussi le moyen d'entraver la constitution d'un prolétariat concentré et résidant, facteur de l'élévation du prix de la force de travail".¹⁴

¹³ Cf. MEUNIER, Roger. Recherches marxistes et capitalisme sud-africain, in MEUNIER, Roger et Messiant, Christine. Apartheid et capitalisme - Le système économique de l'Afrique du Sud. François Maspéro, Paris, 1979.

Le travail migrant exerce également une influence dans le domaine idéologique car il contribue à l'inversion de la cause de la misère pour le travailleur. Le mineur mozambicain considère les mines comme un endroit où il va gagner un "bon salaire", s'il le compare aux revenus monétaires de sa communauté. "Le lien entre la misère et le chômage dans les néo-colonies et les réserves et l'exploitation capitaliste apparaît rarement comme une évidence. Souvent, bien au contraire, le travail salarié apparaît comme un moyen d'échapper à la misère de la réserve, comme le moyen d'acquérir nombre des biens qui permettront au retour une intégration sociale."¹⁵

Ainsi, la théorie de l'articulation de modes de production est importante dans la mesure où elle permet de saisir la complexité implicite de ce type de formation sociale périphérique. Car, dans ce cas, il ne s'agit pas de "...destruction d'un mode de production par un autre, mais de l'organisation contradictoire des rapports économiques entre les deux secteurs, capitaliste et domestique, l'un préservant l'autre pour lui soustraire sa substance et le détruisant ce faisant"¹⁶ (c'est nous qui soulignons)

La notion d'organisation contradictoire des rapports économiques et des "visions du monde" différentes est importante pour comprendre le comportement de la population car il ne s'agit pas de la voir comme un élément passif. L'articulation constitue un jeu de forces et la communauté domestique possède - même si elle lui est subordonnée - quelques moyens de se défendre du capitalisme. On observe une indépendance relative

¹⁴ MEUNIER, op. cit. p. 14.

¹⁵ MEUNIER, op. cit. p. 15.

¹⁶ MEILLASSOUX, op. cit. p. 149

du secteur domestique par rapport au secteur capitaliste, indépendance qui devient plus évidente dans certaines circonstances historiques, comme nous pourrions le voir au Mozambique.

Finalement, il convient d'observer que si d'une part, cette articulation préserve l'économie domestique, de l'autre elle comporte les éléments de sa destruction à long terme. Plus les travailleurs de la communauté sont utilisés pour l'obtention de rente, plus les bases de la société traditionnelle s'en trouvent sapées. L'usage de la main-d'oeuvre au gré des capitalistes, provoquant des mouvements migratoires temporaires, corrode les formes de reproduction soit par l'absence des hommes, soit par l'introduction et la substitution de nouvelles valeurs socio-économiques culturelles. À savoir: impôts, endettement, travail forcé, recrutement, monétarisation, dépendance en moyens de travail, etc.

À la différence des processus où la terre a été arrachée à la population, la "solution" de maintien de la communauté domestique ponctionnée par le secteur capitaliste, dans une sorte d'accumulation primitive permanente, a donné naissance au type de sous-développement prédominant sur le continent africain.

1.4. La forme d'exploitation paternaliste¹⁷

Egalement générateur de sous-développement, le capitalisme au Brésil s'est structuré dès la fin de la période esclavagiste, dans une formation sociale différente de l'articulation mise en place en Afrique.

Pour ce qui est du binôme patron/ouvrier, rappelons tout d'abord que dans le capitalisme classique, il existe un rapport entre le salarié et le capitaliste dans lequel tous deux se situent comme des personnes libres. En l'absence de marché¹⁸, l'ouvrier n'est pas vendeur libre de sa force de travail. Il remet au patron le fruit de son travail et reçoit en échange les biens nécessaires à sa subsistance. Lorsqu'il arrive sur le domaine du patron, ce travailleur reçoit "à l'avance" les biens nécessaires à sa subsistance, ainsi que ceux nécessaires à l'exécution de son travail. Tout ceci lui est "vendu" par le magasin du domaine du patron. Voilà comment, lors de la remise du produit de son travail, celle-ci représente un premier paiement de la dette préalable. Comme la dette est toujours supérieure au produit remis, ce travailleur se trouvera toujours dans la condition de débiteur personnel d'une dette jamais réglée, ce qui l'oblige à être éternellement pieds et poings liés à un certain patron, devenant débiteur d'une dette fictive.

¹⁷ Expression utilisée par GEFFRAY, Christian, "Les maîtres hors la loi: sur l'exploitation paternaliste au Brésil", /sl/sn/, 1993. (polycopié, version avant l'édition)

¹⁸ Ici, absence peut signifier marché distant de la production, comme dans le cas des seringueros d'Amazonie; ou d'accès difficile en raison d'entraves administratives (mécanismes d'exportation, par exemple) ou illégaux (contrebande).

Dans le cas des *seringueros*¹⁹, tous les biens sont obligatoirement acquis dans le magasin patronal en échange de caoutchouc mais, à quelques variantes près, c'est ce même mécanisme que l'on retrouve ailleurs. Il n'existe pas de marché libre et l'accès de ce dernier est interdit au "client". Cet assujettissement repose alors sur le monopole des moyens de circulation du produit, c'est-à-dire les moyens d'échange et de transport qui ouvrent l'accès au marché de la ville.

Ce sont le monopole de l'accès au marché et le contrôle sur la circulation du produit qui permettent au patron de déterminer la valeur de la force de travail et ce dans les limites d'un "seuil de productivité maximum"²⁰. Ce qui signifie que, dans la mesure où la dette se perpétue, elle sert d'instrument de pression sur la productivité des travailleurs. Le profit du patron est le résultat de la différence de la vente du produit sur le marché auquel lui seul (et non pas les travailleurs) a accès et les coûts des biens qu'il a "avancés" aux employés.

La situation réelle est celle d'une sorte de prison. Or, la seule issue possible serait l'hypothèse de la fuite, ce qui renvoie à deux grands problèmes. D'un côté, le risque de mort est très élevé, par le côté objectif de l'action, de l'autre, au niveau de l'imaginaire, cette fuite est considérée par l'individu lui-même comme une attitude coupable. Il se place lui-même dans la position de débiteur réel.

¹⁹ GEFFRAY ne dresse pas une reconstitution du passé du pays. Il soutient que les formes d'exploitation qu'ils appelle paternalistes se perpétuent dans de très nombreux secteurs de travail (*seringueros*, cueillette des noix de cajou, exploitation de l'or, ouvriers agricoles journaliers).

²⁰ GEFFRAY, op. cit. p. 42.

Forts de cette "prérogative marchande", les patrons expulsent les travailleurs du marché et ceux-ci sont doublement prisonniers: de cette fausse dette d'abord, de l'image qu'ils se font du patron, ensuite. Il est pour eux le redistributeur et le détenteur d'une autorité du style "*patron pater*", et la soumission personnelle des travailleurs semble être une obligation d'ordre filial.

Geffray soutient que cette forme d'exploitation, qu'il appelle paternaliste, caractérisée par l'exclusivité des échanges que les patrons effectuent avec les travailleurs de son domaine n'est pas une forme typique du capitalisme mais qu'elle en est parasitaire.

Les capitalistes détiennent le monopole des moyens de production et les paternalistes celui des moyens de circulation et tous obtiennent un profit, c'est-à-dire que la valeur produite est bien évidemment supérieure aux coûts. Or, les figures subjectives de ces deux modes d'exploitation ne sont pas les mêmes. Dans le système paternaliste, les travailleurs ont l'illusion de devoir plus que ce qu'ils ne remettent et c'est dans ce sens qu'ils sont "redevables de leur propre force de travail". Dans le cas des salariés, le décor de la fiction les porte à croire qu'ils vendent librement leur force de travail et ainsi ce qui doit être mesuré, c'est le coût de leur travail. Dans un rapport d'égalité entre le propriétaire des moyens de production et le propriétaire de la force de travail, il existe la figure du contrat. Ce qui suppose l'existence de lois que les deux propriétaires sont obligés de respecter. Dans l'exploitation paternaliste, la séparation moderne de la loi n'existe pas, le patron dicte la loi.

Le schéma reproductif repose sur cette forme d'exploitation et les figures subjectives qui en découlent (le patron s'offrant comme vecteur de la loi), réduisent à néant l'autonomie

politique de la population. Ainsi structurée mentalement, face à la crise du système, la population migrante tend à rechercher de nouveaux patrons redistributeurs dont ils deviendront les obligés. Ainsi, l'exploitation paternaliste s'adapte aux nouvelles formes tout en demeurant identique dans sa structure.

Geffray conclut que "... partout, on a usé et on use encore du marché pour asservir", et il ne mentionne pas ses seules régions d'étude car pour lui, "... pratiquement, il n'existe pas et il n'a jamais existé de libre marché, dans ces régions aujourd'hui du 'capitalisme sauvage'"²¹

Il soutient que l'histoire des États-Unis a été différente car, malgré quelques situations dans lesquelles on pourrait trouver des similitudes, la soumission au travail n'y a jamais procédé structurellement du contrôle de la circulation de biens. Les figures paternalistes auraient pu surgir "mais la grande Guerre de Sécession semble avoir entravé le libre recyclage et l'épanouissement paternaliste des maîtres d'esclaves vaincus"²²

En revanche, on trouve en Afrique quelques situations comparables, particulièrement à l'époque coloniale. Les négociants "forts de leur exclusivité marchande", ont fait pratiquement tout ce que les paternalistes avaient fait. Ils ont exploité et pratiqué l'extorsion en valorisant et en créant des situations de dépendance commerciale chez ceux qui se trouvaient à l'autre bout de leur réseau commercial. Il y a là cependant une différence fondamentale. Dans la réalité africaine, les "... populations se sont historiquement et socialement constituées ailleurs, indépendamment des marchands qui

²¹ GEFFRAY, op. cit. p. 124.

²² Id. Ibid.

les ont trouvées toutes faites, assujetties et ponctionnées comme telles, par le truchement de pouvoirs dont la légitimité procédait des États locaux, des chefferies ou du lignage. Or, cette issue coloniale fut interdite aux Portugais du Brésil... Il faut constater l'originalité de la 'tradition' brésilienne: la prédation 'marchande' ne s'imposa pas ici comme un appareil de ponction étranger, sur des populations laborieuses déjà constituées historiquement, cet appareil fut lui-même la matrice constitutive du peuplement, comme tel, et de la structure interne de ce peuplement"²³

Outre le fait de permettre de comprendre à quel point les formes d'exploitation paternalistes se perpétuent aujourd'hui encore, le travail de Geffray est important car il démontre les raisons pour lesquelles le pays est imprégné des règles de fonctionnement de ce mode d'exploitation, aujourd'hui encore et dans des villes comme São Paulo, où la "modernité" - existence d'une grande industrialisation - a apparemment prédominé. La plupart du temps, cette question s'est limitée à une vision folklorique, fortement marquée par le "jeitinho (système D) brésilien". On traite sur un ton folklorique et ironique un sujet grave: une société où prédominent la corruption et les moyens improbables d'arriver à ses fins, une société où ce qui devrait être devoir d'État est considéré comme une faveur. On y vote selon le système de la clientèle, en échange de quelque chose de très concret, que ce soit un emploi, un tricot, un goûter ou bien encore l'intimidation directe. Ce qui devrait être "l'État moderne" est imprégné des méthodes paternalistes et le parlement est rempli de "coroneis"...

L'industrialisation ne fournit pas d'alternative d'emplois qui satisfasse la demande et on constate, en milieu rural, une forte résistance de la classe dominante contre l'acceptation

²³ GEFFRAY, op. cité, p. 125.

d'une réforme agraire qui démocratise l'espace, afin que des millions de sans-terre puissent y trouver une occupation qui leur épargne l'exode vers la ville où les attend la vie en favela. La grande propriété foncière, quant à elle, recrée les conditions de contrôle du marché.

Comme nous avons pu le voir au chapitre II, le processus de substitution d'importations a permis au pays d'accéder à un niveau d'industrialisation qui est l'un des plus élevés parmi les pays sous-développés. Or, - nombreux sont ceux qui s'en étonnent et ne comprennent pas - la société ne fonctionne pas selon les règles connues propres aux pays industrialisés.

Phénomène typique des pays sous-développés, on a assisté à l'engorgement des villes, résultat de la migration forcée de la campagne. Dans la compréhension du paternalisme, nous avons ici un cadre objectif et subjectif qui explique les bases des rapports d'exploitation qui tendent à se reconstituer et le comportement de cette immense armée de marginalisés.

Abandonnée, cette population se retrouve sans aucune option. L'État remplissant très mal sa fonction d'État-providence, les services de base, lorsqu'ils existent, sont de très mauvaise qualité. Pour les raisons les plus diverses, ces nouveaux-venus sont arrivés à la ville car ils pensaient y trouver un emploi et, peut-être, une vie meilleure. Or, n'y étant pas productivement intégrés, y étant "bantustanisés" dans les favelas, ne pouvant y survivre qu'au prix de leur soumission à un pouvoir illégal, para-étatal, para-militaire, leurs conditions de vie s'en trouvent complètement transformées. Les salaires extrêmement bas réduisent l'accès au marché, même pour ceux qui ont un emploi, à un

accès formel et certains membres de la famille n'échappent pas à la dépendance de faire partie du réseau des obligés.

C'est la loi du silence. Personne ne peut dénoncer les auteurs des crimes et les morts s'entassent dans les ruelles étroites de la favela au petit matin. Appartenaient-ils à un groupe rival? Étaient-ce des gens qui ne voulaient pas se soumettre au travail qui leur était demandé? Étaient-ce des gens qui devaient être éliminés en raison d'un problème personnel avec un membre des groupes organisés de trafiquants? Aucune réponse. Personne n'aurait pu parler. Seule une immense tristesse dans les larmes muettes des mères qui recueillaient les corps. La population regarde et se tait. Sont-ils lâches? Non. Mais personne n'est réceptif à leurs dénonciations. Car entre les mains des structures officielles du pouvoir, le destin des "délateurs" peut sûrement être pire. Qui peut assurer que la dénonciation ne retombera pas justement sur l'un des membres de la police de mèche avec les trafiquants? Quelle est l'étendue de la participation du "secteur officiel" dans le trafic et dans le banditisme en général? Telle est la réalité de plus en plus transparente en Amérique latine. En l'absence d'un État-providence, les chefs de clans assument le rôle d'une "espèce d'État", une sorte de pouvoir qui finit par fonctionner de forme paternaliste.

Ce pouvoir marginal extrait extra-régulièrement une partie de l'excédent social et maintient sous contrôle une partie de la population dont il a besoin pour camoufler ses agissements illégaux et pour exécuter le travail de détail dans le commerce. C'est lui qui redistribue une partie du "profit" provenant de ses "affaires", afin de créer la cohésion et la complicité nécessaire à la continuité de son "travail".

Le capitaliste extrait "naturellement", "légalement", "régulièrement" le sur-travail au cours du processus productif lui-même. Le contrôleur du commerce illégal, marginal (même s'il agit en connivence avec les structures de l'appareil de l'État) s'approprie une partie de cet excédent socialement obtenu dans la production de marchandises, effectuant une sorte de "distribution forcée de revenus".

Les énormes contingents d'exclus qui s'agglomèrent à la périphérie des grandes villes est un phénomène qui tend de plus en plus à la généralisation.

2. La périphérie de la semi-périphérie.

D'un système dont la portée se limitait à l'Europe, le capitalisme s'est étendu à l'échelle planétaire et ce sur une période de 400 ans. C'est cette expansion consciente (en ce qui concerne les pays centraux) que Wallerstein appelle **processus d'incorporation**. Et l'action colonialiste a été l'une des formes d'incorporation des régions de la planète au système producteur de marchandises, comme dans le cas du Mozambique. Les raisons qui ont fait de ce dernier un pays périphérique sont liées à l'intervention coloniale portugaise.

Nous devons donc aborder l'articulation de modes de production non pas comme un choix spécifique de certaines métropoles colonisatrices, mais dans le cadre de l'intervention de l'ensemble du capitalisme occidental sur le continent africain. Car c'est en créant des formations sociales périphériques que le capitalisme a ponctionné les richesses humaines et matérielles des sociétés africaines.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas ignorer les caractéristiques du Portugal dans la conjoncture de l'époque ni le jeu de la concurrence entre les pays centraux. Si le Portugal était bien un État colonial, il était loin de posséder le profil économique, financier et politique de ses pairs, car il était, en fait, un pays dépendant de l'Angleterre. Aussi, son processus colonisateur n'a-t-il pas été à l'image de celui des autres pays.

Le genre d'incorporation qu'a connu le Mozambique nous permet de mieux comprendre les raisons du retard du colonialisme portugais et partant, le retard de la décolonisation, la violence qui l'a caractérisée et le radicalisme du projet de construction sociale de ses révolutionnaires nationaux (Serra). Ce retard portugais dans la colonisation a permis de penser cette réalité sur de nouvelles bases théoriques. Aussi, si nous avons jusqu'à présent utilisé les termes *développement*, *sous-développement*, *pays centraux*, *pays périphériques* et *pays marginaux*, parlerons-nous désormais de *semi-périphérie*, concept qui contribue à la compréhension de la colonisation portugaise en Afrique. L'idée de semi-périphérie tient compte de la situation ambiguë du Portugal, situation qui l'a amené à jouer un rôle d'intermédiaire entre le Mozambique et d'autres puissances. La semi-périphérie est un concept qui entre dans un cadre théorique plus large conçu par Wallerstein dans le but d'expliquer le système historique capitaliste.

"Un système-monde²⁴ est un système social doté de limites, de structures, de groupes associés, de règles de légitimation et de cohérence. Sa vie est faite de forces en conflit qui le maintiennent uni par tension et le dilacèrent dans la mesure où chacun des groupes cherche éternellement à le remodeler à son profit. Il possède les caractéristiques d'un organisme, dans la mesure où il possède un temps de vie durant lequel ses caractéristiques changent sous certains aspects alors qu'ils restent stables sous d'autres. Selon les phases, ses

²⁴ La définition de système est basée sur l'hypothèse selon laquelle si celui-ci, pour une raison quelconque, venait à s'isoler de toutes les forces externes, il continuerait de fonctionner substantiellement de la même manière. C'est selon ce critère que, pour Wallerstein, le *système total* est un concept qui ne peut être utilisé pour des entités telles que les tribus, les nations-États, les communautés. Le concept pourrait être utilisé pour les systèmes mondiaux ou encore pour des sociétés d'auto-subsistance qui "ne fassent partie d'aucun système exigeant des tributs réguliers". WALLERSTEIN, Immanuel, *O sistema mundial moderno*, vol. I, Edições Afrontamento, Porto, 1974.

structures peuvent être définies comme fortes ou faibles, en ce qui concerne la logique interne de son fonctionnement"²⁵

Au système-monde correspond une certaine économie-monde qui a englobé géographiquement dans le capitalisme un vaste ensemble de processus de production, établissant une division du travail internationale plus complexe et plus cohérente que dans aucun autre système antérieur. Toutefois, à la différence de ces derniers qui se constituaient en empires, le capitalisme constitue un système inter-États. Ce système mondial reconnaît la légitimité des États souverains, en ce sens que ceux-ci se fondent sur un territoire déterminé et qu'ils y exercent - en théorie, du moins - leur juridiction souverainement. Ceci revient à dire que ce n'est pas le système inter-États mais les États particuliers eux-mêmes qui exercent la répression politique nécessaire au bon fonctionnement du système économique dans son ensemble.

2.1. Le Portugal en tant que semi-périphérie.

Pour étayer le concept de semi-périphérie, Wallerstein soutient qu'entre les divers États nationaux, il existe des rapports de domination/subordination qui se sont reproduits en fonction de leurs possibilités économiques, politiques, financières et commerciales et dans le cadre d'une recherche incessante de maintien/amélioration de leurs conditions structurelles.

La semi-périphérie ne correspond pas à une condition transitoire et résiduelle de développement, elle présente au contraire un caractère stable, permanent et relationnel. Ces pays possèdent une dynamique propre qui leur permet de reproduire leur propre

²⁵ WALLERSTEIN, Immanuel. O sistema mundial moderno, vol. I. Edições Afrontamento. Porto, 1974, p. 337.

caractère de semi-périphérie, partant de stabiliser leur condition structurelle. Les raisons politiques qui exigent le maintien de cette strate intermédiaire de pays visent à diminuer l'instabilité politique provenant de la tension permanente entre le centre et la périphérie, ce qui conduirait rapidement le système à la paralysie voire, dans certains cas, à l'écroulement.

Sur le plan économique, ces États se distinguent également, étant caractérisés comme centraux, périphériques ou semi-périphériques en fonction de la place qu'y occupent les activités productives. Dans les pays centraux, celles-ci sont hautement mécanisées, de capital intensif, lucratives et impliquent à la fois des salaires élevés et une spécialisation et une qualification du travail accentuées. Dans les pays périphériques, les activités productives ne sont que moyennement mécanisées, de travail intensif, moins rentables et le niveau de spécialisation et qualification y est moindre. Dans les pays semi-périphériques, toujours selon Wallerstein²⁶, on trouve un réseau assez bien équilibré d'activités productives, voilà pourquoi ils tendent à voir s'élargir leur marge de manoeuvre économique dans l'économie-monde et politique et institutionnelle dans le système inter-États. C'est à eux que revient la production de produits manufacturés pour le marché interne, mais ils sont également exportateurs de produits primaires, leur rôle étant celui de partenaires périphériques face aux pays centraux et de partenaires centraux face à certains pays périphériques.

Cette théorie de la semi-périphérie est assez polémique, particulièrement devant la complexité occasionnée par les bouleversements auxquels le monde assiste, résultats de la transnationalisation du capital au cours de la troisième révolution industrielle. Elle n'en

²⁶ Cf. FORTUNA, *O fio da meada: o algodão de Moçambique, Portugal e a economia-mundo (1860-1960)*. Afrontamento, Porto, 1993.

est pas moins un outil d'analyse convaincant pour expliquer le colonialisme portugais. Reste à savoir si elle est d'actualité. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet.

2.2. Le "retard" de la colonisation portugaise.

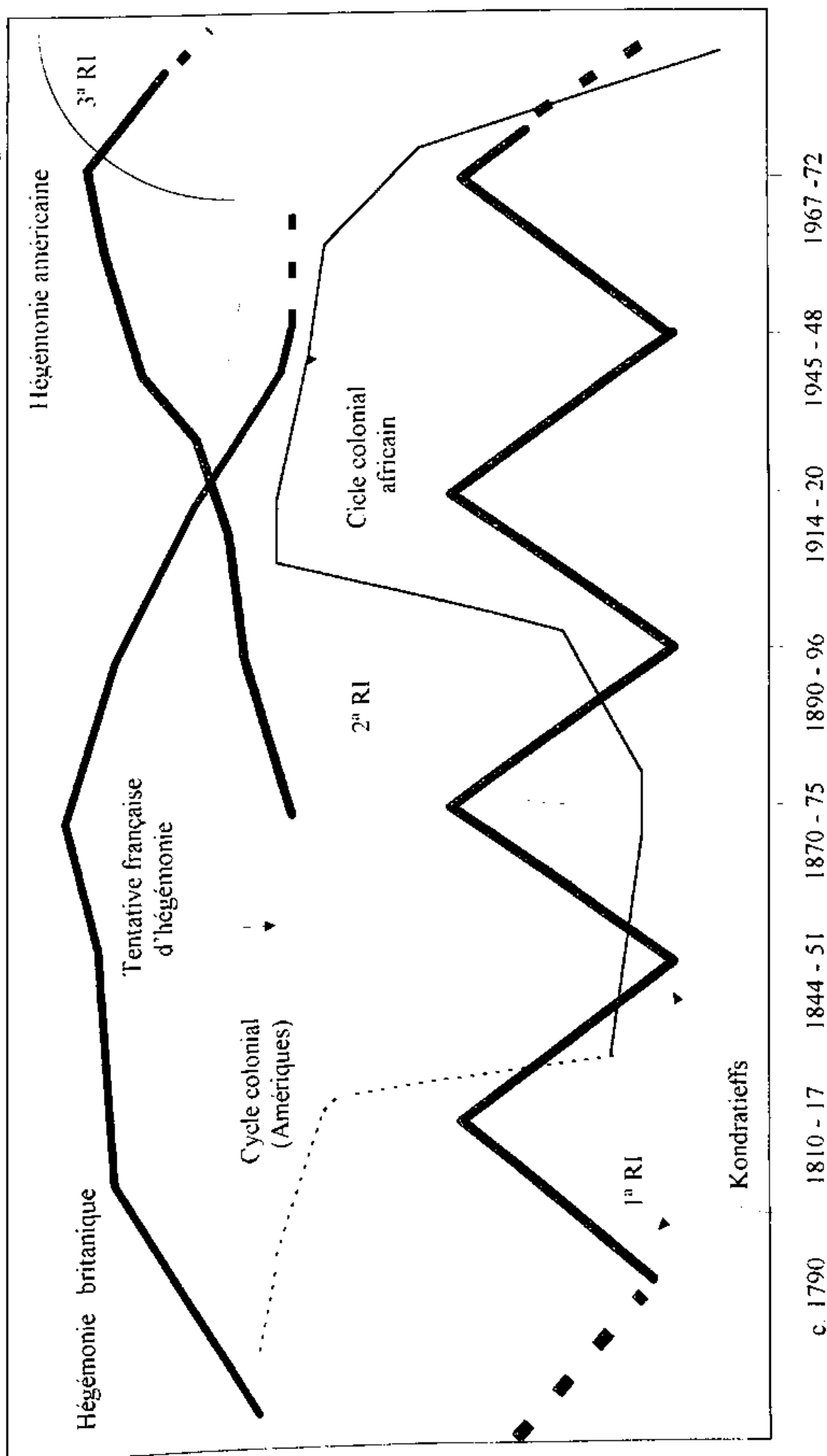
Adoptant l'éclairage de Wallerstein, Fortuna étudie le rapport entre le temps régional africain et le temps mondial dans la logique du système-monde configurant un cycle colonial. Il interprète l'importance prise par ce continent dans le système capitaliste depuis la fin du siècle dernier. A partir de la théorie des cycles du capitalisme, il établit un rapport entre les cycles de Kondratieff et les cycles de la domination du capitalisme en Afrique (voir Tableau I).

Dans les premiers temps de la colonisation, l'Amérique était plus importante que l'Afrique aux yeux des Européens, cette dernière étant réduite au rôle de fournisseur d'esclaves et d'articles de luxe.

Ainsi, Fortuna considère que le premier cycle colonial africain n'a commencé qu'au XIXe siècle, se poursuivant sur un siècle, jusqu'au début du XXe siècle, ayant reçu le nom d'empire informel. Celui-ci coïncide avec la période de la première révolution industrielle et son déclin correspond également à la perte de l'hégémonie britannique. Fortuna considère ce premier cycle comme une période d'ascension du colonialisme au cours de laquelle on a vu surgir une série de changements qualitatifs, signes d'une réelle

CYCLE COLONIAL AFRICAIN, HEGEMONIES MONDIALES ET CYCLES KONDRATIEFF

TABEAU I



(in FORTUNA, Carlos, *O Fio da Meada*, p. 32 - Nous n'avons ajouté au tableau de Fortuna que les références aux révolutions industrielles, -RI)

c'est un pouvoir de "jaunes" qui a été institué, expression à l'instance politique de l'articulation de modes de production où, en raison de la nécessité de rapports entre systèmes socio-économiques différents, le pouvoir politico-administratif avait pour intermédiaire la figure du roitelet. Les colonialistes divisaient une chefferie en petits territoires et installaient des chefs africains, "mozambicains" (entre guillemets car ceux-ci se considéraient non pas mozambicains mais membres d'une ethnie, qu'elle soit *macua* ou *changana*) qui "légalisaient" le pouvoir étranger et qui avaient pour tâche de faciliter la médiation entre "secteurs" en vue de faciliter la soumission de l'une des parties.

Le deuxième cycle colonial, toujours selon Fortuna, a été caractérisé par la stabilité dans le sens du maintien du contrôle formel sur l'ensemble du continent et s'est étendu du début du siècle jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Il s'agit d'une période durant laquelle on a assisté à de profondes transformations économiques visant le perfectionnement de l'exploitation du continent grâce à l'amélioration de la production agricole destinée à l'exportation. Cette phase a connu une croissance considérable du nombre de colons européens et avec ces derniers, du racisme et de la perte relative de l'indépendance des formations sociales autochtones domestiques. Les compagnies concessionnaires se sont également multipliées, en particulier celles liées aux économies de plantations.²⁸

Fortuna souligne que jusqu'en 1914, l'essor de la production agricole pour l'exportation avait eu lieu dans les termes favorables de l'échange. Cette amélioration avait eu pour conséquence l'aggravation de "l'agression à l'autonomie politique et économique des

²⁸ Les principaux secteurs actifs dans le monde économique africain étaient au nombre de trois, à savoir: a. les compagnies concessionnaires, exploitations de colons européens, b. producteurs locaux fortement liés au marché et c. économies de subsistance et mercantile de petite taille.

communautés africaines (dans la mesure où ces termes) auraient favorisé une réponse positive de la part de certains producteurs autonomes africains, contribuant ainsi au fléchissement des résistances anti-européennes antérieures"²⁹.

Lors de la crise de 1929, le continent, fondamentalement producteur de produits primaires, a vu ses prix baisser sur le marché international. "Entre 1928 et 1929, le coton et le caoutchouc, par exemple, ont vu baisser leur valeur sur le marché mondial, respectivement de 1/3 et de 2/3. Le café, le sisal, le coprah, le sucre et les céréales ont perdu la moitié de leur valeur."³⁰ Avec la diminution de la demande européenne en produits agricoles, au profit de celle en matières premières minérales, ce sont les économies africaines locales, de subsistance et de marché, qui ont été les plus gravement touchées.

Avec la crise, l'Afrique a vu s'amplifier sa périphérisation dans l'ensemble du système-monde. Cet "écroulement" a montré que l'écart entre le capitalisme européen et le capitalisme colonial africain était encore important et que les rapports économiques entre eux était encore très minces. Ce cadre s'est modifié au lendemain de la guerre, dans la phase finale de ce deuxième cycle.

Le troisième cycle africain, des années 1950 à 1975, avec la fin du colonialisme portugais, a été caractérisé par un climat idéologique et politique de reconstruction, l'époque du New-Deal américain et son retentissement en Afrique, une espèce de "New-Deal africain" où l'on a assisté - quoique plus timidement que dans certains pays d'Amérique latine - à une politique de substitution d'importations.

²⁹ FORTUNA, op. cit. p. 33.

³⁰ Id. Ibid. p. 34.

"Cette époque sera celle des grands plans de développement, des investissements en infrastructure, du lancement de nouvelles industries (machinerie et biens de capital qui allaient progressivement substituer la production de biens de consommation), de la modernisation de l'agriculture (plans d'irrigation, mécanisation, développement communautaire), de la croissance urbaine intensive, des premières manifestations de chômage et de "marginalité" et enfin, de la politique coloniale du "bien-être" (éducation et médecine)"³¹ L'année 1960 a correspondu à "la pleine maturité hégémonique des États-Unis et à la phase A du quatrième cycle de Kondratieff"³².

C'est encore dans ce cycle que s'inscrit le déclin du cycle colonial. C'est en effet entre 1956 et 1968 qu'ont eu lieu la plupart des indépendances. Deux courants expliquent ce mouvement de décolonisation, à savoir le courant "libéral" (dans ce sens que de nouveaux mécanismes de ponction des richesses d'autrui ont été construits) dominant dans les nations victorieuses de l'après-guerre, et le courant fortement libertaire des avant-gardes des nations soumises à la domination coloniale.

Du côté des pays dominateurs du système-monde, les nouvelles formes d'organisation de la production entraînent des changements dans les formes de domination, l'intérêt de poursuivre l'exploitation de l'Afrique selon le modèle des cycles décrits ci-dessus ayant disparu. Dans ce mouvement victorieux de redressement européen appuyé par les entreprises multinationales, les "forces productives" omnipotentes du capital manipuleraient facilement ces nouveaux gouvernements africains indépendants.

Ayant commencé avant la deuxième guerre mondiale par l'Ethiopie et le Libéria, en 1956 par le Soudan et l'année suivante par le Ghana, la quasi-totalité de l'Afrique acquiert son indépendance formelle par rapport aux métropoles colonisatrices, les dernières étant les colonies portugaises.

³¹ FORTUNA, op. cit. p. 35.

³² Id. Ibid.

Si nous comparons le colonialisme portugais au tableau brossé par Fortuna de la colonisation de l'ensemble de l'Afrique ces 150 dernières années, nous pouvons observer le retard de ce mouvement. Pour ce qui est du Mozambique, le Portugal s'était limité à instituer aux XVII^e et XVIII^e siècles, le système de *prazos*³³ selon lesquels des parcelles de terre étaient attribuées aux colons durant trois générations. La principale activité lucrative des bénéficiaires de *prazos* était l'exportation d'esclaves, puis l'extraction du revenu en travail et en espèces. Ce système n'a jamais représenté pour le pays un gain d'investissement en infrastructures, car l'intérêt pour la production était loin d'être prioritaire. La fin de la traite d'esclaves avait été décrétée formellement en 1869. Quoique ce décret ait été fort longtemps bafoué, lorsque prit fin ce moyen d'enrichissement facile, il fallut se tourner vers d'autres formes d'activités. C'est de 1879 que datent les premiers accords d'exportation de main d'oeuvre vers l'Afrique du Sud. Ce fait est lié à un trait extrêmement important de l'histoire de la soumission du Mozambique au niveau régional sur lequel nous reviendrons plus loin.

Pour l'instant, il est intéressant de constater que le Portugal n'a mis un terme à la soumission des populations autochtones qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, alors que les autres puissances avaient déjà une stratégie de mise en valeur du sol et de la force de travail africains.

À la suite de la Conférence de Berlin, au début du XX^e siècle, le Portugal a commencé à installer de fait une administration portugaise. Toutefois, la bourgeoisie dont le pouvoir était limité a été contrainte de céder de grandes extensions de terre, au nord et au centre du Mozambique, à des compagnies de capital étranger, français, allemand et anglais.³⁴ Celles-ci obtiennent des droits sur les ressources naturelles et surtout un contrôle des populations vivant à l'intérieur de ces régions. Les trois plus grandes compagnies, la Compagnie du Mozambique (160 580 km² à Manica et Sofala), celle du Niassa et celle du Zambèze ont, dans la région qui leur est attribuée, le monopole du commerce.

³³ Nom donné aux terres accordées aux colons portugais dans la vallée du Zambèze.

du secteur minier, de la construction, des services postaux et le droit d'attribuer la terre, ainsi que de lever des impôts. Grâce à ces droits, elles peuvent organiser leur activité principale, à savoir la vente de main-d'oeuvre engagée à l'extérieur du pays (Rhodésie, Niassalandia, Tanganyca, Congo Belge, Afrique du Sud, etc.). C'est seulement dans la vallée du Zambèze que le capital étranger non portugais fera des investissements et développera une économie de plantation, axée sur la monoculture des produits d'exportation tels que le sucre, le sisal, le coprah".³⁴

La période de l'entre-deux-guerres, caractérisée par un repli politique, a correspondu, comme toujours, aux phases étatistes (selon Kurz), c'est-à-dire à un climat autoritaire en Europe qui a requis l'existence de gouvernements dictatoriaux principalement dans les pays européens semi-périphériques.

"...l'impact de la récession économique a fait avancer la 'vague' politique autoritaire dans la plupart des pays semi-périphériques d'Europe. A Salazar au Portugal ont correspondu Primo de Rivera d'abord, Franco ensuite, en Espagne, Mussolini en Italie, Metaxas en Grèce, Dollfuss en Autriche et Kemal Ataturk en Turquie..."³⁵

L'étatisme portugais, sous la forme du salazarisme, a été caractérisé par un projet politico-économique de type néo-mercantiliste qui cherchait à combler l'énorme distance qui la séparait des autres métropoles, à savoir exercer un type d'exploitation intensive sur ses colonies. Avant Salazar, durant la Première République, le Portugal avait connu la fameuse "politique de portugualisation des colonies africaines"³⁶ qui fut une tentative infructueuse de diminuer l'influence du capital étranger dans les colonies portugaises. Cependant, l'État Nouveau, fort d'une nouvelle législation et d'une idéologie nationaliste, s'est doté de nouveaux instruments légaux d'orientation autoritaire et centraliste qui proclamèrent tout à la fois l'unité de la nation et le besoin d'unité de l'Empire.

"Le fait décisif dans la consolidation du Portugal comme pays semi-périphérique fut "(...) qu'il soit arrivé à transférer 'vers le bas' (vers sa

³⁴ VERSCHUUR, Christine et alli. Mozambique: dix ans de solitude... L'Harmattan, Paris, 1986, p. 45.

³⁵ FORTUNA, op. cit. p. 40.

³⁶ Id. Ibid.

périphérie coloniale) les pressions, surtout économiques, venues 'd'à côté' (d'autres pays semi-périphériques) ou 'd'en haut' (les pays centraux eux-mêmes) (...) Ainsi, par exemple, les progrès indéniables de l'industrie textile portugaise, en particulier de l'industrie cotonnière, des années 1940 et 1950, correspondent moins à sa modernisation qu'à son exploitation, de forme absolue, de la force de travail colonial. Les textiles cotonniers s'en tiendraient longtemps à un pouvoir concurrentiel faible sur le marché mondial, déficience surmontée par le marché colonial protégé".³⁷

Une fois passée cette phase étatiste de l'entre-deux-guerres, l'Europe allait vivre un nouveau moment de liberté politique, dans un climat politico-idéologique d'ouverture de marché et de libéralisation des échanges. C'est-à-dire que l'on entrait dans l'étape libérale ou monétariste, du mouvement ondulatoire du capital. Or, pour le Portugal, le temps semblait s'être arrêté à la phase antérieure à 1945. Il vivra alors une espèce de congèlement de l'étatisme, ce qui se produira également dans le socialisme réel. C'est un fait des économies "non totalement capitalistes" que de ne pas pouvoir osciller aisément entre les éléments étatiques et libéraux de l'économie. Il est difficile pour le capitalisme retardataire de faire usage de la démocratie.

C'est ainsi que, à une époque où le monde capitaliste développé s'engageait sur une autre voie, le Portugal

"a réprimé internement toute opposition, a évité à tout prix la libéralisation économique, s'est montré méfiant devant les principes 'démocratiques' de l'OTAN, à laquelle il ne pouvait toutefois pas ne pas s'allier, a assumé un discours anti-communiste pionnier, rencontrant à l'époque peu d'écho à l'échelle internationale, a fait un usage limité des relations commerciales avec l'OCDE et a renforcé les méthodes d'exploitation et de répression coloniales. Enfin, le Portugal est arrivé en 1960 seul, prétendument orgueilleux et, décidément, hors du temps."³⁸

³⁷ Id. p. 41.

³⁸ FORTUNA, op. cit. p. 41.

C'est ainsi que, alors que l'on assistait à la décolonisation un peu partout dans le monde, le Portugal, lui, s'affichait comme un "pouvoir colonial authentique".

"La troisième phase du cycle colonial africain représente alors (pour ce pays) une démonstration manifeste de son retard. En effet, en prenant le risque d'une généralisation abusive, je dirais que lorsque le Portugal s'est constitué en authentique pouvoir colonial, il l'a fait dans un double sens de colonisateur à contre-courant. Il a colonisé alors que les vents de la décolonisation commençaient à souffler en Afrique et avec une arrogance que ne pourrait expliquer qu'une conscience politique soudaine du besoin de rattraper à tout prix le temps et le projet colonial perdus. Il n'est donc pas étonnant que, devant ce colonialisme tardif, la décolonisation portugaise ait également été tardive et son coût élevé. Il fallut payer le prix de treize ans de guerre coloniale, y dépenser pratiquement la moitié du budget national annuel, endetter progressivement le pays, renforcer les liens de dépendance externe, mobiliser 15% des citoyens en âge militaire. Enfin, il fallut engager une nation et un régime dans une cause historiquement perdue, si l'on en juge d'après les tendances séculaires du système-monde et l'évolution du cycle colonial africain."³⁹

2.3. L'exemple du coton dans la périphérisation du Mozambique.

Ce travail de Fortuna à partir de la théorie du système-monde de Wallerstein nous paraît intéressant si nous l'appliquons au cas concret de la périphérisation du Mozambique. Il relie la centralité de cette périphérisation au système-monde, fondamentalement à partir du rôle de producteur d'une matière première - le coton - par imposition externe et par la nécessité de sa métropole de se consacrer à l'industrie textile.

Nous avons déjà parlé de l'exclusion qu'entraînait la concurrence capitaliste. Or, Fortuna démontre que cette dernière peut également entraîner une incorporation, de régions par exemple, en modifiant leur niveau de participation par rapport à l'ensemble du système. Il démontre encore que l'innovation technologique peut déclencher la périphérisation de

³⁹ Id. Ibid.

certaines activités productives. Celles-ci, à partir de l'apogée de leur maturation, peuvent perdre leur importance relative et voir diminuer leur marge bénéficiaire, devenant ainsi moins compétitives face à la concurrence capitaliste. Dès lors, cette activité peut subir un phénomène de périphérisation. La division du travail au niveau planétaire implique l'existence d'activités productives de nature différenciée, qui sont réalisées selon leur nature, par les pays périphériques ou par les pays centraux, ces derniers étant en général chargés des productions de capital plus intensif. Fortuna désigne ce phénomène par le nom de "déclassement délibéré" de certaines activités. Il utilise également dans cette étude la théorie du "cycle du produit" formulée par Joel Dean⁴⁰ dont l'école distingue 4 phases dans le cycle de vie d'un produit, à savoir: l'introduction, l'expansion, la maturité et le déclin, et soutient qu'après leur maturité, les activités centrales sont passibles d'être périphérisées. Ceci en raison de la logique d'accumulation qui oblige à la conservation "d'un niveau élevé de sélectivité des activités productives de manière à se protéger de la concurrence de leurs pairs, engendrée par l'innovation des produits."⁴¹

Vers 1870, d'importantes transformations technologiques provoquèrent des changements structuraux dans les bases productives des pays centraux dont les effets se feraient sentir au Mozambique. C'est en fonction de ces transformations qui marquaient le début de la deuxième révolution industrielle que ce pays est sorti de sa position de marginalité par rapport au système capitaliste et qu'il a assumé la place de pays périphérique.

⁴⁰ DEAN, Joel. *Pricing Policies for new Products*. Harvard Business Review, 28, 1950, pp. 45-53, in FORTUNA, O fio da meada, op. cit., p. 29.

⁴¹ FORTUNA, Carlos. "O desenvolvimento por um fio: Portugal colonial, os têxteis de algodão e a economia-mundo" in SANTOS, Boaventura de Sousa et alli. Portugal: um retrato singular. Edições Afrontamento, Porto, 1993, p. 63.

Durant la grande dépression de 1873-1896, l'Angleterre se tourne vers la métallurgie de transformation, activité productive qui signifiait un niveau supérieur de technologie par rapport à celle à laquelle elle s'était consacrée jusqu'alors, venant à occuper une place hégémonique dans le système économique mondial. Dans le secteur métallurgique, la France et l'Allemagne, ses grandes rivales, avaient déjà pris la tête et c'est pour la reprendre que l'Angleterre renonce à ses restrictions monopolistes sur les activités de son industrie textile jusqu'alors dûment protégées. C'est ainsi que celles-ci deviennent alors une option pour le Portugal qui, métropole de deuxième classe, jusqu'alors plutôt pillarde que colonisatrice, introduira la production cotonnière au Mozambique.⁴²

Depuis l'installation formelle du Portugal comme propriétaire du Mozambique, ce dernier avait conservé sa position de marginalité relative par rapport au système-monde, dans la mesure où ses "productions (...) étaient basiquement des productions marginales aux besoins et aux règles mercantiles du système."⁴³ Le coton représentera pour lui la principale voie d'accès au système producteur de marchandises, en tant que périphérie.

Rappelons brièvement l'histoire du coton: jusqu'à la moitié du XVII^e siècle, le coton arrivait en Europe par le commerce avec l'Asie, sous forme de biens de luxe, les fibres traditionnelles (laine, lin et soie) étant d'usage courant. Ce n'est qu'à partir de 1760 que son importance sur le marché textile anglais commencera à croître jusqu'à devenir un bien essentiel et occuper plus tard une place prépondérante en tant qu'agent du développement économique britannique. Les caractéristiques intrinsèques de ce produit, telles que la résistance et l'homogénéité, en faisaient une fibre plus propre à

⁴² Voir FORTUNA, *O fio da meada*, op. cit. Nous nous appuyons sur ce travail de FORTUNA sur l'incorporation du Mozambique au capitalisme par la production du coton.

⁴³ FORTUNA, *O fio da meada*, op. cit. p. 31

l'industrialisation que les fibres traditionnelles. Voilà pourquoi on utilisa pour sa production ce qu'il y avait de plus avancé en matière de technologie et de recherches. Il devint le symbole de la première révolution industrielle.

La conjoncture de crise économique et sociale des années 1873-1896 mit en évidence l'épuisement de cette révolution. L'Angleterre luttait pour conserver l'hégémonie qu'elle avait détenue un siècle durant et comme nous l'avons déjà mentionné, a dû pour ce faire développer ses forces productives et se doter technologiquement en métallurgie de transformation.

Dans le cas concret du coton, celui-ci conserva pendant des années, jusqu'au début du XX^e siècle, sa centralité (Fortuna) dans la fabrication de textiles, bien qu'il ait perdu son hégémonie productive. Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, il perd sa centralité dans la fabrication de textiles elle-même, en raison de l'apparition de nouvelles fibres synthétiques venues substituer ce produit végétal. Ces nouvelles fibres présentaient le double avantage d'un coût de production inférieur à celui du coton et d'une plus grande versatilité d'innovation industrielle. De plus, elles libéraient la production industrielle textile de l'approvisionnement en matière première produite en milieu rural. De si nombreux avantages avaient un prix et leur fabrication demandait l'existence d'un capital initial élevé pour faire face aux besoins en équipement, en qualification de main-d'oeuvre, en nouvelles conditions de commercialisation avec l'ouverture de nouveaux marchés et partant, en marketing et en campagnes publicitaires.

En mettant fin à son monopole textile, l'Angleterre offre au Portugal l'occasion de développer sa propre industrie. L'écart technologique de ce pays par rapport aux pays

développés est évident si l'on juxtapose l'histoire de l'industrie textile portugaise et internationale. Non seulement le Portugal n'introduit pas la métallurgie comme nouvelle branche de production, mais encore son industrie textile elle-même ne se renouvelle pas vers les nouvelles fibres qui seront développées par les pays centraux, l'Allemagne surtout mais aussi le Japon et, à moindre échelle, quelques pays du Sud-est asiatique. Participant à la division technique internationale, le Portugal se spécialise donc dans le coton, bien que ce soit une marchandise moins rémunérée et décadente, pour occuper l'espace laissé vide par les pays importateurs **qui avaient délibérément déclenché la désindustrialisation** de leur secteur.

2.4. L'entrée en scène du Mozambique.

L'autre bout du Fil d'Ariane⁴⁴ qui bâtit cette hiérarchie internationale se trouve au Mozambique qui deviendra le principal fournisseur de cette matière première pour l'industrie textile portugaise.

Pour en revenir à l'histoire coloniale, c'est après la deuxième guerre mondiale qu'a commencé à augmenter la migration de Portugais planteurs, en particulier vers le Sud du Mozambique. Ils se distinguaient des migrants précédents car "ils étaient porteurs d'une aptitude d'entrepreneurs d'ailleurs typique de la fin des années 1920, où la montée en flèche des prix mondiaux du coton a alimenté les plus grandes ambitions de profit et les investissements les plus risqués".⁴⁵ Toutefois, pour ce qui est de la culture du coton, cette expérience de production dirigée le plus souvent par des Blancs s'est soldée par un

⁴⁴ Titre particulièrement approprié que Fortuna a donné à son livre.

⁴⁵ FORTUNA, op. cit. p. 75.

échec et le fait que la région ne soit pas propre à ce genre de culture n'est pas étranger à cet échec.

Selon l'évaluation réalisée à l'époque, le Nord du pays offrait de meilleures conditions, si toutefois l'on arrivait à réunir un grand contingent de main-d'oeuvre, puisqu'il s'agit d'une culture qui requiert beaucoup de soins. La création de ce contingent aurait été plus aisée au Nord car il n'existait pas dans cette région de concurrence pour la main-d'oeuvre si disputée dans le Sud où elle avait depuis longtemps emprunté le chemin du travail migrant dans les mines sud-africaines.

Du point de vue du Noir africain, le travail agricole dans les cultures d'exportation comme le thé, la canne à sucre, le tabac et principalement le coton ne présentait aucun intérêt. D'abord parce qu'elle entraînait en concurrence avec sa production d'aliments dont la mercantilisation n'était que marginale, ensuite, s'il s'agissait de vendre leur force de travail, ils préféreraient le faire dans les mines sud-africaines ou dans les plantations du Transvaal, les salaires y étant bien supérieurs à ceux de l'agriculture locale. Ajoutons que, même pour le Portugal, le recrutement de ses indigènes pour l'Afrique du Sud était très important car il représentait sa principale source de recettes, facteur d'antagonisme entre les agriculteurs européens et les intérêts de l'État.

Après la faillite de la production de ce que Fortuna appelle le "coton blanc", commencera la production du coton noir, qui écrira l'une des pages les plus tristes de l'histoire de l'extorsion de travail⁴⁶ de ce pays. Même dans le Nord, il fallut consacrer beaucoup de temps et avoir recours à d'innombrables formes de contrainte pour arriver à

⁴⁶ FORTUNA. op. cit.

soumettre la main-d'oeuvre. La législation promulguée par le régime de Salazar après 1926 a favorisé l'essor de la production du coton noir, la plus importantes de ces lois étant celle qui en rend la culture obligatoire.

Le flux de capital de la production de coton acquis à l'époque par le gouvernement ayant été bien moindre que prévu en raison des bas prix, des faibles rendements et de l'insuffisance d'assistance technique, l'État décida de monopoliser la fixation des prix à l'exportateur, assurant ainsi un prix minimum et créant par ailleurs des mécanismes de protection au capital cotonnier. En 1933, apparaissent les contrats de concession et ces entreprises concessionnaires atteignent le nombre de 11 à la fin de la deuxième guerre mondiale. Éparpillées entre le centre et le nord du Mozambique, ces entreprises au capital portugais avaient sous leur juridiction une vaste zone sur laquelle elles chargeaient les unités familiales de la production du coton. Ce système de zones d'influence confiées à des entreprises concessionnaires, dans le but d'encourager la culture cotonnière parmi les indigènes "avec la solidarité des Administrations se consacraient à des tâches multiples: faire de la publicité, mobiliser, appuyer techniquement les cultures, contrôler continuellement le sarclage des terrains, la croissance des plantes, organiser et réaliser les marchés pour l'achat du coton."⁴⁷

La mobilisation de main-d'oeuvre fut irrégulière, sensible qu'elle était aux fluctuations du prix du produit sur le marché mondial, diminuant lorsque les prix baissaient. Ajoutons que les prix au producteur étaient encore inférieurs car ils étaient fixés par le gouvernement qui assurait ainsi la marge bénéficiaire des entreprises. L'augmentation du

⁴⁷ FIALHO, Feliciano José. Antropologia dos Thonga no sul do Moçambique. Thèse de Doctorat. Universidade Técnica de Lisboa. p. 116.

nombre de producteurs à laquelle on a assisté au fil des ans ne peut s'expliquer que par l'effet de la forte pression exercée sur la population.

De fait, cette culture avait été mise en place au long des siècles mais ce qui a caractérisé la période postérieure à 1930, c'est que, à partir du Règlement du travail indigène, la violence pour le contrôle de la main-d'oeuvre a atteint des proportions jusqu'alors inconnues. Pour essayer de pallier le manque de main-d'oeuvre volontaire, la circulaire n° 818/d/7 de 7/00 du Gouverneur général J. T. Bettencourt déterminait que:

"... tous les indigènes (...), mâles valides, entre 18 et 55 ans, sont obligés de prouver qu'ils vivent de leur travail. (Et que pour) que soit exercée une fiscalisation rigoureuse (... les données de cette preuve doivent figurer) sous forme d'annotation sur les carnets d'identification respectifs.
 (...) Les indigènes qui ne fourniraient pas la preuve exigée (...) seront considérés coupables de vagabondage et sujets à des travaux d'utilité publique, la durée de la peine pouvant être de six mois par an (...) Les autorités administratives doivent, par la persuasion ou par des moyens plus énergiques, si nécessaire, amener les indigènes des deux sexes à s'habiller correctement et à améliorer leurs conditions de vie, de manière à contribuer à élever leur niveau social. créant chez eux des besoins et les amenant, d'une manière indirecte, à rechercher du travail pour satisfaire ces besoins. (c'est nous qui soulignons)¹⁸

Au Mozambique, le coton est un facteur important dans la caractérisation de l'acheminement du pays vers le sous-développement. Une partie importante de la population s'est vue forcée, en échange de gains dérisoires, de produire du coton, matière première qui était devenue périphérique dans le cadre technologique de la seconde révolution industrielle.

De plus, ce processus productif négligeait l'introduction de technologies modernes, s'étayant fondamentalement sur l'imposition extra-économique que permettait le fait colonial et qui faisait retomber sur le paysan la responsabilité des risques de production.

¹⁸ FIALHO, op. cit. p. 114.

Ce paysan conservait son type de travail manuel, utilisant les outils de travail les plus simples, tels que la pioche, sur lesquels reposait depuis fort longtemps la production de subsistance de la société domestique.

De fait,

"... selon une logique bien interprétée par Meillassoux et, d'une manière générale, par la plupart des défenseurs des thèses de l'articulation des modes de production, le fait qu'ils (les agriculteurs) aient dû supporter les principaux coûts de la production du coton, plus particulièrement ceux d'un revers (toujours possible) de la production, de rendement aussi faible et ceux de la reproduction de la force de travail, faisait partie du système (...). L'articulation entre modes de production capitaliste et pré-capitaliste ou, tout au moins, l'intégration de la forme domestique de production au mode de production capitaliste passait principalement par là."⁴⁹

Finalement, la preuve évidente d'un important instrument de l'arbitraire de l'État colonial réside dans la méthode de fixation des prix, qui était exactement à l'opposé de ce qu'elle aurait été si les prix avaient été fixés par le marché, c'est-à-dire, si les règles capitalistes s'étaient imposées. La "(...) fixation administrative des prix sur un marché non concurrentiel s'est traduite dans la pratique de prix (...) significativement inférieurs à ceux (qui étaient) payés par l'industrie portugaise pour le coton étranger. (...) Ces différences formeront la base d'un énorme volume d'économie de ressources de la part du Portugal, correspondant à une accumulation que le Mozambique n'a pas faite et qui a été transférée vers la métropole coloniale"⁵⁰, après déduction de ce qui était retiré des producteurs mozambicains et qui restait entre les mains des compagnies concessionnaires. La contrainte extra-économique est la seule explication à l'augmentation de la production au fil des ans, les rendements que les cultivateurs obtenaient étant 75% inférieurs à ceux que les travailleurs pouvaient retirer des mines et

⁴⁹ SERRA, A. M. de Almeida. Política agrária e desenvolvimento econômico e social na República Popular de Moçambique, 1975-1985. polycopié. Thèse de doctorat en Economie. ISEG. Universidade Técnica de Lisboa. 1991. p. 316.

⁵⁰ Id. p. 313.

inférieurs également à ce que recevaient les cultivateurs pour cette même matière première dans les pays voisins.

Le phénomène que nous souhaitons souligner dans l'histoire de la production cotonnière au Mozambique en particulier, et pour l'ensemble de la politique économique dans cette colonie en général, est le rôle fortement teinté d'interventionnisme qu'a dû assumer l'État métropolitain, ce qui vient corroborer notre position quant au mode de développement du capitalisme. Plus le processus d'accumulation a pris de retard, plus l'État doit intervenir pour canaliser les efforts qui protègent ses intérêts et le contrôle exercé par la classe dominante sur la société, même s'il doit pour cela entrer en choc avec l'un ou l'autre des intérêts de ces classes dominantes, en termes conjonctureux ou de groupe. Tel a été le cas après 1958 lorsque, en raison de la chute des prix internationaux due à la politique de subsides à l'exportation pratiquée par les États-Unis, les consommateurs portugais préférèrent interrompre l'achat de la matière première des colonies. Devant cette tendance de chute des prix, l'État a été forcé d'intervenir, cette fois-ci sous "la pression des (compagnies) concessionnaires afin d'obliger les industriels à acquérir dans les colonies un quota élevé de la matière première dont ils avaient besoin. La structure fondamentale de la relation coloniale était conservée, mais les pressions à cette fin provenaient désormais du capital colonial et non du métropolitain, qui, face aux conditions du marché international du coton, était plus intéressé par une libéralisation des échanges internationaux."⁵¹

⁵¹ SERRA, op. cit. p. 316.

2.5. La fonction des colonies dans l'économie portugaise.

Le caractère interventionniste de l'État a connu son apogée sous la dictature salazariste, par rapport aux colonies, et il a perduré même durant le gouvernement de Marcelo Caetano à partir de 1968, comme le président du FRELIMO, Eduardo Mondlane le reconnaissait lui-même dans cette déclaration:

"La disparition de M. Oliveira Salazar de la scène politique a soulevé, dans le monde occidental, diverses hypothèses sur la politique portugaise d'outre-mer. De nombreux journalistes ont pensé voir dans le changement de gouvernement le moment qui rendrait possible une solution pacifique. Nous n'avons personnellement jamais partagé un tel optimisme."⁵²

Les principaux fondements et les objectifs de la politique orientée par la Loi Organique d'Outremer⁵³ ont été conservés. Cette loi était définie par une **exploitation méthodique des ressources et des possibilités naturelles des colonies, en faveur de l'économie de la métropole et le transfert de sa main-d'oeuvre excédentaire vers les territoires d'outre-mer.**

Pour atteindre cet objectif, le Portugal détermina tout d'abord la **séparation des finances coloniales**, de façon à éviter que les colonies ne deviennent un fardeau financier pour la métropole. Aussi devaient-elles jouir d'autonomie financière, sous fiscalisation portugaise et selon le principe que toutes leurs dépenses - fondamentalement destinées à la bureaucratie (le fonctionnariat) et à la répression (les troupes) - devraient

⁵² FERREIRA, Eduardo de Souza. África austral - O passado e o futuro. Seara Nova - Coleção de Leste a Oeste, 1977. Lisbonne, p. 33.

⁵³ "les lignes générales de la politique d'outre-mer ont été confirmées en 1953, par la Loi Organique d'Outre-mer (Loi no 2066) base LXX. Plus encore plus que la Constitution, cette loi met l'accent sur les desseins colonisateurs manifestes". SILVA CUNHA, Administração e direito colonial, vol. IV, Lisbonne, 1958, in FERREIRA, op. cit. 36

être couvertes par leurs recettes. En d'autres termes, la colonie devait payer les coûts de sa subordination.

Ensuite, la politique coloniale fit de "l'outre-mer" un **marché protégé**. Ceci était évident si nous considérons le fait que les importations en produits manufacturés de la métropole étaient supérieures à l'exportation de matières premières. Ainsi, dans la "zone escudo", le Portugal était bénéficiaire, les colonies payant la différence en devises.

Les importations portugaises avec les pays capitalistes étaient supérieures à ses exportations, la balance commerciale et la balance des paiements du Portugal étaient donc déficitaires par rapport à ces mêmes pays. Pour compenser ce déficit, il avait recours aux soldes actifs de la balance commerciale avec les colonies et aux envois de capitaux des émigrants. L'analyse de la balance de paiements de la période finale du colonialisme

"permet de conclure que les relations économiques entre le Mozambique et le Portugal ont été systématiquement favorables à ce dernier, le transfert en liquide de ressources vers la métropole s'ensuivant. (...) Toutefois, plus que les échanges commerciaux, les principaux responsables d'un pareil déséquilibre étaient les courants des services (ce qui signifiait que) le commerce extérieur que le Mozambique entretenait avec le Portugal était financé, en grande partie, par les excédents qui résultaient des relations économiques de la colonie avec l'étranger ou, plus concrètement, de crédits des courants des services (transports, etc.) (...) Le Mozambique était ainsi un marché préférentiel pour les exportations de la métropole et lui assurait, de même que l'ensemble de 'l'espace économique portugais', l'écoulement d'une partie de sa production. Ce fait aidait à rentabiliser bon nombre d'activités économiques de la métropole et y contribuait à l'accumulation".⁵⁴

Une partie importante des exportations du Portugal vers le Mozambique était le résultat de la transformation industrielle faite en métropole de matières premières en provenance du Mozambique. Tel était le cas du coton, "car, grâce à la législation sur le

⁵⁴ SERRA op. cit. p. 307.

conditionnement industriel, l'installation au Mozambique d'une industrie textile capable de concurrencer les exportations portugaises vers la colonie était pratiquement interdite"⁵⁵, comme l'Angleterre l'avait fait auparavant avec le Portugal... Ainsi, les colonisateurs firent des territoires d'outre-mer la principale **source de devises** pour la métropole. Ces réserves en devises garantirent au Portugal une liquidité internationale même après 1961, année où commencèrent les guerres de libération.

Parmi ses colonies, l'Angola a toujours été la principale source de devises pour la zone escudo, près de 80% de ses exportations allant vers les pays de monnaie forte⁵⁶. Quant au Mozambique, ses matières premières étaient réservées à l'industrie de transformation de la métropole. Toutefois, le secteur mozambicain qui présentait le solde le plus positif était celui des transports, 47,5% du commerce de "l'Union Sud Africaine" s'effectuant, à partir de l'accord de 1909, par les ports de Lourenço Marques en échange de l'envoi de mineurs dont les salaires étaient remis aux autorités portugaises sous forme de devises.⁵⁷

Finalement, et dans le but de partager le "travail" de domination, le Portugal a eu besoin, à différents niveaux, du **capital étranger** sur ses territoires. Après la Conférence de Berlin, les compagnies *majestáticas*⁵⁸ occupèrent un espace important, jusqu'à ce que l'étatisme néo-mercantiliste salazariste leur impose de fortes restrictions, le capital étranger restant, jusqu'au début des années 60, une exception. Or, après le début de la guerre de libération, cette politique a subi de profondes modifications, le but étant alors de promouvoir le développement de l'économie d'outre-mer dans le dessein d'améliorer

⁵⁵ Id p. 308.

⁵⁶ Cf. FERREIRA. op. cit.

⁵⁷ Cf. FERREIRA. op. cit. p. 47.

⁵⁸ Compagnies à charte.

le niveau de vie de la population locale et l'appui aux efforts de guerre. Pour financer cette nouvelle politique d'investissements, l'entrée du capital étranger fut facilitée, ce qui augmenta considérablement le pouvoir de pression de ces groupes financiers, aussi bien sur le gouvernement portugais que sur la population africaine.

2.6. La situation de la métropole.

Les attitudes prises par le colonialisme portugais n'étaient pas différentes de celles des autres métropoles, l'Occident ayant pillé partout avec le même cynisme les terres et les peuples étrangers. Ce qui très probablement l'a distingué des autres, outre le retard que nous avons mentionné plus haut, c'est le destin des richesses coloniales ponctionnées dans la mise en place de leur propre processus d'industrialisation. C'est-à-dire dans la compétence ou l'incompétence à faire du **fait colonial** un processus d'accumulation visant le développement du capitalisme dans sa phase la plus avancée.

Le Portugal est resté structurellement incompétent pour réaliser l'absorption de l'excédent de sa propre main-d'oeuvre, conservant un taux de chômage élevé, associé à de bas salaires et à une faible productivité. Les courants migratoires vers le Brésil, vers les colonies d'Afrique et, plus tard, vers les pays européens, en témoignent.

Dans une économie où les coûts de production étaient élevés (ce qui impliquait à la fois la nécessité de bas salaires et un taux de profit faible), l'État s'est vu contraint d'accorder un appui financier aux gros propriétaires fonciers afin que ceux-ci puissent conserver leurs profits habituels, ce qui prouvait l'association directe de cette classe avec le pouvoir

politique. Dans cette alliance, quelques industriels ont été admis en qualité de monopoles, ce qui n'est pas une incohérence, vu la stagnation économique existante.

Dès lors, de 1930 à 1950, comme résultat de l'alliance entre propriétaires fonciers, banquiers, commerçants et moyens industriels, l'institution de l'État Nouveau a représenté pour la classe dominante la solution à la nécessité interne de paralysation de la lutte de classes.

Cependant, la société agraire était toujours, pour cette même raison, "un mélange de féodalisme et de capitalisme, orienté vers l'outre-mer"⁵⁹ et l'ensemble de la classe dominante, quoique tirant profit de l'impudente exploitation exercée sur l'étranger, n'a pas été capable d'arracher le pays à sa condition limitée de semi-périphérie. Ce fut l'évidence, par exemple, lorsqu'une certaine accumulation de capital obtenu durant la seconde guerre mondiale par la vente de matières premières fut utilisée non pas pour promouvoir l'essor de l'économie mais en consommation de produits de luxe (Ferreira). En somme, la situation du capitalisme portugais était caractérisée par une légère expansion économique et par la défense des marchés coloniaux, fournisseurs de matières premières et acquéreurs de produits portugais, et ce cadre n'a connu de modification relative qu'entre 1950 et 1960, époque des plus grands investissements dans l'industrie, avec l'apparition à cet effet des plans quinquennaux. Ce développement des industries de transformation a entraîné une modification du rapport de forces au pouvoir, les groupes liés à la grande industrie et au capital financier occupant un plus grand espace politique. Ceci se refléta sur les colonies par une nouvelle démarche du gouvernement portugais à la recherche de capital et de techniques étrangères pour y installer un certain nombre

⁵⁹ Définition donnée par Eduardo Guerra, in *Evolução da economia portuguesa*, Lisbonne, 1967, pp. 17-31, cité par FERREIRA, op. cit. p. 69.

d'industries. De nombreuses colonies devinrent indépendantes dans ces années-là. Or, en raison de son retard économique, le Portugal avait du mal à "se passer" de ses colonies comme le faisaient les métropoles développées. Toutefois, que ce fût sous l'influence de la situation interne de l'économie portugaise, que ce fût pour apaiser les esprits indépendantistes, le fait est que le Mozambique connut à cette époque une politique économique tournée vers une "timide" substitution d'importations.

Dans le cadre politique de la métropole, dès 1960, les mécanismes répressifs se modernisèrent, la PIDE étant un "produit national de qualité" dans la lutte contre les influences des mouvements de libération particulièrement actifs dans les colonies. Pour la population portugaise, ceci signifia l'augmentation des impôts et de la migration vers d'autres pays soit en raison du service militaire obligatoire, soit en raison du chômage.

Au Portugal, l'industrialisation de biens de consommation utilisait la main-d'oeuvre intensive et avait été délocalisée vers le Portugal et d'autres pays européens périphériques où était appliquée une politique de coûts salariaux réduits, et pour lesquels s'ouvraient les sources de matières premières des colonies. Dans sa révision de la stratégie capitaliste du Portugal de Marcelo Caetano, Ferreira centre sa conclusion sur deux aspects. D'une part, cette stratégie était fondée sur l'accélération du développement capitaliste au Portugal, sur le resserrement des rapports entre la bourgeoisie portugaise et les bourgeoisies occidentales et sur le partage des marchés coloniaux par le capital portugais et étranger. D'autre part, la tâche de la répression contre les mouvements de libération revenait au Portugal par l'adoption d'une politique qui privilégiait tantôt l'augmentation de la force militaire de répression, tantôt une prétendue libéralisation économique qui s'exprimerait par la politique de substitution d'importations

2.7. La double subordination du Mozambique.

Le coton seul ne suffit pas, il nous faut considérer d'autres fondements du sous-développement dans l'articulation de modes de production au Mozambique. Si nous insistons sur cette question, c'est qu'elle sera l'une des pires entraves, au niveau de la politique internationale, au projet indépendantiste du FRELIMO.

La première de ces entraves était l'exploitation directe exercée par la "puissance régionale" capitaliste, l'Afrique du Sud, en tant qu'utilisatrice de la force de travail bon marché dans ses mines et plantations et en tant que fournisseur important de produits manufacturés. La seconde est liée au fait que le Mozambique ait été transformé en une économie de services pour les pays voisins, leur offrant d'importants avantages en infrastructure. A ce propos, il nous faut également prendre en compte, outre sa subordination à la métropole, sa position au niveau régional. La concurrence entre pays centraux est l'une des caractéristiques structurelles du capitalisme, résultat de la

"division du système mondial en régions, en zones d'influence, formées par un ensemble de pays aux liens économiques, sociaux politiques et culturels forts, au centre desquels se trouve l'un ou plusieurs d'entre eux (actuellement les États-Unis, le Japon, l'Europe occidentale). Selon nous, quoique le type d'intermédiation généralement adoptée par les sociétés intermédiaires soit défini globalement dans le propre système mondial, les intermédiations spécifiques sont déterminées par la région du système mondial à laquelle appartient cette société et dépendent, en grande partie, de la trajectoire historique de cette région et de celle de chacune des sociétés nationales qui la composent"⁶⁰ (c'est nous qui soulignons).

Bien que ce commentaire de Santos s'applique aux sociétés intermédiaires comme le Portugal, nous pensons qu'il est logique que le critère de localisation régionale soit aussi

⁶⁰ SANTOS. Portugal: um retrato singular. op. cit. p. 22.

un axe important dans la compréhension des sociétés périphériques. Sur le plan géopolitique, le Mozambique est localisé entre des pays colonisés par l'Angleterre dont le Portugal était dépendant. Avec le temps, se sont tissées de multiples interrelations régionales qui reflétaient le caractère de la colonisation pratiquée dans chacun des pays et le pouvoir relatif de chacun dans le cadre régional.

La situation du Mozambique dans cette région du continent doit être étudiée du point de vue géographique car il constitue de par sa position une importante issue maritime pour divers pays de l'Afrique australe, mais aussi en raison du poids économique et politique de l'Afrique du Sud.

Le loyer de terres et la rente obtenue par la migration de la force de travail de la population constituèrent un autre pilier de l'économie coloniale. Comme nous l'avons vu, le pouvoir colonial s'est longtemps limité au rôle de "cantinier"⁶¹, ouvrant les territoires du centre et du nord du pays aux compagnies concessionnaires qui, tels des États souverains, exercèrent le contrôle de leurs zones d'action.

Quant au sud, la migration vers les mines et les plantations d'Afrique du Sud et de Rhodésie avait lieu depuis la fin du XIXe siècle, avant même que le Portugal ait assumé le contrôle territorial du pays. Par le biais d'accords, cette région a joué, jusqu'à son indépendance, le rôle de réservoir de main-d'oeuvre, le Portugal recevant directement un pourcentage en or sur le nombre de travailleurs concernés. En contrepartie, l'Afrique du Sud avait accepté de faire transiter

"50% du commerce de la Transvaal par Maputo (alors Lourenço Marques). En 1975, le trafic total de ce port atteignait près de 6 millions de tonnes. Le

⁶¹ Selon l'expression utilisée par BROCHMANN, Grete et alli. Mozambique - A ajuda norueguesa num contexto de crise. Chr. Michelsen Institute. Bergen. 1990. p. 3.

Corredor da Beira, pour le transport, fut développé par la Compagnie Britannique Sud-Africaine (...) afin de faire de Beira le port le plus important pour le commerce venu de Rodhésie; (...) et) une voie ferrée fut (également) construite vers Nacala à partir de la colonie britannique de Niassalândia. En conséquence, la principale fonction du chemin de fer et de l'infrastructure portuaire mozambicaine durant toute la période coloniale fut de servir de débouché à l'Afrique du Sud et aux colonies britanniques. A l'époque de l'indépendance, 90 à 95% du trafic portuaire et ferroviaire étaient destinés au transit des marchandises. Le Mozambique eut ainsi un système de transit au lieu d'un réseau national de transport."⁶²

Le réseau de transit pour l'écoulement des produits des pays voisins qui fut tissé au Mozambique est un exemple des plus expressifs de la construction d'infrastructures qui visent tout autre chose que le développement du pays. Il n'y a pas de cohérence interne, pas de contact interne facilité. Il n'y a pas de politique économique capitaliste comme celle que la bourgeoisie des pays centraux s'est construite. Tous les investissements étaient destinés à répondre aux conditions spécifiques de la région.

Le Mozambique est un exemple de région constituée par différents peuples, regroupés en un seul pays à la seule fin de satisfaire l'organisation du partage des grandes puissances. Tout ce "passif" est présent lorsqu'il s'agit de comprendre les raisons de l'échec de la tentative de dépassement de son retard.

Lors de l'entrevue que nous avons réalisée, Carlos Cardoso⁶³ s'exprime ainsi: *"la principale base de subsistance de la région est l'économie sud-africaine. C'est une économie régionale, avec de grands investissements dans le Lesotho, le Botswana, des mines en Angola, en Namibie, au Mozambique... Le capital sud-africain est un capital régional. Sa zone d'action est la région. Les échanges commerciaux, économiques au*

⁶² BROCHMANN, op. cit. p. 3.

⁶³ CARDOSO, Carlos, l'un des journalistes les plus importants du Mozambique. Entrevue accordée à l'auteur de cette thèse, en juillet 1991 à Maputo.

sein de la région sont supérieurs aux échanges commerciaux entre chaque pays de la région et ceux du dehors. Par exemple, les exportations du Mozambique venues d'Afrique du Sud sont de loin supérieures à celles du Portugal ou des États-Unis, etc. Donc, la régionalité des économies nationales dépasse la multilatéralité. Elles sont supérieures à la quantité d'échanges avec l'extérieur, ce qui n'est pas le cas, par exemple, dans des pays comme le Nigéria ou le Sénégal où les échanges sont bien plus importants avec la France ou avec l'Angleterre qu'avec les pays voisins." (...) "la base organisationnelle des cultures de la société subsaharienne est la famille. Nous (le FRELIMO) avons commis l'erreur grossière de ne pas comprendre cette question. Par exemple, nous luttons contre le népotisme. Nous disions: "À bas le népotisme!" Ce qui revenait à dire: "À bas Hercule!" Ça a une de ces forces!!! Le népotisme est fondé sur le devoir de promouvoir les membres de la famille pour assurer son droit de survie au sein de cette même famille. Le rapport de droits et de devoirs existant dans la société mozambicaine a pour essence la famille. Lorsqu'un employé des "Lojas do Povo"⁶⁴ (Magasins du Peuple) embauchait cinq de ses cousins pour travailler dans un magasin vide, il accomplissait en fait un devoir moral, civique, psychologique, spirituel, culturel, économique, car s'il ne l'avait pas fait, le reste de la famille l'aurait abandonné..."

Les deux éléments les plus importants sont donc ici: la famille (communauté domestique) et la région (la forme spécifique qu'a assumée la domination capitaliste au Mozambique), qui perdurent comme des paramètres sur lesquels sera pensé le devenir mozambicain.

⁶⁴ "Lojas do Povo" (Magasins du Peuple), chaîne commerciale de l'État FRELIMO pour la vente au détail.

Revenons à la situation économique à l'époque de l'indépendance. Comme résultat de l'action coloniale, le Mozambique n'a pas vu se développer d'économie nationale intégrée. L'oppression extérieure a mis sur pied une économie destinée à servir les intérêts extérieurs en leur fournissant des services et l'exploitation du travail forcé. Sur la base de cette forme d'assujettissement, le pays était divisé en trois zones économiques bien distinctes. Le réseau de transport interne présentant de graves déficiences, les rapports entre ces trois zones économiques différentes étaient pratiquement inexistantes.

Le Nord présentait une économie basée principalement sur la culture du coton où prédominait l'agriculture paysanne sujette au travail et à la culture forcée. Dans le Centre, il s'agissait de plantations contrôlées par les compagnies qui utilisaient une grande quantité de main-d'oeuvre, dont la production était destinée essentiellement à l'exportation (thé, sisal, coprah).

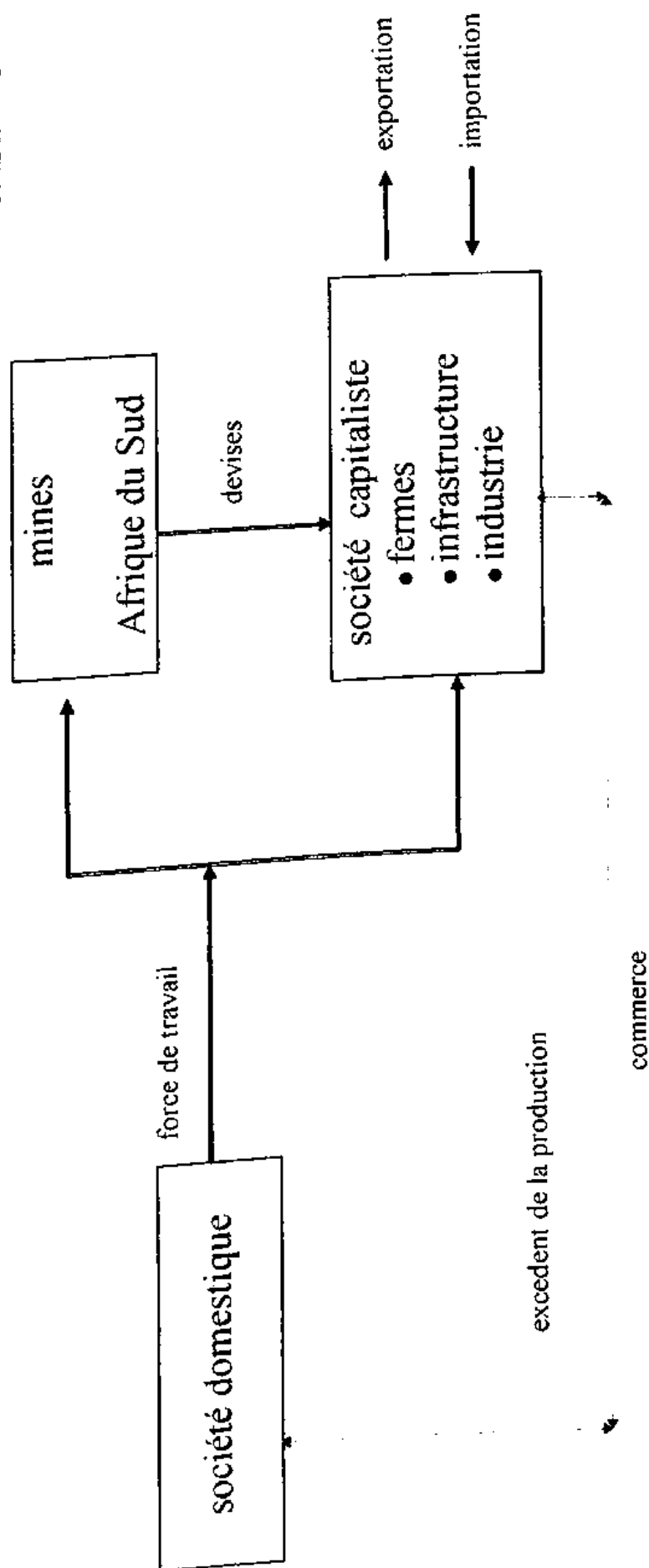
L'agriculture des colons se concentrait autour des villes, dans le sud surtout, région où ce travail était conjugué au travail migrant vers les mines et les plantations d'Afrique du Sud. En 1910, le nombre de mineurs mozambicains dépassait les 100.000. Ce chiffre est resté stable jusqu'à la première année de l'indépendance, lorsque l'Afrique du Sud l'a réduit de 120.000 à 40.000.⁶⁵

C'est sur la base de ces éléments que nous avons élaboré le tableau II pour indiquer les transactions intersectorielles durant la période coloniale. Nous cherchons à montrer dans ce tableau la structure qui fut celle de l'articulation des modes de production à cette époque. Nous pouvons y souligner les mouvements suivants: le secteur domestique produit des aliments pour sa consommation propre et également des aliments et des

⁶⁵ Cf. BROCHMANN, Grete et alli. op. cité. p. 17.

ARTICULATION ENTRE LA SOCIÉTÉ DOMESTIQUE ET CAPITALISTE A L'ÉPOQUE COLONIALE

TABEAU II



OBJECTIFS:

- l'extraction de la rente et de la plus value
- l'échange inégal

produits de "revenu" afin qu'ils soient exportés par le secteur capitaliste. En échange, il importe de ce dernier les biens industriels qui lui font défaut. Par ailleurs, il exporte de la main-d'oeuvre vers le secteur capitaliste (exploitations agricoles et infrastructures) et vers les mines d'Afrique du Sud en échange d'argent avec lequel il acquiert des biens du secteur capitaliste.

Le secteur capitaliste produit des biens de consommation, industriels et agricoles, des biens de capital et des infrastructures pour sa propre consommation, exporte vers l'étranger et vers son secteur domestique. Il profite de l'entrée de devises de la main-d'oeuvre du secteur domestique dans les mines d'Afrique du Sud et de l'extraction de la rente et de la plus-value de la main-d'oeuvre du secteur domestique qu'il emploie dans le secteur capitaliste.

3. La question culturelle et "l'univers rural".

Après avoir intégré la périphérie du système-monde en tant que colonie portugaise, la société mozambicaine a amorcé un mouvement de transformation qui l'amènerait à perdre ses traits originaux et à en acquérir d'autres lui permettant de s'insérer dans le système producteur de marchandises. Devenir périphérique par rapport au Portugal a signifié, pour ce pays, prendre du retard et devenir sous-développé dans le cadre de l'ensemble des nations: telle est aujourd'hui sa catégorie dans le système-monde.

Nous venons de voir que les sociétés africaines sub-sahariennes avaient souffert une ponction de leurs richesses matérielles et humaines des siècles durant, ayant ainsi collaboré, et de manière significative, à l'accumulation de capital en Europe. Nous avons

vu également que la pénétration du capitalisme en Afrique n'a eu lieu que dans la mesure où ses richesses pouvaient être extraites pour les besoins ponctuels du capital, une grande partie du tissu social africain étant maintenu hors de la logique du capital.

Les délégations de l'État colonial qui administraient les articulations sont toujours apparues comme étrangères à la société. Cette forme d'État n'a jamais été le résultat d'aucun consensus. La bureaucratie coloniale et le racisme auquel elle était conjuguée jouaient un rôle répressif très net et administraient les intérêts métropolitains.

Les frontières imposées n'ont pas représenté un changement dans l'histoire des peuples, comme l'avait été pour les paysans anglais le fait de perdre leurs terres et devenir vendeurs de force de travail dans les usines. C'était alors un nouveau mode de production qui s'installait. En Afrique, c'était un mode d'exploitation qui se consolidait. Ce mode d'exploitation dont la fin dernière était l'accumulation de capital à l'étranger, en raison de conditions extra-économiques de domination politique d'une puissance étrangère, ne s'est pas fait dans le cadre de la logique normale du capital. La vie familiale de l'Africain dont la force de travail produisait de la plus-value dans les mines ou dans les plantations reposait sur la société domestique qui, si elle était conservée, permettait d'exercer une sur-exploitation, sous forme d'extraction de revenu.

Certes, de grands centres urbains se sont formés et nombre d'Africains ont assimilé le style de vie occidental européen, car beaucoup d'entre eux fréquentèrent l'école, s'adaptèrent aux nouvelles valeurs culturelles et acquirent une autre vision du monde. Mais il est vrai également que dans la plupart des pays africains, le mode de production capitaliste ne s'est jamais installé comme dans les pays pionniers, comme un mouvement

interne, résultat du développement de ses contradictions et des ses propres forces motrices.

Ce mouvement de l'extérieur vers l'intérieur a fait de la société africaine une société étrangère à la société bourgeoise. Il existait, certes, les Noirs embourgeoisés, les Noirs occidentalisés, mais parallèlement, il existait les tribus, les ethnies, les tissus de solidarité propres à la société domestique et étrangères à la société dont la seule valeur est l'argent et ce qu'il permet d'acquérir.

Le Mozambique connut également un certain niveau de développement industriel apporté par une substitution d'importations timide vers la fin de l'ère coloniale. Mais bien moindre qu'en Amérique latine, ce processus n'avait rien de commun avec le développement.

Nous considérons le Mozambique de l'époque coloniale comme périphérie de la semi-périphérie et comme faisant partie des formations sociales d'articulation de modes de production, ce qui semble avoir été le cas dans la plus grande partie de la région. Ces deux aspects trouvent leur justificative dans le fait économique, mais pas uniquement dans ce fait-là. Le fait que ce soit une formation sociale d'articulation de modes de production implique, en soi, que des éléments importants de la "vision du monde" de la société domestique aient perduré et que les éléments de la culture capitaliste dominante n'aient pas été les seuls éléments actifs.

Le Mozambique a été un pays où le colonialisme a modifié mais non pas détruit le processus interne. Une partie significative de la population était dans le système

capitaliste, pas nécessairement du côté ouvrier, du côté du travail, mais comme cette forme hybride que le colonialisme a inventé pour pressurer les travailleurs. Il n'y eut jamais, là non plus, en aucune mesure, le passage de l'organisation tribale à une forme d'État tel qu'il s'était développé en Europe et où les États qui avaient existé avaient succombé dans le processus de "pacification".

Qui dit articulation dit que les deux côtés de la production étaient représentés et que toutes les instances constitutives de chacun se manifestaient et pas uniquement l'instance économique. Ceci signifie donc que des éléments importants de la "culture" de la société domestique ont continué à exister et participaient de ce "jeu de forces".

Les études faites sur cette réalité ne priment pas par la compréhension de cette complexité. Fialho dresse une critique aux études faites sur cette population et les classe selon quatre lignes d'orientation:

"1 - La plupart des textes écrits par les colons ou par ceux qui exprimaient leurs intérêts se réfèrent aux Africains en mutation comme à de grands enfants, oisifs, superstitieux et imprévoyants, 'sauvages primitifs' qu'il fallait 'civiliser par le travail'.

2 - Les textes produits par des curieux et des spécialistes des us et des coutumes, tels les administrateurs, les missionnaires et les ethnographes mettent l'accent sur la dimension traditionnelle des croyances, des rituels et des superstitions de ces groupes, souvent coupée de leur économie, passant sous silence les structures et les changements.

3 - Les études faites par les économistes révèlent en général un manque d'intérêt quasitotal pour la compréhension de la structure et de la logique du monde rural africain...

4 - Plus récemment, après l'indépendance, la plupart des études mettent l'accent sur la quantité et la profondeur des changements subis par les Africains, et concluent que la population rurale du sud du Save, au début de l'indépendance, se trouvait prolétarisée ou semi-prolétarisée et structurée en classes".⁶⁶

⁶⁶ FIALHO. *Antropologia economica dos Thonga*... op. cit. p. 4.

Lorsque Fialho fait référence aux analyses de la période postérieure à l'indépendance, il faut considérer qu'il s'agit d'oeuvres produites par des intellectuels marxistes. L'action des marxistes dans ces sociétés, que ce soit comme analystes ou comme exécutants de l'action politique, a été menée selon cette caractéristique de traiter la société paysanne africaine à partir d'instruments d'analyse de la société productrice de marchandises.

Rappelons qu'il existe un courant de la pensée marxiste (différent de celui qui voyait dans les "entraves féodales" et dans les réminiscences des formes pré-capitalistes une entrave au développement), qui écarte l'existence de ces entraves et interprète ces sociétés comme "un produit typique de l'expansion capitaliste mondiale". Il n'y a évidemment pas chez ces auteurs de vision unique sur toutes les choses, mais il existe une synchronie quant à l'acceptation du caractère du "développement comme inégal et combiné" du capitalisme et le fait de voir comme alternative à ce dernier la révolution socialiste directe.

Le problème du "caractère éminemment socialiste" de la révolution renferme une réflexion qui admet que tout soit devenu capitaliste, d'où la tendance à ne voir la réalité qu'à partir de la logique du capital et de ses catégories: prolétarianisation, valeur d'échange, logique du profit, etc.

Ceci ne veut pas dire que la population rurale n'ait pas été étudiée. Cependant, "dans bon nombre (de ces) études, (la) population rurale (était) vue hors du contexte de sa totalité économique et sociale". L'une des explications importantes de Fialho sur ce genre d'attitude est celle qui "(...) s'attache directement à l'option méthodologique de ces travaux de privilégier exclusivement les données au niveau économique. facilitant

l'illusion que les changements qui y étaient observés représentaient la fin de la culture, des savoirs, des institutions, du tissu de droits et de devoirs existants".⁶⁷
(c'est nous qui soulignons)

Pourquoi les marxistes ont-ils agi ainsi? Deux facteurs entrent ici en jeu. D'une part, le projet socialiste réel imposait une modernisation rapide afin de rattraper le "temps perdu". D'autre part, les conditions sur lesquelles s'élevaient les techniques productives des paysans n'apportaient pas de réponse au processus rapide d'accumulation. Dans l'histoire de la gauche, cette théorie a d'importants antécédents.

La justificative de la grande exploitation agricole trouve ses racines chez Kautsky, Lénine, etc., par la rationalité économique dans toutes les phases du processus productif, aussi bien dans la mécanisation, que dans le stockage, et l'usage des moyens de travail et des infrastructures.

Pour Lénine⁶⁸, sur la base de l'analyse du monde rural russe à la fin du XIXe siècle, la perspective de la Russie était celle d'un processus irréversible de développement capitaliste. Ce processus, résultant de la pénétration des rapports mercantiles et du capital dans le monde rural s'accompagne de l'augmentation de la taille des exploitations et des forces productives associée à la disparition graduelle des exploitations plus modestes, de caractère non capitaliste. Dans ce sens, le développement du capitalisme en milieu rural avait un caractère progressiste car il permettait le passage de la communauté rurale à la grande agriculture moderne.

⁶⁷ FIALHO, op. cit., p. 4.

⁶⁸ LÉNINE, Le développement du capitalisme en Russie, in Oeuvres, tome 3, Editions Sociales, Paris, 1975, selon FIALHO, op. cit.

Pour Kaustky⁶⁹ également, la grande exploitation est supérieure à la petite en raison de la possibilité qu'elle offre d'introduire des moyens techniques supérieurs et de la réduction de divers coûts fixes par hectare. La petite exploitation est donc pour lui un phénomène économique du passé.

Pour Lénine aussi bien que pour Kautsky, le paysannat était une catégorie sociale résiduelle de formations non capitalistes, partant transitoire et condamnée à disparaître.

Néanmoins, ce que l'on constate c'est que le paysannat et l'unité de production familiale sont encore présentes partout et que la prolétarianisation de la population rurale n'a pas eu lieu selon le modèle prévu par l'orthodoxie de la gauche marxiste.

3.1. La culture occidentale.

Ce que nous cherchons à faire, c'est identifier les variables qui s'imposaient au processus mozambicain à la fin de l'époque coloniale et sur lesquelles l'avant-garde victorieuse de la révolution et de l'indépendance, le FRELIMO, a dû se situer et agir. Ce, pour ce qui est de la réalité objective. Par ailleurs, dans ce tout complexe, il nous faut considérer la pensée même de cette avant-garde révolutionnaire. Nous sommes partis de l'idée selon laquelle la pensée "révolutionnaire" reposait sur des valeurs identiques à celles de la société qu'il pensait combattre.

⁶⁹ KAUTSKY, Karl. A questão Agraria (2 vol). Portucalense. Porto. 1972.

Voyons de plus près la question de la culture occidentale et les formes selon lesquelles elle s'exprime et s'impose comme culture dominante. Commençons par la question de la signification du concept de culture. Selon Wallerstein,

"... l'une des pierres d'angle de la vision du monde par les sciences sociales (...) est la conviction que, quoique toutes les personnes partagent avec d'autres certaines caractéristiques, toutes les personnes partagent également d'autres caractéristiques avec quelques personnes seulement, et toutes les personnes possèdent encore d'autres caractéristiques qu'elles ne partagent avec personne. Ce qui revient à dire que le modèle fondamental est que chaque personne peut être décrite de trois façons: les caractéristiques universelles de l'espèce, l'ensemble des caractéristiques qui définissent cette personne en tant que membre de divers groupes, et les caractéristiques idiosyncrasiques de cette même personne. Lorsque l'on parle des caractéristiques qui ne sont ni universelles ni idiosyncrasiques, nous utilisons généralement le terme 'culture' pour décrire l'ensemble de ces caractéristiques, de ces comportements, de ces valeurs ou de ces croyances. En synthèse, dans cette acception, chaque 'groupe' possède sa 'culture' spécifique".⁷⁰

Mais la question culturelle baigne toujours dans un flou presque toujours voulu (Wallerstein). Voilà pourquoi, ce concept fut utilisé pour justifier et donner son essor au mouvement capitaliste, assurant ainsi sa reproduction.

Wallerstein pense que le concept de culture fait partie de l'ensemble d'idées qui furent développées en réponse aux ambiguïtés, aux contradictions et à la complexité du système historique réel capitaliste dans lequel nous sommes insérés. Cet ensemble éclectique a supprimé et/ou a fait revivre des cultures passées, de manière que le résultat du processus a formé ce qu'est aujourd'hui la culture occidentale. Elle est la culture dominante dans le système et ses caractéristiques dominatrices de base sont l'universalisme et le racisme-sexisme. Ces trois fées du capitalisme qui représentent

⁷⁰ WALLERSTEIN, "A cultura como campo de batalha ideológico do sistema mundial moderno", in FEATHERSTONE, Mike (coord.), Cultura global: Nacionalismo, globalização e modernidade, Vozes, Petrópolis, 1994, p. 41. Cet auteur explique que l'on utilise encore ce terme pour désigner ce qui est "superstructurel", en opposition à ce qui est la "base". Pour désigner ce qui est symbolique, en opposition à ce qui est matériel. Ces diverses distinctions binaires ne sont pas identiques, bien qu'elles semblent toutes orientées vers les anciennes distinctions philosophiques entre "l'idéal" et le "réel", ou entre "l'esprit" et le "corps".

l'entrée au paradis de la domination, mais aussi du développement, et c'est sur cette base que l'occident est devenu ce qu'il est aujourd'hui.

Le système capitaliste est structuré sur une division internationale du travail qui est tout à la fois détaillée, complexe et cohérente et qui "cohabite contradictoirement avec une grande multiplicité de politiques nationales différemment privilégiées."⁷¹ Ceci est un fait incontestable. Cependant, cette différenciation ne provient pas du seul fait que certains pays exercent une prépondérance économique évidente sur d'autres mais également du fait que **cette prépondérance est munie de justificative d'une identité culturelle tenue pour être celle qui confère cette supériorité.** En d'autres termes, la domination se justifie par les attributs culturels universalistes, telles que les caractéristiques sociales. Les régions défavorisées de cet immense système mondial représentent les particularismes, le local, le petit. Ce qui est distant de ce que le système a atteint de plus ample, de plus occidental, de plus universel, enfin.

Cette démarcation de l'espace économique à l'échelle internationale repose sur l'idée que l'accès à cet universalisme est possible pourvu qu'on "le veuille". Si telle n'est pas la voie choisie, il ne peut alors y avoir de récompense ni pour ce pays ni pour aucun des individus de ce pays, s'ils n'ont pas tout mis en oeuvre pour l'accumulation de capital "étayée par la transformation de l'éthique de la modernité"⁷², laquelle garantit, par le credo de "liberté, égalité et fraternité" la participation "démocratique" au système.

⁷¹ La vision de Wallerstein résumée par BOYNE, Roy. "A cultura e o sistema mundial". in FEATHERSTONE. Cultura global... op. cit. p. 69.

⁷² Id. p. 72.

Parallèlement, l'accumulation est liée au développement technologique et organisationnel qui est une exigence du progrès "dont l'énergie peut alimenter différentes formes de mouvements politiques".⁷³ Ainsi, pour l'ensemble des participants du système, il y a possibilité de choix car, dans ce "processus binaire continu de cumul de richesses et d'appauvrissement"⁷⁴, la domination a résulté d'une accumulation de richesses résultant du talent, de l'énergie et de l'application. De même, "l'appauvrissement prendra prétendument fin lorsqu'auront été éliminées les caractéristiques culturelles inadéquates".⁷⁵

Finalement, le principe capitaliste de l'accumulation qui se fait sur l'excédent du travail réalisé par les travailleurs, sous l'idéologie de **l'éthique universelle du travail** justifie la mise en place des exigences d'une productivité des plus élevées et toutes les inégalités existantes.

L'éthique du travail est liée au piège dans lequel sont tombés les révolutionnaires socialistes. La lutte du travail contre le capital, dépouillée de ses oripeaux économiques immédiats - la tentative de vendre le mieux possible la marchandise force de travail - n'accèdera à l'autre niveau que si elle cesse d'être une lutte du travail pour représenter une lutte de changements de la manière d'être de l'ensemble de la société, de l'être humain enfin, par un rapport différent à sa propre nature humaine et à l'ensemble de toute la nature.

⁷³ Id. Ibid.

⁷⁴ Id. Ibid.

⁷⁵ Id. p. 73.

D'une manière ou d'une autre, le trinôme universalisme, sexisme et racisme est profondément ancré dans les mentalités des agents sociaux de la modernité, aussi bien à gauche qu'à droite, les amenant à vouloir dominer dans des conditions paradoxales.

3.2. La population rurale.

Les formations sociales se caractérisent par l'existence d'une population rurale très vaste et diversifiée.

L'emploi du terme "paysan" pour désigner l'homme rural au Mozambique est la preuve d'une grande déficience. Seule l'absence d'un terme plus précis explique cet emploi.

Après la défaite du socialisme, bon nombre d'analyses ont cherché à s'étayer sur de nouvelles références, comme celle de Ferreira: *"en ce qui concerne le monde agraire, la classe paysanne n'existe pas. (...) Et c'est ici que nous allons trouver la voie pour le Mozambique: éliminer les analyses faussées que nous avons faites, nous marxistes, avec des concepts de classe..."*⁷⁶ Cet ex-dirigeant fait une critique de la vision simplificatrice des marxistes et demande un approfondissement quant à la complexité de ce qu'il appelle "l'univers rural". *"Le problème, c'est que nous étions tous victimes d'une grande myopie et que nous devons commencer à détecter chacun des éléments (...). Nous n'avons même pas de microscope, et je pars du principe que je le connais toujours très peu, "l'univers rural"."*⁷⁷

⁷⁶ FERREIRA, João, ex-ministre de l'agriculture du gouvernement Machel, entretien enregistré accordé à l'auteur en juillet 1991.

⁷⁷ Idem.

La complexité vient du fait que la population rurale mozambicaine vivait en grande partie "entre" deux modes de production qui s'articulaient. Un ouvrier agricole, par exemple, même s'il vendait depuis longtemps sa force de travail en échange d'un salaire, ou encore un mineur originaire d'une famille de mineurs de plusieurs générations, pourraient difficilement être classés comme ouvriers, en tant que producteurs libres de leurs moyens de production et vendeurs de force de travail, pour sa valeur.

J. L. Cabaço va dans le même sens et affirme que:

"La société africaine est encore et surtout une société inter-classes. Les solidarités sociales s'expriment davantage par les liens familiaux, par l'identité ethnico-culturelle ou par les rapports de convenance communautaire que par affinités de travail ou 'intérêts de classe'. Il est vrai que dans les villes, il est possible de percevoir aujourd'hui des manifestations d'identification de classe mais la 'classe', dans la plupart des cas, est encore une position qui s'appuie davantage sur l'identification symbolique que sur une communion d'intérêts profonds." ⁷⁸

L'étude de Fialho sur l'une des régions de plus grande pénétration du capitalisme, (la société thonga à partir du cas de Makeze, dans le sud), montre que, même dans ces régions où l'appel à l'intégration au capitalisme a été plus fort, l'univers symbolique de la société domestique a persisté.

"(...) à la fin de l'époque coloniale, les habitants de Makeze et, en général, ceux du sud du Save étaient, quoique de manière différente, de plus en plus intégrés en tant que paysans à l'économie capitaliste, vendant et achetant sur le marché, travaillant comme salariés et, dans certains cas, en embauchant d'autres; mais la vieille matrice socio-culturelle, quoique modifiée, restait vivante et active. L'habitat était encore dispersé; l'économie était encore, en grande partie, technologiquement pauvre et très dépendante de la pluie et orientée vers l'auto-subsistance; les vieilles institutions de circulation s'imposaient encore, quoique monétarisées, (...) les rapports de parenté dominaient toujours les activités économiques, sociales et culturelles; les vieilles hiérarchies subsistaient également, même si le chef tribal n'était plus, depuis la fin du siècle dernier, l'ultime instance du pouvoir et de la justice; le système magique et religieux perdurait aussi. Malgré l'intégration de bon nombre d'habitants aux

⁷⁸ CABAÇO, José Luis. "A longa estrada da democracia moçambicana". in MAZULA, Brazão. Moçambique: Eleições, Democracia e Desenvolvimento. Ed. Brazão Mazula, Maputo, 1995, p. 111. Cabaço a été ministre des communications et ministre des transports du gouvernement Machel.

diverses églises, la plupart était fidèle au culte des ancêtres, croyant aux magies, superstitions et interdictions et les pratiquant. Bien que quelques rites aient disparu, la plupart était encore bien vivante. En réalité, malgré tous les changements, les conditions de production n'avaient pratiquement pas changé car ils étaient encore dans la même dépendance de la pluie et de la vieille matrice de pensée...⁷⁹

Il nous semble nécessaire d'observer de plus près la prétendue irrationalité de l'agriculture domestique, vérité qui semblait indiscutable pour beaucoup de socialistes mozambicains. Cette agriculture possède une logique adaptée à la manière de vivre de la communauté domestique, dans un cadre et des rapports écologiques déterminés. La population était dispersée, obéissant aux nécessités du genre de technique de culture fondée sur le changement de terre, lorsque celle-ci était épuisée, selon la technique du brûlis. La dispersion ne voulait pas dire anarchie et la population n'était pas désorganisée. Elle n'échappe à la logique que si elle est pensée en termes d'un autre mode de production, d'autres paramètres culturels.

La permanence plus ou moins effective des traits structuraux de la vision du monde de la société domestique, selon la région et le genre d'interrelation exercée à l'époque de l'exploitation coloniale fut la cause des réactions plus ou moins vives au projet modernisant du FRELIMO. Comme le dit Latouche, les réminiscences représentent la résistance et la population, à sa manière, a montré que, de fait, la pratique du gouvernement FRELIMO après l'indépendance n'était pas du gré de la majorité.

Au point B de ce chapitre, nous verrons que l'incorporation périphérique du Mozambique s'est maintenue jusqu'à la troisième révolution industrielle, lorsqu'il n'a plus été à même de reproduire sa périphérie. L'échec du projet développementiste du

⁷⁹ FIALHO, op cit. p. 452.

FRELIMO est le seuil à partir duquel le pays tend à se replier sur une position de semi-marginalité. Notre objectif est ici de vérifier le projet développementiste du FRELIMO qui visait à surmonter le sous-développement en empruntant la voie de la construction du socialisme.

B - LA TENTATIVE D'ÉCHAPPER À LA PÉRIPHÉRIE

1. Le projet du FRELIMO.

Durant la période coloniale, la prise de conscience du sous-développement est allée de pair avec la comparaison des styles de vie et la visualisation des formes de distribution des richesses. Il était évident que la colonisation n'avait pas apporté le développement.

Traditionnellement, il y avait toujours eu résistance, en général sous la houlette des chefs tribaux, contre l'occupation étrangère. Or, au XX^e siècle, cette résistance acquiert un contenu nouveau et ce furent les intellectuels africains fraîchement sortis de l'Université qui, dans les années 50, formèrent les mouvements de libération. Les luttes, les rébellions, la résistance des Africains ainsi que le changement de politique économique imprimé par les métropoles face à la question coloniale fit surgir une Afrique indépendante dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Les Mozambicains qui avaient connu la vie à l'étranger et nombre de ceux qui avaient eu, d'une manière ou d'une autre, accès aux études dans la période de l'après-guerre, furent influencés par ces mouvements.

On a déjà versé beaucoup d'encre sur la lutte à la fin de la période coloniale au Mozambique⁸⁰. Nous nous bornerons à rappeler que le FRELIMO avait été formé en 1962, résultat de la fusion de trois mouvements de résistance: l'UNAMI, l'UDENAMO

⁸⁰. Voir BRITO. Luis de. "Une relecture nécessaire: la genèse du parti-État FRELIMO". in Politique Africaine, n°. 29, Karthala, Paris. 1988.

et la MANU.⁸¹ En septembre de cette même année, avait lieu le I^{er} Congrès du FRELIMO durant lequel Eduardo Mondlane a été élu Président.

Cette unification s'est faite sous forte influence des dirigeants d'autres pays qui avaient déjà conquis leur indépendance, en particulier la Tanzanie, voisin au Nord, dont la capitale avait servi de siège à la fondation du FRELIMO et où il trouva sa principale arrière-garde.

Immédiatement après la création du FRELIMO, vint se joindre à lui un groupe de nationalistes enfui de Lourenço Marques. Il reçut également l'adhésion d'étudiants qui se trouvaient en Europe. Parmi les tout premiers, se trouvait Samora Machel qui allait devenir le chef de l'armée et plus tard, président de l'organisation. Le second groupe comprenait Joaquim Chissano qui allait occuper divers postes importants dans la structure du pouvoir et deviendrait, à la mort de Samora Machel, président du pays. La seule figure de proue des anciennes organisations de résistance antérieures au FRELIMO, est Marcelino dos Santos.

Le fait qu'aucun autre parti n'ait réussi à constituer une base sociale dans le pays a amené le FRELIMO à rester la seule organisation nationaliste mozambicaine reconnue internationalement.

En raison de l'inefficacité de la lutte pacifique et face au refus du pouvoir colonial quant à un possible dialogue, la seule option fut la lutte armée. Les actions brutales des forces de répression coloniales dans les zones de conflit désorganisaient la vie des populations

⁸¹ UNAMI, União Africana de Moçambique Independente. UDENAMO, União Democrática Nacional de Moçambique. MANU, Makonde African National Union.

et semaient la panique, poussant certains secteurs à adhérer à la lutte aux côtés du FRELIMO. L'armée devint ainsi la force décisive dans le processus de libération et exerça une influence constante et marquante sur tous les aspects de l'organisation.

Le II^e Congrès fut réalisé en juillet 1968 et opta pour la guerre populaire prolongée comme stratégie militaire, en raison, entre autres, de la présence de l'ennemi dans les villes, présence qui rendait impossible une action insurrectionnelle urbaine. La lutte était définie comme anti-colonialiste et anti-impérialiste, son objectif étant d'établir le pouvoir populaire.

Il existait au sein du Front une lutte interne qui eut des conséquences importantes, même après la victoire du groupe marxiste, la plus grave d'entre elles ayant été l'assassinat de Mondlane, le 3 février 1969. En mai 1970, Samora Machel fut élu nouveau président. Les zones libérées furent organisées dans la perspective des secteurs qui structuraient, durant la guerre, les bases du futur parti marxiste-léniniste.

La révolution du 25 avril 1974 au Portugal a largement facilité la tâche pour le FRELIMO. Malgré les tentatives du gouvernement portugais d'empêcher l'indépendance, la guerre avait atteint un point de non-retour. L'épuisement des troupes faisait croître l'insatisfaction de la population portugaise et exerçait une pression trop forte pour permettre une issue conciliatoire. Le 7 septembre de la même année, les accords de Lusaka désignent un gouvernement de transition. Le 25 juin 1975 marque la date de la naissance du Mozambique comme État indépendant et Samora Moisés Machel assume le pouvoir en tant que premier président de la République Populaire du Mozambique. Une

nouvelle constitution est adoptée. L'heure était venue pour le FRELIMO d'assumer pleinement le gouvernement.

1.1. L'après-indépendance.

Pendant la guerre, les principales contradictions manifestées par le discours du FRELIMO étaient la présence de l'État colonial sur le territoire et les formes d'exploitation économique que celui-ci exerçait. La lutte avait un caractère fondamentalement anti-colonial et le Front s'érigeait en représentant de tous les Mozambicains en tant que Peuple-nation et avait pour objectif d'expulser les colonisateurs. Ceci exigeait donc avant tout chose une définition de la nation. Le discours de Samora Machel illustre cette nécessité:

"... les colonialistes portugais cherchent à semer l'inimitié entre les tribus de notre pays. Par exemple, ils envoient des cipaïos⁸² de Lourenço Marques vers les régions du nord; les populations du nord considèrent alors les Mozambicains du sud comme des alliés des colonialistes... Nous luttons parce que nous voulons mettre un terme à ces divisions entre Mozambicains. L'unité de notre peuple est l'une de nos préoccupations fondamentales: d'abord, parce que nous ne pourrions vaincre les Portugais que si nous sommes unis; ensuite parce que, pour consolider notre indépendance et conduire le Mozambique sur la voie du progrès social, économique et politique, nous aurons plus que jamais besoin d'UNITÉ entre tous les Mozambicains."⁸³

Toutefois, les secteurs victorieux qui assumèrent un nouveau pouvoir reposaient sur un édifice social ayant souffert de graves déformations. Le caractère arbitraire de la division imposée par la Conférence de Berlin, entre autres, visait à faciliter le contrôle et

⁸² Nom donné aux policiers noirs au service de l'administration portugaise.

⁸³ MACHEL, Samora., juin 1964. *O processo revolucionário da guerra popular de libertação*, B.I. no. 9, juin 1964. in Textes et documents du FRELIMO. N° 1. Edição do Departamento do Trabalho Ideológico da Frelimo.

l'administration de la propriété privée que l'Afrique était devenue pour l'Europe. Or, c'était sur cette carte géographique que les nouveaux pouvoirs devaient agir.

La tâche de donner un sens à l'indépendance revenait au FRELIMO, lorsque "Le but n'est pas l'indépendance politique, simple moyen et condition nécessaire. Le but, c'est l'exercice de la souveraineté politique".⁸⁴ La souveraineté posait le problème de l'intégration politique de ses sociétés, base de la mise en place d'un projet de construction sociale sur de nouveaux critères. La voie du développement ne serait possible qu'à partir de la construction de l'État-nation. Pour assurer le pouvoir, il fallait qu'il fût créé en tant que "pouvoir supérieur", comme "nécessité externe", selon la conception de Hegel.

Ceci paraissait nécessaire et possible, vu qu'il y avait eu entre les Mozambicains une unité relative quant au désir de cesser d'être une colonie. Toutefois, si le rejet de la période coloniale était évident, la construction de l'avenir l'était moins, car les deux passés, la société traditionnelle et la capitaliste imposée, se chevauchaient dans le présent.

La vision du monde fortement collectiviste s'imposait encore sur l'individu qui se soumettait au groupe et en attendait protection. Le système administratif colonial coercitif n'avait pas suffi à modifier la prédominance de l'organisation sociale tribale. L'action éducative et la politique linguistique n'avait pas éradiqué la culture traditionnelle ni unifié la population dans la langue du colonisateur. La création d'un réseau de communication et d'infra-structure moderne n'avait pas entraîné le développement des forces productives nécessaires à la généralisation du système capitaliste.

⁸⁴ DIOP, "Impressions de voyage", Présence africaine, décembre 1959, cité par BUCHMANN, Jean in L'Afrique Noire indépendante, Paris, Librairie Générale de droit et de jurisprudence, 1962, p. 26.

En d'autres termes, le problème de l'intégration en Afrique ne se posait pas de la même manière qu'il s'était posé dans les processus d'unification de l'Europe et les forces qui s'étaient unies dans la lutte ont effectué un mouvement contraire de reprise des "particularismes", une fois venu le moment postérieur de résolution.

"Il est, de fait, plus facile aujourd'hui en Afrique Noire indépendante, de mettre en place un appareil gouvernemental formel, d'affirmer à l'extérieur l'existence d'un État souverain, que de constituer une cohésion nationale suffisamment stable, un centre politique vers lequel aille, de préférence à toute autre autorité publique, l'allégeance des groupes et des individus..."⁸⁵

"... lorsque l'on parle de 'nationalisme' africain, il s'agit en général, non pas de l'expression d'un sentiment national partagé par une population, mais d'un projet formulé par les élites de construire la 'nation' à l'intérieur des frontières de l'État hérité de la colonisation, à savoir, d'un projet d'édification d'un État-nation de type occidental."⁸⁶

Comme nous l'avons vu, "l'unité" nationale relative avait été créée par la division territoriale que l'Europe avait imposée en 1885. Or, l'articulation de modes de production a impliqué la coexistence en son sein de deux formations sociales superposées, à des degrés divers, selon le domaine en question (religieux, culturel, social, économique) ou la région. Nous pouvons dire qu'il existait deux frontières, la frontière tribale traditionnelle et celle de la carte politique de l'Afrique.

Les nouveaux dirigeants ont tendu à adopter dans leurs pays des institutions politiques semblables à celles de leurs anciennes métropoles. Cependant, on ne crée pas une institution sans respecter la correspondance avec la structure de fonctionnement économique de la société. Dans le cas du Mozambique, cette base d'infra-structure qui

⁸⁵ BUCHMANN, Jean. L'Afrique Noire indépendante. Lib. générale de droit et de jurisprudence. 1962. Paris. p. 29.

⁸⁶ BRITO, Luis de. "Estado democrático e multipartidarismo em Moçambique". in Estudos Moçambicanos no. 13. CEA. UEM. Maputo. mai 1993. p. 20.

puisse servir de pilier à ces institutions faisait défaut. La constitution de cet État s'est retrouvée face à une réalité complexe et singulière, de caractère pluriethnique et qui a constitué l'un des grands conditionnements de l'intégration.

En Afrique, il s'agit moins du problème de la différence raciale que d'oppositions entre une large variété de groupes de base ethnique: lignage, clans, tribus. L'organisation politique tribale qui était toujours en vigueur constituait souvent "une masse de manoeuvre utilisable dans n'importe quelle direction selon la nature - traditionnelle ou moderniste - et l'idéologie - ethnique, "nationale", panafricaine - des leaders qui auront prise sur elle."⁸⁷

A cette complexité ethnique, venaient s'ajouter des différences culturelles, des valeurs "traditionnelles" à des valeurs modernisantes, résultats de l'acculturation produite par l'action de l'Occident. Qu'il s'agisse des sociétés prioritairement pastorales ou agricoles, nomades ou sédentaires, d'influence chrétienne ou islamique, aucune d'entre elles n'a connu un processus de transformation visant un mode de production capitaliste, sauf lorsque, par une action extérieure, ont créé ponctuellement des conditions pour une exploitation du travail ou des richesses, conditions qui ne s'étendirent jamais à l'ensemble du tissu social.

Ainsi, la création d'organisations centralisées était politiquement très complexe. C'est probablement l'une des raisons qui ont amené le Président Samora Machel à introduire la doctrine militaire du FRELIMO dans le reste de la société, visant à en faciliter l'encadrement.

⁸⁷ BUCHMANN, op. cit. p. 39.

Il était absolument nécessaire d'assurer

"l'(...) unité nationale. Et, pour ce faire, le parti unique était considéré comme l'instrument le plus efficace, la manière idéale de mobiliser l'ensemble des énergies sociales et de promouvoir le développement économique."⁸⁸

La politique économique à appliquer exigeait une forte centralisation de commandement car elle visait un modèle de forte accumulation de capital. Ainsi, verrons-nous l'État et le Parti se superposer aux nations constitutives du peuple mozambicain et la démocratie n'y avait pas sa place car, entre autres choses, il courait le risque, en octroyant une place aux particularités régionales, de structurer l'État lui-même.

Ce point de vue est pour nous révélateur que le FRELIMO n'ignorait pas, contrairement à ce que beaucoup suggèrent, la vision du monde de la population rurale. Machel percevait clairement que la substitution d'un ordre par un autre passait par-dessus les valeurs de la société traditionnelle.

Le projet de vaincre le sous-développement reposait sur l'adoption des valeurs qui "avaient marché" en Occident, mais sous une direction politique nationale. Il visait à ce que l'excédent créé, résultat de la croissance économique, soit utilisé dans le sens de l'amélioration des conditions de vie de la population; la direction du processus de production et la distribution de l'excédent revenant non pas aux producteurs individuels mais au Parti et à l'État qui devait les redistribuer à toute la population. C'était donc l'option de "rupture" avec le capitalisme qui assurerait la victoire.

⁸⁸ BRITO, Luis de. "Estado democrático e multipartidarismo" op. cit. p. 21.

Il se trouve que le FRELIMO classa la population rurale dans la catégorie des désorganisés qui attendaient d'être organisés par l'État et par le Parti, comme cela sera exprimé dans ses documents et discours officiels. Cette position renferme pourtant une fausse ambiguïté. Le "paysannat" était tellement organisé et actif que le FRELIMO, le sachant, a prétendu détruire ses bases de fonctionnement afin de pouvoir mettre son projet à exécution. C'est sur cette idée qu'est centrée ma principale divergence d'avec la quasi-totalité des opinions concernant le cas mozambicain. Loin d'être la solution, le "paysannat" serait un problème supplémentaire pour la révolution.

L'une des conséquences importantes de la permanence des rapports domestiques est "l'option d'issue"⁸⁹ de ce secteur social face aux politiques de l'État qui représentent le secteur moderne, si toutefois ceci convient à la population rurale. Celle-ci, en tant que détentrice des moyens d'assurance de sa subsistance, a une autonomie relative par rapport au "secteur" capitaliste. Autonomie qui se traduit par l'augmentation de la part destinée à la consommation propre et/ou de la production destinée aux circuits parallèles du marché. Elle représente une recherche d'alternative aux conditions du marché interne, influencées par l'action de l'État par le truchement de sa politique des prix.

Outre le contrôle des moyens de production, cette population rurale possède un "réseau de solidarité sociale"⁹⁰ complexe qui lui permet, même en situation de crise de la production familiale, d'assurer l'accès au minimum nécessaire à la reproduction de la famille. Ce, car elle se maintient dans son "économie effective" (Hyden), conditionnée par les rapports de caractère personnel qui lui octroie une certaine marge de "fuite" face aux

⁸⁹ HYDEN, Gorand. Beyond Ujamaa in Tanzania. Heineman, Londres, 1980. Cité par SERRA, in op. cit., p. 244.

⁹⁰ SERRA, op. cit. p. 245.

exigences des politiques gouvernementales, précisément celles orientées vers la promotion de la transformation du secteur agricole et ceci a été le cas dans la plupart des pays africains après l'indépendance. **Cette indépendance relative du mode de production non capitaliste face au capitaliste explique les formes qu'a assumées la résistance aux politiques de développement au Mozambique.**

Durant toutes ces années, j'ai participé aux côtés de travailleurs ruraux, à d'innombrables réunions, en tant que technicienne, accompagnant le Secrétaire d'État pour le Coton, ou le Ministre de l'agriculture. Au cours de ces réunions, j'ai pu observer que la population écoutait attentivement, applaudissait quand il le fallait et répétait des mots d'ordre. Apparemment, il semblait que tout fût pour le mieux. Au début, je ne comprenais pas la logique ni le sens de cette communication...

La résistance ne se montre pas toujours clairement aux yeux inexercés d'un "occidental". Les paysans peuvent réagir par l'augmentation ou la réduction de la production, de la force de travail qu'ils mettent à la disposition d'autres secteurs ou par les enfants qu'ils envoient (ou non) à l'école. La réaction face à la politique économique du FRELIMO de la part d'un "paysan", d'un "ouvrier" urbain ou rural ou encore d'autres secteurs de la population, dépendait par ailleurs en grande partie de la manière et de l'intensité avec lesquelles ces éléments se trouvaient déjà par rapport au système producteur de marchandises.

1.2. La conjoncture des années 70.

Le FRELIMO a également tiré des conclusions sur la conjoncture politique et économique internationale pour présenter ses propositions. L'avancée de la révolution culturelle en Chine, la victoire au Viêt-nam, au Laos et au Cambodge, la consolidation de Cuba et l'élection d'Allende au Chili indiquaient que le chemin des transformations sociales vers le socialisme au début des années 70 semblait inévitable.

Il est important d'observer que, depuis la fin des années 60, moment où le FRELIMO opte pour le socialisme, le rythme de croissance de l'économie américaine - alors locomotive de l'économie mondiale - commençait à ralentir. Son budget vit apparaître un déficit qui perdurerait de nombreuses années. La guerre du Viêt-nam et les programmes sociaux d'assurance maladie et de retraites, entre autres, augmentaient leurs dépenses publiques. Les aides extérieures militaires et civiles et les exportations de capitaux des multinationales exigeaient une plus grande émission de dollars pour le financement de la politique impérialiste.

L'inconvertibilité du dollar (1971) désorganisa le système monétaire international et le choc du pétrole en aggrava la crise, provoquant une récession à l'échelle mondiale.⁹¹ La croissance des pays développés fut nulle en 1974 et négative en 1975. Les pays développés et sous-développés observaient des déséquilibres profonds des paiements externes à partir de 1974. Les périodes de relance du commerce international durant la décennie n'ont eu lieu qu'au coût de fortes augmentations des prix et de mesures

⁹¹ STOFFAES, Christian. A crise da economia mundial. Publicações Dom Quixote. LISBOA, 1991. p. 81.

protectionnistes par les États nationaux. Les prix des produits agricoles subissaient une forte hausse et l'inflation et le chômage devinrent un problème mondial.

En 1973, l'OCDE⁹² constata que l'époque traversait des "difficultés de conduite de la politique économique dans une situation caractérisée à la fois par la récession et l'inflation."⁹³ Le second choc pétrolier, en 1979, dressa encore d'autres barrières aux tentatives de relance de l'économie des pays développés.

Cependant, cette crise déboucha sur une nouvelle révolution technologique, reformulant l'économie mondiale, imprimant une détérioration rapide à l'économie des pays socialistes et, conséquemment, leur défaite politique. Dans le même temps, elle imposa de nouvelles déterminations pour le rôle des pays pauvres. Celui qui revint au Mozambique, dans ce nouveau processus, fut bien moindre qu'il l'espérait et le nouvel État y entre dans des conditions encore plus adverses que d'autres pays.

Rappelons qu'une grande partie des pays socialistes prétendaient atteindre les niveaux technologiques de la Seconde révolution industrielle alors que celle-ci était déjà bien avancée dans les pays centraux. Au Mozambique, à partir d'un niveau technologique extrêmement bas, on prétendait atteindre les niveaux de la Seconde révolution industrielle à l'heure même où celle-ci commençait à être remplacée par la Troisième révolution industrielle à laquelle les pays socialistes allaient succomber.

⁹² Organisation pour la coopération et développement économique.

⁹³ STOFFAES. op. cit. p. 81.

En Afrique, la plupart des indépendances avaient eu lieu dans les années 50 et au début des années 60, période de déclin du dernier cycle colonial africain et le capitalisme, vivant l'apogée de la *Pax americana*, était en plein essor.

Le début des années 70, période d'ascension de la lutte révolutionnaire, fut marqué au Mozambique par le retard socio-économique causé par le colonialisme portugais et par une circonstance aggravante: le capitalisme international vivait une crise profonde. Ceci caractérise un cadre différent de celui des indépendances des autres colonies africaines, où l'ascension économique des puissances coloniales a permis de trouver une issue néo-coloniale face à la pression interne croissante de ces sociétés pour la décolonisation.

Voilà pourquoi les propositions socialistes du FRELIMO cherchant le développement accéléré des forces productives par la consolidation de l'État-nation, de la concentration de la population rurale dans les villages communaux, de l'investissement en agriculture moderne et en exportations, visant l'industrialisation ne paraissaient pas absurdes. Elles semblaient être les seules propositions possibles pour sortir de la périphérie de l'économie mondiale en échappant au néo-colonialisme.

1.3. Les bases du projet.

Les révolutionnaires croyaient, de fait, à la possibilité d'existence d'une nation développée et indépendante. L'avant-garde mozambicaine en tant qu'agent de la modernisation a bu à la source de l'universalisme. Son but était d'occuper une autre place dans le cadre des nations et elle était convaincue qu'il dépendait de sa **volonté politique** de changer ou non de rang. Ceci est transparent dans le document élaboré en 1976 qui

analyse les causes et les caractéristiques fondamentales du sous-développement dans le but de tracer les lignes directrices de son projet de politique économique. Ce document est un exemple flagrant que ce que nous avons caractérisé comme le déviationnisme volontariste et politique de la gauche. Il soutient que, historiquement, l'agriculture a servi de base à l'industrie et que l'industrie, une fois créée, est devenue l'élément déterminant du développement, favorisant même une croissance de la productivité agricole. Face à cette vérité incontestable, le document ajoute que "**... il y a des réalités nationales qui ne correspondent pas à (cette) étape historique de l'humanité** [comme s'il était possible à toute l'humanité, dans le système capitaliste, de gravir les mêmes échelons]. C'est cette contradiction qui peut être résolue par une option politique: celle du choix de la **voie du développement**; une fois résolue cette option fondamentale, surgit la question, tout aussi fondamentale sur le plan économique: comment amorcer le passage de l'état de sous-développement à l'état de développement"⁹⁴ (c'est nous qui soulignons).

Toute l'argumentation de ce texte vise à conclure que, du point de vue économique, le développement passe par la construction de l'industrie lourde. Dans cette même ligne, il affirme que " (...) l'expérience de tous les pays devenus indépendants qui continuèrent à tenter un développement économique reposant sur la production agricole (...) ont été un échec total, même si l'option politique a été la voie socialiste".⁹⁵

Ce matériel est important dans la mesure où il est clair quant à la vision du développement comme un choix, pur et simple, de la part des dirigeants de tel ou tel État. Selon cette analyse, le sous-développement ou le développement dépend d'une

⁹⁴ Document apocryphe, annexe à la thèse de SERRA, Almeida. op. cit. p. 4.

⁹⁵ Id. Ibid.

décision politique des dirigeants du pays en question. Les conditions ayant amené tel pays, comme l'Allemagne ou le Japon au développement, en sont totalement exclues. Les conditions imposées par le mouvement du capital sont complètement passées sous silence. Ainsi, il semble que nous puissions en déduire que des pays comme le Portugal et le Brésil **ont choisi** d'être semi-périphériques et que Cuba socialiste **a pris la décision** de ne pas construire d'industrie lourde, ceci l'ayant donc conduit à un échec total. Selon ce même raisonnement, que dire alors des continents africain et latino-américain? Ont-ils donc tous décidé de rester dépendants de l'industrie lourde étrangère?

C'est parce que nous croyons que la culture bourgeoise universaliste a été à la base de tous les efforts développementistes que nous avons décidé de commencer ce travail, en analysant l'effort de substitution d'importations en Amérique latine pour étayer l'idée que le processus est autrement plus complexe que le simple désir. Or, pour l'avant-garde de la gauche marxiste léniniste mozambicaine ceci n'était pas clair car tout semblait dépendre de la volonté des nouveaux dirigeants et la solution résidait en une parfaite compréhension des vérités de l'économie: "La création de l'industrie lourde est fondamentale pour les deux raisons suivantes: 1) c'est cette industrie qui dynamise toute l'économie moderne et elle est donc le facteur essentiel de la création de la valeur. 2) Dans la mesure où **elle est la seule à permettre l'indépendance économique [c'est elle qui] libère l'industrie légère de la dépendance dans laquelle elle se trouve de l'industrie lourde étrangère**"⁹⁶(c'est nous qui soulignons). Selon ce raisonnement, tout ceci découle de la dépendance en biens d'équipement étrangers, ce qui entraîne l'impossibilité de réagir face aux pressions et à la dépendance du pays. Pour les dirigeants du FRELIMO, l'équation est simple. Tant que les pays sous-développés exporteront une

⁹⁶ Id. 5.

marchandise de valeur réduite et en importeront d'autres de valeur élevée, le pays qui ne dispose pas d'une industrie lourde se trouvera toujours dans une position inférieure par rapport aux étrangers. L'alternative est claire. La ligne directrice de ce document de 1976 est une référence importante qui sera exprimée dans les décisions du III^e Congrès (1977) et que nous étudierons par la suite.

1.4. Le projet

Les révolutionnaires mozambicains ne voyaient pas de possibilités d'améliorer la situation de leur pays, si les capitalistes en assumaient le commandement. Ils estiment aujourd'hui qu'ils auraient pu remporter un plus grand succès "en ayant été plus radicaux", et le radicalisme, c'était le socialisme. La formulation d'une politique structurée, cohérente et intégrée remonte aux premières années de l'indépendance et fut approuvée par le III^e Congrès du FRELIMO, en février 1977.

Ce Congrès définit une politique et une méthode d'action qui serait mise en place sur tout le territoire national pour pratiquement tous les secteurs de la vie sociale, de la production à la commercialisation, de l'éducation à la santé, de la justice au bien-être social.

La période comprise entre le III^e et le IV^e Congrès (1977-83) n'a certainement pas été homogène dans ses aspects politiques, économiques et sociaux. Elle fut toutefois dominée par la politique définie lors du III^e Congrès et corroborée par le PPI, Plan Prospectif Indicatif, décennal.

Dans les cinq ou six années qui suivirent ce congrès, des politiques pour la construction de l'État-nation et du socialisme ont été mises en oeuvre, dans une perspective de modernisation de la société, basée sur le développement des forces productives.

Le FRELIMO est devenu un parti unique d'avant-garde, marxiste-léniniste, dirigeant de l'État et du peuple mozambicain dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le racisme, le sous-développement et le capitalisme. La construction du Pouvoir populaire servirait de toile de fond politique au nouvel État, étayé sur l'alliance ouvriers-paysans.⁹⁷

Dans tout le pays, s'organisèrent les cellules du parti, à partir des "Groupes Dynamisateurs", créés au moment de l'indépendance. L'organisation de l'État a été officialisée dans les Assemblées, les tribunaux et la police, tous "populaires", de même que dans le réseau de santé et d'éducation et dans les secteurs économiques de direction et d'exécution. Entre l'appareil d'État et la population, furent créées des organisations de masse des femmes, de la jeunesse, des professionnels et des ouvriers, toutes sous la tutelle du parti.

Le village communal fut défini comme la colonne vertébrale du développement des forces productives en milieu rural et comme instrument politique pour la matérialisation du pouvoir populaire.

Le III^e Congrès souligna que "en prenant l'agriculture comme base et l'industrie comme moteur et l'édification de l'industrie lourde comme facteur décisif, nous viendrons définitivement à bout de la misère, de la dépendance et nous construirons une industrie

⁹⁷ III^e Congrès du FRELIMO. CEDIMO. l'Harmattan, Paris, sans date.

avancée au service du peuple."⁹⁸, et que ce serait l'époque de "l'édification de la base matérielle, technique et scientifique pour le passage au socialisme".⁹⁹

Le secteur de production d'État devait devenir dominant et déterminant, car les entreprises d'État seraient les instruments indispensables au développement planifié, harmonieux, sûr et indépendant.¹⁰⁰ Il canaliserait vers l'État une grande partie des excédents de production, assurant leur application dans les secteurs socio-économiques prioritaires.

Les villages communaux (VC) présentent des stratégies de socialisation des zones rurales car c'est dans ces villages que, par le biais de la production collective, on obtient une croissance rapide de la conscience révolutionnaire et de classe (des travailleurs) et qu'il devient alors possible d'atteindre assez rapidement l'auto-suffisance alimentaire et la satisfaction des besoins de santé, d'éducation et de culture, principaux objectifs immédiats de tout V.C. Le village n'est pas la forme de production mais d'organisation politique et sociale qui peut avoir comme base productive une coopérative ou une ferme d'État.¹⁰¹

La croissance de la production agricole, grâce à l'augmentation de la mécanisation et des intrants modernes servirait à approvisionner la ville, l'industrie nationale et l'exportation. Pour l'ensemble de ce processus, il fallait [procéder] "à la liquidation définitive des

⁹⁸ Relatório ao IIIº Congresso da FRELIMO. Avante. 1978. p. 75.

⁹⁹ Id. p. 117.

¹⁰⁰ Cf. SERRA. Política Agrária e Desenvolvimento...op. cit. p. 505.

¹⁰¹ Relatório ao IIIº Congresso. Avante. 1978. pg. 75. in SERRA. op. cit. p. 514.

vestiges de la société féodale et coloniale capitaliste qui perdurent encore au niveau des mentalités et des comportements."¹⁰²

Entre 1976 et 1981, les nationalisations atteignirent les locations immobilières, les entreprises de pompes-funèbres, l'éducation, la santé et la justice, les banques, les compagnies d'assurance, les mines, les compagnies de navigation, de ciment, le verre, le secteur des boissons et la transformation de la noix de cajou. Elles touchèrent également le commerce extérieur et le commerce de gros interne, de même qu'une grande partie du secteur de détail et de petites et moyennes entreprises agricoles, industrielles et commerciales.

L'administration des prix fut centralisée et l'État assumait dès lors le contrôle de tout le secteur nationalisé. La Commission Nationale au Plan fut créée en 1978.

Le PPI, lancé au début des années 80, prétendait "Arriver en 1990 avec une industrie développée, une industrie de base fonctionnant, une agriculture mécanisée, (...) l'accomplissement de la coopérativisation du secteur familial, une urbanisation, (...) la prochaine décennie [devait aussi] parfaire l'aménagement des Villages Communaux"¹⁰³.

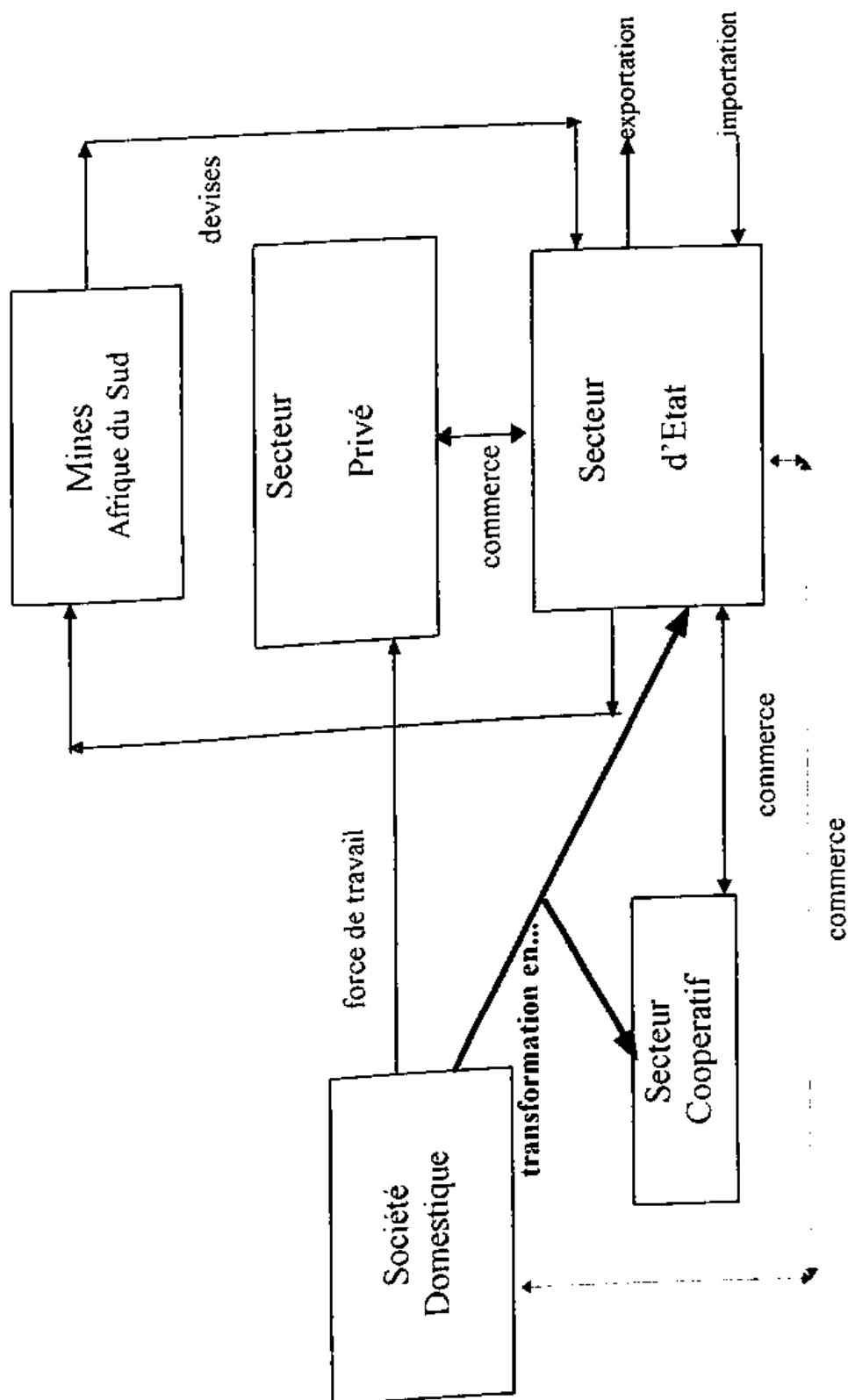
Pour certains secteurs de l'économie, le PPI prévoyait une croissance de 40% par an et, pour l'agriculture, près de 20% par an. On vit apparaître, dans cette logique, les grands projets de développement régional financés, entre autres, par les Soviétiques, les Roumains, les Italiens et les Français.

¹⁰² Relatório do III Congresso. Avante. 1978, p. 75, in SERRA. op. cit. p. 514.

¹⁰³ MACHEL. Samora Moises. A luta contra o subdesenvolvimento. Partido FRELIMO. Textos e documentos 4. Maputo. 1983, pp. 85 et 85.

La politique économique de cette période a été caractérisée par un appui total au secteur d'État qui ne produisait que 100.000 ha en 1979, mais recevait pratiquement 100% des importations en équipements et 85% des crédits. Dans la mesure où la mobilisation ne pouvait plus recourir au travail forcé, ni à la culture forcée, l'instrument fut le monopole de l'approvisionnement et la mobilisation politique pour attirer les paysans vers les travaux requis par le secteur étatal, principalement dans les récoltes.

Dans le tableau III, nous présentons le schéma du projet du FRELIMO de transformation de la société mozambicaine. D'un côté, observons que la société domestique continuait à fournir de la force de travail aux secteurs modernes (mines, entreprises étatales et privées) et commercialisait encore son excédent de production avec l'État, situation semblable à celle de la période coloniale. Néanmoins, la dynamique imprimée par le FRELIMO visait la transformation de ces travailleurs en travailleurs des coopératives et des entreprises d'État. La création d'un grand secteur étatal s'appuierait sur le travail libre et non plus sur le travail bon marché du paysan. Ainsi, disparaîtraient à la fois l'espace et le besoin de pérenniser la société domestique. Bien au contraire, sa continuité impliquerait le maintien de valeurs et de pratiques culturelles contraires au processus d'accumulation centré sur le secteur d'État. Ceci explique le mépris dénoncé du FRELIMO pour le "secteur" traditionnel, dont même les échanges avec le secteur d'État furent peu nombreux durant les premières années de révolution.



OBJECTIFS: MODERNISATION DE LA SOCIÉTÉ
Transformation du paysan en salarié ou coopérative
Accumulation par l'Etat de la plus-value.

1.5. Quelques critiques

Depuis l'échec du projet socialiste mozambicain, les critiques prolifèrent pour en comprendre les causes. Beaucoup représentent des apports significatifs dans le montage de ce puzzle.

Certains critiquaient le FRELIMO pour n'avoir pas adopté une politique d'alliances de manière à ne pas mettre en fuite les Portugais, soutenant que les problèmes avaient augmenté à partir de là: l'urgence d'assumer des entreprises abandonnées, le manque de personnel pour les gérer, la dépendance par rapport à la coopération, etc. Ceux-ci critiquent le gauchisme du FRELIMO.

D'autres, au contraire, trouvaient que la rupture était due à l'incapacité du colonialisme portugais à faire des concessions, forçant la radicalisation de la lutte.

Il y avait encore ceux qui situaient le problème central dans le mépris pour le secteur rural, de la part du FRELIMO qui ne prenait pas en compte les sentiments, les désirs ni la vision du monde de la principale base sociale du Parti et la grande majorité de la population. En ce sens, Brito¹⁰⁴ énumère strictement les secteurs qui composent le pouvoir au sein du FRELIMO pour prouver le caractère petit-bourgeois ou citadin de celui-ci en opposition au discours officiel qui insistait sur le caractère ouvrier-paysan du Parti. Selon Brito, bon nombre des membres de l'organisation créée par Chissano lorsqu'il était étudiant au Portugal et en France, l'UNEMO (Union des Etudiants Mozambicains), entrent au FRELIMO et viennent y occuper des postes de direction et

¹⁰⁴ BRITO, Luis de. "Une relecture nécessaire: La genèse du Parti-État FRELIMO". in Politique Africaine, no. 29. Karthala. Paris. 1988. p. 17.

"cela fut d'ailleurs facilité par le départ de la majorité des responsables des partis qui avaient intégré le FRELIMO et qui, mécontents notamment de la distribution des postes de direction à l'occasion du I^{er} Congrès (septembre 1962), le quittèrent afin de tenter de reconstituer leurs anciens partis ou d'en créer de nouveaux..."¹⁰⁵ "C'est ce secteur de la petite bourgeoisie urbaine noire et métisse (principalement salariés et étudiants originaires des régions du Sud) engagé au Frelimo, relativement privilégié par rapport à la masse des colonisés, mais également victime de discriminations dans la société coloniale, qui fut le principal porteur de la conscience nationaliste. Il eut le rôle dirigeant dans la lutte de libération et réussit à mobiliser les paysans pour la lutte armée"¹⁰⁶ La participation de la population rurale à la lutte armée ne signifie pourtant pas que le profil social de la direction se soit modifié. Celle-ci sera toujours composée des cadres intellectuels et de ceux qui détenaient le pouvoir dans le secteur militaire du Front.

Le FRELIMO, poursuit-il, a complètement rompu, après l'indépendance, avec les autorités lignagères qui étaient en perte de pouvoir en raison de certains conditionnalismes imposés par la guerre. Le fait que les populations aient dû quitter leurs terres, dans leur fuite aux attaques des Portugais, vers des régions où ils allaient vivre sous le contrôle du FRELIMO, dans les zones dites libérées, diminuait objectivement la possibilité d'action du pouvoir traditionnel.

Comme l'analyse Yanes¹⁰⁷, le discours du FRELIMO rejetait totalement le colonialisme, les structures organisationnelles de l'époque coloniale, cela va de soi, mais rejetait

¹⁰⁵ Id. p. 17.

¹⁰⁶ Id. *ibid.*

¹⁰⁷ Cf. YANES CASAL, Adolfo. "Legitimação politico-ideológica da especialização rural em Mozambique-Frelimo 1965-1984". in Revista Internacional de Estudos Africanos 14-15. Lisbonne, 1991.

également la "vieille société (...) fustigant avec la même ardeur les relations traditionnelles de solidarité, de parenté et de symbolisme. Le FRELIMO, équidistant des deux pôles de pratique sociale en vigueur - colonialisme et tradition - puise sa force dans les projections d'un idéal - l'Homme nouveau - à partir duquel il construit, peu à peu, le modèle de la société future"¹⁰⁸

Dans les conditions de la guerre de libération et après la construction du socialisme, les buts étaient centrés sur l'ancienne société dans laquelle les éléments du mode de production capitaliste s'étaient agrégés, comme nous l'avons vu, à ceux de la société non capitaliste de type domestique. Voilà pourquoi la "société traditionnelle", telle que l'appelait le FRELIMO, était prise pour cible car son système politique, social, culturel et économique était incompatible avec le projet de modernisation.

Nombreux sont ceux qui partagent cette vision (qui était également la mienne au début) pour qui le grand problème du Mozambique était le fait que le FRELIMO ne corresponde pas aux intérêts de la majorité absolue de la population ni, en second plan, à ceux des ouvriers. Cet argument part du principe selon lequel il était possible que le FRELIMO mène à bien un projet où les intérêts populaires seraient respectés, où la démocratie populaire existerait réellement et où les mesures économiques seraient prises en vue d'introduire une manière de produire et de vivre qui d'une part, résulterait en améliorations substantielles de satisfaction des besoins populaires et qui, d'autre part, n'en détruirait pas les valeurs. Ainsi, en respectant l'univers culturel mozambicain, dans son sens le plus large, et en assurant une participation effective de cette population en tant qu'agent principal du pouvoir populaire, la production et les transformations des

¹⁰⁸ YANES CASAL. *op. cit.* p. 36.

niveaux de conscience nécessaires à la compréhension et à l'acceptation des transformations se ferait sans heurt, sans répression ni mépris.

Toutefois, pour le FRELIMO, le système politique était épars et divisé et le particularisme représentait un obstacle à la constitution d'une **conscience nationaliste**, car il entraînait en conflit avec l'idée d'unité nationale. Déjà durant la lutte armée, divers conflits avaient éclaté entre les pouvoirs claniques et ethniques accompagnés de la liquidation sommaire des belligérants. Ceci du côté "africain" de l'articulation.

De l'autre côté, celui des capitalistes portugais, dès la période de transition, lorsqu'ils perçurent que l'indépendance ne se résumait pas à une "simple" rupture politique d'avec l'État métropolitain, leur réaction n'a pas été autre que celle que l'on pouvait attendre de leur caractéristique historique colonialiste, à savoir, la manière mesquine, médiocre et sous-développée. Les Portugais n'étaient pas du nombre de ceux qui pouvaient envisager des formes néo-coloniales d'économies capitalistes de domination, empêchés qu'ils l'étaient par le stade de développement du Portugal lui-même.

Pour toutes ces raisons, le FRELIMO s'est trouvé confronté intérieurement à deux terrains de bataille.

D'autres analyses se réfèrent plus spécifiquement à la question du pouvoir populaire. C'est dans le nord du pays que s'étaient développées, durant la guerre de libération, des expériences d'organisation de la population, différentes de celles des colonialistes. Selon l'histoire officielle du FRELIMO, c'est dans les zones libérées que furent créés les germes du futur État socialiste, par le biais des expériences collectives de gestion de la

production et de participation démocratique aux décisions. Toujours selon cette histoire, la décision de construire le socialisme ne fut pas le fruit d'une expérience exogène ni l'imitation de modèles étrangers ni encore le produit de la matière grise de quelques intellectuels. Elle fut le fruit de la pratique concrète acquise au sein de la lutte de libération. Ainsi, les décisions prises en 1977, lors du III^e Congrès d'adoption de la voie socialiste, étaient tenues comme le résultat d'un long cheminement dans ce sens. "Le sens véritable de la zone libérée est celui d'une zone qui a été libérée des structures de la domination capitaliste-coloniale et féodale-traditionnelle. (...) Ce problème est crucial car, en définitive, la question essentielle de la révolution est la destruction du pouvoir que les oppresseurs exercent, afin d'installer NOTRE POUVOIR et rendre ainsi possible la direction et la transformation de la vie quotidienne par les orientations résultantes de NOS INTÉRÊTS"¹⁰⁹ (c'est nous qui soulignons).

Le noyau central du projet du FRELIMO "vainqueur" impliquait inévitablement des modifications dans la vie de la population rurale. C'est sans aucun doute sur cette base que, depuis la période de la lutte armée, le FRELIMO avait défini "l'agriculture comme la base du développement". La question agraire était le centre de l'action d'État au Mozambique.

Les exigences de l'accumulation en milieu rural, afin que l'industrie puisse progresser dans les villes, sont l'une des raisons qui ont forcé l'adaptation de schémas productifs agricoles étrangers aux intérêts de l'accumulation de capital.

¹⁰⁹ MACHEL. Samora Moises. O processo da revolução democrática e popular em Moçambique. Coleção de Textos e documentos da Frelimo. n^o. 1. 1980, p. 53.

C'est à cette fin que le FRELIMO décida d'organiser différemment les instances de pouvoir et reconnut la résistance que cette nouvelle organisation rencontrait au sein même du parti, depuis l'époque de la lutte armée.

"L'installation de ces structures eut lieu après une lutte politique intense qui reflétait des intérêts de classe antagoniques en notre sein. Certains éléments s'opposaient résolument à l'instauration du pouvoir populaire. Les uns, s'érigeant en défenseurs d'une tradition foulée aux pieds par le colonisateur, mais qui reflétaient en réalité les intérêts des secteurs féodaux, proposaient le maintien et la revalorisation du "regulato", structure anti-démocratique de type féodal qui avait dégénéré avec le colonialisme et était devenu pratiquement un instrument de ce dernier."¹¹⁰

Dans ce cadre, la vision des Villages Communaux a toujours prétendu être le résultat d'une expérience positive de l'organisation de la vie et de la production dans les zones libérées. Pour Yanes, cependant, ce qui se passa dans ces zones libérées fut très différent de ce qu'il y eut après l'indépendance. Son argumentation établit la différence entre l'expérience des zones libérées et le projet des Villages communaux, dans la mesure où

"(...) il s'agit de deux pratiques sociales différentes, issues de contextes et de circonstances historiques distincts. Les orientations sur la socialisation de la terre, concrétisées dans le mot d'ordre sur la construction des villages communaux, n'émanaient plus des impératifs d'une pratique à laquelle les populations prenaient part, mais de principes politiques que seuls les dirigeants s'arrogeaient le droit de choisir".¹¹¹ (...) "L'expérience des zones libérées aurait-elle géré la force, la conscience et les bases de sa propre reproduction, élargie maintenant à l'échelle nationale et dans un contexte où le colonialisme avait cessé d'être l'ennemi commun? Au nom de quoi et de qui allait-on, désormais, solliciter l'appui de la population rurale du pays aux stratégies politiques de consolidation du pouvoir conquis par la guerre?"¹¹²

Il existe une controverse sur l'expérience de pouvoir populaire, son ampleur durant la guerre et sa disparition progressive dans la période après l'indépendance.

¹¹⁰ MACHEL. Samora Moises. A materialização do poder. Frelimo. 1979. p. 35.

¹¹¹ Id. p. 38.

¹¹² id. p. 49.

Tout en considérant que le problème est plus complexe qu'une simple négligence de la part du gouvernement quant aux besoins des paysans, Egero reconnaît que

"... il semble être un fait que les différentes institutions créées pour donner voix et participation au peuple n'ont pas suffi à attirer l'attention nécessaire sur les problèmes des paysans".¹¹³

Pour cet auteur, le problème réside dans la coexistence du pouvoir populaire et de ce qu'il désigne par l'idéologie de Maputo. Il considère que ce sont les deux pôles d'alimentation de l'idéologie du FRELIMO. C'est son existence qui permet l'existence d'une politique économique modernisante, au détriment de la population rurale et qui serait le côté "idéologie de Maputo", mais en même temps, c'est l'idéologie de la lutte de libération qui permettait

"des actions gouvernementales telles que l'offensive politique et organisationnelle de 1980, de même qu'une 'adaptation sans défaitisme' étonnamment tenace, qui a permis au gouvernement de conserver le contrôle dans un contexte d'énormes pressions externes de déstabilisation [en même temps que] une partie du succès de la déstabilisation (...) pourra être lié à la dominance factuelle de l'idéologie de Maputo".¹¹⁴

Cet auteur se livre à des acrobaties pour expliquer ce qu'est, pour lui, l'incohérence du processus. À savoir, les campagnes et les actes chargés d'idéologie représentaient le nouveau et le révolutionnaire. Mais les fléaux tels que le banditisme étaient dûs à l'application de l'idéologie de Maputo, c'est-à-dire la politique économique avec la "négligence relative des besoins du secteur paysan" qui s'ensuivit.

Par l'expression "idéologie de Maputo", Egero veut désigner le projet économique pour cette formation sociale. Il était modernisant, partait de ce qui existait en termes de

¹¹³ EGERO, Bertil. Mozambique: os primeiros dez anos de construção da democracia. Estudos 8. AHM, Maputo, 1992. p. 20.

¹¹⁴ Id. p. 113.

modernité pour y ajouter un surcroît de modernité, afin de pouvoir atteindre l'objectif de faire du pays un pays développé. Partir des bases du "développement" créées par le colonialisme, de la substitution d'importations survenue dans les années 60 est, pour Egero, problématique en ce qui concerne l'idéologie du "pouvoir populaire". Il utilise le terme d'idéologie urbaine qui s'oppose à ce que serait le pouvoir populaire, créé durant la guerre en milieu rural.

Egero exprime la toile d'araignée théorique dans laquelle la gauche était tombée. Il est évident que le pouvoir du FRELIMO possédait ce côté "pouvoir populaire". N'oublions pas que les révolutions socialistes politiquement victorieuses, l'ont été grâce à une intense participation de la population et que le désir d'une vie meilleure, de liberté, de justice, furent les idéaux qui orientèrent ces mouvements.

Il existait un discours idéologique de gauche qui n'était pas le même que celui des vainqueurs de droite. Nous ne pouvons pas nier l'existence de deux champs politico-idéologiques et c'est pourquoi nous devons utiliser les termes gauche et droite.

Il est évident que la composante *action populaire* se reflétait dans les discours, dans les attitudes, voire dans les expériences nouvelles d'organisation de la population, associé à l'une des prémisses fondamentales de la théorie du socialisme: la participation de la population à la gestion des choses et au contrôle sur les dirigeants.

C'est dans ce sens que furent créés au Mozambique les Groupes Dynamisateurs et, dans les entreprises, les conseils de production, ainsi que les tribunaux populaires et les assemblées du peuple qui ont parfois joué un rôle transformateur.

A aucun moment, je n'ai voulu dire que l'expérience socialiste réelle avait été identique aux formes bourgeoises de gouvernement tout court. C'était différent. *Et c'est justement cette différence qui jetait le trouble.*

1.6. La critique contre le dualisme.

Les critiques du FRELIMO qui se qualifient de non dualistes considèrent que l'analyse du FRELIMO est faussée en ce qui concerne les **caractéristiques dominantes de l'économie mozambicaine qui auraient été responsables des erreurs de l'option de développement.**

Selon ces auteurs, "La conception non dualiste soutient que l'État colonial a restructuré les processus sociaux de production et d'échange, de manière à subordonner le paysannat au marché capitaliste".¹¹⁵ Voilà pourquoi ils nient la coexistence de deux modes de production dans la formation sociale mozambicaine et affirment que le maintien de la possession des terres par le secteur qu'ils caractérisent comme prolétariat ou semi-prolétariat ne reflète pas "la survie de structures pré-capitalistes mais la construction d'un marché capitaliste de travail assortie d'offre abondante de main-d'oeuvre bon marché".¹¹⁶

Ce qu'ils reprochent au FRELIMO, c'est de caractériser le secteur rural comme producteur de subsistance, intégré marginalement au marché. Ils considèrent, quant à eux, que le secteur traditionnel, en raison du processus vécu à l'époque coloniale, est

¹¹⁵ CASTEL-BRANCO. Carlos Nuno (org). Mozambique: Perspectivas Economicas. UEM, Maputo, 1994. p. 49.

¹¹⁶ Id. *ibid.*

déjà dépendant, entre autres, des intrants et des fonds provenant du secteur capitaliste, ce qui le caractérise comme prolétaire et semi-prolétaire.

Toujours selon ces auteurs, le projet du FRELIMO était mal fondé car il s'étayait sur une position dualiste, de deux secteurs indépendants, qui laissait de côté la population rurale, l'astreignant à attendre d'être absorbée par le secteur moderne, en tant qu'ouvriers du secteur d'État socialiste. Pour eux, en revanche, le secteur rural est **producteur de marchandises et donc sensible aux stimuli économiques du marché**. Voilà pourquoi il aurait dû être appuyé par des investissements dans son processus productif, ce qui lui aurait permis d'atteindre un plus grand développement technologique, grâce à des coopératives plus productives. Il serait ainsi devenu indépendant de la vente de sa force de travail bon marché qui avait été la norme d'accumulation de l'époque coloniale.

En d'autres termes, les travailleurs ruraux étaient producteurs de marchandises et ces critiques contre le FRELIMO visent le fait qu'il n'ait pas changé la forme d'accumulation de capital, basée sur la force de travail bon marché. Ceci revient à dire que le capital devrait s'accumuler au sein du secteur rural lui-même, par le biais de travaux d'extension rurale, d'un réseau efficace de commercialisation des excédents, de coopératives, d'associations sous les formes les plus diverses, etc. Tout ceci impliquait des investissements destinés aux petits et exploitations agricoles vue de leur fournir les moyens nécessaires à leur croissance, afin qu'ils ne soient plus utilisés comme force de travail bon marché pour l'accumulation du secteur moderne. Bref, que les bénéfices de l'accumulation en milieu rural ne soient pas transférés à d'autres secteurs, mais qu'ils servent de base au développement du secteur rural lui-même.

Ces auteurs défendaient la construction socialiste au Mozambique mais s'inscrivaient en faux contre la politique économique du FRELIMO qu'ils jugeaient orthodoxe. Ils affirment que, dans un pays où les forces productives ne sont pas développées et où le secteur rural est extrêmement fort, la norme d'accumulation ne peut pas être à la charge de l'État. Mackintosh et Wyts¹¹⁷ soutiennent dans ce sens qu'

"il existe des méthodes alternatives de planification socialiste qui reconnaissent le marché là où il existe et interviennent pour influencer ces marchés et les incorporer où il le faut, sans capituler devant la logique de classe du marché capitaliste"¹¹⁸. (c'est nous qui soulignons)

Ils affirment encore que

"... si cette accumulation n'est pas dirigée vers des formes coopératives, elle se verra confrontée à une norme d'accumulation privée désordonnée qui entrera en conflit ouvert avec les objectifs de développement de l'État et avec les besoins des petits producteurs. Ce qui est communément appelé marché parallèle (...) est la manifestation de ce conflit."¹¹⁹

Pour nous, le maintien des moyens de production, notamment la terre, par le producteur direct, ne fait pas de lui un prolétaire et les lois qui régissent sa condition de salarié ne fonctionnent pas non plus selon des lois typiquement capitalistes : voilà ce qui constitue l'une de nos divergences par rapport à cette position.

Cette catégorie "hybride" lui confère, en outre, "l'option de fuite", de repli vers la production de subsistance, en cas de nécessité. Ce qui ne signifie pas que bon nombre de producteurs ruraux n'aient pas besoin des intrants acquis dans le secteur capitaliste par la vente de la force de travail et de leurs excédents, ni qu'ils ne survivent pas avec un

¹¹⁷ MACKINTOSH et WYTS. "Acumulação, serviços sociais e transição socialista no terceiro mundo: reflexões sobre a planificação descentralizada baseadas na experiência moçambicana". polycopié, sans date.

¹¹⁸ Id. p. 1.

¹¹⁹ Id. ibid.

niveau de vie précaire. L'articulation des modes de production explique la permanence de cette contradiction.

Par ailleurs, ces auteurs se limitent à l'instance économique (comme nous l'avons vu) lorsqu'ils caractérisent la population rurale, "oubliant" **que la logique qui préside à l'acte économique du producteur rural mozambicain attribue un rôle prépondérant à la reproduction familiale, tandis que la logique capitaliste obéit à la création de profits et l'accumulation de capital.** De ce point de vue, on élimine la matrice de pensée qui différencie le comportement des individus et les implications idéologiques respectives.

L'analyse du FRELIMO contient une part de vérité pour la caractérisation du secteur rural mozambicain. Lorsqu'il affirme qu'il était désorganisé et qu'il tient le discours de la table rase, il s'agit là bien plus d'une excuse que de quelque chose qui représente sa vision réelle de cette population. Il "avait besoin" d'argumenter dans ce sens afin de pouvoir imposer son projet, mais les mesures qu'il adopte délibérément sont claires quant à ce qui est sous-jacent à sa vision: le fait que les producteurs ruraux ne soient disponibles ni politiquement ni économiquement à son projet de modernisation. Ils n'étaient pas une force de travail "libre".

Vouloir que le nouvel État centre son accumulation sur les producteurs ruraux, serait méconnaître les exigences de la participation dans le système producteur de marchandises. S'il n'a pas été possible pour le Mozambique d'atteindre les niveaux de production et de productivité nécessaires à vaincre le sous-développement, il lui était également impossible de construire une société rurale améliorée.

En vérité, la construction de l'économie socialiste de par sa nature, exigeait d'autres réponses. Il ne s'agissait pas de modifier tel ou tel comportement des producteurs ruraux. Il s'agissait de rompre un archétype qui cimentait leur force d'organisation sociale. La rupture de l'alliance avec le secteur rural était la conséquence du besoin d'en faire un producteur de plus-value. Politiquement et idéologiquement, la question est peut-être plus importante qu'économique dans cette phase de transformation, car sans base traditionnelle de production et de reproduction, la population rurale n'aurait d'autre solution que la modernisation.

Lorsque j'ai commencé ce travail de thèse, désireuse de traiter les raisons de l'échec du socialisme au Mozambique, je m'interrogeais sur les raisons qui avaient poussé les producteurs ruraux mozambicains à s'éloigner du FRELIMO, en raison de la "trahison", résultat de la rupture de l'alliance entre cette catégorie sociale et le parti, alliance scellée pour la lutte de libération. Cette rupture s'exprimait par l'absence d'une politique agricole orientée vers la société domestique.

Je comprends aujourd'hui que l'absence de cette politique agricole signifiait de fait une position face au destin qu'il fallait donner à la population rurale. C'est-à-dire qu'il n'y a pas eu de "lapsus" mais l'application d'une politique économique de développement, implicite dans le projet de socialisation du pays.

La modernisation était nécessairement contraire à la société domestique, minant complètement son mode de vie. Et tel était justement l'objectif du nouveau pouvoir, même s'il n'était pas déclaré.

Le III^e Congrès a mené un combat contre "l'obscurantisme" et le "tribalisme" de la "société traditionnelle" comme condition à son ouverture et à son intégration au projet de construction nationale et du socialisme. "... (le) III^e Congrès (...) a soutenu la thèse selon laquelle bon nombre des expressions des groupes ruraux étaient des vestiges d'obscurantisme et de tribalisme qui devaient être déstructurés.¹²⁰

La transformation, par la voie démocratique, des "paysans" en ouvriers semblait possible et nécessaire. Ce raisonnement s'étayait sur la croyance au rôle politique de l'avant-garde révolutionnaire, de sa compétence à "montrer les chemins du socialisme" et à convaincre la population.

D'où, l'importance des bons rapports parti/masse et de l'assurance de la participation des producteurs ruraux aux décisions, particulièrement celles impliquant des changements dans leur mode de vie, pour la prise de conscience nécessaire à l'élimination des "tabous". Tel n'a pas été le cas.

Disons que, dans le camp de la gauche, les contradictions accompagnaient essentiellement la critique du caractère non démocratique du pouvoir et la critique de l'accumulation accélérée, qui impliquait la concentration de tout l'effort économique et technique sur les secteurs à l'accumulation la plus rapide, le secteur moderne, d'État, ou socialiste, comme le qualifiait le FRELIMO. Les critiques prenaient le parti des populations ruraux et s'insurgeaient contre la liquidation de leurs valeurs et de leur patrimoine de savoir accumulé au fil des siècles.

¹²⁰ FIALHO, Antropologia dos Thonga, op. cit. p. 5.

La position officielle réfutait ces critiques, et recherchaient des causes externes - Afrique du Sud et ses agissements - pour justifier la défaite du FRELIMO.

2. Les raisons de l'échec

"Les marxistes ont toujours eu des difficultés, précisément quant aux propositions centrales de Marx. La théorie marxiste de la valeur n'était pas appréhendée comme théorie d'une limitation systémique interne au processus économique d'entreprise, elle était toujours exposée dans les seuls termes d'une 'politique distributive', comme l'éternelle et incroyable référence à la 'plus-value' qui serait 'soustraite' aux travailleurs, quoique la question fût ailleurs. Dans la mesure où ils étaient surtout soucieux des problèmes des sociétés en retard sur une 'modernisation à rattraper' (Union soviétique, tiers-monde), même les marxistes occidentaux se sont toujours montrés incapables de réaliser une critique du mode de production basée sur la 'valeur' dont ils prétendaient simplement 'appliquer' les catégories 'fétichistes' (salaire, prix) de manière alternative. (c'est nous qui soulignons). KURZ¹²¹

Il ne pourrait y avoir de développement des pays sous-développés dans les limites du capitalisme quel qu'en soit le "modèle". Il n'est pas difficile d'arriver à cette compréhension, ce qui est difficile, c'est d'adopter, surtout au sein de la gauche, que le socialisme réel n'a pas été non plus la solution.

Les critiques existantes collaborent à la compréhension mais dérapent et tournent en rond. Jusqu'à présent, la plupart n'a pas conduit à une analyse satisfaisante de l'échec du projet qui a prétendu surmonter l'exploitation et la pauvreté. Ceci parce que - c'est ce que nous voulons prouver - elles souffrent de myopie lorsqu'il s'agit d'analyser le fonctionnement du système producteur de marchandises, ce qui entraîne une difficulté à approfondir les critiques sur les prétendues alternatives qui ne sont jamais parvenues à dépasser leurs propres bornes.

¹²¹ KURZ Robert. O retorno do Potemkin: capitalismo de fachada e conflito distributivo na Alemanha. Paz e Terra. São Paulo. 1993. p. 27.

Mais il faut, pour cela, créer une nouvelle manière de penser et l'une des conditions à cette création est de participer analytiquement à l'autopsie des expériences tentées et frustrées.

Le socialisme fut réel mais ne fut pas le socialisme que Marx envisageait comme étape initiale d'un nouveau mode de production, le mode communiste. Tel a été le piège de ce siècle. Il s'est contenté d'être une formation sociale spécifique du mode de production capitaliste. C'est pour cette raison que son incompetence qui l'a conduit à la défaite, s'est fait sentir sur le terrain de la concurrence, terrain typiquement capitaliste.

Ceux qui militaient dans ces processus ne possédaient pas ce biais analytique. Rappelons ici ce que nous avons dit plus haut sur la conscience faussée que les "acteurs sociaux" peuvent avoir du processus qu'ils semblent diriger ou auquel ils semblent appartenir. L'exemple le plus symbolique et le plus parfait du rôle que la gauche "nouvelle" ou "ancienne" a joué dans l'histoire de ce siècle, est l'histoire du Baron de Münchhausen.

Dans le système-monde auquel, d'une manière ou d'une autre, le Mozambique est toujours rattaché, la situation peut empirer considérablement. La barbarie n'est pas une hypothèse de lunatiques défaitistes pour ce monde en grandes transformations. L'alternative à la barbarie ne peut pas être pensée dans le moule de la réalité antérieure, époque où l'on croyait encore aux promesses de la modernité, même si ces promesses étaient prises comme le dépassement de cette même modernité, car elles s'en tenaient toujours à leurs propres limites. Les paradigmes directeurs d'une nouvelle société peuvent être construits et une analyse de fond des processus révolutionnaires victorieux, ayant "curieusement" échoué par la suite peut, sans nul doute, y contribuer.

Nous avons fait référence aux deux camps génériques au début de notre travail. Celui de la substitution d'importations et celui des pays qui l'ont également voulue, mais **hors du système capitaliste**, ce que j'appelle "l'état d'exception" du capitalisme. Cet état d'exception serait une **formation sociale du système capitaliste, où les capitalistes privés ne détiennent pas les moyens de production.**

Pour le FRELIMO, le socialisme voulait dire: abolition de la faim, de l'analphabétisme et de la nudité¹²². **La vision distributive de l'excédent social**, comme position marxiste de critique du capitalisme, était aussi la vision de fond d'un pouvoir qui venait de sortir d'une lutte sanglante contre le capitalisme sous sa forme coloniale.

Le FRELIMO a tracé une politique de développement dans le camp socialiste réel et qui, comme tous les autres, a échoué. Cette constatation perd souvent de sa transparence lorsqu'une foule d'événements problématiques entrent en ligne de compte dans la reconstitution du panorama mozambicain post-colonial. Le fait d'avoir été le siège d'une guerre violente semble suffire à justifier l'échec du projet. La composante "guerre" n'est pourtant "qu'un" des aspects du panorama et la dimension qu'elle a assumée est davantage la conséquence de l'exécution du socialisme que l'entrave à son exécution.

Les très mauvaises conditions de l'économie au moment où la "gestion portugaise coloniale" a remis le pouvoir à ses ennemis du FRELIMO est également une question de poids. Cet héritage peut être considéré comme la cause de la naissance du socialisme. Les Mozambicains l'appelaient "nos insuffisances". Et "nos insuffisances" étaient si

¹²² Tel était l'un des mots d'ordre du FRELIMO.

nombreuses que l'hypothèse la plus probable pour les surmonter était, pour le FRELIMO, la mise en oeuvre d'un projet socialiste.

2.1. Les contraintes.

En raison du niveau de conscience de l'époque, le projet supposait une économie qui développe les forces productives comme unique moyen d'accumuler l'excédent nécessaire à la création d'organismes sociaux permettant de répondre aux besoins de la population dans les secteurs santé, éducation, habitation, etc. Il fallait encore retirer les moyens de production des mains des propriétaires individuels. Faire de l'Etat le centre de la production et de la gestion. Créer une force de travail "libre" des rapports archaïques d'obligations et de devoirs typiques de la société domestique et l'encadrer politiquement en lui fournissant des bénéfices sociaux, tout ceci grâce au Parti qui dirigerait les personnes et les choses.

Le projet constituait une tentative de placer le pays au rang des nations qui disposaient d'une force de travail utilisable par la logique de la production de marchandises. Pour ce faire, il fallait que l'homme soit libre de vendre sa force de travail. Ce facteur de la politique économique fut responsable de la rupture avec une grande partie des populations rurales qui l'avait appuyé durant la guerre.

SERRA¹²³ soutient que, dès le début, le FRELIMO entreprit des actions politiques et économiques délibérées sans réunir toutes les informations nécessaires, ce qui explique pourquoi le Mozambique n'a pas réussi à mener à bien son processus de libération. Pour

¹²³ Cf. SERRA. Política Agraria e Desenvolvimento.... op.cit.

cet auteur, le FRELIMO n'a pas suffisamment pensé son projet, n'a pas évalué correctement ses forces.

Je reconnais avec lui que ses attitudes ont été délibérées et que la rupture d'avec le schéma colonial, telle qu'elle s'est produite, l'a prédisposé à miser sur un projet radical. Cependant, son projet fut pensé à l'aide des instruments analytiques de l'époque et sa principale erreur réside dans la vision de ce que signifie rompre avec le capitalisme, dans la possibilité de prendre le socialisme réel, quelle que soit la forme sous laquelle il ait existé, pour le dépassement de ce système.

Lorsque nous aborderons la question de la crise actuelle du système dans le dernier chapitre, nous mettrons en relief quelques-unes des différences entre les ex-pays socialistes d'Europe de l'est et le Mozambique. Ceci est lié à la viabilité de l'économie de marché, après la "défaite du socialisme" lorsque quelques optimistes néo-libéraux ont propagé que "maintenant" que le capital "peut recommencer à y exister", il pourra donc y avoir une accumulation primitive qui indiquerait enfin le démarrage vers le développement. Nous laisserons cette question pour plus tard. Le rappel de cette discussion sert toutefois à élucider un facteur important de la différence entre la réalité mozambicaine et celle des pays de l'est.

Actuellement, en Europe de l'est, la séparation des producteurs immédiats des moyens de production et la transformation des économies agraires de subsistance en économies abstraites pour l'essentiel est un fait depuis longtemps et le "problème ne réside pas dans la question de la conversion des paysans et artisans traditionnels en salariés modernes, mais l'inverse: dans le fait que les travailleurs salariés ne peuvent plus être utilisés

rentablement dans le potentiel productif existant".¹²⁴ Le problème de l'Europe de l'est, après l'abandon du "marxisme" par l'échec du "socialisme de caserne" (KURZ) devient spécifiquement dépendant des conditions imposées par la conjoncture récente du système-monde comme un tout. Le cas mozambicain, évidemment, n'est pas en dehors de cette question. Le Mozambique fait partie du présent et en subit les conséquences.

Voilà pourquoi dans les années 70, l'étape que le FRELIMO devait franchir après l'indépendance pour atteindre la modernisation était pratiquement contemporaine de la défaite de ses frères socialistes et il s'agissait pour lui de relever d'autres défis et plus anciens.

Pour que le capitalisme se réalise, deux composantes de base du système doivent exister et interagir: la force de travail humaine (capital variable) et les moyens matériels (capital constant).

Quelle place occupait l'articulation entre ces deux composantes que Marx appelle la composition organique du capital dans le projet socialiste mozambicain?

Le FRELIMO devait créer des conditions pour établir, de manière moderne, le rapport entre la force de travail et le capital constant. Il ne s'agissait plus d'articuler "l'archaïque" et le "moderne", visant une ponction des richesses sous forme de plus-value et de rente, tournée strictement vers l'extérieur. Pour lui, le problème était les deux éléments qui devaient entrer dans la composition organique du capital.

¹²⁴ KURZ. O retorno do Potemkin: op. cit. p. 30.

La productivité du travail dépend de l'effort et de la formation des personnes et également des équipements. Dans notre cas, la question du capital constant est aussi problématique que celle du capital variable.

Il était nécessaire d'imposer "l'organisation scientifique du travail" par laquelle on prétendait diminuer les coûts de production, contrôler les moyens techniques de production et centraliser le pouvoir dans le processus productif.

Le membre de la société domestique devait abandonner son "mode de vie" pour s'insérer dans le processus productif du "secteur moderne" qui serait étatal et, secondairement, coopératif (comme forme subalterne et reliée au premier), sous la forme d'un travailleur sans ethnie, sans tribu, sans nom, un simple numéro parmi les innombrables ouvriers de l'économie développée.

Le taylorisme est bien plus facilement démontré dans le processus de construction de la Russie soviétique que dans le Mozambique frémiste. La Russie possédait déjà une industrie de base construite. Au Mozambique, les étapes à franchir étaient si primaires que nous semblons manquer d'exemples frappants du besoin du taylorisme proprement dit. **Comment l'implanter comme processus de travail dans une population qui n'organisait pas son temps sur la base des minutes d'une montre?**

Le niveau de connaissances relatives au système mondial était extrêmement bas . Connaissances qui allaient de l'utilisation du grille-pain à la perception des transactions financières à Genève.

*Tout cet éventail de millions de connaissances qui est nécessaire à la gestion du système mondial ou à la participation à cette gestion (...).*¹²⁵

Après l'indépendance, il n'est resté au Mozambique pratiquement que la population noire qui n'avait pas accès à la formation technique, même pour la simple manutention des machines. Division de tâches, chronométrage, séparation entre exécution et planification, formation de personnel, notion de temps qui semblent être primitifs dans la société capitaliste étaient autant de conquêtes nécessaires dans le Mozambique révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle nous avons longuement insisté sur le processus russe soviétique et l'adoption du taylorisme par Lénine.

Comme nous l'avons vu, de nombreuses analyses parlent de trahison du FRELIMO à l'égard de la population rurale. Dans la logique qui orientait son projet, il se proposait d'accomplir la nécessité du développement - quoiqu'il ne plaçât pas les choses en ces termes dans ses discours - en créant les conditions nécessaires à l'existence de la force de travail adéquate à la production de marchandises et enfin, pour le développement.

La modernisation dans sa forme sociale "(...) signifie simplement que l'argent rétroagit pour ainsi dire, tautologiquement, sur lui-même (plus-value, production abstraite de profit) et que toutes les actions socio-économiques ont un rapport direct ou indirect avec cet argent (=capital) converti en système quasi autonome. C'est de là que viendrait la logique de l'économie d'entreprise, à savoir, l'utilisation abstraite des hommes et de la nature dans les termes de l'imposition du profit monétaire".¹²⁶

¹²⁵ Interview accordée à l'auteur par Carlos CARDOSO, journaliste, en juillet 1991, à Maputo.

¹²⁶ KURZ, O retorno do Potemkin... op. cit. p. 25.

Derrière un discours de défense des intérêts de la population, du point de vue de l'alliance ouvriers-paysans, le FRELIMO essayait de reproduire un processus semblable aux premiers moments de la construction du système. Il s'agissait d'arracher les populations rurales de leurs terres et les transformer en vendeurs de leur propre énergie. Non point qu'il ait eu un besoin urgent de leurs terres. Ce dont il avait besoin, c'était de réaliser la séparation du travailleur direct de ses moyens de production, sans quoi il ne deviendrait pas "l'homme à tout faire".

Ceci se passait à la fin des années 70, alors que les pays centraux entraient dans la troisième révolution technologique. Toujours anachronique, il avait pour objectif de jeter les bases de la mise en pratique d'une société de niveau technologique correspondant à la deuxième révolution industrielle. Voilà pourquoi il lui fallut affronter la population rurale et pourquoi la modernisation ne pouvait pas non plus s'appuyer sur l'appareil d'état colonial "de connivence" avec la société domestique.

Par ailleurs, le FRELIMO croyait qu'en ayant fait sortir de scène la figure du capitaliste privé, l'Etat allait diriger la production nationale à ses propres fins.

Cependant, l'application de son modèle allait se heurter à trois grandes contraintes: a. la formation sociale héritée, b. la réaction nationale et internationale contre le projet et c. les réponses propres à l'application du modèle, intrinsèques aux fondements du socialisme réel.

Nous ajouterons quelques remarques complémentaires à ce qui a été dit plus haut à propos des deux premières. Et nous aborderons la troisième lorsque nous étudierons le fondement du socialisme réel.

La formation sociale héritée, comme nous l'avons dit, était caractérisée par l'articulation de modes de production qui permettait une "économie effective" des populations rurales, rendant possible des formes "d'échappatoire" aux règles imposées par le système et ce, de manière plus évidente dans la période post-coloniale étant donné que, dans la période coloniale, les impositions économiques et extra-économiques avaient facilité, généralement par le biais de la répression directe, le contrôle sur cette société. Dans cette articulation et précisément pour que les groupes domestiques se chargent de la plupart des coûts de production et de reproduction de la force de travail, ils demeureront "propriétaires" de leurs moyens de production. Ceci détermina que l'incidence de l'accumulation de capital se soit fait sentir essentiellement sur la faible valeur payée à la force de travail ainsi que sur le bas prix payé aux produits alimentaires proposés sur le marché, nivelant également vers le bas les salaires payés aux ouvriers¹²⁷.

Toutefois, ce processus n'apportait pas d'avantages compétitifs, étant donné que "le Mozambique ne dispose pas d'avantages technologiques ni de capacité institutionnelle pour atteindre des niveaux de productivité compétitifs: d'ailleurs, le modèle d'accumulation de capital lui-même, qui gère la force de travail bon marché (...) entrave la création de la capacité technologique et institutionnelle".¹²⁸ **Ce modèle administre**

¹²⁷ CASTEL-BRANCO, Carlos Nuno, "Opções económicas de Moçambique, 1975-95: lições e ideias alternativas" in MAZULA, Brazão, Mozambique: eleições, democracia e desenvolvimento, Ed. Brazão Mazula, Maputo, 1995, pp 581 à 636.

¹²⁸ Id. p. 587.

ainsi "une force de travail de faible qualité et des processus de production de faible efficacité; ce qui reproduit, par ailleurs, la dépendance de l'accumulation capitaliste par rapport à l'existence d'une force de travail bon marché, créant ainsi un cercle vicieux". ¹²⁹ (c'est nous qui soulignons)

Pour augmenter la composition organique du capital, à partir de cet héritage, il était nécessaire de mettre en fonctionnement des techniques modernes et des machines que l'on ne possédait pas. Il fallait également importer les techniciens de niveau moyen et supérieur, **en même temps que le savoir sur le processus de production.**

Soumettre la population aux projets de la modernisation par la destruction de ses bases traditionnelles de vie, de production et de reproduction a été l'une des entraves à la politique du FRELIMO. Ce qui était visé, c'était bien le producteur en soi, non pas la terre que ceux-ci occupaient, puisque l'argument fondé sur l'hypothèse de revendication de terres de culture est dénué de sens, si l'on sait que 80% de la surface cultivable n'étaient pas exploités à plein rendement.

En tant que stratégie à long terme, parallèlement à la création du travailleur libre des moyens de production, le projet visait à obtenir des techniques modernes afin d'approfondir le processus de substitution d'importations et à importer des techniciens qui aideraient à la mise en marche de cette technologie.

Avec le pouvoir et la légitimité révolutionnaire, ceci paraissait aisé. Cependant, les implications de l'héritage colonial étaient plus importantes que l'on pensait et n'ont pas

¹²⁹ Id. p. 588.

pu être résolues avec l'indépendance politique. L'intégration du Mozambique à la région et sa dépendance ont constitué des obstacles majeurs.

Comme nous l'avons déjà vu, l'articulation de modes de production n'a pas eu lieu uniquement dans l'espace colonial portugais. La réalité coloniale de l'Afrique australe doit être pensée comme un espace qui avait développé une économie régionale effective, interdépendante, où l'Afrique du Sud jouait le rôle de locomotive. Les profits étaient élevés pour l'Afrique du Sud, en raison de la demande de ses produits sur le marché international et de l'exploitation à outrance de la main-d'oeuvre de la société domestique.

L'Afrique australe fut différente des autres régions d'Afrique. Elle fut, au long des siècles, un prolongement de l'économie occidentale et un ensemble régional intégré par le secteur moderne, tandis que dans le reste de l'Afrique, l'intégration a eu lieu à partir de l'économie informelle.¹³⁰

L'intégration au système monde et la régionalisation de l'Afrique australe, au XX^e siècle, ont été compatibles et complémentaires. Ce, en raison de plusieurs facteurs où les raisons technico-économiques sud-africaines et, à un degré moindre, rodhésiennes, ont eu une grande importance, grâce au poids des mines et de l'agriculture européenne d'exportation. Les revenus qui en provenaient ont permis des transferts de bénéfices et des importations d'équipements nécessaires. Les exportations et les besoins en équipements lourds pour les mines ont amené le développement du réseau ferroviaire qui fut d'une importance capitale dans l'intégration régionale. Avec ses ports privilégiés, le

¹³⁰ Cf. COUSSY, Jean. "Cheminements institutionnels et dynamique capitaliste dans l'intégration de l'Afrique australe", in Les Etudes du CERL, n° 10, décembre 1995.

Mozambique a occupé dans ce cadre une place de fournisseur de services et de main-d'oeuvre.

Un autre facteur important pour l'intégration régionale, outre les facteurs technico-économiques, fut la politique économique hétérodoxe menée à bien par les pays de la région, notamment la RSA et la Rhodésie qui destinaient une partie des revenus provenant des exportations à la création d'une industrie visant le commerce régional. L'industrialisation par la substitution des importations a reçu protection et subsides, et bien que non compétitive au niveau mondial, le marché régional était protégé. Cette politique a permis la redistribution des revenus, a créé le Welfare State pour les Blancs, a assuré le contrôle de l'économie par les cartels, a subventionné des productions, pratiques qui étaient aux antipodes de la politique économique actuelle de réajustement structurel, "conseillée" par le FMI et la Banque mondiale.

L'insertion dans l'économie monde a créé dans la région des migrations entre frontières, le commerce de marchandises et le transfert de revenus des migrants vers les pays pauvres de la région. Finalement, elle a produit un fort mouvement de capitaux, de marchandises et de populations qui n'ont pu être transformées radicalement par simple volonté politique.

La substitution d'importations survenue au Mozambique après le début de la guerre de libération a été minime si on la compare à celle de l'Afrique du Sud. Menée à terme par l'intérêt politique du Portugal de montrer des investissements dans sa colonie afin de freiner l'élan nationaliste, l'industrialisation a renforcé la dépendance envers l'Afrique du Sud

En 1973, la population du Mozambique équivalait à 2% de la population totale du continent africain. La croissance de l'industrie avait eu lieu principalement dans les années 60 et avait même représenté, en 1973, 4% de la production industrielle totale de l'Afrique, comptant 570 entreprises industrielles enregistrées. Ces entreprises employaient 100.000 personnes et étaient surtout concentrées à Lourenço Marques et, en moindre nombre, à Beira. Près de 5% de ces entreprises concentraient 40% de la PIT (production industrielle totale).¹³¹

De l'ensemble de la production industrielle, les 2/3 étaient destinés au marché interne, fondamentalement à la population coloniale urbaine et 1/3 était destiné à l'exportation. La moitié des intrants nécessaires à la consommation productive provenait de la production nationale. La totalité des pièces de rechange et des autres matériaux de consommation était importée d'Afrique du Sud, démontrant que, sur le plan technologique, cette industrie était fortement dépendante du pays voisin.

Outre le "désir" et la "volonté", à l'époque immédiatement postérieure à la révolution, il y avait très peu de capital fixe et de la force de travail apte à le faire fonctionner. Du peu qui existait à l'époque coloniale, une grande partie de l'équipement, des moyens de transports et du bétail reproducteur a été détruite par ses propriétaires avant de quitter le pays.

¹³¹ Cf. BROCHMANN, Grete. OFOSTAD, Arve. Mozambique: A ajuda norueguesa num contexto de crise. CHR.Michelsen Institute. Fantfort (Norvège). 1990 et ABRAHAMSSON, Hans. NILSSON, Anders. Mozambique em transição. Padrigu/CEEI-ISRI. Maputo, 1994.

Pour remédier à cette situation, le but du gouvernement était d'atteindre le volume de production de 1973 et il prétendait obtenir des prêts en continuant à capter des recettes provenant de la migration de la force de travail ouvrière vers les mines d'Afrique du Sud, à percevoir des rentes des services ferroviaires et portuaires; et par le maintien des niveaux de production et de l'exportation, du secteur moderne de l'agriculture et de l'industrie par une nouvelle direction "socialiste" et l'appui financier venu principalement des pays socialistes.

En d'autres termes, pour que le pays devienne à la fois indépendant et grand producteur, il avait besoin de financement et il lui fallait, pour ce faire, compter sur les revenus qui avaient été les siens jusqu'alors. Parallèlement, serait implanté son projet central.

2.2. La réaction extérieure

Depuis le début de l'indépendance, le pays était victime de toutes sortes d'agressions qui sapèrent peu à peu ses maigres infrastructures productives et sociales, désorganisant des régions entières et provoquant la fuite en masse des populations vers d'autres régions de province ou à l'étranger.

Durant les premières années d'indépendance, des milliers de techniciens quittèrent le pays et il y eut destruction de biens matériels, particulièrement de biens de production, importants pour l'économie.

En conséquence de la ratification des résolutions des Nations Unies contre la Rhodésie (1978) et de la réduction, par l'Afrique du Sud du nombre de mineurs mozambicains, les rentrées en devises du pays furent fortement réduites dans cette période.

Toute l'action de l'État fut réalisée sous les tensions exercées par la Rhodésie et l'Afrique du Sud qui déclenchaient une guerre de déstabilisation contre le régime mozambicain, entre autres raisons parce qu'il était la base arrière de la lutte anti-apartheid de la région.

L'agression externe contre le FRELIMO ne cherchait pas à empêcher la création de la force de travail libre mais elle répudiait le fait que celle-ci ait lieu sous le contrôle d'un État dont l'orientation politico-idéologique était distante, en particulier, de l'intérêt de la bourgeoisie sud-africaine. Il remettait également en question, par son action au niveau régional, le rôle économique prépondérant de l'Afrique du Sud. La SADCC¹³² fut créée dans cette perspective. La réaction fut impitoyable, accompagnée de massacres des populations civiles. A partir de 82, le centre des actions s'étant déplacé vers l'Afrique du Sud, après l'indépendance du Zimbabwe, ces agressions militaires s'intensifièrent et ce fut le début de la construction d'une résistance interne, renforcée par le mécontentement de la population rurale face à la politique du FRELIMO.

La SADCC recherchait principalement une rupture de la soumission à l'Afrique du Sud, notamment en ce qui concerne les moyens de transports, où le Mozambique jouait un rôle important en raison de la localisation de ses ports.

¹³² Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, créée en 1980 par les États de la Ligne de front, elle comprenait, en 1991, dix pays: Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

La conjoncture politique était extrêmement tendue et ce n'est pas un hasard si les actions militaires bien orchestrées de l'Afrique du Sud contre cette rébellion de "voisins pauvres" visaient précisément les voies de communication.

Si, d'une part, l'Afrique du Sud était perdante avec les politiques anti-apartheid, la nouvelle orientation des investissements des pays de la région et les sanctions économiques, d'autre part, les financements de l'Europe du Nord dont bénéficiait la SADCC, firent augmenter la demande de ses produits, l'industrie de la région étant dépendante de la sienne. Ce mouvement contradictoire a fini par influencer la relance de l'intégration régionale, où l'Afrique du Sud, face à la faiblesse de ses partenaires, continuait, malgré le conflit ouvert, à jouer un rôle important dans l'économie de la région.

Malgré toutes ces difficultés, le FRELIMO croyait encore que la fin de la guerre verrait la victoire du socialisme et la création d'une nouvelle région de développement en Afrique australe. Toutefois, même sans la guerre, le FRELIMO ne serait pas arrivé à résoudre les problèmes du sous-développement avec sa politique socialiste.

3. Les limites du socialisme réel

“La profonde irrationalité du système producteur de marchandises ne peut être surmontée que par ce même système, mais ne peut, en tant que telle, être soumise à une ‘planification rationnelle’” (Kurz).¹³³

Le système producteur de marchandises fonctionne selon la logique économique de la concurrence de la productivité, du moindre coût et la recherche du plus grand profit.

Le Mozambique post-colonial ne pouvait échapper à ces règles. Il lui fallait continuer à acheter et à vendre sur le marché mondial. Le choix du Parti fut de concentrer les effets sur le peu que le pays avait de moderne, qui étaient quelques entreprises, principalement agricoles et agro-alimentaires. Pour ce faire, la population rurale devait grossir ses rangs comme force de travail. Le système de vie dans les villages communaux semblait parfait pour qu'elle y soit contrôlée. La vie productive collective était fondamentale pour la rationalisation des machines, des outils agricoles et du processus de travail.

On pourrait argumenter que le Mozambique ne peut pas être analysé à partir de sa pratique socialiste car celle-ci ne s'est pas concrétisée, en raison de ses innombrables problèmes. L'héritage colonial qui impliquait le manque de moyens humains et matériels et l'absence d'une administration compétente pour l'appareil d'état, outre la réaction externe et interne sont autant de facteurs qui ont collaboré à ce que la durée d'application du projet socialiste soit extrêmement courte par rapport à l'URSS, la Chine ou Cuba.

¹³³ KURZ. O colapso da modernização, op. cit. p. 97.

Sans nul doute, le court laps de temps écoulé entre l'indépendance et principalement l'adoption des mesures socialisantes au III^e Congrès et l'application du réajustement structurel à partir de la soumission du pays au FMI pourraient corroborer cette opinion. Nous pouvons même reconnaître que tout fut très rapide et que les forces adverses sous la forme violente et radicale qu'elles ont assumée ont amené le FRELIMO à se plier plus tôt que ses Partis frères socialistes.

Toutefois, ceci ne nous dispense pas d'y chercher ces éléments constitutifs de l'application du projet tenu par la gauche pour alternative au système capitaliste.

La myopie consistait à ne pas voir que la loi de la valeur finit par s'imposer sur l'état d'exception. L'État remplace de fait le capitaliste privé. Or, le pays avait toujours besoin de marchandises qui rapportent, qui contiennent la plus-value nécessaire à la satisfaction des besoins de la population, au maintien des stades initiaux de l'économie et aux investissements visant la croissance, selon les objectifs du plan. C'est pour cela qu'ils avaient fait la révolution. L'absence du capitaliste individuel - et dans le cas des pays coloniaux, de l'administration directe de l'étranger - poussait à croire que le nouveau pouvoir pouvait tout. Ce n'était qu'une question de volonté politique. Il suffisait de mettre le plan en marche.

Mais que se passe-t-il lorsque le plan entre en action? Il se heurte aux réactions que l'on n'avait pas prévues. Il existe une réalité qui échappe aux planifications de l'État et du Parti, aux intentions, aux mesures, aux décrets, aux récompenses et aux sanctions. On constate un retour des lois qui régissent le système capitaliste et, dans ce système, il n'y a pas de solution à la pauvreté et à l'exploitation. Il ne suffit pas, pour ce faire,

d'exproprier les moyens de production de la classe capitaliste et de mettre en place un super État pour les administrer. Au débat sur la révolution mozambicaine, je souhaite joindre cette ligne théorique. Pour cela, il est nécessaire d'avoir recours à la vérification des fondements du projet socialiste réel.

Nous chercherons à donner quelques exemples à partir des événements de l'expérience mozambicaine, afin d'établir la cohérence entre les faits et les lois capitalistes s'imposant en un travail de sape de la stratégie qui se proposait comme alternative.

Nous analysons ainsi¹³⁴ la pénurie, le marché noir, la mauvaise qualité des valeurs d'usage, l'échec de la planification rationnelle, la détermination administrative des prix, l'usage indu de la force de travail, les investissements onéreux, l'inflation et la dette intérieure et extérieure.

3.1. Marché noir, pénurie et campagne.

La pénurie de produits et le marché noir ont marqué toute la période révolutionnaire. De 1976 à 1983, tous ceux qui ont visité le Mozambique ont pu constater l'existence de vitrines vides, de rayons où des files de paquets de thé essayaient de masquer le manque généralisé de produits. Habillement, alimentation, appareils électro-ménagers, pièces de rechange pour les équipements et les moyens de transport: tout manquait. Il y avait un manque de matières premières qui empêchait les entreprises de réaliser leur production, un manque de biens pour les individus, même ceux qui auraient eu les moyens de les acheter.

¹³⁴ Nous suivons ici les points analysés par KURZ. O colapso da modernização. op. cit.

On constatait en même temps que les loyers étaient extrêmement bas et représentaient toujours un certain pourcentage du revenu familial. Les habitations en briques étaient insuffisantes pour toute la population mais celles qui existaient étaient accessibles à tous. Tout le parc immobilier était désormais aux mains de l'État. L'entreprise APIE¹³⁵ était responsable du recouvrement des loyers et de la manutention des immeubles, tous les gardiens et employés étant fonctionnaires. Dans la pratique, la manutention était inexistante, ce qui donnait aux immeubles un aspect interne et externe déplorable.

Les citoyens se ravitaillaient dans les coopératives de consommation et à l'aide de leur carte de ravitaillement. Un panier composé de quelques produits de base tels que riz, sucre, sel, farine, etc. était assuré à toute la population urbaine, en fonction du nombre de membres de la famille. Dans ce cas également, les prix étaient accessibles. Or, cet approvisionnement n'était pas suffisant et ceux qui en avaient les moyens pouvaient, dès le début, le renforcer en achetant du poisson, des légumes, du poulet ou d'autres produits à des prix bien supérieurs aux prix officiels, sur le marché parallèle qui donnerait place à une puissante économie parallèle. Pour le FRELIMO, la *candonga* (marché noir) était le bandit qui sapait les bases de la révolution et contre lequel il a mené diverses campagnes et offensives. La problématique du marché noir a été l'un des grands problèmes du socialisme réel.

Nunes: (...) comment le marché aurait-il été l'élément fondamental de destabilisation de la politique du FRELIMO? Comment s'est-il montré assez fort pour que l'État lui-même ait été obligé de s'y soumettre (...) afin de pourvoir à son propre ravitaillement?

¹³⁵ Administration du Parc Immobilier de l'État.

Jara : Je dirais que le marché noir (...) est la première rupture de l'hégémonie de l'État et du parti en général. (...) Il y avait des gens qui, connaissant le circuit, obtenaient leurs produits. Le marché noir commençait à prendre racine, individuellement d'abord. Il y avait des individus qui avaient certains produits et auprès desquels les gens achetaient.

Nunes : Et où s'approvisionnaient-ils eux-mêmes?

Jara : D'abord, il y avait un stock, il y avait des produits de la période coloniale. Nous parlons des années 79, 80. Celui qui voulait équiper une maison pouvait acheter des assiettes, (...) des cuillères, il pouvait acheter ce qui restait. Après, le marché noir commence à devenir une structure, comme une organisation d'individus qui commence à voir que la vente clandestine est bien plus rentable, alors tout commence à être commercialisé. (...) les loyers, (...) les véhicules, les produits frais. A ce moment-là, le marché noir n'est plus le résultat de la vente de stocks, il commence à y avoir importation de produits étrangers, d'Afrique du Sud et du Swaziland, notamment. C'était le premier pas vers l'achat de fonctionnaires car pour faire entrer des produits d'Afrique du Sud, par exemple, il fallait acheter des fonctionnaires, payer le passage de la frontière, etc. C'est alors tout un schéma qui commence à être monté de l'extérieur vers l'intérieur. Les magasins d'État et le commerce officiel lui-même, les commerçants, disons, étant sujets à la législation en vigueur, ne pouvaient pas importer. Le commerce officiel en raison d'empêchement (restrictions légales), et l'État en raison de son inefficacité n'assurent pas le commerce. Alors, d'autres individus réalisent ce travail et commencent à s'organiser le marché noir comme une institution parallèle. (...)

Après, on commence à créer de grandes entreprises (d'État) qui importent toutes sortes de produits. (...) équipement de bureau, téléviseurs, véhicules, etc. Maintenant, il est certain qu'une voiture volée est moins chère qu'une voiture achetée. Alors, les prix de vente au Mozambique sont beaucoup plus bas. Mais comme pour utiliser un véhicule volé, il faut des papiers, il y a des gens qui doivent fournir ces papiers légaux...

C'est le début (...) de la corruption. Alors l'État commence à combattre le marché parallèle, non seulement pour les produits qu'il vend mais parce que cela représente un début de corruption de l'État lui-même, des fonctionnaires eux-mêmes. Quant aux produits, l'État lui-même (a commencé) à en avoir besoin. Alors, aujourd'hui il y a de grands importateurs (...) qui revendent ça à un commerce qui est un commerce établi. Aujourd'hui, le commerce des DUMBA NENGUE n'est plus vu de forme négative, c'est un commerce établi. Si vous voulez acheter une voiture (...) un téléviseur (...), du tissu, vous pouvez acheter tout ça sans payer d'impôts. Le jour où il faudra en payer, les prix augmenteront. Donc, pour moi c'est ça, le marché parallèle, ça correspond à un besoin de profits d'une certaine couche sociale qui voit dans le marché noir un moyen d'enrichissement rapide.

Nunes: Et pourquoi l'État ne pouvait-il pas avoir accès à ces produits?

Jara: Parce que, d'abord, l'État est soumis aux fonctionnaires. Le fonctionnaire d'un État quel qu'il soit est un bureaucrate. Un bureaucrate est aussi bien quelqu'un qui vend des pommes de terre que quelqu'un qui vend de l'équipement de bureau. La bureaucratie, c'est ça. Si le fonctionnaire vend 50 ou 20 kg, ça lui est égal.

Nunes: Oui, dans le cas des "magasins du peuple". Mais pourquoi l'État n'achetait-il pas à l'étranger?

*Jara: Parce que l'État qui achète à l'étranger est sujet à des devises, à des impôts (...)
Alors, ce n'est pas rentable. Le même appareil, le même produit acheté par l'État sera
toujours plus cher que dans les DUMBA NENGUE. Parce que l'État est soumis à la
législation entre les pays...*¹³⁶

Quant à la commercialisation des produits agricoles, il fallait faire face à deux grands problèmes. D'une part, le manque d'intérêt des paysans pour la vente de leurs excédents. Les prix fixés administrativement par le gouvernement étaient bas et ne compensaient pas la vente dans le réseau officiel de commercialisation. En outre, les coopératives étaient celles qui avaient le plus de mal à échapper au schéma officiel des prix administrés, ne pouvant pas avoir recours au marché noir avec la même facilité que les autres producteurs. D'autre part, la propre précarité de ce réseau de commercialisation organisé par le gouvernement.

Les coopératives de production agricole, créées pour la plupart dans l'enthousiasme de l'après-indépendance, n'ont connu qu'un succès de courte durée. Les faibles taux de productivité atteints ne leur permettaient pas de payer leurs factures auprès des banques et les coopérateurs finissaient par confier en leur agriculture familiale traditionnelle qu'ils n'avaient jamais abandonnée. Le travail collectif et le principe de compter sur leurs propres forces ne représentaient pas des avantages capables d'attirer les paysans vers les coopératives.

Comme le problème au Mozambique n'était pas le manque de terre, l'union n'aurait pu exister que si des avantages autres que la terre avaient été présentés. Si, par exemple, de

¹³⁶ JARA Hector, agronome chilien, technicien auprès de la CRIAA, ONG française, ayant travaillé de nombreuses années en tant que coopérant au Mozambique. Interview accordée à l'auteur en février 1992.

nouvelles technologies avaient été appliquées par rapport au modèle traditionnel, ce qui se serait traduit par une augmentation de la productivité par rapport à la surface cultivée et au nombre de travailleurs engagés dans ce processus productif. Comme tel n'était pas le cas, la coopérative créait un problème supplémentaire pour les paysans car elle faisait concurrence, en ce qui concerne le temps, aux besoins de travail dans l'agriculture familiale, comme en ont témoigné plusieurs personnes interviewées, aussi bien en ce qui concerne la coopérative que les entreprises d'État.

Bias: Le problème de la force de travail (dans le cas de la production de coton) était lié à la concurrence, en termes d'utilisation du temps de la production de coton, concurrence entre les cultures du secteur familial et celles du secteur d'État. Ceci est un premier facteur (...) Le second est qu'il n'y avait pas de véritable encouragement dans les unités de production pour attirer la force de travail. (...) Elle a besoin non seulement d'un encouragement en termes de salaire mais aussi en biens de consommation. Et l'entreprise n'avait pas assez pour échanger.¹³⁷

Zucula: Et il y a d'autres facteurs aggravants: quand le fertilisant arrive [à la coopérative], chaque culture a besoin de son propre fertilisant, de son pesticide, elles n'ont pas toutes les mêmes besoins, alors comment est-ce qu'une machine va appliquer le fertilisant sur les haricots et pas sur le maïs qui se trouve dans le même espace? Ce n'est pas possible. C'est-à-dire que le système s'adapte à la mécanisation qui détruit toute leur logique de production. Alors, ce qui a fini par arriver, c'est que dans la coopérative, ils allaient faire ça maïs, en même temps, ils allaient cultiver leur lopin de terre à côté, où ils allaient utiliser leur propre méthode de travail. Et, au milieu de tout

¹³⁷ BIAS, Calixto António Francisco, ingénieur agronome, technicien du Secrétariat d'État au Coton à Nampula. Interview accordée à l'auteur en juin 1990.

ça, apparaissait la compétitivité en matière de main-d'oeuvre, donc si le paysan n'avait pas le temps d'aller à la coopérative, il allait à sa "machamba"¹³⁸, c'est-à-dire que s'il y avait un problème de temps, il faisait passer sa "machamba" avant la coopérative.¹³⁹

La pratique des campagnes était une autre constante de la société mozambicaine de la période révolutionnaire. Il y avait des campagnes en tout genre, également appelées offensives. Elles étaient utilisées systématiquement depuis la lutte armée et avaient recours à deux instruments psychologiques : l'encouragement et le châtement.

Les deux exemples les plus importants furent "l'Offensive politique et organisationnelle", en 1980 et "l'Opération production", en 1983. Toutes deux reflétaient le désarroi du pouvoir d'État d'encadrer la société, selon ses propositions, sans les moyens objectifs pour ce faire.

L'offensive organisationnelle, toujours en 1980, a été marquée par la combativité, l'État et le parti paraissant être encore à la tête des gens et des choses. Il s'agissait de "trouver un moyen", d'encadrer les inadaptés, de "nettoyer" la société, d'en expurger les mauvais éléments, les "chiconhocas" (ennemis internes).

À la suite de l'indépendance du Zimbabwe, le Président Samora considère que l'on ne pouvait plus désormais faire retomber la responsabilité des problèmes sur l'ennemi externe et qu'il fallait "tourner les armes vers l'intérieur", reformuler l'organisation interne du pays. Voici son discours:

¹³⁸ Machamba: terrain destiné à la production agricole familiale.

¹³⁹ ZUCULA Paulo, ingénieur agronome, directeur du Pré-programme agricole et ex-vice ministre de l'Agriculture. Interview accordée à l'auteur en février 1994.

"Nous déclarons ici solennement la guerre à l'ennemi interne. Le 25 septembre 1964, nous déclarions la guerre à l'ennemi étranger - le colonialisme portugais. Aujourd'hui, 18 mars 1980, nous déclarons la guerre à l'ennemi interne (...) La révolution est irréversible. Elle est le rouleau compresseur qui écrase tout sur son passage pour ouvrir et consolider la large route du socialisme (...). Nous allons créer les conditions nécessaires à la participation du Peuple à cette tâche (...)."

- Dans chaque Ministère sera créé un Cabinet de Contrôle et de Discipline, dirigé personnellement par chacun des ministres.
- La population pourra s'adresser à ce Cabinet directement ou par courrier.
- Elle devra communiquer les cas d'infiltration, d'indiscipline et d'incompétence dont elle serait victime ou dont elle aurait connaissance.
- Dans toutes les provinces, des brigades déclencheront un mouvement identique dans les gouvernements de province (...)
- Le peuple est appelé à se prononcer sur les travailleurs de l'appareil d'État. Le peuple est notre force (...).
- L'État ne peut pas être le refuge des inutiles et des incompetents.
- L'État ne peut pas abriter l'indiscipline et la corruption.

[Ce que l'on attend de l'appareil d'État, c'est qu'il soit] "l'instrument fondamental de notre pouvoir, du pouvoir des ouvriers et des paysans... qui doit orienter l'économie... demander des comptes aux entreprises de l'exécution du Plan, de la poursuite des objectifs... il doit être lui-même hautement efficace, dynamique et opérant."

[Les entreprises doivent] "... produire des profits. Chaque travailleur doit produire : le salaire [et] le profit de l'entreprise".¹⁴⁰

Par des visites-surprise sur les lieux de travail, Samora Machel a mené lui-même l'inspection et la dénonciation des erreurs, la destitution de responsables, des prisons, par une mobilisation qui impliqua plusieurs changements au sein des ministères et d'autres institutions. Ensuite, "les ministères ont envoyé des délégations dans toutes les capitales de province et ont développé un travail selon des méthodes similaires à celles utilisées par le Président de la République. Car le cadre était le même partout: entrepôts pleins de marchandises stockées depuis des années, malgré la pénurie généralisée; pièces de rechange ou matières premières essentielles qui n'arrivaient pas à destination; désorganisation dans les ports, les aéroports, les hôpitaux; lieux de travail où l'on payait des salaires à des gens qui n'y allaient que les jours de paiement. Créé pour préserver tous les magasins abandonnés après l'indépendance, le système des magasins d'État était désastreux, employait un grand nombre de personnes à des salaires élevés mais sans marchandises à vendre. L'organisme national d'habitation, APIE, était un centre de corruption dans la distribution et l'utilisation des logements disponibles".¹⁴¹

Le discours du Président révélait une analyse démontrant une connaissance des problèmes dans pratiquement tous les secteurs productifs et dans les institutions. Ses incursions inattendues sur les lieux de travail soulevaient l'enthousiasme de ses coreligionnaires.

¹⁴⁰ Revue *Tempo*, no 493, 23 mars 1980, Maputo. Discours intégral prononcé par le Président de la République Samora Machel, le 18 mars 1980, pp. 20 à 61.

¹⁴¹ EGERO, *Mozambique: os primeiros dez anos...*, op. cit., p. 123.

A l'époque, les militants misaient encore sur la possibilité d'une réponse positive par la pression idéologique et politique sur le comportement des gens. Il était évident que l'on n'ignorait pas les insuffisances matérielles auxquelles le projet se heurtait. Mais à côté de la question matérielle, se posait la question du comportement : l'absentéisme, le relâchement et la prépotence du "petit pouvoir".

Pourquoi, outre les problèmes matériels, les gens rendaient-ils les choses encore plus difficiles? Pourquoi laissaient-ils les produits pourrir dans les magasins? Pourquoi les fonctionnaires ne s'inquiétaient-ils pas de renouveler les stocks lorsque ceux-ci devaient l'être? Dans les bars, s'il y avait du café, il n'y avait pas de sucre ou vice-versa et s'il y avait les deux, les fonctionnaires manquaient d'enthousiasme pour servir les clients.

A cette époque-là, j'avais pour fonction d'organiser les entreprises d'État du secteur agricole. En équipe, nous parcourions le pays pour essayer d'établir, à partir de la connaissance de son processus productif et des départements existants, un système rationnel, en tenant compte des capacités humaines. L'objectif était, en outre, de permettre à la direction de l'entreprise de contrôler son corps de fonctionnaires, les dépenses et les matériaux par la comptabilité, afin de diminuer le nombre de vols et pertes et de réduire les coûts.

Nous avons créé un système simplifié de contrôle financier qui puisse être exécuté par les Mozambicains eux-mêmes, dans le but de limiter la dépendance de professionnels

venus de l'extérieur. Au cours de cette expérience, nous nous sommes rendu compte à quel point la coopération de techniciens étrangers était fallacieuse et onéreuse.

Dans la province de Nampula, dans le Parc des machines qui regroupait les ateliers de réparation des tracteurs et camions de l'une des entreprises ayant recours à la coopération soviétique, nous avons trouvé une situation de complète désorganisation. Nous avons demandé à l'ingénieur en chef soviétique la raison de cette situation, le pointage des fonctionnaires n'étant même pas contrôlé. Pour toute réponse, nous avons appris qu'il avait signé un contrat de conseil, non pas d'exécutant et qu'il attendait, en outre, la normalisation qui devait venir du Ministère du travail.

Voilà pourquoi, en 1980, l'offensive du président venait à point pour ceux qui cherchaient à remédier à cette situation. Nous comprenions, à l'époque, que les campagnes ne pourraient rien faire de réellement effectif afin d'empêcher la mauvaise utilisation de la force de travail. Nous oublions qu'elle est une marchandise et qu'elle répond, comme telle, à des lois de fonctionnement du système.

En dernier ressort, ces campagnes visaient à encourager, chez les individus, un rapport sensible aux produits, rapport qui avait été détruit par le capitalisme. L'illusion du socialisme réel était que si, objectivement le rapport sensible avait été détruit, il devrait être rétabli subjectivement, même contre les lois de l'économie de la société productrice de marchandises.

3.2. L'échec de la planification rationnelle

Tout producteur est aussi consommateur, qu'il s'agisse d'individus ou d'entreprises. Dans le capitalisme, le producteur ne s'intéresse pas à la valeur d'usage qu'il produit lui-même, puisqu'il le fait pour le "marché anonyme et que la finalité du processus n'est pas la satisfaction de besoins concrets mais la transformation du travail en argent (salaire et profit)".¹⁴² En tant que consommateur, cependant, il a un intérêt contraire. Il s'intéresse à la valeur d'usage et souhaite que la marchandise soit la plus parfaite possible et adéquate à ses fins. Ainsi, producteurs et consommateurs occupent-ils des positions opposées sur le marché.

La concurrence, en tant que loi contraignante et invisible, est le facteur qui, même s'il n'élimine pas l'irrationalité de base, prend en compte les valeurs d'usage et les besoins. "L'impulsion et l'intérêt du producteur de marchandises pour l'augmentation de sa production, si possible sans prendre en compte la valeur d'usage matérielle de chaque produit, sont contaminés par la concurrence du marché, **qui l'oblige à considérer, jusqu'à un certain point, la valeur d'usage** pour les consommateurs, auxquels il doit offrir et montrer cette valeur."¹⁴³ (c'est nous qui soulignons) Si un producteur ne propose pas une marchandise "acceptée" par le marché, il s'en voit "expulsé". Il s'agit d'une contrainte exercée à partir de la "seconde nature" du rapport du travail et de la nature, dans l'obtention du produit capitaliste. La substitution de la concurrence par le

¹⁴² KURZ, Robert. O colapso da modernização. op. cit. p. 93.

¹⁴³ Id. p. 95.

commandement de l'état dans le socialisme réel a entraîné la mauvaise qualité de la marchandise produite.

Dans le pouvoir socialiste, comme nous l'avons vu, les capitalistes individuels ont été destitués des moyens de production qui sont passés, totalement ou en grande partie, aux mains de l'État (propriété de tout le peuple). Parallèlement à cette destitution, le nouvel État a décrété la fin de la concurrence et a institué la planification centrale de l'économie.

Au Mozambique, les conditions politiques ont permis aux révolutionnaires nationalistes d'arracher le pouvoir politique à la classe dominante et de substituer ses fonctions dans l'économie capitaliste par le dispositif administratif bureaucratique du nouvel État. Et ce, bien que la rapidité avec laquelle les moyens de production sont passés aux mains de l'État soit plutôt le résultat de la fuite des propriétaires portugais, immédiatement après la révolution et que l'initiative privée n'ait jamais été légalement interdite. En proposant la planification centrale comme nouveau paradigme économique, le FRELIMO croyait que la concurrence était le substrat du système qu'il voulait substituer.

A la place de la concurrence, l'État s'est érigé en élément fournisseur et garant de valeurs d'usage de qualité pour les consommateurs, particuliers et productifs. Or, de nouveaux problèmes ont surgi lors de la substitution de la concurrence par la normalisation du marché par l'État. La répercussion sur la productivité a été l'une des conséquences immédiates.

Le projet reposait sur l'expectative d'une augmentation de productivité en fonction des grands investissements en techniques modernes. Ce qui se produisit en fait, ce fut une baisse généralisée de la productivité dans le secteur moderne, aussi bien à la campagne qu'à la ville. Les raisons de cette baisse sont multiples mais la principale se trouve dans les rapports macro-économiques entre les unités de production et la planification d'État centrale.

Au Mozambique, la planification de l'État imposait les plans de production des entreprises et cherchait à leur assurer les moyens financiers, matériels et humains nécessaires. La planification centrale de l'État avait pour objectif de résoudre les problèmes d'anarchie de la production et de la distribution, les dotant de "rationalité".

En tant que consommatrices, les entreprises recevaient de l'État, selon le Plan, les intrants et les équipements, sans avoir le choix de moyens moins chers et plus efficaces, afin de gérer selon les normes de productivité fixées. En tant que productrices, dans la mesure où leurs produits étaient intégralement absorbés par l'État, selon les prix du Plan, elles se souciaient peu de la qualité de ce qui était produit. Pour éviter la mauvaise qualité des marchandises, l'État créait une série de règles dans les entreprises, contrôlées par la bureaucratie d'État qui n'a cessé de s'accroître avec le temps.

La bureaucratie d'État en avait terminé avec les "*lois contraignantes de la concurrence*" (Marx)¹⁴⁴ et a pu, pour cela même, être plus facilement leurrée, comme l'enseigne Marx. Le Plan d'État central (PEC) préparait toute la production annuelle. Son processus, de

¹⁴⁴ KURZ, op. cit. p. 96.

l'élaboration à l'exécution, a été marqué par des tromperies de tous bords. Celles des organismes de planification centrale qui fixaient des objectifs élevés de production et "assuraient" que les moyens nécessaires arriveraient sans tarder aux entreprises. Celles des gestionnaires de l'unité de production qui "assuraient" la réalisation du travail sollicité, sachant qu'ils ne disposaient pas des conditions nécessaires et demandaient davantage de matériel, d'intrants et d'équipements que ce qu'ils utilisaient réellement. Celles des banques qui accordaient des crédits, "sûres" du retour de l'investissement financier, etc.

Le PPI (plan pour la décennie de 80) et, à un degré moindre, les plans triennaux, n'ont pas beaucoup influencé le développement de l'économie. En revanche, ils ont eu une influence psychologique sur les gestionnaires et sur certains secteurs de la population, sur le besoin de l'État de prouver l'infailibilité du Plan, présenté comme entité supérieure aux hommes et aux institutions, qui contrôlerait tout et serait présente partout.

3.3. Les coûts élevés

Si la "loi contraignante de la concurrence", impersonnelle, élimine ceux qui la violent par la faillite, la bureaucratie, elle ne peut même pas les punir, étant également propriétaire des entreprises. Ce processus ne pourrait qu'amener à l'augmentation vertigineuse des coûts. D'ailleurs, la punition pouvait retomber sur les personnes individuellement, mais ceci n'aurait pas réglé cette situation des coûts élevés.

Au Mozambique, le Budget Général de l'État finançait, par l'intermédiaire des Banques d'État, les entreprises d'État qui s'engageaient, une fois leurs produits vendus, à appliquer leurs recettes dans la banque elle-même. Mais le système ne fonctionnait pas comme une opération de crédit conventionnelle. Les banques se limitaient à reverser l'argent aux entreprises et, l'année suivante, même si celles-ci n'avaient remboursé qu'une partie de leur dette, tous les coûts de leur production étaient encore financés, les crédits pouvant même être augmentés, si le Plan Central en avait ainsi décidé.

Les importations et exportations du Mozambique obéissaient aux prix internationaux des différents produits. Internement, cependant, le temps de travail nécessaire pour les produits était fixé par la bureaucratie. La loi du travail socialement nécessaire agissait aveuglément comme toute les lois de la "seconde nature" du travail du capitalisme. Mais faute d'un marché réalisateur de la péréquation, c'était l'État qui déterminait ou acceptait la couverture du coût de production d'une unité productive, même si elle était économiquement impraticable, au nom de la satisfaction des besoins ou par incapacité de contrôle. Le socialisme prétendait ne pas fonctionner selon les règles du marché et a opté pour la production de valeurs d'usage, il n'y avait donc aucune raison de paralyser un secteur de production en raison de ses bas niveaux de productivité. Etant garanties par l'État, les unités de production pouvaient être remboursées de leurs coûts, quel qu'en fût leur montant, c'est-à-dire selon un mécanisme exactement opposé à celui du système capitaliste. Ainsi, l'État finit par récompenser non pas la concurrence mais celui qui produisait au prix le plus élevé, contrariant sérieusement les lois du marché.

La planification de la production de biens et services considérait le concept de volume¹⁴⁵ et non pas de celui de l'argent. Le Plan Central déterminait les buts à atteindre et mettait l'accent sur la mobilisation des ressources matérielles nécessaires à l'accomplissement des buts définis plutôt que sur les ressources financières, négligeant quelque peu l'économie de l'usage des ressources. Dans l'enthousiasme de la période socialiste, nous avons pu observer une méconnaissance et/ou un manque d'intérêt des dirigeants pour les calculs économiques, attesté dans l'interview suivante.

Chivite : Voilà ce qui s'est passé : nous allions en URSS ou en Roumanie ou dans n'importe quel autre pays. Quoi donc? Il y a un problème? Quand nous allions y chercher des crédits, ils nous disaient : Emportez ce que vous voulez, vous paierez en 30 ou 40 ans. Aux conditions X ou Y. Et nous pensions que ces conditions étaient des conditions absolument favorables. Et ceci pour une raison toute simple : par exemple, je pensais, j'ai 40 ans, si je dois payer ça dans 40 ans, ce n'est pas moi qui paierai.... que les autres se débrouillent.

(...) Nous pensions à notre sous-développement, à notre manque de cadres... Au lieu de penser à long terme... on pensait : on signe un contrat et après, dans 40 ans... on aura changé. [...] Alors, apparemment, tout crédit dans ces termes était excellent. - Allez, prenez ça! -

Et il y avait autre chose. Tout le monde cherchait à se faire valoir. Il fallait se promouvoir soi-même. Les pays de l'Est devaient se faire valoir eux-mêmes dans une vision à court terme.

¹⁴⁵ WUYTS, Marc. "Economic crisis and Third World Countries: impact and response". Kingston, Jamaica. 3-6/4/1989. (polycopié).

*Mais... on ne pensait pas à l'avenir. Qu'allait-il se passer plus tard? C'est pourquoi cette époque était une époque où nous nous trompions nous-mêmes. La politique pratiquée dans ces pays consistait à se leurrer soi-même. Dire par exemple : je vais faire semblant. Et ne pas penser à ce qui pourrait arriver dans les années à venir...*¹⁴⁶

Ainsi, les entreprises d'État sont peu à peu devenues nettement déficitaires, consommant beaucoup plus qu'elles ne produisaient. Malgré les gros investissements réalisés, notamment les premières années, la productivité et le volume de production étaient extrêmement bas. Cette "abondance" apparente engendrait en réalité une plus grande pénurie et cette pénurie a fini par entraîner une concurrence inversée entre les entreprises. La rivalité pour obtenir et stocker le plus possible d'intrants distribués par l'État augmentait les coûts de production, ce qui rendait plus difficile sa reproduction dans les processus suivants.

Les entreprises n'arrivaient pas à se procurer, en temps utile, les moyens nécessaires à l'exécution du processus de production. Quelquefois, elles pouvaient recevoir la totalité d'un produit nécessaire, mais ne recevoir qu'une partie d'un autre produit, ce qui compromettait l'ensemble de la production. Quelquefois, elles étaient obligées d'acquérir des biens inutilisables. Enfin, une grande partie de ces intrants restaient stockés dans l'entreprise. Dans le même temps, leur production était acheminée vers sa destination et ne dépendait plus d'elles. Les stocks qu'elles accumulaient n'étaient pas des produits de l'entreprise mais des matières premières et des équipements qui devraient être consommés dans leur processus de production.

¹⁴⁶ João Castsigo Chivite. Secrétaire d'État au Coton. ex-directeur de l'entreprise de coton du Zambèze. Interview accordée à l'auteur en juillet 1990.

Dans les entreprises agricoles d'État, on stockait des milliers de tonnes de pesticides et de fertilisants qui finissaient souvent par se détériorer. Il n'était pas rare de trouver des centaines de tracteurs neufs, sans les accessoires nécessaires, alors que dans une autre entreprise, la situation était exactement inverse.

Dans les crises typiques du capitalisme, ce qui s'accumule dans les entreprises sont des valeurs d'usage non réalisées sur le marché. Ces marchandises qu'elles ont produites restent entre leurs mains. En d'autres termes, l'anarchie dans la circulation entraîne la non-utilisation de valeurs d'usage car elles n'ont pas pu être réalisées sur le marché. Ainsi, les produits demeurent aux mains des producteurs.

Cette inversion de l'accumulation (dans le socialisme accumulation d'intrants, dans le capitalisme accumulation de produits) invertit également la manifestation de la crise. Au lieu de crises de production, le socialisme présente des crises de pénurie, ce qui entraîne forcément le marché parallèle et l'inflation.

Donc, la caractéristique anarchique dans le capitalisme, au niveau de la distribution, construit les crises de surproduction car la marchandise ne peut être réalisée. Dans le socialisme, on construit la crise de l'approvisionnement, due à la difficulté d'obtenir les produits. Ainsi, surproduction ou sous-production, abondance ou pénurie, sont des manifestations différentes, opposées, d'un même contenu. "... selon ceci, la dynamique de la concurrence et l'alternance flexible du monétarisme et de l'étatisme à l'Ouest impliquent également l'alternance dynamique de prospérité et de crise, alors que

l'immobilisme étatique de l'Est devait conduire, en conséquence, à l'immobilisme de la crise, sous forme de marchandise de pénurie permanente et stagnante".¹⁴⁷

3.4. La détermination administrative des prix.

L'État a cherché à occuper également la place du marché dans la détermination des prix. Ainsi, il a établi un système de prix qui influe directement sur la direction de ses objectifs stratégiques d'appui à des secteurs économiques et sociaux. Dans une première étape, tous les prix furent fixés administrativement, indépendamment des coûts de production. Dans une seconde étape, à partir de 1983, quelques prix furent libérés, comme celui des légumes et du poisson pour la consommation interne, et dont la production était descendue à des niveaux extrêmement bas, car les prix politiques n'attiraient ni les agriculteurs ni les pêcheurs.

Cette combinaison de la détermination et de la libéralisation des prix, plus tard dans le processus, n'a servi qu'à éviter des ruptures d'équilibre dans des secteurs fondamentaux, et était comprise comme une "exception".

Ainsi, la politique des prix se caractérisait par le refus des lois économiques du marché. Le traitement qui leur était réservé s'en tenait au caractère subjectif, dépendant de la volonté humaine.

Les directeurs des entreprises d'État étaient des fonctionnaires dont la fonction était de mettre en marche le processus productif et non pas de choisir les facteurs de production

¹⁴⁷ KURZ, op. cité, p. 123.

qu'ils allaient utiliser, ni déterminer les prix de leurs produits. Ce rôle revenait à "l'État". Le directeur recevait les buts physiques à atteindre et les moyens financiers permettant de payer les salaires et les dépenses faites en province. Le gros des matériaux arrivait sans que le directeur ne sache le prix qu'il avait coûté. Les tracteurs et les équipements, de même que les fertilisants, les herbicides, les intrants agricoles étaient acquis et distribués par des organismes centraux de l'État.

Nous avons vu plus haut que les prix coïncident avec les valeurs créées dans le cadre du pays comme un tout. Les prix de production se forment par la péréquation du taux de profit, ce qui ne peut se faire que s'il y a concurrence.

Le socialisme réel a essayé de planifier consciemment le mouvement aveugle qui réalise la division de la plus-value, sous forme de profit par les diverses entreprises. Kurz reproche aux marxistes de ne pas avoir accepté le caractère de l'objectivité aveugle de la valeur, et de ne pas avoir combattu le fétichisme de la valeur. Bien au contraire, ils ont tenté de le soumettre à une action planifiée. Ils ont prétendu contrôler et planifier la transformation de la valeur en prix de production, commettant ainsi "l'acrobatie théorique la plus désastreuse du marxisme du mouvement ouvrier qui aspirait au bonheur économique".¹⁴⁸

Dans le cas mozambicain, le prix de vente était le résultat d'un entendement entre le ministère de la compétence et la Commission nationale au Plan. Les directeurs des entreprises n'étaient que rarement appelés à donner leur opinion. De toutes manières, cette décision manquait d'objectivité, car les informations étaient totalement

¹⁴⁸ Kurz, op. cit. p. 107.

insuffisantes. Il y avait peu de techniciens capables de les effectuer, outre le fait que les entreprises escamotaient des informations qui auraient pu entraîner une parcelle moindre du budget dans le cycle productif suivant.

Toutes ces attitudes faisaient augmenter les coûts. A chaque cycle productif, les recettes de l'État étaient de plus en plus insuffisantes pour couvrir la demande des frais courants et des investissements. Pour couvrir ce déficit, l'État avait recours à l'émission de monnaie, pressonnant les prix de production. Toutefois, les prix au consommateur étaient administrés par l'État lui-même qui les maintenait au-dessous des prix de production.

3.5. Investissement

Je considérais que les investissements dans les pays socialistes devaient être insuffisants car leurs produits étaient archaïques et défectueux. Il me semblait normal que l'on manque d'investissements puisque qu'il s'agissait de remédier aux carences de la population.

Cependant, j'ai pu observer, dans l'expérience mozambicaine, que les investissements, loin d'être insuffisants, étaient excessifs, à l'image de tous les autres pays socialistes, comme l'analyse Kurz. L'explication se trouve dans l'indifférence des entreprises face à la productivité et aux valeurs d'usage.

Les profits des entreprises sont concentrés et centralisés entre les mains de l'État. Les directeurs de ces entreprises n'ont pas la possibilité de réinvestir leurs propres gains.

Ceux-ci sont utilisés par l'État par le biais de la planification, pour la distribution stratégique de la plus-value globale. Nous avons vu également que les entreprises des pays socialistes obtiennent plus d'argent en augmentant leurs coûts. Ceci s'applique aux coûts en capital tournant, mais aussi à l'investissement en capital fixe.

Dans le capitalisme, la contrainte invisible de la concurrence oblige les entreprises à se moderniser constamment ou à fermer leurs portes. On investit dans la rénovation et plus tard seulement dans l'agrandissement.¹⁴⁹ Dans le socialisme réel, il y a préférence pour l'investissement d'agrandissement. La rénovation implique un effort gigantesque de réparation de l'équipement qui a été acheté défectueux ou usagé. L'important est que cet investissement n'apportait pas de compensation monétaire, au contraire de l'agrandissement, plus rentable, car il représente un supplément dans le résultat monétaire. La conséquence en est l'abandon de machines et d'équipements. Les investissements d'agrandissement les plus prisés étaient ceux destinés à la construction. La construction, comme on le sait, est le secteur où il est le plus facile de flouer l'État, et également celui où les détournements d'argent sont les plus faciles à réaliser. Les travaux peuvent durer très longtemps et les plus chers paient les meilleurs salaires. En outre, de même que dans les coûts de production des biens, les dépenses en investissements étaient surestimées, sollicitant au Plan plus que le nécessaire. En conséquence, le paysage des pays socialistes s'est transformé en un fatras de travaux inachevés ou qui n'avaient aucune utilité productive.

¹⁴⁹ Il y a deux types d'investissements : ceux de rénovation et ceux d'agrandissement. Ceux de rénovation sont ceux nécessaires après que les machines ou les bâtiments ont été amortisés, afin de conserver les mêmes niveaux de productivité. Ceux d'agrandissement peuvent être divisés en deux. L'un permet l'augmentation (duplication ou extension physique) de l'unité productive sans impliquer une augmentation de productivité. L'autre substitue la technologie utilisée, permettant l'augmentation de la productivité.

Il en a été de même au Mozambique. Il n'y a pas eu manque d'investissements dans le secteur d'État. "Jusqu'en 1984, plus de 70% de l'investissement national a été destiné au bâtiment (en grande partie à de nouveaux projets agricoles et industriels d'État), à l'agriculture et plus de 90% de l'investissement et des techniciens travaillant dans le secteur agricole ont été destinés aux entreprises d'État".¹⁵⁰

Pratiquement partout, on pouvait voir des travaux inachevés, très souvent gigantesques dont on ne pouvait attribuer la raison à la guerre (comme la construction de la volière de Matola et celle des immeubles Quatro Estações et des "30 étages", dans la ville de Maputo).

3.6. L'inutile force de travail "libre"

Si, dans le système capitaliste, tantôt le marché met la force de travail au chômage, tantôt l'assujettit à des augmentations de productivité épuisantes, dans le système socialiste, l'augmentation de la productivité est surtout le fait d'actions politiques et idéologiques auprès des travailleurs et des gestionnaires. Les mécanismes régulateurs du système ont été abolis. Aussi, l'exercice au quotidien d'une pression sur la force de travail pour l'accomplissement du plan était-il une action systématique et ce contrôle des producteurs exigeait la présence d'un corps de fonctionnaires important. Parallèlement, il était nécessaire de réaliser des campagnes. L'expérience du Mozambique dans ce secteur est extrêmement riche. Nous avons déjà cité le cas de l'Offensive organisationnelle en 1980 qui s'est servie des instruments de punition et de récompense comme mécanismes permettant d'encadrer les populations à ses desseins. Or, les mécanismes créés afin de

¹⁵⁰ CASTELL-BRANCO. in MAZULA. Mozambique : eleições, democracia e desenvolvimento. op. cit., p. 598.

contrôler les résultats des mesures mises en place n'ont fait qu'augmenter la bureaucratie elle-même et l'absolutisme du pouvoir.

L'aggravation de la situation économique et sociale, à partir de 1980, a entraîné un exode rural de milliers de personnes. Pour faire face à la croissance démographique dans les centres urbains tels que Maputo, Nampula, Beira et Quelimane et à la pression exercée sur les infrastructures, notamment sur le ravitaillement, on lança l'Opération production, aux conséquences particulièrement pernicieuses, car la lutte contre le chômage, qui était l'objectif de départ, s'est transformée en une lutte contre les chômeurs eux-mêmes.

"Le 21 mai 1983, en annonçant au peuple mozambicain les décisions du IV^e Congrès du parti FRELIMO, Son Excellence le Président Samora Machel annonçait également qu'il fallait "nettoyer les villes des vagabonds, marginaux, prostituées et de tous ceux qui ne travaillent pas".¹⁵¹ (c'est nous qui soulignons)

L'Opération production a représenté un suprême effort du FRELIMO pour résoudre, désormais ouvertement par la force, les désordres socio-économiques du pays. Cette opération mérite que l'on s'y attarde car elle illustre comment, dans la société productrice de marchandises, les victimes deviennent les coupables. Nous ne faisons pas ici allusion au seul cas mozambicain. Il est l'objet de notre étude de cas mais, sous diverses formes, les populations délogées dans d'autres pays ont été considérées comme les rebuts de la société.

¹⁵¹ Revue Justiça Popular, janvier/juin 1984, Maputo Bulletin du Ministère de la Justice.

Quelques mois après que le Président eut ordonné le nettoyage des villes, l'opération production est déclenchée, opération responsable du délogement de milliers de personnes vers diverses provinces, où elles auraient en principe dû se consacrer aux travaux agricoles.

Dans la pratique, on a constaté qu'il n'y avait pas de place pour elles. Leur insertion dans la production supposait l'existence d'unités productives. Or, c'était justement ce qui manquait dans le pays. L'impasse était créée. On délogeait les "marginaux" des villes pour en faire des "marginaux" en province. Outre le manque de conditions d'accueil des énormes contingents humains et de réelles possibilités de "faire de ces gens des travailleurs productifs", les gens étaient détenus et condamnés sans aucun critère.

J'ai fait la connaissance de M. Afonso en 1987, alors qu'il revenait à Maputo après avoir passé 4 ans à Niassa. M. Afonso était charbonnier sur les marchés de Maputo. Il n'avait pas de patron ni de carte de travail; mais il arrivait à subvenir aux besoins de sa famille structurée, composée d'une femme et de trois enfants. Son emprisonnement - qui recevait d'ailleurs le nom de rééducation - et sa déportation vers Niassa a obligé sa femme, quatre ans plus tard, à vendre tous ses biens et à se défaire de sa maison pour payer les billets d'avion qui le ramèneraient à Maputo, auprès de sa famille.

La répercussion de cette action de l'État sur la population a été désastreuse. Jorge Rebelo, ministre de l'information, déclara lors d'une visite dans un centre d'accueil : "Nous (le FRELIMO) venons de perdre l'appui fragile que nous avions".¹⁵²

¹⁵² Information de Ricardo Timane, journaliste.

Les tribunaux des postes de vérification créés pour la mise en oeuvre des objectifs de l'Opération production pouvaient infliger jusqu'à trois ans d'emprisonnement et envoyer les condamnés dans les centres de production. Selon des fonctionnaires de la Justice des postes de vérification, dans les tribunaux de cette Opération "les rafles étaient faites par la police (il se trouve que) le nombre de personnes trouvées sans papier prouvant leur identité ou leur qualité de travailleur était énorme. Ces personnes étaient acheminées vers le poste de vérification (...) On peut imaginer le nombre impressionnant de cas qu'un seul tribunal devait analyser par jour (...). Les juges pouvaient avoir à travailler 24 heures d'affilée".¹⁵³

Le triage dans les postes de vérification a été un moyen de décentraliser le travail et d'alléger le travail des juges. On y recevait les cas pour une première analyse. "Lorsque les cas de chômage ne faisaient aucun doute et qu'ils étaient confirmés par les responsables du quartier, le triage les acheminait directement vers les centres d'évacuation, d'où ils seraient envoyés dans les centres de production de la province en question ou de toute autre province disposant de postes de travail. Par ailleurs, lorsque quelqu'un était détenu dans une rafle, sur présomption de chômage, et que cette personne arrivait plus tard à prouver le contraire, par le biais de ses employeurs qui venaient présenter ses papiers en règle (...), c'était le centre de triage qui la libérait immédiatement".¹⁵⁴

¹⁵³ THIAGO, Isabel. in Revue Justiça Popular, janvier-juin 1984, bulletin du Ministère de la Justice, Maputo, p. 4.

¹⁵⁴ Idem. p. 4.

L'équipe de triage était composée d'un juriste, de membres des organisations démocratiques de masse, de responsables des quartiers et du Groupe Dynamisateur¹⁵⁵, outre un élément de la Police d'investigation criminelle.

Comment cette opération avait-elle lieu et quel genre de traitement le "condamné" recevait-il? Voyons quel était, selon l'un des participants de l'opération, le traitement réservé à un "condamné": "Les premiers jours, les conditions de travail étaient extrêmement précaires, sans nourriture, sans repos car les rafles étaient constantes et qu'il nous fallait résoudre tous les cas; sans véhicules pour acheminer les condamnés vers les centres d'évacuation; les personnes étaient carrément entassées dans les postes de vérification durant 4 à 5 jours, sans alimentation, sans la moindre condition..."¹⁵⁶

L'opinion d'un chef de quartier ou d'un membre du GD avait un poids considérable sur l'enquête concernant la vie d'une personne. Ceci signifie que les "petits pouvoirs" étaient plus dangereux que les véritables détenteurs du pouvoir. José Nhamussua¹⁵⁷ reconnaît que "Sûrement nous avons commis des erreurs car nous sommes humains", mais "Hulene est un quartier [où] la collaboration entre les structures est presque parfaite... les milices de quartier ont un contrôle effectif sur les habitants... voilà pourquoi rares ont été les cas d'improductifs, de marginaux et de prostitution qui nous ont échappé."

Albino Massangai¹⁵⁸ relate que les pires cas ont été ceux liés non pas au chômage mais à la prostitution. Comment répondre à la question sur ce qui fait d'une femme une

¹⁵⁵ Groupe dynamisateur (G.D.): organisation de base du Parti FRELIMO.

¹⁵⁶ LANGE, Salomão, in revue Justiça Popular, op. cit., p. 6.

¹⁵⁷ In revue Justiça Popular, op. cit., p. 6.

¹⁵⁸ In revue Justiça Popular, op. cit., p. 6.

prostituée? Recevoir des hommes chez elles? Ne pas vivre avec ses parents ou un mari? "Quelquefois, nous recevions des dénonciations des chefs de quartier qui disaient simplement: 'nous voyons beaucoup d'hommes dans la maison de cette femme'. Nous essayions d'approfondir l'affaire. Parfois, nous constatons que la personne en question était effectivement prostituée, dans d'autres cas, nous voyions que l'accusation était fausse et il nous fallait relâcher la personne."

Ces "petits hommes" s'arrogeaient en défenseurs de l'honneur de la société mozambicaine, comme nous pouvons le constater dans leurs déclarations: "Quelquefois, nous vivions des situations difficiles. J'ai moi-même été menacé par un élément, le revolver au poing, exigeant la libération de sa maîtresse qui avait été condamnée pour prostitution". Et, se sentant victime, il ajoutait: "Etre menacé pour rendre la justice, pour faire respecter la loi!" "Beaucoup de commandants ont pris pour maîtresse des dames improductives en mai, immédiatement après l'annonce du nettoyage des villes par Son Excellence, le Président". "Nous ne pouvions pas accepter cette situation. Dans notre quartier, il y avait surtout beaucoup d'improductifs qui vivaient depuis des années du marché noir."¹⁵⁹ (c'est nous qui soulignons)

En dehors des femmes accusées de prostitution, d'innombrables charbonniers, sculpteurs, guérisseurs, furent accusés de vagabondage. Soit que leur pratique professionnelle ne leur permettait pas d'être déclarés, soit que leur pratique professionnelle n'était pas considérée comme telle. A ce propos, l'exemple d'un guérisseur arrêté par l'Opération et ayant revendiqué que son cas soit reconsidéré par la justice est significatif. "A.M. a été accusé dans le cadre de l'Opération production, jugé et évacué comme chômeur,

¹⁵⁹ Op. cit., p. 6.

quoiqu'il se consacraît à la pratique de la guérison. Vu les déclarations du Groupe Dynamisateur du quartier et de la cellule du parti FRELIMO-Textlon qui confirment que, jusqu'en 1981, il a été employé de Textlon, il est arrêté que : 1- Il n'existe aucune reconnaissance de la part de l'État sur l'activité des guérisseurs. 2- Que, aux termes de l'Opération production, les guérisseurs sont assimilés aux chômeurs".¹⁶⁰

Les exécutants de l'opération en arrivaient même à s'interroger pour savoir si le paysan était un travailleur. "Dans la Matola-Gare où j'ai travaillé comme Juge président du Tribunal, il y a eu de nombreux cas où la police a évacué des paysans comme improductifs, sans les faire passer devant le tribunal. Lorsqu'une plainte apparaissait et que nous jugions favorablement la question, la personne était déjà au Niassa ou dans un autre centre de production du pays" (...).

"Cette région (Matola-Gare) présente une particularité qui, en principe n'entre pas en ligne de compte: il s'agit d'une zone rurale; les gens travaillent la terre, dans leurs "machambas" familiales, ou bien ils coupent du bois et font du charbon de bois. Ces gens n'ont jamais eu de carte de travail car ils ne travaillent pas dans une entreprise et n'ont pas de patron. Mais de là à dire que le paysan est improductif..." "... il y a eu cette faille: la police considérait comme chômeurs tous ceux qui n'avaient pas de carte de travail et les envoyait à Niassa..."¹⁶¹ (c'est nous qui soulignons)

Dans un pays dont la formation sociale était largement étayée par la société domestique, exiger des papiers, comme il est d'usage de le faire à Paris ou à New York, était une

¹⁶⁰ MELQUIOR. Manuel. juge. in op. cit.. p. 39.

¹⁶¹ ZANDAMELA. Alberto. in op. cit.. p. 6.

aberration. Les sous-développés devenaient coupables de ne pas avoir de papiers, de résidence fixe, de poste de travail dans les usines, de ne pas être citoyens, enfin. Les milliers "d'hommes libres" sans occupation devaient être punis pour ça. Il fallait qu'ils soient évacués. Les villes devaient être expurgées de cet océan de personnes qui les rendaient laides, malodorantes, mendiantes. Ils étaient alors envoyés n'importe où. Les récits de ceux qui ont vu ces "improductifs" forcés de séjourner dans des endroits aux conditions inhumaines sont effroyables.

Il est évident que cette phase a connu une augmentation substantielle de crimes de falsification de documents, les gens essayant par tous les moyens d'échapper à la détention. Mais le résultat en fut extrêmement grave: la guerre, qui était jusqu'alors concentrée à Sofala, Manica, Inhambane et Zambézia, trouva un terrain favorable pour s'étendre à Niassa, Nampula, Cabo Delgado et Tete.

L'opération production a été l'expression la plus criante des contradictions qui surgissaient pour le FRELIMO à partir de la mise en marche de son projet. Les producteurs ruraux qui, selon le principe du III^e Congrès, devaient être transformés en travailleurs productifs, ont connu un autre destin. Ceux qui ont trouvé un emploi ont fini par être mal utilisés dans les entreprises d'État et ceux qui n'en ont pas trouvé ont été les victimes de l'opération production.

3.6. Inflation

Ainsi, entre 1979 et 1986, des efforts gigantesques ont été déployés pour le développement de la production. Le niveau des importations a été assez élevé, les prêts

externes significatifs; l'État a investi directement dans les secteurs de production, de défense et dans le secteur social, et avait recours au Budget Général de l'État pour les fonds dont il avait besoin, il a d'ailleurs remplacé le crédit bancaire aux entreprises par son budget. Enfin, d'innombrables projets de développement ont été créés.

Cependant, dans ce même temps, on observa une réduction drastique du volume et de la valeur de la production nationale, dans quasiment tous les secteurs de l'économie, aussi bien au niveau de la consommation locale que pour l'exportation. Divers facteurs ont contribué à cette diminution, facteurs qui vont de la gestion déficiente à l'action criminelle de la RENAMO. Ceci a entraîné non seulement une réduction de la production mais encore la destruction d'une partie des unités installées, sans conditions opérationnelles.

Dans ce cadre, trois facteurs ont fortement contribué à l'inflation au Mozambique.¹⁶² Le déficit du budget, le financement externe et le ralentissement du commerce.

Le déficit du budget

Si, d'une part, de grands investissements ont été destinés aux secteurs productifs, sociaux et de défense, d'autre part, il n'y a pas eu de retour de production, que ce soit en raison de la guerre, de la faible productivité ou de la mauvaise gestion. Il se trouve que l'argent est entré en circulation mais n'est pas réapparu sous forme de production. En d'autres termes, le budget était déficitaire. Pour financer ce déficit, l'État a émis de la monnaie, forçant objectivement les prix à la hausse, tout en les fixant à la baisse

¹⁶² BELLUCCI B. et NUNES C. "A inflação de hoje em Moçambique". in Revue *Economia*. No5. Maputo, 1988. pp 14 à 20.

administrativement. Comme nous l'avons vu, le marché noir est alors apparu, entre autres raisons, comme un mécanisme de l'économie pour donner une expression "réelle" aux prix.

Le financement externe.

Le financement externe était lié à l'inflation, dans les conditions mozambicaines, par les difficultés d'implantation des programmes prévus. Les prêts externes et les dons entraient généralement dans le pays sous forme de marchandises ou de services acquis à l'extérieur. Le gouvernement devait garantir la contre-valeur, c'est-à-dire la valeur des importations en monnaie locale, (Metical), afin qu'elles puissent circuler intérieurement. Ceci entraînait deux conséquences: a) l'argent local comme contre-valeur provenait du Budget général de l'État, obtenu par l'émission de monnaie; b) bien que l'argent soit entré en circulation, en peu de temps, une bonne partie des équipements reçus n'étaient plus en circulation car ils étaient détruits ou inutilisables.

Ainsi, le financement externe aggravait le déficit interne, forçant l'augmentation des prix.

Le ralentissement du commerce.

On peut rechercher les causes du ralentissement du commerce dans la réduction de marchandises produites intérieurement. Si nous considérons que la diminution de la production et de la productivité ne s'est pas traduite par une réduction de la feuille de paie, ni des salaires proprement dits, il est aisé de comprendre l'augmentation de la masse monétaire par rapport aux biens existants.

Ceci est lié également à ce que nous avons déjà dit de la diminution du réseau commercial qui, dans maintes régions, a cessé de fonctionner, compromettant la commercialisation de la noix de cajou et d'autres produits agricoles et en raison du manque d'intérêt des populations rurales à la commercialisation, en fonction des bas prix offerts pour leurs produits agricoles.

C'est dans ce cadre de tendance généralisée d'augmentation de prix, d'existence d'un taux de change fictif et de taux d'intérêts bas, de faillite généralisée de l'économie, que le Mozambique se courba, à partir de 1986, au réajustement structurel imposé par le FMI, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV

LA MARGINALISATION RELATIVE DU MOZAMBIQUE

“Quand la guerre sera terminée, tout ce que je voudrai, c’est manger”¹

1. Le néo-libéralisme

Breton Woods a marqué l’établissement de la *pax americana* et les organismes créés alors visaient à légitimer et à organiser la soumission des autres pays à ses intérêts. Cependant, pour des raisons diverses, trente ans se sont écoulés avant que le FMI ne s’impose auprès des pays périphériques.²

À l’époque de l’indépendance mozambicaine, dans les années 70, le FMI n’avait pas encore l’importance qu’il assumerait plus tard en matière de soumission et de contrôle de l’économie des pays du tiers-monde et de l’ex-monde socialiste. Ses règles ne s’imposaient pas encore comme “unique issue”.

Certes, la distance entre les pays centraux et périphériques était énorme en termes d’essor technologique, mais entre l’immédiat après-guerre et les années 70, on avait

¹ MARRUBE, João Armando. 12 ans. in WHITE Eduardo. Vozes do sangue. A criança e a guerra em Moçambique. Tempográfica. 1988.

² Voir LICHTENSZTEJN, Samuel et BAER, Monica. Fundo Monetário Internacional e Banco Mundial. Estratégias e Políticas do Poder Financeiro. Brasiliense. São Paulo. 1986.

assisté à des tentatives développementistes en vue d'atteindre les niveaux technologiques des pays centraux.

Comme nous l'avons vu, la politique économique développementiste de constitution d'une industrie par le biais de la substitution d'importation de biens de consommation exigeait que le pays importe également des biens d'investissement. Les déficits de cette transaction étaient comblés par des crédits provenant de l'étranger et également par le transfert de l'excédent de l'agriculture ou des mines, pour cette industrie, souvent au détriment de la production d'aliments qui devaient être importés pour subvenir aux besoins internes.

“Les besoins d'importations, que ces plans d'accélération de la croissance par l'industrialisation impliquaient fatalement, ne pouvaient être couverts - dans un premier temps - que par les exportations traditionnelles connues, qu'il s'agisse de produits agricoles ou miniers.”³

Cependant, en portant tort à leur agriculture et en s'endettant pour s'industrialiser, ces pays allaient droit à la catastrophe, dans la mesure où la productivité sans cesse croissante des pays développés les forçait à supporter des coûts d'investissement de plus en plus élevés, auxquels il leur était impossible de faire face.

Dans le début des années 80, l'expansion facile du crédit international est entrée dans sa phase finale, alors que dans les années 70 ce crédit était relativement bon marché en raison de la grande concurrence et a pu être appliqué dans les pays du Sud et de l'Est

³ AMIN, Samir. Aux origines de la catastrophe économique de l'Afrique. Africa Development, vol. XX, n° 3, 1995. Dakar, Sénégal, pp. 5-21, p. 9.

En 82, la compression du crédit international a fermé les voies de capitalisation automatique des intérêts, en exigeant le paiement effectif et en faisant pression sur la structure productive interne des pays débiteurs. Cette nouvelle réalité économique internationale a été marquée par la crise d'endettement des pays débiteurs, accompagnée de moratoires et renégociations.⁴

La liquidité diminuant, la décision unilatérale a été prise d'augmenter le taux d'intérêt, obligeant les pays débiteurs à de nouvelles dettes, toujours plus importantes, afin de pouvoir faire face au remboursement des anciennes.

Il se trouve que certains pays centraux comme l'Allemagne et le Japon, pour diverses raisons, ont surpassé leurs concurrents en termes de productivité, les importations des États-Unis devenant plus importantes que leurs exportations vers ces pays-là. C'est ainsi que, à partir de 82, ils auront besoin de plus d'argent afin d'équilibrer leurs comptes internes. Et ils l'obtiendront, en partie, par le biais d'emprunts précisément auprès de l'Allemagne et du Japon qui substituaient ainsi la réduction de la capacité aquisitive des États-Unis, en maintenant la "machine de l'exportation" (Kurz).

Or, par ailleurs, les États-Unis vont couvrir leurs déficits en réclamant le paiement des dettes de la périphérie. Pour répondre aux nouvelles exigences, ces pays avaient besoin d'équilibrer leur budget interne en augmentant les exportations et en réduisant leurs importations.

⁴ Voir SAMPAIO JUNIOR, Plínio de Arruda. Padrão de reciclagem da dívida externa e política econômica do Brasil em 1983 e 1984. Thèse de master. Unicamp. Campinas. 1988.

On comprend par là le pouvoir qui sera dès lors celui du FMI en tant qu'institution de la politique internationale des États-Unis, imposée dans le but de servir les intérêts américains et ceux des autres pays centraux, en raison de l'imbrication de ces économies et du poids qu'y représentaient les États-Unis.

Kurz décrit ces deux mégacircuits⁵ de déficits, montrant que le rapport entre ces deux formes de dette est inverse dans la mesure où, dans le premier cas ce sont les bailleurs qui écoulent chez les débiteurs les excédents d'exportation, alors que dans le second cas, ce sont les débiteurs qui envoient leurs excédents aux bailleurs sous forme de paiement des intérêts de la dette.

Ce que ces deux formes ont en commun, c'est que les pauvres aussi bien que les riches écoulent leur excédent dans les grands pays de l'OCDE, principalement les États-Unis, lesquels paient, à leur tour, leur importation ainsi que celle de pays à "désindustrialisation endettée" (KURZ).

"Le transfert de ressources des pays pauvres vers les pays riches a atteint plus de 400 milliards de dollars entre 1982 et 1990, l'équivalent, en valeurs actuelles, à environ six Plans Marshall, fournit au Nord par le Sud, observe Susan George, du Transnational Institute, à Amsterdam".⁶

C'est dans ce cadre que le FMI imposa ses conditions aux les pays débiteurs, assumant le rôle de porte-parole des grands intérêts des puissances industrielles et de leurs banques.

⁵ Cf KURZ. O colapso da modernização. op. cit.

⁶ CHOMSKY. Noam. "Novos senhores da humanidade". in Folha de S. Paulo. 25 avril 1993. Encart MAIS

Le FMI et la Banque Mondiale ont adopté le concept d'ajustement structurel⁷ qui signifie l'imposition aux pays débiteurs de mesures économiques qui permettent leur ouverture au commerce et aux investissements étrangers.

D'après les principaux paradigmes de ces programmes, l'industrie de ces pays pourrait continuer d'être le facteur propulseur de la croissance, à condition que ce soit en accord avec la compétitivité internationale, profitant des avantages de la spécialisation et de ressources, l'abolition de pratiques protectionnistes avait pour fonction de poursuivre les exportations et d'attirer les investissements étrangers; les ressources données étant destinées à viabiliser l'ajustement ordonné de la balance des paiements et non pas pour financer le développement économique.⁷

Ces programmes partent également de la prémisse selon laquelle les conditions de l'économie internationale doivent être comprises comme un paramètre, c'est-à-dire que l'ajustement doit retomber sur le pays dont la balance des paiements est déficitaire. De plus, l'efficience et l'équilibre sont liés à l'adoption d'une stratégie orientée vers l'extérieur.

En résumé, en politique commerciale, ces programmes visaient à éliminer les protections du commerce, à modifier les incitations tarifaires, non-tarifaires, fiscales, à redéfinir le rôle de l'État et à stimuler l'initiative privée; en politique d'investissements publics, à investir en projets qui redressent la balance des paiements; en politiques budgétaires, à

⁷ Voir SAMPAIO JUNIOR, op. cit., p. 343.

réduire le déficit fiscal par la réduction des dépenses en programmes d'incitation à la consommation et sociaux; en réformes institutionnelles dans le but d'améliorer l'efficacité des entreprises publiques, accompagnées de privatisations et de taux d'intérêts réels positifs.

Les mesures prises par les organismes de Breton Woods sont l'objet de critiques sévères car ils encouragent le désinvestissement et "le démantèlement des rares industries, sans pour autant permettre la révolution agricole, ce qui entraîne une stagnation ou une régression de la productivité de l'agriculture."⁸

La structure de l'endettement des pays périphériques les a amenés à payer les services de leurs dettes, acceptant pour le paiement de leurs exportations des prix non lucratifs, en raison des conditions précaires de productivité. Dans certains cas comme celui du Mozambique, les importations ne peuvent se faire que par le biais de dons.

D'une part, l'économie globalisée fait accroître la désindustrialisation, de l'autre, elle fait augmenter la dette et le crédit.

La technologie, clef de voûte de l'économie actuelle, exige un niveau d'investissement qui ne peut être atteint qu'avec l'aide de l'État, comme dans les pays centraux. Ces pays, à leur tour, exigent, par leurs institutions financières, la réduction du poids de l'État dans

* AMIN, Samir. "Aux origines de la catastrophe économique de l'Afrique". op.cit p. 20.

les pays périphériques. Le néo libéralisme ajuste la périphérie à ses besoins et les effets négatifs du réajustement sont évidents pour les pays sous-développés.

“Aucune stratégie de développement connue n’a été d’emblée orientée vers l’exportation, c’est-à-dire déterminée principalement par des objectifs de percée sur le marché mondial par l’affirmation de prétendus avantages comparatifs. La lecture que la Banque Mondiale propose aujourd’hui, associant le succès des uns à un choix ‘ouvert à l’exportation’ et l’échec des autres à leur repliement sur le marché interne, est une lecture a posteriori qui n’a pas été faite à l’époque, ni par les autorités locales responsables des choix en question, ni par la Banque Mondiale elle-même”⁹ (...) “La poursuite d’un équilibre des finances publiques et de la balance extérieure - seuls objectifs de l’ajustement - devient illusoire; cet objectif n’est jamais atteint dans la spirale involutive qu’il entraîne”.¹⁰

Illusion, il faut le dire, qui laisse les traces de dommages irréparables à des millions de personnes dont la souffrance n’entre pas dans la froide comptabilité.

Les démocraties libérales sans substance cèdent aux pressions exercées par la politique économique monétariste dictée par les détenteurs du monopole financier et technologique. Ce “réajustement des économies déséquilibrées” est une exigence du mouvement aveugle du capital, dans cette phase de globalisation du marché.

Outre les monopoles de la technologie et du contrôle des flux financiers mondiaux, Amin énumère encore les monopoles de l’accès aux ressources naturelles de la planète, des communications et des armements de destruction massive. Ces cinq monopoles

⁹ AMIN. Samir. Aux origines de la catastrophe économique de l’Afrique. Africa Development, vol. XX, n° 3, 1995, Dakar, pp. 5-21, p. 9.

¹⁰ Idem. p 20

définissent, toujours selon cet auteur, le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime, en faveur des pays centraux.¹¹

Dans le cas concret du Mozambique, avec l'échec du projet socialiste, ses problèmes structureaux se sont accentués et le pays s'est trouvé dans les années 80 face à une réalité encore plus sombre. Les exigences de la mondialisation du marché ont aggravé la situation des pays périphériques. Le Mozambique assume alors une position de marginalité relative dans l'économie mondiale.

Les conséquences de la politique néo-libérale de réajustement structurel imposée par les institutions de Breton Woods et la nouvelle place de l'Afrique australe, l'Afrique du Sud en particulier, dans l'économie mondiale, sont liées à cette marginalité.

2. La soumission au Réajustement structurel

Lors du IV^e Congrès en 1983, s'il était encore question de socialisme dans les discours, le projet lui-même était totalement démantelé. L'intérêt de conserver une stratégie de pouvoir d'État existait encore clairement, quoique accompagné d'une "ouverture" de l'économie. Comme si l'on pouvait adopter "certaines" mesures libéralisantes sans modifier la stratégie de développement socialiste.

¹¹ Cf AMIN, op cit., p. 17.

Ce Congrès a manifesté la conscience de l'échec de la politique économique adoptée jusque là, sans qu'il y ait pour autant d'analyse des causes. Les décisions prises étaient un amalgame résultant de la pression militaire et d'autocritiques superficielles et visaient à réorganiser le secteur d'État, à réaménager les unités de production et à donner priorité à l'aide aux "paysans", afin de renouer avec eux les liens commerciaux.

Nombreux furent ceux qui comprirent que l'autocritique représentait la reconnaissance par le Parti de ses excès dirigistes, de l'accumulation centrée exclusivement sur le secteur d'État et de l'absence de politique agricole pour les travailleurs ruraux.

Or, si l'on reconnaissait l'importance du "secteur familial", selon la terminologie du FRELIMO, c'était par le manque d'aliments dont il avait été historiquement le plus grand producteur. On visait en outre une augmentation de la production commercialisée et exportée, afin de combler les déficits accumulés. En réalité, il s'agissait d'un remaniement du projet de socialisation du milieu rural. Il ne s'agissait pas d'une proposition politique pour la population rurale, mais d'une imposition supplémentaire.

Le gouvernement a fait place au secteur privé dans les différentes branches de l'économie, tout en conservant aux mains de l'État des secteurs tels que l'éducation et la santé, de même que les principales unités de production. Il a laissé au marché le soin de définir quelques prix, dans une ultime tentative de combattre le marché noir.

Lors du décès du Président Machel, la société présentait de graves symptômes de désagrégation sociale due aussi bien aux effets de la guerre - délogés et réfugiés - qu'au mécontentement devant l'augmentation du coût de la vie et le manque de produits. Le Mozambique était isolé. Les frères socialistes étaient à l'agonie et recherchaient l'aide de l'Occident.

“À vrai dire, lors du 27^e Congrès [de l'URSS], en février 1986, sous la gestion de Gorbatchev, l'idée de pays d'orientation socialiste au Tiers-monde a bel et bien été enterrée”.¹²

Toutefois, dès 1981, le COMECON avait refusé l'entrée du Moçambique, démontrant clairement qu'il n'y avait aucune possibilité d'y installer le socialisme.

Auparavant, l'URSS estimait que, comme dans d'autres pays africains (Angola, Ethiopie), il existait au Mozambique une gauche démocratique révolutionnaire qui, à partir de positions marxistes, donnait

“(...) son appui aux transformations anti-capitalistes radicales et cheminait vers le socialisme scientifique aussi bien théorique que pratique.”¹³ (c'est nous qui soulignons)

Les déclarations de cette Conférence Nationale d'Africanistes sont totalement déphasées car à l'époque de sa réalisation, en 1984, le panorama géostratégique qui s'était imposé après la deuxième guerre en Afrique australe, était sur le point de s'effondrer. Une partie des pays de la région, considérée stratégique en raison des minerais et de sa position privilégiée de point entre l'Atlantique et l'Océan Indien, était appuyée par l'Occident,

¹² ABRAHAMSSON. Hans et NILSSON. Anders. Moçambique em transição, op. cit., p. 82.

¹³ Africa nos anos 80: Balanço e perspectivas de desenvolvimento. Académie des Sciences d'URSS. Rédaction "Ciências sociais contemporâneas". Moscou. 1986.

même si les gouvernements étaient corrompus ou dictatoriaux. L'URSS ripostait en appuyant les mouvements de libération dans la région. Dans le même temps, le monde arabe était hostile et, en Asie orientale, quelques initiatives bourgeoises étaient tolérées.¹⁴

Avec la faillite des "marchés planifiés" de l'Europe de l'est, l'anti-soviétisme se vidait de son sens. Mais surtout, c'était une nouvelle polarisation entre pays qui se construisait.

Le gouvernement du FRELIMO, sous la pression des exigences des créanciers internationaux, n'était plus à même de réaliser ses paiements extérieurs ni d'obtenir de nouveaux crédits, sans "l'ajustement" de son économie.¹⁵

Depuis 1982, il avait amorcé l'alignement sur une politique dictée par les créanciers occidentaux qui n'acceptaient de discuter la dette qu'à la condition que le pays entre dans le cadre du FMI. "Avec environ deux tiers de la dette extérieure allant aux créanciers des pays de l'OCDE, on amorça un processus d'ouverture de nouvelles sources de financement. Le premier pas du Mozambique vers ce développement fut d'accepter ce que l'on appelait la Clause de Berlin Occidental comme condition préalable à l'aide non seulement de la République Fédérale d'Allemagne mais également de la CEE."¹⁶

¹⁴ AMIN, Samir. Aux origines de la catastrophe économique de l'Afrique. op. cit. p. 20.

¹⁵ WUYTS, Marc. Gestão Econômica e Políticas de Ajustamento em Moçambique. photocopié, Kingstone. 1989

¹⁶ BROCHMAN, Grete et OFSTAD, Arve. Moçambique. A ajuda Norueguesa num contexto de crise. op. cit. p. 31

Le pas suivant fut la signature de l'Accord de Nkomati, en 1984, entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Par cet accord, le FRELIMO espérait que l'Afrique du Sud cesserait d'appuyer la RENAMO et intensifierait les échanges économiques entre les deux pays, en vue de faire du Mozambique un partenaire important pour l'Afrique du Sud post-apartheid. De plus, il espérait gagner la confiance des pays occidentaux pour le soutien de ses projets. Toutefois, ceci exigeait son adhésion au Fonds Monétaire International (FMI) et à la Banque Mondiale, à laquelle il avait résisté jusqu'alors. Ce n'est que sur ce dernier aspect qu'il est arrivé à un "résultat positif". En contrepartie, il a retiré l'appui internationaliste à des groupes politiques anti-apartheid.

En 1983, le Club de Paris a octroyé le pardon de la dette du Mozambique, mû davantage par une analyse qui ne voyait pas de possibilités réelles de paiement, c'est-à-dire d'avenir, que par une politique de redressement.

En 1987, le gouvernement a élaboré le Programme de Redressement Économique (PRE), suivant le Programme d'Ajustement Structurel du FMI/BM, qui préconisait les mesures suivantes: libération des prix, suppression des subsides, incitation à la participation du capital privé, compression des salaires, abandon de l'économie planifiée et de direction centralisée par l'État au profit de l'économie de marché, diminution de l'investissement de l'État dans la production et dans le domaine social.

Le V^e Congrès du FRELIMO, en 89, recherchait la paix à tout prix, acceptant même la RENAMO comme interlocutrice. Il abandonna le marxisme-léninisme et le concept de

Parti d'avant-garde. Le Parti FRELIMO marxiste-léniniste fut rebaptisé Parti du Peuple et la République Populaire devint République du Mozambique. La constitution fut modifiée par l'inclusion de la liberté de la presse et la liberté politique. Il se déclara en faveur de l'économie de marché, délaissant officiellement l'économie planifiée.

De 81 à 86, la production avait connu une chute de près de 40%, alors que l'aide extérieure avait doublé de 83 à 87. En 1986, le Produit Social Global représentait la moitié de la valeur enregistrée en 1973. En 1991, 70% de ce qui était consommé, l'était grâce aux dons reçus.¹⁷ On comptait plus de 4 millions de personnes délogées, la destruction des installations de santé et d'éducation à la campagne était quasiment totale. Le pays connaissait la famine, l'engorgement des villes, la destruction des unités productives. Le Mozambique était devenu l'un des pays de plus faible revenu national du monde.

Malgré l'augmentation du chômage, la famine, la quasi-inexistence des services de santé et d'éducation et de la marginalisation dans les villes, les investissements qui ont quadruplé de 85 à 90, ont été pour la plupart destinés au secteur commercial et au tourisme et réalisés par des Sud-africains et des Portugais et n'ont pas favorisé le secteur productif.¹⁸ La Lonrho qui, par le biais de la Lomaco¹⁹, a entrepris la production de coton au centre et au nord du pays, est l'une des exceptions.

¹⁷ ZACARIAS, Agostinho. Repensando Estratégias sobre Mozambique e África Austral. Instituto Superior de Relações Internacionais, Maputo, août 1991. p. 20.

¹⁸ ABRAHAMSSON, Hans. op. cit., p. 53.

¹⁹ Entreprise mixte entre la Lonrho de capital Anglais et l'État du Mozambique

À partir de 87, le vide créé par le manque de politiques gouvernementales a été comblé par la présence massive d'ONG et de projets de donateurs. L'absence d'une politique nationale dans tous les secteurs était flagrante. L'organisation sociale et économique, dans cette période, a pris de plus en plus l'allure de projets financés par les dons de ces organisations étrangères et exécutés par des entreprises et des ONG étrangères, en dépit de l'État. Ce sont les donateurs qui définissent les investissements. On a créé "l'affaire du don" où une partie de la valeur à investir repartait dans son pays d'origine, le don étant beaucoup plus avantageux pour le pays qui le versait et pour les intermédiaires mozambicains que pour ceux qui auraient dû en bénéficier.

Faute d'une protection de l'État, l'industrie déjà faible structurellement, devient encore plus précaire. La technologie était complètement obsolète et les fonds pour l'importation de pièces de rechange et de matière première, ainsi que pour le paiement des dettes importantes auprès de la Banque de Mozambique faisaient défaut.

De nombreuses industries firent faillite ou se reconvertirent dans le secteur des services. Le nombre des entreprises de manufaction passa de 472 en 90 à 369 un an plus tard et celui des ouvriers, de 86.000 à 70.000.²⁰ Comme le pouvoir d'achat de la population était limité et que l'industrie était une industrie de biens consommables par le marché interne, la faible demande correspondait à l'offre, ce qui caractérisait un marché très réduit.

²⁰ ABRAHAMSSON, *op cit.*, p. 54.

Les nantis achetaient des produits importés, volés ou de contrebande. Dans le même temps, des familles et des groupes importants commençaient à se répartir l'appareil de l'État.

3. Entretiens sur le Programme de redressement économique (P.R.E.)

Ce regard sur la situation du pays au début des années 90 est celui de la plupart des oeuvres que j'ai lues. C'est également celui de la quasi-totalité des personnes interviewées.²¹

Bien que considérant que les interlocuteurs étaient liés à des secteurs aussi différents que l'agriculture, le commerce extérieur, l'industrie et le bâtiment, on pourra observer que ces opinions sont convergentes notamment lorsqu'il s'agit de souligner l'affaiblissement de l'État; le manque de pouvoir et d'orientation, quant à l'application des dons ou des financements externes et l'absence d'application d'investissements productifs; le marché interne extrêmement faible; la corruption de l'élite au pouvoir; l'enrichissement de personnes sans qu'il y ait formation de capitalistes productifs et les effets déstructurants de la guerre civile.

²¹ Ces entretiens se sont déroulés en juin 1991 (à l'exception de celui de Zuccula, en 1994), de nombreuses années après la mise en oeuvre de la politique de réajustement structurel et un an avant la signature des accords de paix à Rome (1992).

Nous avons réuni quelques-uns des passages les plus intéressants afin de confronter notre point de vue et celui de ces personnes ayant participé à ce processus.

Agriculture

NUNES: Que signifie pour vous ce discours sur la libéralisation dans le cadre actuel?

MARTINS²²: On assiste à un accroissement de la dépendance économique et ce sont les bailleurs qui vont empêcher de résoudre le problème de la faim. (...) Le PRE est une justification idéologique. Un pays qui n'a pas de marché... qu'est-ce qu'il va libéraliser? Pour encourager qui? La libéralisation des prix et de la gestion économique est pure idéologie. Ce sont des paroles. (...) Nous sommes dans une impasse, le président du FMI lui-même dit que nous sommes un pays sans viabilité économique. Car le modèle adopté suppose l'entrée des multinationales et nous ne parvenons pas à les attirer. (...) Voyons: qu'est-ce que le PRE? Qu'est-ce que le redressement? Le redressement des pays du tiers-monde n'est pas une question de libéralisation. Ils n'ont ou ils n'avaient rien contre une planification, au contraire. Le réajustement peut être justifié par l'utilisation d'un autre genre d'outil pour l'exercice d'une politique économique. Mais alors, nous parlons d'une partie encore superficielle du sujet.

Redresser l'économie signifie créer des conditions pour que le pays équilibre sa balance des paiements. C'est le paradigme n° 1. La comptabilité extérieure du pays doit être équilibrée. Ce qui revient à dire qu'il doit exporter. Il se trouve que ce pays, depuis l'époque coloniale, n'a jamais été un pays typiquement exportateur de produits. C'est-à-dire que l'exportation de produits n'a jamais été déterminante dans la balance des

²² Entretien réalisé en juin 1991 avec MARTINS Margarida, économiste mozambicaine, fonctionnaire du DEA (Département d'Économie Agraire du Ministère de l'Agriculture).

paiements. Il a toujours été un fournisseur de services. Seulement aujourd'hui, ceci n'est plus intéressant et on veut le forcer à exporter des produits.

Et la comptabilité intérieure est en rapport direct avec cette nécessité d'équilibre de la comptabilité extérieure. Car 90% du budget gouvernemental du pays sont financés par l'étranger. Et que signifie l'ingérence dans la comptabilité nationale? Cela signifie qu'il faut équilibrer le budget du gouvernement. Et c'est là que l'on commence à retirer les subsides aux entreprises d'État. Ce qui, soit dit en passant, ne pesait pas énormément dans le budget. Ensuite, on a réduit les dépenses du gouvernement lui-même: suspension des crédits internes de la Banque, contrôle de l'émission de devises, etc. (...).

Dans le cadre des conditions spécifiques de notre pays, comme la guerre et la famine, on a créé un artifice, c'est-à-dire que tout ceci revient à créer deux sociétés: la formelle, celle qui a une comptabilité, qui est monétarisée; c'est pour cette société-là qu'est introduite la politique de redressement. Et à côté de ça, il y a 5 millions de personnes qui ne font pas partie de cette gestion économique et qui restent dans le cadre de ce que l'on appelle l'Urgence: c'était 500 millions de dollars qui aujourd'hui ne sont plus que 300. Les besoins de l'urgence ne diminuent que dans la mesure où augmente le nombre de morts.

NUNES: Et l'insertion de ce contingent humain?

MARTINS: Ceux-ci, les malheureux, comment est-ce qu'on pourrait les insérer. Ils ne peuvent pas le faire avec l'aide de l'État car celui-ci est en train de battre en retraite, quelle alternative leur reste-t-il alors? Le privé? Il n'y a pas d'entreprises privées en milieu rural.

(...) Ces 5 millions de personnes, que vont-elles réoccuper? Elles sont en train de mourir! Elles sont affaiblies, elles n'arrivent pas à travailler ni à vivre, elles n'ont pas de provisions, pas une bête. La structure familiale a éclaté. Aujourd'hui, on ne trouve plus deux personnes de la même famille vivant au même endroit. Il y a des milliers d'enfants maltraités qui ne pleurent même plus, ne pensent même plus... Avec qui va-t-on occuper le pays? Quelle est la multinationale prête à embaucher ces gens?

NUNES: Sans qualification professionnelle...

MARTINS: Voilà pourquoi je pense que nous parlerons des effets de cette guerre encore longtemps. Je pense que cette politique de redressement, ce PRE, la "distribution de ressources", tout ceci est une grande farse. Quelles "ressources"? Sur quelle base? "Critères économiques"? Quels sont les critères économiques? 5 millions de personne à l'agonie... Quelle économie? "Prix correct"... Quel est le prix correct, s'il n'y a même pas d'argent pour acheter et s'il n'y a rien à vendre? Ce ne sont que des mots. Alors, pour une politique d'urgence, l'État devrait avoir un rôle important dans la conduite de ce développement.

NUNES: Ce même État qui est de plus en plus faible?

MARTINS: Le même État qui a recours à l'étranger pour payer 90% de ses dépenses. À qui l'étranger dit NON. Par principe, par idéologie. Nous sommes dans une impasse. (...)

Je pense qu'il nous faut voir la guerre en termes de résultats. La dimension en termes de conséquences. Les capacités institutionnelles sont limitées et elles le seront encore plus en raison de la politique de redressement.

Prenons un exemple concret: le district va disparaître. Il ne sera plus qu'une conception abstraite de division administrative. L'administrateur d'Inhaminga, par exemple, habite dans le Dondo. Et Inhaminga est un concept parce qu'il n'y a plus un seul immeuble. Tout a été détruit. Il n'y a plus personne. C'est effrayant. Il n'y a même plus une seule cabane, plus rien. Inhaminga a été, elle n'est plus. Il faut occuper le pays, recommencer à exister concrètement. Voilà quelle est la situation du pays. Il faut recommencer à l'occuper.

Construction et logements

NUNES: J'aimerais que vous me parliez de la politique du gouvernement face aux financements ou aux dons des pays du premier monde, en matière de logement.

PEREIRA²³: Dans mon secteur, je ne vois aucune logique dans la prise de décisions. Elles sont bien plus fonction des occasions du financement ou du prêt de l'étranger. Il est évident que nous essayons de faire coïncider nos priorités et l'intérêt actuel des financiers ou des donneurs. (...)

NUNES: Et quant à la planification physique?

PEREIRA: Je crois que ce sujet est très important car il devrait être la réponse à la problématique de l'installation des gens sur le territoire. Cet organisme, si important, a été supprimé et remplacé par l'INDER (Institut National de Développement Rural), dans l'objectif de "développer le milieu rural". Or, il est impossible de penser que c'est un institut qui se chargera de cette tâche, car 90% de la population se trouve en milieu rural. C'est le gouvernement qui devrait se charger de ça, globalement, et non pas un institut dont le responsable n'a même pas le statut de Secrétaire d'État... (...)

²³ Entretien réalisé en juin 1991 avec PEREIRA Francisco, ingénieur mozambicain, dans le secteur du logement au Ministère de la Construction et des Eaux.

(...) Quant à la planification urbaine, c'est la même chose qui s'est passée, il paraît que la tâche va être répartie entre les conseils exécutifs, ceux qui ont survécu. Il ne semble donc pas, à quelque niveau que ce soit, que l'on soit capable de trouver une réponse à ce grave problème du relogement des personnes qui sont concentrées dans des zones d'accueil, sans aucune infrastructure.... (...)

NUNES: Et quant à l'exode rural?

PEREIRA: C'est une grave question. Il y a un afflux démesuré vers les villes, à la recherche de sécurité et d'emplois. Parce que la campagne a été détruite. A l'époque coloniale, les villes étaient alimentées par l'agriculture, maintenant, c'est l'inverse. Ce sont les villes qui reçoivent les dons pour les redistribuer ensuite à la campagne. Les populations y sont dispersées, sans encadrement, mis à part quelques projets. C'est-à-dire que la campagne s'est transformée en récepteur de dons qui viennent de l'étranger, par l'intermédiaire des villes qui en gardent une partie et qui font suivre le reste.

NUNES: Et qu'en est-il du logement dans les villes?

PEREIRA: On ne sait pas que faire. En 15 ans, la population de Maputo est passée de 500.000 à 2 millions d'habitants. Alors que la capacité en infrastructure a diminué, après la destruction, il n'y a pas eu de reconstruction. Maintenant, nous avons des appartements qui ont été conçus pour 5 personnes et où logent 30 personnes. Ça ne fait que dégrader les infrastructures et entraîne le phénomène des Dumba Nengue.

Avec les changements en Europe de l'est, des centaines d'étudiants qui y vivaient sont en train de rentrer, ce qui accroît le problème du chômage et du logement, outre leur insatisfaction à leur retour...

NUNES: Pensez-vous que l'avenir de ces personnes est de rester dans les villes?

PEREIRA: Oui, parce qu'elles n'ont pas le choix. Il n'y a pas de projet d'absorption de main-d'oeuvre. Tout tourne autour de la question de l'emploi. De l'emploi productif. Maputo est le mirage de la résolution des problèmes. Je dis que chaque emploi créé à Maputo correspond à 5 personnes de moins en milieu rural, parce que la famille suit toujours, ceux qui n'ont pas le choix là-bas. (...) Quand ils viennent dans les villes, très peu restent dans les zones vertes²⁴, (...) tous les autres vont dans les Dumba Nengue, ou sombrent dans la criminalité. (...)

NUNES: Quant à la politique concrète de logement? Votre secteur reçoit-il de l'argent, si oui, comment est-il utilisé?

PEREIRA: À vrai dire, nous aurions besoin de plus d'argent. Et ensuite, vient la deuxième question: selon la politique de la Banque Mondiale, tout financement doit être productif. Il y a un programme d'auto-construction, que je trouve intéressant, comme projet politique, qui doit toucher environ 2.000 familles. Mais le problème c'est que la réponse des gens ne figure dans aucun paramètre financier. Ils n'ont même pas de quoi aller jusqu'à la banque pour demander un prêt pour l'achat de matériel. En d'autres termes, ils sont très en-dessous de tout type de solution ou recette financière. C'est là que revient la question: l'État doit financer la grande majorité, ce qui signifie qu'il doit aller chercher l'argent ailleurs... alors, comment faire?

Alors, ceux qui peuvent bénéficier de ces projets, c'est la population qui a des revenus, un emploi, qui sont les infirmiers et les professeurs et qui n'ont pas de logement non

²⁴ Les zones vertes sont des zones de production de fruits et légumes pour les villes.

plus. Nous avons trois plans: de 600.000, 1.200.000, et 1.500.000 meticals (1USD = 2.000 MT), à un taux d'intérêt de 36% par an, sur 25 ans.

Voilà le centre du débat. Selon la logique qui veut que l'argent soit récupéré, on ne peut financer que ceux qui ont un emploi. Alors, pour moi, le plus important, c'est de donner un emploi à ceux qui n'en ont pas... parce que la majorité de la population est en dehors du marché du travail. Mais le gouvernement n'a pas de réponse à ces questions.

NUNES: Et, dans la pratique, quelle est la position du gouvernement sur ce problème?

PEREIRA: Je ne comprends pas comment le gouvernement a pu supprimer la Planification Physique. Mais elle a été supprimée. Jamais on n'aurait dû la détruire, elle aurait dû demander un financement pour poursuivre son travail, pour qu'on ait une stratégie de réoccupation du pays. Je sens qu'il n'y a pas de ligne conductrice pour résoudre les problèmes.

NUNES: Mais l'absence de ligne conductrice ne serait-elle pas une ligne?

PEREIRA: Il se peut que ce soit la stratégie de ceux qui sont à l'étranger, mais ici, dans le pays, c'est une question de rabaissement des facultés morales et psychiques. On se sent "perdu". Mais si c'est l'intérêt du capitalisme qu'il y ait un marché... je ne comprends pas pourquoi il n'y a plus de marché au Mozambique. Il existe pour 100.000 personnes... (...)

NUNES: Mais aujourd'hui, est-ce que le Mozambique présente un intérêt pour le premier monde, au seuil d'une nouvelle ère technologique?

PEREIRA: Je pense que vous avez raison. Tout ce qui se passe aujourd'hui en Afrique est symptomatique. Avant, l'Europe intervenait dans les conflits de la région pour les empêcher. Maintenant, au contraire, elle les fomente. Voyez le cas du Libéria. Tous ces gens ont étudié aux États-Unis, comment ont-ils permis toutes ces tueries si atroces qu'on a même vu dans les journaux l'émasculatation publique du Président...

Dans ce cas-là, les États-Unis se retirent "démocratiquement", laissent les gens s'entre-tuer, comme dans le cas de l'Éthiopie, probablement parce que l'idée est: "plus vous vous tuez, moins on aura de dons à envoyer"...

(...) Avant, le camp socialiste disputait l'occupation de l'espace de la région. Maintenant, il a disparu... il n'y a plus personne à qui le disputer.

(...) En vérité, tous ces principes pour lesquels nous nous sommes battus sont aujourd'hui remis en cause. Ici, au Mozambique, le gouvernement va à la dérive, il n'y a pas de contrôle dans l'exercice du pouvoir. Le monolithisme au pouvoir n'existe plus, les conflits sont ouverts, non pas en fonction de divergences de ligne politique, mais de personnalités, du rôle que l'individu peut jouer à l'avenir. (...)

NUNES: Est-ce qu'il y aurait, de la part du gouvernement, le souci de créer une bourgeoisie nationale?

PEREIRA: Oui. Et il y a aussi le fait que, pour le gouvernement, penser à cette couche de misérables dont on ne peut rien attendre en retour ne vaut pas la peine. Les investissements doivent aller à ceux dont la situation peut s'améliorer, ceux qui ont déjà un emploi.

Dans le contexte de formation du multipartisme, et les élections, par exemple, il faut qu'il y ait un secteur de la population qui alimente les élections. Ce ne sont pas les

paysans analphabètes et affamés qui vont faire les campagnes électorales. Ils peuvent appuyer ou pas, mais il faut des cadres pour alimenter tous ces partis. Et ils doivent sortir de la bourgeoisie nationale. Il y a un mouvement rapide dans ce sens. Le FRELIMO a changé d'orientation pour permettre que même les membres du Bureau politique puissent avoir des entreprises, soient propriétaires.

NUNES: Ainsi, les cadres de la bureaucratie ou des FPLM²⁵ se constituent aujourd'hui en bourgeoisie nationale?

PEREIRA: Aujourd'hui, beaucoup de milices²⁶ ont déjà des usines en leur nom, ouvertement ou de forme voilée. Ils sont tous chefs d'entreprise ou candidats au poste.

Il y a aussi une nouvelle couche de la population, issue de la petite bourgeoisie qui a fait des études et qui dit que c'est là sa chance. Ce sont ces gens qui ont formé "l'Association de jeunes chefs d'entreprise" et qui veulent conditionner leur appui au FRELIMO à la création d'une législation qui endigue la croissance démesurée du capital étranger et leur permette d'occuper certains espaces.

Nous avons connu l'époque coloniale, puis l'époque de l'État et c'est maintenant la véritable période où les gens peuvent s'affirmer. C'est la première fois qu'ils en ont la chance.

Mais j'ai l'impression que derrière chaque chef d'entreprise mozambicain, il y a les intérêts des Blancs sud-africains.

²⁵ Forces Populaires de Libération du Mozambique, plus tard FAM.

²⁶ Milices populaires.

NUNES: Dans quel secteur?

PEREIRA: Absolument pas dans le secteur productif. Fondamentalement dans l'import export.

Dans la région, ce sont les Sud-africains qui ont de l'argent. Il n'y a pas d'accumulation, à l'exception du Zimbabwe, un tout petit peu. Les chefs d'entreprise ont senti qu'il était resté un certain sentiment d'amour de la patrie, un certain nationalisme, un certain passéisme de l'époque du FRELIMO. Alors, beaucoup d'entreprises de Sud-africains ou de Portugais qui ont envie de revenir, recourent à des Mozambicains, de préférence Noirs, ex-combattants, parce qu'elles ont découvert ceux qui leur ouvrent les portes.

NUNES: Mais, et dans le secteur productif?

PEREIRA: Dans l'agriculture, mis à part Lhonro, le capital étranger ne représente que très peu de chose. Mais il y a quelque chose dans les villes, principalement dans le tourisme.

NUNES: Mais dans ce cas, il utilise les Mozambicains comme intermédiaires?

PEREIRA: Pas nécessairement. Comme vous le savez, tout ce qui appartenait à l'État est à vendre, alors ils entrent en concurrence et ils achètent. De toutes manières, on ne voit pas d'argent pour les investissements. Tous les grands investissements sont des prêts de l'État. C'est le Corredor da Beira, les barrages, maintenant il y a une remise en état des hôpitaux, il y a les Suédois de l'ASDF²⁷, qui font quelques investissements dans l'Agro Alfa²⁸, pour la remise en état, mais c'est peu de chose. Ce qu'il y a

²⁷ Agence Suédoise pour le Développement International.

²⁸ Entreprise pour la production de semences agricoles.

d'important, c'est la Banque Mondiale et la Banque Africaine qui prêtent de l'argent à l'État. Et celui-ci canalise les fonds vers quelques activités.

Maintenant, le secteur privé ne manifeste aucun intérêt pour la production. Les raisons sont multiples: la sécurité, ce qui va se passer après les élections et un temps d'attente pour voir ce qui va se passer en Afrique du Sud. C'est là que se concentrent les intérêts des pays riches, et c'est de l'avenir de la RAS que dépendra la stabilité de la région.
(...)

NUNES: Et à propos de l'État actuel et du problème de la corruption?

PEREIRA: J'ai recueilli l'opinion d'un chef d'entreprise portugais qui a fait le tour des provinces et qui m'a dit: "Le poids de l'État dans l'économie est sensible. Vous avez changé superficiellement, votre infléchissement vers une économie de marché ne s'est pas accompagné d'un changement de législation". Je suis d'accord avec lui. Par exemple, les autorisations, tout ça, c'est du domaine de la machine de l'État. (...) et ça encourage la corruption. Pour obtenir certaines choses, il faut verser des pots de vin, pour les licences, le contrôle, etc., alors les fonctionnaires se servent de ces mesures pour obtenir des privilèges.

Avant (à l'époque du socialisme), on pouvait résoudre un problème en allant parler à un directeur, aujourd'hui il faut suborner tout un réseau de gens qui ne décident de rien parce que ce sont des subalternes... (...)

NUNES: Mais, comme l'État se retire de l'activité économique...PEREIRA: Ceci aggrave encore la question régionale. Si l'État se retire de l'activité économique, qu'en sera-t-il de Niassa? De Tete²⁹ ? Avant, les entreprises allaient là où l'État les envoyait,

²⁹ Niassa et Tête. provinces situées au Nord de Mozambique.

d'où l'existence de constructions, d'énergie électrique, etc. Maintenant, les inégalités régionales ne vont faire qu'augmenter. Niassa va disparaître! Quel capital privé va vouloir aller y faire des investissements? Alors, les asymétries ne peuvent que s'accroître. Vous vous rappelez le temps où nous parlions de développement harmonieux entre les régions? Maintenant, sans aucun doute, ces régions vont être livrées à l'abandon. Et on pense maintenant, dans le meilleur des cas, à confier certaines régions dans lesquelles une entreprise privée n'investirait jamais, à des pays qui leur offrent un minimum de chance de développement. (...)

NUNES: Les Dumba Nengue ne servent qu'à enrichir ceux qui les contrôlent?

PEREIRA: Oui. Aujourd'hui il y a des gens qui font pratiquement fonction de banque. Ce commerce sert aux coopérateurs, à ceux qui ont de l'argent, et il est situé principalement dans la zone urbaine, pas en banlieue. Et, de plus, c'est le produit du vol. Aujourd'hui, on pille les trains et c'est la population elle-même, de même avec certains membres du gouvernement. C'est une des principales conséquences de la guerre. L'impunité, la reconnaissance du vol. Et il y a encore les affaires de drogue et les contrebandes d'armes. Il est hors de question de respecter la loi. Lorsqu'une personne est dénoncée, elle peut être mutée pour incompétence, mais elle ne sera pas punie. (...)

NUNES: Il y a un profond changement de comportement...

PEREIRA: Il s'est produit une dégradation des personnes dans ce processus et on a perdu la notion du collectif, du territoire. Il y a un intérêt immédiatiste de résolution des problèmes, quand cela peut apporter un avantage personnel. Et personne n'y fait attention parce que tout monde adopte la même attitude. Avant, dans les discussions

avec les investisseurs étrangers, on avait une certaine ligne de programme qui orientait les négociations. Maintenant, c'est l'intérêt individuel. Et l'exemple vient d'en haut, c'est institutionnalisé.

Commerce extérieur

NUNES: Comment voyez-vous la question du financement externe de la production, à partir de votre travail, dans le commerce extérieur?

MELLO³⁰: Il n'y a pas de financement de poids pour la production. (...)

NUNES: Quelle est la situation de l'industrie avec cette politique tournée vers l'exportation?

MELLO: L'industrie n'existera que pour faire tourner l'économie d'exportation, comme l'a fait l'économie coloniale. De ce point de vue, on a besoin de quelques produits qu'il vaut mieux produire ici plutôt qu'importer: le ciment, le verre, peu de choses. Et aussi, le textile de mauvaise qualité pour habiller la population... Et le secteur hôtelier avec ses services. (...)

NUNES: Vous croyez qu'on verra se former une bourgeoisie nationale?

MELLO: Ici, le pouvoir politique est synonyme de pouvoir économique. Et, ces dernières années, tous veulent arriver au pouvoir pour accéder au pouvoir économique. C'est comme ça dans toute l'Afrique. Ce sont les chefs d'État qui sont millionnaires. Au Kenya, en Zambie. Ici, tous veulent être secrétaires ou ministres parce qu'en six mois ils font fortune.

³⁰ Entretien réalisé en juin 1991, avec MELLO Reinaldo, brésilien, coopérant durant 15 ans au Mozambique, dans le secteur du Commerce Extérieur.

NUNES: D'où tirent-ils cette richesse?

MELLO: De l'État lui-même. Par exemple, ce qui se passe maintenant. Il est interdit de vendre des maisons, mais tous ces dirigeants ont des maisons qu'ils ont acheté 20.000 dollars alors qu'elles en coûtent 300.000 ou 400.000.

NUNES: Et le rôle des Indiens, là-dedans?

MELLO: Il n'est pas si important que ça, parce qu'ils ont une activité productive, le commerce. Ce sont fondamentalement les Noirs. À part quelques grands cadres historiques, mais par exemple, les anciens militaires font pratiquement tous partie du gouvernement. Des généraux qui ont participé à la lutte et qui aujourd'hui sont dans la réserve, ils se sont laissés corrompre. Ils ont tous leur entreprise et se servent de leur pouvoir personnel, politique, pour s'enrichir. Et ils font ça au vu et au su de tous. (...) Par exemple, il y a trois ans, le gouvernement a mis sur pied une politique spéciale de crédit agricole, afin de venir en aide aux ex-combattants; on leur a donné quelques trillions de meticals de crédit à un taux particulièrement intéressant. Sur tout ça, on peut estimer que 2% aient effectivement investi dans la production. Les autres ont acheté une voiture et l'argent qu'ils avaient reçu à un taux de 5%, ils l'ont prêté à des taux d'intérêts de marché de 35% aux Indiens. Et après, ils ne rembourseront pas la banque...

NUNES: Et que va-t-il leur arriver?

MELLO: Qui pourrait s'attaquer à eux? À un Matavele? Ça, c'est un problème culturel. Si vous pensez qu'il y a 15 ans, ceux qui habitent aujourd'hui en ville habitaient dans une bicoque, vous pouvez imaginer à quel point la corruption est un

problème. Un individu qui n'a pas fini le primaire et qui aujourd'hui, en raison de la guerre, habite ici dans une propriété luxueuse...

NUNES: Mais est-ce qu'il n'y aurait pas l'intention de renforcer et de moderniser le secteur privé mozambicain?

MELLO: La création d'une classe de moyens entrepreneurs nationaux est une tentative. Le problème, c'est qu'il n'y a pas d'épargne interne, il n'y a pas d'argent. Le Mozambicain n'a pas l'habitude d'épargner. C'est incroyable ce qu'ils consomment. Ce pays a 15 ans et il n'y avait pas d'entrepreneurs. Aujourd'hui il n'y a pas d'argent pour les financer.

NUNES: Et l'argent étranger?

MELLO: Mais qui pourrait s'intéresser à la création d'une classe d'entrepreneurs nationaux? L'USAID fournit 30 ou 40 millions de dollars américains par an, pour financer les entreprises privées nationales, en tracteurs, etc. mais en milieu rural. Dans les villes, il n'y a d'entreprises nationales que dans le secteur des services. Le fameux import/export. Ils ont même obligé le Ministère du Commerce extérieur à le réglementer. (...) Mais ici, il s'agit surtout de prestation de services. Ça rapporte gros en raison des commissions sur les ventes.

Industrie locale

NUNES: (...) *Et qu'est-ce que développer l'industrie locale?*

NEVES³¹: *Bon, après l'indépendance (...) la propriété se limitait pratiquement aux chaussures et aux chemises parce qu'on considérait que tout le reste appartenait à toute la population. Quand on parlait de propriété privée, on disait qu'il fallait tuer le crocodile tant qu'il était jeune, sinon après, il grandissait et devenait un véritable danger, un grand capitaliste. (...)*

Mais c'est après le IV^e Congrès que le gouvernement a compris qu'il devait appuyer les petits projets, fournir une assistance au secteur familial. (...) Mais cela s'est fait bureaucratiquement. Tout comme dans les pays socialistes, on disait: puisque le Parti le veut, on a créé dans les ministères les secteurs d'aide aux petits projets. Or, cela supposait l'existence d'entrepreneurs, de battants, et on a vite découvert qu'ils n'existaient pas. (...) Cette phase a correspondu à la première tentative de l'État d'assumer la responsabilité de la création d'un cadre d'entrepreneurs nationaux. Dans

³¹ Entretien réalisé à Maputo, en juin 1991, avec NEVES Correia. Président de l'Institut de Développement de l'industrie locale", institution publique chargée de l'assistance aux petits projets industriels pour la formation, la protection et la débureaucratization dans la création d'entreprises, la recherche de crédits externes, etc.

sa conception, elle se fondait sur l'utilisation d'une technologie simple, visant surtout le milieu rural, dont la production serait orientée vers le marché interne. Certains donateurs étaient prêts à apporter leur soutien à ces initiatives. (...) Mais le problème des pays africains, comme l'a dit le Ministre des Finances, c'est leur impuissance à coordonner l'assistance reçue. Aujourd'hui encore, le manque de soutien est une caractéristique. Nous n'avons pas ce mécanisme de financement interne. C'est-à-dire que nous avons besoin d'une contrepartie en monnaie interne et c'est à cette fin que le Conseil des Ministres a approuvé, l'année dernière, la création d'un Fonds d'encouragement à la petite industrie. Le temps nous presse. Rien que dans le PIPELINE, nous avons 400 projets qui attendent un financement. Mais si ce système ne fonctionne toujours pas, c'est parce que la BPD (Banque Populaire de Développement), responsable de son fonctionnement, ne s'est pas encore organisée pour ça. Il y a une intention délibérée d'empêcher la création d'instruments financiers qui présentent les caractéristiques d'un fonds de développement. (...) Nous ne vivons pas non plus sur le Budget Général de l'État, nous vivons de prestations de services au secteur formel pour obtenir des fonds pour le secteur informel qui ne peut pas payer.

(...) Dans les zones rurales, où il y a la famine, la guerre, une micro-économie, où les gens n'ont pas de capacité d'accumulation. Même s'ils peuvent produire, ils ne peuvent pas commercialiser. Ils sont dans un état de pauvreté absolue. Mais l'expérience me fait dire que si nous leur fournissons quelques moyens de transformation industrielle, cette population gère de la richesse et elle reprend confiance en elle-même. Par exemple, à Homoine³², on a monté une petite presse à huile et à savon dans une coopérative. Quand la région fut victime d'une attaque (militaire), les cabanes ont brûlé mais la presse a été épargnée. C'est pour cette raison que les gens sont retournés

³² Ville située dans la Province d'Inhambane.

dans la région, se sont réorganisés parce qu'ils y avaient leur "usine", comme ils l'appelaient.

NUNES: C'était le point de référence de la communauté?

NEVES: Exactement. C'est pour ça que je crois que le gouvernement se doit d'encourager ces gens. C'est la même chose partout, dans tous les pays, en RAS, etc. Ce sont des facteurs de stabilisation mais je pense que les gens ne se rendent pas compte... (...)

NUNES: Quels sont les effets des dons dans votre secteur?

NEVES: Avant, ce qui arrivait, c'est que nous recevions des équipements à un prix irréal. S'il y avait eu concurrence, cet équipement aurait coûté la moitié du prix. (...)

Par ailleurs, les dons venant d'autres pays permettent l'entrée et la vente de produits à des prix plus bas que si ces produits étaient produits ici. Par exemple, j'étais président du conseil d'administration d'une entreprise et nous étions en train de planifier avec les Chinois la production de vaisselle vitrifiée à Beira. À la même époque, la Chine justement a envoyé un don de vaisselle vitrifiée qui était vendue par les distributeurs chargés de la commercialisation en milieu rural, à des prix bien inférieurs au coût de notre produit qui incluait l'acquisition des moules, les matières premières, les taxes, les impôts... Cette usine a été obligée de fermer ses portes. C'est comme ça que le gouvernement, ne protégeant pas le secteur industriel, finit par étrangler l'industrie nationale. Ça a été le cas également d'usines de confiserie qui ont fait faillite parce qu'elle n'ont pas résisté à la concurrence de la contrebande de la RAS.

NUNES: Sans oublier que l'argent de la contrebande est accumulé "parallèlement".

NEVES: (en plaisantant) Si je fais les comptes, j'en conclus qu'en recrutant 10 hommes pour vendre dans les Dumba Nengue, c'est plus avantageux pour moi que de faire une trading pour appuyer l'industrie... (...)

NUNES: Quelle est la situation du marché interne?

NEVES: Le gouvernement a créé des mécanismes d'accès à l'importation pour les commerçants ayant leur comptabilité en ordre et a stipulé un plafond renouvelé tous les trois mois. Il se trouve que la société qui a un pouvoir d'achat est si petite que beaucoup de commerçants n'ont pas pu écouler leurs stocks. C'est-à-dire que la consommation est extrêmement réduite. Nous pouvons tenir le discours de l'économie de marché mais elle n'existera que quand tous les facteurs de développement fonctionneront normalement. (...)

NUNES: Comment voyez-vous le rôle de l'État aujourd'hui?

NEVES: Il y a une espèce de traumatisme psychologique. D'une situation antérieure où le gouvernement avait tout centralisé, on est tombé dans l'autre extrême: en finir avec tout ce qui appartenait à l'État. Je pense que c'est une erreur. Pour moi, on doit éliminer les mauvaises méthodes d'administration et accueillir ce qui correspond aux initiatives d'État dans des institutions qui multiplient les initiatives liées à la production. Il ne suffit pas de maintenir, il faut renforcer ces secteurs parce qu'ils n'en sont qu'à leurs débuts. Que faire des institutions de production? Est-ce qu'elles seront toutes privées? Je ne le crois pas. Est-ce qu'un gouvernement peut s'appuyer sur des institutions de promotion privées? (...)

NUNES: À quoi attribuez-vous cette situation?

NEVES: Je pense que c'est une question interne mais qui reflète la posture internationale. Aujourd'hui, le dirigeant mozambicain vit dans l'attente de quelque chose et il ne sait pas forcément quoi. Il n'y a pas de politique de développement qui oriente les actions. Dans mon ministère comme dans d'autres, les conseils consultatifs ne se réunissent plus. On a tiré le tapis aux directeurs d'entreprises: ils ne peuvent plus participer pour apporter leur contribution à leur ministère. Par exemple, on parle de privatisation sans avoir défini les contours, les critères, on ne sait même pas quelles entreprises seront privatisées. Cependant, on sait qu'il y a des privatisations en train...

NUNES: Ce serait une question d'incapacité interne?

NEVES: Fondamentalement, oui. Je sens que la préoccupation existe. Par exemple, je sais que le Président de la République est quelqu'un à l'écoute de la population: il va dans les provinces et ensuite, il fait venir les gens pour qu'ils lui parlent de leurs intérêts, mais il n'y a rien de concret. C'est une contradiction parce que nous n'avons toujours pas de mécanisme de financement.

Agriculture

NUNES: Si le Mozambique insiste dans la production de coton, ne devra-t-il pas vendre à perte pour garantir la vente?

ZUCULA³³: Si. C'est un problème complexe. Ce que l'on voit aujourd'hui, c'est une compétition entre les petits. La Banque Mondiale, depuis le sud de l'Afrique jusqu'à l'Egypte ne finance pas les individus, elle finance la culture d'exportation. Quand on

³³ Entretien réalisé avec ZUCULA Paulo, ingénieur agronome mozambicain. Directeur du Pré-programme agricole (visant la protection des terres du secteur familial), ex-vice-ministre de l'Agriculture.

reçoit de l'argent de la Banque Mondiale, c'est à condition de financer le coton et ça représente beaucoup d'argent. Alors, ils financent le coton au Mozambique, (...) en Tanzanie, (...) au Kenya, (...) en Zambie... et qu'est-ce qu'ils font? Ils sont en train d'augmenter l'offre pour faire baisser le prix de la matière première et pour que les pays s'endettent... (...)

NUNES: Mais si on prend l'exemple de la LOMACO. Si c'était du coton qu'elle offrait au marché mondial...

ZUCULA: Elle ne ferait jamais ça. Ce système convient bien à la LOMACO parce que le coton, elle s'en sert dans ses industries...

NUNES: Le coton entre comme partie du processus productif.

ZUCULA: Exactement, sur le marché international, elle envoie des slips, des vêtements finis. (...)

NUNES: Et en ce qui concerne la privatisation, comment se fait ce passage des infrastructures et des équipements? Est-ce qu'il y a déjà une valorisation des biens?

ZUCULA: Là où on privatise, oui. Mais il n'y a pas trop de critères. (...) parce que l'investisseur veut acheter les infrastructures des entreprises (...) mais ne veut pas assumer la dette (...) et il veut l'acheter pour sa valeur potentielle. (...) Je connais pas très bien le sujet, d'ailleurs je n'ai jamais voulu m'en mêler parce que c'est une source de corruption terrible. J'ai déjà vu des gens qui signaient le chèque et me disaient;

"remplissez-le mais on veut la scierie". J'aurais pu le remplir et dire: "Tenez, la scierie est à vous".

NUNES: C'est ça, la création de la bourgeoisie nationale?

ZUCULA: Non, parce qu'elle n'y a pas accès, elle n'a pas de capital. (...) ils sont utilisés comme hommes de paille des investisseurs étrangers. (...) Je ne crois pas beaucoup à la bourgeoisie nationale dans les 100 prochaines années. Il y en a quelques-uns qui entrent par le biais des services. (...)

NUNES: Mais elle ne participe pas à la production.

ZUCULA: Pas du tout. (...) ceux qui y ont participé, à dire vrai, sont ceux qui avaient un poste de direction et qui ont accepté la corruption. (...) Ça a donné un coup de pouce et ils ont dit: "D'accord, vous aurez 4% et vous avez 10 ans pour réaliser". Mais, le moment venu, ils sont expulsés... (...)

NUNES: Et quant au programme que vous dirigez³⁴, vous avez du mal à trouver des financements étrangers?

ZUCULA: (...) Si j'ai des difficultés, c'est avec les institutions multilatérales de crédit, les banques. La Banque Mondiale ne veut pas se jeter tête la première là-dedans. (...) Parce qu'ils disent que c'est une politique protectionniste, que je protège les petits, que je ne m'occupe pas des autres.

NUNES: Mais vous ne misez pas aux grands, vous protégez les petits.

³⁴ Protection des zones du secteur familial. appui à la commercialisation.

ZUCULA: Oui, mais il y a de la méfiance de la part de ceux qui pensent: "Ces types, ce sont de maudits communistes, ils veulent nous faire perdre notre temps pour se tirer d'affaire, parce que quand ils iront mieux, il nous feront partir à coups de pied."

NUNES: Et l'aide d'autres institutions?

ZUCULA: On ne peut pas encore dialoguer avec les autres institutions, sans organisation. Elles n'acceptent pas le dialogue. (...) Prenez, par exemple, le système bancaire. Ils me disent: "Les coûts de l'opération que représente un crédit au paysan sont trop importants... (...) je ne sais pas où il habite, (...) il n'y a pas de coparticipation. (...) C'est trop risqué, je ne peux pas faire crédit. Le système de commercialisation, c'est la même chose, parce que ça revient trop cher aux revendeurs et au réseau commercial d'aller en camion de machamba en machamba pour chercher le produit. Ils ne vont chercher que les produits de valeur, la noix de cajou (...) le coton, personne ne va le chercher, sauf ceux qui ont une industrie. Le maïs? "Je ne vais pas le chercher, aller de machamba en machamba, ils n'ont qu'à venir le vendre ici". Mais le paysan n'a pas de camion pour le transporter.

NUNES: Alors, il faudrait créer des postes communautaires, dans lesquels les paysans producteurs emporteraient leurs excédents dans un endroit précis, où il y ait des entrepôts...

ZUCULA: Exactement. (...) C'est un programme sur 10 ans, au moins, et ce n'est pas qu'un programme, c'est un processus. (...) Mais, tout le reste (...) il n'y a pas d'avenir, non. C'est imprévisible et ça peut s'effondrer très facilement du jour au lendemain. L'un des risques, c'est que les donneurs s'arrêtent de donner, ce qui est probable. C'est une question de mode. S'il n'y a plus urgence, si la guerre se termine, il n'y a

plus d'intérêt pour eux, on est obligé de faire appel au crédit et c'est mauvais stratégiquement parce qu'il n'y a pas de retour rapide.

NUNES: C'est une dépense qui, généralement, est à la charge de l'État.

ZUCULA: Si ce que nous attendons ne se réalise pas, c'est très grave. Dans 20, 30 ans, nous aurons un groupe de personnes organisées pour recommencer la lutte armée. Et on ne se stabilise plus jamais.

4. La tendance de marginalisation relative du Mozambique

Le cadre qui nous est fourni par ces entretiens se passe de plus amples commentaires. La réalité exprimée dans l'opinion de ces personnes interviewées sur le Mozambique de 1991 s'opposait - quoique l'une découle de l'autre - aux nouveautés introduites par la Troisième révolution industrielle, sous le nom de globalisation de l'économie.

La globalisation en cours s'appuie sur de grands flux financiers sans patrie et sur des technologies nouvelles, à savoir l'informatique, la micro-électronique, les télécommunications, la robotique, la biotechnologie, les matériaux nouveaux, les services alternatifs, la dynamique de la recherche, les changements rapides des produits et des processus productifs, les structures sociales et les rapports de travail. L'économie de la globalisation est aussi aiguillée par une compétition forcenée. Elle est aiguillée par la production flexible, le *just-in-time*, la qualité totale, l'erreur zéro, le télétravail, le téléachat, etc. Elle supprime des emplois, des corporations, des entreprises, des

installations, des produits, des pratiques, ainsi que des fonctions, des tâches et des séquences productives, tout en offrant d'autres opportunités, exigeant des changements dans le système d'enseignement et la formation. Et elle laisse derrière elle une horde grandissante de chômeurs et d'exclus de toutes sortes.

Pour la nouvelle compétitivité, le bagage technico-scientifique est devenu plus important que la matière première et la main-d'oeuvre. Enfin, le capitalisme de la Troisième révolution industrielle tire son profit d'une composition organique du capital extrêmement élevée, ce qui en réduit les taux et exclut d'énormes contingents de la population et désindustrialise ceux qui ne sont pas compétitifs.

Evidemment, tous les pays ne pourront pas profiter de cette dynamique, qui se limitera à certains secteurs de l'économie mondiale. Les pays où la recherche est peu développée, qui ne disposent pas, au départ, de connaissances technico-scientifiques suffisantes, auront beaucoup de mal à s'insérer.

L'Afrique du Sud, elle-même, se débat avec ses propres problèmes. Dans ses rapports avec le système-monde, elle a occupé la place d'un pays semi-périphérique et elle doit aujourd'hui se battre pour y retrouver une place favorable. Les rares secteurs du capitalisme sud-africain qui pourront bénéficier des exigences actuelles du système, devront accepter inconditionnellement les règles du capital international et ce n'est pas au profit d'une coopération régionale qu'ils s'abstiendraient de le faire.

Or, si le Mozambique ne peut pas participer directement à ce processus, ne pourrait-il pas aller à la remorque de l'Afrique du Sud dans sa participations à la globalisation? N'était-ce pas là l'espoir de nombreuses personnes, avec la fin de l'apartheid?

L'Afrique du Sud ne pourrait-elle pas entrer dans le cadre de la gobalisation tout en étant un centre propulseur de la modernité et du développement régional? La direction contradictoire de l'accumulation, dans un cas comme dans l'autre, indique que non.³⁵ L'axe central de l'accumulation fondée sur la ponction de la rente de la société domestique au profit de la société moderne, qui avait permis l'intégration régionale durant l'apartheid, s'est brisé bien qu'il puisse encore résister ça ou là.

La production en vue de l'exportation, à la différence de la période où la RAS appliquait une politique de substitution d'importations, compromet l'intégration régionale. L'installation d'une industrie locale ne serait plus destinée à répondre à la demande du marché régional mais à celle de l'exportation, et suivant les normes globales.

Selon Coussy, il est très probable que la coopération régionale, en perspective, s'attache davantage à administrer les conséquences socio-économiques de l'interpénétration croissante des économies qu'à l'objectif traditonnel d'augmenter les mouvements de capital et de marchandises. Elle aura pour but de réparer les dégâts causés par les déséquilibres et les tensions de la globalisation et de la régionalisation spontanée, les migrations sans contrôle ou la contrebande aux frontières, par exemple.

³⁵ D'après les analyses de COUSSY Jean. "Cheminement institutionnels et dynamiques capitaliste dans l'integration de l'Afrique australe". in Les Etudes du CERI, n°. 10 decembre de 1995.

L'intégration régionale se fera par la conjonction d'une offre et d'une demande d'investissements privés, principalement dans les secteurs du tourisme, du réseau de transports, des ressources hydriques et de l'environnement.

Quant aux services des ports qui représentaient une part importante des rentrées mozambicaines à l'époque coloniale, ils avaient perdu du terrain. Malgré les investissements considérables dans le secteur des transports réalisés dans les années 80, dans le cadre de la SADCC, "l'utilisation de la capacité demeure faible, en raison du manque de travailleurs mozambicains qualifiés"³⁶.

La modernisation des ports et des transports de l'Afrique du Sud date des années 70. Ce pays possède en outre un plus grand volume de production et des travailleurs plus qualifiés, facteurs qui attirent de meilleurs partenaires internationaux, ce qui rend plus difficile la concurrence pour ce secteur mozambicain.

La situation n'est pas simple non plus pour la RAS. La population noire qui avait été exclue du *Welfare State* de l'apartheid exerce une forte pression. Le pays a accepté l'application des normes libéralistes, mais les entreprises sont loin de correspondre aux modèles de concurrence préconisés.

³⁶ ABRAHAMSSON, Hans, et NILSSON, Anders. *Moçambique em transição*. PADIGU, CEII-ISRI. Maputo, 1994, p. 204.

Quant au Mozambique et, à d'autres pays pauvres de la région, même en acceptant les règles - ce qu'ils le font - ils devront se contenter d'être une espèce de réserve pour le capital de pointe, tandis que le capitalisme sauvage se fauilera par les brèches et profitera des cendres du colonialisme et des guerres internes.

L'intérêt du secteur globalisé, en dehors de ses couloirs de services, repose sur ses richesses biologiques que le capitalisme lui-même a déjà détruit dans les pays centraux mais n'est pas parvenu à détruire totalement dans la périphérie. La connaissance de la nature qui, dans une certaine mesure, est préservée par la population rurale peut aider le capital à rentabiliser l'exploitation de la biodiversité, car en partant de ces connaissances, on augmente les gains de temps et d'argent dans les recherches. En échange de cette participation, la société domestique, et même l'État national, ne gagneront pratiquement rien, vu qu'ils ne disposent pas de mécanismes de contrôle pour observer ce qui leur est soustrait. C'est dans cette intention que, outre les politiques intérieures permissives (paix, démocratie et marché ouvert), le capital globalisé prêche le soutien à la non modernisation de ces sociétés.³⁷

L'abandon relatif, nom que nous donnons à ce genre d'exploitation, s'applique donc à la population dont la force de travail ne sera pas exploitée par les secteurs dynamiques de la nouvelle accumulation. **Le capitalisme globalisé se passe de son travail et de sa consommation.** Cette marginalité est relative car les secteurs non dynamiques de l'accumulation, comme la production de coton et d'autres produits agricoles,

³⁷ Voir à ce sujet les rapports de la Banque mondiale et les programmes de coopération du pays du Nord vers l'Afrique.

principalement d'exportation, seront encore incorporés au système, tout autant que par le passé, mais leur situation sera différente, parce que, sur le marché international bon nombre de ces produits sont encore moins nécessaires qu'avant. Elle est relative, comme on l'a dit, car la nature (la faune et la flore) sera ouverte à l'intervention du grand capital.

Mais, tout ceci ne correspond pas seulement à un nouvel agencement de l'articulation de modes de production. Avec l'échec du projet du FRELIMO, au seuil de la Troisième révolution industrielle, le Mozambique s'est trouvé devant une situation semblable à celle qu'il avait vécue dans le passé et, simultanément, devant des situations jusqu'alors inconnues.

Plus qu'à la continuité de l'articulation de modes de production, **sous moindre pression** (exercée par le capitalisme sur les vestiges de la société domestique), c'est à la naissance de nouvelles formes d'exploitation, déjà connues ailleurs, comme en Amérique latine, par exemple, qu'on assiste.

La globalisation a plusieurs sens. Dans la mesure où les taux élevés de productivité atteints augmentent la marginalité de ceux qui se voient éliminés du processus productif, il y a "importation" de structures d'exploitation. Ainsi, les manières de vivre dans un cadre marginal sont, elles aussi, globalisées.

Pour une partie de la population originaire de la zone rurale et qui s'agglomérera dans les régions urbaines, sans emploi ni soutien institutionnel, de nouvelles formes d'exploitation

tendront à s'imposer. Ce ne seront plus les mêmes que celles de la société domestique ou lorsque celle-ci était soumise au capitalisme portugais. Ceci car, après avoir migré vers les villes, les populations établissent des rapports qui ne répondent plus aux normes de fonctionnement de la société lignagère, mais ne permettent pas non plus que ces populations s'intègrent dans les rapports modernes.

Ces groupements humains commencent alors à vivre en marge de la "société productrice de marchandises", créent de nouveaux rapports pour survivre, qui ne sont pas sans rappeler l'expérience mafieuse. Dans les villes, les chômeurs vont dépendre des groupes organisés autour d'activités lucratives mais parallèles à la société de "droit". Déracinée, cette population marginalisée recherche des protecteurs, des redistributeurs dont ils deviendront les "obligés". La "forme d'exploitation paternaliste" connue en Amérique latine aura son doublé africain.

Une partie de la population qui ne peut pas être réintégrée à la campagne aura tendance à rester groupée dans les périphéries des grandes villes, privée de la tutelle d'un État qui devrait assurer son adaptation aux conditions de la vie urbaine. Dès lors, cette tutelle est assumée par les détenteurs du contrôle des moyens de circulation, liés à la contrebande, au vol et au trafic de narcotiques, marché hautement lucratif qui fonctionne en dehors des règles du capitalisme, tout en lui étant parasite.

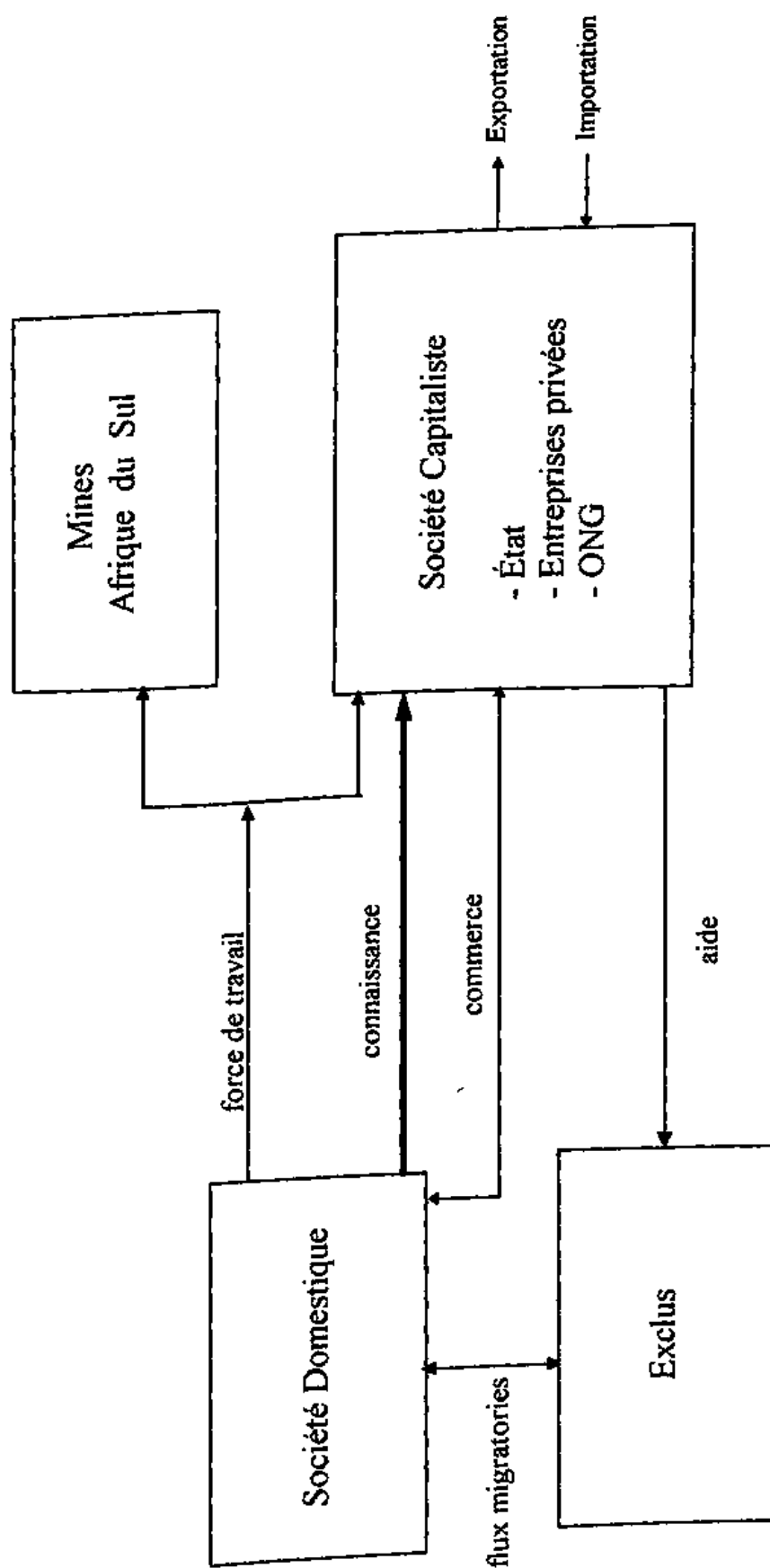
Au tableau IV, nous présentons le schéma de la marginalisation relative du Mozambique dans le système-monde. Ce qui signifie qu'il n'est pas au nombre des intérêts

primordiaux de l'accumulation capitaliste, aux termes de la troisième révolution industrielle et que ses point d'attache avec le système-monde seront limités.

La relation entre la société domestique et capitaliste revêtra de nouvelles formes. Le secteur traditionnel du capital (sur une base technologique datant de la deuxième révolution industrielle) et du capital globalisé qui y entreront en jeu, sont intéressés par le retour des populations à leurs régions d'origine et au mode de vie traditionnel. Les difficultés de réinsertion de la population ne sont pas minces, puisqu'une grande partie a été atteinte et par la politique modernisante du FRELIMO et par la guerre, des millions de personnes ayant été déplacées vers les périphéries des villes, et les liens avec leur culture partiellement rompus.

MARGINALISATION RELATIVE TENDANCE ACTUELLE DU MOZAMBIQUE

TABLEAU IV



OBJECTIFS: - exploitation écologique par la préservation de la nature et par la connaissance de la société domestique;
- prestation de services aux pays voisins;
- capitalisme sauvage.

Malgré tout, c'est dans les sociétés domestiques que vivra la grande majorité de la population mozambicaine, relativement abandonnée par l'exploitation du capital.

D'un côté, la population rurale continuera à être un espace que le capitalisme traditionnel pourra ponctionner par l'exploitation de la force de travail bon marché, tendant, comme nous l'avons vu, à la désagréger et à la conserver au stade de l'époque coloniale. Or, à la différence de cette époque-là, les produits qui peuvent être offerts, comme le coton, n'ont plus l'importance qu'ils avaient lors de la structuration du Portugal comme semi-périphérie du système-monde. Le Portugal, de même que l'Afrique du Sud, est plus enclin à réorienter son économie vers des secteurs plus avancés. En outre, l'absence d'un État fort entrave la pression extra-économique sur la population pour l'obtention de la rente et de la plus-value absolue.

D'un autre côté, cette population devra coexister avec le capital globalisé, qui tient à ce qu'elle soit conservée, ou reconstituée si besoin est, pour qu'elle joue son rôle de préservation de la nature et qu'elle transmette à ce même capital ses connaissances en la matière. Comme la force de travail sans qualification ne présente pas d'intérêt (le chômage provoqué par la modernisation de l'industrie en Afrique du Sud poussera le gouvernement sud-africain à utiliser moins de main-d'œuvre étrangère dans les mines), conserver la société domestique devient donc l'option la meilleur marché pour le capital. Le maintien dans les villes de cette population exigera des investissements beaucoup plus importants dans les secteurs santé, logement, éducation et notamment sûreté, que si elle était restée en zone rurale.

Ainsi, les intérêts du secteur traditionnel du capital et du secteur globalisé coïncident en ce qui concerne la préservation des sociétés domestiques, quoique leurs objectifs soient différents. Or, ni l'un ni l'autre ne s'intéresse à leur modernisation ou à leur développement.

Le capitalisme dominant peut être qualifié de sauvage car l'État ne dispose pas de mécanismes et ne démontre aucun intérêt pour le contrôle du rapport capital/travail. En zone rurale, ceci se manifeste par la concession de régions (bétail et population inclus) à de grandes entreprises étrangères qui appliquent leur propre loi. Les couloirs de service répondent directement aux besoins des groupes étrangers et aux pays voisins. Bien que la technologie utilisée soit moderne, le gouvernement ne dispose pas de personnel qualifié pour contrôler les opérations, ce sont, ici aussi, les groupes étrangers qui dictent leurs lois. Les engagements, en tant qu'associés minoritaires, de membres de l'État avec les groupes étrangers, dans les divers secteurs de la production, du commerce et des finances, tendent à faire de ceux-là une bourgeoisie subordonnée.

Dans ces conditions, l'État pourra être réduit et vivre des impôts de ces secteurs capitalistes tout en conservant son caractère répressif, car il sera toujours présent lors des manifestations populaires, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

5. Les illusions de solution à l'intérieur du système

Plus de vingt ans se sont passés depuis l'indépendance. Le socialisme a échoué et aujourd'hui, de nombreuses analyses reconnaissent que, plusieurs années après l'option pour l'ajustement structurel, la situation ne s'est pas améliorée et nous ne trouvons pas d'alternative réalisable dans les propositions de solution à appliquer.

Dans le domaine de l'économie, par exemple, Castel-Branco³⁸ considère que ni le modèle socialiste ni le réajustement structurel n'ont porté leurs fruits. Aucun des deux modèles n'a réussi car ils ont laissé inchangées les bases de l'accumulation de capital dans le pays: la force de travail bon marché de la population rurale. Il préconise un changement de priorité et de centre d'accumulation: l'attention doit être portée sur les petits et moyens agriculteurs et la zone rurale. La solution, selon Castel-Branco, est de convaincre justement ces investisseurs étrangers et mozambicains à se tourner vers la population rurale.

Mais pourquoi les investisseurs appliqueraient-ils leur capital au développement du "paysannat pauvre"? L'argumentation réclame une sensibilité que la nature du capitalisme ne comporte pas.

Si nous avons relevé cette proposition, c'est parce qu'elle est exposée dans une oeuvre qui rassemble un groupe représentatif d'intellectuels soucieux du destin du peuple

³⁸ MAZULA, Brazão. "As eleições moçambicanas: uma trajetória da paz e da democracia. p. 67, in Moçambique - Eleições. Democracia e Desenvolvimento. MAZULA, Brazão (coord.) et alli, Ed. Mazula Brazão, Maputo, 1995.

mozambicain. Toutefois, si ces contributions sont à considérer, elles nous paraissent encore limitées en ceci qu'elles misent sur la possibilité de convaincre les investisseurs à appliquer leur capital en vue de la croissance de la population rurale défavorisée.

S'il en était ainsi, s'il suffisait de faire appel à la sensibilité, on ne verrait pas la désindustrialisation en cours dans diverses régions du monde, même lorsque leurs produits seraient utiles à la population, ni l'application de technologies qui s'imposent, du jour au lendemain, à des milliers de personnes, sans qu'il y ait, pour ces dernières, de retour des bénéfices de ces innovations technologiques.

Il ne s'agit pas d'une décision de sujets-personnes mais du sujet invisible du processus de développement de la marchandise. La logique du système exige que l'on produise de manière à obtenir le plus grand profit possible. Revendiquer la pensée socialiste par le "bon voisinage conceptuel" entre les intérêts qui mènent à la recherche de gains de plus en plus grands et à la satisfaction réelle de l'humanité, c'est tomber dans les mêmes erreurs que par le passé. Nous nous trouvons encore devant un dilemme de la modernité: concilier la logique du profit et la réalisation sensible de l'être humain avec ce qu'il produit.

Ces illusions d'agencement à l'intérieur du système ne sont pas l'apanage des propositions sur le Mozambique. Dans leur critique de l'inhumanité du système, certains théoriciens reviennent aux vieux dilemmes. Comme Hobsbawn qui déclare "Je partage l'idée de John Kenneth Galbraith selon laquelle 'dans un sens très réel, que ce soit en

Occident ou à l'est, notre tâche est la même: chercher un système qui combine le meilleur de l'action orientée par le marché et l'action socialement motivée".³⁹

C'est la même illusion qui se retrouve en ce qui concerne les formes politiques par lesquelles le système cherche à se perpétuer. Pour Miliband,⁴⁰ le problème du socialisme se situe non pas dans la technique mais dans sa nature autoritaire. La question pour lui reside dans la démocratie. Mais s'il s'agit de démocratie réelle, ceci devrait passer par la transformation du propre concept de démocratie libérale adopté par la modernité comme moyen de soumission au but suprême d'accumulation de capital.

Comme le dit Wallerstein⁴¹, la démocratie libérale a trouvé dans le concept du réformisme rationnel le meilleur moyen, pour la bourgeoisie, d'empêcher justement l'existence de la démocratie. Le libéralisme est essentiellement anti-démocratique. Il est aristocratique en ceci que ce sont les meilleurs qui commandent, ceux qui sont le mieux à même d'indiquer le chemin à suivre car ils sont les détenteurs du savoir et des mérites. Cette "méritocratie aristocratique", anti-démocratique a duré aussi longtemps que le système a pu maintenir le *statu quo* nécessaire à l'accumulation de capital.

L'acceptation du changement politique comme norme et non comme exception et la conviction que la souveraineté émane du peuple et non du souverain ont été

³⁹ HOBBSBAWN, Eric. "Renascendo das cinzas" in BLACKBURN, Robin (org). Depois da Queda. O Fracasso do Comunismo e o Futuro do Socialismo. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1992. p. 265.

⁴⁰ Cf. MILIBAND, Ralph. "Reflexões sobre a crise dos regimes comunistas". in Depois da queda. op. cit.

⁴¹ Voir WALLERSTEIN, Emanuel. "As agonias do liberalismo: as esperanças para o progresso". in O mundo depois da queda. Rio, Paz e Terra, 1995.

institutionnalisés à partir de la révolution française. Cependant, comme nombre d'autres promesses de la modernité, si le peuple prenait ces idées à la lettre, c'est une démocratie réelle qui serait revendiquée. Or, elle mettrait en question le système producteur de marchandises qui ne peut exister que sur la base de l'exploitation et de l'inégalité. Telle est sa nature.

Le libéralisme, combinant répression et concessions, a été la manière la plus habile de se livrer de cette contradiction. Au nombre des concessions, on compte le suffrage universel, l'état de bien-être social et l'identité nationale. Lorsque les révoltes éclatèrent dans les pays périphériques, la bourgeoisie a étendu le concept de réformisme rationnel au reste du monde, s'appuyant sur deux principes fondamentaux: l'autodétermination des nations comme extension du concept de suffrage universel et le développement pour les sous-développés, qui s'identifie à l'état de bien-être social.

Toutefois, de même que les pays centraux n'ont pas connu le passage à la démocratie réelle, de même la périphérie ne s'est pas **développée** ou n'a pas obtenu de réelle **autodétermination**.

Malgré ces évidences, l'idéal du libéralisme a pénétré dans les mentalités colonisées et, bien que donnant aujourd'hui des signes d'épuisement dans les pays centraux, il est toujours d'actualité pour les élites en déroute des projets développementistes, comme les néo-démocrates mozambicains, qui veulent le voir appliqué.

Certains secteurs de l'élite mozambicaine se sont montrés euphoriques devant "l'implantation", à la fin de la guerre, d'un système politique inspiré sur la démocratie libérale occidentale. Il est vrai que l'accord de paix avait été applaudi par la population lasse de la guerre. Toutefois, la solution du vrai problème ne se trouve ni dans la fin de cette guerre, ni dans celle du dirigisme frémiste, ni dans l'implantation de la démocratie libérale, née d'un accord du FRELIMO et de la RENAMO avec les institutions financières internationales.

Voilà pourquoi l'affirmation de Mazula⁴² nous semble dénuée de substance, lorsqu'il avance que la vraie démocratie est possible et qu'il y aura

"(...) une présence marquée de la société civile. Les partis se considèrent membres de la société. (...) Ils assument leur véritable rôle de moteur de la société et en deviennent la conscience politique. Il s'établit un rapport de confiance mutuelle, ce qui stimule la participation du citoyen aux projets de développement. Cette participation passe par la décentralisation du pouvoir qui renforce le rôle de l'État. La démocratie est un défi qui dépend, en première instance, de la volonté politique des Mozambicains eux-mêmes: la démocratie est possible".⁴³ (c'est nous qui soulignons)

Et d'ajouter:

"(...) l'option pour la démocratie (pluraliste), pour le pluripartisme parlementaire est, en soi, un défi aux capacités mozambicaines de réaliser leur historicité (...); (je prends historicité dans le sens tourainien, de processus de réalisation et de dépassement historiques de soi, à la fois par le développement de la connaissance, de la production et de la culture, la souveraineté nationale résidant alors dans la capacité endogène de réaliser l'historicité)."⁴⁴

⁴² Ex-président de la CNE (Commission Nationale des Élections) et Recteur de l'Université Eduardo Mondlane.

⁴³ MAZULA. Brazão. "As eleições moçambicanas: uma trajetória da paz e da democracia, p. 67, in Mozambique - Eleições, Democracia e Desenvolvimento. MAZULA. Brazão (coord.) et alli. Ed. Mazula. Maputo. 1995.

⁴⁴ Id. p. 30.

Peut-il y avoir souveraineté alors que l'État dépend pour l'essentiel de financements et de dons étrangers, sans pouvoir de décision sur l'application de ces fonds? Les principaux partis, la RENAMO et le FRELIMO, sont eux-mêmes financés par l'étranger.

"L'unité d'action citée et l'existence d'une situation d'extrême dépendance par rapport à l'étranger aussi bien du gouvernement (dépendant de l'aide internationale aux programmes gouvernementaux) que de la RENAMO (dépendant du 'trust found') ont permis à la communauté internationale d'exercer sur les deux les pressions jugées 'nécessaires et opportunes' dans les moments critiques".⁴⁵

La quasi-totalité du "trust found" destiné à la RENAMO, soit 18 millions de dollars, a été administrée par l'ONUMOZ⁴⁶ et le gouvernement dépend d'une aide internationale de l'ordre d'un milliard de dollars pour l'application de ses programmes.

Le libéralisme comme moyen de gouverner n'est possible en aucune circonstance. Les années 1945 à 1973 ont correspondu à l'époque d'or des sociaux-démocrates en Europe de l'Ouest. La social-démocratie de la politique du capitalisme keynésien et du *New deal* qui s'y est intégré, a dominé et "(...) a été la clé de la politique social-démocrate de l'après-guerre. (...)".⁴⁷

Pour beaucoup, le degré d'étatisme du gouvernement détermine de grandes différences. Or, Kurz soutient que l'étatisme et le libéralisme sont adoptés par le système, mais l'Occident, en raison des conditions privilégiées d'accumulation de capital, peut passer d'une forme à l'autre, selon le besoin et l'époque. Les pays périphériques n'ont pas joui

⁴⁵ CABAÇO "A longa estrada da democracia em Moçambique". in MAZULA. op. cit., p. 99.

⁴⁶ ONUMOZ: Mission des Nations Unies pour le Mozambique. Cf. CABAÇO. op. cit.

⁴⁷ HOBBSBAWN, Eric. "Renascendo das cinzas". in *Depois da queda*. op. cit. p. 261.

de cette même liberté lors de leurs projets de modernisation accélérée. Pour un pays sous-développé, l'exercice de la géoculture de la modernité, que le libéralisme a pu réaliser avec une tranquillité relative dans les pays centraux avec ses gouvernements sociaux-démocrates, a demandé un étatisme extrêmement fort.

La social-démocratie et le socialisme réel ont manifesté les premiers signes de crise à la même période, après 1970 et pour les mêmes causes: l'épuisement de la phase B du cycle de Kondratieff et le début de la troisième révolution industrielle. La crise aiguë qui a entraîné la défaite des économies dirigées en Europe de l'Est a correspondu à la crise des formes de gouvernement libérales réformistes en Occident.

Selon Hobsbawn, c'est le début de l'effondrement du consensus du "capitalisme réformiste et de la démocratie sociale. Le néolibéralisme de libre marché et la critique de l'état de bien-être social a gagné du terrain"⁴⁸, principalement dans les États-Unis de Reagan et dans l'Angleterre de Thatcher.

Aujourd'hui, "les problèmes du monde ne peuvent pas être résolus par une social-démocratie (...). La croissance exponentielle de la production et de la pollution, de la capacité technologique de destruction, du monde partagé en peuples affamés et en États riches, exigeront, tôt ou tard, une "action systématique et planifiée, sur le plan national et international et une combat contre les forteresses centrales de l'économie de marché

⁴⁸ HOBSEBAWN. op. cit. p. 269.

de consommation. Ils exigeront non seulement une société meilleure que celle du passé mais, comme l'ont toujours soutenu les socialistes, un type différent de société."⁴⁹

Je ne pense malheureusement pas qu'une action planifiée internationale contre l'économie de marché de consommation puisse être menée maintenant et à cette fin. Cependant, si les choses suivent leurs cours actuel, on verra se multiplier les réactions de désarroi qui exigeront des mesures répressives nationales et internationales.

"Si la tournure d'invivabilité qu'a pris le développement des forces productives se vérifie, amenant le capitalisme à l'impasse, elle confirme le pronostic central de Marx".⁵⁰ Politiquement, ceci suggère comme probable que de nouvelles vagues d'étatisme surgissent, de nouvelles dictatures, de nouvelles phases de répression. Mais cette fois-ci moins pour conditionner les travailleurs à un effort supplémentaire de travail, que pour essayer d'enrayer l'action du désarroi des marginalisés. Si l'on ne crée pas une alternative sociétale et une solution paradigmatique à l'épuisement actuel de la société du travail, la barbarie deviendra pratique sociale de notre espèce, sans qu'il y ait besoin d'aucune forme de planification humaine.⁵¹

Au Mozambique, la guerre terminée, "l'ONU calcule à plus de deux millions les armes non retirées. Quelques dizaines de milliers de personnes ont préféré rentrer chez elles: que vont-elles y faire? Nombre de ces hommes ne connaissent qu'une 'profession', la

⁴⁹ Id. ibid.

⁵⁰ SCHWARZ. in KURZ. O colapso da modernização... op. cit., p. 14.

⁵¹ KURZ. O colapso da modernização... op. cit.

guerre. Trouveront-ils une occupation? Comment empêcher que les milliers de démobilisés ne déclenchent des actes de violence? Pourquoi n'a-t-on pas pu créer des conditions dignes pour les militaires qui restaient."⁵²

Les bailleurs de fonds internationaux qui imposèrent le réajustement structurel dont les conséquences sociales et économiques sont catastrophiques, sont les mêmes que ceux qui appuyaient Pinochet qui, dans une dictature de droite avait appliqué, voilà longtemps, la recette néo-libérale. Ce sont eux qui exigent la démocratie au Mozambique. Comme l'affirme, à juste titre, Cabaço " (...) pour la communauté internationale, Démocratie signifie réaliser une élection admettant le multipartisme. Peu importe, en l'occurrence, si ce genre d'élection répond ou non aux modèles de culture du peuple objet, car il est convenu que le multipartisme est valable internationalement."⁵³

La société domestique fonctionne selon une logique différente de celle de l'Occident, et "(...) si l'on prétend définir un système présentant des analogies avec les éléments de la démocratie contenus dans la société traditionnelle, il apparaît beaucoup plus proche du système de parti unique (...) que de l'actuel multipartisme, en particulier en ce qui concerne le choix des dirigeants aux échelons les plus élevés de l'ordre social".⁵⁴

"(...) Des concepts tels que démocratie pluraliste, séparation des pouvoirs, multipartisme et tant d'autres, (ne) valent pas aujourd'hui pour le citoyen

⁵² Don MATTEO ZUPPI. "A comunidade de Santo Egidio no Acordo Geral de Paz". in MAZULA. op. cit., p. 123.

⁵³ CABAÇO. José Luiz. "A longa estrada da democracia em Mozambique". in Mozambique. Eleições. Democracia e Desenvolvimento. Mazula. Brazão (coord.) et alli. Ed. Mazula Brazão. Maputo. 1995. p. 104.

⁵⁴ CABAÇO. op. cit., p. 106.

moyen, ce que (ne) valaient pas hier le centralisme démocratique, l'unité du pouvoir et le Parti-guide".⁵⁵

Les partis n'ont pas de programme politico-économique, si ce n'est celui déjà défini par les diktats du FMI. Le FRELIMO a accepté le discours de la démocratie libérale car il a échoué dans son projet et ses cadres, devant la perte totale de légitimité, acceptent le multipartisme à la seule fin de ne pas s'éloigner complètement de l'État, espace privilégié d'enrichissement.

Le FRELIMO du III^e Congrès n'existe plus. Il a changé de nature. Aujourd'hui, au Mozambique, l'État décadent et fragile a une "logique" car il ne s'agit pas de développer le pays. Si l'État est nécessaire, c'est surtout pour réprimer les mécontents.

Mais quelle était la nature du FRELIMO durant la période socialiste? D'aucuns le qualifient de "petite-bourgeoisie", d'autres de "bourgeoisie d'État en formation".⁵⁶ Selon d'autres encore, le profil du FRELIMO était beaucoup plus proche des autres groupes dirigeants qui assumèrent les gouvernements néo-coloniaux en Afrique, isolant l'expérience mozambicaine des autres expériences socialistes.

Selon nous, le projet socialiste mozambicain doit être considéré comme les autres expériences d'autres pays qui ont fait la même tentative. C'est en ceci que nous ne partageons pas le point de vue de Cahen⁵⁷. Cette critique selon laquelle le FRELIMO a

⁵⁵ Id. p. 102.

⁵⁶ Cf. SERRA. op. cit.

⁵⁷ CAHEN. Michel. "Une Afrique lusophone libérale?" in Lusotopie. Karthala. Paris. 1995.

assumé le marxisme, mais pas "n'importe quel marxisme (...). Le marxisme staliniste, car il était le seul à pouvoir intéresser les "élites bureaucratiques africaines". Elles ne l'auraient pas accepté s'il s'était présenté sous une autre version, comme "l'austro-marxiste très sensible à la question ethnique (...) [ou la] luxembourgist très sensible au pluralisme politique (...)".⁵⁸ Il estime également que l'élite ne se serait pas intéressée au marxisme s'il s'était présenté à elle dans sa version trotskiste ou gramscienne, car toutes ces traditions allaient à l'encontre de "l'imaginaire et l'habitus" de ces élites qui avaient besoin de créer un État fort, "négateur de l'ethnicité" et une nation moderne de style européen et jacobin.

Cahen considère que les mesures prises par le FRELIMO n'ont pas modifié les rapports sociaux, mais qu'elles ont visé l'encadrement de la population. Le centralisme démocratique fut un moyen d'encadrement, non pas de liberté. Toujours selon cet auteur, à la différence de Cuba et du Viêt-nam, le marxisme n'a pas été une caractéristique des fronts nationalistes mais un "instrument, ce qui explique qu'il peut aujourd'hui être abandonné sans que les partis en question ne changent fondamentalement de nature".⁵⁹

Selon nous, la tentative d'imiter la formation de la nation européenne de type jacobin, correspond exactement à la nécessité d'accumulation rapide de capital qui caractérise le socialisme réel. De même, la corruption au sein de l'appareil d'État comme forme de création d'une bourgeoisie après l'échec n'est pas une spécificité africaine. En Roumanie,

⁵⁸ CAHEN. *op. cit.* p. 88.

⁵⁹ *Id.* p. 89.

en Russie, dans tous les ex-pays socialistes, enfin, c'est le même scénario qui se répète. Et ceci n'a aucun rapport avec la nature du groupe au pouvoir durant la période du socialisme réel. Ils n'étaient pas bourgeois durant la période socialiste car, lors du démantèlement, ils furent les premiers (des nationaux) à tirer profit de la situation et à enrichir.

Il y a ici des questions profondes qui apparaissent dans les différentes analyses. Certaines divergences existent car quelques auteurs estiment que certaines expériences socialistes ont démontré être des alternatives ou essentiellement différentes de celles existantes dans le système. D'autres, au contraire, comme Wallerstein, soutiennent que l'économie-monde moderne est, et ne peut être qu'une économie-monde capitaliste.

Pour quelques analystes, l'erreur du FRELIMO, est de ne pas avoir rompu avec la loi de la valeur, ne pas avoir réalisé "une rupture complète avec les lois du marché, avec l'Ouest, avec l'Afrique du Sud, une rupture à la cubaine en quelque sorte."⁶⁰ (c'est nous qui soulignons)

Pour d'autres, cette rupture a eu lieu car il n'y avait pas d'appropriation de la plus-value par les propriétaires individuels des moyens de production, mais par un seul propriétaire (l'État) et ce n'est donc pas la catégorie de plus-value qu'il faut utiliser, mais celle de production de richesses.

⁶⁰ CAHEN. Michel. Mozambique: La révolution implosée. L'Harmattan. Paris. 1987. p. 167.

Cette confusion est due au fait que le socialisme soit un état d'exception de l'économie. La catégorie économique *valeur* subit un phénomène étrange. La "plus-value" produite n'est pas la même que lorsqu'il existe le marché comme espace où elle puisse se réaliser. Dans l'état d'exception de l'économie, le détournement de la richesse/plus-value ne peut se faire, comme nous l'apprend Kurz, qu'avec l'annulation du principe fonctionnel de la propre production de plus-value. Éliminant la concurrence afin de pouvoir réaliser le détournement de la richesse par l'État.

Quant à la nature du pouvoir politique dans l'état d'exception de l'économie, elle ne peut pas être caractérisée comme une bourgeoisie d'État. Le FRELIMO n'était ni bourgeoisie ni prolétariat. C'était un corps social de genre nomenklatura, concept développé par Meillassoux⁶¹, comme notion complémentaire de la théorie de classes sociales.

"La bureaucratie d'État, la "nomenklatura" n'est ni une bourgeoisie ni un prolétariat. Elle peut être considérée comme un corps social. Procédant historiquement d'une révolte prolétarienne et paysanne, mais figée par l'arrêt du mouvement révolutionnaire dans un pouvoir de type national, ce corps social entretient l'idéologie "marxiste" qui a présidé à ses origines, mais sous une forme également figée, rendue délibérément ennuyeuse pour en stériliser la subversivité"⁶² "Sans destin politique, la nomenklatura ne peut pas non plus concevoir une politique économique qui aille au-delà de ce qui avait été entrepris sous l'ère révolutionnaire donc, incapable de dépasser l'économie capitaliste, ni même de s'en dégager."⁶³

⁶¹ "(...) les corps sociaux sont pour chacune des classes sociales comme agents de mise en oeuvre du projet politique qui assure leur existence et leur destin de classe. Chacune des deux classes sociales de la société capitaliste, parce qu'elles ne sont pas en mesure d'accomplir ces tâches elles-mêmes, favorise la constitution de ces corps spécialisés qui, sans appartenir à la classe en cause, agissent pour elle" (...) "Parmi les corps sociaux les plus repérables, figurent ceux qui sont affectés à la répression, à la gestion de la production et même à l'exercice du pouvoir"(...). MEILLASSOUX, Claude. "Pour une théorie des corps sociaux", Paris, 1991, p. 13-14. (polycopié)

⁶² MEILLASSOUX, op. cit. p. 29.

⁶³ Idem, p. 30.

Quoique la classe ouvrière typique ait été pratiquement inexistante au Mozambique, le FRELIMO était lié à l'idée de classe des ouvriers telle que la gauche marxiste-léniniste la comprenait. C'est à dire comme divinisation du travail. Le FRELIMO était un corps social non pas du capital mais du travail, compris sous sa forme moderne, abstraite.

La divinisation du travail a été la conséquence de la manière dont la gauche a compris la principale contradiction du système, s'encadrant pour cette raison même, dans ses limites, car, aussi bien le capital que le travail, dans leur forme abstraite, sont ses éléments. La négation des ethnies et l'étatisme comme forme de gouvernement sont des exigences de ce modèle d'accumulation.

6. Conclusion

Nous nous interrogeons pour savoir quelles possibilités pourraient s'ouvrir à l'humanité, en cette phase d'épuisement de la société du travail. Il existe un moment de transition paradigmatique. Comme l'affirme Santos,

«La crise finale d'un système social donné réside en ceci que la crise de régulation sociale est simultanée à la crise d'émancipation. L'accumulation des irrationalités dans le péril imminent de catastrophe écologique, dans la misère et la famine à laquelle une grande partie de la population mondiale est soumise - alors qu'il y a des ressources disponibles pour leur permettre une vie décente et qu'une petite minorité de la population vit dans une société de gaspillage et d'abondance - dans la destruction par la guerre de populations et de communautés au nom de principes ethniques et religieux que la modernité semblait avoir écartés pour toujours, dans la drogue et dans la médicalisation de la vie comme solution à un quotidien aliéné, asphyxiant et sans solution - toutes ces irrationalités et beaucoup d'autres s'accumulent alors que s'aggrave la crise de solutions que propose la modernité, parmi elles le socialisme et la plus grande expression de sa conscience théorique, le marxisme. Les irrationalités semblent rationalisées par simple répétition.»⁶⁴

⁶⁴ SANTOS. *Pela Mão de Alice...* op. cit., p. 41.

Je ne partage pas son opinion quant à ce qu'il est resté de solide dans le marxisme et qui puisse collaborer à cette création de nouveaux modèles sociétaux et épistémologiques. Pour Santos, le fait que l'histoire se soit refusée à confirmer l'expectative que Marx avait mise dans le rôle de la classe ouvrière, remettrait en cause la possibilité de construction de cette société. C'est-à-dire, comme le "sujet historique" a échoué, l'utopie de la transformation aurait échoué elle aussi.

Ce qui est toujours valable chez Marx, c'est l'analyse du capitalisme:

"Marx nous a appris à lire le réel existant selon une logique de méfiance et nous a appris à lire les signes d'avenir selon une herméneutique d'adhésion. La première leçon est précieuse aujourd'hui encore et la deuxième est devenue dangereuse." (...) "En raison d'un déséquilibre créé par la science moderne entre la capacité d'action, qui est de plus en plus grande, et la capacité de prévision, qui est de plus en plus petite, l'avenir est aujourd'hui, pour nous, à l'inverse de ce qu'il était pour Marx, à la fois plus proche et plus insondable. Il n'a jamais été autant à notre portée, mais nos mains n'ont jamais été aussi ignorantes pour savoir si elles doivent caresser une colombe ou une bombe. Voilà pourquoi, et ainsi qu'il en va généralement de la modernité, nous devons aller chercher Marx beaucoup plus pour faire face à nos problèmes que pour y rechercher une solution."⁶⁵

Ce qui est dangereux, pour lui, c'est la vision qu'il attribue à Marx d'une foi absolue dans le développement des forces productives, enfin, le Marx comme résultat de la modernité. ce qui fait qu'il n'est pas "suffisamment radical pour nous guider dans une période de transition paradigmatique"⁶⁶, dans la post-modernité.

⁶⁵ SANTOS. op cit. p. 42

⁶⁶ Id ibid

Pour nous cette position laisse de côté la contribution la plus importante de Marx. Le Marx qui n'est pas actuel, croyons-nous, est celui de la capacité du prolétariat, en tant que classe, à penser la société comme un tout et à être l'avant-garde du dépassement du capitalisme.

Si la construction de l'avenir ne se limite pas aux contributions du marxisme, elle doit cependant en tenir compte. C'est dans le cadre du débat en cours que nous donnons notre point de vue et c'est pour cette raison que nous avons exposé les idées de la gauche et ce que nous considérons ces erreurs de compréhension.

La gauche a échoué dans ses interprétations. A chaque révolution gagnée, se produisait un bouleversement, des changements de classes ou de secteurs dans l'État. Mais ces révolutions ne représentaient pas des modifications **qualitatives** du mode de production capitaliste. Au contraire, comme dans le cas de sociétés comme la mozambicaine, le nouveau pouvoir prétendait éradiquer celles qui n'étaient pas encore capitalistes. Au contraire d'une pratique anti-systémique, ces nouveaux pouvoirs sont là pour adapter ces pays à la modernité.

“On parle de révolution dans deux sens: pour désigner la période de la lutte pour le pouvoir révolutionnaire et l'ensemble du processus qui consiste dans cette lutte et dans les transformations qu'elle entraîne postérieurement.”⁶⁷

Pour Sader, la démarche socialiste est liée au degré de radicalisation de l'organisation économique et sociale que le nouveau pouvoir assume. Ces contours socialistes assumés par Fidel Castro, selon l'analyse que fait Sader du processus cubain, se résument à trois

⁶⁷ SADER, Emir. Cuba, Chile e Nicaragua: Socialismo na América Latina. Atual Ed., São Paulo, 1992.

points fondamentaux: 1. l'industrialisation accélérée du pays, à partir du développement de l'industrie lourde; 2. la diversification de l'agriculture; 3. la substitution croissante des importations par des produits nationaux.

Pour cet auteur, le caractère socialiste de la révolution cubaine n'a été assumé qu'après une période d'actions démocratico-bourgeoises et parce que les États-Unis ont imposé à Cuba un siège si radical que Castro s'est vu forcé à radicaliser et à avancer vers le socialisme. Pour lui, ces trois points sont des preuves de la radicalisation, du tournant vers la socialisation. Aujourd'hui, je pense que cette conception est mal conçue. Ce qui s'est produit à Cuba, ainsi qu'au Mozambique, c'est un projet développementiste, politiquement étatiste, selon les besoins de l'accumulation primitive.

Un petit pays d'Amérique a démontré que répondre à certains intérêts de la population n'était pas si difficile, car avec un petit potentiel, il a amélioré les conditions de santé, d'éducation, etc., problèmes devant lesquels le Brésil, l'Argentine, le Mexique se sont montrés totalement incompetents. Le pouvoir peut prendre un caractère plus social dans des situations spéciales même à l'intérieur du système, sans que cela signifie socialisme ou capitalisme.

Une société alternative au capitalisme est antagonique aussi bien au capital qu'au travail dans sa forme abstraite. Toute retouche de la société productrice de marchandises aboutit à sa perpétuation. C'est justement là que nous nous perdons. Ce saut qualitatif vers une nouvelle organisation sociale dépend aussi d'une intelligence de la réalité et de la construction d'une analyse critique radicale. Ceci entraîne deux questions: la première

concerne le caractère fini du système, la seconde les conditions nécessaires à son dépassement.

La recherche incessante de plus gros profits, produit l'étranglement du système, ce qui, de manière contradictoire, tend à éliminer la possibilité de continuer à exploiter, caractérisant ainsi sa temporalité. Par exemple, la désindustrialisation est conséquence de l'incompétence des entreprises/pays à maintenir leur participation aux niveaux de productivité exigés par la concurrence. **Or ceci signifie, à long terme, la diminution de la capacité de consommation productive.** Comment faire alors? Pour Kurz, le capitalisme tend à devenir incapable d'exploiter, en raison de la diminution de la masse globale du travail abstrait, productivement exploité. Par ailleurs, le système financier mondial a dépassé, et de très loin, le système productif et les exigences de profit de la part des actionnaires ne sont plus en rapport avec la capacité du processus productif (aussi élevée que soit sa productivité) à créer du profit "normalement". Le système prend l'apparence d'un casino et les grands investisseurs en actions calculent leurs gains sur dix minutes, ce lorsqu'ils pensent à long terme.

Toutefois notre but n'était pas de poursuivre l'analyse de toutes les caractéristiques qu'assument dans les "pays riches" les signes de leur propre dégradation, ni la manière dont le capitalisme se nourrit de sa propre chair, dans ses fiefs les mieux protégés.

Ce que nous voulions, c'était cadrer l'analyse du côté du sous-développement, comme le revers de la médaille du développement. La solution au sous-développement est directement liée à l'issue pour le développement, à savoir son dépassement.

Il ne s'agit plus de courir pour rattraper ceux qui ont réussi. Il s'agit désormais d'en finir avec les conditions qui ont forgé cette réussite. C'est là une tâche gigantesque et la solution ne sortira pas d'une tête illuminée, elle sera le fruit d'un profond travail collectif et théorique et pratique. Cependant, nous ne partons pas de zéro et certains éléments, à notre avis, peuvent être considérés. Ce qui pour beaucoup constitue l'erreur de Marx, sa foi dans le développement des forces productives, est pour nous justement le premier des éléments "positifs" de la modernité et que Marx a su détecter.

Dialectiquement, le système a, peu à peu, construit non seulement les éléments de sa destruction mais aussi ceux de la construction de son dépassement. Les signes d'épuisement sont accompagnés des signes "positifs" nés au sein de ce même mouvement, à savoir, les éléments matériels de la socialisation. Le développement des forces productives du capital a créé le caractère socialisé qu'a pris la production et ce en raison du degré croissant d'imbrication. C'est à Kurz que nous devons l'analyse dont nous résumerons maintenant les principaux aspects:

- La vision courante est que le marché et l'argent sont le résultat de la croissance de la division du travail et, ceci est vrai, en partie. Il a fallu que l'on atteigne un certain degré de production diversifiée et séparée pour qu'apparaissent ces instruments facilitant les échanges. Ainsi, sont-ils apparus pour favoriser les échanges entre producteurs individuels, dont les processus productifs n'avaient qu'un vague rapport entre eux et qui, pour cette raison, avaient besoin d'instruments de "rapprochement", le marché et "d'intermédiation", l'argent.

- Néanmoins, le niveau de division du travail, à l'époque de la création de l'argent et du marché était extrêmement bas, si nous le comparons à celui qui existe aujourd'hui, dans la société industrielle moderne. Tous deux sont l'expression, non pas du fort mais du faible développement des forces productives. Ils représentent les besoins d'un temps où la socialisation se faisait indirectement. Les catégories formelles de la socialisation indirecte - argent et marché - se généralisent et l'argent, de moyen, devient fin de soi-même, parallèle à la réalité des produits concrets, sensibles, perceptibles. Les produits ne présentent pas d'intérêt en tant que valeurs d'usage, en tant que biens spécifiques pour satisfaire certains besoins. Un produit n'est intéressant qu'en tant que moyen d'obtenir de la plus-value, c'est-à-dire plus d'argent. La plus-value est incarnée dans les biens.
- La lutte pour arriver à la fin du processus, l'obtention de l'argent, passe par l'acte de vente et d'achat de biens concrets, simplement comme forme d'obtenir de la plus-value, "dans un simple état transitoire dans le processus de changement de forme de la valeur économique abstraite. La concurrence n'est que la forme sous laquelle cet automouvement de l'argent s'impose aux sujets comme loi externe. Tout au long de l'époque moderne, les productions industrielles se sont développées sur une échelle croissante et la division du travail a augmenté au point de commencer à déborder ces structures primitives.

"Dès que les productions industrielles en échelle croissante sont directement engrenées, se soldant par un système global immédiat, alimenté par des agrégats sociaux globaux tels que sciences, éducation, etc., dès que naît, donc, un entrecroisement universel, le système de division du travail ne correspond plus, dans ses aspects 'matériels', 'techniques' et de 'contenu', aux catégories primitives du marché et de l'argent. Ces catégories ont été dépassées."⁶⁸

⁶⁸ KURZ. O colapso da modernização... op. cit. p. 75.

Les productions réelles sont de plus en plus engrenées et liées à des agrégats logistiques sociaux globaux. Tel est le résultat de la modernité. Elle est "positive", non pas dans le sens moral, mais en tant que période historique qui a permis la création des bases matérielles jusqu'alors inexistantes. Cependant, la crise qu'elle vit et qui exprime sa mort réside dans la contradiction que cette base matérielle a créée entre la production et les formes de circulation de cette production.

Le caractère socialisé qu'a acquis la production est dû au degré croissant d'imbrication que nous venons de mentionner. S'il nous est permis de parler en termes de positivité, ce serait l'aspect positif auquel a conduit la modernité, c'est-à-dire la création de bases matérielles nécessaires à la substitution de ce mode de production de marchandises, arrivé à épuisement, par un autre (communiste?).

Voilà la contradiction fondamentale à laquelle le capitalisme arriverait un jour et que Marx a détecté: la contradiction entre les niveaux élevés de développement des forces productives et les rapports sociaux de production qui demeurent arriérés et entravent le progrès de la croissance de la base matérielle et notamment d'une organisation sociale à visage human.

Or, il est un fait que le prolétariat se trouve désorganisé et diminué, sans conditions d'occuper la place de guide de la transformation sociale qui lui était réservée. Aujourd'hui, la lutte syndicale s'attache davantage à la défense de l'emploi qu'à l'amélioration des conditions de vente de la force de travail. Les grèves sont défensives, elles cherchent à sauvegarder des droits acquis et qui sont dilapidés par l'épuisement des

capacités de l'État du bien-être social. Et surtout, les syndicats et les partis de gauche qui survivent encore ne sont pas capables de mettre les marginalisés à l'ordre du jour. Ce qui revient à dire qu'ils n'ont pas réussi à penser la société comme un tout. Par ailleurs, la tentative de ceux qui se sont alignés sur une posture social-démocrate fournissent la preuve de leur incapacité à penser la construction de l'avenir.

Ainsi, les conditions matérielles, objectives, sont aujourd'hui infiniment supérieures à celles de l'époque des révolutions "socialistes", à partir du début du siècle. Mais, ces conditions étant données, il n'y a pas de correspondance avec le niveau de conscience et d'organisation, c'est-à-dire avec les conditions subjectives. Comme le dit Schwarz, le Marx du fétichisme de la marchandise est beaucoup plus présent que le Marx de la lutte des classes.

Le fait est que la compétence technologique nécessaire à la production des biens pour la population mondiale est aujourd'hui plus élevée que jamais. Cependant, en raison de la soumission au fétichisme de l'argent, cette compétence acquise est utilisée pour marginaliser, exclure, abandonner, vouer au désarroi la plus grande partie de l'humanité. Il ne devrait pas nécessairement en être ainsi. L'exclusion n'est pas inhérente à la nature de l'être humain, mais à celle du système producteur de marchandises. Outre l'argumentation humanitaire, il en est une autre qui est peut-être encore plus préoccupante: le désarroi des exclus n'est pas toujours silencieux. A partir d'un certain seuil de souffrance, les individus, les groupes, les régions commencent à se révolter, à piller, à poser des bombes, à faire la une des journaux en tant que personnes actives et non plus en tant que passifs, misérables, mendiants. Toutefois, cette réaction des exclus

est une explosion de rage, elle n'est généralement pas le reflet d'une politisation. Du moins, n'est-elle pas politisée comme nous pensons qu'elle devrait l'être.

Mais alors qui offrirait une résistance au mouvement destructif de l'action du capital aujourd'hui? Santos place à l'ordre du jour la nécessité de repolitisation de la société avec laquelle nous sommes de plein accord. Et elle devra adopter une perspective différente de celle qui était "la nôtre" lorsqu'il s'agissait d'éliminer l'appropriation des moyens de productions par les capitalistes et de remplacer ces derniers par le Parti marxiste, dans sa version léniniste. C'était là une vision simpliste des conditions de la transformation sociale. Voilà pourquoi, jusqu'à présent, dans la critique à la gauche du XX^e siècle, nous avons utilisé le terme "politicisme" qui recouvre l'idée d'une mauvaise manière de comprendre l'instance politique sans prendre en compte d'autres éléments constitutifs de modes de production.

Dans la tentative d'opposer à ce simplisme de la gauche, nous avons insisté tout particulièrement sur l'économie et surtout sur l'importance de la technologie en tant que ligne de partage des dominés et des dominants. Les économistes ne sont pas mieux préparés que d'autres à relever les défis que pose l'épuisement du système (qui a fait de l'économie la discipline "impérialiste" par rapport aux autres)⁶⁹. L'impérialisme de l'économie est partie intégrante de la nature de ce mode de production. Il ne s'agit pas ici de défendre le point de vue des économistes mais d'assumer l'économisation des tous les rapports dans le capitalisme.

⁶⁹ Cf. LATOUCHE, Serge (dir.), L'Économie dévoilée. Du budget familial aux contraintes planétaires. Éd. Autrement, série Mutations, n° 159, Paris, nov. 1995.

La pluridisciplinarité ne se construit pas sur des faux-semblants. L'impérialisme de la discipline économique se délitera lorsque le système aura cessé d'être celui qui mercantilise tous les rapports. La pluridisciplinarité réelle en dépend. Aujourd'hui, non seulement les économistes, mais d'autres représentants des branches les plus diverses des sciences sociales se trouvent en difficulté pour faire face aux défis qui surgissent en cette fin de siècle.

Voici, par exemple, un résumé du point de vue de Santos⁷⁰ lorsqu'il discute les défis lancés à ce qu'il appelle "l'imagination sociologique", devant les perplexités que le moment fait naître:

- Les problèmes les plus importants des pays aujourd'hui sont de nature économique, mais depuis quelque temps, la théorie et l'analyse sociologique privilégient le social, le symbolique, le politique, c'est-à-dire qu'elles privilégient les modes de vie au détriment des modes de production.
- L'internationalisation de l'économie s'est prodigieusement intensifiée, entraînant une perte relative du rôle de l'État national, en ceci qu'il perd de son autonomie et de sa capacité de régulation sociale. L'État national serait-il une unité d'analyse en voie d'extinction? Qu'en serait-il alors de la sociologie, une discipline associée à l'interventionisme social de l'État?
- Jamais la dictature des coutumes de la société de haute consommation n'a été aussi forte ni la liberté de choix des individus si limitée. Toute spontanéité est transformée

⁷⁰ SANTOS. Pela mão de Alice, op.cit. pp. 21 à 24.

en produit mercantile. Toutefois, la sociologie a délaissé les macro analyses au profit du micro, de l'étude de cas, de situations particulières. La fin de l'influence du structuralisme a apporté la tendance des analyses axées sur l'individu.

- En rapport avec cette question de l'internationalisation de l'économie, c'est une situation de plus grande interdépendance transnationale qui s'est créée, faisant paraître les rapports sociaux de plus en plus déterritorialisés, faisant fi des coutumes, des langues, des particularismes. Contrairement, on voit naître une forte tendance à la résurgence de la valorisation d'identités nationales, ethniques, régionales, d'époques précédentes du capitalisme ou même antérieures au capitalisme.

Face aux points soulevés par Santos, nous ne serions pas en mesure de répondre aux questions, car ce n'est pas à nous qu'il revient de juger les contributions de chaque discipline. Dans le cas de la sociologie, il est probable que sa démarche vers le "particulier" soit une tentative de changement d'orientation, délaissant les préoccupations qui avaient été les siennes, à l'apogée de la sociologie du développement, qui ne c'est pas produit.

Par ailleurs, il est probable que les particularismes représentent des tranchées de résistance, dans les limites de la conscience possible. Or, le possible n'est pas suffisant. Lorsque cette conscience assume des valeurs médiévales ou plus anciennes, elle donne des preuves de résistance, non de solution.

Nombreux sont ceux que sont intéressés par une vraie repolitisation. Ces protagonistes seront tous ceux qui "dans les différentes constellations du pouvoir que constituent les pratiques sociales, ont conscience que leur vie est davantage conditionnée par le pouvoir

que d'autres exercent sur eux que par le pouvoir qu'ils exercent sur autrui."⁷¹ (c'est nous qui soulignons)

Par ce point de vue, Santos revient à Marx, à l'idée que les principaux intéressés au renversement de ce cadre seront les exploités. La présence du prolétariat dans la proportion que l'on pensait n'existe plus et le fait qu'apparaissent de nouveaux types de mouvements et d'actions, dans d'autres secteurs sociaux, nous indique la nécessité de poursuivre le travail de compréhension théorique et de réévaluation des concepts et des méthodes. Mettre un terme à des versions erronées de l'histoire de la modernité tel le caractère des révolutions socialistes réelles est également une tâche de cette phase de réflexion.

La critique du socialisme passe par la critique du système comme un tout et ce serait une erreur d'attendre qu'elle surgisse d'entre les privilégiés. C'est à la gauche qu'il incombe de traiter le problème par la racine, de comprendre les actions résultantes du désarroi, aux rébellions sans conscience; de rompre avec ses propres paradigmes qui ne sont plus aptes à comprendre la réalité qui, sans aucun doute, échappe aux schémas: construction partisane, alliance ouvriers-paysans, parti d'avant-garde, etc. Mais également: équilibre État-marché, socialisme de marché, socialisme démocratique, et autres solutions de fortune sur lesquelles s'est tissée peu à peu cette toile d'araignée qui nous aveugle.

⁷¹ SANTOS. op. cit., p. 42.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAHAMSSON, Hans, NILSSON, Anders. Mozambique em transição. Padrigu/CEEI-ISRI, Maputo, 1994.
- _____. Ordem mundial futura e governação nacional em Moçambique. Padrigu/CEEI-ISRI, Maputo, 1995.
- ACADEMIA DAS CIÊNCIAS DA URSS. África nos anos 80: Balanço e perspectivas de desenvolvimento. Série África: Investigações dos Cientistas Soviéticos. Moscou, 1986.
- _____. Duas vias de desenvolvimento socioeconómico de África. Série África: Investigações dos Cientistas Soviéticos. Moscou, 1985.
- ADAM, Yussuf. "Portugal-Mozambique: à procura de uma relação". Estudos Moçambicanos. Centro de Estudos Africanos/UEM. Maputo, 1991. pp.37-72.
- ADAM, Yussuf et alli. África do Sul: Conhecer o Inimigo para Melhor o Combater. CEA/Notícias, Maputo, 1982.
- AFRIQUE CONTEMPORAINE. Trente années d'Afrique. Paris, 4^{ème} Trimestre 1992.
- ALMEIDA, J. Carreira. As indústrias transformadoras Moçambicanas e a sua dimensão. Direção Provincial dos Serviços da Indústria/Estado de Moçambique. Lourenço Marques, 1974.
- ALTAMIRANO, Carlos. Dialética de uma derrota: Chile 1970-1973. Brasiliense, São Paulo, 1979.
- ALVES, Marcelino. "Entrevista com João Ferreira (Diretor Provincial de Agricultura de Cabo Delgado)". Cabo Delgado, 17/8/1978. (polycopié)
- AMARAL, Manuel (org.). O Socialismo crítico de hoje: Teses de "Il Manifesto". Afrontamento, Porto, /sd/.
- AMBASADE DE FRANCE AU MOZAMBIQUE. "Rapport sur l'agriculture au Mozambique". Service Culturel et de Coopération Scientifique et Technique, Maputo, fev. 1985.
- ANDRADE, Ximena. "Para uma reflexão sobre o setor informal cidadão". Estudos Moçambicanos. Nº11-12. Centro de Estudos Africanos/UEM. Maputo, 1992. pp.79-96.
- ANDRADE, Ximena et alli. "A mulher e o meio ambiente". Estudos Moçambicanos. Nº11-12. Centro de Estudos Africanos/UEM. Maputo, 1992. pp.115-146.
- AMIN, Samir. L'impérialisme et le développement inégal. Les Éditions de Minuit, Paris, 1976.

ANDRADE, Banha et alli. Balanço da descolonização portuguesa: o que foi, como foi a descolonização portuguesa. Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1975.

ARAÚJO, Manuel. Noções elementares da geografia de Moçambique. INDL, Maputo, 1979.

ARENDT, Hanna. Origens do totalitarismo. Anti-Semitismo, Imperialismo, Totalitarismo. Companhia das Letras, Rio de Janeiro, 1989.

ARNAUD, Pascal. La dette du tiers monde. Éditions La Découverte, Paris, 1988.

ARRUDA, Mauro. "Competitividade e novo modelo industrial e tecnológico". In. VELLOSO, J.P. dos Reis. As perspectivas do Brasil e o novo governo. Nobel, /sl/, 1990. pp.172-179.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE. Expérience des pays quant a la promotion du mouvement coopératif. Rapport du Secrétaire Général. Nations Unies, New York, 11/1/1983.

AZAM, Jean-Paul, FAUCHER, Jean-Jacques. "Offre de biens manufacturés et production agricole: Le cas du Mozambique." Version préliminaire, /sl/, juill.1987. (polycopié).

BAHRO, Rudolf. L'alternative: Pour une critique du socialisme existant réellement. Éd. Stock, Paris, 1979.

BANCO MUNDIAL. África subsaariana. Banco Mundial. Washington, 1990.

_____. O ajustamento em África: reformas, resultados e rumos a seguir. Relatório do Banco Mundial sobre Investigação de Política. BIRD/Banco Mundial, Washington, 1994.

_____. Relatório sobre o desenvolvimento mundial 1990. A pobreza. Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, 1990.

BALANDIER, G. Sociologie actuelle de l'Afrique noire. PUF, Paris. 1984.

BELATO, Dinarte. Camponeses integrados. Campinas, 1985. (polycopié).

BELL, Daniel. "O Mundo em 2013". Traduction de la revue Deadalus. Vol.116, nº3. Cambridge, 1987.

BELLONCLE, Guy. La question paysanne: en Afrique noire. Éd.Karthala, Paris, 1982.

BENDER, Gerald. Angola sob o domínio português: mito e realidade. Sá da Costa, Lisboa, 1980.

BENOT, Yves. Ideologias das independências africanas. Vol.1 e 2. Sá da Costa, Lisboa, 1981.

BERRI, L.(ed.) Planificação da economia socialista. vol.2. Editorial Estampa, Lisboa, 1979.

- BERNARDO, João. Para uma teoria do modo de produção comunista. Ed. Afrontamento, Porto, 1975.
- BERGER, Claude. Marx, l'association, l'anti-Lénine. Ed. Payot, Paris, 1974.
- BETTELHEIM, Charles. La transition vers l'économie socialiste. Maspero, Paris, 1974.
- _____. Les luttes de classes en URSS: 1917-1923. Maspero/Seuil, Paris, 1974.
- _____. Planification & croissance accélérée. Maspero, Paris, 1973.
- BEZBAKH, V. Economia agrária: Via para o socialismo. Ed. Progresso, Moscou, 1985.
- BLACKBURN, Robin (org). Depois da queda. O fracasso do comunismo e o futuro do socialismo. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1992.
- BOBBIO, Norberto. Qual socialismo? debate sobre uma alternativa. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1983.
- BOIRAL, P.(org). Paysants, experts et chercheurs en Afrique noire. Karthala, Paris, 1985.
- BOURDIEU, Pierre. O poder simbólico. Bertrand Brasil, Rio de Janeiro; DIFEL, Lisboa, 1989.
- _____. Coisas ditas. Brasiliense, São Paulo, 1990.
- BOURDIEU, Pierre, SAYAD, Abdelmalek. Le déracinement: La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie. Les Éditions Minuit, Paris, 1964.
- BRITO, Luís de. "Dependência colonial e integração regional". Estudos Moçambicanos. Nº1. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1980. pp.33-52.
- BROCHMANN, Grete, OFOSTAD, Arve. Moçambique: A ajuda norueguesa num contexto de crise. CHR.Michelsen Institute, Fantfort (Norvège), 1990.
- BRUS, Wlodzimierz. A propriedade socialista e os sistemas políticos. Moraes Ed., Lisboa, 1977.
- BRYAN, Newton A. Paciulli. Educação, trabalho e tecnologia. Thèse de doctorat Faculdade de Educação, Unicamp, Campinas, 1994.
- BUDHOO, Davidson L. Enough is enough. New Horizon Press, New York, 1990.
- BUCHMANN, Jean. L'Afrique noire indépendante. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1962.
- BURLAMAQUI, Leonardo. "Condicionantes sócio-políticos e política industrial na Coréia do Sul: uma avaliação preliminar". Textos para discussão nº223. IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1989.

BUKHARIN, N. ABC do comunismo. Livraria Ler, Lisboa, 1974.

CABRAL, Amílcar. Our people are our mountains. CFMAG, London./sd/.

CAHEN, Michel. "Mozambique: La RENAMO dans la campagne électorale". L'Afrique Politique, /sl/, 1995.

_____. "Une Afrique lusophone libérale? La fin de la Première République." pp.85-104, in Lusotopie. Transition Libérale en Afrique. Karthala, Paris, 1995.

_____. Mozambique la révolution implosée. L'Harmattan, Paris, 1987.

_____. Tenir deux ans ou deux mois? une analyse politique de conjoncture: le Mozambique au début 1990. Paris, 1990. (polycopié).

CANO, Wilson. "Reestructuración internacional y repercusiones interregionales en los países subdesarrollados: reflexiones sobre el caso brasileño". /s.n.t./.

_____. "Uma alternativa não neoliberal para a economia brasileira na década de 1990". Campinas, 1990. (polycopié).

CAPELA, José. As burguesias portuguesas e a abolição do tráfico da escravatura, 1810-1842. Afrontamento, Porto, 1979.

_____. Escravatura: conceitos. a empresa de saque. Afrontamento, Porto, 1974.

_____. O Imposto de palhota e a introdução do modo de produção capitalista nas colónias. Afrontamento, Porto, 1977.

_____. A República militar da Maganja da Costa (1862-1898). Arquivo Histórico de Moçambique, Maputo, 1988.

_____. O tráfico da escravatura nas costas de Moçambique em 1902. Boletim do Arquivo Histórico de Moçambique, nº 3. INLD, Maputo, 1988.

CAPELA, José et alli. O tráfico de escravos de Moçambique para as ilhas do Índico 1720-1902. Universidade Eduardo Mondlane, Maputo, 1987.

CARDOSO, Eliana A. "O processo inflacionário no Brasil e suas relações com o déficit e a dívida do setor público". Revista de Economia Política. vol.8, nº2. São Paulo, avr-juin. 1988. pp.5-21.

CARDOSO, Fernando Jorge. Estratégias, economias locais e empresas agrárias: O desenvolvimento rural em Moçambique. Thèse de doctorat. Instituto Superior de Economia e Gestão. Universidade Técnica de Lisboa, 1991.

CARDOSO, Humberto. O Partido único em Cabo Verde: um assalto à esperança. Imprensa Nacional de Cabo Verde, Praia, 1993.

CARDOSO, Renato. "Cooperação e desenvolvimento em África". Estudos Afro-Asiáticos. Nº17. Centro de Estudos Afro-Asiáticos, Rio de Janeiro, 1989. pp.94-116.

CARNEIRO, R. de Medeiros. Crise, estagnação e hiperinflação: A economia brasileira nos anos 80. Thèse de doctorat. IE/D, Campinas, 1991.

CARRILHO, João. Administração local e administração tradicional de terras. Communication lors du IIº Seminário Nacional Sobre Administração Local. Maputo, 22/4/1993. (polycopié).

_____. Terras e reassentamento: Opções de intervenção do Estado. /s.n.t./ (polycopié).

_____. O debate atual sobre a questão das terras rurais em Moçambique. Communication lors du Séminaire International sur les politiques des terres en Afriques. Maputo, 18-20/2/1992. (polycopié).

_____. As regiões agrárias. 1ª Versão. /s.n.t./ (polycopié)

CARVALHO, Mario de. Agricultura tradicional em Moçambique: Distribuição geográfica das culturas e sua relação com o meio. Missão de Inquérito Agrícola de Moçambique. Lourenço Marques, 1969.

CASAL, Adolfo Y. "Discurso socialista e camponeses africanos: Legitimação política-ideológica da socialização rural em Moçambique (Frelimo, 1965-1984)". Revista Internacional de Estudos Africanos. Nº14-15, Lisboa, 1991. pp.35-75.

CASIMIRO, Isabel, ANDRADE, Ximena. "Construindo uma teoria de gênero em Moçambique". Estudos Moçambicanos. Nº11-12. Centro de Estudos Africanos/UEM. Maputo, 1992. pp.97-110.

CASTEL-BRANCO, Carlos Nuno (org.). Moçambique: Perspectivas económicas. UEM/Fundação Friedrich Ebert, Maputo, 1994.

CDI/ICM. A declaração de Arusha. CDI/ICM, Maputo, 1992. (polycopié)

CEA/INSTITUTO DE ANTROPOLOGIA. Moçambique, sua cultura e sua história. Centro de Estudos Africanos. Coimbra, 1988.

CECEÑA, Ana Esther. "Estados Unidos en la defensa de su hegemonia". /s.n.t./ (polycopié).

CENTRO DE INFORMAÇÃO E TURISMO/RPM. Geografia humana de Moçambique. (esboço). CIT/RPM. Lourenço Marques, 1975.

CEPII. "Économie mondiale 1980-1990: en fracture?" Rapport du CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales) /sd/.

CERM. O modo de produção Asiático. Nova, Lisboa, 1974.

CHOMSKY, Noan. "Novos senhores da humanidade", in journal Folha de S. Paulo, 25 abril 1993. Encart MAIS.

CHONCHOL, Maria Edy. "Environnement naturel, développement et organisation villageoise au Mozambique. Guide bibliographique". Environnement Africain. ENDA, Dakar, 1978.

CHVIRKOV, Iu. M. O planeamento económico de Estado. Ed. Progresso, Moscou, 1980.

CIPIRE, Felizardo. A educação tradicional em Moçambique. Emedil, Maputo, 1992.

CLARENCE-SMITH, Gervase. O império Português (1825-1975). Ed. Teorema, Lisboa, 1985.

_____. "O Protecionismo e a produção de açúcar na África Central e Equatorial (Angola, Moçambique, Zaire, Zimbabwe), 1910-1945". Revista Internacional de Estudos Africanos. Nº4-5. Lisboa, 1986. pp.159-189.

CLAUDÍN, Fernando. La crisis del movimiento comunista: tomo1- De la Komintern al Kominform. Ruedo Ibérico,/sl/, 1970.

CLINE, Sibyl W. Renamo: Em defesa da democracia em Moçambique. Conselho de Estratégia Global dos Estados Unidos, Washington, 1989.

CODESRIA. Ciências sociais em África: Alguns projetos de investigação. Conselho para o Desenvolvimento da Investigação Económica e Social em África (CODESRIA), Dakar, 1992.

COGGIOLA, Osvaldo (org.). História e crise contemporânea. FFLCH-USP, Edições Pulsar, 1994.

COMELIAU, Christian. Développement et ajustement en Afrique noire: Quelles transformations de structures? /sn/sl/, 1990. (polycopié).

COMISSÃO DE IMPLEMENTAÇÃO DOS CONSELHOS DE PRODUÇÃO. Organização dos conselhos de produção. Maputo, 1977.

COMISSÃO NACIONAL DO PLANO/RM. A população de Moçambique. Seminário Nacional sobre População e Planificação do Desenvolvimento. Direção Nacional de Estatística, Maputo, 1991.

COMISSÃO NACIONAL PARA A UNESCO EM MOÇAMBIQUE. Eu, mulher em Moçambique. CNUM/AEMO, Maputo, 1994.

COMISSÃO SUL. O desafio ao Sul. Afrontamento, Porto, 1990.

COPANS, Jean et alli. Classes ouvrières d'Afrique noire. Karthala, Paris, 1987.

COSTA, Inês Nogueira. Contribuição para o estudo do colonial-fascismo em Moçambique. Estudos 1. Arquivo Histórico de Moçambique, Maputo, 1987.

COSTA, Inês Nogueira. O caso de Muenemutapa. Cadernos Tempo, Maputo, 1982.

COUTINHO, Mauricio. "Estatismo, concorrência, livre-empresa: novos e velhos argumentos em economia subterrânea de Hernando de Souto". Novos Estudos. nº22. CEBRAP, São Paulo, 1988. pp.77-86.

COUSSY, Jean. "Cheminements institutionnels et dynamique capitaliste dans l'intégration de l'Afrique australe", in Les Études du CERI, no. 10, Fondation nationale des sciences politiques, décembre 1995.

COVANE, Luís António. As relações económicas entre Moçambique e a África do Sul 1850-1964: acordos e regulamentos principais. Arquivo Histórico de Moçambique, Maputo, 1989.

CROUSSE, Bernard et alli. Espaces disputés en Afrique noire. Karthala, Paris, 1986.

CRUZ E SILVA, Teresa. "A 'IV Região' da FRELIMO no Sul de Moçambique: Lourenço Marques, 1964-65". Estudos Moçambicanos. Nº9. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1990. pp.125-141.

DARMAU, Michel. "Mozambique: Un pas timide vers la paix". Afrique Contemporaine. Nº158. /sl/, 2^{ème} trim. 1991. pp.69-76.

DAVIDSON, Basil. Os camponeses africanos e a revolução. Sá da Costa Ed., Lisboa, 1975.

DEPARTAMENTO DE HISTÓRIA/UEM. História de Moçambique. vols I et II. UEM/Tempo, Maputo, 1982.

_____. Cadernos de história de Moçambique. UEM/Tempo, Maputo, 1981.

DIAKITÉ, Tidiane. L'Afrique malade d'elle même. Karthala, Paris, 1986.

DONÉ, Celma Aguero (coord.). África: Inventando el Futuro. El Colégio de México, 1992.

DONLY, Helena. Agricultural producer cooperatives. Maputo, 1982. (polycopié)

DOWBOR, Ladislau. Aspectos econômicos da educação. Ática, São Paulo, 1986.

_____. A formação do 3º Mundo. Brasiliense, São Paulo, 1990.

_____. Guiné-Bissau: A busca da independência econômica. Brasiliense, São Paulo, 1983.

_____. Introdução teórica à crise. Brasiliense, São Paulo, 1981.

DREIFFUS, René. A nova ordem internacional. Cadernos do Terceiro Mundo. Nº138, ano13. Rio de Janeiro, /sd/.

DRUCKER, Peter. Administrando em tempos de grandes mudanças. Pioneira, São Paulo, 1995.

DUMONT, René. L'Afrique noire est mal partie. Seuil, Paris, 1973.

_____. Em defesa da África, acuso. Publicações Europa-América, Lisboa, 1988.

DURUFLÉ, Gilles. L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar). Karthala, Paris, 1988.

ECO, Umberto. Como se faz uma tese. Ed. Perspectiva, São Paulo, 1991.

EGERO, Bertil. Moçambique: os primeiros dez anos de construção da democracia. Estudos 8. Arquivo Histórico de Moçambique. Maputo, 1992.

ENGELS, Friedrich. La guerre des paysans en Allemagne. Éditions Sociales, Paris, 1974.

_____. L'Origine de la famille de la propriété privée et de l'État. Éditions Sociales, Paris, 1975.

ESPADA, João Carlos et FARIA, João. "Charles Bettelheim: A Propriedade do Estado é a menos apropriada a um controlo dos trabalhadores". Interview au Jornal Expresso. Lisboa, 21/1/94.

FAJNZYLBER, Fernando. "Industrialización en America Latina: De la 'caja negra' al 'casilero vacío'". Notas sobre la economía y el desarrollo. Nº521/522. CEPAL/Naciones Unidas, jan-fev. 1992.

FARIA, José Henrique de. Relações de poder e forma de gestão. Criar Edições/FAE, Curitiba, 1985.

FEATHERSTONE, Mike (coord.). Cultura global: Nacionalismo, globalização e modernidade. Vozes, Petrópolis, 1994.

FEDOSSEIEV, P. et alli. África nos Anos 80: Balanço e perspectivas de desenvolvimento. Academia das Ciências de Moscovo, 1986.

_____. Duas vias econômicas e sociais de desenvolvimento socio-econômico de África. Academia das Ciências da URSS, Moscovo, 1985.

FERREIRA, Eduardo de Souza. África Austral: O passado e o futuro. Seara Nova, Lisboa, 1977.

FERRY, Luc, RENAUT, Alain. Pensamento 68. Ensaio sobre o anti-humanismo contemporâneo. Ed. Ensaio, São Paulo 1988.

FIORI, José Luis. Reforma ou sucata: o dilema estratégico do setor público brasileiro. Seminaire: Reestruturação industrial e competitividade: a inserção do Brasil na economia mundial. FUNDAP/IESP, São Paulo, sept. 1990. (polycopié).

FORTUNA, Carlos. O fio da meada: o algodão de Moçambique. Portugal e a economia-mundo (1860-1960). Afrontamento, Porto, 1993.

FRANCISCO, António A. da Silva. A Produção e a comercialização de hortofrutícolas da zona suburbana para a cidade de Maputo no contexto da liberalização dos preços. Thèse de conclusion de cours à la Faculté d'Économie, Universidade Eduardo Mondlane, Maputo, 1986.

FRANZ-HEIMER, Willem. O Processo da descolonização em Angola: 1974-1976: um ensaio de sociologia política. CEDEP; As Regras do Jogo, Lisboa, 1980.

FRELIMO. Anteprojeto de revisão da constituição da RPM. Maputo, 1990.

_____. A situação actual no nosso País. Maputo, 1982.

_____. As qualidades de um membro do Comité Central. Textos Políticos. Ed. SIPEAAM. Maputo, 1975.

_____. Comitês do Partido. Lourenço Marques, 1974.

_____. Como age o inimigo. DTI/Frelimo, Maputo, 1977.

_____. Conselhos de Produção das Unidades de Produções e das Secções. Coleção Palavras de Ordem, nº5. DIP/Frelimo, Maputo, 1976.

_____. Construamos o futuro com as próprias mãos. Maputo, 1987.

_____. Datas e documentos da história da Frelimo. Edição da Imprensa Nacional, Maputo, 1975.

_____. Diretivas económicas e sociais. Coleção do 4º Congresso. Maputo, 1983.

_____. Diretivas económicas e sociais. Documentos do 3º Congresso. Maputo, 1977.

_____. Diretivas económicas e sociais. FRELIMO, Maputo, 1983.

_____. Documentos de base da Frelimo, 1. Frelimo, Maputo, 1977.

_____. Estatutos e Programas. Coleção 4º Congresso. Maputo, 1983.

_____. Guia para o estudo das teses. 3º Congresso. Imprensa Nacional de Moçambique, Maputo, 1977.

_____. História da África. DTI/Frelimo, Maputo, 1978.

_____. História da Frelimo. Coleção Conhecer, nº4. DTI/Frelimo, Maputo, 1981.

_____. História de Moçambique. Coleção Conhecer nº3. DTI/Frelimo, Maputo, 1978.

- _____. Noções sobre o Estado. Coleção Política Estatal, nº1. INDL, Maputo, 1980.
- _____. O processo revolucionário da guerra popular de libertação. Artigos Coligidos do Órgão de Informação da Frelimo "A Voz da Revolução" de 1963 à 1974. DTI/Frelimo. Maputo, 1977.
- _____. Preparemos colectivamente o IIIº Congresso da Frelimo. Coleção Palavras de Ordem nº 4. DIP, Maputo, 1976.
- _____. Projeto das teses para o 4º Congresso do Partido Frelimo. Coleção 4º Congresso. Maputo, 1982.
- _____. Programa e Estatutos da Frelimo. CIDAC, /sl/, 1968.
- _____. Programa e Estatutos. Documentos do 3º Congresso. Maputo, 1977.
- _____. Relatório do Comité Central ao IV Congresso. Coleção 4º Congresso. Maputo, 1983.
- _____. 2ª Conferência Nacional do trabalho ideológico. Documentos. DTPI/Frelimo, Beira, 1978.
- _____. Troisième Congrès du FRELIMO. Rapport du Comité Central. L'Harmattan, Paris, 1977.
- _____. Vamos construir um Estado do povo a serviço do povo. 1º Volume. Documents du 1º Seminaire nacional de l'appareil d'Etat et Funtion Public. Maputo, 1976.
- FREYRE, Gilberto. Aventura e rotina. José Olímpio Ed. Rio de Janeiro, 1953.
- FUNDAP. Seminário sobre Moçambique. Documentos de Trabalho. Fundap. São Paulo, 1988.
- FURTADO, Celso. Agricultura y desarrollo económico: Consideraciones sobre el caso brasileño. Trimestre Economico. México, Janv-mars, 1972.
- _____. Brasil: A construção interrompida. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1992.
- _____. O Fim da guerra fria e a América Latina. /s.n.t./.
- GALBRAITH, John Kenneth. "A destruição dos Estados Unidos pelo reaganismo." Jornal do Brasil, Rio de Janeiro, 17/2/91.
- GASTELLU, Jean-Marc. "...Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique?" IEDES, Paris, 1990. (polycopié).
- GEFFRAY, Christian. La cause des armes. Karthala, Paris, 1989.

_____. "La psychanalyse et l'objet de la sociologie. Nous, sujet pluriel". Paris, 1994. (polycopié).

_____. "La société makhuwa (Erati) de 1956 à nos jours". Cahiers Sciences Humaines, /sl/, n°25 (3), 1989.

_____. "Les hommes au travail, les femmes au grenier". Cahier Sciences Humaines, N°25, /sl/, 1989. pp.313-324.

_____. "Les maitres hors la loi: sur l'exploitation paternaliste au Brésil". /sl/sn/, 1993. (polycopié, version avant l'édition).

_____. "Marches captifs et dette fictive: Le caoutchouc en Amazonie brésilienne Occidentale". ORSTOM/Museu Goeldi, Belém (Brasil), 1991. (polycopié).

_____. "Production et reproduction sociales chez les Indiens d'Amazonie." Contribution au livre d'hommage à oeuvre de Claude Meillassoux. Belém, 1993. (polycopié, version avant l'édition).

GEFFRAY, Christian et alli. O impacto do trabalho migratório em Vilanculo: Um Projeto. UEM/CEA, Maputo, 1982.

GEFFRAY, C., PEDERSEN, M. Transformação da organização social e do sistema agrário do campesinato no distrito de Erati: Processo de socialização do campo e diferenciação social. Departamento Desenvolvimento Rural (Ministério da Agricultura)/UEM. Maputo, 1985.

GIRI, Jacques. L'Afrique en panne: vingt cinq ans de "développement". Karthala, Paris, 1986.

GODCA. Vamo-nos preparar para fazer um plano. Gabinete de Organização e Desenvolvimento das Cooperativas Agrícolas, Maputo, 1981.

GOLDMANN, Lucien. Ciências humanas e filosofia. DIFEL, São Paulo, 1984.

GOUSSAULT, Yves. Crise et réforme des structures agraires. Université de Lille III, Paris, 1974.

_____. "L'État et le développement de l'agriculture: Le concept d'intervention." Revue Tiers Monde, t. XVII, n° 67, juillet-septembre, 1976.

_____. "Stratifications sociales et coopération agricole". Revue Tiers Monde, t. XIV, n°54, avril-juin, 1973.

_____. "Tiers Monde développement: de la socio-économie à la sociologie." Revue Tiers Monde, t. XXVIII, n° 112, oct-déc. 1987, pp 759-776.

GRIFFON, Michel. Ajustement struturel et politique agricole en Afrique. CIRAD. Communication à la S. Française d'Economie Rurale, 1988. (polycopié)

GUICHAOUA, André, GOUSSAULT, Yves. Sciences sociales et développement. Armand Colin, Paris, 1993.

HAUBERT, Maxime. "De la tradition communautaire à la modernité coopérative: évolution, greffage ou récupération?" Revue Tiers Monde. N° 88. /sl/, oct-déc. 1981.

_____. Coopératives de production et développement Régional en Andalousie (Espagne): les défis actuels. XI Congrès mondial de sociologie. New Delhi, 18-22/8/86. (polycopié).

_____. L'action coopérative dans le Haouz de Marrakech. Séminaire du 2 au 7 janvier 1978, Marrakech. (polycopié).

_____. Coopératives de réforme agraire et sécurité alimentaire dans la Sierra Equatorienne. VII^{ème} Congrès mondial de sociologie rurale. Bologne (Italie), 25/6-2/7/1988. (polycopié).

HAUBERT, Maxime et alli. "Le paysan, le village et l'utopie". Revue Tiers Monde, t. XIX, n° 75, /sl/, juil-sept. 1978.

HEAD, Judith. "A Sena Sugar Estates e o trabalho migratório". Estudos Moçambicanos. N°1. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1980. pp.53-72.

HERMELE, Kenneth. Moçambique numa encruzilhada. Chr. Michelsen Institute, Bergen (Norvège), 1990. pp.247-293.

_____. "Guerra e estabilização. Uma análise a médio prazo do programa de recuperação económica de Moçambique (PRE)". Revista Internacional de Estudos Africanos. N°s 8-9. Lisboa, 1988.

HÉRODOTE. Géopolitique en Afrique. Revue de Géographie et de Géopolitique, n° 46. La Découverte, Paris, 1987.

HINDESS, Barry, HIRST, Paul. Modos de Produção Pré-Capitalista. Zahar Ed., Rio de Janeiro, 1976.

HONWANA, Luis Bernardo. "Sobre cultura Moçambicana". Revista Tempo, n° 580, Maputo, 1981.

INSTITUTO DE ANTROPOLOGIA. Moçambique: Cultura e história de um país. Anales de la V^a semana de culture africaine. Centro de Estudos Africanos, Universidade de Coimbra, 1988.

ISAACMAN, Barbara, STEFHN, June. A Mulher Moçambicana no processo de libertação. INLD (Instituto Nacional do Livro e do Disco). Maputo, 1984.

IVANOV, A. Opção socialista em África: polémica ideológica. Ed. Progresso, Moscou, 1987.

IACQUEMOT, Pierre. "La planification a-t-elle un avenir en Afrique au Sud du Sahara?" Afrique Contemporaine. N° 160. /sl/, 4^otrim.1991.

JEUNE AFRIQUE. L'annuaire jeune Afrique 1991. Rapport sur l'État de l'Afrique, /sl/, 1991.

JOSÉ, Alexandrino, MENESES, Maria Paula (org.). Mocambique - 16 anos de Historiografia. Centro de Estudos Africanos/UEM. Maputo, 1991.

KAUTZKY, Karl. A questão agrária (2 vol). Portucalense, Porto, 1972.

KOLLONTAI, Alexandra. "L'opposition ouvrière." Socialisme ou Barbarie. n°35, vol.VI, 15^e année, /sl/, janv-mars 1964.

KURZ, Robert. O colapso da modernização. Da derrocada do socialismo de caserna à crise da economia mundial. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1992.

_____. O retorno do Potemkin: capitalismo de fachada e conflito distributivo na Alemanha. Paz e Terra, São Paulo, 1993.

_____. "Um xeque-mate no capitalismo". Folha de São Paulo, Encart MAIS, 20/9/92.

_____. "A realidade irreal". Folha de São Paulo, Encart MAIS, 3/9/95.

_____. "Perdedores globais". Folha de São Paulo, Encart MAIS, 1/10/95.

_____. "A síndrome do obscurantismo". Folha de São Paulo, Encart MAIS, 5/11/95.

LASCH, Christopher. O mínimo eu: sobrevivência psíquica em tempos difíceis. Brasiliense. São Paulo, 1986.

LATOUCHE, Serge (dirigé par). L'économie dévoilée. Du budget familial aux contraintes planétaires. Éditions Autrement-Collection Mutations, n°. 159, Paris, 1995.

LATOUCHE, Serge. Faut-il refuser le développement? Essai sur l'anti-économie du tiers-monde. PUF, Paris, 1986.

LÉNINE, Wladimir Ilich. Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique. Éditions en Langues Étrangères, Pékin, 1970.

_____. La maladie infantile du comunisme (Le "gauchisme"). Éditions en Langues Étrangères, Pékin, 1970.

_____. L'État et la révolution. Éditions en Langues Étrangères, Pékin, 1970.

_____. Sobre a revolução democrática burguesa. Estampa, Lisboa, 1976.

_____. Que Hacer? Ediciones en Lenguas Eranjeras, Pékin, 1974.

LE ROY, Etienne et alli. Enjeux fonciers en Afrique noire. Karthala, Paris, 1982.

LEVY, Nelson. A sociedade perfeita: Um projeto de Morte. Projét de thèse doctorat. Universidade Federal Fluminense, Niterói (RJ), 1994.

LIBERATO, Carlos Franco. "Os conceitos de etnia e classes sociais: uma primeira aproximação dos instrumentos de análise à realidade africana". Soronda: Revista de Estudos Guineenses. Nº 14. Bissau, jul.1992. pp.83-95.

LICHTENSZTEJN, Samuel, BAER, Monica. Fundo Monetário Internacional e Banco Mundial: estratégias e políticas do poder financeiro. Brasiliense, São Paulo, 1987.

LIESEGANG, Gerhard. Vassalagem ou tratado de amizade? Estudos 2. Arquivo Histórico de Moçambique, Maputo, 1986.

_____. Guerras, terras e tipos de povoações: sobre uma "Tradição Urbanística" do Norte de Moçambique no século XIX. Revista Internacional de Estudos Africanos. Nº1. Lisboa, 1984. pp.169-183.

LINHART, Robert. Lénine, les paysans. Taylor. Éditions du Seuil, Paris, 1976.

LOPES, Leonel Leite. "Reflexões sobre a dinâmica populacional de Moçambique: a mulher e a criança, desenvolvimento e meio ambiente". Estudos Moçambicanos. Nº11-12. Centro de Estudos Africanos/UEM. Maputo, 1992. pp.67-78.

LOUREIRO, J.D. et alli. Segurança alimentar. CNP, Maputo, 1990. (polycopié).

LUNDIN, Iraê Baptista. "Modelos sócio-culturais". Séminaire: Mozambique dans le pós-guerre - Défis et réalité. Maputo, déc.1992. (polycopié).

MACKINTOSH, Maureen. 'Moçambique'. Traduction non-officielle de HARVEY, Charles (ed.). Agricultural Pricing Policy in Africa - Four Country Case Studies. Institute of Development Studies, University of Sussex, 1988. (polycopié).

MACKINTOSH, Maureen, WUYTS, Marc. Acumulação, serviços sociais e transição socialista no Terceiro Mundo: Reflexão sobre a planificação descentralizada baseadas na experiência moçambicanas. /s.n.t./ (polycopié).

MACHEL, Samora Moises. A libertação da mulher é uma necessidade da revolução, garantia da sua continuidade, continuação do seu triunfo. Coleção Estudos e Orientações, nº 4. DTI/Frelimo, 1979.

_____. A luta contra o subdesenvolvimento. Textos e Documentos. Ed. Partido Frelimo, Maputo 1983.

_____. A nossa força está na unidade. Coleção Unidade Nacional, nº 3. Instituto Nacional do Livro e do Disco (INDL), Maputo, 1983.

_____. A OJM deve ser uma escola de libertação da iniciativa criadora. Iª Conferência da Juventude Moçambicana. INDL/OJM, Maputo, /sd/.

- _____. As Forças Armadas de Moçambique devem participar na batalha económica. Coleção Palavras de Ordem, nº 21. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1981.
- _____. A Vitória do povo do Zimbabwe é fruto da luta armada, da unidade e do internacionalismo. Coleção Palavras de Ordem, nº 16. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1980.
- _____. Colher no 25 de Setembro força renovada para o combate. Coleção Palavras de Ordem, nº 13. Ed. do Partido Frelimo, Maputo, 1979.
- _____. Compreender a nossa tarefa. Coleção Estudos e Orientações, nº 13. DTI/Frelimo, Maputo, 1979.
- _____. Declaramos guerra ao inimigo interno. Ed. Quilombo, São Paulo, 1980.
- _____. Discurso à classe operária em 13/10/1976. FRELIMO, Maputo, 1976.
- _____. Educar o homem para vencer a guerra, criar uma sociedade nova e desenvolver a pátria. Coleção Estudos e Orientações nº 2. DTI/Frelimo, Maputo, 1978.
- _____. Estabelecer o poder popular para servir as massas. DTI/Frelimo, Maputo, 1979.
- _____. Exortação eleitoral. Lei eleitoral. Discurso. Assembleia Popular, Maputo, 1977.
- _____. Façamos de 1980-1990 a década da vitória sobre o subdesenvolvimento. Coleção Palavras de Ordem, nº 11. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1979.
- _____. Fazer da Beira ponto de partida para uma ofensiva organizacional. Coleção Palavras de Ordem, nº 17. Frelimo, Maputo, 1980.
- _____. Fazer da escola uma base para o povo tomar o poder. Publicações Nova Aurora, Cadernos de Cultura Popular/5. Lisboa, 1974.
- _____. Fazer do Niassa uma base sólida na construção do socialismo. Coleção Palavras de Ordem, nº 14, Ed. do Partido Frelimo, Maputo, 1979.
- _____. Fazer viver a linha do Partido em cada trabalhador. Coleção Palavras de Ordem, nº 9. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1979.
- _____. Mensagem à XXIVª sessão do comité de libertação da OUA: Dar-es-Salaam, 8/1/75. Frelimo, Lourenço Marques, 1975.
- _____. Mensagem ao povo de Moçambique. Afrontamento, Porto, 1974.

_____. Mensagem ao povo moçambicano por ocasião da tomada de posse do governo de transição em Moçambique em 21/9/74. A Voz do povo Moçambicano. Nº3. Ed. Casa de Moçambique, Lisboa, 25/9/74.

_____. O Partido e as classes trabalhadoras Moçabicanas na Edificação da Democracia Popular. Rapport du comité central au 3º Congrès. DTI/Frelimo, Maputo, 1977.

_____. O Processo da revolução democrática e popular em Moçambique. DTI (Departamento do Trabalho Ideológico da Frelimo), Maputo, 1980.

_____. Organizemos os nossos recursos para resolver os problemas do povo. Coleção Palavras de Ordem, nº 10. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1979.

_____. Produzir é aprender, aprender para produzir e lutar melhor. Coleção Estudos e orientações nº1, DTI/Frelimo, Maputo, 1978.

_____. Reforcemos o poder popular nos nossos hospitais. Coleção Palavras de Ordem, nº 15. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1979.

_____. Revolução: Transformação profunda das estruturas, transformação profunda da nossa vida. Edição da Imprensa Nacional, Maputo, 1975.

_____. Sindicatos organizarão os trabalhadores para matar a fome e a nudez. Coleção Palavras de Ordem, nº25. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1983.

_____. Temos que abandonar o passo do camaleão. Cadernos dos Conselhos de Produção, nº 5. Maputo, 1979.

_____. Transformar o aparelho de Estado no instrumento da vitória. Coleção Palavras de Ordem, nº 18. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1980.

_____. Transformar o Hospital Central num hospital do povo. Coleção Estudos e Orientações, nº 11. DTI/Frelimo, Maputo, 1976.

_____. Unidade anti-Imperialista é a base do não-alinhamento. Coleção Palavras de Ordem, nº 12. Ed. Partido Frelimo, Maputo, 1979.

MAHARAJ, Mac. "Determinantes internas da política externa de Pretória". Estudos Moçambicanos. Nº 8. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1990. pp.95-118.

MANTEGA, Guido. A economia política brasileira. Polis, São Paulo; Vozes, Rio de Janeiro, 1984.

MANTEGA, Guido et MORAES, Maria. Acumulação monopolista e crises no Brasil. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1979.

_____. "A economia política brasileira em questão: 1964-1975". Cadernos do Presente1. Ed. Aparte, São Paulo, 1978.

MAR, Eli J.E. Portugal e capital multinacional em Moçambique 1500-1973. Volume II. African Studies, Kastrup (Denemark), 1975.

MARTENS, André. "L'ajustement struturel, un concept ouvert". Université d'Ottawa, Colloque sur l'ajustement en Afrique, Montréal, 1988.

MARTINS, J.S., MEDEIROS, E.C. "A História de Moçambique antes de 1890: apontamentos bibliográficos sobre os resultados de investigação entre 1960 e 1980". Revista Internacional de Estudos Africanos. nº1. Lisboa, 1984. pp.201-216.

MARTINS, Margarida. Machambas estatais. Thèse de Master /s.n.t./.

MARX, Karl. Contribución a la critica de la economia politica. Ediciones Estudio, Buenos Aires, 1970.

_____. Critique du programme de Gotha. Editions en Langues Étrangères, Pékin, 1972.

_____. Le Capital. Livre I. Garnier-Flammarion, Paris, 1969.

MARX, Karl, ENGELS, Friedrich. Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt. Éditions Sociales, Paris, 1972.

_____. L'Idéologie Allemande. Éditions Sociales, Paris, 1972.

_____. Manifeste du Parti Communiste. Éditions en Langues Étrangères, Pékin, 1970.

MARX, Karl, MARX, Jenny, ENGELS, Friedrich. Lettres à Kugelmann. Éditions Sociales, Paris, 1971.

MATSINHE, C. et alli. "Sociedade e política em Moçambique hoje". Boletim do Laboratório de Pesquisa Social. Nº10. Universidade Federal do Rio de Janeiro, Déc.1992.

MAZOYER, M. L. Développement de la production et transférence agraire marchande. Paris, 1974 (polycopié).

MEDEIROS, Eduardo. As etapas da escravatura no Norte de Moçambique. Estudos 4. Arquivo Histórico de Moçambique, Maputo, 1977.

_____. Moçambique: Evolução de algumas instituições sócio-familiares. Centro de Estudos Sobre África/Universidade Técnica de Lisboa, 1985.

MEILLASSOUX, Claude. "Apartheid, pauvreté et malnutrition". Document Étude FAO. Rome, 1982.

_____. Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés d'autosubsistance. Cahiers d'études africaines, nº 4, 1960.

_____. Femmes, Greniers & Capitaux. Maspero, Paris, 1975.

_____. La reproduction et la transformation démographiques des sociétés sahéliennes. Centre Sahel, Université Laval, Québec, fév.1990.

_____. Poissons à bruler. XII^e Congrès International de sociologie famine et Société, Madrid, Juil.1990.

_____. Succès de la politique d'aide au surdéveloppement de pays riches. Paris, 1990. (polycopié).

MEILLASSOUX, C., UNSCHUR, C. "Entre l'État et les bandits armés par l'Afrique du Sud. Les Paysans Ignorés du Mozambique". Le Monde Diplomatique. Paris, octobre, 1985.

MELLATI, Júlio Cesar. Índios do Brasil. HUCITEC/INL-MEC, São Paulo, 1980.

MELLO, J.M. Cardoso de. "Panorama da crise". Unicamp. Campinas, 1992. (polycopié).

MELO, Fernando Homem de. "Agricultura brasileira: novo horizonte de crescimento". Análise & Dados. vol.2, nº1. Salvador (Brésil), juin.1992.

MENDES, João. A nossa situação o nosso futuro e o multipartidarismo. Publié par l'auteur, Maputo, 1994.

MESSIANT, Christine, MEUNIER, Roger (org.). Apartheid et capitalisme. Maspero, Paris, 1979.

MIC/RPM. Vamos desenvolver as nossas cooperativas de consumo. FRELIMO, Textos de Apoio nº1, Maputo, 1977.

MICHEL, Cépède et alli. A economia da alimentação. Edições Itáu, Lisboa, 1980.

MINC, Bronislaw. A economia política do socialismo. vol.1. Ed. Presença, Lisboa, 1977.

MINISTÉRIO DA AGRICULTURA/RPM. Breve monografia agrária. Maputo, 1977.

MINISTÉRIO DA AGRICULTURA. Proposta de reorganização do setor estatal agrário: Lista de enquadramento das empresas. Maputo, 1989.

MINISTÉRIO DA INDÚSTRIA E COMÉRCIO/RPM. Vamos desenvolver as nossas cooperativas de consumo. Textos de Apoio, nº 1. Maputo /sd/.

_____. Programa das tarefas gerais obrigatórias para o ano letivo de 1978. Maputo, 1977.

_____. Programa das tarefas gerais obrigatórias para o ano letivo de 1979. Maputo, 1978.

MJ/RPM. Lei da Organização Jurídica. MJ/RPM, Maputo, 1978.

- MONDLANE, Eduardo Chivambo. O movimento de libertação de Moçambique. Boletim do Arquivo Histórico de Moçambique, nº 5, INDL. Maputo, 1989.
- MONTEIRO, José Óscar. Poder e democracia. Assembléia Popular, Maputo, 1988.
- MOSCA, João. "O Papel do Estado no pós-Guerra e num contexto de ajustamento estrutural". Estudos Moçambicanos. Nº11/12. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1992. pp.51-63.
- MOTTA, Helena. Moçambique por Eduardo Mondlane. INLD, Maputo, 1983.
- MUHLANGA, Orlando. Diário de sangue. Coopimagem, Maputo, 1984.
- MURTEIRA, Mario. Lições de economia política do desenvolvimento. Presença, Lisboa, 1988.
- _____. Os Estados de língua portuguesa na economia mundial. Presença, Lisboa, 1988.
- MUTIMATI, Barnabé João. Eu, o Povo. Ed Frelimo, Lourenço Marques, 1975.
- NEELMAN, Win. Ensino de matemática em Moçambique e sua relação com a cultura "tradicional". Thèse de master. Universidade Estadual Paulista, Piracicaba, 1993.
- NIOSI, Jorge et FAUCHER, Philippe. "O Estado e o comércio internacional: tecnologia e competitividade". Revista de Economia Política. São Paulo, jan-mars.1990. pp.91-109.
- NUN, José et alli. Revista Pasado y Presente. nº23, année IV, juil-déc, Buenos Aires, 1973.
- O'DONNEL, Guillermo. Reflexões sobre os Estados burocráticos autoritários. Vértice, São Paulo, 1987.
- OGWU, U. Joy. "Cooperação Sul-Sul: Problemas, possibilidades e perspectivas de uma relação emergente". Estudos Afro-Asiáticos. Nº 11. Centro de Estudos Afro Asiáticos, Rio de Janeiro, 1985.
- O'LAUGHLIN, Bridget. "A base social da guerra em Moçambique: análise de 'A causa das armas em Moçambique - antropologia de uma guerra civil', de C. Geffray". Estudos Moçambicanos. Nº 10. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1992. pp.107-142.
- OLIVER, Roland. A Experiência Africana: da pré-história aos dias atuais. Jorge Zahar Ed. Rio de Janeiro, 1991.
- OLIVEIRA, Carlos Alonso Barbosa de. "Comentários sobre a atual crise do Estado". Textos para discussão nº19. IESP/FUNDAP, São Paulo, août.1989.
- OLSON, Thomas. "África do Sul e seus vizinhos: Estratégias regionais em confrontação". Estudos Moçambicanos. Nº 9. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1990. pp.15-62.

OPPENHEIMER, Jochen. "As estatísticas da OCDE sobre a cooperação internacional: O exemplo de Moçambique". Ministério da Cooperação, Maputo, 1990.

_____. "Desenvolvimento rural e preços agrícolas em África: em favor de uma abordagem interdisciplinar". Revista Internacional de Estudos Africanos. Nº3. Lisboa, 1985. pp.107-127.

ORGANIZAÇÃO DA JUVENTUDE MOÇAMBICANA. Façamos da OJM a organização de toda a juventude Moçambicana. Maputo, 1981.

ORGANIZAÇÃO DA MULHER MOÇAMBICANA. Estatutos e Programas da OMM. Documents de la 2^e conférence. Maputo, 1976.

ORGANIZAÇÃO NACIONAL DOS PROFESSORES. Relatório da Comissão Coordenadora Nacional à Conferência Nacional Constituinte da ONP. Maputo, 1981.

PAIVA, Ruy Millet. "Pode a agricultura ser fator dinâmico de crescimento dos países subdesenvolvidos?" Agricultura em São Paulo. ano 37, t.1. São Paulo, 1990. pp.159-181.

PÉLISSIER, René. Naissance du Moçambique. Résistance et revoltes anticoloniales. Tomes 1-2. PELISSIER/CNRS, Orgeval, 1984.

PENVENNE, Jeanne. "A luta continua!: Literatura recente sobre Moçambique". Revista Internacional de Estudos Africanos. nº3. Lisboa, 1985.

PEREIRA, José Maria Nunes. Os estudos africanos no Brasil e as relações com a África - Um estudo de caso: O CEEA (1973-1986). Thèse de master en sociologie, Universidade de São Paulo, 1991.

PEREIRA, Rui. "Antropologia aplicada na política colonial portuguesa de Estado Novo". Revista Internacional de Estudos Africanos. nº 4-5. Lisboa, 1986. pp.191-235.

PINHEIRO-GUIMARÃES, Samuel. "A nova ordem Internacional, o Terceiro Mundo e o Brasil". Presentation à la 43^e Réunion de la 'Sociedade Brasileira para o Progresso da Ciência-SBPC', Rio de Janeiro, juil.1991.

PLEKHANOV, Georges. A arte e a vida social. Moraes Ed. Lisboa, 1977.

POLÍTICA EXTERNA A nova ordem internacional. Vol.1, nº 1, juin 92. Paz e Terra/USP, São Paulo, 1992.

POPPER, Karl. A miséria do historicismo. Cultrix, São Paulo, 1993.

_____. O Racionalismo Crítico na Política: coletânea de ensaios. Ed.UnB, Brasília, /sd/.

RAMAHATRA, Olivier. "Les matières premières de l'Afrique sont-elles encore stratégiques?" Afrique Contemporaines. Nº153. Paris, 1990.

- RANDLES, W.G.L. L'empire du Monomotapa du XVe au XIXe siècle. Mouton, Paris, 1975.
- RAPPORT DU CEPII. Économie mondiale 1980-1990: la fracture? /sn/sd/ (polycopié).
- RATILAL, Prakash. Enfrentar o desafio: utilizar a ajuda para terminar a emergência. Ed. Globo, Maputo, 1990.
- REIS, Daniel Aarão. A revolução faltou ao encontro: os comunistas no Brasil. Brasiliense, São Paulo, 1990.
- _____. "O declínio das utopias socialistas no século XX: uma crise terminal?" Reunion de la ANPUH, São Paulo, 1993.
- REPÚBLICA DE MOÇAMBIQUE. Plano económico e social -1994. Maputo, 1994.
- _____. Plano económico e social -1991. Maputo, 1991.
- _____. Dinâmica demográfica e processos económicos, sociais e culturais. Maputo, 1990.
- REY, P.P. Les alliances de classes. Maspero, Paris, 1976.
- RIBEIRO, Fernando Rosa. Que é ser negro ou ser africano, afinal de contas? Rio de Janeiro, 1994. (polycopié).
- RITA-FERREIRA, A. Pequena história de Moçambique pré-colonial. Fundo de Turismo, Lourenço Marques, 1975.
- RODRIGUES, Rui da Costa. As assimetrias espaciais do desenvolvimento sócio-económico de Moçambique. ULM, Lourenço Marques, 1972.
- RPM. Comissão de implementação dos Conselhos de Produção. RPM, Maputo, 1977.
- _____. Principal legislação promulgada pelo Governo da RPM. Vol.IV. Imprensa Nacional, Maputo, 1977.
- _____. Principal legislação promulgada pelo Governo da RPM. Vol.V. Imprensa Nacional, Maputo, 1978.
- _____. Principal legislação promulgada pelo Governo da RPM. Vol.VI. Imprensa Nacional, Maputo, 1979.
- _____. Informação Económica. Maputo, 1984.
- _____. Informação Estatística 1987. Comissão Nacional do Plano/Direção Nacional de Estatística, Maputo, août 1988.
- _____. Informação Estatística 1989. Comissão Nacional do Plano/Direção Nacional de Estatística, Maputo, août 1990.

_____. Informação Estatística 1990. Comissão Nacional do Plano/Direção Nacional de Estatística, Maputo, juin 1991.

RPM/FRELIMO. Construamos o futuro com as nossas mãos. RPM/FRELIMO. Maputo, 1987.

_____. Vamos construir um Estado do povo ao serviço do povo. RPM/FRELIMO, 1ºVOL. Seminário Nacional do Aparelho de Estado, Maputo, 1976.

RTA/ PROVÍNCIA DE MOÇAMBIQUE. Relatório sobre o resgate dos "Machongos" do Sul do Save. INM, Lourenço Marques, 1955.

SADER, Emir. Cuba, Chile, Nicarágua: Socialismo na América Latina. Atual Ed., São Paulo, 1992.

SAMPAIO, Plínio de Arruda. "Apontamentos para a formulação de diretrizes básicas para um novo projeto de desenvolvimento". Programme de 3º cycle. Planification stratégique et politiques économiques. Pontificia Universidade Católica de São Paulo, 1992. (polycopié).

_____. "Equilíbrio nas relações capital/trabalho: um requisito para a modernização". Programme de 3º cycle. Planification stratégique et politiques économiques. Pontificia Universidade Católica de São Paulo, 1992. (polycopié).

SANTOS, Boaventura de Souza. Pela mão de Alice: o social e o político na pós-modernidade. Ed. Afrontamento, Porto, 1994.

_____. (org.). Portugal: Um retrato singular. Centro de Estudos Sociais, Ed. Afrontamento, Porto, 1993.

SANTOS, José Hipólito. Cooperativização e desenvolvimento rural em Moçambique. Ed. Seies, Lisboa, 1984.

SANTOS, Marcelino dos. Palestra concedida pelo dirigente de Sofala a cooperantes em serviço na cidade da Beira. Beira, 28/11 e 5/12/1984. (polycopié).

SANTOS, Wanderley Guilherme dos. Paradoxos do liberalismo. Vértice, São Paulo; IUPERJ, Rio de Janeiro, 1988.

SARMENTO, Luis et alli. Apreciação sobre a realização do seminário Prov. sobre Aldeias Comuns de Cabo Delgado. CEA. Maputo, 1976. (polycopié).

SAUL, John S. "O Estado da Frelimo: da revolução à recolonização". Arquivo. nº15. Maputo, Arquivo Histórico de Moçambique, avr. 1994.

_____. Moçambique: camponeses e libertação. CEA, Maputo, 1976. (polycopié).

SCHUMPETER, Joseph A. Teoria do desenvolvimento económico. Ed. Fund. de Cultura. Rio de Janeiro. 1961.

SEARLE, Chris. "École Nouvelle au Mozambique". Environnement Africain. Série Études et Recherches, n° 94-84. ENDA, Dakar, out. 1984.

SECRETARIA DO ESTADO DO ALGODÃO/RPM. Projet de développement rural de la Province de Nampula. CFDT (Compagnie Française pour le développement des fibres textiles), Maputo, 1987.

SECRETARIA PROVINCIAL DE COMÉRCIO E INDÚSTRIA. A economia de Moçambique em números. Fundo de Comercialização, Lourenço Marques, 1973.

SEGRERA, Francisco López. Sobrevivirá Cuba? La economía cubana en 1994: antecedentes, variables, alternativas y escenarios. Simposium The Third World Competitiveness in the World Economy Post-Cold War. Rio de Janeiro, juil. 1994. (polycopié).

SELEMANI, David Aloni. Estrutura social-tradicional negro-africana: fundamento do socialismo africano? Publié par l'auteur. Braga (Portugal), 1971.

SERRA, A. M. de Almeida. Política agrária e desenvolvimento econômico e social na R.P.M., 1975-85. Thèse de doctorat en économie soutenue à l'Universidade Técnica de Lisboa, Setúbal, 1991.

SERRA, Carlos. Como a penetração estrangeira transformou o modo de produção dos camponeses moçambicanos. vol.2. UEM, Maputo, 1986.

_____. "O capitalismo colonial na Zambézia 1855-1930". Estudos Moçambicanos. N°1. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1980. pp.33-52.

_____. Para a história da arte militar Moçambicana (1505-1920). Cadernos Tempo, Maputo, 1983.

SINATORA, Amilton et alli. Política agrária. Mercado Aberto, Porto Alegre, 1985.

SINGER, Paul. O que é socialismo hoje? Vozes, Petrópolis (RJ), 1980.

SLOVO, Joe. África do Sul: um só caminho. Editorial Caminho, Lisboa, 1978.

SOUZA, Nilson Araújo de. Teoria marxista das crises. UFMS/Global Ed., São Paulo, 1992.

SPCI (PORTUGAL) A economia de Moçambique em números. Federação Comercial, Lourenço Marques, 1973.

STALINE. Le communisme et la Russie. Ed. Denoel, Paris, 1968.

STOFFAES, Christian. A crise da economia mundial. Dom Quixote, Lisboa, 1991.

SULIK, S. Na linha da frente. Progresso, Moscovo, 1986.

TAIBO II, Paco I., ESCOBAR, F., GUERRA, F. O ano em que estivemos em parte nenhuma: a guerrilha africana de Che Guevera. Campo das Letras, Porto, 1995.

TAVARES, Maria da Conceição. Reestructuracion industrial y politicas de ajuste macroeconomico em los centros: la modernizacion conservadora. /sn/sl/, 1990. (polycopié).

TAUILE, José Ricardo. "Novos padrões tecnológicos, competitividade industrial e bem-estar social: perspectivas brasileiras". Revista de Economia Política. Vol.9, n.3. São Paulo, 1989. pp.43-67.

TERRAY, E. Le marxisme devant les sociétés primitives. Maspero, Paris, 1969.

TODD, Emmanuel. La troisième planète. Seuil, Paris, 1983.

TOURAINÉ, Alain. O pós-socialismo. Brasiliense, São Paulo, 1988.

TRACEY, Hugh. Antonio Fernandes, descobridor do Monomotapa. AHM, Maputo, 1940.

TROTSKY, Leon. Revolução e contra-revolução. Ed. Laemmert, Rio de Janeiro, 1968.

TSEMO, Sihaka. "Direitos e papel da mulher africana no contexto político-jurídico tradicional: evolução e perspectivas". Estudos Moçambicanos. Nº11-12. Centro de Estudos Africanos/UEM. Maputo, 1992. pp.185-212.

TSE TUNG, Mao. Sobre a questão da cooperação agrícola. Edições em Línguas Estrangeiras, Pekin, 1975.

TSUKÂNNOV, Oleg Petróvitch. "Rússia: luz no fim do túnel da crise? /s.n.t./ (polycopié).

TUTASHINDA, N. As mistificações da "autenticidade" africana. Ulmeiro, Lisboa, 1978.

UEM - Departamento de História. Agressão imperialista (1886-1930). História de Moçambique. Vol. nº 2. Cadernos Tempo, Maputo, 1983.

UNDP. Human development report 1990. Oxford University Press, New York, 1990.

UNESCO. Pour une action en profondeur: face à la situation économique critique en Afrique. /sl/, mai. 1986.

VAIL, Leroy, LANDEG, White. "Formas de resistência: canções e noções de poder na colônia de Moçambique". Revista Internacional de Estudos Africanos. Nº 2. Lisboa, 1984. pp.9-62.

VALE, Peter. "A inevitabilidade dos generais: A anatomia do poder branco na África do Sul". Estudos Moçambicanos. Nº 8. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1990. pp.57-94.

VANEIGEM, Raoul. Banalidades de base. Livraria Almeida Ed., Coimbra, 1972.

VEIGA, José Eli da. O desenvolvimento agrícola: uma visão histórica. Ed. Hucitec, EDUSP, São Paulo, 1991.

VELASQUES, Germán et alli. Pour une politique de médicament: Le expérience du Mozambique. L'Harmattan, Paris, 1986.

VERSCHUUR, C. Questions sur les technologies appropriées: contributions de l'expérience des villages communautaires au Mozambique. Doctorat de 3e cycle. IEDES (Mazoyer dir.). Paris, 1984.

VERSCHUUR C., LIMA, M., LAMY P., VELASQUES G. Moçambique, dix ans de solitude.... L'Harmattan, Paris, 1986.

VIEIRA, Sérgio. "África austral: conflitos, percepções e perspectivas na arena internacional". Estudos Moçambicanos. Nº 9. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1990. pp.29-55.

_____. "Vetores da política externa da Frente de Libertação de Moçambique (1962-1975)". Estudos Moçambicanos. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1991. pp.11-36.

VIEIRA, Sérgio, OLSON, Thomas. "Limitações à transferência de armamento e sua relação com a paz, segurança e desenvolvimento". Estudos Moçambicanos. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1991. pp.11-36.

WALLERSTEIN, Immanuel. O sistema mundial moderno. vol. 1. A agricultura capitalista e as origens da economia mundial europeia no século XVI. Ed. Afrontamento, Porto, 1974.

WEISS, Peter, SILVA, Daniel Martins. Questões sobre o investimento estrangeiro. DIL-Ministério da Justiça, Maputo, 1985.

WHITE Eduardo. Vozes do sangue. A criança e a guerra em Moçambique. INDL. Maputo, 1988.

WILSON, K.B. Deslocados internos, refugiados e repatriados de e para Moçambique. ASDI (Agence Suédoise D'Aide au Developpement Internacional), Relatório nº1. Oxford, 1993.

WHITAKER, Jennifer Seymour (org.). Les Etats-Unis et Afrique. Karthala, Paris, 1981.

WOLFE, Marshall. Desenvolvimento para que e para quem? Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1976.

WORLD BANK. World development report-1994: infrastructure for development. World bank, Oxford University Press, 1994.

WUYTS, Marc. Camponeses e economia rural em Moçambique. CEA-UEM, Maputo, 1978.

_____. "Economia política do colonialismo português em Moçambique". Estudos Moçambicanos, nº1, 1980.

_____. "Economic crisis and Third World Countries: impact and response". Kingston, Jamaica, 3-6/4/1989. (polycopié).

_____. "Gestão econômica e políticas de ajustamento em Moçambique". Estudos Moçambicanos no. 8, Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1990.

_____. "Um apontamento estatístico sobre a tendência do desenvolvimento económico". Estudos Moçambicanos. Nº 10. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1991.

WUYTS, Marc. et alli. A questão agrária., Estudos Moçambicanos nº 3. CEA. Maputo, 1980.

WYNTER, Pauline. "Propriedade, mulheres pescadoras e a luta pelos direitos da mulher em Moçambique". Estudos Moçambicanos. Nº 10. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo, 1991. pp.7-17.

ZACARIAS, Agostinho (ed.). Repensando estratégias sobre Moçambique e África Austral. Instituto Superior de Relações Internacionais, Maputo, 1991.

LEGISLATION MOZAMBICAINE

Constituição da República Popular de Moçambique. Assembléia Popular, Maputo, 1975.

Constituição da República Popular de Moçambique. Assembléia Popular, Maputo, 1978.

Constituição do Primeiro Governo. Assembléia Popular, Maputo, 1975

Legislação Sobre o Uso e Aproveitamento da Terra. Imprensa Nacional de Moçambique, Maputo, 1987.

Lei da Nacionalidade. Assembléia Popular, Maputo, 1975.

Lei da Organização Judiciária. Ministério da Justiça, Maputo, 1978.

Lei das Cooperativas. Assembléia Popular, Maputo, 1979.

Lei de Terras. Assembléia Popular, Maputo, 1979.

Lei do Arrendamento. Assembléia Popular, Maputo, 1979.

Lei do Comércio Privado. Assembléia Popular, Maputo, 1979.

Lei do Recenseamento. Assembléia Popular, Maputo, 1979.

Lei do Trabalho. Assembléia Popular, Maputo, 1985.

Lei dos Crimes Contra a Segurança do Povo e do Estado Popular. Assembleia Popular, Maputo, 1979.

Lei Eleitoral. Assembleia Popular, Maputo, 1977.

Lei Eleitoral. Assembleia Popular, Maputo, 1980.

Lei Orçamental. Assembleia Popular, Maputo, 1980.

Projeto de Revisão da Constituição da República Popular de Moçambique. Assembleia Popular, Maputo, 1988.

REVUES/JOURNAUX

MOZAMBIQUE. SÉLECTION DE PRESSE. N°1-2, déc.83/ jan.84. AAFM (Association d'Amitié France- Mozambique). Paris, 1984. (polycopié).

ÁFRICA HOJE. Mensuel. N°s 63 et 64 (ano VII, sept. et oct.1993). Lisboa.

AFRIQUE ASIE. Hebdomadaire. Paris. N°s 217 (jul 1980) et 333 (oct-nov.1984).

AFRIQUE CONTEMPORAINE. Documentation Française. Paris. N°s 92 (spécial, 1992); 157, 158, 159, 160 (1991) et 163 (1992).

AFRICA DEVELOPMENT, vol XX, n° 3, Dakar, 1996.

ARQUIVO. N°s 3, 4 (1988); 5 (1989). Boletim do Arquivo Histórico de Moçambique.

CADERNOS DO TERCEIRO MUNDO. Mensuel. N°102 (ano X, sep.1987) et n°160 (anné XVI, avr. 1993). Rio de Janeiro.

COOPERAÇÃO E DESENVOLVIMENTO. Boletim de Informação do Ministério da Cooperação. Mensuel. N°s 1 à 11 et Edição Especial (fév à déc 1989); 13 à 28 (jan. 1990 à avr. 1991). Maputo.

ECONOMIA. Revue d'économie et d'affaires de Mozambique. Maputo. N°s 1 (1987); 2, 3(1988), 4, 5, 6 (1989); 8 (année 2°, 1990); 1, 2, 3, 4, 5 et 6 (année 4°, 1991).

ESTUDOS MOÇAMBICANOS. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo. N°s 1 (1980); 2, 3 (1981); 5/6 (1986) et 13 (1993).

EXTRA. Revue pour le développement rural. Publication quadrimestrielle. N°s 1 à 8 (1989 à 1991); 10 (1992), Edition Spécial (juil.1992) et 12 (1993). Centro de Formação Agraria/Ministério da Agricultura, Maputo.

JUSTIÇA POPULAR. N°s 7 (jan-mai.1983) et 8/9 (jan-juin 1984). Ministério da Justiça, Maputo.

L'ECONOMISTE DU TIERS MONDE. Paris. N°27 (sep. 1978).

MÉDIAFAX. Publication quotidienne par fax. n°s 486-490, 642, 643, 649. Maputo, avr.-déc. 1994.

NÃO VAMOS ESQUECER. Bulletin de l'Oficina de História. Centro de Estudos Africanos/UEM, Maputo. N°s1 et 2/3, année I, 1983.

NOTÍCIAS. Journal. Maputo. Années 76 à 93, divers números. Juil. à déc. 1979; jan. à avr. 1980, juin à juil. 1984, complets et 4/2/1978.

NOVOS ESTUDOS CEBRAP. São Paulo. N°s 36 (jul. 1993) et 37 (nov. 1993).

PASADO Y PRESENTE. Revue Trimestrielle. Buenos Aires N° 2/3, ano IV, juil.-déc. 1973.

POLITIQUE AFRICAINE. n°s 3(1981), 9(1983), 14(1984), 17(1985), 19(1985), 21(1986), 25(1987), 26(1987), 29(1988). Karthala, Paris.

PRISMA. Mensuel. Havana (Cuba). 9^e Année, n°100, janv. 1990.

REVISTA FISCAL. Revue Trimestrielle. Ministère des Finance, Maputo. N°s 1, 2, 4 (1989) et 5 (1990).

REVISTA INTERNACIONAL DE ESTUDOS AFRICANOS, n°14/15, IICT, Lisboa, 1991.

TEMPO. Hebdomadaire, Maputo. N°s 333 (1977); 389, 404 (1978); 439, 441, 447, 455, 457, 461, 480, 481 (1979); 484, 486, 491, 492, 493 (1980); 609, 637 (1982); 659, 660, 672, 679 (1983); 716, 728, 729, 742 (1984); 743, 744, 745, 746, 751, 752 (1985); 833, 837, 838 (1986); 864, 883, 884, 888, 890, 892 (1987); 906, 907, 908, 909, 917, 919, 923 (1988); 956, 970, 975, 977, 980, 1000, 1001 (1989); 1013, 1037 e 1038 (1990).